NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

9 janvier 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
IL Israël 2

Informations sur les États contractants et les offices récepteurs
UY Uruguay 3

Taxes payables en vertu du PCT
IL Israël 3

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

IL Israël

Accord entre le Gouvernement d'Israël et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office des brevets d'Israël** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications entreront en vigueur le 1er mars 2025.

Avec effet à compter du 1er mars 2025, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en nouveau shekel israélien)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	4.101
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	4.101
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	1.758
Taxe pour paiement tardif de la taxe d'examen préliminaire	montant prévu par la règle 58*bis*.2
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	1.758
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	527
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par document	50

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/docs/agreements/ag-il.pdf

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS ET LES OFFICES RÉCEPTEURS

UY Uruguay

Des informations de caractère général concernant l'**Uruguay** en tant qu'État contractant du PCT et des renseignements se rapportant aux exigences de la **Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay)** en tant qu'office récepteur en vertu du PCT, ainsi que des renseignements se rapportant à ses exigences en tant qu'office désigné concernant les dépôts de matériel biologique, figurent désormais aux annexes B(UY), C(UY) et L(UY) du *Guide du déposant du PCT*, qui sont publiées à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IL Israël

L'**Office des brevets d'Israël** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe pour le document de priorité, applicable à compter du 1er mars 2025, exprimé en **nouveau shekel israélien (ILS)** et payable à l'office en sa qualité d'office récepteur, comme suit :

Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	ILS	100

[Mise à jour de l'annexe C(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2025 (jusqu'au 28 février 2025), sont de CHF 976 et EUR 1.049 respectivement.

En outre, l'office a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau shekel israélien (ILS)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et applicables à compter du 1er mars 2025, comme suit :

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) :	ILS	4.101
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) :	ILS	4.101
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.1.c) du PCT) :	ILS	527
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b) et 94.1*ter*), par document :	ILS	50

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

Enfin, l'office a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau shekel israélien (ILS)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international et applicables à compter du 1er mars 2025, comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b) du PCT) :	ILS	1.758
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3.a) du PCT) :	ILS	1.758
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.2 du PCT) :	ILS	527
Taxe pour la délivrance de copies (règles 71.2.b) et 94.2), par document :	ILS	50

[Mise à jour de l'annexe E(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

Guide du déposant du PCT
UY - Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay)

Annexe B - Informations sur les États contractants ou sur les organisations intergouvernementales

État contractant :
Uruguay

Code à deux lettres :
UY

Nom de l'office :
Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay)

Siège :
Rincón 719 – Piso 3º
C.P.: 11000
Montevideo
Uruguay

Adresse postale :
Comme ci-dessus

Téléphone :
(598) 2840 1234 (postes 4451, 4460, 4404)

Courrier électronique :
pct.dnpi@miem.gub.uy
secretaria.dnpi@miem.gub.uy

Internet :
https://www.gub.uy/ministerio-industria-energia-mineria/institucional/estructura-del-organismo/direccion-nacional-propiedad-industrial
https://www.gub.uy/ministerio-industria-energia-mineria/marcas-patentes

Télécopieur :
Aucun

L'office accepte-t-il le dépôt de documents par télécopie ou par des moyens analogues (règle 92.4 du PCT) ?
Non

L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?
Oui

Guide du déposant du PCT
UY - Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay)

Annexe B - Informations sur les États contractants ou sur les organisations intergouvernementales (*Suite*)

L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?

Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit :
DHL, FedEx, UES, UPS

L'office est-il disposé à permettre aux déposants de rendre les demandes disponibles auprès du service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (règle 17.1.b-*bis*) du PCT) ?

Non

Office(s) récepteur(s) compétent(s) pour les demandes internationales déposées par les nationaux et les personnes domiciliées dans ce pays :

IB, UY

La législation nationale impose-t-elle des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'un des offices étrangers ?

Non

Office(s) désigné(s) (ou élu(s)) compétent(s) pour ce pays :

UY

Types de protection disponibles par la voie PCT :

Brevets, Modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu d'un brevet national)

Modes de paiement acceptés par l'office :

Les paiements doivent être effectués au moyen du système de dépôt en ligne du DNPI, dans le module de paiement : https://rad.miem.gub.uy/login/auth

Disponibilité en vertu de la législation nationale relative à une recherche de type international (Article 15 du PCT) :

Non

Protection provisoire à la suite de la publication internationale :

Non

Guide du déposant du PCT
UY - Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay)

Annexe B - Informations sur les États contractants ou sur les organisations intergouvernementales (*Suite*)

Informations utiles si cet État contractant est désigné (ou élu)

Pour la protection nationale

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués :

Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 du PCT, le déposant a deux mois à compter de l'expiration du délai spécifié en vertu de la règle 51*bis*.3 pour fournir l'information

Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?

Oui, se référer à l'annexe L.

Guide du déposant du PCT
UY - Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay)

Annexe C - Office récepteur

Office(s) récepteur(s) compétent(s) pour les demandes internationales déposées par les nationaux et les personnes domiciliées des pays suivants:

Uruguay

Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :

Espagnol

Langue acceptée pour le texte libre dépendant de la langue dans le listage des séquences :

Espagnol

Langue dans laquelle la requête peut être déposée :

Espagnol

Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :

1

L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique ?

Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (se référer à "Taxes payables à RO").

Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.26 de l'OMPI en format XML; aucune taxe n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format.

La notification pertinente de l'office sera publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) prochainement.

Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT

L'office récepteur accepte-t-il la remise de documents en format de pré-conversion et, si tel est le cas, dans quel format (instruction 706 des instructions administratives du PCT) ?

Oui, Microsoft Word (.DOCX) et PDF

L'office récepteur accepte-t-il l'incorporation par renvoi (règle 20.6 du PCT) ?

Oui

L'office récepteur accepte-t-il qu'on lui soumette des dessins en couleur de manière informelle et les transmet-il au Bureau international ?

Oui

L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3 du PCT) ?

Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de la "diligence requise"

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

BR, CL

Guide du déposant du PCT
UY - Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay)

Annexe C - Office récepteur (*Suite*)

Taxes payables à RO :

Taxe de transmission :

Équivalent en UYU de 100 USD

Taxe internationale de dépôt :

Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (se référer à l'annexe C(IB)).

Équivalent en UYU de 1,555 USD

Taxe par feuille à compter de la 31e :

Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (se référer à l'annexe C(IB)).

Équivalent en UYU de 18 USD

Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :

Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :

Équivalent en UYU de 234 USD

Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :

Équivalent en UYU de 351 USD

Taxe de recherche :

Se référer à
Annexe D(CL)

Fee for priority document (PCT Rule 17.1(b)):

Les taxes de l'office sont établies en unités indexées (UI), (article 117 de la loi sur les brevets n° 17.164, modifiée par l'article 398 de la loi sur les brevets n° 18.719), mais elles sont payables en UYU et sont actualisées mensuellement, en fonction de la valeur de l'UI le premier jour de chaque mois. Se référer à https://www.gub.uy/ministerio-industria-energia-mineria/comunicacion/publicaciones/tasas-precios-direccion-nacional-propiedad-industrial.

Se référer à l'office

Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :

Équivalent en UYU de 400 USD

L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?

Non

Qui peut agir en qualité de mandataire ?

Toute personne physique ou morale domiciliée en Uruguay

Guide du déposant du PCT
UY - Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay)

Annexe C - Office récepteur (*Suite*)

Renonciation au pouvoir :

Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90*bis*.1 à 90*bis*.4 du PCT; se référer également au paragraphe 11.048 de la phase internationale).

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Non

L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Non

Guide du déposant du PCT
UY - Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay)

Annexe L - Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique

Exigences des offices désignés et élus

Seuls les offices dont la loi nationale applicable contient des dispositions concernant les dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique sont énumérés dans l'annexe L. Sauf indication contraire, les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant ces offices peuvent être effectués auprès de toute institution de dépôt internationale reconnue en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets.

Pour la liste complète de ces institutions, se référer à :

http://www.wipo.int/treaties/fr/registration/budapest/pdf/idalist.pdf (et les exigences et pratiques détaillées pour chaque institution : https://www.wipo.int/budapest/fr/guide/section_d/subsection_c.html)

Les notifications y relatives peuvent être consultées à l'adresse suivante :

http://www.wipo.int/treaties/fr/registration/budapest/

De plus amples détails concernant les exigences des institutions de dépôt en vertu du Traité de Budapest sont disponibles à l'adresse suivante :

http://www.wipo.int/budapest/fr/guide/index.html

Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir :

— Les indications exigées dans la règle 13*bis*.3.a)i) à iii) :

Au moment du dépôt, dans la description

— toute indication supplémentaire :

Aucune

Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13*bis*.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices :

Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, description des caractéristiques et renseignements concernant l'utilité du micro-organisme ou autre matériel biologique

Information additionnelle

Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets auprès de la Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay) peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt selon le Traité de Budapest

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

16 janvier 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 13
US États-Unis d'Amérique 13

Offices récepteurs

UY Uruguay 13

Offices désignés (ou élus)

US États-Unis d'Amérique 14

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF) et en euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2025, sont de de CHF 246 et de EUR 262 pour les demandes internationales déposées en ligne et de CHF 368 et de EUR 392 pour les demandes internationales déposées sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables à compter du 19 janvier 2025, sont les suivants :

			Petite entité	*Micro-entité*
Taxe de transmission[1] (règle 14 du PCT) :	USD	285	114	57
Taxe pour requête en restauration du droit du priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	USD	2.260	904	452

[Mise à jour de l'annexe C(US) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

UY Uruguay

La **Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay)** a spécifié l'Office espagnol des brevets et des marques – en plus de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) et de l'Institut national de la propriété industrielle (Chili) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale pour les demandes internationales déposées le 7 janvier 2025 ou ultérieurement par les ressortissants d'Uruguay et les personnes domiciliées dans ce pays auprès de la DNPI, ou auprès de l'office récepteur du Bureau international de l'OMPI.

[Mise à jour de l'annexe C(UY) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] De plus, un montant supplémentaire de USD 400 est applicable aux demandes internationales déposées autrement qu'au moyen du système de dépôt électronique de l'office (*Patent Center*); ou un montant supplémentaire de USD 200 pour les dépôts effectués par une petite ou une micro-entité.

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO)** a notifié au Bureau international des changements relatifs aux composantes de la taxe nationale[2], exprimées en **dollar des États-Unis (USD)** et payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces changements sont également applicables à compter du 19 janvier 2025. La liste récapitulative desdites composantes est la suivante :

			Petite entité	*Micro-entité*
Taxe nationale de base[3] :	USD	350	140	70
Taxe de recherche[4] :				
– Le rapport d'examen préliminaire international a été établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international des États-Unis d'Amérique, ou l'opinion écrite a été établie par l'administration chargée de la recherche internationale des États-Unis d'Amérique; et toutes les revendications présentées satisfaisaient aux conditions énoncées aux alinéas 1) à 4) de l'article 33 du PCT :		[Sans changement]		
– Taxe de recherche internationale payée à l'USPTO en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale :	USD	150	60	30
– Le rapport de recherche a été établi par une administration chargée de la recherche internationale autre que celle des États-Unis d'Amérique et est fourni ou a été communiqué précédemment par le Bureau international à l'USPTO :	USD	580	232	116
– Toutes les autres situations :	USD	770	308	154
Taxe d'examen[4] :				
– Le rapport d'examen préliminaire international a été établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international des États-Unis d'Amérique, ou l'opinion écrite a été établie par l'administration chargée de la recherche				

[2] Le montant de ces taxes change périodiquement. Pour connaître les montants en vigueur, il convient de se renseigner auprès de l'Office des brevets et des marques des États-Unis ou de consulter le barème de taxes en vigueur de l'USPTO à l'adresse suivante : https://www.uspto.gov/learning-and-resources/fees-and-payment/uspto-fee-schedule.

[3] Cette taxe doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

[4] Si cette taxe n'est pas payée en même temps que la taxe nationale de base, l'USPTO invitera le déposant à la payer dans un délai fixé dans l'invitation.

internationale des États-Unis d'Amérique; et toutes les revendications présentées satisfaisaient aux conditions énoncées aux alinéas 1) à 4) de l'article 33 du PCT :	[Sans changement]			
– Toutes les autres situations :	USD	880	352	176
Pour chaque série, complète ou incomplète, de 50 feuilles de la description et des dessins à compter de la 101e feuille (à l'exclusion de tout listage des séquences ou listage de programme d'ordinateur déposé au moyen d'un support électronique)[4] :	USD	450	180	90
Taxe additionnelle pour chaque revendication indépendante à compter de la 4e [4] :	USD	600	240	120
Taxe additionnelle pour chaque revendication, indépendante ou non, à compter de la 21e [4] :	USD	200	80	40
De plus, si la demande contient une ou plusieurs revendications dépendantes multiples, par demande[4] :	USD	925	370	185
Surtaxe pour le paiement de la taxe de recherche ou la taxe d'examen ou pour le dépôt du serment ou de la déclaration après la date d'ouverture de la phase nationale[4] :	USD	170	68	34
Taxe spéciale pour le dépôt d'une traduction anglaise après l'expiration du délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT[4] :	USD	150	60	30
Taxe pour le dépôt d'un méga-listage des séquences [*mega-sequence listing*] :				
– dépôt d'un listage des séquences de 300 MB à 800 MB :	USD	1.140	456	228
– dépôt d'un listage des séquences de plus de 800 MB :	USD	11.290	4.516	2.258

[Mise à jour du chapitre national, résumé (US), du *Guide du déposant du PCT*]

[4] Si cette taxe n'est pas payée en même temps que la taxe nationale de base, l'USPTO invitera le déposant à la payer dans un délai fixé dans l'invitation.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

23 janvier 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 17
US États-Unis d'Amérique 17

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 17
EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 18
IL Israël 18
KR République de Corée 18
RU Fédération de Russie 18

Offices récepteurs

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 19

Offices désignés (ou élus)

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 19

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

L'**Office eurasien des brevets (OEAB)** a notifié au Bureau international des changements concernant le dépôt de documents par télécopieur ou par tout autre moyen de communication similaire (règle 92.4 du PCT) – l'office n'accepte plus le dépôt de documents par télécopieur ou tout autre moyen.

L'office a également notifié au Bureau international des changements relatifs aux dispositions de sa loi nationale concernant la protection provisoire à la suite de la publication internationale – les dispositions appropriées figurent dans l'article 9.3) de la Convention sur le brevet eurasien et les règles 10 et 66.2) du Règlement sur les brevets relatif à la Convention sur le brevet eurasien.

[Mise à jour de l'annexe B(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)** a notifié au Bureau international qu'il n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le lundi 6 janvier 2025 et le mardi 7 janvier 2025 en raison de mauvaises conditions météorologiques ni le jeudi 9 janvier 2025 en raison d'une journée de deuil national.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque, pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office, a expiré un des jours précités, ce délai a pris fin le mercredi 8 janvier 2025 ou le vendredi 10 janvier 2025, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er mars 2025, est de USD 1.383.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2025, sont de USD 84 pour des recherches effectuées en russe, et de USD 373 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ce montant, applicable à compter du 1er mars 2025, est de USD 1.118.

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2025, sont de AUD 309 pour des demandes internationales déposées en coréen ou des demandes pour lesquelles une traduction en coréen a été fournie selon la règle 12.3 du PCT, et de USD 825 pour des demandes internationales déposées en anglais ou des demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2025, sont de USD 84 pour des recherches effectuées en russe et de USD 420 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

L'**Office eurasien des brevets (OEAB)** a notifié au Bureau international un changement concernant le nombre d'exemplaires d'une demande internationale sur papier qu'il requiert – un exemplaire, au lieu de trois, doit désormais être déposé.

[Mise à jour de l'annexe C(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

L'**Office eurasien des brevets (OEAB)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale, exprimés en **rouble russe (RUB)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables à partir du 1er février 2025, comme suit :

Taxe unique de procédure (pour le dépôt, la recherche, la publication et autres actes de procédure) :	RUB	60.000
Taxe de revendication pour chaque revendication :		
– à compter de la sixième :	RUB	6.500
– à compter de la 21e :	RUB	7.000
– à compter de la 51e :	RUB	7.500
Taxe d'examen :		
– pour une invention :	RUB	60.000
– pour un groupe d'inventions, y compris une revendication indépendante :	RUB	60.000
– taxe additionnelle pour la deuxième revendication indépendante :	RUB	35.000
– taxe additionnelle pour chaque revendication indépendante à compter de la troisième :	RUB	20.000

[Mise à jour du chapitre national, résumé (EA), du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

30 janvier 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

EP Organisation européenne des brevets 23
IL Israël 23
JP Japon 23
US États-Unis d'Amérique 24

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : transferts de taxes effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT

Liste des transferts de taxes du PCT effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI

AL Albanie 26
AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) 26
AT Autriche 27
AU Australie 27
AZ Azerbaïdjan 27
BA Bosnie-Herzégovine 28
BG Bulgarie 28
BR Brésil 28
BY Bélarus 28
CA Canada 29
CH Suisse 29
CL Chili 29
CN Chine 30
CO Colombie 30
CR Costa Rica 30

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

CU	Cuba	30
CV	Cabo Verde	30
CZ	Tchéquie	31
DE	Allemagne	31
DK	Danemark	31
DO	République dominicaine	31
DZ	Algérie	31
EA	Office eurasien des brevets (OEAB)	32
EC	Équateur	32
EE	Estonie	32
EG	Égypte	32
EP	Office européen des brevets (OEB)	33
ES	Espagne	33
FI	Finlande	34
FR	France	34
GB	Royaume-Uni	34
GE	Géorgie	34
GR	Grèce	34
HR	Croatie	35
HU	Hongrie	35
IB	Bureau international de l’Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle	35
ID	Indonésie	35
IE	Irlande	35
IL	Israël	36
IN	Inde	36
IQ	Iraq	36
IR	République islamique d’Iran	36
IS	Islande	37
IT	Italie	37
JO	Jordanie	37
JP	Japon	37
KE	Kenya	38
KR	République de Corée	38
KZ	Kazakhstan	38
LV	Lettonie	38
MA	Maroc	39
MD	République de Moldova	39
MK	Macédoine du Nord	39
MU	Maurice	39
MX	Mexique	39
MY	Malaisie	40
NI	Nicaragua	40
NL	Pays-Bas	40
NO	Norvège	40
NZ	Nouvelle-Zélande	40
OA	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	40
OM	Oman	41
PA	Panama	41
PE	Pérou	41
PH	Philippines	41

PL	Pologne	42
PT	Portugal	42
QA	Qatar	42
RO	Roumanie	42
RS	Serbie	42
RU	Fédération de Russie	43
SA	Arabie saoudite	43
SD	Soudan	43
SE	Suède	44
SG	Singapour	44
SI	Slovénie	44
SK	Slovaquie	45
SY	République arabe syrienne	45
TN	Tunisie	45
TR	Turquie	45
TT	Trinité-et-Tobago	46
UA	Ukraine	46
UG	Ouganda	46
US	États-Unis d’Amérique	47
UZ	Ouzbékistan	47
VN	Viet Nam	47
XN	Institut nordique des brevets	48
ZA	Afrique du Sud	48

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2025, est de USD 1.905.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2025, sont de CHF 1.020 et EUR 1.085 respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2025, sont de USD 909 pour les demandes internationales déposées en japonais ou les demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT[1], et de USD 1.075 pour les demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Cette taxe est réduite pour des demandes par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxes, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions sur l'éligibilité, se référer à : https://www.jpo.go.jp/system/process/tesuryo/genmen/genmen20190401/document/index/leaflet_e.pdf

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 15.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2025, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	USD	1.456
Taxe par feuille à compter de la 31e :	USD	16
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête n'étant pas en format à codage de caractères) :	USD	109
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD	219
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD	328

[Mise à jour des annexes C(AM), C(AP), C(AZ), C(BH), C(BW), C(BY), C(BZ), C(CL), C(CR), C(DJ), C(DO), C(EA), C(EC), C(EG), C(GE), C(GH), C(HN), C(IB), C(IL), C(IN), C(IQ), C(IR), C(JM), C(JO), C(KE), C(KG), C(KH), C(KZ), C(LR), C(MD), C(MW), C(MX), C(NI), C(OM), C(PA), C(PE), C(PG), C(PH), C(QA), C(RU), C(SC), C(SV), C(SY), C(TJ), C(TM), C(TT), C(UA), C(UG), C(UY), C(US), C(UZ), C(WS), C(ZM) et C(ZW) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, conformément à la règle 57.2.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour la taxe de traitement. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2025, est de USD 219.

[Mise à jour des annexes E(CL), E(EA), E(EG), E(IN), E(PH), E(RU) et E(US) du *Guide du déposant du PCT*]

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : TRANSFERTS DE TAXES DU PCT EFFECTUÉS DANS LE CADRE DU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI AUX FINS DU PCT

En vertu de la règle 96.2 du PCT, un office participant au Service de transfert de taxes de l'OMPI (un "office participant"[2]) en tant "qu'office percepteur" peut transférer les taxes et différences y relatives suivantes à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire") par l'intermédiaire du Bureau international, aux fins du PCT, conformément à l'annexe G des Instructions administratives du PCT :

- **la taxe internationale de dépôt** (règle 15.2.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur ("RO") au profit du Bureau international ("IB");
- **la taxe de recherche** (règle 16.1.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit d'un office participant en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale ("ISA");
- **la taxe de recherche supplémentaire** (règle 45*bis*.3.b)) perçue par le Bureau international au profit d'un office participant en sa qualité d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire ("SISA");
- **la taxe de traitement** (règle 57.2.c) ou d)) perçue par une administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA") au profit du Bureau international; et
- **la différence en ce qui concerne la taxe de recherche** (règle 16.1.e)) perçue par l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale dans une monnaie autre que la monnaie fixée[3].

De plus, conformément au paragraphe 4, partie II de l'annexe G des Instructions administratives du PCT, le transfert des taxes et différences susmentionnées, par l'office percepteur au Bureau international, aux fins de son transfert ultérieur à l'office bénéficiaire, est réputé constituer le transfert desdites taxes conformément à la règle applicable, et ne doit pas être considéré comme un paiement de l'office percepteur à un tiers.

[2] Un office participant peut se référer à tout office récepteur PCT ("RO"), à toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), à toute administration spécifiée pour la recherche internationale supplémentaire ("SISA") ou à toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA").

[3] En ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé la taxe de recherche, applicable lorsque le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé.

Liste des transferts de taxes du PCT effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI

Conformément au paragraphe 7, partie II.1 de l'annexe G des Instructions administratives du PCT, la liste des transferts de taxes du PCT qui font partie du Service de transfert de taxes de l'OMPI, pour chaque office participant[4], au **31 décembre 2024** (inclus), est comme suit :

	Transferts de taxes du PCT				
	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
AL Direction générale de la propriété industrielle (GDIP) (Albanie)	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour : ISA/EP*	n/a	n/a	n/a
AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, SE	n/a	n/a	n/a

[4] Les lignes relatives aux offices participants ayant un accord avec le Bureau international de l'OMPI en ce qui concerne le fonctionnement en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* sont identifiées par une teinte gris clair.

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
AT Office autrichien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AP, BR, CO, CU, CV, DZ, EG, GE, IB, IN, JO, KE, KR, MA, MX, OA, OM, PE, SG, SY, TT, UG, VN, ZA	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en EUR par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/AT* (BH, DJ, GH, KP, LR, LS, LY, NG, ZM, ZW)
AU Office australien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/KR en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, ID, IN, JO, KE, KR, MU, MY, NZ, OM, PH, SG, US, VN, ZA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en AUD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/AU* (BN, GH, LR, PG, TH, ZW)
AZ Agence de la propriété intellectuelle de la République d'Azerbaïdjan	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EA, EP, RU	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
BA Institut pour la propriété intellectuelle de Bosnie-Herzégovine	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
BG Office des brevets de la République de Bulgarie	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
BR Institut national de la propriété industrielle (Brésil)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, CL EP, SE, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/CL, CO, CU, CV, IB, PA, PE	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en CHF par l'intermédiaire du service*
BY Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EA, EP, RU	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
CA Office de la propriété intellectuelle du Canada	RO percepteur	en tant que RO percepteur : n/a en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, SA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en CAD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/CA* (BZ)
CH Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
CL Institut national de la propriété industrielle (Chili)	Office percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/BR, EP, ES, KR, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/BR, CO, CR, CU, DO, EC, IB, MX, PA, PE, TT	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en USD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/CL* (SV)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
CN Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)	Office percepteur	en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, IN, IR, KE, SA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en CNY par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/CN* (GH, KH, KP, LR, TH, ZW)
CO Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, BR, CL, EP, ES, KR, RU	n/a	n/a	n/a
CR Registre de la propriété intellectuelle (Costa Rica)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CL, EP, ES	n/a	n/a	n/a
CU Office cubain de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, BR, CL, EP, ES, RU	n/a	n/a	n/a
CV Institut de la gestion de qualité et la propriété intellectuelle (IGQPI) (Cabo Verde)	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/ AT, BR, EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
CZ Office de la propriété industrielle de la République tchèque	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
DE Office allemand des brevets et des marques	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
DK Office danois des brevets et des marques	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE, XN	n/a	n/a	n/a
DO Office national de la propriété industrielle (République dominicaine)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CL, EP, ES, US	n/a	n/a	n/a
DZ Institut national algérien de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
EA Office eurasien des brevets (OEAB)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AZ, BY, IB, RU	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en RUB par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/EA* (AM, KG, TJ)
EC Service national des droits intellectuels (SENADI) (Équateur)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CL, EP, ES	n/a	n/a	n/a
EE Office estonien des brevets	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
EG Office égyptien des brevets	Office percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, IQ, OM, QA, SA, SD, SY	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en EGP par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/EG (DJ)*

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
EP Office européen des brevets (OEB)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : (n/a) en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AL, AP, AT, AZ, BA, BG, BR, CH, CL, CN, CO, CR, CU, CV, CZ, DE, DK, DO, DZ, EA, EC, EE, EG, ES, FI, FR, GB, GE, GR, HR, HU, IB, ID, IE, IL, IN, IR, IS, IT, JO, JP, KE, KZ, LV, MA, MD, MK, MU, MX, MY, NI, NL, NO, NZ, OA, OM, PA, PE, PH, PL, PT, QA, RO, RS, RU, SA, SD, SE, SG, SI, SK, SY, TN, TR, TT, UG, US, VN, ZA	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en EUR par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/EP* (AM, BH, BN, BW, BZ, CY, DJ, GH, HN, IQ, KG, KH, KN, LR, LS, LT, LU, LY, MN, MT, MW, RW, SC, SV, TH, TJ, TM, UA, UZ, WS, ZW)
ES Office espagnol des brevets et des marques	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/CL, CO, CR, CU, DO, EC, IB, MX, NI, PA, PE	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en EUR par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/ES* (HN, SV)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
FI Office finlandais des brevets et de l'enregistre-ment (PRH)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice*)*	ISA bénéficiaire : n/a *(spécifié uniquement par le RO/FI participant)*
FR Institut national de la propriété industrielle (INPI) (France)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
GB Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
GE Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, IL, RU, US	n/a	n/a	n/a
GR Organisation de la propriété industrielle (OBI) (Grèce)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
HR Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
HU Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
IB Bureau international de l'OMPI (en tant qu'office récepteur)	RO percepteur	RO percepteur : taxes de recherches perçues pour toutes ISA, perçues des déposants ayant déposé leur demande auprès de RO/IB	n/a	n/a	n/a
ID Direction générale de la propriété intellectuelle (Indonésie)	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, JP, KR, RU, SG	n/a	n/a	n/a
IE Office de la propriété intellectuelle d'Irlande	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
IL Office des brevets d'Israël	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/GE, IB, US	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en USD par l'intermédiaire du service*
IN Office indien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, CN, EP, JP, SE, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, IR, JP	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en INR*
IQ Office iraquien des brevets (IQPO)	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EG	n/a	n/a	n/a
IR Centre de propriété intellectuelle (République islamique d'Iran)	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CN, EP, IN, RU	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
IS Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE, XN	n/a	n/a	n/a
IT Office italien des brevets et des marques	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
JO Direction de la protection de la propriété industrielle, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'approvisionnement (Jordanie)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, US	n/a	n/a	n/a
JP Office des brevets du Japon (JPO)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, IN, SG en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, ID, IN, KR, MY, PH, SA, SG, US, VN	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en JPY par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/JP* (BN, KH, TH)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
KE Institut kényan de la propriété industrielle	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, CN, EP, SE	n/a	n/a	n/a
KR Office coréen de la propriété intellectuelle	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, JP, SG en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit taxes de recherche transférées de* RO/AU, CL, CO, IB, ID, MX, MY, NZ, PE, PH, SA, SG, US, VN	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en KRW par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/KR* (BN, KH, MN, TH)
KZ Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan)	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
LV Office des brevets de la République de Lettonie	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
MA Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, RU, SE	n/a	n/a	n/a
MD Division de la propriété intellectuelle, Direction de l'expansion économique (Monaco)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
MK Office d'État de la propriété industrielle (Macédoine du Nord)	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
MU Office de la propriété industrielle de Maurice	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP	n/a	n/a	n/a
MX Institut mexicain de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, CL, EP, ES, KR, SE, SG, US	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
MY Société de propriété intellectuelle de Malaisie	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, JP, KR	n/a	n/a	n/a
NI Registre de la propriété intellectuelle (Nicaragua)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, ES	n/a	n/a	n/a
NL Office néerlandais des brevets	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
NO Office norvégien de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE, XN	n/a	n/a	n/a
NZ Office de la propriété intellectuelle de la Nouvelle-Zélande (IPONZ)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, KR, US	n/a	n/a	n/a
OA Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, RU, SE	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
OM Office national de la propriété intellectuelle (Ministère du commerce, de l'industrie et de la promotion des investissements) (Oman)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EG, EP, US	n/a	n/a	n/a
PA Direction générale de l'enregistre-ment de la propriété industrielle (DIGERPI) (Panama)	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/BR, CL, EP, ES, US	n/a	n/a	n/a
PE Institut national de défense de la concurrence et de la protection de la propriété intellectuelle (Pérou)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, BR, CL, EP, ES, KR, US	n/a	n/a	n/a
PH Office de la propriété intellectuelle des Philippines	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, JP, KR, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit taxes de recherche transférées de* ISA/IB, US	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en USD par l'intermédiaire du service*

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
PL Office des brevets de la République de Pologne	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
PT Institut national de la propriété industrielle (Portugal)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
QA Département de la propriété intellectuelle (Qatar)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EG, EP, US	n/a	n/a	n/a
RO Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
RS Office de la propriété intellectuelle (Serbie)	RO percepteur	RO percepteur : *perçoit les taxes de recherche pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
RU Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EA, EP en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AZ, BG, BY, CO, CU, EA, GE, IB, ID, IR, KZ, MA, MD, OA, RO, SA, SY, UZ, VN	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en RUB par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/RU* (AM, KG, KP, MN, TJ, TM, UZ, ZW)
SA Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CA, CN, EG, EP, JP, KR, RU, SG, US	n/a	n/a	n/a
SD Directeur général de l'enregistrement, Département de la propriété intellectuelle (Soudan)	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EG, EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
SE Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, XN en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AP, BR, DK, FI, IB, IN, IS, KE, MA, MX, NO, OA, TT, VN	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en SEK par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/SE* (GH, LR, ZM)
SG Office de la propriété intellectuelle de Singapour	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, JP, KR en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, ID, JP, KR, MX, SA, TT, UG, US, VN	SISA bénéficiaire	IPEA percepteur	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en SGD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/SG* (BN, KH, TH)
SI Office slovène de la propriété intellectuelle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
SK Office de la propriété industrielle de la République slovaque	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
SY Ministère du commerce intérieur et protection des consommateurs, Direction de la protection de la propriété industrielle et commerciale (République arabe syrienne)	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EG, EP, RU	n/a	n/a	n/a
TN Institut national de la normalisation et de la propriété industrielle (INNORPI) (Tunisie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
TR Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire : *taxes de recherche transférées de* RO/IB	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en CHF par l'intermédiaire du service*

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
TT Office de la propriété intellectuelle, Office du procureur général et Ministère des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, CL, EP, SE, SG, US	n/a	n/a	n/a
UA Organisme public dénommé "Office national ukrainien pour la propriété intellectuelle et les innovations" (UANIPIO)	*(ne participe pas encore en tant que RO)*	en tant que RO percepteur : *(ne participe pas encore en tant que RO)* en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en USD par l'intermédiaire du service (spécifié uniquement par le RO/UA non-participant)*
UG Bureau des services de l'enregistrement de l'Ouganda (URSB)	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, SG	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
US Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, IL, JP, KR, SG en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/BR, CL, DO, EG, GE, IB, IL, IN, JO, MX, NZ, OM, PA, PE, PH, QA, SA, TT, ZA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en USD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/US* (BH, KN, TH)
UZ Agence de la propriété intellectuelle auprès du Ministère de la justice de la République d'Ouzbékistan	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/RU	n/a	n/a	n/a
VN Office de la propriété intellectuelle du Viet Nam (IP Viet Nam)	RO percepteur : *(taxes payées directement par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, JP, KR, RU, SE, SG	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
XN Institut nordique des brevets	n/a	en tant que RO percepteur : (n/a) en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/DK, IB, IS, NO, SE	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en DKK par l'intermédiaire du service*
ZA Commission pour les sociétés et la propriété intellectuelle (CIPC) (Afrique du Sud)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, US	n/a	n/a	n/a

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

6 février 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
JP Japon 50

Taxes payables en vertu du PCT
CA Canada 51

Offices récepteurs
UY Uruguay 51

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

JP Japon

Accord entre l'Office des brevets du Japon et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe A

L'**Office des brevets du Japon (JPO)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)i) de l'accord susmentionné, une modification apportée à l'annexe A de cet accord. Cette modification, qui entrera en vigueur le 1er mars 2025, consiste à ajouter l'Uruguay aux États indiqués aux points i) et ii) de l'annexe A.

À compter du 1er mars 2025, l'annexe A modifiée aura la teneur suivante :

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) les États suivants pour lesquels elle agira :

en ce qui concerne l'article 3.1) :

Japon, Arabie saoudite, Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Uruguay et Viet Nam;

en ce qui concerne l'article 3.2) :

[sans changement]

ii) les langues suivantes qu'elle acceptera :

a) [sans changement]

b) à l'égard de toute demande internationale déposée auprès de l'office récepteur de l'Arabie saoudite, du Brunéi Darussalam, du Cambodge, des États-Unis d'Amérique, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, de Singapour, de la Thaïlande, de l'Uruguay et du Viet Nam :

anglais;

c) [sans changement]

d) à l'égard de toute demande internationale déposée auprès du Bureau international agissant pour l'Arabie saoudite, le Brunéi Darussalam, le Cambodge, les États-Unis d'Amérique, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, les Philippines, la République démocratique populaire lao, Singapour, la Thaïlande, l'Uruguay et le Viet Nam :

japonais, anglais.

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_jp.pdf

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CA Canada

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2025, est de USD 1.603.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

UY Uruguay

La **Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay)** a spécifié l'Office des brevets du Japon (JPO) – en plus de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil), de l'Institut national de la propriété industrielle (Chili) et de l'Office espagnol des brevets et des marques – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale pour les demandes internationales déposées par les ressortissants de l'Uruguay et les personnes domiciliées dans ce pays auprès de la DNPI, ou auprès de l'office récepteur du Bureau international de l'OMPI, avec effet à compter du 1er mars 2025.

[Mise à jour de l'annexe C(UY) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

13 février 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 53
ES Espagne 53
FI Finlande 53
IB Bureau international de l'OMPI 53
SA Arabie saoudite 54
SE Suède 54
TR Türkiye 54
UA Ukraine 54
XN Institut nordique des brevets 54
XV Institut des brevets de Visegrad 55

Offices récepteurs

IR République islamique d'Iran 55

Offices désignés (ou élus)

CU Cuba 55
UY Uruguay 55

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

IR République islamique d'Iran 56

Renonciations en vertu des règles 90.4.d) et 90.5.c) du PCT

CU Cuba 56

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **dollar des États-Unis (USD)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2025, est de USD 1.905.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

ES Espagne

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **dollar des États-Unis (USD)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office espagnol des brevets et des marques**. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2025, est de USD 1.905.

[Mise à jour de l'annexe D(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

FI Finlande

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **dollar des États-Unis (USD)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)**. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2025, est de USD 1.905.

[Mise à jour de l'annexe D(FI) du *Guide du déposant du PCT*]

IB Bureau international de l'OMPI

Aux fins du **Bureau international** agissant en sa qualité d'office récepteur, de nouveaux montants équivalents de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis, avec effet à compter du 1er avril 2025, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	USD 109
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	USD 55 Supplément pour expédition par voie aérienne : USD 11

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

SA Arabie saoudite

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)**. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2025, est de CHF 244.

[Mise à jour de l'annexe D(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **dollar des États-Unis (USD)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)**. Cemontant, applicable à compter du 1er avril 2025, est de USD 1.905.

[Mise à jour de l'annexe D(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

TR Türkiye

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **dollar des États-Unis (USD)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)**. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2025, est de USD 1.905.

[Mise à jour de l'annexe D(TR) du *Guide du déposant du PCT*]

UA Ukraine

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**organisme public dénommé "Office national ukrainien pour la propriété intellectuelle et les innovations" (UANIPIO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2025, sont de USD 104 pour les recherches effectuées en ukrainien ou en russe, et de USD 311 pour les recherches effectuées en allemand, en anglais, ou en français.

[Mise à jour de l'annexe D(UA) du *Guide du déposant du PCT*]

XN Institut nordique des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **dollar des États-Unis (USD)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut nordique des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2025, est de USD 1.905.

[Mise à jour de l'annexe D(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

XV Institut des brevets de Visegrad

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **dollar des États-Unis (USD)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut des brevets de Visegrad (VPI)**. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2025, est de USD 1.905.

[Mise à jour de l'annexe D(XV) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

IR République islamique d'Iran

Le **Centre de propriété intellectuelle (République islamique d'Iran)** a notifié au Bureau international que, à compter du 15 mai 2025, il acceptera le farsi, en plus de l'anglais, en tant que langue de dépôt des demandes internationales (règle 12.1.a) du PCT).

[Mise à jour de l'annexe C(IR) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CU Cuba

Office cubain de la propriété industrielle a notifié au Bureau international des changements relatifs aux conditions de réduction des taxes nationales de dépôt pour les brevets et les modèles d'utilité. Par conséquent, depuis le 17 mai 2021, les taxes sont réduites de 40% lorsque le déposant est une personne physique ou une université publique. Les taxes annuelles à compter de la troisième annuité sont réduites de 50% lorsque le déposant est une personne physique ou une université publique.

En outre, l'office a notifié des changements relatifs aux conditions d'exemption, de réduction ou de remboursement des taxes nationales, avec effet depuis le 17 mai 2021. En plus de la réduction applicable aux demandes déposées à la fois sur papier et sous forme électronique, les taxes nationales sont réduites de 40% lorsque le déposant est une personne physique ou une université publique et les taxes annuelles à compter de la troisième annuité sont réduites de 50% lorsque le déposant est une personne physique ou une université publique.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CU), du *Guide du déposant du PCT*]

UY Uruguay

Des renseignements se rapportant aux exigences de la **Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay)** en tant qu'office désigné (ou élu) figurent dans le résumé du chapitre national (UY) du *Guide du déposant du PCT*, qui est publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

IR République islamique d'Iran

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT, le **Centre de propriété intellectuelle (République islamique d'Iran)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il est disposé, à compter du 15 mai 2025, à accepter l'anglais ou le farsi pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences selon la règle 12.1.d) du PCT. L'office accepte également que le texte libre dépendant de la langue soit fourni à la fois en anglais et en farsi dans un seul listage de séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(IR) du *Guide du déposant du PCT*]

RENONCIATIONS EN VERTU DES RÈGLES 90.4.d) ET 90.5.c) DU PCT

CU Cuba

L'**Office cubain de la propriété industrielle**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a informé le Bureau international d'une clarification concernant ses exigences relatives aux renonciations de pouvoir distinct ou de copie de pouvoir général en vertu des règles 90.4.d) et 90.5.c) du PCT. L'office exige qu'un pouvoir distinct ou une copie d'un pouvoir général lui soit remis.

[Mise à jour de l'annexe C(CU) du *Guide du déposant du PCT*]

Guide du déposant du PCT
UY - Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay)

Résumé des exigences pour l'ouverture de la phase nationale

Délais applicables pour l'ouverture de la phase nationale :

En vertu de l'article 22.3) du PCT : 30 mois à compter de la date de priorité

L'office autorise-t-il le rétablissement des droits (règle 49.6 du PCT) ?

Oui, l'office autorise le rétablissement des droits et applique le critère de la "diligence requise".

Taxe de rétablissement

Aucune

Traduction de la demande internationale requise dans l'une des langues suivantes:

Espagnol

Éléments que doit comporter la traduction pour l'ouverture de la phase nationale :

En vertu de l'article 22 du PCT : Description, revendications (si elles ont été modifiées, à la fois telles que déposées initialement et telles que modifiées), abrégé, texte éventuel des dessins

Une copie de la demande internationale est-elle requise dans des circonstances particulières?

Oui

L'office accepte-t-il des dessins en couleur en vertu de sa législation nationale ?

Non

Taxes nationales :

Les taxes de l'office sont établies en unités indexées (UI), (article 117 de la loi sur les brevets n° 17.164, modifiée par l'article 398 de la loi sur les brevets n° 18.719), mais elles sont payables en UYU et sont actualisées mensuellement, en fonction de la valeur de l'UI le premier jour de chaque mois. Se référer à https://www.gub.uy/ministerio-industria-energia-mineria/comunicacion/publicaciones/tasas-precios-direccion-nacional-propiedad-industrial.

Brevets

Se référer à l'office

Taxe de restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2 du PCT)

Équivalent en UYU de 400 USD

Modèles d'utilité

Se référer à l'office

Exemption, réduction ou remboursement de la taxe nationale :

Les taxes sont réduites jusqu'à 90% pour les institutions publiques, les petites et moyennes entreprises, les associations et groupements de producteurs, les coopératives, les inventeurs indépendants et les centres de recherche (art. 338 de la loi 19355).

Guide du déposant du PCT
UY - Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay)

Résumé des exigences pour l'ouverture de la phase nationale (*Suite*)

Exigences particulières de l'office (règle 51*bis* du PCT) :

Nom et adresse de l'inventeur s'ils n'ont pas été indiqués dans la partie "requête" de la demande internationale

Cette exigence peut être remplie si la déclaration correspondante a été faite conformément à la règle 4.17 du PCT.

Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation.

Justification du droit du déposant de demander et d'obtenir un brevet

Cette exigence peut être remplie si la déclaration correspondante a été faite conformément à la règle 4.17 du PCT.

Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation.

Justification du changement du nom du déposant si le changement est survenu après la date du dépôt international et qu'il n'a pas été reflété dans une notification émanant du Bureau international (formulaire PCT/IB/306)

Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation.

Justification du droit de revendiquer la priorité lorsque le déposant n'est pas le déposant qui a déposé la demande antérieure

Cette exigence peut être remplie si la déclaration correspondante a été faite conformément à la règle 4.17 du PCT.

Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation.

Adresse de service en Uruguay si le déposant n'est pas domicilié en Uruguay (aucune représentation par un mandataire n'est requise mais, si un mandataire est désigné, un pouvoir doit être fourni)

Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai de 30 jours à compter de la date de l'invitation.

Justification de la désignation du mandataire (autorisation ou pouvoir)

Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai de 30 jours à compter de la date de l'invitation.

Vérification de la traduction de la demande internationale

Fourniture, le cas échéant, d'un listage des séquences de nucléotides ou d'acides aminés sous forme électronique

Qui peut agir en qualité de mandataire?

Toute personne physique ou morale domiciliée en Uruguay

L'office accepte-t-il l'effet de la restauration du droit de priorité par l'office récepteur (règle 49*ter*.1 du PCT) ?

Oui

L'office accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2 du PCT) ?

Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de la "diligence requise"

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

20 février 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

IR République islamique d'Iran 60

Offices désignés (ou élus)

IR République islamique d'Iran 60

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IR République islamique d'Iran

Le **Centre de propriété intellectuelle (République islamique d'Iran)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **rial iranien (IRR)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables depuis le 25 juillet 2024, sont les suivants :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	IRR	500.000	(pour les personnes physiques)
	IRR	2.500.000	(pour les personnes morales)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	IRR	500.000	(pour les personnes physiques)
	IRR	2.500.000	(pour les personnes morales)
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	IRR	500.000	(pour les personnes physiques)
	IRR	2.500.000	(pour les personnes morales)

[Mise à jour de l'annexe C(IR) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

IR République islamique d'Iran

Le **Centre de propriété intellectuelle (République islamique d'Iran)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe de dépôt faisant partie de la taxe nationale[1], exprimés en **rial iranien (IRR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables depuis le 25 juillet 2024, comme suit :

Taxe de dépôt:

– Pour les personnes physiques :	IRR	500.000
– Pour les personnes morales :	IRR	2.500.000

L'office a également notifié que les taxes nationales sont payables uniquement en **rial iranien (IRR)** ; le paiement des taxes nationales en euro (EUR) ou dollar des États-Unis (USD) n'est plus possible.

En outre, l'office a notifié un changement relatif à ses exigences pour l'ouverture de la phase nationale concernant la traduction de la demande internationale : l'office exige désormais que la traduction de la demande internationale soit fournie sous forme électronique.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (IR) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] La taxe nationale doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

27 février 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 62
RU Fédération de Russie 62

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique : institutions auprès desquelles des dépôts peuvent être effectués

PT Portugal 62

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2025, sont de USD 98 pour des recherches effectuées en russe, et de USD 437 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2025, sont de USD 98 pour des recherches effectuées en russe et de USD 491 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES ET AUTRE MATÉRIEL BIOLOGIQUE : INSTITUTIONS AUPRÈS DESQUELLES DES DÉPÔTS PEUVENT ÊTRE EFFECTUÉS

PT Portugal

Conformément à la règle 13*bis*.7.b) du PCT, le **Gouvernement de la République portugaise** a adressé[1] au Bureau international une notification relative à une institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale auprès de laquelle des dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique peuvent être effectués en vertu du *Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets*, avec effet depuis le 20 février 2025, comme suit :

Micoteca da Universidade do Minho (MUM)
Centre d'ingénierie biologique
Université du Minho
Campus de Gualtar
4710-057 Braga
Portugal

[1] Le texte de la Notification Budapest n° 368 peut être consulté sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/wipolex/fr/treaties/notifications/details/treaty_budapest_368

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

6 mars 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 64

Offices désignés (ou élus)

SE Suède 64

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mai 2025, sont de de CHF 264 et de EUR 280 pour les demandes internationales déposées en ligne et de CHF 395 et de EUR 420 pour les demandes internationales déposées sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

SE Suède

L'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de certaines des composantes de la taxe nationale, exprimés en **couronne suédoise (SEK)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables à partir du 15 mars 2025, sont comme suit :

Taxe pour le rétablissement des droits :	SEK	2.000
Taxe annuelle pour la 3e année[1] :	SEK	1.920

[Mise à jour du chapitre national, résumé (SE), du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe pour une requête en restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2.d) du PCT), exprimé en **couronne suédoise (SEK)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce montant, également applicable à partir du 15 mars 2025, est de SEK 2.000.

[1] Cette taxe est due au plus tard le dernier jour du mois dans lequel tombe le deuxième anniversaire (24 mois) du dépôt international ; si l'article 22 ou 39.1) du PCT est applicable, elle est due dans les deux mois qui suivent l'accomplissement des formalités requises pour l'ouverture de la phase nationale, à moins que le délai de 24 mois n'ait pas expiré.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

13 mars 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Offices récepteurs

UY Uruguay 66

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notifications d'offices et autorités participants

SK Slovaquie 66

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

OFFICES RÉCEPTEURS

UY Uruguay

La **Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay)** a spécifié l'Office européen des brevets (OEB) – en plus de l'Office des brevets du Japon (JPO), de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil), de l'Institut national de la propriété industrielle (Chili) et de l'Office espagnol des brevets et des marques – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale pour les demandes internationales déposées le 7 janvier 2025 ou ultérieurement par les ressortissants de l'Uruguay et les personnes domiciliées dans ce pays auprès de la DNPI, ou auprès de l'office récepteur du Bureau international de l'OMPI.

[Mise à jour de l'annexe C(UY) du *Guide du déposant du PCT*]

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATIONS D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Dans le cadre du Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS") établi par le Bureau international, tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés peut participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT). Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/fr/web/das/participating-offices/search

SK Slovaquie

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, l'**Office de la propriété industrielle de la République slovaque** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant et office ayant accès, avec effet à compter du 1er juillet 2025[1].

[Mise à jour de l'annexe B(SK) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] https://www.wipo.int/fr/web/das/participating-offices/search-details?territoryId=156

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

20 mars 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

EP Organisation européenne des brevets 68

Taxes payables en vertu du PCT

EA Organisation eurasienne des brevets 68

RU Fédération de Russie 68

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

EP Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son siège de Berlin, qui est désormais comme suit :

Siège : Karl-Liebknecht-Str. 14
10178 Berlin
Allemagne

[Mise à jour de l'annexe B(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EA Organisation eurasienne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mai 2025, sont de CHF 90 et EUR 94, respectivement, pour des recherches effectuées en russe ; et de CHF 398 et EUR 418, respectivement pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mai 2025, sont de CHF 90 et EUR 94 pour des recherches effectuées en russe, et de CHF 448 et EUR 471 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ces montants, également applicables à compter du 1er mai 2025, sont de CHF 119 et de CHF 189 (ce dernier montant s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement)).

[Mise à jour de l'annexe SISA(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

27 mars 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.2 du PCT : notifications par des offices et le Bureau international en vertu de la règle 82*quater*.2.a)

IB Bureau international de l'OMPI 70

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.2.a)

IB Bureau international de l'OMPI

Conformément à la règle 82*quater*.2.a) relative à l'excuse de retard dans l'observation de certains délais en raison de l'indisponibilité de moyens de communication électronique au sein d'un office ou d'une organisation, le **Bureau international de l'OMPI** notifie par la présente la période suivante d'indisponibilité de l'un des moyens de communication électronique autorisés au sein de l'organisation en raison d'interruptions intermittentes :

– Système ePCT : 19 mars 2025, de 11h45 à 17h20 HEC (heure d'Europe centrale)

Les déposants qui n'ont pas pu observer un délai prévu dans le règlement d'exécution du PCT en raison de l'indisponibilité susmentionnée peuvent demander l'excuse de retard dans l'observation de délais en vertu de la règle 82*quater*.2.a) du PCT selon les conditions applicables annoncées dans la notification du Bureau international publiée dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 16 novembre 2023 (pages 217 et 218).

Des informations concernant cette indisponibilité ont été publiées sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/unavailability.html

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

10 avril 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

EP Organisation européenne des brevets 72
LA République démocratique populaire lao 72

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 72
JP Japon 73
KR République de Corée 73
SG Singapour 73

Offices désignés (ou élus)

EP Organisation européenne des brevets 73
SE Suède – Rectificatif 73

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

EP Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international qu'un nouvel accord entre l'Organisation européenne des brevets et le gouvernement de la République démocratique populaire lao relatif à la validation de brevets européens est entré en vigueur le 1er avril 2025. À compter de cette date, les brevets européens et les demandes de brevet européen (y inclus des demandes PCT comprenant la désignation aux fins d'un brevet européen) peuvent être validés en République démocratique populaire lao, bien qu'elle ne soit pas un État membre de l'OEB. Les droits et les effets juridiques résultant de la validation d'un brevet européen ou d'une demande de brevet européen sont les mêmes que ceux des demandes nationales et des brevets nationaux en République démocratique populaire lao[1].

[Mise à jour de l'annexe B(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

LA République démocratique populaire lao

Suite au nouvel accord entre le gouvernement de la République démocratique populaire lao et l'Organisation européenne des brevets, un moyen supplémentaire pour demander une protection en République démocratique populaire lao est désormais disponible. Depuis le 1 avril 2025, les brevets européens (y inclus des demandes PCT comprenant la désignation aux fins d'un brevet européen) peuvent être validés en République démocratique populaire lao pour les demandes internationales déposées à compter de cette date. Les droits et les effets juridiques résultant de la validation d'un brevet européen ou d'une demande de brevet européen sont les mêmes que ceux des demandes nationales et des brevets nationaux en République démocratique populaire lao[1].

[Mise à jour de l'annexe B(LA) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar de Singapour (SGD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2025, est de SGD 1.852.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Pour plus d'informations, se référer au *Journal officiel* de l'OEB, JO OEB 2025, articles A22 et A23 :
https://www.epo.org/fr/legal/official-journal/2025/03/a22.html
https://www.epo.org/fr/legal/official-journal/2025/03/a23.html

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **won (KRW)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2025, est de KRW 1.393.000.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar de Singapour (SGD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2025, sont de SGD 410 pour des demandes internationales déposées en coréen ou des demandes pour lesquelles une traduction en coréen a été fournie selon la règle 12.3 du PCT, et de SGD 1.092 pour des demandes internationales déposées en anglais ou des demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **won (KRW)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2025, est de KRW 2.462.000.

[Mise à jour de l'annexe D(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

EP Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international la taxe de validation en République démocratique populaire lao pour les brevets européens, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Le montant de cette taxe, applicable depuis le 1er avril 2025, est de EUR 180[2].

[Mise à jour du chapitre national, résumé (EP), du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède – Rectificatif

Les informations publiées dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 6 mars 2025 (page 64) concernant le nouveau montant de la taxe annuelle pour la 3e année contenaient une erreur. Le montant correct est de SEK 1.600.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (SE), du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Pour plus d'informations, se référer au *Journal officiel* de l'OEB, JO OEB 2025, article A24 : https://www.epo.org/fr/legal/official-journal/2025/03/a24.html

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

17 avril 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 75
AU Australie 75
EA Organisation eurasienne des brevets 75
EP Organisation européenne des brevets 75
KR République de Corée 76
RU Fédération de Russie 76
SE Suède 76

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **won (KRW)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2025, est de KRW 2.929.000.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2025, est de EUR 1.271.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

EA Organisation eurasienne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2025, sont de USD 105 pour des recherches effectuées en russe, et de USD 465 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar néo-zélandais (NZD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2025, est de NZD 3.511.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2025, sont de EUR 283 pour les demandes internationales déposées en coréen (ou les demandes pour lesquelles une traduction en coréen a été fournie selon la règle 12.3 du PCT), et de EUR 755 pour les demandes internationales déposées en anglais (ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT).

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2025, sont de USD 105 pour des recherches effectuées en russe et de USD 523 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **couronne suédoise (SEK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er juin 2025, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	SEK	15.140
Taxe par feuille à compter de la 31e :	SEK	170
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	SEK	2.280
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	SEK	3.410
Taxe de traitement :	SEK	2.280

[Mise à jour des annexes C(SE) et E(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

1 mai 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

KR République de Corée 78

Taxes payables en vertu du PCT

KR République de Corée 78

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

KR République de Corée

L'**Office coréen de la propriété intellectuelle** a notifié au Bureau international, qu'en raison d'un jour férié national de durée temporaire, il n'est pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le mardi 3 juin 2025.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5 du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale doit parvenir à l'office expire le jour précité, ce délai prendra fin le jour ouvrable suivant, soit le mercredi 4 juin 2025.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2025, sont de CHF 261 pour les demandes internationales déposées en coréen (ou les demandes pour lesquelles une traduction en coréen a été fournie selon la règle 12.3 du PCT), et de CHF 696 pour les demandes internationales déposées en anglais (ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT).

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, en vertu de la règle 57.2.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **won (KRW)**, a été établi pour la taxe de traitement. Ce montant, également applicable à compter du 1er juillet 2025, est de KRW 345.000.

[Mise à jour de l'annexe E(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

8 mai 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

CA Canada 80
EG Égypte 80
IL Israël 80

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.1 du PCT : notifications par un office, une administration ou le Bureau international en vertu de la règle 82*quater*.1.d)

ES Espagne 80

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CA Canada

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de EUR 1.472.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

EG Égypte

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office égyptien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2025, sont de CHF 65 et EUR 69, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(EG) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de EUR 995.

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.1 : NOTIFICATIONS PAR UN OFFICE, UNE ADMINISTRATION OU LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.1.d)

ES Espagne

Conformément à la règle 82*quater*.1.d) du PCT, l'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié au Bureau international qu'il renonce à exiger la preuve de l'excuse de retard en vertu de la règle 82*quater*.1.a) du PCT, lorsqu'un délai fixé dans le Règlement d'exécution du PCT pour l'accomplissement d'un acte auprès de l'office, en sa qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, n'a pas été observé par une partie intéressée le 28 et le 29 avril 2025 en raison d'une panne d'électricité générale qui a touché l'Espagne.

Pour de plus amples informations concernant les conditions et d'autres détails, se reporter aux résolutions publiées par l'office le 29 avril 2025 et disponibles sur : https://www.oepm.es/en/sobre-OEPM/noticias-y-eventos/noticias/noticiap/Ampliacion-plazos-como-consecuencia-de-incidencia-electrica./

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

15 mai 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AT	Autriche	82
AU	Australie	82
EP	Organisation européenne des brevets	82
IL	Israël	83
JP	Japon	83
NZ	Nouvelle-Zélande	83
US	États-Unis d'Amérique	84
ZA	Afrique du Sud	85

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de à la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour la taxe de recherche pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ce montant, applicable à partir du 1er juillet 2025, est de ZAR 39.010.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

AU Australie

En vertu de la règle 15.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar australien (AUD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2025, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	AUD	2.506
Taxe par feuille à compter de la 31e :	AUD	28
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	AUD	377
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	AUD	565

[Mise à jour de l'annexe C(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, un nouveau montant équivalent, exprimé en **dollar australien (AUD)**, a été établi pour la taxe de traitement, conformément à la règle 57.2.d) du PCT. Ce montant, également applicable à compter du 1er juillet 2025, est de AUD 377.

[Mise à jour de l'annexe E(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de à la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)** et en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2025, sont de USD 2.094 et de ZAR 39.010.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 57.2.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **nouveau shekel israélien (ILS)**, a été établi pour la taxe de traitement. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de ILS 875.

[Mise à jour de l'annexe E(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2025, sont de USD 998 pour les demandes internationales déposées en japonais ou les demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT[1], et de USD 1.179 pour les demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

NZ Nouvelle-Zélande

En vertu de la règle 15.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar néo-zélandais (NZD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2025, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	NZD	2.695
Taxe par feuille à compter de la 31e :	NZD	30
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NZD	405
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NZD	608

[Mise à jour de l'annexe C(NZ) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Cette taxe est réduite pour des demandes par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxes, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions sur l'éligibilité, se référer à : https://www.jpo.go.jp/system/process/tesuryo/genmen/genmen20190401/document/index/leaflet_e.pdf

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 15.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2025, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	USD	1.603
Taxe par feuille à compter de la 31e :	USD	18
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête n'étant pas en format à codage de caractères) :	USD	121
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD	241
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD	362

[Mise à jour des annexes C(AM), C(AP), C(AZ), C(BH), C(BW), C(BY), C(BZ), C(CL), C(CR), C(DJ), C(DO), C(EA), C(EC), C(EG), C(GE), C(GH), C(HN), C(IB), C(IL), C(IN), C(IQ), C(IR), C(JM), C(JO), C(KE), C(KG), C(KH), C(KZ), C(LR), C(MD), C(MW), C(MX), C(NI), C(OM), C(PA), C(PE), C(PG), C(PH), C(QA), C(RU), C(SC), C(SV), C(SY), C(TJ), C(TM), C(TT), C(UA), C(UG), C(UY), C(US), C(UZ), C(WS), C(ZM) et C(ZW) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, conformément à la règle 57.2.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour la taxe de traitement. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de USD 241.

[Mise à jour des annexes E(CL), E(EA), E(EG), E(IN), E(PH), E(RU) et E(US) du *Guide du déposant du PCT*]

ZA Afrique du Sud

En vertu de la règle 15.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents, exprimés en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2025, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	ZAR	29.860
Taxe par feuille à compter de la 31e :	ZAR	340
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	ZAR	4.490
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	ZAR	6.740

[Mise à jour de l'annexe C(ZA) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

22 mai 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AT	Autriche	87
AU	Australie	87
BR	Brésil	87
CA	Canada	87
CN	Chine	88
ES	Espagne	89
FI	Finlande	89
HU	Hongrie	89
IB	Bureau international de l'OMPI	89
IL	Israël	89
SA	Arabie saoudite	90
SE	Suède	90
TR	Türkiye	91
UA	Ukraine	91
US	États-Unis d'Amérique	91
XN	Institut nordique des brevets	91
XV	Institut des brevets de Visegrad	91

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD),** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de USD 2.094.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de CHF 1.168.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2025, sont de de CHF 245 et de EUR 263 pour les demandes internationales déposées en ligne et de CHF 368 et de EUR 394 pour les demandes internationales déposées sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

CA Canada

En vertu de la règle 15.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, ainsi que pour des réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2025, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	CAD	2.229
Taxe par feuille à compter de la 31e :	CAD	25
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	CAD	335
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	CAD	503

[Mise à jour de l'annexe C(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de CHF 1.383.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, un nouveau montant équivalent, exprimé en **dollar canadien (CAD)**, a été établi pour la taxe de traitement, conformément à la règle 57.2.d) du PCT. Ce montant, également applicable à compter du 1er juillet 2025, est de CAD 335.

[Mise à jour de l'annexe E(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

CN Chine

En vertu de la règle 15.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents, exprimés en **yuan chinois renminbi (CNY)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, ainsi que pour des réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2025, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	CNY	11.620
Taxe par feuille à compter de la 31e :	CNY	130
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	CNY	1.750
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	CNY	2.620

[Mise à jour de l'annexe C(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de CHF 240.

[Mise à jour de l'annexe D(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, un nouveau montant équivalent, exprimé en **yuan chinois renminbi (CNY)**, a été établi pour la taxe de traitement, conformément à la règle 57.2.d) du PCT. Ce montant, également applicable à compter du 1er juillet 2025, est de CNY 1.750.

[Mise à jour de l'annexe E(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

ES Espagne

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD),** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office espagnol des brevets et des marques**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de USD 2.094.

[Mise à jour de l'annexe D(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

FI Finlande

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD),** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de USD 2.094.

[Mise à jour de l'annexe D(FI) du *Guide du déposant du PCT*]

HU Hongrie

L'**Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO)** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), exprimé en **forint hongrois (HUF)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable depuis le 13 avril 2025, est de HUF 15.500.

[Mise à jour de l'annexe C(HU) du *Guide du déposant du PCT*]

IB Bureau international de l'OMPI

Aux fins du **Bureau international** agissant en sa qualité d'office récepteur, de nouveaux montants équivalents de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis, avec effet à compter du 1er juillet 2025, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	USD 121
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	USD 60 Supplément pour expédition par voie aérienne : USD 12

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de CHF 937.

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

SA Arabie saoudite

En vertu de la règle 15.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents, exprimés en **riyal saoudien (SAR)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2025, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	SAR	6.057
Taxe par feuille à compter de la 31e :	SAR	68
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	SAR	911
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	SAR	1.366

[Mise à jour de l'annexe C(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de CHF 220.

[Mise à jour de l'annexe D(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, un nouveau montant équivalent, exprimé en **riyal saoudien (SAR)**, a été établi pour la taxe de traitement, conformément à la règle 57.2.d) du PCT. Ce montant, également applicable à compter du 1er juillet 2025, est de SAR 911.

[Mise à jour de l'annexe E(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD),** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de USD 2.094.

[Mise à jour de l'annexe D(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

TR Türkiye

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD),** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de USD 2.094.

[Mise à jour de l'annexe D(TR) du *Guide du déposant du PCT*]

UA Ukraine

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**organisme public dénommé "Office national ukrainien pour la propriété intellectuelle et les innovations" (UANIPIO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2025, sont de USD 114 pour les recherches effectuées en ukrainien ou en russe, et de USD 341 pour les recherches effectuées en allemand, en anglais, ou en français.

[Mise à jour de l'annexe D(UA) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2025, sont de CHF 1.976 et EUR 2.114 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, CHF 790 et EUR 846 pour une petite entité, et CHF 395 et EUR 423 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT]*

XN Institut nordique des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD),** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut nordique des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de USD 2.094.

[Mise à jour de l'annexe D(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

XV Institut des brevets de Visegrad

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD),** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut des brevets de Visegrad (VPI)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de USD 2.094.

[Mise à jour de l'annexe D(XV) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

30 mai 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Offices récepteurs

BH Bahreïn 93

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.1 du PCT : notifications par un office, une administration ou le Bureau international en vertu de la règle 82*quater*.1.d)

EP Organisation européenne des brevets 93

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

OFFICES RÉCEPTEURS

BH Bahreïn

La **Direction du commerce extérieur et de la propriété intellectuelle, Office national des brevets (Bahreïn)** a spécifié l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP) – en plus de l'Office autrichien des brevets, de l'Office européen des brevets (OEB) et de l'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées par les ressortissants de Bahreïn et les personnes domiciliées dans ce pays auprès de la Direction du commerce extérieur et de la propriété intellectuelle, Office national des brevets (Bahreïn), ou auprès de l'office récepteur du Bureau international de l'OMPI, avec effet à compter du 15 juin 2025.

[Mise à jour de l'annexe C(BH) du *Guide du déposant du PCT*]

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.1 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR UN OFFICE, UNE ADMINISTRATION OU LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.1.d)

EP Organisation européenne des brevets

Conformément à la règle 82*quater*.1.d) du PCT, l'**Office européen des brevets (OEB)**, en sa qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale, d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international qu'il renonce à exiger la preuve de l'excuse de retard en vertu de la règle 82*quater*.1.a) du PCT, lorsqu'un délai fixé dans le Règlement d'exécution du PCT pour l'accomplissement d'un acte auprès de l'office expirant le 28 ou le 29 avril 2025 n'a pas été observé par une partie intéressée ayant son domicile ou son siège dans l'un des territoires touchés par la panne d'électricité majeure en Espagne, au Portugal, en Andorre et dans une partie de la France pendant cette période.

Pour de plus amples informations, se reporter au communiqué publié par l'OEB sur son site Internet, à l'adresse suivante :

https://www.epo.org/en/legal/official-journal/notice-16-may-2025

et au numéro du mois de mai 2025 du *Journal officiel* de l'OEB.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

12 juin 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Modifications des Instructions administratives du PCT

Note du Bureau international 95
Texte des modifications des instructions administratives (en vigueur à partir du 1er juillet 2025) 95

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 96
BR Brésil 96

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.1 du PCT : notifications par un office, une administration ou le Bureau international en vertu de la règle 82*quater*.1.d)

IB Bureau international de l'OMPI 97

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

MODIFICATIONS DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

Après consultation avec les offices et les administrations, conformément à la règle 89.2.b) du PCT, des modifications des *Instructions administratives du PCT*, relatives à l'instruction 703 et à la nouvelle instruction 705*quater*, ont été promulguées[1] avec effet à compter du 1er juillet 2025.

Le but principal de ces changements est de mettre en œuvre les modifications de la règle 89*bis*.1 du *Règlement d'exécution du PCT* avec l'introduction des nouveaux alinéas d-*bis*) et d-*ter*) de l'instruction 703 comme mesures de sauvegarde pour permettre aux offices d'accepter, dans des circonstances exceptionnelles, des dépôts sur papier ou, s'ils le souhaitent, de convertir, dans des circonstances exceptionnelles, les dépôts sur papier en dépôts sous forme électronique. L'instruction 705*quater* est ajoutée en tant que base juridique pour le traitement du nouveau dépôt par voie électronique de la demande internationale, initialement déposée sur papier, en tant que copie pour l'office récepteur, exemplaire original et copie de recherche.

Le texte des modifications des instructions administratives en vigueur à partir du 1er juillet 2025 (PCT/AI/25) sera disponible sur le site Internet de l'OMPI.

TEXTE DES MODIFICATIONS DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES

(en vigueur à partir du 1er juillet 2025)

Instruction 703
Conditions relatives au dépôt; norme commune de base

a) à e) [*Sans changement*]

e-*bis*) Tout office récepteur qui a envoyé au Bureau international une notification, conformément à la règle 89*bis*.1.d-*bis*), peut néanmoins décider dans un cas précis de recevoir la demande internationale qui lui est soumise sur papier.

e-*ter*) Tout office récepteur qui a envoyé au Bureau international une notification, conformément à la règle 89*bis*.1.d-*ter*) peut décider, dans un cas précis, de convertir la demande déposée sur papier sous forme électronique conformément à l'instruction 705*bis.*

f) [*Sans changement*]

[1] Il convient de se référer à la circulaire C. PCT 1684 du 16 avril 2025.

Instruction 705*quater*
Demandes internationales présentées à nouveau sous forme électronique

a) Lorsqu'une demande internationale déposée sur papier est soumise à nouveau par le déposant sous forme électronique conformément à la règle 89*bis*.1.d-*ter*), l'office récepteur, aux fins de l'article 12, conserve la demande soumise à nouveau en tant que copie pour l'office récepteur et transmet des copies en tant qu'exemplaire original et copie de recherche.

b) Sous réserve des dispositions de l'instruction 705*bis,* l'exemplaire original de la demande internationale déposée sur papier est conservé, pendant dix années au moins à compter de la date du dépôt international, par le Bureau international ou, lorsque l'office récepteur et le Bureau international en sont convenus, par l'office récepteur au nom du Bureau international. La mention "DEMANDE INTERNATIONALE – ORIGINAL DÉPOSÉ SUR PAPIER (règle 89*bis*.1.d-*ter*))" ou son équivalent dans la langue de publication de la demande internationale doit être apposée sur l'original en bas de la première page de la requête et de la première page de la description[2].

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

L'**Office autrichien des brevets** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe pour le document de priorité, applicable à compter du 1er juillet 2025, exprimé en **euro (EUR)** et payable à l'office en sa qualité d'office récepteur, comme suit :

Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	EUR	111

[Mise à jour de l'annexe C(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2025, sont de USD 298 pour les demandes internationales déposées en ligne et de USD 446 pour les demandes internationales déposées sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] *Note de l'éditeur :* Les offices récepteurs devraient en principe apposer cette mention sur l'original au moment de sa réception mais ils peuvent aussi apposer cette mention sur l'original lorsqu'on s'y rapporte aux fins de la correction de l'exemplaire original en vertu de l'instruction 705*bis*.d).

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.1 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR UN OFFICE, UNE ADMINISTRATION OU LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.1.d)

IB Bureau international de l'OMPI

Conformément à la règle 82*quater*.1.d) du PCT, le **Bureau international** notifie par la présente qu'il renonce à exiger la preuve de l'excuse de retard en vertu de la règle 82*quater*.1.a) du PCT lorsqu'un délai fixé dans le *Règlement d'exécution du PCT* pour l'accomplissement d'un acte auprès du Bureau international, y compris en sa qualité d'office récepteur, n'a pas été observé par une partie intéressée en raison de la panne d'électricité majeure qui a touché l'Espagne, le Portugal, l'Andorre et une partie de la France le 28 et le 29 avril 2025.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

19 juin 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants et les organisations intergouvernementales

MU/AP Maurice / Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) 99

Taxes payables en vertu du PCT

EA Organisation eurasienne des brevets 99
RU Fédération de Russie 99

Offices désignés (ou élus)

CA Canada 100
CN Chine 100

Demandes internationales contenant des listages des séquences : notifications par les administrations chargées de la recherche internationale des exigences techniques applicables

AU Australie 100

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS ET LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

MU Maurice
AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)

Le 27 mai 2025, **Maurice** a déposé son instrument d'adhésion au *Protocole relatif aux brevets et aux dessins et modèles industriels dans le cadre de l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) (Protocole de Harare)* et deviendra liée par ce protocole le 27 août 2025. Par conséquent, toute demande internationale déposée le 27 août 2025 ou ultérieurement comprendra la désignation de Maurice aux fins de l'obtention d'un brevet ARIPO, ainsi qu'aux fins de l'obtention d'un brevet national.

En outre, à compter du 27 août 2025, les ressortissants de Maurice et les personnes domiciliées dans ce pays pourront déposer des demandes internationales auprès de l'ARIPO agissant en qualité d'office récepteur, en plus de l'Office de la propriété industrielle de Maurice et de l'office récepteur du Bureau international de l'OMPI.

[Mise à jour des annexes B(AP), C(AP) et B(MU) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EA Organisation eurasienne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2025, sont de USD 113 pour des recherches effectuées en russe, et de USD 504 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2025, sont de EUR 99 et de USD 113 pour des recherches effectuées en russe, et de EUR 497 et de USD 567 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de maintien en vigueur faisant partie de sa taxe nationale, exprimé en **dollar canadien (CAD)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), depuis le 1er janvier 2025. Ce montant, payable pour chaque période d'un an, au moment de l'entrée dans la phase nationale, lorsque celle-ci est effectuée lors du 2e ou éventuellement du 3e anniversaire de la date du dépôt international, ou après cette date, est de CAD 130.50. La taxe pour une petite entité reste inchangée (CAD 58.68).

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CA), du *Guide du déposant du PCT*]

CN Chine

L'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)** en sa qualité d'office désigné (ou élu), a notifié au Bureau international plusieurs changements relatifs aux délais pour le paiement de ses taxes nationales. La taxe de publication de demande pour les brevets doit être remise dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT. La taxe de revendication de priorité pour les brevets ainsi que la taxe de dépôt, la taxe de dépôt supplémentaire et la taxe de revendication de priorité pour les modèles d'utilité doivent être remises dans un délai de deux mois à compter de la date d'ouverture de la phase nationale.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CN) du *Guide du déposant du PCT*]

DEMANDES INTERNATIONALES CONTENANT DES LISTAGES DES SÉQUENCES : NOTIFICATIONS PAR LES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE DES EXIGENCES TECHNIQUES APPLICABLES

AU Australie

L'**Office australien des brevets**, en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, a notifié au Bureau international des changements concernant les types de supports matériels acceptés pour la présentation des listages des séquences ou des tableaux y relatifs, selon la règle 13*ter*.1 du PCT et conformément à l'annexe C des *Instructions administratives du PCT*, comme suit :

> Une copie imprimable complète du listage des séquences et des données permettant l'identification devrait figurer toute entière dans un seul fichier XML (conforme à la norme ST.26 de l'OMPI) sur un seul CD-ROM, CD-R, DVD ou DVD-R respectant la norme (ISO 9660).

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

26 juin 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

SE Suède 102

Taxes payables en vertu du PCT

EA Organisation eurasienne des brevets 102

Offices désignés (ou élus)

SG Singapour 103

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

SE Suède

L'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)** a notifié au Bureau international que les dispositions de la législation de la loi de la Suède relatives à la recherche de type international (Article 15 du PCT) figurent désormais dans le chapitre 4, articles 7 et 8 de la loi sur les brevets et dans le chapitre 4, article 4 du décret sur les brevets.

De plus, l'office a notifié des changements relatifs aux dispositions de sa loi nationale concernant la protection provisoire à la suite de la publication internationale, comme suit :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national : Après la publication internationale, la remise d'une traduction en suédois ou anglais ou, si la demande a été déposée en suédois ou anglais, d'une copie de la demande internationale telle que déposée, donne au déposant une protection provisoire en ce sens que, dès la délivrance du brevet, il peut obtenir des dommages-intérêts. Ceux-ci sont limités à ce qui est jugé raisonnable en l'espèce et la protection est limitée à ce qui est revendiqué à la fois dans la demande et dans le brevet. Se référer aux chapitre 10, articles 7 et 8 et chapitre 15, articles 10 à 12 de la loi sur les brevets.

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen : Indemnité raisonnable en l'espèce, sous réserve qu'il ait été satisfait aux exigences nationales relatives à la traduction en suédois des revendications de la demande, le cas échéant, et dès la délivrance du brevet. La protection est limitée à ce qui est revendiqué à la fois dans la demande et dans le brevet. Se référer au chapitre 11, article 12 de la loi sur les brevets.

[Mise à jour de l'annexe B(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EA Organisation eurasienne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2025, sont de EUR 99 pour des recherches effectuées en russe, et de EUR 442 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

SG Singapour

L'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour** a notifié au Bureau international un changement relatif à ses exigences quant à la question de savoir si une copie de la demande internationale est requise lors de l'ouverture de la phase nationale – le déposant n'est tenu de remettre une copie de la demande internationale que si l'ouverture de la phase nationale a eu lieu avant la publication de la demande internationale. Cela peut se produire lorsque le déposant demande expressément l'ouverture anticipée de la phase nationale selon l'article 23.2) ou 40.2) du PCT.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (SG), du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

3 juillet 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 105

Dépôt, traitement et communication des demandes internationales et d'autres documents sous forme électronique ou par des moyens électroniques selon la règle 89*bis* du PCT : notifications par des offices en vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis)*

BR Brésil 105

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

L'**Office autrichien des brevets** a notifié un nouveau montant de la taxe documentaire (*Schriftengebühr*) pour les brevets et pour les modèles d'utilité, exprimé en **euro (EUR)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2025, est de EUR 74.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (AT), du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT, TRAITEMENT ET COMMUNICATION DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS SOUS FORME ÉLECTRONIQUE OU PAR DES MOYENS ÉLECTRONIQUES SELON LA RÈGLE 89*bis* DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES EN VERTU DE LA RÈGLE 89*bis*.1.d-*bis)*

À sa cinquante-sixième session (32e session extraordinaire), qui s'est tenue à Genève du 9 au 17 juillet 2024, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté, notamment, des modifications aux règles 89*bis*.1 et 89*bis*.2 du *Règlement d'exécution du PCT* permettant à un office, autre que le Bureau international, d'exiger que les demandes internationales ou les documents déposés ultérieurement soient soumis uniquement sous forme électronique, ou d'exiger que tout document soumis sur papier soit présenté à nouveau sous forme électronique dans un délai de deux mois. Ces nouvelles règles sont entrées en vigueur le 1er juillet 2025.

Notamment, la nouvelle règle 89*bis*.1.d-*bis*) prévoit que : "Un office national ou une organisation intergouvernementale, autre que le Bureau international, qui a émis une notification en vertu de l'alinéa d) peut notifier au Bureau international qu'il ne recevra des demandes internationales que si elles sont déposées sous forme électronique ou par des moyens électroniques. Le Bureau international publie une notification reçue en vertu du présent alinéa dans la *gazette*."

BR Brésil

En vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis*) du PCT, l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**, en sa qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international qu'il ne reçoit des demandes internationales et des documents postérieurs au dépôt que s'ils sont déposés sous forme électronique ou par des moyens électroniques, avec effet au 3 septembre 2025.

[Mise à jour de l'annexe C(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

10 juillet 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

BR Brésil 107

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 108
CA Canada 109
IN Inde 109
KR République de Corée 109

Offices désignés (ou élus)

BR Brésil 109

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

BR Brésil

Accord entre l'Institut national de la propriété industrielle du Brésil et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

Le 13 mai 2025, l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.2) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui consistent en des changements relatifs aux montants des taxes et droits en ligne, entreront en vigueur le 7 août 2025.

Avec effet à compter du 7 août 2025, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit[2]	**Montant (Reals brésiliens)**	
	(en ligne)	(sur papier)[3]
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	2.510	[Sans changement]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	2.010	[Sans changement]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	930	[Sans changement]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	540	[Sans changement]
Taxe pour paiement tardif de la taxe d'examen préliminaire	montant prévu par la règle 58*bis*.2	
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	1.810	[Sans changement]
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règle 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	260	[Sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b) et 94.1*ter* et 94.2), par page	0	[Sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/documents/d/pct-system/docs-fr-agreements-ag-br.pdf

[2] Ces taxes sont réduites de 60% sous certaines conditions (il convient de se référer à la Résolution officielle de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) nº 251/19, du 2 octobre 2019).

[3] La réception sur papier des demandes internationales et des documents liés au PCT est possible uniquement par courrier postal (il convient de se référer à la Résolution officielle de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) nº 253/19, du 13 novembre 2019).

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

L'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** a notifié un nouveau montant de la taxe de transmission (règle 14 du PCT) pour les demandes internationales déposées en ligne, exprimé en **real brésilien (BRL)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable à compter du 7 août 2025, est de BRL 260.

[Mise à jour de l'annexe C(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **real brésilien (BRL)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale[4] et applicables à compter du 7 août 2025, comme suit :

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) :	BRL	2.510	(en ligne)
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) :	BRL	2.010	(en ligne)
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) :	BRL	1.810	(en ligne)
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règle 13*ter.*1.c))	BRL	260	(en ligne)
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b) et 94.1*ter*	BRL	0	(en ligne)

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **real brésilien (BRL)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international[4] et également applicables à compter du 7 août 2025, comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) :	BRL	930	(en ligne)
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) :	BRL	540	(en ligne)
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT):	BRL	1.810	(en ligne)
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter.*2 du PCT) :	BRL	260	(en ligne)
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT) :	BRL	0	(en ligne)
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) :	BRL	0	(en ligne)

[Mise à jour de l'annexe E(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

[4] Ces taxes sont réduites de 60% sous certaines conditions (il convient de se référer à la Résolution officielle de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) nº 251/19, du 2 octobre 2019).

CA Canada

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ce montant, applicable à compter du 1er septembre 2025, est de USD 1.696.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2025, sont de CHF 94 et EUR 100, ou CHF 24 et EUR 25 dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier.

[Mise à jour de l'annexe D(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2025, sont de USD 333 pour des demandes internationales déposées en coréen ou des demandes pour lesquelles une traduction en coréen a été fournie selon la règle 12.3 du PCT, et de USD 888 pour des demandes internationales déposées en anglais ou des demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

BR Brésil

L'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** a notifié de nouveaux montants de la taxe de dépôt faisant partie de la taxe nationale, exprimés en **real brésilien (BRL)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables à compter du 7 août 2025, comme suit :

Pour un brevet :	BRL	260	(en ligne)
	BRL	380	(sur papier)
Pour un modèle d'utilité :	BRL	260	(en ligne)
	BRL	380	(sur papier)

[Mise à jour du chapitre national, résumé (BR), du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

17 juillet 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

MU Maurice 111

Taxes payables en vertu du PCT

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) 111

BR Brésil 111

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

BA Bosnie-Herzégovine 112

KR République de Corée 114

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

MU Maurice

L'**Office de la propriété industrielle de Maurice** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse de courrier électronique, qui est désormais comme suit :

Courrier électronique : ipom@govmu.org

[Mise à jour de l'annexe B(MU) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)

L'**Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar des États- Unis (USD)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur, et applicables depuis le 1er mars 2025, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	USD 100 (ou équivalent en monnaie locale d'un des États contractants de l'ARIPO où le déposant est domicilié)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	USD 500 (ou équivalent en monnaie locale d'un des États contractants de l'ARIPO où le déposant est domicilié)

[Mise à jour de l'annexe C(AP) du *Guide du déposant du PCT*]

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **francs suisses (CHF)**, en **euros (EUR)** et en **dollars des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 7 août 2025, sont de CHF 371, EUR 395 et USD 451 pour un dépôt en ligne.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

BA Bosnie-Herzégovine

L'**Institut pour la propriété intellectuelle de la Bosnie-Herzégovine**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, qu'elle est disposée à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du 1 octobre 2025, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)). L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, aux numéros suivants :
(387-36) 33 43 82; (387-33) 65 21 65 and (387-51) 22 68 40

– par courriel, aux l'adresses électroniques suivantes :
info@ipr.gov.ba; banjaluka@ipr.gov.ba; sarajevo@ipr.gov.ba; mostar@ipr.gov.ba

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (https://www.ipr.gov.ba)

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (https://www.wipo.int/pct-eservices/en/certificates.html)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(BA) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT et de l'instruction 710.b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international des changements à apporter à deux points de sa notification concernant le dépôt et le traitement des demandes internationales sous forme électronique, notamment, des changements aux points titres "En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i))" et "En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii))". Ces changements consistent en une mise à jour du logiciel de dépôt et ne constituent pas de restrictions quant aux options de dépôt existantes. Le logiciel mis à jour a remplacé le logiciel précédant depuis le 1er janvier 2025.

Par conséquent, les points ci-dessous remplacent les points correspondants tels que spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) du 2 août 2024, pages 125 et suiv. :

"**En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :**

– dépôt ePCT
– logiciel NK-Editor, KIPO-Editor
– logiciel PKEAPS"

“En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l’office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– tout document déposé ultérieurement, tel que modifications, corrections ou rectifications de la description ou des revendications, qui peut être élaboré avec le logiciel PKEAPS. ”

[Mise à jour de l’annexe C(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

24 juillet 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

AL Albanie 117
AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) 117
PL Pologne 117

Taxes payables en vertu du PCT

CN Chine 118
EP Organisation européenne des brevets 118
HU Hongrie 118
IL Israël 119

Offices désignés (ou élus)

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) 119
HU Hongrie 119

Dépôt, traitement et communication des demandes internationales et d'autres documents sous forme électronique ou par des moyens électroniques selon la règle 89*bis* du PCT : notifications par des offices en vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis)*

NZ Nouvelle-Zélande 120
SA Arabie saoudite 121
TR Türkiye 121

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

AL Albanie

La **Direction générale de la propriété industrielle (GDIP) (Albanie)** a notifié au Bureau international un numéro de téléphone, ainsi que des changements relatifs à son adresse de courrier électronique et à son adresse Internet, qui sont désormais comme suit :

Téléphone :	0800 1993 (numéro gratuit pour l'Albanie)
Courrier électronique :	info@dppi.gov.al
Internet :	www.dppi.gov.al

De plus, l'office a notifié au Bureau international des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par télécopieur ou par tout autre moyen de communication similaire (règle 92.4 du PCT) – depuis le 1er mai 2022, l'office a supprimé ses services de télécopie et n'accepte plus le dépôt de demandes internationales et d'autres documents par télécopieur.

[Mise à jour de l'annexe B1(AL) du *Guide du déposant du PCT*]

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)

L'**Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)** a notifié au Bureau international des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par télécopieur ou par tout autre moyen de communication similaire (règle 92.4 du PCT) – depuis le 1er mars 2025, l'office a supprimé ses services de télécopie et n'accepte plus le dépôt de demandes internationales et d'autres documents par télécopieur.

[Mise à jour de l'annexe B(AP) du *Guide du déposant du PCT*]

PL Pologne

L'**Office des brevets de la République de Pologne** a notifié au Bureau international des changements relatifs aux dispositions de sa loi nationale concernant la protection provisoire à la suite de la publication internationale, comme suit :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Le déposant doit présenter à l'office une traduction en polonais de la demande internationale (ouverture de la phase nationale). La protection provisoire s'applique à compter de la date de publication de la traduction de la demande internationale (données bibliographiques, abrégé et, le cas échéant, une figure des dessins) dans le Bulletin de l'office [*Biuletyn Urzędu Patentowego*]. Il convient de se référer à l'article 4 de la Loi sur la propriété industrielle (PPL) en liaison avec l'article 43 du Règlement du Premier ministre du 17 septembre 2001 sur le dépôt et le traitement des demandes de brevet et de modèle d'utilité).

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

La protection provisoire d'un brevet européen prend effet en Pologne à compter du jour de la publication de la demande de brevet européen dans le Bulletin européen des brevets, si le déposant a déposé une demande de protection provisoire en Pologne, une traduction des revendications en polonais et acquitté la taxe correspondante. Les informations relatives à la protection provisoire sont publiées dans le Bulletin de l'office [BUP].

[Mise à jour de l'annexe B(PL) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CN Chine

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**. Ce montant, applicable à compter du 1er septembre 2025, est de EUR 250.

[Mise à jour de l'annexe D(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **yuan chinois renminbi (CNY)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er septembre 2025, est de CNY 15.490.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

HU Hongrie

L'**Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO)** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe pour le document de priorité, applicable depuis le 13 avril 2025, exprimé en **forint hongrois (HUF)** et payable à l'office en sa qualité d'office récepteur, comme suit :

Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	HUF (par page) 400 HUF (par document) plus 4.000

[Mise à jour de l'annexe C(HU) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ce montant, applicable à compter du 1er septembre 2025, est de USD 1.220.

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)

L'**Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)** a notifié une modification du délai applicable pour le paiement de la taxe de dépôt pour un brevet et de la taxe de dépôt pour un modèle d'utilité, ainsi qu'un nouveau montant de la taxe de désignation pour un brevet, exprimé **en dollar des États-Unis (USD)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu).

Ces modifications sont applicables depuis le 1er mars 2025, et sont les suivantes :

La taxe de dépôt pour un brevet ainsi que pour un modèle d'utilité doit être payée dans un délai de 14 jours à compter de l'expiration du délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

Pour un brevet :

Taxe de désignation, par pays :	USD	100

[Mise à jour du chapitre national, résumé (AP), du *Guide du déposant du PCT*]

HU Hongrie

L'**Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO)** a notifié de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale, exprimés en **forint hongrois (HUF)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables depuis le 13 avril 2025, sont les suivants :

Pour un brevet :

– lorsque l'office est un office désigné :	HUF50.000 plus
	HUF 2.500 par revendication de la 11e à la 20e
	HUF 5.000 par revendication de la 21e à la 30e
	HUF 7.500 par revendication à compter de la 31e
– lorsque l'office est un office élu :	HUF25.000 plus

	HUF 1.250 par revendication de la 11e à la 20e
	HUF 2.500 par revendication de la 21e à la 30e
	HUF 3.750 par revendication à compter de la 31e
Pour un modèle d'utilité :	HUF25.000 plus
	HUF1.500 par revendication à compter de la 11e

[Mise à jour du chapitre national, résumé (HU), du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT, TRAITEMENT ET COMMUNICATION DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS SOUS FORME ÉLECTRONIQUE OU PAR DES MOYENS ÉLECTRONIQUES SELON LA RÈGLE 89*bis* DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES EN VERTU DE LA RÈGLE 89*bis*.1.d-*bis)*

À sa cinquante-sixième session (32e session extraordinaire), qui s'est tenue à Genève du 9 au 17 juillet 2024, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté, notamment, des modifications aux règles 89*bis*.1 et 89*bis*.2 du *Règlement d'exécution du PCT* permettant à un office, autre que le Bureau international, d'exiger que les demandes internationales ou les documents déposés ultérieurement soient soumis uniquement sous forme électronique, ou d'exiger que tout document soumis sur papier soit présenté à nouveau sous forme électronique dans un délai de deux mois. Ces nouvelles règles sont entrées en vigueur le 1er juillet 2025.

Notamment, la nouvelle règle 89*bis*.1.d-*bis*) prévoit que : "Un office national ou une organisation intergouvernementale, autre que le Bureau international, qui a émis une notification en vertu de l'alinéa d) peut notifier au Bureau international qu'il ne recevra des demandes internationales que si elles sont déposées sous forme électronique ou par des moyens électroniques. Le Bureau international publie une notification reçue en vertu du présent alinéa dans la gazette."

NZ Nouvelle Zélande

En vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis*) du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle de la Nouvelle-Zélande (IPONZ)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il ne reçoit des demandes internationales et des documents postérieurs au dépôt que s'ils sont déposés sous forme électronique ou par des moyens électroniques, avec effet au 24 septembre 2025.

[Mise à jour de l'annexe C(NZ) du *Guide du déposant du PCT*]

SA Arabie saoudite

En vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis*) du PCT, l'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)**, en sa qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international qu'il ne reçoit des demandes internationales et des documents postérieurs au dépôt que s'ils sont déposés sous forme électronique ou par des moyens électroniques, avec effet au 24 septembre 2025.

[Mise à jour de l'annexe C(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

TR Türkiye

En vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis*) du PCT, l'**Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)**, en sa qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international qu'il ne reçoit des demandes internationales et des documents postérieurs au dépôt que s'ils sont déposés sous forme électronique ou par des moyens électroniques, avec effet au 24 septembre 2025.

[Mise à jour de l'annexe C(TR) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

31 juillet 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

SG Singapour 123

Taxes payables en vertu du PCT

SG Singapour 124

Dépôt, traitement et communication des demandes internationales et d'autres documents sous forme électronique ou par des moyens électroniques selon la règle 89*bis* du PCT : notifications par des offices en vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis)*

BH Bahreïn 125
IR République islamique d'Iran 126

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

SG Singapour

Accord entre l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui entreront en vigueur le 1er septembre 2025, consistent en des changements de montants de plusieurs taxes payables à l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international.

Avec effet à partir du 1er septembre 2025, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en dollars de Singapour)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	2.350
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	2.350
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a))	2.350
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	900
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	900
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	[sans changement]
Taxe de réexamen (règle 45*bis*.6.c)	[sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 45*bis*.7.c), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par document	[sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/documents/d/pct-system/docs-fr-agreements-ag-sg.pdf

TAXES PAYABLE EN VERTU DU PCT

SG Singapour

L'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar de Singapour (SGD)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2025, sont comme suit :

Taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT) :	SGD 2.350
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2.a) du PCT) :	SGD 2.350

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la nouvelle taxe de recherche, exprimés en **plusieurs devises**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par **l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour**. Ces montants, toutes également applicables à compter du 1er septembre 2025, sont comme suit :

franc suisse (CHF)	1.458
euro (EUR)	1.565
yen japonais (JPY)	264.000
won coréen (KRW)	2.527.000
dollar des États-Unis (USD)	1.849

[Mise à jour de l'annexe D(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié un nouveau montant de la taxe de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a) du PCT), exprimé en **dollar de Singapour (SGD)**, pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ce montant, également applicable à compter du 1er septembre 2025, est de SGD 2.350.

En vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, un montant équivalent de la nouvelle taxe de recherche supplémentaire, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ce montant, également applicable à compter du 1er septembre 2025, est de CHF 1.458.

[Mise à jour de l'annexe SISA(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar de Singapour (SGD)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international. Ces montants, également applicables à compter du 1er septembre 2025, sont comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b) du PCT) :	SGD	900
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3.a) du PCT) :	SGD	900

[Mise à jour de l'annexe E(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT, TRAITEMENT ET COMMUNICATION DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS SOUS FORME ÉLECTRONIQUE OU PAR DES MOYENS ÉLECTRONIQUES SELON LA RÈGLE 89*bis* DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES EN VERTU DE LA RÈGLE 89*bis*.1.d-*bis)*

À sa cinquante-sixième session (32e session extraordinaire), qui s'est tenue à Genève du 9 au 17 juillet 2024, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté, notamment, des modifications aux règles 89*bis*.1 et 89*bis*.2 du *Règlement d'exécution du PCT* permettant à un office, autre que le Bureau international, d'exiger que les demandes internationales ou les documents déposés ultérieurement soient soumis uniquement sous forme électronique, ou d'exiger que tout document soumis sur papier soit présenté à nouveau sous forme électronique dans un délai de deux mois. Ces nouvelles règles sont entrées en vigueur le 1er juillet 2025.

Notamment, la nouvelle règle 89*bis*.1.d-*bis*) prévoit que : "Un office national ou une organisation intergouvernementale, autre que le Bureau international, qui a émis une notification en vertu de l'alinéa d) peut notifier au Bureau international qu'il ne recevra des demandes internationales que si elles sont déposées sous forme électronique ou par des moyens électroniques. Le Bureau international publie une notification reçue en vertu du présent alinéa dans la gazette."

BH Bahreïn

En vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis*) du PCT, la **Direction du commerce extérieur et de la propriété intellectuelle, Office national des brevets (Bahreïn)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il ne reçoit des demandes internationales et des documents postérieurs au dépôt que s'ils sont déposés sous forme électronique ou par des moyens électroniques, avec effet au 1er octobre 2025.

[Mise à jour de l'annexe C(BH) du *Guide du déposant du PCT*]

IR République islamique d'Iran

En vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis*) du PCT, le **Centre de propriété intellectuelle (République islamique d'Iran)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il ne reçoit des demandes internationales et des documents postérieurs au dépôt que s'ils sont déposés sous forme électronique ou par des moyens électroniques, avec effet au 1er octobre 2025.

[Mise à jour de l'annexe C(IR) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

14 août 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants
LU Luxembourg 128

Taxes payables en vertu du PCT
CL Chili 128
PH Philippines 129

Offices récepteurs
LU Luxembourg 129
OM Oman 129

Offices désignés (ou élus)
TR Türkiye 130

Dépôt, traitement et communication des demandes internationales et d'autres documents sous forme électronique ou par des moyens électroniques selon la règle 89*bis* du PCT : notifications par des offices en vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis)*
QA Qatar 131

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

LU Luxembourg

L'**Office de la propriété intellectuelle (Luxembourg)** a notifié au Bureau international les dispositions de sa législation nationale qui imposent des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès d'offices étrangers.

Conformément au chapitre 2 de la loi du 8 juillet 1967 concernant la divulgation et la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'État, si le déposant est domicilié au Luxembourg et que sa demande internationale concerne une invention qui est de nature à intéresser la défense du territoire, il doit obligatoirement la déposer auprès de l'Office de la propriété intellectuelle (Luxembourg).

[Mise à jour de l'annexe B(LU) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CL Chili

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)**. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2025, sont comme suit :

Taxe de recherche :	CHF 1.598, EUR 1.714
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une personne physique ou morale :	CHF 320, EUR 343 (lorsque le déposant est ressortissant d'un des États, et est domicilié dans un des États, qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à ce critère.)
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une université :	CHF 240, EUR 257 (lorsque le déposant est a) une université chilienne, ou b) une université étrangère qui a son siège dans un des États qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt.)

[Mise à jour de l'annexe D(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

PH Philippines

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines**. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2025, sont de CHF 479 et de EUR 514, ou de CHF 160 et de EUR 171 lorsque le déposant est une petite entreprise[1].

[Mise à jour de l'annexe D(PH) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

LU Luxembourg

L'**Office de la propriété intellectuelle (Luxembourg)** a notifié au Bureau international un changement relatif à ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office en sa qualité d'office récepteur — Tout agent de brevets agréé au Luxembourg ou tout avocat inscrit au barreau au Luxembourg, ainsi que tout agent de brevets agréé et domicilié dans un État membre de l'Espace Économique Européen peut désormais agir en qualité de mandataire.

[Mise à jour de l'annexe C(LU) du *Guide du déposant du PCT*]

OM Oman

L'**Office national de la propriété intellectuelle (Ministère du commerce, de l'industrie et de la promotion des investissements) (Oman)** a spécifié l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP) – en plus de l'Office australien des brevets, de l'Office autrichien des brevets, de l'Office égyptien des brevets, de l'Office européen des brevets (OEB) et de l'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées par les ressortissants d'Oman et les personnes domiciliées dans ce pays auprès de l'Office national de la propriété intellectuelle (Ministère du commerce, de l'industrie et de la promotion des investissements) (Oman), ou auprès de l'office récepteur du Bureau international de l'OMPI, avec effet depuis le 21 juillet 2025.

[Mise à jour de l'annexe C(OM) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Une petite entreprise fait référence à toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou lorsque le déposant est toute entité, agence, bureau, service ou unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

TR Türkiye

L'**Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)** a notifié de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale, exprimés en **nouvelle lire turque (TRY)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables depuis le 1er janvier 2025, comme suit :

Pour un brevet ou un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt :		
pour un brevet	TRY	13.460
pour un modèle d'utilité	TRY	8.420
Taxe pour certificat de délivrance :	TRY	3.150
Taxe de renouvellement pour la troisième année :		
pour un brevet	TRY	3.150
pour un modèle d'utilité	TRY	2.710
Rétablissement des droits :	TRY	13.280

[Mise à jour du chapitre national, résumé (TR), du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT, TRAITEMENT ET COMMUNICATION DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS SOUS FORME ÉLECTRONIQUE OU PAR DES MOYENS ÉLECTRONIQUES SELON LA RÈGLE 89*bis* DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES EN VERTU DE LA RÈGLE 89*bis*.1.d-*bis)*

À sa cinquante-sixième session (32e session extraordinaire), qui s'est tenue à Genève du 9 au 17 juillet 2024, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté, notamment, des modifications aux règles 89*bis*.1 et 89*bis*.2 du *Règlement d'exécution du PCT* permettant à un office, autre que le Bureau international, d'exiger que les demandes internationales ou les documents déposés ultérieurement soient soumis uniquement sous forme électronique, ou d'exiger que tout document soumis sur papier soit présenté à nouveau sous forme électronique dans un délai de deux mois. Ces nouvelles règles sont entrées en vigueur le 1er juillet 2025.

Notamment, la nouvelle règle 89*bis*.1.d-*bis*) prévoit que : "Un office national ou une organisation intergouvernementale, autre que le Bureau international, qui a émis une notification en vertu de l'alinéa d) peut notifier au Bureau international qu'il ne recevra des demandes internationales que si elles sont déposées sous forme électronique ou par des moyens électroniques. Le Bureau international publie une notification reçue en vertu du présent alinéa dans la gazette."

QA Qatar

En vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis*) du PCT, le **Département de la propriété intellectuelle (Qatar)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il ne reçoit des demandes internationales et des documents postérieurs au dépôt que s'ils sont déposés sous forme électronique ou par des moyens électroniques, avec effet au 14 octobre 2025.

[Mise à jour de l'annexe C(QA) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

21 août 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

SA Arabie saoudite 133

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales :
notifications des offices récepteurs, des administrations chargées de la recherche internationale, des administrations indiquées pour la recherche supplémentaire et des administrations chargées de l'examen préliminaire international

EP Organisation européenne des brevets 133

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

SA Arabie saoudite

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)**. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2025, est de EUR 229.

[Mise à jour de l'annexe D(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS ET DE LA CORRESPONDANCE AYANT TRAIT AUX DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS, DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE, DES ADMINISTRATIONS INDIQUÉES POUR LA RECHERCHE SUPPLÉMENTAIRE ET DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

EP Organisation européenne des brevets

En vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT, et conformément aux instructions 703.b), 710.b) et 713 des Instructions administratives du PCT, **l'Office européen des brevets (OEB)**, en sa qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale, d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international un changement relatif à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 18 mars 2021, page 51 et suivantes (telle que modifiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 3 juin 2021, page 108, 30 juin 2022, page 165 et suivantes,18 août 2022, page 225, 19 mai 2023, page 117 et suivantes et du 5 décembre 2024, page 233).

En particulier, à partir du 1er janvier 2026, l'OEB ne permettra plus et par conséquent n'acceptera plus le dépôt des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales déposées auprès de l'OEB au moyen du dépôt en ligne de l'OEB (OLF).

À compter du 1er janvier 2026, les moyens disponibles pour le dépôt des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales sous forme électronique auprès de l'OEB seront les suivants : le dépôt ePCT, le dépôt en ligne 2.0 de l'OEB (avec dépôt ePCT intégré) et l'*EPO Contingency Upload Service*.

[Mise à jour des annexes B(EP), C(AT), C(DK), C(EP), C(ES), C(FI), C(GB), C(IS), C(LT), C(PL), C(PT), C(SE) et E(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

28 août 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

EP Organisation européenne des brevets 135
JP Japon 135

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **yen japonais (JPY)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2025, est de JPY 317,600.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **yen japonais (JPY)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er octobre 2025, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	JPY	242.700
Taxe par feuille à compter de la 31e :	JPY	2.700
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	JPY	54.700
Taxe de traitement :	JPY	36.500

De plus, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ces montants, également applicables à compter du 1er octobre 2025, sont de CHF 784 et EUR 831, respectivement, pour des demandes internationales déposées en japonais ou les demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT[1], et de CHF 926 et EUR 982, respectivement, pour des demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour des annexes C(JP), D(JP) et E(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Cette taxe est réduite pour des demandes par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxes, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions sur l'éligibilité, se référer à https://www.jpo.go.jp/system/process/tesuryo/genmen/genmen20190401/document/index/leaflet_e.pdf

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

4 septembre 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Modifications des Instructions administratives du PCT

Note du Bureau international 137

Texte des modifications des instructions administratives
(en vigueur à partir du 1er janvier 2026) 137

Informations sur les États contractants

BG Bulgarie 147

Offices récepteurs

BG Bulgarie 148

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

MODIFICATIONS DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

Après consultation avec les offices, les administrations, et avec certaines organisations non gouvernementales représentant des utilisateurs du système du PCT, conformément à la règle 89.2.b) du PCT, des modifications des *Instructions administratives du PCT*, relatives aux nouvelles instructions 116 et 521 et à la nouvelle annexe H, ont été promulguées[1] avec effet à compter du 1er janvier 2026.

Le but principal de ces amendements est de mettre en œuvre les modifications des règles 34, 36 et 63 du *Règlement d'exécution du PCT*, en vue d'une révision de la définition de la documentation minimale qu'une administration chargée de la recherche internationale est tenue de consulter lors de la recherche internationale, ainsi que des modifications des exigences minimales auxquelles une administration chargée de la recherche internationale et une administration chargée de l'examen préliminaire international doivent satisfaire pour obtenir leur nomination, et auxquelles elles doivent continuer de satisfaire pendant toute la durée de leur nomination.

Le texte des modifications des instructions administratives en vigueur à partir du 1er janvier 2026 (PCT/AI/26) sera disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

https://webcms.wipo.int/fr/web/pct-system/texts/ai/ai_index

TEXTE DES MODIFICATIONS DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES

(en vigueur à partir du 1er janvier 2026)

Instruction 116
Documentation minimale

Les documents de brevet mis à disposition conformément à la règle 34.1.b)i) en vue de leur inclusion dans la documentation visée à l'article 15.4), et les documents relatifs aux modèles d'utilité mis à disposition conformément à la règle 34.1.c), sont conformes à la première partie de l'annexe H.

Instruction 521
Documentation minimale

Les administrations chargées de la recherche internationale conviennent des éléments de la littérature autre que celle des brevets visés à la règle 34.1.b)ii) à inclure dans la documentation visée à l'article 15.4) selon la procédure indiquée dans la deuxième partie de l'annexe H.

[1] Il convient de se référer à la circulaire C. PCT 1672 du 19 juin 2024.

ANNEXE H

EXIGENCES TECHNIQUES ET D'ACCESSIBILITE ET PROCEDURE RELATIVE A L'INCLUSION DANS LA DOCUMENTATION MINIMALE DES DOCUMENTS DE BREVET, DES DOCUMENTS RELATIFS AUX MODELES D'UTILITE ET DE LA LITTÉRATURE AUTRE QUE CELLE DES BREVETS

INTRODUCTION

1. La présente annexe énonce les exigences techniques et d'accessibilité ainsi que la procédure pour l'inclusion, dans la documentation minimale définie à la règle 34.1, des documents de brevet, des documents relatifs aux modèles d'utilité et de la littérature autre que celle des brevets.

PREMIÈRE PARTIE

DOCUMENTATION RELATIVE AUX BREVETS ET AUX MODELES D'UTILITE

2. Dans la présente partie, les "documents de brevet" et les "documents relatifs aux modèles d'utilité" sont ceux définis à la règle 34.1.a) et c), respectivement.

Mise à disposition des documents et utilisation des données

3. Chaque office ou son successeur en droit dont la collection de brevets et, le cas échéant, de modèles d'utilité, relève de la documentation minimale, met en place un ou plusieurs référentiels sécurisés dans lesquels les données de la documentation minimale se prêtant à la recherche sont stockées, soit dans le format de la norme ST.36 ou ST.96 de l'OMPI, soit en format texte brut, soit dans une quelconque combinaison de ces formats. En cas de demande formulée par une administration chargée de la recherche internationale ou par une administration chargée de l'examen préliminaire international, chacun desdits offices fournit à cette administration chargée de la recherche internationale ou administration chargée de l'examen préliminaire international toutes les informations pertinentes et les détails de l'autorisation nécessaires pour accéder à ces données, par exemple les liens ou mots de passe, entre autres, afin que celle-ci puisse accéder gratuitement aux données en bloc par voie électronique, de préférence par protocole FTP ou SFTP ou par des services Web. Chaque office veille à ce que toutes les données publiées soient mises à disposition dans le ou les référentiels visés, de préférence dans un délai d'un mois après leur date de publication et, dans tous les cas, dans un délai maximal de deux mois. Si un office fournit également une interface de recherche pour ses données, il est préférable qu'il propose également un accès gratuit à cette interface.

4. Toutes les données relatives aux brevets et aux modèles d'utilité mises à la disposition de l'administration chargée de la recherche internationale ou de l'administration chargée de l'examen préliminaire international par un office dans le cadre du paragraphe 3 ne doivent être utilisées par l'administration chargée de la recherche internationale ou l'administration chargée de l'examen préliminaire international qu'aux fins de la recherche sur l'état de la technique et des activités connexes, comme la fourniture aux déposants et aux tiers de copies des documents cités. L'administration chargée de la recherche internationale ou l'administration chargée de l'examen préliminaire international doit également s'engager à garantir la sécurité des données de l'office fournisseur afin de les protéger contre toute utilisation ou modification non

autorisée; les mesures prises peuvent comprendre des mesures de sécurité administratives, techniques, informatiques et physiques appropriées". Si ces données sont utilisées à d'autres fins sans l'accord exprès de l'office fournisseur, l'accès aux données en bloc pourra être bloqué par l'office fournisseur, qui en informera ensuite le Bureau international.

5. Les paragraphes 3 et 4 n'empêchent en rien les offices de conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux avec les offices fournissant des données relatives aux brevets pour utiliser et transformer ces données, ni ne visent à remplacer les accords bilatéraux ou multilatéraux existants.

6. Tout office dont la collection de brevets et, le cas échéant, de modèles d'utilité, fait partie de la documentation minimale, peut déléguer à une administration chargée de la recherche internationale, à une administration chargée de l'examen préliminaire international ou au Bureau international la tâche d'accorder l'accès à ses données, conformément aux dispositions énoncées aux paragraphes 3 et 4.

Fichier d'autorité

7. La structure et le format du fichier d'autorité fourni par un office conformément à la règle 34.1.d)iii), et des éléments de données contenus dans ce fichier d'autorité, doivent être conformes à la norme ST.37 de l'OMPI. Un exemple de fichier d'autorité figure à l'appendice 1.

8. Pour chaque publication, le fichier d'autorité fourni par un office contient les éléments de données ci-après visés par la norme ST.37 de l'OMPI :

a) code alphabétique à deux lettres de l'office qui a publié le document (autorité à l'origine de la publication);

b) numéro de la publication;

c) code de type de document de brevet utilisé par l'office publiant le document (code de type de document);

d) date de publication du document de brevet; et

e) sous réserve du paragraphe 10, indication de la possibilité ou non d'effectuer une recherche textuelle dans l'abrégé, la description et les revendications d'une publication au moyen de l'un des codes ci-après :

i) "N" – non disponible

ii) "U" – disponibilité inconnue

iii) codes linguistiques à deux lettres dans lesquels le texte se prêtant à la recherche est disponible, soit dans la langue originale, soit dans la langue d'une traduction officielle.

9. L'office fournit les éléments de données visés au paragraphe 8(a) à 8(d) à compter du 1er janvier 2026 pour chaque publication faite par cet office ou son prédécesseur en droit publiée à partir du 1er janvier 1991.

10. S'agissant des éléments de données visés au paragraphe 8(e), l'office fournit les indications :

a) du 1er janvier 2026, au moins pour chaque publication à partir de cette date; et

b) du 1er janvier 2036, au moins pour chaque publication ou celle de son prédécesseur en droit à partir du 1er janvier 1991.

11. Les offices disposant de documents disponibles sous une forme lisible par ordinateur et se prêtant à la recherche publiés entre le 1er janvier 1920 et le 31 décembre 1990 incluent de préférence, pour ces documents, les éléments de données visés au paragraphe 8(a) à 8(e)

12. L'office fournit de préférence un fichier de définition conforme à la norme ST.37 de l'OMPI, contenant les codes d'exception à la publication pertinents qui sont présents dans son fichier d'autorité et une vue d'ensemble des données couvertes par les collections de documents.

13. Le Bureau international ajoute tout fichier d'autorité et de définition fourni par un office au référentiel visé à la règle 34.1.e) et met ce référentiel à disposition sur le site Web de l'OMPI. Pour chaque office, le référentiel fournit des informations sur les dates couvertes par le fichier d'autorité et des informations sur les dates ou la fréquence des mises à jour si elles sont fournies au Bureau international.

Mise à disposition des documents appartenant à la documentation minimale

14. L'office met à disposition, sous une forme lisible par ordinateur et se prêtant à la recherche, conformément au paragraphe 17, tout document publié à partir du 1er janvier 2026 dans sa collection de brevets ou de modèles d'utilité.

15. À partir du 1er janvier 2036, l'office met à disposition, sous une forme lisible par ordinateur et se prêtant à la recherche, conformément au paragraphe 17, tout document publié à partir du 1er janvier 1991, dans sa collection de brevets ou de modèles d'utilité ou celle d'un prédécesseur en droit.

16. Lorsqu'il n'est pas obligatoire de mettre à disposition un document disponible sous une forme lisible par ordinateur et se prêtant à la recherche, il est recommandé à l'office de mettre à disposition le document sous une forme lisible par ordinateur et se prêtant à la recherche conformément au paragraphe 17. Tout document qui n'est pas mis à disposition sous une forme lisible par ordinateur et se prêtant à la recherche doit de préférence être mis à disposition au format électronique conformément au paragraphe 18.

Documents mis à disposition sous une forme lisible par ordinateur et se prêtant à la recherche

17. Pour chaque document mis à disposition sous une forme lisible par ordinateur et se prêtant à la recherche, l'office fournit au moins aux administrations chargées de la recherche internationale un accès au texte intégral de l'abrégé, de la description et des revendications, soit en format XML conformément à la norme ST.36 ou ST.96 de l'OMPI, soit en format texte brut. L'office donne également accès à tout listage de séquences disponible sous forme électronique dans un document. Chaque document en langage simple doit comporter un identifiant dépourvu d'ambiguïté, de préférence le numéro de

publication ou, sinon, le numéro de la demande. Les mêmes conditions que celles décrites aux paragraphes 3 et 4 s'appliquent également ici.

Documents non disponibles sous une forme lisible par ordinateur qui se prête à la recherche

18. Pour chaque document de brevet ou relatif aux modèles d'utilité qui fait partie de la documentation minimale mais qui n'est pas mis à disposition sous une forme lisible par ordinateur qui se prête à la recherche, l'office ou son successeur en droit donne aux administrations chargées de la recherche internationale, sur demande, l'accès à une copie, de préférence sous forme électronique. Les copies de ces documents sont de préférence sous forme d'images électroniques lisibles par ordinateur, par exemple au format PDF. Pour ces documents, le code dans le fichier d'autorité pour les éléments de données visés au paragraphe 8(e) doit être "N" pour les éléments non disponibles sous une forme se prêtant à la recherche, ou "U" pour les documents dont la disponibilité est inconnue, ou si l'office ne peut pas facilement fournir une indication de cette disponibilité.

Éléments facultatifs pour chaque document d'une collection

19. Chaque office fournit de préférence, pour autant qu'ils soient disponibles sous une forme lisible par ordinateur, les éléments de données suivants pour chaque document de sa collection, avec les balises correspondantes :

a) le numéro de demande du document;

b) les numéros de demande et dates de dépôt des demandes antérieures dont le brevet ou la demande revendique la priorité;

c) les symboles de la CIB (classification internationale des brevets) attribués au document;

d) tout symbole de classement attribué au document selon tout autre système de classement, par exemple des symboles de la CPC ou des symboles du système FI/F-Term.

Utilisation des codes d'exception à la publication

20. Le fichier d'autorité peut éventuellement inclure le code d'exception à la publication pertinent pour tout document de la collection d'un office pour lequel la publication complète sous une forme lisible par ordinateur n'est pas disponible. Si un fichier d'autorité n'utilise pas de codes d'exception à la publication, les règles suivantes s'appliquent aux documents non disponibles sous une forme lisible par ordinateur :

- pour les documents non disponibles sous une forme lisible par ordinateur, le code du fichier d'autorité pour les éléments de données visés au paragraphe 8(e) doit être "N";

- pour les documents dont la disponibilité est inconnue, ou si l'office ne peut pas facilement fournir une indication de cette disponibilité, le code du fichier d'autorité pour les éléments de données visés au paragraphe 8(e) doit être "U".

21. Tout code d'exception à la publication inclus dans le fichier d'autorité est limité de la manière suivant :

- le code "P" n'est pas utilisé pour les documents de brevet publiés à partir du 1er janvier 2026;
- le code "X" n'est pas utilisé pour les documents de brevet publiés à partir du 1er janvier 2026 pour indiquer qu'un document n'est pas disponible sous une forme lisible par ordinateur; et
- pour autant que leur utilisation ne porte pas atteinte aux deux points précédents, un office utilisant des codes personnalisés avant le 1er janvier 2026 ne peut continuer d'utiliser ces codes que s'il détermine correctement l'endroit où la définition de ces codes est librement accessible.

Notification au Bureau international et validation des collections

22. La notification au Bureau international selon la règle 34.1.d)i) précise la date à partir de laquelle les documents de brevet et, le cas échéant, les documents relatifs aux modèles d'utilité sont disponibles conformément aux exigences énoncées dans la présente annexe. Chaque office donne accès à ses documents disponibles sous une forme lisible par ordinateur et se prêtant à la recherche, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 3, et fournit un lien vers son fichier d'autorité et tout fichier de définition.

23. Le Bureau international procède aux validations visées à la règle 34.1.e) dès que possible après réception d'une notification selon la règle 34.1.d)i). La date à partir de laquelle les documents relatifs aux brevets et aux modèles d'utilité notifiés en vertu de la règle 34.1.d)i) feront partie de la documentation minimale doit être postérieure d'au moins deux mois à la date de publication dans la gazette des éléments des documents relatifs aux brevets et aux modèles d'utilité concernés.

DEUXIÈME PARTIE

LITTÉRATURE AUTRE QUE CELLE DES BREVETS

Évaluation de la littérature autre que celle des brevets à inclure dans la documentation minimale

24. La deuxième partie définit la procédure selon laquelle les administrations chargées de la recherche internationale réexaminent la liste des éléments de la littérature autre que celle des brevets visée à la règle 34.1.b)ii) (ci-après dénommée "la liste"), afin de vérifier que ces éléments continuent de satisfaire aux critères d'inclusion et d'examiner les ressources à ajouter à la liste.

Critères d'inclusion dans la documentation minimale

25. Un élément doit être représenté par un titre.

26. Un élément doit être disponible sous une forme électronique :

a) pour les administrations chargées de la recherche internationale, dans au moins un format numérique disponible et acceptable par toutes les administrations; et

b) pour le public, en ligne, contre une redevance commerciale raisonnable, dans le cadre d'un abonnement individuel ou institutionnel, ou gratuitement.

27. Un élément doit être en texte intégral et accessible via une interface de recherche accessible par l'institution. De préférence, un élément doit également être disponible dans un format codé, afin de pouvoir être intégré dans une interface de recherche. Le texte intégral, aux fins de la littérature autre que celle des brevets, est défini comme une ressource électronique qui fournit le texte ou le contenu intégral d'une œuvre unique, pas nécessairement sous une forme lisible par ordinateur qui se prête à la recherche.

28. Les ressources dont la seule disponibilité électronique relève d'un abonnement ("ressources faisant l'objet d'un abonnement") doivent être accessibles par l'institution pour pouvoir être incluses dans la liste des éléments; les ressources faisant l'objet d'un abonnement par courrier électronique, ou les ressources à usage personnel faisant l'objet d'un abonnement, ne remplissent pas les conditions requises. L'expression "accessible par une institution" désigne une ressource accessible par abonnement ou qui peut être achetée par une seule institution, avec des conditions d'utilisation et des fonctionnalités de recherche applicables à tous les utilisateurs autorisés de l'institution.

29. Un élément doit être assorti de conditions d'utilisation permettant de distribuer des copies des documents cités aux déposants dans le cadre de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, ainsi qu'aux offices désignés ou élus sur demande, conformément à l'article 20.3) et à la règle 44.3.

Mise à jour de la liste de la documentation minimale

30. Une équipe d'experts composée de représentants des administrations chargées de la recherche internationale (ci-après dénommée "équipe d'experts") procède à l'examen visé au paragraphe 24 et fait régulièrement rapport aux administrations chargées de la recherche internationale. Dans ce contexte, l'équipe d'experts convoque une réunion tous les cinq ans pour mener un examen complet de la liste des éléments et de toutes les ressources recommandées, compte tenu des critères énoncés au paragraphe 34. Les administrations chargées de la recherche internationale conviennent de l'administration chargée de la recherche internationale qui convoquera et organisera cette réunion de l'équipe d'experts six mois au moins avant la réunion.

31. Toute administration chargée de la recherche internationale peut recommander l'inscription sur la liste d'une ressource qui répond aux critères énoncés aux paragraphes 25 à 29, au moyen d'une proposition soumise à l'équipe d'experts au moins quatre mois avant la réunion. La proposition doit comprendre une explication indiquant que la ressource répond aux critères, et peut inclure des informations pour accompagner la recommandation, notamment des détails sur l'utilisation de la ressource, la nécessité d'inclure l'objet de la ressource dans la documentation minimale, la valeur de la ressource pour les examinateurs chargés de la recherche ou encore le facteur des effets des revues, entre autres. L'administration chargée de la recherche internationale fournit à l'équipe d'experts toute information supplémentaire utile à la recommandation si un membre de l'équipe d'experts en fait la demande.

32. L'équipe d'experts ignorera toute ressource ne répondant pas aux critères d'inclusion énoncés aux paragraphes 25 à 29.

33. Avant la réunion, toute administration chargée de la recherche internationale peut formuler des observations sur le bien-fondé de l'inscription d'une ressource recommandée sur la liste, par exemple si celle-ci fournit des informations supplémentaires concernant l'utilisation de la ressource ou si elle contribue à la documentation minimale, et examiner l'incidence qu'aurait l'ajout de la ressource sur la liste, notamment le coût d'accès à la ressource.

34. L'équipe d'experts évalue les ressources dont l'inclusion est recommandée à la lumière des critères suivants :

a) les critères énoncés aux paragraphes 25 à 29;

b) les données concernant les citations issues des rapports de recherche internationale des trois années précédentes;

c) d'autres preuves démontrant la valeur d'une ressource pour un examinateur effectuant la recherche internationale et l'examen préliminaire international, notamment l'usage et la contribution de l'examinateur;

d) l'objet de la ressource, afin que la liste offre une représentation équilibrée des objets de toutes les sections du système de classification internationale des brevets; et

e) le coût de l'abonnement ou de l'accès à la ressource.

35. L'équipe d'experts vérifie que les éléments existants de la liste remplissent toujours les critères d'inclusion visés aux paragraphes 25 à 29 et identifie tous les éléments interrompus.

36. À la suite de la réunion visée au paragraphe 30, l'équipe d'experts soumet une liste révisée aux administrations chargées de la recherche internationale afin qu'elles s'entendent sur la liste actualisée en vertu de la règle 34.1.b)ii). La liste révisée comprend tous les éléments que l'équipe d'experts recommande d'ajouter à la liste après l'évaluation prévue par le paragraphe 34, ainsi que tous les éléments dont il a été vérifié, conformément au paragraphe 35, qu'ils continuent de répondre aux critères d'inclusion et qui sont soit actuels, soit ont été abandonnés.

37. Nonobstant la procédure décrite aux paragraphes 31 à 34, une administration chargée de la recherche internationale peut partager avec l'équipe d'experts des ressources qui ne figurent pas sur la liste mais qu'il pourrait être utile de consulter pour les examinateurs pendant la recherche internationale. Les autorités chargées de la recherche internationale sont également encouragées à poser des questions ou à partager toute information ou donnée d'expérience qui pourrait contribuer à améliorer l'utilisation de la documentation minimale lors de la recherche internationale.

38. Le Bureau international prévoit un mécanisme selon lequel le public peut suggérer, pour consultation lors de la recherche internationale, des ressources qui ne figurent pas sur la liste. Le Bureau international communique toute suggestion de ce type à l'équipe d'experts et demande à l'administration chargée de la recherche internationale volontaire, visée au paragraphe 41, de l'évaluer. Si elle estime que les conditions sont remplies, l'administration chargée de la recherche internationale volontaire peut recommander la ressource à l'équipe d'experts pour examen, conformément aux paragraphes 31 à 34.

Littérature autre que celle des brevets relative aux savoirs traditionnels

39. Le présent ensemble de critères s'applique à toutes les sources portant sur l'état de la technique dans la littérature autre que celle des brevets, y compris aux ressources relatives aux savoirs traditionnels. Par conséquent, les offices qui recommandent leurs savoirs traditionnels dans le cadre de la documentation minimale doivent se conformer aux présents critères. Toutefois, si, à l'avenir, le Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore et d'autres organes compétents de l'OMPI décident que l'état de la technique des savoirs traditionnels doit être traité différemment de l'état de la technique de la littérature autre que celle des brevets, le groupe de travail se réunira pour délibérer de critères supplémentaires spécifiquement axés sur les ressources en savoirs traditionnels, conformément à tout nouvel accord sur le traitement de cet état de la technique.

Examen annuel de la liste

40. L'équipe d'experts établit un calendrier à l'intention des administrations chargées de la recherche internationale volontaires, afin qu'elles procèdent à l'examen annuel de la liste selon un système de roulement pour les ressources obsolètes et abandonnées, ainsi que pour la mise à jour des métadonnées.

41. L'administration chargée de la recherche internationale volontaire qui procède à l'examen annuel vérifie la liste, indique tout élément obsolète ou abandonné et met à jour les métadonnées. Cette administration partage les conclusions de son examen avec l'équipe d'experts et fournit au Bureau international les mises à jour requises pour la liste, y compris la suppression des éléments obsolètes ou abandonnés.

Accès aux éléments de la liste

42. Les administrations chargées de la recherche internationale sont tenues, au minimum, de maintenir l'accès en texte intégral aux cinq dernières années de contenu, calculées par rapport à la date actuelle dans le cas des périodiques. Lorsqu'un élément est ajouté à la liste, les administrations chargées de la recherche internationale sont tenues d'obtenir l'accès à cet élément dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle il a été ajouté.

43. Si elle estime qu'un élément de la liste ne répond plus aux critères d'inclusion énoncés aux 25 à 29, une administration chargée de la recherche internationale peut le signaler à tout moment à l'administration volontaire qui procède à l'examen annuel prévu au paragraphe 41, et en informer l'équipe d'experts en conséquence.

Appendice 1 :

Exemple de fichier d'autorité

	Code de pays	Numéro de publication	Code de type de document	Date de publication	Code d'exception (Valeur facultative)	Abrégé se prêtant à la recherche tel qu'officiellement publié Disponible? (codes de langue ou N ou U)	Description se prêtant à la recherche Disponible? (codes de langue ou N ou U)	Revendications se prêtant à la recherche Disponible? (codes de langue ou N ou U)
1	EP	0000001	A1	19781220		**de**	**de**	**de**
2	EP	0012493			U	**U**	**U**	**U**
3	EP	0216086	A2	19870401	M	**de**	**de**	**de**
4	EP	0272830	A2	19880629	M	**en**	**en**	**en**
5	EP	0394856	A1	19901031		**de,en**	**de**	**de**
6	EP	0394856	B1	19970604		**en**	**de**	**de,en,fr**
7								
8	CA	2787765	A1	20140222		**en,fr**	**en**	**en**
9								
10	CH	710284	A1	20160429		**de**	**de**	**de**
11	CH	711700	A2	20170428		**it**	**it**	**it**
12								
13	FI	101368	B	19980615		**fi,sv**	**fi**	**fi**
14	FI	20165833	L	20180508		**fi,en**	**N**	**N**
15								
16	WO	2010037978	A2	20100408		**en,fr**	**fr**	**fr**
17	WO	2021073392	A1	20210422		**en,fr,zh**	**zh**	**zh**

Tableau 1

Le tableau 1 ci-dessus présente des exemples des données qui devraient être incluses dans un fichier d'autorité. Les données doivent être transmises dans un fichier XML ou CSV conformément à la version de la norme ST.37 de l'OMPI en vigueur[2].

Le texte ci-après est un fichier d'autorité conforme à la version 2.2 de la norme ST.37, produit par une administration chargée de la recherche internationale ou par les offices souhaitant que leurs publications soient incluses dans la documentation minimale, représenté au moyen d'une structure TXT où les éléments de données sont séparés par une virgule. Il représente les données du tableau 1 ci-dessus. En ce qui concerne les données des trois dernières colonnes, les codes pertinents (code de langue, U ou N) doivent être ajoutés au code correspondant à la partie de la demande (ABST-, DESC- ou CLMS-). Si ces éléments sont disponibles dans plusieurs langues, les indicateurs de langue doivent être séparés par des espaces :

...

EP,0000001,A1,19781220,,ABST-de,DESC-de,CLMS-de<CRLF>

EP,0012493,,,U,ABST-U,DESC-U,CLMS-U<CRLF>

[2] Version 2.2 au moment de la publication.

EP,0216086,A2,19870401,M,ABST-de,DESC-de,CLMS-de<CRLF>

EP,0272830,A2,19880629,M,ABST-en,DESC-en,CLMS-en<CRLF>

EP,0394856,A1,19901031,,ABST-de ABST-en,DESC-de,CLMS-de<CRLF>

EP,0394856,B1,19970604,,ABST-en,DESC-de,CLMS-de CLMS-en CLMS-fr<CRLF>

,,,,,,,

CA,2787765,A1,20140222,,ABST-en ABST-fr,DESC-en,CLMS-en<CRLF>

,,,,,,,

CH,710284,A1,20160429,,ABST-de,DESC-de,CLMS-de<CRLF>

CH,711700,A2,20170428,,ABST-it,DESC-it,CLMS-it<CRLF>

,,,,,,,

FI,101368,B,19980615,,ABST-fi ABST-sv,DESC-fi,CLMS-fi<CRLF>

FI,20165833,L,20180508,,ABST-fi ABST-en,DESC-N,CLMS-N<CRLF>

,,,,,,,

WO,2010037978,A2,20100408,,ABST-en ABST-fr,DESC-fr,CLMS-fr<CRLF>

WO,2021073392,A1,20210422,,ABST-en ABST-fr ABST-zh,DESC-zh,CLMS-zh<CRLF>

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

BG Bulgarie

L'**Office des brevets de la République de Bulgarie** a notifié au Bureau international un changement relatif au dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) – depuis le 20 octobre 2023, l'original du document doit être remis dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, au lieu d'un mois.

[Mise à jour de l'annexe B(BG) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

BG Bulgarie

L'**Office des brevets de la République de Bulgarie** a notifié au Bureau international un changement relatif à ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office en sa qualité d'office récepteur avec effet depuis le 27 octobre 2020 — un agent de brevets n'est pas requis par l'Office si le déposant a un domicile en Bulgarie, dans un autre État membre de l'Union européenne, dans un autre État partie à l'Accord sur l'Espace Économique Européen, ou en Suisse.

[Mise à jour de l'annexe C(BG) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

11 septembre 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants
PH Philippines 150

Taxes payables en vertu du PCT
SK Slovaquie 150

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notifications d'offices et autorités participants
UY Uruguay 151

Dépôt, traitement et communication des demandes internationales et d'autres documents sous forme électronique ou par des moyens électroniques en vertu de la règle 89*bis* du PCT : notifications par des offices en vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis)*
BH Bahreïn – Rectificatif 151

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

PH Philippines

L'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** a notifié au Bureau international qu'il n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le 1er septembre 2025 en raison de mauvaises conditions météorologiques.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré le jour précité, ce délai a pris fin le jour ouvrable suivant, soit le mardi 2 septembre 2025.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

SK Slovaquie

L'**Office de la propriété industrielle de la République slovaque** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur, et applicables depuis le 1er juillet 2025, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	EUR	45	(dépôts en ligne)
	EUR	90	(dépôts sur papier)
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	EUR	210	

[Mise à jour de l'annexe C(SK) du *Guide du déposant du PCT*]

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATIONS D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Dans le cadre du Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS") établi par le Bureau international, tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés peut participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT). Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/fr/web/das/participating-offices/search

UY Uruguay

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, la **Direction nationale de la propriété industrielle (DNPI) (Uruguay)** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant et office ayant accès, avec effet à compter du 15 septembre 2025[1].

[Mise à jour de l'annexe B(UY) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT, TRAITEMENT ET COMMUNICATION DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS SOUS FORME ÉLECTRONIQUE OU PAR DES MOYENS ÉLECTRONIQUES EN VERTU DE LA RÈGLE 89*bis* DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES EN VERTU DE LA RÈGLE 89*bis*.1.d-*bis)*

BH Bahreïn – Rectificatif

Les informations publiées dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 31 juillet 2025 (page 125) concernant la notification faite en vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis*) du PCT par la **Direction du commerce extérieur et de la propriété intellectuelle, Office national des brevets (Bahreïn)** ne doivent pas être prises en compte.

[1] Pour plus de détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/fr/web/das/participating-offices/search-details?territoryId=180

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

18 septembre 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales :
notifications des offices récepteurs, des administrations chargées de la recherche internationale, des administrations indiquées pour la recherche supplémentaire et des administrations chargées de l'examen préliminaire international

FI Finlande 153

Dépôt, traitement et communication des demandes internationales et d'autres documents sous forme électronique ou par des moyens électroniques en vertu de la règle 89*bis* du PCT :
notifications par des offices en vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis)*

MX Mexique 156

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS ET DE LA CORRESPONDANCE AYANT TRAIT AUX DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS, DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE, DES ADMINISTRATIONS INDIQUÉES POUR LA RECHERCHE SUPPLÉMENTAIRE ET DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

FI Finlande

En vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT, et conformément aux instructions 703.b), 710.b) et 713 des Instructions administratives du PCT, l'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)**, en sa qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale, d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international des changements relatifs à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 22 septembre 2022, pages 256 et suivantes.

L'office a notifié des changements relatifs aux logiciels de dépôt électronique, les moyens de paiement en ligne, les détails concernant son service d'assistance et les autorités de certification qui sont acceptées par l'office.

Par conséquent, avec effet à partir du 1er octobre 2025, la notification suivante remplace la notification publiée dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5.1 et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

– Service de brevets PRH

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– la demande internationale doit être signée au moyen d'une signature électronique de base (composée d'une chaîne de caractères ou en fac-similé) ou d'une signature électronique renforcée (voir la section 3.3 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée auprès de l'office en sa qualité d'office récepteur contient, outre les informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F), ou que des certificats caducs ont été utilisés, qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Aucun paiement en ligne n'est disponible. Les modes de paiement acceptés en différé sont les suivants : le paiement par carte de débit ou par virement bancaire ou par le service de paiement des brevets PRH.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

Dans le cadre de son service de dépôt électronique de brevets, l'office a mis en place un service d'assistance aux déposants.

Ce service a pour mission de répondre aux questions des utilisateurs du service de dépôt électronique de brevets, et en particulier de jouer le rôle de permanence technique pour venir en aide aux déposants lorsque des bogues ou d'autres anomalies techniques surviennent au niveau de l'application ou du serveur.

Il est ouvert du lundi au vendredi, de 9 heures à 15h00.

Le service d'assistance en matière de brevets de l'office peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (358-0) 29509 5858

– au moyen d'un formulaire en ligne (en finnois) à l'adresse suivante : https://www.prh.fi/en/intellectualpropertyrights/patentit/theabcofpatenting/patentadvisoryservice.html

– pour des renseignements supplémentaires, voir : https://www.prh.fi/en/intellectualpropertyrights/patentit.html

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites du logiciel approprié

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale. Les dossiers devront être en format ZIP et contenir les textes soit en texte clair ASCII, soit dans tout autre format notoirement connu.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à d'éventuelles interruptions des services de dépôt électronique sur son site Internet (www.prh.fi).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

Service de brevets PRH :

– Suomi.fi e-Identification (service d'identification sécurisé permettant de se connecter aux services électroniques de l'administration publique finlandaise. Ce service est développé par l'Agence des services numériques et démographiques. Il prend en charge les méthodes d'authentification suivantes : codes bancaires personnels en ligne, certificat mobile ou carte de certificat, et application eIDAS ou Finnish Authenticator pour les étrangers : https://www.suomi.fi/instructions-and-support/identification/what-is-suomifi-e-identification)

– Le service PRH-ID est un service d'authentification à deux facteurs (identifiez-vous à l'aide d'un identifiant utilisateur délivré par PRH).

Dépôt ePCT :

– certificat de l'OMPI pour les utilisateurs délivré par l'Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (pour la politique de certification, voir https://www.wipo.int/pct-eservices/fr/certificates.html)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les services privés ePCT permettent d'accéder aux dossiers des demandes internationales dans la mesure où ils sont disponibles au Bureau international.

[Mise à jour de l'annexe C(FI) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT, TRAITEMENT ET COMMUNICATION DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS SOUS FORME ÉLECTRONIQUE OU PAR DES MOYENS ÉLECTRONIQUES SELON LA RÈGLE 89*bis* DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES EN VERTU DE LA RÈGLE 89*bis*.1.d-*bis)*

À sa cinquante-sixième session (32e session extraordinaire), qui s'est tenue à Genève du 9 au 17 juillet 2024, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté, notamment, des modifications aux règles 89*bis*.1 et 89*bis*.2 du *Règlement d'exécution du PCT* permettant à un office, autre que le Bureau international, d'exiger que les demandes internationales ou les documents déposés ultérieurement soient soumis uniquement sous forme électronique, ou d'exiger que tout document soumis sur papier soit présenté à nouveau sous forme électronique dans un délai de deux mois. Ces nouvelles règles sont entrées en vigueur le 1er juillet 2025.

Notamment, la nouvelle règle 89*bis*.1.d-*bis*) prévoit que : "Un office national ou une organisation intergouvernementale, autre que le Bureau international, qui a émis une notification en vertu de l'alinéa d) peut notifier au Bureau international qu'il ne recevra des demandes internationales que si elles sont déposées sous forme électronique ou par des moyens électroniques. Le Bureau international publie une notification reçue en vertu du présent alinéa dans la gazette."

MX Mexique

En vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis*) du PCT, l'**Institut mexicain de la propriété industrielle**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il ne reçoit des demandes internationales et des documents postérieurs au dépôt que s'ils sont déposés sous forme électronique ou par des moyens électroniques, avec effet au 18 novembre 2025.

[Mise à jour de l'annexe C(MX) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

2 octobre 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

BR Brésil 158

Informations sur les États contractants

PH Philippines 159

Taxes payables en vertu du PCT

BG Bulgarie 159
BR Brésil 159
IS Islande 160
PT Portugal 160

Offices désignés (ou élus)

BG Bulgarie 161
IS Islande 161
MX Mexique 161
PT Portugal 162

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

BR Brésil

Accord entre l'Institut national de la propriété industrielle du Brésil et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

A la suite de la notification par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** que, en vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis*) du PCT, l'office en ses qualités d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, ne recevra des demandes internationales et des documents postérieurs au dépôt que s'ils sont déposés sous forme électronique ou par des moyens électroniques (il convient de se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 3 juillet 2025, page 105), l'office a notifié au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui consistent en la suppression des montants des taxes et droits relatifs au traitement de demandes internationales et de documents déposés ultérieurement sur papier ainsi que des modifications de notes de bas de page, sont entrées en vigueur le 3 septembre 2025.

Avec effet depuis le 3 septembre 2025, l'annexe D modifiée a la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit[2]	**Montant (Reals brésiliens)**
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	2.510
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	2.010
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	930
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	540
Taxe pour paiement tardif de la taxe d'examen préliminaire	montant prévu par la règle 58*bis*.2
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	1.810
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règle 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	260
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b) et 94.1*ter* et 94.2), par page	0

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/documents/d/pct-system/docs-fr-agreements-ag-br.pdf

[2] Ces taxes sont réduites de 50% sous certaines conditions (il convient de se référer à l'Ordonnance officielle de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) nº 10/25, du 9 mai 2025).

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

PH Philippines

L'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** a notifié au Bureau international qu'il n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le 22 septembre 2025 en raison de mauvaises conditions météorologiques.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré le jour précité, ce délai a pris fin le jour ouvrable suivant, soit le mardi 23 septembre 2025.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BG Bulgarie

L'**Office des brevets de la République de Bulgarie** a notifié au Bureau international, qu'en plus du **lev bulgare (BGN)**, l'office acceptera le paiement de la taxe de transmission (règle 14 du PCT) en **euro (EUR)**. Le montant, en euro, applicable à compter du 1er janvier 2026, sera EUR 40,90.

[Mise à jour de l'annexe C(BG) du *Guide du déposant du PCT*]

BR Brésil

À la suite de la notification par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** que, en vertu de la règle 89*bis*.1.d-*bis*) du PCT, l'office en ses qualités d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, ne recevra des demandes internationales et des documents postérieurs au dépôt que s'ils sont déposés sous forme électronique ou par des moyens électroniques (il convient de se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 3 juillet 2025, page 105), l'office a notifié au Bureau international que, depuis le 3 septembre 2025, l'office n'établira plus de montants de taxes et de droits applicables à des demandes internationales ou des documents déposés ultérieurement sur papier.

[Mise à jour des annexes D et E(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

IS Islande

L'**Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe pour une requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT), exprimé en **couronne islandaise (ISK)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable depuis le 15 février 2025, est de ISK 50.000.

[Mise à jour de l'annexe C(IS) du *Guide du déposant du PCT*]

PT Portugal

L'**Institut national de la propriété industrielle (Portugal)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur, et applicables depuis le 1er juillet 2025, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	EUR	12,57	(en ligne)
	EUR	25,14	(sur papier)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	EUR	18,86	(copie électronique)
	EUR	50,26	(copie papier)
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	EUR	188,48	(formulaire déposé en ligne)
	EUR	376,96	(formulaire déposé sur papier)

[Mise à jour de l'annexe C(PT) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

BG Bulgarie

L'**Office des brevets de la République de Bulgarie** a notifié au Bureau international, qu'à compter du 1er janvier 2026, en plus du **lev bulgare (BGN)**, l'office acceptera le paiement de composantes de la taxe nationale en **euro (EUR)** payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) comme suit :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt[3] :	EUR	20,45
Taxe de publication :	EUR	35,79

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt[3] :	EUR	20,45

[Mise à jour du chapitre national, résumé (BG), du *Guide du déposant du PCT*]

IS Islande

L'**Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe pour le rétablissement des droits (règle 49.6 du PCT), exprimé en **couronne islandaise (ISK)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce montant, applicable depuis le 15 février 2025, est de ISK 50.000.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (IS) du *Guide du déposant du PCT*]

MX Mexique

L'**Institut mexicain de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international un changement relatif à ses exigences quant à la question de savoir si une copie de la demande internationale est requise lors de l'ouverture de la phase nationale – une copie de la demande internationale doit être fournie à l'Office dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, et la traduction peut être déposée dans les deux mois suivant l'expiration de ce délai. Le contenu requis de la traduction pour l'entrée dans la phase nationale, mentionné ci-dessus, doit être fourni.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (MX), du *Guide du déposant du PCT*]

[3] Cette taxe est due dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

PT Portugal

L'**Institut national de la propriété industrielle (Portugal)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe nationale de dépôt, exprimés en **euro (EUR**), payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables depuis le 1er juillet 2025, sont comme suit :

Taxe nationale[4] :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt[5] :	EUR	125,66	(en ligne)
	EUR	251,32	(sur papier)

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt[65] :	EUR	219,91	(en ligne)
	EUR	439,82	(sur papier)

[Mise à jour du chapitre national, résumé (PT) du *Guide du déposant du PCT*]

[4] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, il peut encore payer la taxe dans un délai d'un mois à compter de l'expiration du délai applicable, sous réserve du paiement d'une surtaxe égale à 50% de la taxe de dépôt.

[5] Le montant de la taxe de dépôt comprend la publication et l'examen.

[6] Cette taxe est due dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

9 octobre 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

KR République de Corée 164
NO Norvège 164
PH Philippines 164

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales :
notifications d'offices récepteurs, d'administrations chargées de la recherche internationale, d'administrations indiquées pour la recherche supplémentaire et d'administrations chargées de l'examen préliminaire international

SE Suède 165

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

KR République de Corée

L'**Office coréen de la propriété intellectuelle** (KIPO) a notifié au Bureau international un changement relatif au nom de l'office, qui est désormais comme suit :

Nom de l'office :	Ministère de la propriété intellectuelle (MOIP) (République de Corée)

[Mise à jour de l'annexe B(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

NO Norvège

L'**Office norvégien de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international un changement relatif à son siège, qui est désormais comme suit :

Siège :	Innspurten 11C 0663 Oslo Norvège

[Mise à jour de l'annexe B(NO) du *Guide du déposant du PCT*]

PH Philippines

L'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** a notifié au Bureau international qu'il n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le 26 septembre 2025 en raison de mauvaises conditions météorologiques.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré le jour précité, ce délai a pris fin le jour ouvrable suivant, soit le lundi 29 septembre 2025.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS ET DE LA CORRESPONDANCE AYANT TRAIT AUX DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS, D'ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE, D'ADMINISTRATIONS INDIQUÉES POUR LA RECHERCHE SUPPLÉMENTAIRE ET D'ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

SE Suède

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 703.a), 710.b) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)**, en sa qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale, d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international des changements à apporter à sa notification publiée en dernier lieu dans son intégralité dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 31 mai 2018 (page 249 et suivantes).

En particulier, l'Office a notifié que, depuis le 11 septembre 2025, il accepte le dépôt de demandes internationales et d'autres documents et correspondances relatifs aux demandes internationales sous forme électronique au moyen de *Online Filing SE*, et qu'à compter du 11 décembre 2025, il n'acceptera plus le dépôt de ces documents au moyen du dépôt en ligne de l'OEB (eOLF).

[Mise à jour de l'annexe C(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

16 octobre 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

AU Australie 167

Taxes payables en vertu du PCT

CO Colombie 167
EA Office eurasien des brevets 167
RU Fédération de Russie 168

Offices récepteurs

CN Chine 168

Offices désignés (ou élus)

CO Colombie 169

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

GB Royaume-Uni 169

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

AU Australie

L'**Office australien des brevets** a notifié au Bureau international un changement relatif à l'un de ses numéros de téléphone, qui sont désormais comme suit :

Téléphone :	1300 65 10 10 (local) (61-2) 6283 2999 (international)

[Mise à jour de l'annexe B1(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLE EN VERTU DU PCT

CO Colombie

La **Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe de transmission, exprimés en **peso colombien (COP)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er janvier 2026, sont les suivants :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :

– dépôt électronique :	COP 360,000
– dépôt sur papier :	COP 476,500

[Mise à jour de l'annexe C(CO) du *Guide du déposant du PCT*]

EA Organisation eurasienne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2025, sont de EUR 93 pour des recherches effectuées en russe, et de EUR 412 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2025, sont de EUR 93 pour des recherches effectuées en russe et de EUR 464 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

CN Chine

Suite aux notifications publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 29 octobre 2020 (page 223), du 6 octobre 2022 (page 276) et du 26 octobre 2023 (page 194) l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)** a notifié au Bureau international une nouvelle prolongation d'un projet pilote entre la CNIPA et l'Office européen des brevets (OEB).

Dans le cadre du projet pilote susmentionné, l'OEB avait été spécifié comme administration chargée de la recherche internationale (ISA) et administration chargée de l'examen préliminaire international (IPEA) compétente pour les demandes internationales déposées en anglais, auprès de la CNIPA ou de l'office récepteur du Bureau international, par les ressortissants de la Chine et les personnes domiciliées dans ce pays, du 1er décembre 2020 jusqu'au 30 novembre 2022, suivi d'une prolongation d'un an du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2023, et d'une nouvelle prolongation de trois ans du 1er décembre 2023 au 30 novembre 2026.

En vertu du consensus obtenu par la CNIPA et l'OEB, le projet pilote a encore été prolongé, pour une période de cinq ans du 1er décembre 2026 au 30 novembre 2031, pour un maximum de 3.000 demandes internationales par an.

Les déposants participant au projet pilote, dont la recherche internationale est effectuée par l'OEB en tant qu'ISA, peuvent toujours déposer une demande d'examen préliminaire international auprès de l'OEB, en sa qualité d'IPEA.

Pour plus de détails, il convient de se référer à :

https://www.epo.org/fr/news-events/news/loeb-et-la-cnipa-prolongent-le-projet-pilote-pct-isa-jusquen-2031 (en français); et

https://www.cnipa.gov.cn/art/2025/9/24/art_53_201732.html (en chinois).

[Mise à jour de l'annexe C(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CO Colombie

La **Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale[1], exprimés en **peso colombien (COP)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er janvier 2026, sont les suivants :

Pour un brevet :	En ligne	Sur papier
Taxe de dépôt :	COP 118,000	COP 146,000
Taxes annuelles:		
– de la 1ère à la 4ème année, par année:	COP 388,500	COP 466,500
–	(578,500)[2]	(693,000)
Pour un modèle d'utilité :		
– Taxe de dépôt :	COP 104,500	COP 128,500

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CO) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

GB Royaume-Uni

Conformément aux règles 89*bis*.1(d) et 89*bis*.2 du PCT, et conformément aux sections 703(a), 710(b) et 713(b) des Instructions administratives du PCT, **l'Office de la propriété intellectuelle[3] (Royaume-Uni)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié des modifications à sa notification publiée dans la Gazette du PCT n° 32/2004 du 5 août 2004 (pages 18092 et suivantes), telle que modifiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 9 septembre 2011 (pages 124 et suivantes), du 28 avril 2022 (page 103) et du 4 août 2022 (page 206).

---

1 La taxe nationale doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT. Pour connaître le montant de la taxe en vigueur, se renseigner auprès de l'office ou du mandataire.

2 The amount in parentheses is applicable in case of late payment within a grace period of six months from the due date.

3 "*Intellectual Property Office*" est une dénomination opérationnelle de l'Office des brevets.

En particulier, à compter du 1er janvier 2026, l'Office n'acceptera plus le dépôt de demandes internationales et autres documents et correspondances relatifs aux demandes internationales sous forme électronique au moyen du dépôt en ligne de l'OEB (eOLF). À compter du 1er janvier 2026, l'Office acceptera les demandes internationales et autres documents et correspondances relatifs aux demandes internationales sous forme électronique conformément aux exigences suivantes :

En ce qui concerne le logiciel de dépôt électronique (section 710(a)(i)) :

– dépôt ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(GB) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

23 octobre 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

RO Roumanie 173
RS Serbie 173

Offices récepteurs

SK Slovaquie 174

Offices désignés (ou élus)

RS Serbie 174
SK Slovaquie 175

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

DK Danemark 176
IB Bureau international de l'OMPI 176
IS Islande 176

Documents de brevets et documents relatifs aux modèles faisant partie de la documentation minimale

AT Autriche 177
AU Australie 178
BR Brésil 179
CA Canada 180
CH Suisse 181
CL Chili 184
CN Chine 185
CZ Tchéquie 185

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

DE	Allemagne	186
DK	Danemark	187
EA	Organisation eurasienne des brevets	190
EP	Organisation européenne des brevets	191
ES	Espagne	192
FI	Finlande	194
GB	Royaume-Uni	195
HU	Hongrie	195
IB	Bureau international de l’OMPI	196
IL	Israël	197
IS	Islande	197
JP	Japon	198
KR	République de Corée	200
PH	Philippines	201
PL	Pologne	203
RU	Fédération de Russie	203
SE	Suède	204
SG	Singapour	207
SK	Slovaquie	207
TR	Türkiye	208
UA	Ukraine	209

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

RO Roumanie

L'**Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau leu (RON)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables à compter du 1er janvier 2026, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	RON	508	
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	RON	102	plus les frais de reproduction

[Mise à jour de l'annexe C(RO) du *Guide du déposant du PCT*]

RS Serbie

L'**Office de la propriété intellectuelle (Serbie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dinar serbe (RSD)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces nouveaux montants, applicables depuis le 1er juillet 2025, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT)[1] :		RSD	10.320	
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT)[1] :		RSD	2.480	pour le premier document jusqu'à 10 pages
	plus	RSD	610	pour chaque document supplémentaire jusqu'à 10 pages
	plus	RSD	30	par page à compter de la 11e
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT)[1] :		RSD	4.150	

[Mise à jour de l'annexe C(RS) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Cette taxe est réduite de 50% lorsque la demande internationale est déposée par une personne physique.

OFFICES RÉCEPTEURS

SK Slovaquie

L'**Office de la propriété industrielle de la République slovaque** a notifié au Bureau international un changement concernant le nombre d'exemplaires d'une demande internationale sur papier qu'il requiert – applicables depuis le 1er juillet 2025, un exemplaire, au lieu de trois, doit désormais être déposé.

[Mise à jour de l'annexe C(SK) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

RS Serbie

L'**Office de la propriété intellectuelle (Serbie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale, exprimés en **dinar serbe (RSD)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces nouveaux montants, applicables depuis le 1er juillet 2025, sont comme suit (les taxes sont réduites de 50% lorsque la demande internationale est déposée par une personne physique) :

Taxe pour le rétablissement des droits :	RSD	5.160
Pour un brevet :		
Taxe de dépôt :	RSD	10.320
Taxe de revendication pour chaque revendication à compter de la 11e :	RSD	1.010
Taxe d'examen :	RSD	10.320
Taxe annuelle pour les trois premières années[3] :	RSD	14.470
Pour un "*petty patent*" :		
Taxe de dépôt :	RSD	10.320

[Mise à jour du chapitre national, résumé (RS), du *Guide du déposant du PCT*]

SK Slovaquie

L'**Office de la propriété industrielle de la République slovaque** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces nouveaux montants, applicables depuis le 1er juillet 2025, sont comme suit (les taxes nationales doivent être payées dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, ou, si elles ne sont pas payées dans ce délai, dans les 15 jours suivant la réception de l'invitation à payer la taxe de dépôt) :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt :

– lorsque la demande est déposée par un inventeur ou par des co-inventeurs :	EUR	50
– lorsque la demande est déposée par un déposant autre que l'inventeur ou par des déposants autres que les co-inventeurs :	EUR	100

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt :

– lorsque la demande est déposée par un inventeur ou par des co-inventeurs :	EUR	60
– lorsque la demande est déposée par un déposant autre que l'inventeur ou par des déposants autres que les co-inventeurs :	EUR	120

L'office a également notifié des changements concernant les conditions d'exemption, réduction ou remboursement de la taxe nationale, applicables depuis le 1er juillet 2025: la taxe nationale de dépôt est désormais réduite de 50% si la demande internationale est déposée par des moyens électroniques, toutefois, la taxe de dépôt sera réduite au maximum de EUR 50.

En outre, l'office a notifié des changements relatifs à ses exigences particulières en vertu de la règle 51*bis* du PCT (Certaines exigences nationales admises en vertu de l'article 27) – applicables depuis le 1er septembre 2025, pour la traduction de la demande internationale pour un brevet, ou pour un modèle d'utilité, un exemplaire, au lieu de trois, doit désormais être déposé.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (SK) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

DK Danemark

Conformément à la règle 89*bis*.1(d) du PCT et la section 710(b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office danois des brevets et des marques**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié des modifications à sa notification publiée en dernier lieu dans son intégralité dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 7 juillet 2016 (page 157 et suivantes).

En particulier, à compter du 31 décembre 2025, l'Office mettra hors service toutes moyens de dépôt en ligne de l'OEB (eOLF) en tant que logiciel de dépôt électronique à l'Office. À compter du 1er janvier 2026, l'Office acceptera les demandes internationales et autres documents et correspondances relatifs aux demandes internationales sous forme électronique conformément aux exigences suivantes :

En ce qui concerne le logiciel de dépôt électronique (section 710(a)(i)) :

– dépôt ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(DK) du *Guide du déposant du PCT*]

IB Bureau international de l'OMPI

Conformément à la règle 89*bis*.1(d) du PCT et l'instruction 710(b) des Instructions administratives du PCT, le **Bureau international de l'OMPI**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié des modifications à sa notification publiée en dernier lieu dans son intégralité dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 11 février 2021 (page 23 et suivantes).

En particulier, à compter du 1er janvier 2026, l'Office n'acceptera plus le dépôt de demandes internationales et autres documents et correspondances relatifs aux demandes internationales sous forme électronique au moyen du dépôt en ligne de l'OEB (eOLF). l'Office acceptera les demandes internationales et autres documents et correspondances relatifs aux demandes internationales sous forme électronique conformément aux exigences suivantes :

En ce qui concerne le logiciel de dépôt électronique (section 710(a)(i)) :

– dépôt ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

IS Islande

Conformément à la règle 89*bis*.1(d) du PCT et l'instruction 710(b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office islandais des brevets**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié des modifications à sa notification publiée en dernier lieu dans son intégralité dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 10 décembre 2015 (page 216 et suivantes).

En particulier, depuis le 1er janvier 2024, l'Office n'accepte plus le dépôt de demandes internationales et autres documents et correspondances relatifs aux demandes internationales sous forme électronique au moyen du dépôt en ligne de l'OEB (eOLF). l'Office accepte les demandes internationales et autres documents et correspondances relatifs aux demandes internationales sous forme électronique conformément aux exigences suivantes :

En ce qui concerne le logiciel de dépôt électronique (section 710(a)(i)) :

– dépôt ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(IS) du *Guide du déposant du PCT*]

DOCUMENTS DE BREVETS ET DOCUMENTS RELATIFS AUX MODÈLES D'UTILITÉ FAISANT PARTIE DE LA DOCUMENTATION MINIMALE

La règle 34.1.e) du PCT modifiée[2], adoptée par l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) à sa cinquante-cinquième session (24e session ordinaire) tenue du 6 au 14 juillet 2023 **avec effet à partir du 1er janvier 2026**, requiert que le Bureau international valide la disponibilité des documents de brevets et des documents relatifs aux modèles d'utilité notifiés conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée[2], et publie dans la Gazette le détail des documents concernés et la date à partir de laquelle ils feront partie de la documentation minimale.

Les offices suivants ont procédé à des notifications en vertu de la règle 34.1.d) du PCT et le Bureau international a validé la disponibilité des documents ainsi notifiés. Par conséquent, à compter du 1er janvier 2026, les documents de brevet énumérés qui ont été publiés après le 1er janvier 1920 feront partie de la documentation minimale. Conformément à la règle 34.1.c) du PCT, les administrations chargées de la recherche internationale devraient également consulter de préférence les modèles d'utilité mentionnés ci-dessous.

AT Autriche

L'**Office autrichien des brevets** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[3].

Type de document	Dates de Publication		Format des documents	Source des documents
	De	À		
Demande de brevet national ou régional publiée	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[2] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 30 novembre 2023, p.223 et suivantes.

[3] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Modèle d'utilité délivré	01/01/2006		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	15/10/2005		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	10/07/1899	27/06/1994	Papier	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	10/07/1899		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par un autre office
Brevet national ou régional publié	15/10/2005		PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	27/12/1994		Papier	Collections disponibles sur demande
Modèle d'utilité délivré	25/07/1994		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par un autre office
Modèle d'utilité délivré	15/10/2005		PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

AU Australie

L'**Office australien des brevets** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[4].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Demande de brevet national ou régional publiée	A1, A2, A4, A5, A6, A8, A9, C1, C8, C9	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[4] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Brevet national ou régional publié	B1, B2, B4, B8, B9, C1, C4, C8, C9	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	Bn*, Cn*	01/01/1904	31/12/2025	PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	An*, Cn*	01/01/1904	31/12/2025	PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

*Note : “n” représente un chiffre unique (par exemple : A0, B0, A1, B1, B2) car les codes de publication ST.16 pour les publications de brevets australiens ont changé au cours du siècle.

BR Brésil

L'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[5].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Demande de brevet national ou régional publiée	A2	01/01/1991	31/12/2025	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A2	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B1	01/01/1991	31/12/2025	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B1	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[5] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Demande de brevet national ou régional publiée	E2	01/01/1991	31/12/2025	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	E2	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	F1	01/01/1991	31/12/2025	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	F1	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de modèle d'utilité	U2	01/01/1991	31/12/2025	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de modèle d'utilité	U2	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	Y1	01/01/1991	31/12/2025	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	Y1	01/12/2025		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[6].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Brevet national ou régional publié	A, B, C, E, F	01/01/1869		Texte intégral (ST.36, ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[6] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Demande de brevet national ou régional publiée	A1	01/01/1869		Texte intégral (ST.36, ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	A, B, C, E, F	01/01/1920		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A1	01/01/1920		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

CH Suisse

L'**Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[7].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Brevet national ou régional publié	B1	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B2	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B2	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B8	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B9	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[7] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Brevet national ou régional publié	C1	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	C2	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	C3	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	C9	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	H1	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	H2	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	H3	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	H9	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A1	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A2	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A3	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A8	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

Demande de brevet national ou régional publiée	A9	01/07/2008		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	A5	01/01/1978	31/07/2008	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par un autre office
Brevet national ou régional publié	B5	01/01/1978	31/07/2008	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par un autre office
Demande de brevet national ou régional publiée	A3	01/01/1978	30/06/2008	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par un autre office
Brevet national ou régional publié	A	01/01/1888	14/02/1975	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par un autre office
Demande de brevet national ou régional publiée	A4	01/01/1962	31/12/1977	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par un autre office
Brevet national ou régional publié	A5	15/02/1975	31/12/1977	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par un autre office
Brevet national ou régional publié	B	31/07/1962	14/02/1975	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par un autre office
Brevet national ou régional publié	E	01/01/1889	31/012/1907	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par un autre office

Les publications hébergées par un autre office sont toutes hébergées par l'OEB.

CL Chili

L'**Institut national de la propriété Industrielle (Chili)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[8].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Brevet national ou régional publié	B1	01/01/1991	30/11/2005	Papier	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	B1	01/12/2005	31/12/2008	PDF (Image)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	B1	01/01/2009	31/12/2025	PDF (texte)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	B1	01/01/2026	31/12/2100	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	Y1	01/01/1991	30/11/2005	Papier	Collections disponibles sur demande
Modèle d'utilité délivré	Y1	01/12/2005	31/12/2008	PDF (image)	Collections disponibles sur demande
Modèle d'utilité délivré	Y1	01/01/2009	31/12/2025	PDF (texte)	Collections disponibles sur demande
Modèle d'utilité délivré	Y1	01/01/2026	31/12/2100	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[8] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

CN Chine

L'**Administration nationale de la propriété Intellectuelle de la Chine (CNIPA)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[9].

Type de document	Code selon la norme ST.16	Dates de Publication		Format des documents	Source des documents
		De	À		
Demande de brevet national ou régional publiée	A, A8, A9	10/09/1985		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B, B8, B9	10/09/1985	30/12/1992	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B, B8, B9	07/04/2010		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	C, C8, C9	06/01/1993	31/03/2010	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

CZ Tchéquie

L'**Office de la propriété Industrielle de la République tchèque** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[10].

Type de document	Code selon la norme ST.16	Dates de Publication		Format des documents	Source des documents
		De	À		
Brevet national ou régional publié	B6	01/01/1973		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[9] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

[10] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Brevet national ou régional publié	B6	10/04/1905	01/01/1973	PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A3	31/12/1979		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	U	25/11/1992		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

Des documents de correction émis pour les codes de type A8, A9, B8, B9, U8 et U9 mentionnés ci-dessus et conformes à la norme ST.50 sont également disponibles.
Pour les documents de code de type B6 publiés entre le 10/04/1905 et le 01/01/1973, les données bibliographiques sont disponibles dans la norme ST.96 (sans texte intégral consultable).

DE Allemagne

L'**Office allemand des brevets et des marques** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[11].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Brevet national ou régional publié	B, C	01/01/1991		Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A	01/01/1991		Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	U	01/01/1991		Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B, C	01/01/1920	31/12/1990	PDF (texte)	Collections disponibles sur demande

[11] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Demande de brevet national ou régional publiée	A	01/01/1920	31/12/1990	PDF (texte)	Collections disponibles sur demande
Modèle d'utilité délivré	U	01/01/1920	31/12/1990	PDF (texte)	Collections disponibles sur demande

Les documents dont la date se situe entre le 01/01/1920 et le 31/12/1990 peuvent ne pas être disponibles dans le format indiqué dans tous les cas. Ils seront, dans le cadre du paragraphe 18 de l'annexe H, mis à disposition sur demande dans la mesure où ils sont effectivement disponibles.

DK Danemark

L'**Office danois des brevets et des marques** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[12].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Brevet national ou régional publié	B	03/01/1972	26/07/1993	PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B1	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B1	17/05/1993		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B2	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B2	01/11/1991		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B3	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne

[12] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

					hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B3	09/07/2001		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B4	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B4	22/01/2020		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B9	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B9	10/02/2014		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	C	08/07/1895	08/11/1997	PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de modèle d’utilité	U1	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de modèle d’utilité	U1	22/02/2013		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d’utilité délivré	U3	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d’utilité délivré	U3	28/08/1998		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d’utilité délivré	U4	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d’utilité délivré	U4	13/02/1998		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

Modèle d’utilité délivré	U9	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d’utilité délivré	U9	10/03/2017		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d’utilité délivré	Y3	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d’utilité délivré	Y3	25/10/2013		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d’utilité délivré	Y4	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d’utilité délivré	Y4	09/11/1998		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d’utilité délivré	Y6	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d’utilité délivré	Y6	10/12/1999		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d’utilité délivré	Z6	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d’utilité délivré	Z6	23/07/1999		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

EA Organisation eurasienne des brevets

L'**Office eurasien des brevets (OEAB)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[13].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Demande de brevet national ou régional publiée	A1	30/12/1996	31/12/2025	PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A1	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)*	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A2	01/07/1996	31/12/2025	PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A2	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)*	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B1	31/03/1997		Texte intégral (ST.36)**	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B2	24/02/2006		Texte intégral (ST.36)**	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B3	28/02/2018		Texte intégral (ST.36)**	Référentiel en ligne hébergé par cet office

*Également disponible en texte intégral (ST.96)
**Également disponible en texte intégral (ST.96) pour les dates de publication à partir du 01/09/2025

[13] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

EP Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[14].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Demande de brevet national ou régional publiée	A1	20/12/1978		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A1	20/12/1978		PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A2	20/12/1978		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A2	20/12/1978		PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A9	13/03/2002		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A9	13/03/2002		PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B1	07/01/1981		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B1	07/01/1981		PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B2	21/11/1984		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[14] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Brevet national ou régional publié	B2	21/11/1984		PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B3	28/04/2010		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B3	28/04/2010		PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B9	28/05/2003		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B9	28/05/2003		PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

ES Espagne

L'**Office espagnol des brevets et des marques (OEPM)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[15].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Demande de brevet national ou régional publiée	A1, A2, A6, A8, A9 R1, R2, R8, R9	01/06/1987		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B1, B2, B4, B5, B8, B9			Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de modèle d'utilité	U	01/06/1987		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[15] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Modèle d'utilité délivré	Y[1], Y1, Y2, Y8 and Y9	01/06/1987		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A1, A2, A3 [2]	01/01/1930	31/05/1987	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	A1, A2, A3 [2]	01/01/1930	31/05/1987	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de modèle d'utilité	U	16/10/1929	31/05/1987	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	Y[1]	16/10/1929	31/05/1987	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A1[2]	01/01/1920	31/12/1929	Papier	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	A1[2]	01/01/1920	31/12/1929	Papier	Collections disponibles sur demande

[1] Les modèles d'utilité délivrés avec le code de type Y ne font pas l'objet d'une publication distincte de la première publication U.
[2] Premier et seul niveau de publication.

FI Finlande

L'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[16].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Demande de brevet national ou régional publiée	A1	01/01/2024		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B1	01/01/2024		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de modèle d'utilité	U1	01/01/2024		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	Y1	01/01/2024		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A1	01/09/2018	31/12/2023	PDF (image)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	A, B, C	01/01/1920	31/12/2023	PDF (image)	Collections disponibles sur demande
Modèle d'utilité délivré	U1, Y1	01/01/1992	31/12/2023	PDF (image)	Collections disponibles sur demande

[16] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

GB Royaume-Uni

L'**Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[17].

Type de document	Code selon la norme ST.16	Dates de Publication		Format des documents	Source des documents
		De	À		
Demande de brevet national ou régional publiée	A, A8, A9	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A, A8, A9	04/01/1979	31/12/2025	Texte intégral (ST.36)	Collections disponibles sur demande
Demande de brevet national ou régional publiée	A, A8, A9	01/01/1920		PDF (image)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	B, B8	06/01/1982		PDF (image)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	C, C2, C3	06/01/1982		PDF (image)	Collections disponibles sur demande

HU Hongrie

L'**Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[18].

Type de document	Code selon la norme ST.16	Dates de Publication		Format des documents	Source des documents
		De	À		
Brevet national ou régional publié	B	01/01/2026	.	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[17] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

[18] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Demande de brevet national ou régional publiée	A1, A2	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	U	01/01/1992	31/12/2025	PDF (texte)	Collections disponibles sur demande
Modèle d'utilité délivré	U	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B	01/01/1991	31/12/2025	PDF (texte)	Collections disponibles sur demande
Demande de brevet national ou régional publiée	A1, A2	01/01/1991	31/12/2025	PDF (texte)	Collections disponibles sur demande

IB Bureau international de l'OMPI

Le **Bureau international de l'OMPI** a notifié, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[19].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Demande de brevet internationale	A1, A2, A4, A8, A9	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet internationale	A1, A2, A4, A8, A9	19/10/1978	31/12/2025	Texte intégral (ST.36)	Collections disponibles sur demande

[19] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

IL Israël

L'**Office des brevets d'Israël** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[20].

Type of document	ST.16 Code	Publication Dates		Format of Documents	Source of Documents
		From	To		
Brevet national ou régional publié	B2	01/01/1991		Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B2	01/01/1991		PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A	01/08/2012		Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	A	01/08/2012		PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

IS Islande

L'**Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[21].

Type de document	Code selon la norme ST.16	Dates de Publication		Format des documents	Source des documents
		De	À		
Brevet national ou régional publié	B	01/01/2025		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A	01/01/2025		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[20] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

[21] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Brevet national ou régional publié	B	01/01/2000	31/12/2024	PDF (texte)	Collections disponibles sur demande
Demande de brevet national ou régional publiée	A	01/01/2000	31/12/2024	PDF (texte)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	B	01/01/1920	31/12/1999	Papier	Collections disponibles sur demande
Demande de brevet national ou régional publiée	A	01/01/1920	31/12/1999	Papier	Collections disponibles sur demande

JP Japon

L'**Office des brevets du Japon (JPO)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[22].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Brevet national ou régional publié	C1, C2	20/01/1920	28/12/1956	Autres images en ligne	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	B1, B2, B5, B6, B7	09/06/1922	24/12/1993	Autres images en ligne	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	B1, B2, B5, B6, B7	07/01/1991	14/06/2004	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B1, B2, B5, B6, B7	07/07/2004	05/01/2022	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B1, B2, B5, B6, B7	12/01/2022		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[22] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Brevet national ou régional publié	B1, B2, B5, B6, B7	07/07/2004	05/01/2022	PDF (texte)	Collections disponibles sur demande
Demande de brevet national ou régional publiée	A, A5, A6, A7	16/07/1971	25/12/1992	Autres images en ligne	Collections disponibles sur demande
Demande de brevet national ou régional publiée	A, A5, A6, A7	07/01/1991	05/12/2003	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A, A5, A6, A7	08/01/2004	11/01/2022	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A, A5, A6, A7	12/01/2022		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A, A5, A6, A7	08/01/2004	11/01/2022	PDF (texte)	Collections disponibles sur demande
Modèle d’utilité délivré	Z1, Z2	20/01/1920	28/12/1956	Autres images en ligne	Collections disponibles sur demande
Modèle d’utilité délivré	Y1, Y2, Y5, Y6, Y7	01/06/1922	24/12/1993	Autres images en ligne	Collections disponibles sur demande
Modèle d’utilité délivré	Y1, Y2, Y5, Y6, Y7	07/01/1991	26/04/2004	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d’utilité délivré	Y1, Y2, Y5, Y6, Y7	07/07/2004	16/06/2010	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de modèle d’utilité	U, U5, U6, U7	13/09/1971	25/12/1992	Autres images en ligne	Collections disponibles sur demande

Demande de modèle d'utilité	U, U5, U6, U7	07/01/1991	07/11/2003	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de modèle d'utilité	U, U5, U6, U7	15/01/2004	09/02/2006	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	U, U5, U6, U7	26/07/1994	03/10/2003	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	U, U5, U6, U7	08/01/2004	06/01/2022	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	U, U5, U6, U7	12/01/2022		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	Y1, Y2, Y5, Y6, Y7	07/07/2004	16/06/2010	PDF (texte)	Collections disponibles sur demande
Demande de modèle d'utilité	U, U5, U6, U7	15/01/2004	09/02/2006	PDF (texte)	Collections disponibles sur demande
Modèle d'utilité délivré	U, U5, U6, U7	08/01/2004	06/01/2022	PDF (texte)	Collections disponibles sur demande

KR République de Corée

Le **Ministère de la propriété intellectuelle (MOIP) (République de Corée)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[23].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Brevet national ou régional publié	B1	12/07/1979		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[23] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Demande de brevet national ou régional publiée	A	03/03/1983		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	Y1	11/07/1979		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de modèle d'utilité	U	25/01/1983		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

PH Philippines

L'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[24].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Demande de brevet publiée avec rapport de recherche	A1	24/09/2012	31/12/2025	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet publiée avec rapport de recherche	A1	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet publiée sans rapport de recherche	A2	24/09/2017	31/12/2025	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Rapport de recherche publié pour le document A2	A3	02/10/2017	31/12/2025	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande divisionnaire de brevet publiée avec rapport de recherche	A10		31/10/2025	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[24] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Demande divisionnaire de brevet publiée avec rapport de recherche	A10	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet délivré publié	B1	07/09/2017	31/12/2025	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet délivré publié	B1	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Publication anticipée de la demande de brevet avec rapport de recherche	E1	01/09/2016	31/12/2025	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Publication anticipée de la demande de brevet avec rapport de recherche	E1	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité publié pour les informations défavorables	U1	21/05/2012	31/12/2025	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité publié pour les informations défavorables	U1	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité republié avec modifications	U2		31/12/2025	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité republié avec modifications	U2	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité enregistré publié	U3	28/03/2022	31/12/2025	PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité enregistré publié	U3	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

PL Pologne

L'**Office des brevets de la République de Pologne** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[25].

Type de document	Code selon la norme ST.16	Dates de Publication		Format des documents	Source des documents
		De	À		
Demande de brevet national ou régional publiée	A1	12/10/2009		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B1	26/05/1924		PDF (texte)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B1	01/01/2023		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	Y1	08/01/1988		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	Y1	01/01/2023		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

RU Fédération de Russie

Le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[26].

Type de document	Code selon la norme ST.16	Dates de Publication		Format des documents	Source des documents
		De	À		
Brevet national ou régional publié	C, C1, C2, C8, C9	01/01/1994		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[25] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

[26] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Demande de brevet national ou régional publiée	A, A1, A3, A8	01/01/1994		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	U1, U8, U9	01/01/1994		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Certificat d'invention (ex-Union soviétique uniquement)	A1, A2, A3, A4	01/01/1924	31/12/1993	Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

SE Suède

L'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[27].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Demande de brevet national ou régional publiée	A0	01/01/1959		PDF (image)	Collections disponibles sur demande
Demande de brevet national ou régional publiée	A1	13/04/2010	31/12/2017	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A1	01/01/2018		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A2	13/04/2010	31/12/2017	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A2	01/01/2018		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[27] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Brevet national ou régional publié	B	01/01/1968	31/12/1972	PDF (image)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	B	01/01/1973		Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	C	01/01/1968	31/12/1972	PDF (image)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	C	01/01/1973		Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	C1	01/01/1885	31/12/1972	PDF (image)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	C1	01/01/1973	31/12/1978	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	C2	01/01/1994	31/12/2017	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	C2	01/01/2018		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	C3	01/01/1994	31/12/2017	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	C3	01/01/2018		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	C5	01/01/1994	31/12/2017	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	C5	01/01/2018		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

Brevet national ou régional publié	E	01/01/1994	31/12/2017	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	E	01/01/2018		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	E1	01/07/2014	31/12/2017	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	E1	01/01/2018		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	E5	01/01/2007	31/12/2017	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	E5	01/01/2018		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	E9	01/01/1994	31/12/2017	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office e
Brevet national ou régional publié	E9	01/01/2018		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	L	01/01/1971	31/12/1972	PDF (image)	Collections disponibles sur demande
Demande de brevet national ou régional publiée	L	01/01/1973	13/04/2010	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	L1	01/01/2000	13/04/2010	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

SG Singapour

L'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[28].

Type de document	Dates de Publication		Format des documents	Source des documents
	De	À		
Demande de brevet national ou régional publiée	01/01/2026		Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	01/01/2026		Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	01/01/1991		Texte intégral (texte brut)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	01/01/1991		Texte intégral (texte brut)	Collections disponibles sur demande

SK Slovaquie

L'**Office de la propriété industrielle de la République slovaque** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[29].

Type de document	Code selon la norme ST.16	Dates de Publication		Format des documents	Source des documents
		De	À		
Demande de brevet national ou régional publiée	A3	07/07/1993		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B6, B7	08/12/1993		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	U	07/07/1993	05/12/2008	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office e

[28] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

[29] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Demande de modèle d'utilité	U1	07/04/2008		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	Y1, Y2, Y3	07/01/2009		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

TR Türkiye

L'**Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets et à des modèles d'utilité ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[30].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Demande de brevet national ou régional publiée	A, T	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B, T	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de modèle d'utilité	U	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Modèle d'utilité délivré	Y	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A, T	01/01/1991	31/12/2025	PDF (image)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	B, T	01/01/1991	31/12/2025	PDF (image)	Collections disponibles sur demande

[30] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Demande de modèle d'utilité	U	01/06/1996	31/12/2025	PDF (image)	Collections disponibles sur demande
Modèle d'utilité délivré	Y	01/06/1996	31/12/2025	PDF (image)	Collections disponibles sur demande
Demande de brevet national ou régional publiée	A, T	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

UA Ukraine

L'**Organisme public dénomme "Office national ukrainien pour la propriété intellectuelle et les innovations (UANIPIO)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[31].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	Á		
Brevet national ou régional publié	C2	27/12/1994		Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A	30/04/1993		Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Publication d'un brevet ukrainien basé sur un Certificat d'invention de l'ex-Union soviétique	A1	30/04/1993	10/04/2009	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[31] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

30 octobre 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

HN Honduras 211

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales : notifications en vertu de la règle 89*bis*.1.d)

AT Autriche 211

Documents de brevets et documents relatifs aux modèles faisant partie de la documentation minimale

EG Égypte 212
IN Inde 213
NO Norvège 213
SA Arabie saoudite 215
US États-Unis d'Amérique 216

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

HN Honduras

La **Direction générale de la propriété intellectuelle (Honduras)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son numéro de téléphone et ses adresses de courrier électronique, qui sont désormais comme suit :

Téléphone :	(504) 2242 8897
Courrier électronique :	patentes@ip.gob.hn Josue.mejia@ip.gob.hn Jose.morazan@ip.gob.hn

[Mise à jour de l'annexe B(HN) du Guide *du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS ET DE LA CORRESPONDANCE AYANT TRAIT AUX DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS EN VERTU DE LA RÈGLE 89*bis*.1.d)

AT Autriche

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et l'instruction 710.b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office autrichien des brevets**, en sa qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale, d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international des changements à apporter à sa notification publiée en dernier lieu dans son intégralité dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 20 février 2014 (page 26 et suivantes).

En particulier, à compter du 31 octobre 2025, l'Office n'acceptera plus le dépôt de demandes internationales et autres documents et correspondances relatifs aux demandes internationales sous forme électronique au moyen du dépôt en ligne de l'OEB (eOLF). Par conséquent, l'Office acceptera les demandes internationales et autres documents et correspondances relatifs aux demandes internationales sous forme électronique conformément aux exigences suivantes :

En ce qui concerne le logiciel de dépôt électronique (section 710(a)(i)) :

– dépôt ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

DOCUMENTS DE BREVETS ET DOCUMENTS RELATIFS AUX MODÈLES D'UTILITÉ FAISANT PARTIE DE LA DOCUMENTATION MINIMALE

La règle 34.1.e) du PCT modifiée[1], adoptée par l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) à sa cinquante-cinquième session (24e session ordinaire) tenue du 6 au 14 juillet 2023 avec effet à partir du 1er janvier 2026, requiert que le Bureau international valide la disponibilité des documents de brevets et des documents relatifs aux modèles d'utilité notifiés conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée[1], et publie dans la Gazette le détail des documents concernés et la date à partir de laquelle ils feront partie de la documentation minimale.

Les offices suivants ont procédé à des notifications en vertu de la règle 34.1.d) du PCT et le Bureau international a validé la disponibilité des documents ainsi notifiés. Par conséquent, **à compter du 1er janvier 2026**, les documents de brevet énumérés qui ont été publiés après le 1er janvier 1920 feront partie de la documentation minimale. Conformément à la règle 34.1.c) du PCT, les administrations chargées de la recherche internationale devraient également consulter de préférence les modèles d'utilité mentionnés ci-dessous.

EG Égypte

L'**Office égyptien des brevets** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[2].

Type de document	Code selon la norme ST.16	Dates de Publication		Format des documents	Source des documents
		De	À		
Brevet national ou régional publié	B	01/01/1996	31/12/2021	Texte intégral (texte brut)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	B	01/01/2022	31/12/2025	Texte intégral (ST.36)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	B	01/01/2026		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[1] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 30 novembre 2023, p.223 et suivantes.

[2] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

IN Inde

L'**Office indien des brevets** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[3].

Type de document	Code selon la norme ST.16	Dates de Publication		Format des documents	Source des documents
		De	À		
Brevet national ou régional publié	B1	01/01/2026		Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A	01/01/2026		Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A	01/01/2005	31/12/2025	PDF (texte)	Collections disponibles sur demande

NO Norvège

L'**Office norvégien de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[4].

Type de document	Code selon la norme ST.16	Dates de Publication		Format des documents	Source des documents
		De	À		
Demande de brevet national ou régional publiée	A1	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A9	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[3] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

[4] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

Brevet national ou régional publié	B1	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B2	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B3	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B4	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B9	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	T3	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	T4	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	T9	01/01/2026		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	L	02/01/1991	30/06/2014	Texte intégral (ST.96)	Collections disponibles sur demande
Demande de brevet national ou régional publiée	A	01/01/1920	13/12/2010	Texte intégral (ST.96)	Collections disponibles sur demande
Demande de brevet national ou régional publiée	A1	17/05/1999	31/12/2025	Texte intégral (ST.96)	Collections disponibles sur demande

Brevet national ou régional publié	B	01/01/1920	07/07/1997	Texte intégral (ST.96)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	C	02/01/1991	07/04/2008	Texte intégral (ST.96)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	B1	06/04/1992	31/12/2025	Texte intégral (ST.96)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	B2	24/11/1997	31/12/2025	Texte intégral (ST.96)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	B3	25/08/1993	31/12/2025	Texte intégral (ST.96)	Collections disponibles sur demande
Brevet national ou régional publié	T3	15/06/2013	31/12/2025	Texte intégral (ST.96)	Collections disponibles sur demande

SA Arabie saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[5].

Type de document	**Code selon la norme ST.16**	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
		De	À		
Brevet national ou régional publié	B1	23/12/1995	01/01/2015	Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	A1	01/01/2015		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	B1	01/01/2015		Texte intégral (ST.96)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[5] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)** a notifié au Bureau international, conformément à la règle 34.1.d) du PCT modifiée, que les documents suivants relatifs à des brevets ont été rendus accessibles conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) modifiées[6].

Type de document	**Dates de Publication**		**Format des documents**	**Source des documents**
	De	À		
Brevet national ou régional publié	31/07/1790		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	06/01/1976	25/12/2001	Texte intégral (texte brut)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Brevet national ou régional publié	02/01/2001		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	15/03/2001		PDF (image)	Référentiel en ligne hébergé par cet office
Demande de brevet national ou régional publiée	15/03/2001		Texte intégral (ST.36)	Référentiel en ligne hébergé par cet office

[6] Se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 septembre 2023, p.137 et suivantes.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

6 novembre 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

FI Finlande 218

Informations sur les États contractants

ME Monténégro 219
ZW Zimbabwe 219

Taxes payables en vertu du PCT

FI Finlande 220

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

FI Finlande

Accord entre l'Office finlandais des brevets et de l'enregistrement et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications entreront en vigueur le 1er janvier 2026. L'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en euros)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	[Sans changement]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a)	[Sans changement]
Taxes de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a))	[Sans changement]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	690
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	690
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	210
Taxe pour la délivrance de copies (règles 94.1*ter* et 94.2), par page	[Sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/documents/d/pct-system/docs-fr-agreements-ag-fi.pdf

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

ME Monténégro

Le **Ministère du développement économique (Monténégro)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son numéro de téléphone, qui est désormais comme suit :

Téléphone :	(382) 20 234 592

[Mise à jour de l'annexe B(ME) du *Guide du déposant du PCT*]

ZW Zimbabwe

L'**Office de la propriété intellectuelle du Zimbabwe** a notifié au Bureau international des changements relatifs à ses numéros de téléphone, son adresse électronique et son numéro de télécopieur, qui sont désormais comme suit :

Téléphone :	(263-242) 78 18 35 (263-242) 77 55 44 (263-242) 77 55 45 (263-242) 77 55 46 (263-242) 77 53 73 (263-242) 77 56 02 Directeur de l'enregistrement : (263-242) 77 51 62 (ligne directe) (263-773) 56 02 84 (téléphone portable)
Courrier électronique :	wmushayi@gmail.com
Télécopieur :	(263-242) 77 73 72

[Mise à jour de l'annexe B(ZW) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

FI Finlande

L'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c)), exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de la recherche internationale. Cet montant, applicable à compter du 1er janvier 2026, est de EUR 210.

[Mise à jour de l'annexe D(FI) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international, et applicables à compter du 1er janvier 2026, comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	EUR	690
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	EUR	690
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.2)	EUR	210

[Mise à jour de l'annexe E(FI) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

13 novembre 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

CR Costa Rica 222

Taxes payables en vertu du PCT

Taxes du PCT – Établissement de nouveaux montants équivalents de taxes 222

Offices récepteurs

QA Qatar 223

Offices désignés (ou élus)

GE Géorgie 224

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique : exigences des offices désignés et élus

GE Géorgie 224

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notifications d'offices et autorités participants

SA Arabie saoudite 225

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

CR Costa Rica

Le **Registre de la propriété intellectuelle (Costa Rica)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à ses adresses de courrier électronique, qui sont désormais comme suit :

Courrier électronique : vcohen@rnp.go.cr
jorge.moreira@rnp.go.cr
jlizano@rnp.go.cr
dmarenco@rnp.go.cr

[Mise à jour de l'annexe B(CR) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

Taxes du PCT – Établissement de nouveaux montants équivalents de taxes

Suite aux consultations menées par le Directeur général de l'OMPI en octobre 2025, conformément aux Directives adoptées par l'Assemblée du PCT[1] et aux règles 15.2.d) et 57.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la **taxe internationale de dépôt** (comprenant la taxe pour chaque feuille à compter de la 31e et les réductions de taxe lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique) et de la **taxe de traitement**, respectivement, ont été établis dans **diverses monnaies** avec effet au 1er janvier 2026, comme indiqué dans le tableau 1 publié à la fin du présent numéro des *Notifications officielles (Gazette du PCT)*. Ce tableau indique à la fois les montants équivalents actuels et, en caractères gras, tout nouveau montant équivalent de ces taxes correspondant aux montants en franc suisse (CHF), indiqués dans le barème de taxes actuel[2].

De plus, conformément à la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents des **taxes de recherche** ont été établis, dans les **monnaies des offices récepteurs**, pour toutes les administrations chargées de la recherche internationale, également avec effet au 1er janvier 2026, comme indiqué dans le tableau 2 publié à la fin du présent numéro des *Notifications officielles (Gazette du PCT)*. Ce tableau indique à la fois les montants équivalents actuels et, en caractères gras, tout nouveau montant équivalent des taxes de recherche fixé par les administrations chargées de la recherche internationale.

[1] Les *Directives de l'Assemblée du PCT relatives à l'établissement de montants équivalents de certaines taxes* sont disponibles sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/fr/web/pct-system/fees/equivalent_amounts

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/fr/web/pct-system/texts/rules/rtax

En outre, conformément à la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents des **taxes de recherche supplémentaire** ont été établis en **franc suisse (CHF)** pour toutes les administrations indiquées pour la recherche supplémentaire, également avec effet au 1er janvier 2026, comme indiqué dans le tableau 3 publié à la fin du présent numéro des *Notifications officielles (Gazette du PCT)*. Ce tableau indique les montants des taxes de recherche supplémentaire fixées par les administrations, ainsi que les nouveaux montants équivalents de ces taxes en franc suisse (CHF).

[Mise à jour des annexes suivantes du *Guide du déposant du PCT* :

annexes C(AM), (AP), (AT), (AU), (AZ), (BA), (BG), (BH), (BW), (BY), (BZ), (CA), (CL), (CN), (CR), (CV), (CY), (CZ), (DE), (DJ), (DK), (DO), (EA), (EC), (EE), (EG), (EP), (ES), (FI), (FR), (GB), (GE), (GH), (GR), (HN), (HR), (HU), (IB), (IE), (IL), (IN), (IQ), (IS), (IT), (JM), (JO), (JP), (KE), (KG), (KH), (KZ), (LR), (LT), (LU), (LV), (MD), (MT), (MW), (MX), (NI), (NL), (NO), (NZ), (OM), (PA), (PE), (PG), (PH), (PT), (QA), (RO), (RS), (RU), (SA), (SC), (SE), (SG), (SI), (SK), (SV), (SY), (TJ), (TM), (TT), (UA), (UG), (US), (UY), (UZ), (WS), (ZA), (ZM), (ZW),

toutes les annexes D,

toutes les annexes SISA,

annexes E(AT), (AU), (CA), (CL), (CN), (EA), (EG), (EP), (ES), (FI), (IL), (IN), (JP), (KR), (PH), (RU), (SA), (SE), (SG), (UA), (US), (XN) et (XV)]

OFFICES RÉCEPTEURS

QA Qatar

Le **Département de la propriété intellectuelle (Qatar)** a spécifié l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP) – en plus de l'Office égyptien des brevets, de l'Office européen des brevets (OEB) et de l'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées par les ressortissants du Qatar et les personnes domiciliées dans ce pays auprès du Département de la propriété intellectuelle (Qatar), ou auprès de l'office récepteur du Bureau international de l'OMPI, avec effet depuis le 1 octobre 2025.

[Mise à jour de l'annexe C(QA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

GE Géorgie

Le **Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)** a notifié au Bureau international un changement relatif à l'une des composantes de la taxe nationale[3,4] payable en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce changement est applicable depuis le 18 novembre 2024. La liste desdites composantes de la taxe nationale est désormais la suivante :

Taxe nationale :

Pour un brevet ou un modèle d'utilité :

Taxe d'examen quant à la forme et publication de la demande :

Jusqu'à 30 pages de documents de la demande[5] :	Équivalent en GEL de USD 100
Chaque page supplémentaire à compter de la 31e[6] :	Équivalent en GEL de USD 1

De plus, l'office a notifié des changements relatifs à ses exigences particulières en vertu de la règle 51*bis* du PCT (Certaines exigences nationales admises en vertu de l'article 27). L'office exige :

– La nomination d'un conseil en brevets si le déposant n'est pas domicilié en Géorgie;
– Un pouvoir si un conseil en brevets ou représentant est désigné.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (GE), du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES ET AUTRE MATÉRIEL BIOLOGIQUE : EXIGENCES DES OFFICES DÉSIGNÉS ET ÉLUS

GE Géorgie

Le **Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)** a notifié des informations additionnelles relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique, comme suit :

Si la demande porte sur du matériel biologique ou un objet similaire, elle doit être accompagnée d'un document certifiant le dépôt, délivré par une institution de dépôt en vertu du Traité de Budapest. Ce document doit mentionner le nom de

[3] Les taxes sont réduites de 70% lorsque le déposant est l'inventeur, un établissement d'enseignement supérieur ou une institution de recherche scientifique indépendante, et de 90% lorsque le déposant est un étudiant, un élève ou un retraité.

[4] Les taxes sont réduites de 20% pour les demandes déposées électroniquement.

[5] Cette taxe doit être payée dans un délai d'un mois à compter de la date de la demande d'ouverture de la phase nationale.

[6] Cette taxe doit être payée dans un délai d'un mois à compter de la date de l'invitation à payer.

l'institution de dépôt, la désignation du matériel déposé, son numéro d'enregistrement, la date du dépôt et une description complète du matériel.

Le matériel à déposer doit être soumis au plus tard à la date de dépôt de la demande auprès du Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI). Le document certifiant le dépôt du matériel peut être déposé dans un délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande.

[Mise à jour de l'annexe L(GE) du *Guide du déposant du PCT*]

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATIONS D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Dans le cadre du Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS") établi par le Bureau international, tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés peut participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT). Des notifications en vertu des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/fr/web/das/participating-offices/search

SA Arabie saoudite

Conformément aux *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, l'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office ayant accès, à compter du 1er septembre 2025[7].

[7] Pour plus de détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/fr/web/das/participating-offices/search-details?territoryId=149

Tableau 1 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour la taxe internationale de dépôt et la taxe de traitement (dans les monnaies prescrites)
(applicables au 1er janvier 2026)

Monnaie	Taux de change en franc suisse le 6 octobre 2025	Taxe internationale de dépôt règle 15.2.a)	Taxe pour chaque feuille à compter de la 31e règle 15.2.a)	Réduction pour un dépôt effectué sous forme électronique selon le barème de taxes			Taxe de traitement règle 57.2.a) Barème de taxes point 3	
				point 4.a)	point 4.b)	point 4.c)		
Monnaie de référence Franc suisse		1330	15	100	200	300	200	Montant actuel
AUD - Dollar australien		2506	28	n.a	377	565	377	Montant actuel
	0.52653	**2526**	28	n.a	**380**	**570**	**380**	**Nouveau montant**
CAD - Dollar canadien		2229	25	n.a	335	503	335	Montant actuel
	0.57153	**2327**	**26**	n.a	**350**	**525**	**350**	**Nouveau montant**
CNY - Yuan renminbi		11620	130	n.a	1750	2620	1750	Montant actuel
	0.11167	**11910**	130	n.a	**1790**	**2690**	**1790**	**Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise		10560	120	n.a	1590	2380	1590	Montant actuel
	0.12477	**10660**	120	n.a	**1600**	**2400**	**1600**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1417	16	107	213	320	213	Montant actuel
	0.93167	**1428**	16	107	**215**	**322**	**215**	**Nouveau montant**
GBP - Livre sterling		1189	13	n.a	179	268	n.a	Montant actuel
	1.07120	**1242**	**14**	n.a	**187**	**280**	n.a	**Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois		570800	6400	n.a	85800	128800	n.a	Montant actuel
	0.00239	**556500**	**6300**	n.a	**83700**	**125500**	n.a	**Nouveau montant**
ILS - Nouveau sheqel israélien		n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	875	Montant actuel
	0.24333	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	**822**	**Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise		210400	2400	n.a	31600	47500	n.a	Montant actuel
	0.00657	**202400**	**2300**	n.a	**30400**	**45700**	n.a	**Nouveau montant**
JPY - Yen japonais		242700	2700	n.a	n.a	54700	36500	Montant actuel
	0.00531	**250500**	**2800**	n.a	n.a	**56500**	**37700**	**Nouveau montant**
KRW - Won coréen		n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	345000	Montant actuel
	0.00056	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	**357000**	**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne		16520	190	n.a	2480	3730	n.a	Montant actuel
	0.08011	**16600**	190	n.a	**2500**	**3740**	n.a	**Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais		2695	30	n.a	405	608	n.a	Montant actuel
	0.46443	**2864**	**32**	n.a	**431**	**646**	n.a	**Nouveau montant**
SAR - Riyal saoudien		6057	68	n.a	911	1366	911	Montant actuel
	0.21279	**6250**	**70**	n.a	**940**	**1410**	**940**	**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise		15140	170	n.a	2280	3410	2280	Montant actuel
	0.08480	**15680**	**180**	n.a	**2360**	**3540**	**2360**	**Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour		2026	23	n.a	305	457	305	Montant actuel
	0.61680	**2156**	**24**	n.a	**324**	**486**	**324**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1603	18	121	241	362	241	Montant actuel
	0.79797	**1667**	**19**	**125**	**251**	**376**	**251**	**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain		29860	340	n.a	4490	6740	n.a	Montant actuel
	0.04625	**28760**	**320**	n.a	**4320**	**6490**	n.a	**Nouveau montant**

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2026)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/AT**		**ISA/AU**		**ISA/BR**		**ISA/CA**		
Monnaie de référence et montant	EUR	1845	AUD	2200	BRL	2510	CAD	2317.68	
Taux de change applicables au 6 octobre 2025	*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*		
CHF - Franc suisse	*1.07334*	1732 **1719**	*1.89923*	1168 **1158**	*6.68807*	371 **375**	*1.74969*	1383 **1325**	Montant actuel **Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis	*0.85649*	2094 **2154**	*1.51553*	1383 **1452**	*5.33688*	451 **470**	*1.39620*	1696 **1660**	Montant actuel **Nouveau montant**
EUR - Euro			*1.76945*	1271 **1243**	*6.23107*	395 **403**	*1.63013*	1472 **1422**	Montant actuel **Nouveau montant**
AUD - Dollar australien									Montant actuel **Nouveau montant**
CNY - Yuan renminbi									Montant actuel **Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise									Montant actuel **Nouveau montant**
GBP - Livre sterling									Montant actuel **Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois									Montant actuel **Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise									Montant actuel **Nouveau montant**
JPY - Yen japonais									Montant actuel **Nouveau montant**
KRW - Won coréen	*0.00060*	2929000 **3075000**	*0.00106*	2000000 **2075000**					Montant actuel **Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne									Montant actuel **Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais			*0.88206*	2431 **2494**					Montant actuel **Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise									Montant actuel **Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour	*0.66204*	2639 **2787**	*1.17144*	1852 **1878**					Montant actuel **Nouveau montant**
TRY - Livre turque									Montant actuel **Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain	*0.04964*	39010 **37170**	*0.08784*	26000 **25050**					Montant actuel **Nouveau montant**

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2026)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/CL**			**ISA/CN**		**ISA/EA**			**ISA/EG**		**ISA/EP**		
Monnaie de référence et montant	USD	2000	400 300	CNY	2100	RUB	40000	9000	EGP	4000	EUR	1845	
Taux de change applicables au 6 octobre 2025	*Taux de change*			*Taux de change*		*Taux de change*			*Taux de change*		*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		1598	320 240		240		398	90		65		1732	Montant actuel
	1.25318	**1596**	**319 239**	*8.95496*	**235**	*104.16667*	**384**	**86**	*59.66587*	**67**	*1.07334*	**1719**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis					297		504	113		83		2094	Montant actuel
				7.14579	**294**	*83.12188*	**481**	**108**	*47.61158*	**84**	*0.85649*	**2154**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1714	343 257		250		412 [1]	93 [1]		69			Montant actuel
	1.16755	**1713**	343 257	*8.34306*	**252**	*97.04896*	412	93	*55.58890*	**72**			**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien													Montant actuel
													Nouveau montant
CNY - Yuan renminbi												15490	Montant actuel
											0.11986	**15390**	**Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise												13760	Montant actuel
											0.13392	**13780**	**Nouveau montant**
GBP - Livre sterling												1548	Montant actuel
											1.14976	**1605**	**Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois												744000	Montant actuel
											0.00257	**717900**	**Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise												274100	Montant actuel
											0.00705	**261700**	**Nouveau montant**
JPY - Yen japonais												317600	Montant actuel
											0.00570	**323700**	**Nouveau montant**
KRW - Won coréen													Montant actuel
													Nouveau montant
NOK - Couronne norvégienne												21510	Montant actuel
											0.08599	**21460**	**Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais												3511	Montant actuel
											0.49849	**3701**	**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise												20980	Montant actuel
											0.09102	**20270**	**Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour												2639	Montant actuel
											0.66204	**2787**	**Nouveau montant**
TRY - Livre turque													Montant actuel
													Nouveau montant
ZAR - Rand sud-africain												39010	Montant actuel
											0.04964	**37170**	**Nouveau montant**

1. Montants applicables à partir du 1er décembre 2025.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2026)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/ES**		**ISA/FI**		**ISA/IL**		**ISA/IN**			
Monnaie de référence et montant	EUR	1845	EUR	1845	ILS	4101	INR	10000	2500	
Taux de change applicables au 6 octobre 2025	*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*			
CHF - Franc suisse		1732		1732		937		94	24	Montant actuel
	1.07334	**1719**	*1.07334*	**1719**	*4.10965*	**998**	*111.23471*	**90**	**22**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		2094		2094		1220		119	30	Montant actuel
	0.85649	**2154**	*0.85649*	**2154**	*3.27937*	**1251**	*88.76196*	**113**	**28**	**Nouveau montant**
EUR - Euro						995		100	25	Montant actuel
					3.82883	**1071**	*103.63404*	**96**	**24**	**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien										Montant actuel
										Nouveau montant
CNY - Yuan renminbi										Montant actuel
										Nouveau montant
DKK - Couronne danoise										Montant actuel
										Nouveau montant
GBP - Livre sterling										Montant actuel
										Nouveau montant
HUF - Forint hongrois										Montant actuel
										Nouveau montant
ISK - Couronne islandaise										Montant actuel
										Nouveau montant
JPY - Yen japonais								17600	4400	Montant actuel
							0.59066	**16900**	**4200**	**Nouveau montant**
KRW - Won coréen										Montant actuel
										Nouveau montant
NOK - Couronne norvégienne										Montant actuel
										Nouveau montant
NZD - Dollar néo-zélandais										Montant actuel
										Nouveau montant
SEK - Couronne suédoise										Montant actuel
										Nouveau montant
SGD - Dollar de Singapour										Montant actuel
										Nouveau montant
TRY - Livre turque										Montant actuel
										Nouveau montant
ZAR - Rand sud-africain										Montant actuel
										Nouveau montant

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2026)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/JP**			**ISA/KR**			**ISA/PH**			**ISA/RU**			
Monnaie de référence et montant	JPY	169000	143000	KRW	1200000	450000	USD	600	200	RUB	45000	9000	
Taux de change applicables au 6 octobre 2025	*Taux de change*			*Taux de change*			*Taux de change*			*Taux de change*			
CHF - Franc suisse		926	784		696	261		479	160		448	90	Montant actuel
	188.32392	**897**	**759**	*1785.71429*	**672**	**252**	*1.25318*	479	160	*104.16667*	**432**	**86**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1179	998		888	333					567	113	Montant actuel
	150.27684	**1125**	**952**	*1424.94643*	**842**	**316**				*83.12188*	**541**	**108**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		982	831		755	283		514	171		464 [2]	93 [2]	Montant actuel
	175.45574	**963**	**815**	*1663.69643*	**721**	**270**	*1.16755*	514	171	*97.04896*	464	93	**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien					1322	496							Montant actuel
				940.23214	**1276**	**479**							**Nouveau montant**
CNY - Yuan renminbi													Montant actuel
													Nouveau montant
DKK - Couronne danoise													Montant actuel
													Nouveau montant
GBP - Livre sterling													Montant actuel
													Nouveau montant
HUF - Forint hongrois													Montant actuel
													Nouveau montant
ISK - Couronne islandaise													Montant actuel
													Nouveau montant
JPY - Yen japonais													Montant actuel
													Nouveau montant
KRW - Won coréen			1393000										Montant actuel
	0.10546		**1356000**										**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne													Montant actuel
													Nouveau montant
NZD - Dollar néo-zélandais					1460	548							Montant actuel
				829.33929	**1447**	**543**							**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise													Montant actuel
													Nouveau montant
SGD - Dollar de Singapour		1486			1092	410							Montant actuel
	116.15819	**1455**		*1101.42857*	**1089**	**409**							**Nouveau montant**
TRY - Livre turque													Montant actuel
													Nouveau montant
ZAR - Rand sud-africain													Montant actuel
													Nouveau montant

2. Montants applicables à partir du 1er décembre 2025.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2026)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/SA**		**ISA/SE**	**ISA/SG**		**ISA/TR**	**ISA/UA**			
Monnaie de référence et montant	SAR	1000	SEK eq. 1845 eur	SGD	2350	TRY eq. 1845 eur	EUR	300	100	
Taux de change applicables au 6 octobre 2025	*Taux de change*			*Taux de change*			*Taux de change*			
CHF - Franc suisse		220	1732		1458	1732		282	94	Montant actuel
	4.69947	**213**	**1719**	*1.62127*	**1449**	**1719**	*1.07334*	**280**	**93**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		267	2094		1849	2094		341	114	Montant actuel
	3.75004	267	**2154**	*1.29373*	**1816**	**2154**	*0.85649*	**350**	**117**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		229	1845		1565	1845				Montant actuel
	4.37835	**228**	1845	*1.51049*	**1556**	1845				**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien										Montant actuel
										Nouveau montant
CNY - Yuan renminbi										Montant actuel
										Nouveau montant
DKK - Couronne danoise			13760							Montant actuel
			13780							**Nouveau montant**
GBP - Livre sterling										Montant actuel
										Nouveau montant
HUF - Forint hongrois										Montant actuel
										Nouveau montant
ISK - Couronne islandaise			274100							Montant actuel
			261700							**Nouveau montant**
JPY - Yen japonais					264000					Montant actuel
				0.00861	**272900**					**Nouveau montant**
KRW - Won coréen					2527000					Montant actuel
				0.00091	**2582000**					**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne			21510							Montant actuel
			21460							**Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais										Montant actuel
										Nouveau montant
SEK - Couronne suédoise			20980							Montant actuel
			20270							**Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour										Montant actuel
										Nouveau montant
TRY - Livre turque						69360				Montant actuel
						89820				**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain										Montant actuel
										Nouveau montant

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2026)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/US**				**ISA/XN**		**ISA/XV**		
Monnaie de référence et montant	USD	2400	960	480	DKK	eq. 1845 eur	EUR	1845	
Taux de change applicables au 6 octobre 2025	*Taux de change*						*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		1976	790	395		1732		1732	Montant actuel
	1.25318	**1915**	**766**	**383**		**1719**	*1.07334*	**1719**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis						2094		2094	Montant actuel
						2154	*0.85649*	**2154**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		2114	846	423		1845			Montant actuel
	1.16755	**2056**	**822**	**411**		1845			**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien									Montant actuel
									Nouveau montant
CNY - Yuan renminbi									Montant actuel
									Nouveau montant
DKK - Couronne danoise						13760			Montant actuel
						13780			**Nouveau montant**
GBP - Livre sterling									Montant actuel
									Nouveau montant
HUF - Forint hongrois								744000	Montant actuel
							0.00257	**717900**	**Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise						274100			Montant actuel
						261700			**Nouveau montant**
JPY - Yen japonais									Montant actuel
									Nouveau montant
KRW - Won coréen									Montant actuel
									Nouveau montant
NOK - Couronne norvégienne						21510			Montant actuel
						21460			**Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais		4104	1642	821					Montant actuel
	0.58201	**4124**	**1649**	**825**					**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise						20980			Montant actuel
						20270			**Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour									Montant actuel
									Nouveau montant
TRY - Livre turque									Montant actuel
									Nouveau montant
ZAR - Rand sud-africain		43370	17350	8670					Montant actuel
	0.05796	**41410**	**16560**	**8280**					**Nouveau montant**

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2026)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/AT**				**ISA/EP**		**ISA/FI**		**ISA/RU**		
Monnaie de référence et montant	EUR	850 [1]	1190 [2]	1700 [3]	EUR	1845	EUR	1845	RUB	12000	19000 [4]
Taux de change applicable au 6 octobre 2025	*Taux de change*				*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*		
CHF - Franc suisse	*1.07334*	**792**	**1109**	**1584**	*1.07334*	**1719**	*1.07334*	**1719**	*104.16667*	**115**	**182**

1. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation en allemand.
2. Pour une recherche portant uniquement sur la documention européenne et nord-américaine.
3. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation minimale prescrite par le PCT.
4. Cette taxe s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2.a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement).

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2026)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/SE**		**ISA/SG**		**ISA/TR**			**ISA/UA**				
Monnaie de référence et montant	SEK	eq. 1845 eur	SGD	2350	TRY	500 [5]	eq. 1845 eur	EUR	60 [6]	70 [7]	90 [8]	90 [9]
Taux de change applicable au 6 octobre 2025			*Taux de change*					*Taux de change*				
CHF - Franc suisse		**1719**	*1.62127*	**1449**		**10**	**1719**	*1.07334*	**56**	**65**	**84**	**84**

5. Pour une recherche portant uniquement sur les documents en turc dans la documentation de recherche de l'administration.
6. Cette taxe s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2.a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement).
7. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation en russe de l'ex-URSS et la documentation en ukrainien.
8. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation européenne et nord-américaine.
9. Pour une recherche portant sur les documents contenus dans la documentation de recherche de l'administration y compris sur la documentation minimale prescrite par le PCT.

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2026)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/XN**			**ISA/XV**		
Monnaie de référence et montant	DKK	4000 [10]	eq. 1845 eur	EUR	550 [11]	1775
Taux de change applicable au 6 octobre 2025				*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		**499**	**1719**	*1.07334*	**512**	**1654**

10. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation en danois, islandais, norvégien et suédois.

11. Pour une recheche portant uniquement sur la documentation en hongrois, polonais, tchèque et slovaque.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

20 novembre 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
CA Canada 237

Informations sur les États contractants
GE Géorgie 238

Taxes payables en vertu du PCT
CA Canada 238

Offices récepteurs
GE Géorgie 239
KZ Kazakhstan 239

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales :
notifications en vertu de la règle 89*bis*.1.d)
LS Lesotho 240
LT Lituanie 242

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

CA Canada

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui entreront en vigueur le 1er janvier 2026, consistent en des changements de montants de plusieurs taxes payables à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international.

Avec effet à partir du 1er janvier 2026, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en dollars canadiens)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	2.380,26
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	2.380,26
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	1.190,13
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	1.190,13
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2) sous forme électronique	
a) pour les 7 premiers mégaoctets, plus	[sans changement]
b) par tranche de 10 mégaoctets ou partie de celle-ci qui excède les 7 premiers mégaoctets	[sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par page (sur papier)	[sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/documents/d/pct-system/docs-fr-agreements-ag-ca.pdf

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

GE Géorgie

Le **Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)** a notifié au Bureau international des changements concernant son service de télécopie et le dépôt de documents par télécopieur ou par tout autre moyen de communication similaire (règle 92.4 du PCT) – depuis le 12 janvier 2024, l'office a supprimé ses services de télécopie et n'accepte plus le dépôt de documents par télécopieur ou tout autre moyen similaire.

[Mise à jour de l'annexe B(GE) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLE EN VERTU DU PCT

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), exprimé en **dollar canadien (CAD)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable à compter du 1er janvier 2026, est de CAD 446,03.

[Mise à jour de l'annexe C(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

L'office a également notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale. Ces montants, également applicables à compter du 1er janvier 2026, sont comme suit :

Taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT) :	CAD	2.380,26
Taxe de recherche additionnelle[2] (règle 40.2.a) du PCT) :	CAD	2.380,26

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

De plus, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international. Ces montants, également applicables à compter du 1er janvier 2026, sont comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b) du PCT) :	CAD	1.190,13
Taxe d'examen préliminaire additionnelle[3] (règle 68.3.a) du PCT) :	CAD	1.190,13

[Mise à jour de l'annexe E(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

GE Géorgie

Le **Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)** a notifié au Bureau international un changement concernant le nombre d'exemplaires d'une demande internationale sur papier qu'il requiert – depuis le 12 janvier 2024, un exemplaire, au lieu de trois, doit désormais être déposé.

De plus, l'office a notifié des changements concernant ses exigences en matière de représentation auprès de l'office – depuis le 1 janvier 2025, un mandataire est requis en sa qualité d'office récepteur.

[Mise à jour de l'annexe C(GE) du *Guide du déposant du PCT*]

KZ Kazakhstan

L'**Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan)** a spécifié l'Office eurasien des brevets (OEAB) – en plus de l'Office européen des brevets (OEB) et du Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 23 avril 2025 ou ultérieurement par les ressortissants de Kazakhstan et les personnes domiciliées dans ce pays auprès de l'Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan) en sa qualité d'office récepteur.

[Mise à jour de l'annexe C(KZ) du *Guide du déposant du PCT*]

[3] Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS ET DE LA CORRESPONDANCE AYANT TRAIT AUX DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS EN VERTU DE LA RÈGLE 89*bis*.1.d)

LS Lesotho

La **Direction générale de l'enregistrement (Lesotho)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, qu'elle est disposée à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du 1 octobre 2025, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (266) 6284 4699

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : registrar.general@gov.ls

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (https://www.wipo.int/pct-eservices/en/certificates.html)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(LS) du *Guide du déposant du PCT*]

LT Lituanie

Conformément à la règle 89*bis*.1(d) du PCT et l'instruction 710(b) des Instructions administratives du PCT, le **Bureau d'État des brevets de la République de la Lituanie**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié des modifications à sa notification publiée en dernier lieu dans son intégralité dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 11 novembre 2021 (page 190 et suivantes).

En particulier, depuis le 27 mars 2024, l'Office n'accepte plus le dépôt de demandes internationales et autres documents et correspondances relatifs aux demandes internationales sous forme électronique au moyen du dépôt en ligne de l'OEB (eOLF). L'Office accepte les demandes internationales et autres documents et correspondances relatifs aux demandes internationales sous forme électronique conformément aux exigences suivantes :

En ce qui concerne le logiciel de dépôt électronique (section 710(a)(i)) :

– dépôt ePCT

[Mise à jour de l'annexe C(LT) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

27 novembre 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

BZ Belize 244
KG Kirghizistan 244
MC Monaco 245
TT Trinité-et-Tobago 245

Taxes payables en vertu du PCT

CA Canada 245

Offices désignés (ou élus)

BZ Belize 246
KG Kirghizistan 246

Bureau international

Jours chômés 247

Documents de brevets et documents relatifs aux modèles faisant partie de la documentation minimale

PH Philippines – Rectificatif 247

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

BZ Belize

L'**Office de la propriété intellectuelle du Belize** a notifié au Bureau international un changement relatif à l'adresse de son siège, comme suit :

Siège :	6129 Brown Street P.O. Box 592 Belmopan Cayo District Belize

[Mise à jour de l'annexe B(BZ) du *Guide du déposant du PCT*]

KG Kirghizistan

L'**Agence d'état de la propriété intellectuelle et de l'innovation auprès du Cabinet des ministres de la République kirghize (Kyrgyzpatent)** a notifié au Bureau international des changements relatifs au nom de l'office, son adresse de courrier électronique ainsi qu'à son site Internet et à son numéro de télécopieur, applicables depuis le 12 mai 2025, comme suit :

Nom de l'office :	Ministère des Sciences, de l'Enseignement supérieur et de l'Innovation de la République kirghize
Courrier électronique :	office@ilim.gov.kg inter@ilim.gov.kg
Site Internet :	https://ilim.gov.kg
Télécopieur :	(996-312) 68 19 74

De plus, l'office a modifié, depuis le 12 mai 2025, ses exigences concernant le délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Kirghizistan est désigné (ou élu), comme suit :

Doivent figurer dans la requête. Si les renseignements se rapportant à l'inventeur n'ont pas été communiqués à l'expiration du délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de l'invitation.

[Mise à jour de l'annexe B(KG) du *Guide du déposant du PCT*]

MC Monaco

La **Division de la propriété intellectuelle, Direction de l'expansion économique (Monaco)** a notifié au Bureau international un changement relatif au nom de l'office, qui est désormais comme suit :

Nom de l'office :	Division de la Propriété Industrielle de la Direction du Développement Économique - MCIPO (Monaco)

De plus, l'office a notifié au Bureau international la suppression du numéro de télécopieur de la liste de ses moyens de communication.

[Mise à jour de l'annexe B(MC) du *Guide du déposant du PCT*]

TT Trinité-et-Tobago

L'**Office de la propriété intellectuelle, Bureau du Procureur général et Ministère des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago)** a notifié au Bureau international un changement relatif au nom de l'office, qui est désormais le suivant :

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle, Ministère de l'aménagement du territoire et des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago)

[Mise à jour de l'annexe B(TT) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CA Canada

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)**, et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ces montants, applicables à compter du 1er janvier 2026, sont de CHF 1.360, EUR 1.460, et USD 1.705, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

BZ Belize

L'**Office de la propriété intellectuelle du Belize** a notifié de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale, exprimés en **dollars du Belize**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables depuis le 1er mars 2022, comme suit :

Brevets :

Taxe de dépôt (incluant la 1er taxe annuelle) :	BZD	450

Modèle d'utilité :

Taxe de dépôt/Taxe de délivrance :	BZD	600

[Mise à jour du chapitre national, résumé (BZ), du *Guide du déposant du PCT*]

KG Kirghizistan

Le **Ministère des Sciences, de l'Enseignement supérieur et de l'Innovation de la République kirghize** a notifié au Bureau international un changement relatif à ses exigences quant à la question de savoir si une copie de la demande internationale est requise dans des circonstances particulières, applicable depuis le 12 mai 2025 – une copie de la demande internationale doit être fournie dans des circonstances particulières.

De plus, l'office a notifié des changements relatifs au nom, et du montant, d'une des composantes de la taxe nationale exprimées en **som kirghize (KGS),** payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et également applicable depuis le 12 mai 2025, comme suit :

Taxe de dépôt[1] :	KGS	4.000

[Mise à jour du chapitre national, résumé (KG), du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Cette taxe doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT. L'exigence peut encore être satisfaite dans un délai de deux mois après l'expiration de ce délai, pour autant qu'une surtaxe soit payée.

BUREAU INTERNATIONAL

Jours chômés

Aux fins du calcul des délais selon la règle 80.5.i) du PCT, il convient de noter que, pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2026, le **Bureau international ne sera pas ouvert** au public pour traiter d'affaires officielles les jours suivants :

tous les samedis et dimanches, et
le 1er janvier 2026,
les 3 et 6 avril 2026,
le 14 mai 2026,
le 25 mai 2026,
le 31 juillet 2026, et
les 25 et 31 décembre 2026.

Il est important de noter que les jours susmentionnés concernent **le Bureau international exclusivement** (y compris en sa qualité d'office récepteur) et **non pas** les offices nationaux ni d'autres organisations intergouvernementales. Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture du Bureau international sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

DOCUMENTS DE BREVETS ET DOCUMENTS RELATIFS AUX MODÈLES D'UTILITÉ FAISANT PARTIE DE LA DOCUMENTATION MINIMALE

PH Philippines – Rectificatif

La notification adressée par l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** au Bureau international en vertu de la règle 34.1.d) modifiée, publiée dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 23 octobre 2025, p.201 et suivantes, contenait des erreurs dans la colonne du tableau intitulée "Source des documents".

Toutes les publications sont hébergées par le registre de propriété intellectuelle de l'ANASE et, par conséquent, toutes les entrées de la colonne du tableau intitulée "Source des documents" devraient être : "Référentiel en ligne hébergé par un autre office".

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

4 décembre 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

AO Angola 249
TM Turkménistan 249

Offices récepteurs

SV El Salvador 249

Offices désignés (ou élus)

SV El Salvador 249

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes

Calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes 250

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

AO Angola

L'**Institut angolais de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international son site Internet, comme suit :

Site Internet : https://iapi.gov.ao

[Mise à jour de l'annexe B(AO) du *Guide du déposant du PCT*]

TM Turkménistan

Le **Service d'État de la propriété intellectuelle du Ministère des finances et de l'économie du Turkménistan** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse de courrier électronique, qui est désormais comme suit :

Courrier électronique : tmpatent@sanly.tm

[Mise à jour de l'annexe B(TM) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

SV El Salvador

Le **Centre national des enregistrements (CNR) (El Salvador)** a notifié au Bureau international un changement relatif à ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office en sa qualité d'office récepteur — depuis le 15 février 2025, toute personne ; si le mandataire est un avocat, doit être habilitée à exercer en El Salvador.

[Mise à jour de l'annexe C(SV) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

SV El Salvador

Le **Centre national des enregistrements (CNR) (El Salvador)** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe nationale de dépôt, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce nouveau montant, applicable depuis le 15 février 2025 est USD 50.

En outre, l'office a notifié un changement relatif à ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) — depuis le 15 février 2025, toute personne ; si le mandataire est un avocat, doit être habilitée à exercer en El Salvador.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (SV) du *Guide du déposant du PCT*]

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : CALENDRIER COMMUN POUR LES LISTES DE TAXES ET LES TRANSFERTS DE TAXES

Depuis le 1er juillet 2020, tout office récepteur du PCT (“RO”), toute administration chargée de la recherche internationale (“ISA”), toute administration indiquée pour la recherche internationale supplémentaire (“SISA”), ou toute administration chargée de l’examen préliminaire international (“IPEA”) peut participer, en tant “qu’office participant”, au mécanisme d’échange de taxes du PCT d’un office (ci-après dénommé “office percepteur”) à un autre office (ci-après dénommé “office bénéficiaire”) par l’intermédiaire du Bureau international (“IB”) aux fins du PCT (le “service de transfert de taxes de l’OMPI”), en vertu de la règle 96.2 du PCT et conformément aux dispositions énoncées dans l’annexe G des Instructions administratives du PCT.

Calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes

Suite aux consultations tenues avec des offices participants, conformément au paragraphe 8, partie II.2 de l’annexe G des Instructions administratives du PCT, un calendrier commun a été établi pour l’année 2026, précisant les dernières dates auxquelles, chaque mois, un office percepteur participant doit établir et transmettre au Bureau international des informations relatives aux transferts de taxes; et selon lesquelles les listes de taxes à transférer, ainsi que les montants de taxes indiqués dans lesdites listes, doivent être établis et transmis vers, ou par, le Bureau international.

Le calendrier commun établi pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2026 est comme suit :

Cycle	Mois civil (2026)	Mois considéré pour le service de transfert des taxes du PCT (période de facturation)	Date limite pour la communication des documents au Bureau international[1]	Date de valeur limite de paiement de l’office récepteur[1]	Service de transfert des taxes du PCT (FTS) Déclaration préliminaire	Date de règlement du service de transfert des taxes du PCT (*après confirmation du relevé FTS final*)[2]
1	janvier	déc. 2025	jeudi 22-jan-2026	vendredi 23-jan-2026	lundi 26-jan-2026	vendredi 30-jan-2026
2	février	jan. 2026	jeudi 19-fév-2026	vendredi 20-fév-2026	lundi 23-fév-2026	vendredi 27-fév-2026
3	mars	fév. 2026	jeudi 19-mar-2026	vendredi 20-mar-2026	lundi 23-mar-2026	vendredi 27-mar-2026
4	avril	mars 2026	mercredi 22-avr-2026	jeudi 23-avr-2026	vendredi 24-avr-2026	mardi 28-avr-2026
5	mai	avr. 2026	jeudi 21-mai-2026	vendredi 22-mai-2026	lundi 25-mai-2026	vendredi 29-mai-2026

[1] La liste des demandes PCT et le détail des taxes PCT envoyés à l'OMPI doivent correspondre à votre paiement à l'OMPI.

[2] Veuillez approuver la déclaration préliminaire avant la date de règlement.

6	juin	mai 2026	lundi 22-juin-2026	mardi 23-juin-2026	jeudi 25-juin-2026	mardi 30-juin-2026
7	juillet	juin 2026	mercredi 22-juil-2026	jeudi 23-juil-2026	vendredi 24-juil-2026	mardi 28-juil-2026
8	août	juillet 2026	mercredi 19-août-2026	jeudi 20-août-2026	lundi 24-août-2026	vendredi 28-août-2026
9	septembre	août 2026	mardi 22-sep-2026	mercredi 23-sep-2026	jeudi 24-sep-2026	mardi 29-sep-2026
10	octobre	sept. 2026	mercredi 21-oct-2026	jeudi 22-oct-2026	vendredi 23-oct-2026	mardi 27-oct-2026
11	novembre	oct. 2026	jeudi 19-nov-2026	vendredi 20-nov-2026	lundi 23-nov-2026	vendredi 27-nov-2026
12	décembre	nov. 2026	dimanche 13-déc-2026	mercredi 16-déc-2026	jeudi 17-déc-2026	mardi 22-déc-2026

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

11 décembre 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales : notifications en vertu de la règle 89*bis*

AT Autriche 253
EP Organisation européenne des brevets 253

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS ET DE LA CORRESPONDANCE AYANT TRAIT AUX DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS EN VERTU DE LA RÈGLE 89*bis*

AT Autriche

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et l'instruction 710.b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office autrichien des brevets**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée en dernier lieu dans son intégralité dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 20 février 2014 (page 26 et suivantes).

En particulier, depuis le 14 novembre 2025, l'Office accepte le dépôt de demandes internationales sous forme électronique au moyen du *APO's web-based Online Filing*. Par conséquent, l'Office accepte les demandes internationales sous forme électronique conformément aux exigences suivantes :

En ce qui concerne le logiciel de dépôt électronique (section 710(a)(i)) :

– dépôt ePCT.
– *APO's web-based Online Filing*

[Mise à jour de l'annexe C(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT, et conformément aux instructions 513.f), 610.e), et 710.b) des Instructions administratives du PCT, **l'Office européen des brevets (OEB)**, en sa qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale, d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international une mise à jour de sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 18 mars 2021, page 51 et suivantes (telle que modifiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 3 juin 2021, page 108, 30 juin 2022, page 165 et suivantes,18 août 2022, page 225, 19 mai 2023, page 117 et suivantes, 5 décembre 2024, page 233 et du 21 août 2025, page 133).

En particulier, en ce qui concerne les moyens de transmission des listes de séquences, qu'il continuera d'accepter les listes de séquences déposées sur supports matériels, notamment celles dépassant la taille maximale de téléchargement autorisée par les outils de dépôt agréés. À compter du 1er janvier 2026, ces outils sont : ePCT, le dépôt en ligne 2.0 et l'*EPO Contingency Upload Service*.

L'OEB accepte les supports matériels suivants : CD-R conformes à la norme ISO 9660, DVD-R et DVD+R, et clés USB.

[Mise à jour des annexes C(EP), D(EP), SISA(EP) et E(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

18 décembre 2025

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

AL Albanie 255
AZ Azerbaïdjan 255
DZ Algérie 256

Taxes payables en vertu du PCT

FI Finlande 256

Offices désignés (ou élus)

DZ Algérie 256
FI Finlande 258
MX Mexique – Rectificatif 259

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales : notifications en vertu de la règle 89*bis*.1.d)

AZ Azerbaïdjan 259

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

AL Albanie

La **Direction générale de la propriété industrielle (GDIP) (Albanie)** a notifié au Bureau international des changements relatifs aux dispositions de sa loi nationale concernant la protection provisoire à la suite de la publication internationale, comme suit :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

Toute demande internationale désignant l'Albanie qui a été publiée en vertu de l'article 21 du PCT confère les mêmes droits que ceux prévus par la législation albanaise pour la publication nationale obligatoire des demandes nationales non examinées en tant que telles. La protection provisoire prend effet à compter de la date à laquelle une traduction albanaise des revendications de la demande internationale est publiée par l'Office (article 145 de la loi albanaise sur la propriété industrielle « relative aux brevets, aux modèles d'utilité et aux certificats complémentaires de protection »).

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

1) la demande internationale est publiée dans l'une des langues officielles de l'OEB : le déposant a le droit de réclamer une rémunération raisonnable pour toute contrefaçon, sous réserve qu'il ait été satisfait aux exigences nationales, le cas échéant, relatives à la traduction des revendications de la demande (se référer aux articles 67 et 153(4) CBE[1]); ou

(2) la demande internationale est publiée dans une langue qui n'est pas une langue officielle de l'OEB : la protection visée au point (1) ne prend effet qu'à partir du moment où l'OEB publie la demande internationale qui lui a été transmise dans l'une de ses langues officielles (voir l'article 153(4) CBE et l'article 134(2) de la loi albanaise sur la propriété industrielle "relative aux brevets, aux modèles d'utilité et aux certificats complémentaires de protection").

[Mise à jour de l'annexe B(AL) du *Guide du déposant du PCT*]

AZ Azerbaïdjan

L'**Agence de la propriété intellectuelle de la République d'Azerbaïdjan** a notifié au Bureau international des changements concernant le dépôt de documents par télécopieur ou par tout autre moyen de communication similaire (règle 92.4 du PCT) – depuis le 1er janvier 2024, l'office n'accepte plus le dépôt de documents par télécopieur ou tout autre moyen similaire.

[Mise à jour de l'annexe B(AZ) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Pour de plus amples détails sur la loi nationale concernant la CBE, se référer à http://www.epo.org/patents/law/legal-texts/national-lawepc. html, en particulier, "Droits conférés par la demande de brevet européen après sa publication conformément à l'article 93 CBE (article 67 CBE)" et "Traductions pour l'obtention de la protection provisoire".

DZ Algérie

L'**Institut national algérien de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international ses numéros de téléphones, qui sont les suivants :

Téléphone : (213-44) 19 68 66
(213-44) 19 64 24

[Mise à jour de l'annexe B(DZ) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

FI Finlande

L'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces nouveaux montants, applicables à partir du 1er janvier 2026, sont comme suit :

Taxe de transmission
(règle 14 du PCT) : EUR 140

Taxe pour requête en restauration
du droit de priorité
(règle 26*bis*.3.d) du PCT) : EUR 550

[Mise à jour de l'annexe C(FI) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

DZ Algérie

L'**Institut national algérien de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international des changements de plusieurs composantes faisant partie de la taxe nationale dont les montants, exprimés en **Dinar algérien (DZD)**, sont payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Les changements et les montants, applicables depuis le 1er janvier 2025, sont les suivants :

I – Entreprise

Taxes nationales (doivent être payées dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT) :

Taxe de dépôt et de 1ère annuité	DZD 7,500 (+ 19 % de TVA)
Taxe de revendication de priorité	DZD 2,000 par priorité (+ 19 % de TVA)
Taxe de publication	DZD 5,000 (+ 19 % de TVA)

—Taxe additionnelle par tranche de 5 pages au-delà de 10 pages	DZD 1,200 (+ 19 % de TVA)
Taxe de maintien en vigueur : — de la 2ème à la 5ème année	DZD 5,000 par année (+ 19 % de TVA)

II – Université, centre de recherche, particuliers

Taxes nationales (doivent être payées dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT) :

Taxe de dépôt et de 1ère annuité	DZD 7,000 (+ 19 % de TVA)
Taxe de revendication de priorité	DZD 2,000 par priorité (+ 19 % de TVA)
Taxe de publication	DZD 4,000 (+ 19 % de TVA)
—Taxe additionnelle par tranche de 5 pages au-delà de 10 pages	DZD 1,200 (+ 19 % de TVA)
Taxe de maintien en vigueur : — de la 2ème à la 5ème année	DZD 4,000 par année (+ 19 % de TVA)

III – Start-up et incubateurs en projet

Ces taxes s'appliquent aux start-ups et aux incubateurs bénéficiant du label "projet innovant".

Taxes nationales (doivent être payées dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT) :

Taxe de dépôt et de 1ère annuité	DZD 6,500 (+ 19 % de TVA)
Taxe de revendication de priorité	DZD 2,000 par priorité (+ 19 % de TVA)
Taxe de publication	DZD 3,000 (+ 19 % de TVA)
—Taxe additionnelle par tranche de 5 pages au-delà de 10 pages	DZD 1,200 (+ 19 % de TVA)
Taxe de maintien en vigueur : — de la 2ème à la 5ème année	DZD 3,000 par année (+ 19 % de TVA)

[Mise à jour du chapitre national, résumé (DZ) du *Guide du déposant du PCT*]

FI Finlande

L'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)** a notifié des changements relatifs aux montants de certaines des composantes de la taxe nationale, exprimées en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables à partir du 1er janvier 2026. Les nouveaux montants des composantes respectives de la taxe nationale sont les suivants:

Pour un brevet :

Taxe de base[2] :	EUR	580
Taxe de base pour une demande déposée sous forme électronique[2] :	EUR	450
Taxe de revendication pour chaque revendication à partir de la 16e [3] :	EUR	60
Taxe additionnelle pour remise tardive de la traduction ou de la copie[4] :	EUR	150
Taxes annuelles pour les trois premières années[5] :	EUR	220

Pour un modèle d'utilité :

Taxe d'enregistrement[2] :	EUR	310
pour une demande sous forme électronique[2] :	EUR	250
Taxe additionnelle pour chaque revendication à partir de la 6e [3] :	EUR	30
Taxe additionnelle pour remise tardive de la traduction ou de la copie[4] :	EUR	130

En outre, l'Office a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe pour le rétablissement des droits (règle 49.6.d).i) du PCT), exprimé en **euro (EUR)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce montant, également applicable à partir du 1er janvier 2026, est de EUR 550.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (FI), du *Guide du déposant du PCT*]

---

2 Cette taxe doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

3 Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai fixé dans l'invitation.

4 Si la taxe de base a été payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, la traduction ou la copie peut être déposée dans les deux mois qui suivent l'expiration de ce délai, à condition que la taxe additionnelle pour remise tardive de la traduction ou de la copie soit payée dans le délai susmentionné.

5 Les taxes de renouvellement pour une demande internationale qui sont dues pour les années antérieures à la date à laquelle l'office commence le traitement de cette demande sur le plan national en vertu soit de l'article 31 de la loi sur les brevets, soit de l'article 38 de ladite loi, ou qui sont dues dans un délai de deux mois à compter de cette date, sont exigibles au plus tard le dernier jour du mois au cours duquel le délai de deux mois précité vient à expiration.

MX Mexique – Rectificatif

L'**Institut mexicain de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international que les informations publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 2 octobre 2025 (page 161) concernant les exigences quant à la question de savoir si une copie de la demande internationale est requise lors de l'ouverture de la phase nationale était erronée.

Une copie n'est exigée que si l'office n'a pas reçu du Bureau international de copie de la demande internationale conformément à l'article 20 du PCT. Ceci peut se produire lorsque le déposant demande expressément l'ouverture anticipée de la phase nationale selon l'article 23.2) ou 40.2) du PCT.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (MX), du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS ET DE LA CORRESPONDANCE AYANT TRAIT AUX DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS EN VERTU DE LA RÈGLE 89*bis*.1.d)

AZ Azerbaïdjan

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et l'instruction 710.b) des Instructions administratives du PCT, l'**Agence de la propriété intellectuelle de la République d'Azerbaïdjan**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée en dernier lieu dans son intégralité dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 26 novembre 2015 (page 200 et suivantes).

En particulier, depuis le 1 janvier 2024, l'Office accepte le dépôt de demandes internationales sous forme électronique au moyen du système PANAH. Par conséquent, l'Office accepte les demandes internationales sous forme électronique conformément aux exigences suivantes :

En ce qui concerne le logiciel de dépôt électronique (section 710(a)(i)) :

– dépôt ePCT.
– système PANAH

[Mise à jour de l'annexe C(AZ) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

11 janvier 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

UA Ukraine 2

Informations sur les États contractants

CA Canada 2
GE Géorgie 3
PL Pologne 3

Taxes payables en vertu du PCT

FI Finlande 3
RO Roumanie 3

Offices désignés (ou élus)

EA Organisation eurasienne des brevets 4
EP Organisation européenne des brevets 4
FI Finlande 5

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

UA Ukraine

Accord entre le Ministère de l'économie de l'Ukraine et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1]

À sa cinquante-cinquième session (24e session ordinaire), tenue à Genève du 6 au 14 juillet 2023, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a approuvé des modifications de l'accord concernant les fonctions de l'office national ukrainien en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international (voir les Notifications Officielles (Gazette du PCT) du 30 novembre 2023, pages 223 et 224).

Conformément à l'article 11.1) de l'accord susmentionné, le Ministère de l'économie de l'Ukraine et le Bureau international ont convenu que l'accord modifié entre en vigueur le 14 juillet 2023.

L'accord modifié, à savoir l'Accord entre le Ministère de l'économie de l'Ukraine et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle concernant les fonctions de l'organisme public dénommé "Office national ukrainien pour la propriété intellectuelle et les innovations" en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international au titre du Traité de coopération en matière de brevets (texte en vigueur à partir du 14 juillet 2023) figure à la fin de ce numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse de courrier électronique, qui est désormais comme suit :

Courrier électronique : ic.contact-contact.ic@ised-isde.gc.ca

[Mise à jour de l'annexe B(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/docs/agreements/ag-ua.pdf

GE Géorgie

Le **Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)** a notifié un type de protection supplémentaire disponible par la voie PCT – à partir du 15 janvier 2024, les brevets européens pourront être validés en Géorgie pour les demandes internationales déposées à compter de cette date.[2]

[Mise à jour de l'annexe B(GE) du *Guide du déposant du PCT*]

PL Pologne

L'**Office des brevets de la République de Pologne** a notifié au Bureau international que la législation nationale actuelle de la Pologne permet au déposant qui dépose une demande nationale auprès de l'office de demander qu'une recherche de type international soit effectuée sur cette demande (article 15.5) du PCT). La disposition pertinente dans la législation nationale de la Pologne est l'article 47, paragraphe 5 de la *Loi sur la propriété industrielle*.

[Mise à jour de l'annexe B(PL) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

FI Finlande

L'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe pour une requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT), exprimé en **euro (EUR)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable depuis le 1er janvier 2024, est de EUR 500.

[Mise à jour de l'annexe C(FI) du *Guide du déposant du PCT*]

RO Roumanie

L'**Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de transmission, exprimé en **nouveau leu (RON)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable depuis le 1er janvier 2024, est de RON 497.

[Mise à jour de l'annexe C(RO) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Pour plus d'informations, voir sous : https://www.epo.org/fr/legal/official-journal/2023/12/a105.html

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

EA Organisation eurasienne des brevets

L'**Office eurasien des brevets (OEAB)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale, exprimés en **rouble russe (RUB)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables depuis le 1er janvier 2024, comme suit :

Taxe unique de procédure (pour le dépôt, la recherche, la publication et autres actes de procédure) :	RUB 50.000
Taxe de revendication pour chaque revendication :	
– à compter de la sixième :	RUB 5.500
– à compter de la 21e :	RUB 6.000
– à compter de la 51e :	RUB 7.000
Taxe d'examen :	
– pour une invention :	RUB 50.000
– pour un groupe d'inventions, y compris une revendication indépendante :	RUB 50.000
– taxe additionnelle pour la deuxième revendication indépendante :	RUB 30.000
– taxe additionnelle pour chaque revendication indépendante à compter de la troisième :	RUB 15.000

De plus, l'office a notifié un changement relatif aux conditions d'exemption, de réduction ou de remboursement de la taxe nationale, qui sont désormais comme suit :

La taxe unique de procédure est réduite de 40% lorsqu'un rapport de recherche international a été établi par l'EAPO ; ou de 25% lorsqu'un rapport de recherche internationale a été établi par un office agissant en qualité d'administration chargée de la recherche international en vertu du PCT.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (EA), du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets** a notifié la taxe de validation en Géorgie pour toute demande de brevet européen ou toute demande internationale déposée à compter du 15 janvier 2024. Le montant de cette taxe, applicable à compter du 15 janvier 2024, est de EUR 200[3].

[Mise à jour du chapitre national, résumé (EP), du *Guide du déposant du PCT*]

[3] Pour plus d'information, voir https://www.epo.org/en/legal/official-journal/2023/12/a105.html

FI Finlande

L'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)** a notifié des changements relatifs aux montants de certaines des composantes de la taxe nationale, exprimées en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables depuis le 1er janvier 2024. Les nouveaux montants des composantes respectives de la taxe nationale sont les suivants:

Pour un brevet :

Taxe de base[4] :	EUR	540
Taxe de base pour une demande déposée sous forme électronique[4] :	EUR	430
Taxe de revendication pour chaque revendication à partir de la 16e [5] :	[Sans changement]	
Taxe additionnelle pour remise tardive de la traduction ou de la copie[6] :	EUR	140
Taxes annuelles pour les trois premières années[7] :	EUR	135

Pour un modèle d'utilité :

Taxe d'enregistrement[4] :	EUR	280
pour une demande sous forme électronique[4] :	EUR	230
Taxe additionnelle pour chaque revendication à partir de la 6e [5] :	EUR	25
Taxe additionnelle pour remise tardive de la traduction ou de la copie[6] :	EUR	120

[Mise à jour du chapitre national, résumé (FI), du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'Office a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe pour une requête en restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2.d) du PCT), exprimé en **euro (EUR)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce montant, également applicable depuis le 1er janvier 2024, est de EUR 500.

---

4 Cette taxe doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

5 Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai fixé dans l'invitation.

6 Si la taxe de base a été payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, la traduction ou la copie peut être déposée dans les deux mois qui suivent l'expiration de ce délai, à condition que la taxe additionnelle pour remise tardive de la traduction ou de la copie soit payée dans ce délai de deux mois.

7 Les taxes de renouvellement pour une demande internationale qui sont dues pour les années antérieures à la date à laquelle l'office commence le traitement de cette demande sur le plan national en vertu soit de l'article 31 de la loi sur les brevets, soit de l'article 38 de ladite loi, ou qui sont dues dans un délai de deux mois à compter de cette date, sont exigibles au plus tard le dernier jour du mois au cours duquel le délai de deux mois précité vient à expiration.

ACCORD

entre le Ministère de l'économie de l'Ukraine
et le Bureau international de l'Organisation Mondiale
de la Propriété Intellectuelle

concernant les fonctions de l'organisme public dénommé "Office national ukrainien pour la propriété intellectuelle et les innovations"
en qualité d'administration chargée de la recherche internationale
et d'administration chargée de l'examen préliminaire international
au titre du Traité de coopération en matière de brevets

(texte en vigueur à partir du 14 juillet 2023)

Préambule

Le Ministère de l'économie de l'Ukraine et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle,

Considérant que l'Assemblée de l'Union du PCT, après avoir entendu l'avis du Comité de coopération technique du PCT, a nommé l'Entreprise d'État dénommée "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle" en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international au titre du Traité de coopération en matière de brevets, et approuvé le présent accord conformément aux articles 16.3) et 32.3),

Considérant que l'organisme public dénommé "Office national ukrainien pour la propriété intellectuelle et les innovations" a repris les responsabilités assumées par l'Entreprise d'État dénommée "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle" en matière de traitement des demandes de brevet,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier
Termes et expressions

1) Aux fins du présent accord, on entend par

   a) "traité" le Traité de coopération en matière de brevets;

   b) "règlement d'exécution" le règlement d'exécution du traité;

   c) "instructions administratives" les instructions administratives du traité;

   d) "article" un article du traité (sauf quand il est fait expressément référence à un article du présent accord);

   e) "règle" une règle du règlement d'exécution;

   f) "État contractant" un État partie au traité;

   g) "Administration" l'organisme public dénommé "Office national ukrainien pour la propriété intellectuelle et les innovations";

h) “Bureau international” le Bureau international de l’Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

2) Aux fins du présent accord, tous les autres termes et expressions utilisés dans ledit accord qui sont également employés dans le traité, le règlement d’exécution ou les instructions administratives ont le même sens que dans le traité, le règlement d’exécution et les instructions administratives.

Article 2
Obligations fondamentales

1) L’Administration procède à la recherche internationale et à l’examen préliminaire international conformément aux dispositions du traité, du règlement d’exécution, des instructions administratives et du présent accord et assume toutes autres fonctions confiées aux administrations chargées de la recherche internationale et aux administrations chargées de l’examen préliminaire international en vertu de ces dispositions.

2) Pour procéder à la recherche internationale et à l’examen préliminaire international, l’Administration applique et observe toutes les règles communes à la recherche internationale et à l’examen préliminaire international et se conforme notamment aux Directives concernant la recherche internationale et l’examen préliminaire international selon le PCT.

3) L’Administration assure le fonctionnement d’un système de gestion de la qualité conformément aux exigences prévues dans les Directives concernant la recherche internationale et l’examen préliminaire international selon le PCT.

4) L’Administration et le Bureau international, eu égard à leurs tâches respectives telles que prévues par le traité, le règlement d’exécution, les instructions administratives et le présent accord, se prêtent mutuellement assistance, dans la mesure qu’ils jugent l’un et l’autre appropriée, pour l’exécution desdites tâches.

Article 3
Compétence de l’Administration

1) L’Administration agit en qualité d’administration chargée de la recherche internationale à l’égard de toute demande internationale déposée auprès de l’office récepteur de tout État contractant, ou agissant pour tout État contractant, indiqué à l’annexe A du présent accord, à condition que l’office récepteur l’ait désignée à cette fin, que la demande, ou une traduction de celle-ci remise aux fins de la recherche internationale, soit dans la langue ou dans l’une des langues indiquées à l’annexe A du présent accord et, le cas échéant, que l’Administration ait été choisie par le déposant et que toute autre condition précisée dans l’annexe A du présent accord au sujet d’une telle demande soit remplie.

2) L’Administration agit en qualité d’administration chargée de l’examen préliminaire international à l’égard de toute demande internationale déposée auprès de l’office récepteur de tout État contractant, ou agissant pour tout État contractant, indiqué à l’annexe A du présent accord, à condition que l’office récepteur l’ait désignée à cette fin, que la demande, ou une traduction de celle-ci remise aux fins de l’examen préliminaire international, soit dans la langue ou dans l’une des langues indiquées à l’annexe A du présent accord et, le cas échéant, que l’Administration ait été choisie par le déposant et que toute autre condition précisée dans l’annexe A du présent accord au sujet d’une telle demande soit remplie.

3) Lorsqu’une demande internationale est déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu’office récepteur en vertu de la règle 19.1.a)iii), les alinéas 1) et 2) s’appliquent

comme si la demande avait été déposée auprès d'un office récepteur compétent en vertu de la règle 19.1.a)i) ou ii), b) ou c) ou de la règle 19.2.i).

4) L'Administration effectue des recherches internationales supplémentaires conformément à la règle 45*bis* dans les limites qu'elle fixe, comme indiqué à l'annexe B du présent accord.

Article 4
Objets pour lesquels la recherche et l'examen ne sont pas obligatoires

En vertu, respectivement, de l'article 17.2)a)i) et de l'article 34.4)a)i), l'Administration n'est pas tenue d'effectuer la recherche internationale ou l'examen préliminaire international dans la mesure où elle considère que la demande internationale concerne un objet visé à la règle 39.1 ou à la règle 67.1, selon le cas, à l'exception des objets indiqués à l'annexe C du présent accord.

Article 5
Taxes et droits

1) Un barème de toutes les taxes requises par l'Administration, ainsi que de tous les autres droits que l'Administration peut percevoir en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, figure à l'annexe D du présent accord.

2) Sous réserve des conditions et limites indiquées à l'annexe D du présent accord, l'Administration

i) rembourse tout ou partie de la taxe de recherche acquittée, ou supprime ou réduit la taxe de recherche, lorsque le rapport de recherche internationale peut se baser entièrement ou partiellement sur les résultats d'une recherche effectuée antérieurement (règles 16.3 et 41.1);

ii) rembourse la taxe de recherche lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée avant le début de la recherche internationale.

3) L'Administration rembourse, aux conditions et dans les limites indiquées à l'annexe D du présent accord, tout ou partie de la taxe d'examen préliminaire acquittée lorsque la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée (règle 58.3), ou bien lorsque la demande d'examen préliminaire international ou la demande internationale est retirée par le déposant avant le début de l'examen préliminaire international.

Article 6
Classification

Aux fins des règles 43.3.a) et 70.5.b), l'Administration indique la classe dans laquelle entre l'objet selon la classification internationale des brevets. L'Administration peut, en outre, conformément aux règles 43.3 et 70.5, indiquer le classement de l'objet selon toute autre classification des brevets énoncée à l'annexe E du présent accord dans les limites qu'elle fixe, comme indiqué dans ladite annexe.

Article 7
Langues utilisées par l'Administration pour la correspondance

L'Administration utilise, aux fins de la correspondance (y compris les formulaires), à l'exclusion de la correspondance échangée avec le Bureau international, la langue ou l'une des langues indiquées à l'annexe F, compte tenu de la langue ou des langues indiquées à l'annexe A et de la langue ou des langues dont l'usage est autorisé par l'Administration conformément à la règle 92.2.b).

Article 8
Recherche de type international

L'Administration effectue des recherches de type international dans les limites qu'elle fixe, comme indiqué à l'annexe G du présent accord.

Article 9
Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur le 1er janvier 2018.

Article 10
Durée et renouvellement

Le présent accord restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2027. En juillet 2026 au plus tard, les parties au présent accord entameront des négociations en vue de le renouveler.

Article 11
Modification

1) Sans préjudice des alinéas 2) et 3), les parties peuvent convenir de modifications à apporter au présent accord, sous réserve de leur approbation par l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets; ces modifications prennent effet à la date convenue entre les parties.

2) Sans préjudice de l'alinéa 3), le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle et le Ministère de l'économie de l'Ukraine peuvent convenir de modifications à apporter aux annexes du présent accord; nonobstant les dispositions de l'alinéa 4), ces modifications prennent effet à la date convenue entre eux.

3) Le Ministère de l'économie de l'Ukraine peut, par notification adressée au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle,

i) compléter les indications relatives aux États et aux langues figurant à l'annexe A du présent accord;

ii) modifier les indications relatives aux recherches internationales supplémentaires figurant à l'annexe B du présent accord;

iii) modifier le barème de taxes et de droits figurant à l'annexe D du présent accord;

iv) modifier les indications relatives aux systèmes de classement des brevets figurant à l'annexe E du présent accord;

v) modifier les indications relatives aux langues utilisées pour la correspondance figurant à l'annexe F du présent accord;

vi) modifier les indications relatives aux recherches de type international figurant à l'annexe G du présent accord.

4) Toute modification notifiée conformément à l'alinéa 3) prend effet à la date indiquée dans la notification; toutefois,

i) toute modification de l'annexe B tendant à ce que l'Administration n'effectue plus de recherches internationales supplémentaires ne prend effet que six mois au moins après la date de réception de la notification par le Bureau international, et

ii) toute modification concernant la monnaie dans laquelle sont exprimés les taxes ou droits indiqués à l'annexe D ou leur montant, toute adjonction de nouvelles taxes ou de nouveaux droits, ou toute modification des conditions et des limites des remboursements ou des réductions de taxes indiquées à l'annexe D ne prend effet que deux mois au moins après la date de réception de la notification par le Bureau international.

Article 12
Extinction

1) Le présent accord prend fin avant le 31 décembre 2027 :

i) si le Ministère de l'économie de l'Ukraine notifie par écrit au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle son intention de mettre fin au présent accord; ou

ii) si le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle notifie par écrit au Ministère de l'économie de l'Ukraine son intention de mettre fin au présent accord.

2) L'extinction du présent accord conformément à l'alinéa 1) prend effet un an après réception de la notification par l'autre partie, sauf si un délai plus long est précisé dans la notification ou si les deux parties conviennent d'un délai plus court.

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) les États suivants pour lesquels elle agira :

en ce qui concerne l'article 3.1) :

tout État contractant;

en ce qui concerne l'article 3.2) :

tout État contractant.

Lorsqu'un office récepteur désigne l'Administration internationale en vertu des articles 3.1) et 3.2), l'Administration internationale devient compétente à l'égard des demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur à partir d'une date à convenir entre l'office récepteur et l'Administration internationale et à notifier au Bureau international.

ii) les langues suivantes qu'elle acceptera :

anglais, français, allemand, russe, ukrainien.

Annexe B
Recherche internationale supplémentaire : documents sur lesquels porte la recherche; limitations et conditions

L'Administration effectue des recherches internationales supplémentaires aux conditions suivantes :

1) L'Administration acceptera les demandes de recherche internationale supplémentaire fondées sur des demandes internationales déposées ou traduites en anglais, français, allemand, russe ou ukrainien.

2) La recherche internationale supplémentaire est effectuée selon l'un des niveaux de recherche suivants :

i) les documents figurant dans la collection de l'Administration qui comprend notamment la documentation minimale du PCT selon la règle 34;

ii) les documents provenant des pays d'Europe et d'Amérique du Nord;

iii) les documents rédigés en russe provenant de l'ex-URSS et les documents rédigés en ukrainien.

3) Si l'administration chargée de la recherche internationale compétente pour effectuer la recherche internationale principale a fait une déclaration prévue à l'article 17.2)a) concernant un objet visé à la règle 39.1.iv) et que la taxe correspondante indiquée à l'annexe D est acquittée, la recherche internationale supplémentaire porte au moins sur la documentation minimale du PCT selon la règle 34 en plus des documents visés à l'alinéa 2) de la présente annexe.

4) Le Ministère de l'économie de l'Ukraine informe le Bureau international lorsqu'une demande de recherche internationale nécessiterait des ressources supérieures aux ressources disponibles ainsi que lorsque les conditions normales ont été rétablies.

Annexe C
Objets non exclus de la recherche ou de l'examen

Les objets visés à la règle 39.1 ou 67.1 qui, conformément à l'article 4 de l'accord, ne sont pas exclus de la recherche ou de l'examen sont les suivants :

tout objet qui, conformément aux dispositions de la loi ukrainienne sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, est soumis à la recherche ou à l'examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets.

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en euros)
Taxe de recherche (règle 16.1.a)) (pour une demande en anglais, allemand, français)	300

Taxe de recherche (règle 16.1.a)) (pour une demande en ukrainien ou en russe)	100
Taxe additionnelle (règle 40.2.a)) (pour une demande en anglais, allemand, français)	300
Taxe additionnelle (règle 40.2.a)) (pour une demande en ukrainien ou en russe)	100
Taxe(s) de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a))	
– pour les documents dans la collection de l'Administration qui comprend notamment la documentation minimale du PCT selon la règle 34	90
– uniquement pour les documents provenant des pays d'Europe et d'Amérique du Nord	90
– uniquement pour les documents rédigés en russe provenant de l'ex-URSS et les documents rédigés en ukrainien	70
Taxe de recherche supplémentaire pour une recherche effectuée conformément à l'alinéa 3) de l'annexe B, lorsqu'une déclaration visée à l'article 17.2)a) a été faite concernant un objet visé à la règle 39.1.iv)	60
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	
– le rapport de recherche internationale a été établi par l'Administration (pour une demande en anglais, allemand, français)	160
– le rapport de recherche internationale a été établi par l'Administration (pour une demande en ukrainien ou en russe)	50
– le rapport de recherche internationale a été établi par une autre administration chargée de la recherche internationale (pour une demande en anglais, allemand, français)	180
– le rapport de recherche internationale a été établi par une autre administration chargée de la recherche internationale (pour une demande en ukrainien ou en russe)	70
Taxe additionnelle (règle 68.3.a)) (pour une demande en anglais, allemand, français)	180
Taxe additionnelle (règle 68.3.a)) (pour une demande en ukrainien ou en russe)	60
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	20

Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b) et 71.2.b)), par page	0,40
Taxe pour la délivrance de copies (règles 94.1*ter*) et 94.2)), par page	0,90

Partie II. Conditions et limites des remboursements ou des réductions de taxes

1) Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent par rapport au montant dû au titre des taxes indiquées dans la partie I est remboursée.

2) Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) avant le début de la recherche internationale, le montant de la taxe de recherche qui a été acquitté est intégralement remboursé.

3) Lorsque l'Administration peut utiliser les résultats d'une recherche antérieure effectuée par elle-même ou une autre administration chargée de la recherche internationale concernant une demande antérieure, elle rembourse 25% à 75% du montant de la taxe de recherche acquittée, selon le degré d'utilisation de la recherche antérieure par l'Administration.

4) Dans les cas prévus à la règle 58.3, le montant de la taxe d'examen préliminaire qui a été acquitté est intégralement remboursé.

5) Lorsque la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international, 75% du montant de la taxe d'examen préliminaire qui a été acquitté est remboursé.

6) L'Administration rembourse la taxe de recherche supplémentaire si, avant qu'elle ait commencé la recherche internationale supplémentaire conformément à la règle 45*bis*.5.a), la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée en vertu de la règle 45*bis*.5.g).

7) L'Administration rembourse la taxe de recherche supplémentaire si, après réception des documents indiqués à la règle 45*bis*.4.e)i) à iv), mais avant qu'elle ait commencé la recherche internationale supplémentaire conformément à la règle 45*bis*.5.a), elle est informée du retrait de la demande internationale ou de la demande de recherche supplémentaire.

Annexe E
Classification

En vertu de l'article 6 de l'accord, l'Administration utilise les systèmes de classement ci-après en sus de la classification internationale des brevets : aucun.

Annexe F
Langues utilisées pour la correspondance

Conformément à l'article 7 de l'accord, l'Administration spécifie les langues suivantes :

anglais ou russe pour les demandes déposées en ukrainien;

russe pour les demandes déposées ou traduites en russe;

anglais pour les demandes déposées ou traduites en anglais, français ou allemand.

Annexe G
Recherche de type international

En vertu de l’article 8 de l’accord, l’Administration spécifie les limites suivantes en ce qui concerne les recherches de type international :

L’Administration n’effectue pas de recherches de type international.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

18 janvier 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

CA Canada 16
EG Égypte 16
IL Israël 16
IN Inde 16

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

US États-Unis d'Amérique 16

Incorporation par renvoi d'éléments ou de parties : Notifications par des offices désignés relatives à la compatibilité avec des législations nationales

CN Chine 17

Effet de la restauration du droit de priorité par des offices récepteurs : notifications par des offices désignés relatives à la compatibilité avec des législations nationales

CN Chine 17

Restauration du droit de priorité : notifications par des offices désignés relatives à la compatibilité avec des législations nationales

CN Chine 18

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), exprimé en **dollar canadien (CAD)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable depuis le 1er janvier 2024, est de CAD 416.

[Mise à jour de l'annexe C(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

EG Égypte

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office égyptien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er mars 2024, est de CHF 110.

[Mise à jour de l'annexe D(EG) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2024, sont de CHF 907 et EUR 974 respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2024, sont de CHF 102, ou CHF 26 dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier.

[Mise à jour de l'annexe D(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS

US États-Unis d'Amérique

Conformément à l'instruction 710.a)iv) des Instructions administratives du PCT, l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international que l'office n'accepte pas le dépôt de documents en format de pré-conversion

INCORPORATION PAR RENVOI D'ELEMENTS OU DE PARTIES : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DÉSIGNÉS RELATIVES À LA COMPATIBILITÉ AVEC DES LÉGISLATIONS NATIONALES

CN Chine

Suite à sa notification relative à l'incompatibilité avec sa législation nationale en vertu de la règle 20.8.b) du PCT (voir la Gazette du PCT nº 18/2006, du 4 mai 2006, page 12957), l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**, en sa qualité d'office désigné, a notifié au Bureau international que, à compter du 20 janvier 2024, la législation nationale appliquée par l'office en tant qu'office désigné en vertu du PCT ne sera plus incompatible avec les règles 20.3.a)ii) et b)ii), 20.5.a)ii) et d) et 20.6.

De plus, suite à sa notification relative à l'incompatibilité avec sa législation nationale en vertu de la règle 20.8.b-*bis*) du PCT (voir les Notifications Officielles (Gazette du PCT) du 9 avril 2020, page 66), l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**, en sa qualité d'office désigné, a notifié au Bureau international que, à compter du 20 janvier 2024, la législation nationale appliquée par l'office en tant qu'office désigné en vertu du PCT ne sera plus incompatible avec les règles 20.5*bis*.a)ii) et 20.5*bis*.d).

EFFET DE LA RESTAURATION DU DROIT DE PRIORITÉ PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DÉSIGNÉS RELATIVES À LA COMPATIBILITÉ AVEC DES LÉGISLATIONS NATIONALES

CN Chine

Suite à sa notification relative à l'incompatibilité avec sa législation nationale en vertu de la règle 49*ter.*1.g) du PCT (voir la Gazette du PCT nº 18/2006, du 4 mai 2006, page 12959), l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)** a notifié au Bureau international que, à compter du 20 janvier 2024, la législation nationale appliquée par l'office en tant qu'office désigné en vertu du PCT ne sera plus incompatible avec la règle 49*ter.*1.a) à d).

La règle 49*ter*.1.a) à d) s'appliquera aux demandes internationales si le délai de deux mois à compter de la date d'entrée dans la phase nationale chinoise expire le 20 janvier 2024 ou après cette date.

RESTAURATION DU DROIT DE PRIORITÉ : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DÉSIGNÉS RELATIVES À LA COMPATIBILITÉ AVEC DES LÉGISLATIONS NATIONALES

CN Chine

Suite à sa notification relative à l'incompatibilité avec sa législation nationale en vertu de la règle 49*ter*.2.h) du PCT (voir la Gazette du PCT nº 18/2006, du 4 mai 2006, page 12961), l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)** a notifié au Bureau international que, à compter du 20 janvier 2024, la législation nationale appliquée par l'office en tant qu'office désigné en vertu du PCT ne sera plus incompatible avec la règle 49*ter*.2.a) à g).

La règle 49*ter*.2.a) à g) s'appliquera aux demandes internationales si le délai de deux mois à compter de la date d'entrée dans la phase nationale chinoise expire le 20 janvier 2024 ou après cette date.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CN) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

25 janvier 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

IL Israël 22
IS Islande 22
US États-Unis d'Amérique 23

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : transferts de taxes effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT

Liste des transferts de taxes du PCT effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) 25
AT Autriche 25
AU Australie 26
AZ Azerbaïdjan 26
BG Bulgarie 26
BR Brésil 26
BY Bélarus 27
CA Canada 27
CH Suisse 27
CL Chili 27
CN Chine 28
CO Colombie 28
CR Costa Rica 28
CU Cuba 28
CV Cabo Verde 28
CZ Tchéquie 29

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

DE	Allemagne	29
DK	Danemark	29
DO	République dominicaine	29
DZ	Algérie	29
EA	Office eurasien des brevets	30
EC	Équateur	30
EE	Estonie	30
EG	Égypte	30
EP	Organisation européenne des brevets (OEB)	31
ES	Espagne	31
FI	Finlande	32
FR	France	32
GB	Royaume-Uni	32
GE	Géorgie	32
GR	Grèce	32
HR	Croatie	32
HU	Hongrie	33
IB	Bureau international de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	33
ID	Indonésie	33
IE	Irlande	33
IL	Israël	33
IN	Inde	34
IR	République islamique d'Iran	34
IS	Islande	34
IT	Italie	34
JO	Jordanie	35
JP	Japon	35
KE	Kenya	35
KR	République de Corée	36
KZ	Kazakhstan	36
LV	Lettonie	36
MA	Maroc	36
MD	République de Moldova	37
MK	Macédoine du Nord	37
MU	Maurice	37
MX	Mexique	37
MY	Malaisie	37
NI	Nicaragua	37
NL	Pays-Bas	38
NO	Norvège	38
NZ	Nouvelle-Zélande	38
OA	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	38
OM	Oman	38

PA	Panama	39
PE	Pérou	39
PH	Philippines	39
PL	Pologne	39
PT	Portugal	40
QA	Qatar	40
RO	Roumanie	40
RS	Serbie	40
RU	Fédération de Russie	40
SA	Arabie saoudite	41
SD	Soudan	41
SE	Suède	41
SG	Singapour	42
SI	Slovénie	42
SK	Slovaquie	42
SY	République arabe syrienne	42
TN	Tunisie	43
TR	Türkiye	43
TT	Trinité-et-Tobago	43
UA	Ukraine	44
UG	Ouganda	44
US	États-Unis d’Amérique	44
VN	Viet Nam	44
XN	Institut nordique des brevets	45
ZA	Afrique du Sud	45

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ce montant, applicable à compter du 1er mars 2024, est de USD 1.066.

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

IS Islande

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **couronne islandaise (ISK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2024, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	ISK	213.100
Taxe par feuille à compter de la 31e :	ISK	2.400
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	ISK	32.100
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	ISK	48.100

[Mise à jour de l'annexe C(IS) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 15.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2024, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	USD	1.562
Taxe par feuille à compter de la 31e :	USD	18
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête n'étant pas en format à codage de caractères) :	USD	117
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD	235
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD	352

[Mise à jour des annexes C(AM), C(AP), C(AZ), C(BH), C(BW), C(BY), C(BZ), C(CL), C(CR), C(DJ), C(DO), C(EA), C(EC), C(EG), C(GE), C(GH), C(HN), C(IB), C(IL), C(IN), C(IQ), C(JM), C(JO), C(KE), C(KG), C(KH), C(KZ), C(LR), C(MD), C(MW), C(MX), C(NI), C(OM), C(PA), C(PE), C(PG), C(PH), C(QA), C(RU), C(SA), C(SC), C(SV), C(SY), C(TJ), C(TM), C(TT), C(UA), C(UG), C(US), C(UZ), C(WS), C(ZM) et C(ZW) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, un nouveau montant équivalent, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour la taxe de traitement conformément à la règle 57.2.d) du PCT. Ce montant, applicable à compter du 1er mars 2024, est de USD 235.

[Mise à jour des annexes E(CL), E(EA), E(EG), E(IN), E(PH), E(RU) et E(US) du *Guide du déposant du PCT*]

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : TRANSFERTS DE TAXES DU PCT EFFECTUÉS DANS LE CADRE DU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI AUX FINS DU PCT

En vertu de la règle 96.2 du PCT, un office participant au Service de transfert de taxes de l'OMPI (un "office participant"[1]) en tant "qu'office percepteur" peut transférer les taxes et différences y relatives suivantes à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire") par l'intermédiaire du Bureau international, aux fins du PCT, conformément à l'annexe G des Instructions administratives du PCT :

– **la taxe internationale de dépôt** (règle 15.2.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur ("RO") au profit du Bureau international ("IB");
– **la taxe de recherche** (règle 16.1.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit d'un office participant en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale ("ISA");
– **la taxe de recherche supplémentaire** (règle 45*bis*.3.b)) perçue par le Bureau international au profit d'un office participant en sa qualité d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire ("SISA");
– **la taxe de traitement** (règle 57.2.c) ou d)) perçue par une administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA") au profit du Bureau international; et
– **la différence en ce qui concerne la taxe de recherche** (règle 16.1.e)) perçue par l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale dans une monnaie autre que la monnaie fixée[2].

De plus, conformément au paragraphe 3, partie II de l'annexe G des Instructions administratives du PCT, le transfert des taxes et différences susmentionnées, par l'office percepteur au Bureau international, aux fins de son transfert ultérieur à l'office bénéficiaire, est réputé constituer le transfert desdites taxes conformément à la règle applicable, et ne doit pas être considéré comme un paiement de l'office percepteur à un tiers.

[1] Un office participant peut se référer à tout office récepteur PCT ("RO"), à toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), à toute administration spécifiée pour la recherche internationale supplémentaire ("SISA") ou à toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA").

[2] En ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé la taxe de recherche, applicable lorsque le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé.

Liste des transferts de taxes du PCT effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI

Conformément au paragraphe 7, partie II.1 de l'annexe G des Instructions administratives du PCT, la liste des transferts de taxes du PCT qui font partie du Service de transfert de taxes de l'OMPI, pour chaque office participant[3], au **31 décembre 2023** (inclus), est comme suit :

	Transferts de taxes du PCT				
	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, SE	n/a	n/a	n/a
AT Office autrichien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AP, BR, CO, CU, CV, DZ, EG, GE, IB, IN, JO, KE, KR, MA, MX, OA, OM, PE, SG, SY, TT, UG, VN, ZA	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en EUR par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/AT* (BH, DJ, GH, KP, LR, LS, LY, NG, ZM, ZW)

[3] Les lignes relatives aux offices participants ayant un accord avec le Bureau international de l'OMPI en ce qui concerne le fonctionnement en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* sont identifiées par une teinte gris clair.

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
AU Office australien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/KR en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, ID, IN, JO, KE, KR, MU, MY, NZ, OM, SG, US, VN, ZA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en AUD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/AU* (BN, GH, IQ, LR, PG, TH, ZW)
AZ Agence de la propriété intellectuelle de la République d'Azerbaïdjan	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EA, EP, RU	n/a	n/a	n/a
BG Office des brevets de la République de Bulgarie	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
BR Institut national de la propriété industrielle (Brésil)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, CL EP, SE, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/CL, CO, CU, IB, PA, PE	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en USD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/BR* (CV)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
BY Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EA, EP, RU	n/a	n/a	n/a
CA Office de la propriété intellectuelle du Canada	RO percepteur	en tant que RO percepteur : n/a en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, SA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en CAD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/CA* (BZ, IQ)
CH Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
CL Institut national de la propriété industrielle (Chili)	Office percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/BR, EP, ES, KR, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/BR, CO, CR, CU, DO, EC, IB, MX, PA, PE, TT	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en USD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/CL* (SV)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
CN Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)	Office percepteur	en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, IN, IR, KE, SA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en CNY par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/CN* (GH, KH, KP, LR, TH, ZW)
CO Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, BR, CL, EP, ES, KR, RU	n/a	n/a	n/a
CR Registre de la propriété intellectuelle (Costa Rica)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CL, EP, ES	n/a	n/a	n/a
CU Office cubain de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, BR, CL, EP, ES, RU	n/a	n/a	n/a
CV Institut de la gestion de qualité et la propriété intellectuelle (IGQPI) (Cabo Verde)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, AT	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
CZ Office de la propriété industrielle de la République tchèque	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
DE Office allemand des brevets et des marques	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
DK Office danois des brevets et des marques	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE, XN	n/a	n/a	n/a
DO Office national de la propriété industrielle (République dominicaine)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CL, EP, ES, US	n/a	n/a	n/a
DZ Institut national algérien de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
EA Office eurasien des brevets (OEAB)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AZ, BY, IB, RU	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en RUB par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/EA* (AM, KG, TJ)
EC Service national des droits intellectuels (SENADI) (Équateur)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CL, EP, ES	n/a	n/a	n/a
EE Office estonien des brevets	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
EG Office égyptien des brevets	Office percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, US en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, OM, QA, SA, SD, SY	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en EGP par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/EG* (DJ, IQ)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
EP Office européen des brevets (OEB)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : (n/a) en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AP, AT, AZ, BG, BR, CH, CL, CN, CO, CR, CU, CZ, DE, DK, DO, DZ, EA, EC, EE, EG, ES, FI, FR, GB, GE, GR, HR, HU, IB, ID, IE, IL, IN, IR, IS, IT, JO, JP, KE, KZ, LV, MA, MD, MU, MX, MY, NI, NL, NO, NZ, OA, OM, PA, PE, PH, PL, PT, QA, RO, RS, RU, SA, SD, SE, SG, SI, SK, SY, TN, TR, TT, UG, US, VN, ZA	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en EUR par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/EP* (AL, AM, BA. BH, BN, BW, BZ, CV, CY, DJ, GH, HN, IQ, KG, KH, KN, LR, LS, LT, LU, LY, MK, MN, MT, MW, RW, SC, SV, TH, TJ, TM, UA, UZ, WS, ZW)
ES Office espagnol des brevets et des marques	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/CL, CO, CR, CU, DO, EC, IB, MX, NI, PA, PE	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en EUR par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/ES* (HN, SV)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
FI Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice*)*	ISA bénéficiaire : n/a *(spécifié uniquement par le RO/FI participant)*
FR Institut national de la propriété industrielle (INPI) (France)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
GB Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
GE Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, IL, RU, US	n/a	n/a	n/a
GR Organisation de la propriété industrielle (OBI) (Grèce)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
HR Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
HU Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
IB Bureau international de l'OMPI (en tant qu'office récepteur)	RO percepteur	RO percepteur : taxes de recherches perçues pour toutes ISA, perçues des déposants ayant déposé leur demande auprès de RO/IB	n/a	n/a	n/a
ID Direction générale de la propriété intellectuelle (Indonésie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, JP, KR, RU, SG	n/a	n/a	n/a
IE Office de la propriété intellectuelle d'Irlande	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
IL Office des brevets d'Israël	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/GE, IB, US	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en USD par l'intermédiaire du service*

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
IN Office indien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, CN, EP, JP, SE, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, IR, JP	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en INR*
IR Centre de propriété intellectuelle (République islamique d'Iran)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CN, EP, IN, RU	n/a	n/a	n/a
IS Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE, XN	n/a	n/a	n/a
IT Office italien des brevets et des marques	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
JO Direction de la protection de la propriété industrielle, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'approvisionne-ment (Jordanie)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, US	n/a	n/a	n/a
JP Office des brevets du Japon (JPO)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, IN, SG en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, ID, IN, KR, MY, PH, SA, SG, US, VN	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en JPY par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/JP* (BN, KH, TH)
KE Institut kényan de la propriété industrielle	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, CN, EP, SE	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
KR Office coréen de la propriété intellectuelle	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, JP, SG en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit taxes de recherche transférées de* RO/AU, CL, CO, IB, ID, MX, MY, NZ, PE, PH, SA, SG, US, VN	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en KRW par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/KR* (BN, CV, KH, MN, TH)
KZ Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
LV Office letton des brevets	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
MA Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, RU, SE	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
MD Division de la propriété intellectuelle, Direction de l'expansion économique (Monaco)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
MK Office d'État de la propriété industrielle (Macédoine du Nord)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
MU Office de la propriété industrielle de Maurice	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP	n/a	n/a	n/a
MX Institut mexicain de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, CL, EP, ES, KR, SE, SG, US	n/a	n/a	n/a
MY Société de propriété intellectuelle de Malaisie	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, JP, KR	n/a	n/a	n/a
NI Registre de la propriété intellectuelle (Nicaragua)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, ES	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
NL Office néerlandais des brevets	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
NO Office norvégien de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE, XN	n/a	n/a	n/a
NZ Office de la propriété intellectuelle de la Nouvelle-Zélande (IPONZ)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, KR, US	n/a	n/a	n/a
OA Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, RU, SE	n/a	n/a	n/a
OM Département de la propriété intellectuelle, Ministère du commerce et de l'industrie (Oman)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EG, EP, US	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
PA Direction générale de l'enregistrement de la propriété industrielle (DIGERPI) (Panama)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/BR, CL, EP, ES, US	n/a	n/a	n/a
PE Institut national de défense de la concurrence et de la protection de la propriété intellectuelle (Pérou)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, BR, CL, EP, ES, KR, US	n/a	n/a	n/a
PH Office de la propriété intellectuelle des Philippines	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, JP, KR, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *taxes de recherche perçues pour* ISA/IB	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : n/a *(spécifié uniquement par le RO/PH participant)*
PL Office des brevets de la République de Pologne	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
PT Institut national de la propriété industrielle (Portugal)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
QA Département de la propriété intellectuelle (Qatar)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EG, EP, US	n/a	n/a	n/a
RO Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
RS Office de la propriété intellectuelle (Serbie)	RO percepteur	RO percepteur : *perçoit les taxes de recherche pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
RU Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EA, EP en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AZ, BG, BY, CO, CU, EA, GE, IB, ID, IR, KZ, MA, MD, OA, RO, SA, SY, VN	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en RUB par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/RU* (AM, KG, KP, MN, TJ, TM, UZ, ZW)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
SA Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CA, CN, EG, EP, JP, KR, RU, SG, US	n/a	n/a	n/a
SD Directeur général de l'enregistrement , Département de la propriété intellectuelle (Soudan)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EG, EP	n/a	n/a	n/a
SE Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, XN en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AP, BR, DK, FI, IB, IN, IS, KE, MA, MX, NO, OA, TT, VN	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en SEK par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/SE* (GH, LR, ZM)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
SG Office de la propriété intellectuelle de Singapour	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, JP, KR en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, ID, JP, KR, MX, SA, TT, UG, US, VN	SISA bénéficiaire	IPEA percepteur	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en SGD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/SG* (BN, KH, TH)
SI Office slovène de la propriété intellectuelle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
SK Office de la propriété industrielle de la République slovaque	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
SY Ministère du commerce intérieur et protection des consommateurs, Direction de la protection de la propriété industrielle et commerciale (République arabe syrienne)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EG, EP, RU	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
TN Institut national de la normalisation et de la propriété industrielle (INNORPI) (Tunisie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
TR Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire : *taxes de recherche transférées de* RO/IB	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en TRY par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/TR* (IQ)
TT Office de la propriété intellectuelle, Office du procureur général et Ministère des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, CL, EP, SE, SG, US	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
UA Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)"	*(ne participe pas encore en tant que RO)*	en tant que RO percepteur : *(ne participe pas encore en tant que RO)* en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en USD par l'intermédiaire du service (spécifié uniquement par le RO/UA non-participant)*
UG Bureau des services de l'enregistrement de l'Ouganda (URSB)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, SG	n/a	n/a	n/a
US Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, IL, JP, KR, SG en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/BR, CL, DO, EG, GE, IB, IL, IN, JO, MX, NZ, OM, PA, PE, PH, QA, SA, TT, ZA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en USD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/US* (BH, KN, TH)
VN Office de la propriété intellectuelle du Viet Nam (IP Viet Nam)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, JP, KR, SG, SE, RU	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
XN Institut nordique des brevets	n/a	en tant que RO percepteur : (n/a) en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/DK, IB, IS, NO, SE	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en DKK par l'intermédiaire du service*
ZA Commission pour les sociétés et la propriété intellectuelle (CIPC) (Afrique du Sud)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour for* ISA/AT, AU, EP, US	n/a	n/a	n/a

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

1 février 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

CL Chili 47
IB Bureau international de l’OMPI 47
PH Philippines 48
US États-Unis d’Amérique 48

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l’Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l’article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d’exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CL Chili

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2024, sont comme suit :

Taxe de recherche :	CHF 1.703
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une personne physique ou morale :	CHF 341 (applicable lorsque le déposant est ressortissant d'un des États, et est domicilié dans un des États, qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à ce critère.)
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une université :	CHF 255 (applicable lorsque le déposant est a) une université chilienne, ou b) une université étrangère qui a son siège dans un des États qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt.)

[Mise à jour de l'annexe D(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

IB Bureau international de l'OMPI

Aux fins du **Bureau international** agissant en sa qualité d'office récepteur, de nouveaux montants équivalents de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis, avec effet à compter du 1er mars 2024, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	USD 117
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	USD 59 Supplément pour expédition par voie aérienne : USD 12

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

PH Philippines

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2024, sont de CHF 511, ou CHF 170 lorsque le déposant est une petite entreprise[1].

[Mise à jour de l'annexe D(PH) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2024, sont de CHF 1.856 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, CHF 742 pour une petite entité, et CHF 371 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Une petite entreprise fait référence à toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou lorsque le déposant est toute entité, agence, bureau, service ou unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

8 février 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

PH Philippines 50

Taxes payables en vertu du PCT

BY Bélarus 50

Offices désignés (ou élus)

BY Bélarus 50

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

PH Philippines

L'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** a notifié au Bureau international qu'il n'est pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le vendredi 9 février 2024.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5 du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale doit parvenir à l'office a expiré le jour précité, ce délai prend fin le premier jour suivant auquel l'office rouvre au public pour traiter d'affaires officielles.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **rouble bélarussien (BYN)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables depuis le 1er janvier 2024, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	BYN	98
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	BYN	200

[Mise à jour de l'annexe C(BY) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale[1, 2], exprimés en **rouble bélarussien (BYN)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables depuis le 1er janvier 2024, comme suit :

[1] Pour les personnes domiciliées au Bélarus, le paiement des taxes doit être effectué en rouble bélarussien selon le taux de la valeur de base.

[2] Pour les personnes domiciliées à l'étranger, le paiement des taxes doit être effectué en dollar des États-Unis, en euro, en franc suisse ou en rouble russe, sauf disposition contraire des accords internationaux avec la République du Bélarus, selon le taux de la valeur de base et le taux de change fixé par la Banque nationale de la République du Bélarus applicable à la date du paiement.

Pour un brevet :

Taxe de dépôt :	BYN	98
Taxe de revendication pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	42
Taxe d'examen :	BYN	476
Taxe d'examen pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	280
Taxe annuelle pour la 3e année :	BYN	98

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt :	BYN	196
Taxe de revendication pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	98

[Mise à jour du chapitre national, résumé (BY) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

15 février 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
EP Organisation européenne des brevets (OEB) 53

Informations sur les États contractants
US États-Unis d'Amérique 54

Taxes payables en vertu du PCT
EP Organisation européenne des brevets (OEB) 54

Offices désignés (ou élus)
EP Organisation européenne des brevets (OEB) 56

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

Accord entre l'Organisation européenne des brevets (OEB) et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle [1] – Modification de l'annexe D

L'**Office européen des brevets (OEB)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui entreront en vigueur le 1er avril 2024, consistent en des changements des montants de plusieurs taxes payables à l'OEB en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, administration indiquée pour la recherche supplémentaire, et administration chargée de l'examen préliminaire international.

En outre, l'OEB a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.2) de l'accord susmentionné, une notification l'informant d'une modification apportée à la partie II de l'annexe D de cet accord. Cette modification, qui entrera également en vigueur le 1er avril 2024, consiste en une révision de la référence contenue dans la note de bas de page de la partie II de l'annexe D, paragraphe 3 : la référence "JO OEB 2019, A5" sera remplacée par la référence "JO OEB 2024, A7". Cette modification a pour effet de changer les conditions de remboursement de la taxe de recherche lorsque l'OEB (agissant en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale) peut utiliser les résultats d'une recherche antérieure qu'il a déjà effectuée à l'égard d'une demande dont la priorité est revendiquée pour la demande internationale. Notamment, un remboursement intégral ou partiel de la taxe de recherche internationale acquittée pour une demande internationale pendante est désormais également applicable lorsque le rapport de recherche internationale est basé sur une recherche antérieure effectuée pour le compte de la Slovénie à l'égard d'une demande nationale déposée à compter du 1er janvier 2024.

Par conséquent, à compter du 1er avril 2024, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (euro)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	1.845[2]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a) et règle 40*bis*[3])	1.845[2]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_ep.pdf

[2] La taxe est réduite de 75% sous certaines conditions (voir la décision du Conseil d'administration de l'OEB datée du 12 décembre 2019 (JO OEB 2020, A4)). Voir le paragraphe 4) de la partie II pour plus de détails.

[3] La taxe s'applique en relation avec la nouvelle règle 20.5*bis* du PCT (voir la décision du Conseil d'administration de l'OEB datée du 27 mars 2020 (JO OEB 2020, A36)).

Taxes de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a))	1.845[2]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	1.915[2]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	1.915[2]
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	1.020
Taxe de réexamen (règle 45*bis*.6.c))	1.020
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	265

Partie II. Conditions et limites des remboursements ou des réductions de taxes

1) et 2) [Sans changement]

3) Lorsque l'Administration peut utiliser les résultats d'une recherche antérieure déjà effectuée par l'Administration sur une demande dont la priorité est revendiquée pour la demande internationale et selon le degré d'utilisation de la recherche antérieure par l'Administration, elle rembourse la taxe de recherche acquittée dans la mesure prévue par une communication de l'Administration au Bureau international et publiée dans la Gazette[4].

4) à 8) [Sans changement]

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

US États-Unis d'Amérique

En raison de mauvaises conditions météorologiques, **l'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)** n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le mardi 16 janvier 2024.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5 du PCT, si un délai quelconque, pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office, a expiré un le jour précité, ce délai a pris fin le mercredi 17 janvier 2024.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international un nouveau montant, exprimée en **euro (EUR)**, de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), payable a l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable aux demandes internationales déposées à compter du 1er avril 2024, et de EUR 150.

[4] Voir JO OEB 2024, A7 et les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 15 février 2024, page 53.

En outre, l'OEB a notifié de nouveaux montants d'autres taxes, exprimées en **euros (EUR)**, également payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables aux paiements effectués à compter du 1er avril 2024, sont comme suit :

Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	EUR	120	(EUR	0[5])
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	EUR	750		

[Mise à jour de l'annexe C(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

L'office a également notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale et administration indiquée pour la recherche supplémentaire, et applicables à compter du 1er avril 2024, comme suit :

Taxe de recherche (règle 16.1.a du PCT)) :	EUR	1.845[6]
Taxe additionnelle (règles 40.2.a) et 40*bis*[7]du PCT) :	EUR	1.845[6]
Taxes de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a)) :	EUR	1.845[6]
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) :	EUR	1.020
Taxe de réexamen (règle 45*bis*.6.c) du PCT) :	EUR	1.020
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.1.c) du PCT) :	EUR	265

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international. Ces montants, également applicables à compter du 1er avril 2024, sont comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b)):	EUR	1.915[6]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a)) :	EUR	1.915[6]
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT) :	EUR	1.020
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.2 du PCT) :	EUR	265

[Mise à jour de l'annexe E(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

---

5 Ce montant s'applique lorsque la requête est présentée à l'aide de MyEPO.

6 Cette taxe est réduite de 75% lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une personne physique qui a la nationalité, et son domicile sur le territoire, d'un état classé par la Banque mondiale comme économie à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Pour la liste des États auxquels cette réduction s'applique, se référer à :https://www.epo.org/applying/fees/international-fees/information_fr.html..

7 Cette taxe s'applique en relation avec la nouvelle règle 20.5*bis* du PCT (voir la décision du Conseil d'administration de l'OEB datée du 27 mars 2020 (JO OEB 2020, A36)).

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de sa taxe nationale, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er avril 2024, sont comme suit :

Taxe nationale :

Taxe de dépôt[8, 9] :		
– pour les dépôts en ligne	EUR	135
– pour les dépôts non en ligne	EUR	285
Taxe de désignation pour un ou plusieurs États désignés membres de l'OEB[10] :	EUR	685
Taxe de revendication[11] :		
– pour chaque revendication à partir de la 16e et jusqu'à la 50e	EUR	275
– pour chaque revendication à partir de la 51e	EUR	685
Taxe de recherche[11] :		
– pour les demandes (internationales) déposées avant le 1er juillet 2005	EUR	1.040
– pour les demandes (internationales) déposées le 1er juillet 2005 ou ultérieurement	EUR	1.520
Taxe de poursuite de la procédure :		
– en cas de retard de paiement d'une taxe	[Sans changement]	
– autres cas	EUR	300
Taxe pour fourniture tardive d'un listage des séquences	EUR	265
Taxe d'examen[12] :		
– pour les demandes (internationales) déposées avant le 1er juillet 2005	EUR	2.135

8 Cette taxe doit être payée dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité3

9 Se référer à la Décision du Conseil d'administration de l'OEB du 14 décembre 2023 (CA/D 16/23), JO OEB 2024, A3.

10 Cette taxe est payable dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité ou un délai de six mois après la date de publication du rapport de recherche internationale, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué.

11 Cette taxe doit être payée dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité. (Pour les taxes de revendication, voir également le paragraphe EP.08 du chapitre national EP).

12 Une requête en examen doit être présentée par écrit et la taxe d'examen payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT et de la règle 159(1) de la CBE ou un délai de six mois après la date de publication du rapport de recherche internationale, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué.

– pour les demandes internationales déposées le 1er juillet 2005 ou ultérieurement pour lesquelles il n'est pas établi de rapport complémentaire de recherche européenne	EUR	2.135
– pour toutes les autres demandes (internationales) déposées le 1er juillet 2005 ou ultérieurement	EUR	1.915
Taxe annuelle pour la troisième année[13]	EUR	690

En outre, l'office a notifié un nouveau montant de la réduction de la taxe de recherche faisant partie de la taxe nationale, exprimé en **euro (EUR)**, pour les demandes internationales pour lesquelles le rapport de recherche internationale ou un rapport de recherche internationale supplémentaire a été établi par l'Office autrichien des brevets, ou, conformément au *protocole sur la centralisation*, par l'Office espagnol des brevets et des marques, l'Office national des brevets et de l'enregistrement de la Finlande (PRH), l'Institut nordique des brevets, l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV), l'Office turc des brevets et des marques (Turkpatent) ou l'Institut des brevets de Visegrad (VPI). Le nouveau montant de cette réduction, applicable à compter du 1er avril 2024, est de EUR 1.300[14].

De plus, l'office a notifié de nouvelles conditions pour l'exemption, la réduction ou le remboursement de la taxe nationale, avec effet à compter du 1er avril 2024, comme suit :

i) Lorsque des microentreprises, des petites et moyennes entreprises, des personnes physiques, des organisations sans but lucratif, des universités ou des organismes de recherche public ayant leur domicile ou leur siège dans un État contractant [de la CEB] ayant une langue autre que l'allemand, l'anglais ou le français comme langue officielle, et les nationaux de cet État ayant leur domicile à l'étranger, déposent une demande de brevet européen ou présentent une requête en examen dans une langue autorisée dans l'article 14, paragraphe 4 du CEB, la taxe de dépôt ou la taxe d'examen est réduite de 30%.

ii)Lorsqu'une microentreprise, une personne physique, une organisation sans but lucratif, une université ou un organisme de recherche public dépose une demande de brevet européen ou, dans le cas d'une demande internationale, effectue les actes énumérés à la règle 159, les taxes suivantes sont réduites de 30% : a) la taxe de dépôt ; b) la taxe due pour une recherche européenne ou une recherche européenne complémentaire ; c) la taxe d'examen et, de surcroît, la taxe de recherche internationale acquittée antérieurement lorsque l'Office européen des brevets a agi en qualité d'administration chargée de la recherche internationale ; d) la taxe de désignation ; e) la taxe de délivrance du brevet ; f) les taxes annuelles pour la demande de brevet européen.

[13] Cette taxe est due avant l'expiration du mois dans lequel tombe le deuxième anniversaire (24 mois) de la date du dépôt international; elle est due dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité si ce délai expire plus tard.

[14] Se référer à la note 9.

Le droit à la réduction de taxes n'est pas ouvert lorsque la même personne a déposé plus de quatre demandes de brevet européen ou demandes euro-PCT au cours d'une période de cinq ans précédant (i) la date de dépôt de la demande de brevet européen concernée ou (ii) la date d'entrée dans la phase européenne de la demande euro-PCT concernée.

La date pertinente pour les précédentes demandes est la date de dépôt dans le cas d'une demande de brevet européen ou la date d'entrée dans la phase européenne dans le cas d'une demande euro-PCT. En cas de pluralité de personnes déposant une demande de brevet européen ou une demande euro-PCT, le droit à la réduction de taxes n'est ouvert que si chaque demandeur remplit les critères applicables à cet effet.

Pour plus de détails, il convient de se référer au règlement d'exécution de la *Convention sur le brevet européen (CEB)* et le règlement relatif aux taxes.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (EP), du *Guide du déposant du PCT*]

Enfin, l'Office a notifié un nouveau montant de la taxe pour une requête en restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2.d) du PCT), exprimé en **euro (EUR)** et payable à l'OEB en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce montant, également applicable à compter du 1er avril 2024, est de EUR 750.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

22 février 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

OM Oman 60
RU Fédération de Russie 60

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

OM Oman

L'**Office national de la propriété intellectuelle (Ministère du commerce, de l'industrie et de la promotion des investissements) (Oman)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse de courrier électronique, qui est désormais comme suit :

Courrier électronique : paof@tejarah.gov.om

[Mise à jour de l'annexe B(OM) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

Le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)** a notifié au Bureau international que sa législation nationale permet au déposant qui dépose une demande nationale auprès de l'office de demander qu'une recherche de type international soit effectuée sur cette demande (l'article 15.5) du PCT).

La disposition pertinente dans la législation nationale de la Fédération de Russie est l'annexe 1 du *Règlement sur les taxes de brevet et autres taxes pour les actions ayant un effet juridique concernant les brevets d'invention, les modèles d'utilité, les dessins et modèles industriels l'enregistrement par l'État des marques et marques de services, l'enregistrement et l'octroi par l'État de droits exclusifs concernant l'appellation d'origine de marchandises, et l'enregistrement par l'État des accords de licence, de cession et de mise en gage des droits de propriété intellectuelle, ainsi que le transfert de ces droits sans accord*, en vertu du paragraphe 14. 13 de la Liste des actions ayant un effet juridique concernant les brevets d'invention, les modèles d'utilité, les dessins et modèles industriels, l'enregistrement par l'État des marques et marques de services, l'enregistrement et l'octroi par l'État de droits exclusifs concernant l'appellation d'origine de marchandises, l'enregistrement par l'État des accords de licence, de cession et de mise en gage des droits de propriété intellectuelle, ainsi que le transfert de ces droits sans accord, moyennant des taxes de brevet ou d'autres taxes.

[Mise à jour de l'annexe B(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

29 février 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

LV Lettonie 62

Offices désignés (ou élus)

NO Norvège 62

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

LV Lettonie

L'**Office letton des brevets** a notifié au Bureau international une clarification de son nom officiel, ainsi qu'un changement relatif à l'adresse de son siège et à son adresse postale, qui sont désormais comme suit :

Nom de l'office :	Office des brevets de la République de Lettonie
Siège et adresse postale :	Raiņa bulvāris 15 Riga LV-1050 Lettonie

[Mise à jour de l'annexe B(LV) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

NO Norvège

L'**Office norvégien de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international de nouveaux montants des taxes nationales, exprimés en **couronne norvégienne (NOK)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2024, sont comme suit :

Taxe de dépôt[1] :	NOK	6.050	(NOK 1.100)[2]
Taxe pour chaque revendication à compter de la 11e :[1] :	NOK	330	
Taxes annuelles pour les trois premières années [3]:	NOK	910	par année

[Mise à jour du chapitre national, résumé (NO) du *Guide du déposant du PCT*]

1 Doit être payée dans le délai de 30 jours après la date de l'invitation à acquitter ladite taxe.

2 Le montant indiqué entre parenthèses s'applique dans le cas où le déposant est une personne physique ou morale ayant 20 employés permanents ou moins.

3 Ces taxes sont dues au plus tard le dernier jour du mois dans lequel tombe le deuxième anniversaire (24 mois) du dépôt international; si l'article 39.1) du PCT est applicable, elles sont dues dans les deux mois qui suivent l'accomplissement des formalités requises pour l'ouverture de la phase nationale, à moins que le délai de 24 mois n'ait pas encore expiré.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

7 mars 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

ES Espagne 64
XV Institut des brevets de Visegrad 65

Taxes payables en vertu du PCT

EP Organisation européenne des brevets 66
ES Espagne 66
SE Suède 67
TR Türkiye 67
XN Institut nordique des brevets 68
XV Institut des brevets de Visegrad 68

Restauration du droit de priorité :
notifications en vertu de la règle 49*ter*.2.g) du PCT

CN Chine 69

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

ES Espagne

Accord entre l'Office espagnol des brevets et des marques et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.2) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui consistent en des changements relatifs aux montants de la taxe de recherche et de la taxe additionnelle pour la recherche internationale, entreront en vigueur le 1er avril 2024.

À compter du 1er avril 2024, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en euro)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	1.845[2]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	1.845[2]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	[Sans changement][2]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	[Sans changement][2]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b) et 71.2.b), par document	[Sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 94.1*ter* et 94.2), par page	[Sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/frdocs/agreements/ag-es.pdf

[2] Cette taxe est réduite de 75% lorsque le déposant ou, en cas de pluralité de déposants, chacun d'entre eux, est une personne physique ou morale qui est ressortissante d'un État, et est domiciliée ou a son siège dans un État, qui n'est pas partie à la Convention sur le brevet européen, et qui est considéré par la Banque mondiale comme un pays à faible revenu, à revenu intermédiaire, tranche inférieure, ou à revenu intermédiaire, tranche supérieure.

XV Institut des brevets de Visegrad

Accord entre l'Institut des brevets de Visegrad et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[3] – Modification de l'annexe D

L'**Institut des brevets de Visegrad (VPI)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.2) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui consistent en des changements relatifs aux montants de la taxe de recherche et de la taxe additionnelle pour la recherche internationale, entreront en vigueur le 1er avril 2024.

À compter du 1er avril 2024, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en euro)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	1.845
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	1.845
Taxe de recherche de type international	
si la recherche est effectuée dans une demande nationale HU, PL, SK	[Sans changement]
si la recherche est effectuée dans une autre demande nationale	[Sans changement]
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a)), recherche intégrale	[Sans changement]
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a)) pour les recherches effectuées uniquement dans les documents rédigés en tchèque, hongrois, polonais et slovaque figurant dans la collection de l'Administration	[Sans changement]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	[Sans changement]
Taxe pour paiement tardif de la taxe d'examen préliminaire	[Sans changement]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	[Sans changement]
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	[Sans changement]
Taxe de réexamen (règle 45*bis*.6.c))	[Sans changement]
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	[Sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par page	[Sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[3] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/docs/agreements/ag-xv.pdf

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **plusieurs devises**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**[4]. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2024, sont comme suit :

couronne danoise (DKK)	13.750
forint hongrois (HUF)	715.100
couronne islandaise (ISK)	274.600
yen japonais (JPY)	297.100
dollar néo-zélandais (NZD)	3.253
couronne norvégienne (NOK)	20.880
livre sterling (GBP)	1.570
dollar de Singapour (SGD)	2.675
rand sud-africain (ZAR)	37.470
couronne suédoise (SEK)	20.750
franc suisse (CHF)	1.751
dollar des États-Unis (USD)	1.989

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

ES Espagne

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2024, sont comme suit :

Taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT)) :	EUR 1.845[5]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a) du PCT) :	EUR 1.845[5]

De plus, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'office. Ces montants, également applicables à compter du 1er avril 2024, sont de CHF 1.751 et de USD 1.989, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

---

4 Un nouveau montant de cette taxe (EUR 1.845) a été établi par l'OEB, avec effet à partir du 1er avril 2024. Se référer au *Notifications Officielles (Gazette du PCT)* du 15 février 2024, pages 53-54.

5 Cette taxe est réduite de 75% lorsque le déposant ou, en cas de pluralité de déposants, chacun d'entre eux, est une personne physique ou morale qui est ressortissante d'un État, et est domiciliée ou a son siège dans un État, qui n'est pas partie à la Convention sur le brevet européen, et qui est considéré par la Banque mondiale comme un pays à faible revenu, à revenu intermédiaire, tranche inférieure, ou à revenu intermédiaire, tranche supérieure.

SE Suède

De nouveaux montants de la taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT) et de la taxe de recherche additionnelle (règle 40.2.a) du PCT), exprimés en **couronne suédoise (SEK)**, et de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, **couronne danoise (DKK)**, **euro (EUR)**, **couronne islandaise(ISK)**, **couronne norvégienne (NOK)** et **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)**. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2024, sont comme suit :

Taxe de recherche :	SEK	20,750
	CHF	1.751
	DKK	13.750
	EUR	1.845
	ISK	274.600
	NOK	20.880
	USD	1.989
Taxe de recherche additionnelle :	SEK	20.750

[Mise à jour de l'annexe D(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, un nouveau montant de la taxe de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a) du PCT), exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2024, est de CHF 1.751.

[Mise à jour de l'annexe SISA(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

TR Türkiye

De nouveaux montants, exprimés en **livre turque (TRY)**, ont été établis pour la taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT) et la taxe de recherche additionnelle (règle 40.2.a) du PCT), payables pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut turc des brevets et des marques (Turkpatent)**. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2024, sont de TRY 61.090 pour chacune.

En outre, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'office, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2024, sont de CHF 1.751, de EUR 1.845 et de USD 1.989, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(TR) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, conformément à la règle 45*bis*.3.a) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche supplémentaire a été établi en **franc suisse (CHF)** pour une recherche internationale supplémentaire intégrale effectuée par l'office. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2014, est de CHF 1.751.

[Mise à jour de l'annexe SISA(TR) du *Guide du déposant du PCT*]

XN Institute nordique des brevets

De nouveaux montants, exprimés en **couronne danoise (DKK)**, ont été établis pour la taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT) et la taxe de recherche additionnelle (règle 40.2.a) du PCT), payables pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut nordique des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2024, sont DKK 13.750 pour chacune.

En outre, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)**, en **couronne danoise (DKK)**, en **couronne islandaise (ISK)**, en **couronne norvégienne (NOK)**, en **couronne suédoise (SEK)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'office, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2024, sont les suivants :

CHF	1.751
EUR	1.845
DKK	13.750
ISK	274.600
NOK	20.880
SEK	20.750
USD	1.989

[Mise à jour de l'annexe D(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, conformément à la règle 45*bis*.3.a) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche supplémentaire a été établi en **franc suisse (CHF)** pour une recherche internationale supplémentaire intégrale effectuée par l'office. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2014, est de CHF 1.751.

[Mise à jour de l'annexe SISA(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

XV Institut des brevets de Visegrad

L'**Institut des brevets de Visegrad (VPI)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT) et de la taxe de recherche additionnelle (règle 40.2.a) du PCT), exprimés en **euro (EUR)**, payables pour une recherche internationale effectuée par l'office. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2024, sont de EUR 1.845 pour chacune.

En outre, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en en **franc suisse (CHF)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'office, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT. Ces montants, également applicables à compter du 1er avril 2024, sont de CHF 1.751 et de USD 1.989, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(XV) du *Guide du déposant du PCT*]

RESTAURATION DU DROIT DE PRIORITÉ : NOTIFICATIONS EN VERTU DE LA RÈGLE 49*ter*.2.g) DU PCT

CN Chine

En vertu de la règle 49*ter*.2.g) du PCT, l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**, en sa qualité d'office désigné, a notifié au Bureau international que, depuis le 20 janvier 2024, elle applique le critère de "caractère non intentionnel" aux requêtes en restauration du droit de priorité déposées auprès d'elle en tant qu'office désigné, et que le délai de dépôt d'une telle requête est de deux mois à compter de la date d'entrée dans la phase nationale devant cet office.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CN), du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, la CNIPA a notifié un montant de la taxe pour une requête en restauration du droit de priorité (règle 49t*er*.2.d) du PCT), exprimé en **yuan chinois renminbi (CNY)** et payable à l'office en sa qualité d'office désigné. Ce montant, également applicable depuis le 20 janvier 2024, est de CNY 1.000.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

21 mars 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

FI Finlande 71

Taxes payables en vertu du PCT

FI Finlande 72
IL Israël 72
XV Institut des brevets de Visegrad 72

Version révisée de la norme ST.26 de l'OMPI

Note du Bureau international 73

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

FI Finlande

Accord entre l'Office finlandais des brevets et de l'enregistrement et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.2) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications entreront en vigueur le 1er avril 2024.

Par conséquent, à compter du 1er avril 2024, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en euros)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	1.845
Taxe additionnelle (règle 40.2.a)	1.845
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a))	1.845
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	[Sans changement]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	[Sans changement]
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	[Sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 94.1*ter* et 94.2), par page	[Sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/docs/agreements/ag-fi.pdf

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

FI Finlande

L'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)** a notifié de nouveaux montants de la taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT) et de la taxe de recherche additionnelle (règle 40.2.a) du PCT), exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de la recherche internationale. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2024, sont de EUR 1.845 pour chacune.

Par conséquent, conformément à la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche ont été établis en **franc suisse (CHF)** et en **dollar des États-Unis (USD)**. Ces montants, également applicables à compter du 1er avril 2024, sont de CHF 1,751 et USD 1,989, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(FI) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, en sa qualité d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, l'office a notifié un nouveau montant de la taxe de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a) du PCT), exprimé en **euro (EUR)**. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2024, et de EUR 1.845.

Par conséquent, un nouveau montant de cette taxe a été établi en **franc suisse (CHF)**. Ce montant, également applicable à compter du 1er avril 2024, est de CHF 1.751.

[Mise à jour de l'annexe SISA(FI) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ce montant, applicable à compter du 1er mai 2024, est de CHF 964.

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

XV Institut des brevets de Visegrad

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé **forint hongrois (HUF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut des brevets de Visegrad (VPI)**. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2024, est de HUF 715.100.

[Mise à jour de l'annexe D(XV) du Guide du déposant du PCT]

VERSION RÉVISÉE DE LA NORME ST.26 DE L'OMPI

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

Conformément au paragraphe 5 de l'annexe C des Instructions administratives du PCT, et suite à l'adoption de la version 1.7 de la norme ST.26 de l'OMPI par la onzième session du Comité des normes de l'OMPI (se référer au document CWS/11/3, et aux paragraphes 49 et 50 du document CWS/11/27), le Directeur général a décidé que la nouvelle version de la norme entrera en vigueur pour les demandes internationales déposées au 1er juillet 2024 ou ultérieurement. Les listages des séquences soumis après le dépôt concernant des demandes déposées avant le 1er juillet 2024 peuvent utiliser la version 1.6 ou 1.7 de la norme.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

11 avril 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
IN Inde 75

Taxes payables en vertu du PCT
IN Inde 76

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs
US États-Unis d'Amérique 76

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.2 du PCT : notifications par des offices et le Bureau international en vertu de la règle 82*quater*.2.a)
IB Bureau international de l'OMPI 76

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : notifications par des offices de la participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT
AL Albanie 78

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

IN Inde

Accord entre l'Office indien des brevets et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

En vertu de l'article 11.2) de l'accord susmentionné, l'**Office indien des brevets** a adressé au Bureau international une notification l'informant une modification apportée à la note de bas de page de la partie I de l'annexe D de cet accord.

Par conséquent, avec effet depuis le 15 mars 2024, l'annexe D modifiée a la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en roupies indiennes)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	[sans changement][2]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	[sans changement][2]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	
– lorsque le rapport de recherche internationale a été établi par l'Administration	[sans changement][2]
– dans les autres cas	[sans changement][2]
Taxe pour paiement tardif de la taxe d'examen préliminaire	[sans changement]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	
– lorsque le rapport de recherche internationale a été établi par l'Administration	[sans changement][2]
– dans les autres cas	[sans changement][2]
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	[sans changement][2]
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	[sans changement][2]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par page	[sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/docs/agreements/ag-in.pdf

[2] Les montants indiqués entre parenthèses s'appliquent en cas de dépôt par une personne physique, une startup, une petite entité, ou un établissement d'enseignement.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IN Inde

L'**Office indien des brevets** a notifié au Bureau international un changement relatif aux conditions de réduction de la taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT), de la taxe additionnelle (règle 40.2.a) du PCT), de la taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) et de la taxe pour remise tardive de listages des séquences (règle 13*ter*.1.c) du PCT), qui lui sont payables en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, ainsi qu'aux conditions de réduction de la taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b) du PCT), de la taxe additionnelle (règle 68.3.a) du PCT), de la taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT) et de la taxe pour remise tardive de listages des séquences (règle 13t*er*.2 du PCT) payables à l'office en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international.

Avec effet depuis le 15 mars 2024, ces taxes sont réduites de 75% lorsque le déposant est une personne physique, une startup, une petite entité ou un établissement d'enseignement.

[Mise à jour des annexes D(IN) et E(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement concernant le dépôt sous forme électronique des demandes internationales.

Avec effet depuis le 16 novembre 2023, l'office n'accepte plus les demandes internationales sous forme électronique déposées au moyen du logiciel EFS-Web. Les déposants peuvent continuer à utiliser le Patent Center pour le dépôt de demandes internationales sous forme électronique conformément au droit national de l'USPTO et à ses systèmes techniques.

[Mise à jour de l'annexe C(US) du *Guide du déposant du PCT*]

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.2.a)

IB Bureau international de l'OMPI

Conformément à la règle 82*quater*.2.a) relative à l'excuse de retard dans l'observation de certains délais en raison de l'indisponibilité de moyens de communication électronique au sein d'un office ou d'une organisation, le **Bureau international de l'OMPI** notifie par la présente la période d'indisponibilité suivante de l'un des moyens de communication électronique autorisés au sein de l'organisation:

– Système ePCT : 28 mars 2024, de 14h50 au 16h40 HEC (heure d'Europe centrale)

Les déposants qui n'ont pas pu observer un délai selon le PCT en raison de l'indisponibilité susmentionnée peuvent demander l'excuse de retard dans l'observation de délais en vertu de la règle 82*quater*.2 du PCT selon les conditions applicables annoncées dans la notification du Bureau international publiée dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 16 novembre 2023 (pages 217 et suivantes).

Des informations concernant cette indisponibilité ont été publiées sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/unavailability.html

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE LA PARTICIPATION AU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI AUX FINS DU PCT

En vertu de la règle 96.2 du PCT, et conformément à l'annexe G des I*nstructions administratives du PCT*, un office participant au Service de transfert de taxes de l'OMPI (un "office participant"[3]) en tant "qu'office percepteur" peut, par l'intermédiaire du Bureau international, transférer les taxes et différences y relatives suivantes à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire"), aux fins du PCT :

- **la taxe internationale de dépôt** (règle 15.2.c) ou d) du PCT);
- **la taxe de recherche** (règle 16.1.c) ou d) du PCT);
- **la taxe de recherche supplémentaire** (règle 45*bis*.3.b) du PCT) ;
- **la taxe de traitement** (règle 57.2.c) ou d) du PCT); et
- **la différence en ce qui concerne la taxe de recherche** (règle 16.1.e) du PCT)[4].

Entre le 1er janvier et le 31 mars 2024 (inclus)[5], l'office suivant a notifié au Bureau international sa participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, conformément à la partie II.1 de l'annexe G des *Instructions administratives du PCT*, comme suit:

[3] La terme "office participant" peut se référer à tout office récepteur PCT ("RO"), à toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), à toute administration spécifiée pour la recherche internationale supplémentaire ("SISA") ou à toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA").

[4] En ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé la taxe de recherche, applicable lorsque le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé.

[5] La liste complète des offices qui participent au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, au 31 décembre 2023, est disponible dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 25 janvier 2024 (page 24 et suivantes).

	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
AL Direction générale de la propriété industrielle (GDIP) (Albanie)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

18 avril 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

SG Singapour 80

Taxes payables en vertu du PCT

EG Égypte 80

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique : institutions auprès desquelles des dépôts peuvent être effectués

FI Finlande 80

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

SG Singapour

L'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour** a notifié au Bureau international, qu'en raison d'améliorations techniques dans les systèmes de dépôt électronique de l'Office, il n'est pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles les jours suivants :

le jeudi 2 mai et le vendredi 3 mai 2024,
du lundi 6 mai au vendredi 10 mai 2024 (inclus), et
le lundi 13 mai 2024.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5 du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale doit parvenir à l'office expire à un des jours précités, ce délai prendra fin le premier jour suivant auquel l'office rouvre au public pour traiter d'affaires officielles.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EG Égypte

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office égyptien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2024, sont de CHF 76, EUR 78 et USD 84, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(EG) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES ET AUTRE MATÉRIEL BIOLOGIQUE : INSTITUTIONS AUPRÈS DESQUELLES DES DÉPÔTS PEUVENT ÊTRE EFFECTUÉS

FI Finlande

Le **Gouvernement de la République de Finlande** a adressé au Bureau international une notification relative à une modification de l'adresse du *VTT Culture Collection* (VTTCC), autorité de dépôt internationale reconnue en vertu du *Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets*, auprès de laquelle des dépôts de microorganismes et autre matériel biologique peuvent être effectués.L'adresse de l'autorité est désormais la suivante :

VTT Culture Collection (VTTCC)
VTT Technical Research Centre of Finland
Tekniikantie 21
Espoo
Finlande

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

25 avril 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

ES Espagne 82

Offices récepteurs

US États-Unis d'Amérique 82

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

ES Espagne

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié au Bureau international un changement dans le code postal de son siège et son adresse postale, qui sont désormais comme suit :

Siège et adresse postale : Paseo de la Castellana 75
28046 Madrid
Espagne

[Mise à jour de l'annexe B(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)** a spécifié l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** – en plus de l'Office australien des brevets, de l'Office coréen de la propriété intellectuelle, de l'Office des brevets d'Israël, de l'Office des brevets du Japon, de l'Office européen des brevets (OEB), de l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour et de l'USPTO – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées auprès de l'USPTO ou de l'office récepteur du Bureau international de l'OMPI, en anglais, par des ressortissants des États-Unis d'Amérique ou des personnes domiciliées dans ce pays, avec effet depuis le 6 mars 2024.

La spécification susmentionnée s'appliquera pendant une période de huit ans, jusqu'au 5 mars 2032.

Au cours de cette période de huit ans, l'Office de la propriété intellectuelle des Philippines agira en tant qu'administration chargée de la recherche internationale à condition qu'il n'ait pas reçu plus de 75 demandes internationales de l'USPTO au cours d'un trimestre fiscal, et en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international sous réserve que les conditions susmentionnées aient été remplies et qu'il ait effectué la recherche internationale.

[Mise à jour de l'annexe C(US) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

2 mai 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

IN Inde 84

Taxes payables en vertu du PCT

RU Fédération de Russie 84
US États-Unis d'Amérique 85

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.2 du PCT : notifications par des offices et le Bureau international en vertu de la règle 82*quater*.2.a)

EP Organisation européenne des brevets 85

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

IN Inde

En raison de mauvaises conditions météorologiques, l'**Office Indien des brevets (Chennai)** a notifié au Bureau international qu'il n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le lundi 4 décembre 2023 et le mardi 5 décembre 2023.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5 du PCT, si un délai quelconque, pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office, a expiré un des jours précités, ce délai a pris fin le mercredi 6 décembre 2023.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2024, sont de CHF 83 pour des recherches effectuées en russe et de CHF 391 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ces montants, également applicables à compter du 1er juillet 2024, sont de CHF 115 et CHF 184 (ce dernier montant s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement)).

[Mise à jour de l'annexe SISA(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 15.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2024, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	USD	1.457
Taxe par feuille à compter de la 31e :	USD	16
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête n'étant pas en format à codage de caractères) :	USD	110
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD	219
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD	329

[Mise à jour des annexes C(AM), C(AP), C(AZ), C(BH), C(BW), C(BY), C(BZ), C(CL), C(CR), C(DJ), C(DO), C(EA), C(EC), C(EG), C(GE), C(GH), C(HN), C(IB), C(IL), C(IN), C(IQ), C(JM), C(JO), C(KE), C(KG), C(KH), C(KZ), C(LR), C(MD), C(MW), C(MX), C(NI), C(OM), C(PA), C(PE), C(PG), C(PH), C(QA), C(RU), C(SA), C(SC), C(SV), C(SY), C(TJ), C(TM), C(TT), C(UA), C(UG), C(US), C(UZ), C(WS), C(ZM) et C(ZW) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, conformément à la règle 57.2.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour la taxe de traitement. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2024, est de USD 219.

[Mise à jour des annexes E(CL), E(EA), E(EG), E(IN), E(PH), E(RU) et E(US) du *Guide du déposant du PCT*]

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.2.a)

EP Organisation européenne des brevets

Conformément à la règle 82*quater*.2.a) relative à l'excuse de retard dans l'observation de certains délais en raison de l'indisponibilité de moyens de communication électronique au sein d'un office ou d'une organisation, l'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international la période d'indisponibilité suivante de l'un des moyens de communication électronique autorisés au sein de l'office :

– Dépôt en ligne (version 5.15) : indisponible du 27 mars 2024, 19h20 HEC (heure d'Europe centrale) jusqu'au 28 mars 2024, 10h04 HEC.

Les déposants qui n'ont pas pu observer un délai fixé dans le Règlement d'exécution du PCT en raison de l'indisponibilité du service susmentionné peuvent demander l'excuse de retard dans l'observation de délais en vertu de la règle 82*quater*.2 du PCT selon les conditions applicables, publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 26 novembre 2020, pages 253 et suivantes.

Des informations concernant cette indisponibilité ont été publiées sur le site Internet de l'OEB, à l'adresse suivante :

https://www.epo.org/service-support/availability-of-online-services/2023_fr.html

et sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/fr/texts/unavailability.html

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

10 mai 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

EP Organisation européenne des brevets 88
US États-Unis d'Amérique 88

Taxes payables en vertu du PCT

CL Chili 88
IB Bureau international de l'OMPI 89
PH Philippines 89
US États-Unis d'Amérique 89

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique : institutions auprès desquelles des dépôts peuvent être effectués

PT Portugal 90

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

EP Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par télécopieur ou par tout autre moyen de communication similaire (règle 92.4 du PCT) – à partir du 1er juillet 2024, l'office supprimera ses services de télécopie et n'acceptera plus le dépôt de demandes internationales et d'autres documents par télécopieur.

De plus, toute demandes de brevet ou d'autres documents transmis par télécopie à l'OEB le 1er juillet 2024 ou ultérieurement sera réputée n'avoir pas été reçue. Pour plus de détails, se référer au *Journal officiel* de l'OEB, JO OEB 2024, articles A41 et A42.

[Mise à jour de l'annexe B(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)** a notifié au Bureau international un changement relatif à l'adresse de son Guichet du service utilisateurs, qui est désormais comme suit :

Nom de l'office :	Guichet du service utilisateurs Knox Building, Salle 1D80 501 Dulany Street Alexandria VA 22314 États-Unis d'Amérique

[Mise à jour de l'annexe B(US) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CL Chili

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2024, sont comme suit :

Taxe de recherche :	CHF 1.826
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une personne physique ou morale :	CHF 365 (lorsque le déposant est ressortissant d'un des États, et est domicilié dans un des États, qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à ce critère.)

Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une université : CHF 285 (lorsque le déposant est a) une université chilienne, ou b) une université étrangère qui a son siège dans un des États qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt.)

[Mise à jour de l'annexe D(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

IB Bureau international de l'OMPI

Aux fins du **Bureau international** agissant en sa qualité d'office récepteur, de nouveaux montants équivalents de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis, avec effet à compter du 1er juillet 2024, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) : USD 110

Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) : USD 55
Supplément pour expédition par voie aérienne : USD 11

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

PH Philippines

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2024, sont de CHF 548, ou CHF 183 lorsque le déposant est une petite entreprise[1].

[Mise à jour de l'annexe D(PH) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2024, sont de CHF 1.990 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, CHF 796 pour une petite entité, et CHF 398 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Une petite entreprise fait référence à toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou lorsque le déposant est toute entité, agence, bureau, service ou unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES ET AUTRE MATÉRIEL BIOLOGIQUE : INSTITUTIONS AUPRÈS DESQUELLES DES DÉPÔTS PEUVENT ÊTRE EFFECTUÉS

PT Portugal

Conformément à la règle 13*bis*.7.b) du PCT, le **Gouvernement de la République portugaise** a adressé[2] au Bureau international une notification relative à une institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale auprès de laquelle des dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique peuvent être effectués en vertu du *Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets*, avec effet depuis le 25 avril 2024, comme suit :

Bacteria Culture Collection of the University of Coimbra (UCCCB)
Specialized microbiology laboratories of the University of Coimbra
Rua da Matemática, nº 49, Prédio do Patronato, 3º Piso
3000-276 Coimbra
Portugal

[2] Le texte de la Notification Budapest n° 362 peut être consulté sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/wipolex/fr/treaties/notifications/details/treaty_budapest_362

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

16 mai 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

SG Singapour 92

Taxes payables en vertu du PCT

EA Organisation eurasienne des brevets 92

IN Inde 92

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

SG Singapour

À la suite de la notification publiée dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 18 avril 2024 (page 80), l'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour** a notifié au Bureau international, qu'en raison d'améliorations techniques en cours dans les systèmes de dépôt électronique de l'office, il n'était également pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles du mardi 14 mai au jeudi 16 mai 2024 (inclus).

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5 du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré l'un des jours précités, ce délai prend fin le premier jour suivant auquel l'office rouvre au public pour traiter d'affaires officielles.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EA Organisation eurasienne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2024, sont de CHF 88 pour des recherches effectuées en russe, et de CHF 391 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2024, sont de CHF 109, ou CHF 27 dans le cas d'un dépôt effectué par une personne physique, une startup, une petite entité ou un établissement d'enseignement.

[Mise à jour de l'annexe D(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

30 mai 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.1 du PCT :
notifications par des offices, des administrations et le Bureau international
en vertu de la règle 82*quater*.1.d)

BR Brésil 94
IB Bureau international de l'OMPI 94

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.1 : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES, DES ADMINISTRATIONS ET LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.1.d)

BR Brésil

En vertu du décret du gouvernement de l'État n° 57 596 du 1er mai 2024 et au décret législatif fédéral n° 36 du 7 mai 2024 concernant une calamité naturelle dans l'état brésilien du Rio Grande do Sul, et conformément à la règle 82*quater*.1.d) du PCT, l'**Institut national de la propriété industrielle (INPI) (Brésil)** a notifié au Bureau international qu'il renonce à exiger la preuve de l'excuse de retard en vertu de la règle 82*quater*.1.a) du PCT, lorsqu'un délai fixé dans le Règlement d'exécution du PCT pour l'accomplissement d'un acte auprès de l'office, entre le 24 avril et le 28 octobre 2024, n'est pas observé par une partie intéressée ayant son domicile, son siège ou sa résidence dans l'État du Rio Grande do Sul.

Pour de plus amples informations, voir l'ordonnance n°23 publiée dans la *Revista da Propriedade Industrial* du 21 mai 2024.

IB Bureau international de l'OMPI

En vertu de la règle 82*quater*.1.d) concernant le renoncement à l'exigence de la preuve pour l'excuse de retard, le **Bureau international** notifie par la présente qu'il renonce à exiger la preuve de l'excuse de retard en vertu de la règle 82*quater*.1.a) du PCT lorsqu'un délai fixé dans le Règlement d'exécution du PCT pour l'accomplissement d'un acte auprès du Bureau international n'est pas observé par une partie intéressée ayant son domicile, son siège ou sa résidence dans l'État du Rio Grande do Sul, et que ladite partie soumet une déclaration selon laquelle l'inobservation du délai est due à la calamité naturelle dans l'état brésilien du Rio Grande do Sul mentionnée dans la *Revista da Propriedade Industrial* de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) (Brésil) du 21 mai 2024.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

6 juin 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Modifications des Instructions administratives du PCT

Note du Bureau international 96

Texte des modifications des instructions administratives
(en vigueur à partir du 1er juillet 2024) 96

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

MODIFICATIONS DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

Après consultation avec les offices, les administrations, et avec certaines organisations non gouvernementales représentant des utilisateurs du système du PCT, conformément à la règle 89.2.b) du PCT, des modifications des instructions 305*bis*, 308, 707 et 804 des *Instructions administratives du PCT* ont été promulguées[1] avec effet à compter du 1er juillet 2024.

Les buts principaux de ces modifications sont :

(i) de mettre en œuvre les modifications du *Règlement d'exécution du PCT* qui entreront en vigueur le 1er juillet 2024[2] (instructions 305*bis* et 308);

(ii) de tenir compte des modifications du barème de taxes entrées en vigueur le 1er juillet 2015[3] (instruction 707); et

(iii) d'aligner le texte des instructions administrative sur la pratique actuelle du Bureau international pour ce qui est des observations de tiers (instruction 804).

Le texte des modifications des instructions administratives en vigueur à partir du 1er juillet 2024 (PCT/AI/24) est disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/

TEXTE DES MODIFICATIONS DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES

(en vigueur à partir du 1er juillet 2024)

Instruction 305*bis*
Préparation, identification et transmission des copies de la traduction de la demande internationale conformément aux règles 12.3,12.4 et 26.3*ter*.e)

a) [*Sans changement*]

a-*bis*) Lorsqu'une traduction de la description ou des revendications ou d'une partie de la description ou des revendications est remise conformément à la règle 26.3*ter*.e), l'office récepteur

i) a la responsabilité de la prompte préparation du nombre requis de copies supplémentaires lorsque la traduction est remise dans un nombre d'exemplaires inférieur à celui requis aux fins du présent alinéa et a le droit de fixer une taxe pour l'exécution de cette tâche et de percevoir cette taxe du déposant,

ii) appose la mention "EXEMPLAIRE ORIGINAL – TRADUCTION (RÈGLE 26.3*ter*.e))" dans le coin supérieur gauche de la ou des pages correspondantes de l'original de la traduction et transmet cet original au Bureau international,

---

1 Il convient de se référer à la circulaire C. PCT 1668 du 21 mai 2024

2 Il convient de se référer aux *Notifications Officielles (Gazette du PCT)* du 30 novembre 2023, page 223 et suivantes.

3 Il convient de se référer aux *Notifications Officielles (Gazette du PCT)* du 12 février 2015, page 32 et suivantes.

iii) appose la mention “COPIE DE RECHERCHE – TRADUCTION (RÈGLE 26.3*ter*.e))” au même endroit, sur un exemplaire supplémentaire de la traduction, ce dernier et une copie de la requête portant la mention “COPIE DE RECHERCHE” prévue à l’instruction 305.a)ii) étant considérés ensemble, conformément à la règle 23.1.b), comme constituant la copie de recherche et transmet cet exemplaire ainsi que le reste de la copie de recherche à l’administration chargée de la recherche internationale, et

iv) appose la mention “COPIE POUR L’OFFICE RÉCEPTEUR – TRADUCTION (RÈGLE 26.3*ter*.e))” au même endroit, sur l’exemplaire restant, et conserve cet exemplaire ainsi que le reste de la copie pour l’office récepteur dans ses dossiers.

b) Lorsqu’il appose une mention sur les exemplaires de la traduction en vertu de l’alinéa a) ou de l’alinéa a-*bis*, l’office récepteur peut utiliser, au lieu des mots mentionnés dans cet alinéa, leur équivalent dans la langue de publication de la demande internationale.

c) [*Sans changement*]

Instruction 308
Annotation des feuilles de la demande internationale et de la traduction de cette dernière conformément aux règles 12.3,12.4, 20.2, 20.4 et 26.3*ter*

a) [*Sans changement*]

b) L’office récepteur appose de façon indélébile, dans le coin supérieur droit de chacune des feuilles de chaque exemplaire de ce qui est supposé constituer la demande internationale et de toute traduction de la demande internationale remise en vertu de la règle 12.3, 12.4, ou 26.3*ter*.a) ou e) le numéro de demande internationale dont il est question dans l’instruction 307.

c) [*Sans changement*]

d) [*Sans changement*]

Instruction 707
Calcul de la taxe internationale de dépôt et réduction de taxes

a) [*Sans changement*]

a-*bis*) [*Sans changement*]

b) Le point 4.a), b), et c) du barème de taxes annexé au règlement d’exécution du PCT s’applique aux fins de réduire les taxes applicables à une demande internationale déposée sous forme électronique auprès d’un office récepteur qui a notifié au Bureau international en vertu de l’instruction 710.a) qu’il est prêt à recevoir les demandes internationales déposées sous forme électronique ou qui a décidé de recevoir une demande internationale déposée sous une telle forme conformément à l’instruction 703.d).

Instruction 804
Notification de réception d’une observation au déposant et commentaires de ce dernier en réponse à une observation

a) Le Bureau international doit aviser le déposant de la réception de toute observation par un tiers en rapport avec une demande internationale.

b) [*Sans changement*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

13 juin 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

JP Japon 99
SG Singapour 99

Offices désignés (ou élus)

CA Canada 99

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar de Singapour (SGD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ce montant, applicable à compter du 1er août 2024, est de SGD 1.454.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **yen japonais (JPY)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour**. Ce montant, applicable à compter du 1er août 2024, est de JPY 260.200.

[Mise à jour de l'annexe D(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de maintien en vigueur faisant partie de sa taxe nationale, exprimée en **dollar canadien (CAD)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), à partir du 29 juillet 2024. Ce montant, payable pour chaque période d'un an, au moment de l'entrée dans la phase nationale, lorsque celle-ci est effectuée lors du 2e ou éventuellement du 3e anniversaire de la date du dépôt international, ou après cette date, est de CAD 56,21 si le déposant ou la déposante est une petite entité.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CA), du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

20 juin 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
AT Autriche 101

Informations sur les États contractants
BR Brésil 102
QA Qatar 102

Taxes payables en vertu du PCT
AT Autriche 102
JP Japon 103

Offices récepteurs
BR Brésil 103

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique : exigences des offices désignés et élus
GB Royaume-Uni 103

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

AT Autriche

Accord entre le Ministre fédéral des transports, de l'innovation et de la technologie de la République d'Autriche et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office autrichien des brevets** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.2) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications entreront en vigueur le 1er juillet 2024.

Par conséquent, à compter du 1er juillet 2024, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en euros)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	1.845[2]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	1.845[2]
Taxes de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a)	[Sans changement]
– portant uniquement sur les documents provenant des pays d'Europe et d'Amérique du Nord	[Sans changement]
– portant uniquement sur les documents rédigés en allemand	[Sans changement]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	[Sans changement]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	[Sans changement]
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	[Sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 45*bis*.7.c), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par page	[Sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/docs/agreements/ag-at.pdf

[2] Cette taxe est réduite de 75% lorsque le déposant ou, en cas de pluralité de déposants, chacun d'entre eux, est une personne physique qui est ressortissante d'un État et est domiciliée dans un État pour lequel l'Office autrichien des brevets agit en qualité d'administration internationale chargée de la recherche internationale.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

BR Brésil

L'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son siège et adresse postale, qui est désormais la suivante :

Siège et adresse postale :

Rua Mayrink Veiga 9
20º andar
Centro
Rio de Janeiro
RJ – CEP 20.090-910
Brésil

[Mise à jour de l'annexe B(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

QA Qatar

Le **Département de la propriété intellectuelle (Qatar)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à ses adresses de courrier électronique, qui sont désormais comme suit :

Courrier électronique :

malnoaimi@moci.gov.qa
falmotawa@moci.gov.qa
patent-ip@moci.gov.qa

[Mise à jour de l'annexe B(QA) du Guide *du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

L'**Office autrichien des brevets** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT) et de la taxe de recherche additionnelle (règle 40.2.a) du PCT), exprimés en **euros (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2024, sont de EUR 1.845 pour chacune

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2024, sont de EUR 841 pour des demandes internationales déposées en japonais ou les demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT[3], et de EUR 994 pour des demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

BR Brésil

L'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** a notifié au Bureau international un changement concernant le nombre d'exemplaires d'une demande internationale sur papier qu'il requiert – un exemplaire, au lieu de trois, doit désormais être déposé.

[Mise à jour de l'annexe C(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES ET AUTRE MATÉRIEL BIOLOGIQUE : EXIGENCES DES OFFICES DÉSIGNÉS ET ÉLUS

GB Royaume-Uni

En vertu de la règle 13*bis*.7.a)ii) du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni)**, en sa qualité d'office désigné (ou élu), a notifié au Bureau international des changements relatifs à ses exigences concernant le dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique, qui sont désormais comme suit :

Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir :

— Les indications exigées dans la règle 13*bis*.3.a)i) à iii) :

Lorsque le déposant requiert la publication dans un délai inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, pas plus tard qu'une telle requête

— toute indication supplémentaire :

Lors du dépôt

[3] Cette taxe est réduite pour des demandes par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxes, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions sur l'éligibilité, se référer à https://www.jpo.go.jp/system/process/tesuryo/genmen/genmen20190401/document/index/leaflet_e.pdf

Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13*bis*.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices :

Le mémoire descriptif de la demande telle que déposée doit contenir les informations pertinentes dont dispose le déposant sur les caractéristiques du matériel biologique.

Information additionnelle

Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets devant l'Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni) peuvent également être effectués auprès de toute institution de dépôt en tout lieu du monde. Il incombe au déposant de choisir l'institution de dépôt auprès de laquelle il désire effectuer son dépôt et de s'assurer que les échantillons du matériel biologique déposé seront accessibles conformément à la règle 13(1) et au barème 1 du *Règlement sur les brevets de 2007 du Royaume-Uni*. Le déposant peut aviser le Bureau international par écrit, avant l'achèvement de la préparation technique de la publication de la demande internationale, qu'un échantillon ne peut être remis qu'à un expert en la matière (de préférence par le biais du formulaire PCT/RO/134).

ATTENTION : Lorsque l'invention comporte l'utilisation d'un matériel biologique, ou qu'elle concerne un matériel biologique, auquel le public n'a pas accès à la date du dépôt de la demande et qui a été déposé par une personne autre que le déposant de la demande, celui-ci doit fournir, dans les 16 mois à compter de la date de priorité (ou, si elle est antérieure, au plus tard à la date de la demande de publication anticipée), les éléments suivants :

(i) le nom et l'adresse du déposant du matériel biologique, et

(ii) une déclaration du déposant du matériel biologique autorisant le déposant de la demande à se référer dans cette demande au matériel déposé, et consentir de manière irrévocable à mettre le matériel déposé à la disposition du public, conformément au barème 1 du règlement sur les brevets de 2007.

[Mise à jour de l'annexe L(GB) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

27 juin 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 106

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications par des offices récepteurs, des administrations chargées de la recherche internationale et des administrations chargées de l'examen préliminaire international

CA Canada 106

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, **won coréen (KRW)**, **dollar de Singapour (SGD)**, **dollar des États-Unis (USD)** et **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2024, sont de CHF 1.758, KRW 2.713.000, SGD 2.671, USD 1.974 et ZAR 36.230, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS DES OFFICES RÉCEPTEURS, DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ET DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

CA Canada

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT, et conformément aux instructions 703, 710.a) et b), et 713 des *Instructions administratives du PCT*, l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**, en sa qualité d'office récepteur, administration chargée de la recherche internationale et administration chargée de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international plusieurs changements à apporter à sa notification publiée dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 29 janvier 2015 (pages 21 et suivantes) et modifiée par la suite dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 29 avril 2021 (page 89).

Par conséquent, à compter depuis le 1er juillet 2022, la notification suivante remplacera les notifications publiées dans les numéros susmentionnées des *Notifications Officielles (Gazette du PCT)* :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– TXT (pour certains fichiers qui accompagnent la demande internationale et auxquels les fichiers en XML renvoient; voir la section 3.1.1.3 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

– WAD (paquet contenant les documents constitutifs de la demande compactés; voir la section 4.1.1 de l'annexe F), seulement pour le dépôt sur un support matériel

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT (fichier à télécharger uniquement – téléchargement et soumission via le site Internet de CIPO (https://ised-isde.canada.ca/site/canadian-intellectual-property-office))

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé, de signature composée d'une chaîne de caractères et de signature de type "click-wrap" (voir les sections 3.3.1 à 3.3.3 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, outre les informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms et les tailles des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)) et les dates de création des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)vi)). L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible par l'intermédiaire d'ePCT. Le paiement en ligne par carte de crédit ou compte de dépôt est possible sur le site Internet de l'office (https://ised-isde.canada.ca/site/canadian-intellectual-property-office).

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions relatives au téléchargement et à la soumission de la demande internationale sur son site Internet. Le service d'assistance est ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 16h30, mis à part les jours fériés officiels.

Il peut être contacté :

– par téléphone, au : (+866) 997 19 36 (appels gratuits à l'intérieur du Canada et aux États-Unis d'Amérique)
ou au : (+819) 934 05 44 (appels internationaux)
– par télécopie, au : (+819) 953 24 76
– par courriel, à l'adresse électronique suivante : ic.contact-contact.ic@ised-isde.gc.ca
– sur le site Internet de l'office : https://ised-isde.canada.ca/site/canadian-intellectual-property-office

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (https://ised-isde.canada.ca/site/canadian-intellectual-property-office).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-eservices/fr/certificates.html)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services privés ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

4 juillet 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

CL Chili 110
LU Luxembourg 110

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 110

Offices récepteurs

LU Luxembourg 110

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notifications d'offices et autorités participants

PE Pérou 111

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

CL Chili

L'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son numéro de téléphone, qui est désormais comme suit :

Téléphone : (56-2) 28 87 04 00

[Mise à jour de l'annexe B(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

LU Luxembourg

L'**Office de la propriété intellectuelle (Luxembourg)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse de courrier électronique, qui est désormais comme suit :

Courrier électronique : bpp@eco.etat.lu

[Mise à jour de l'annexe B(LU) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLE EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2024, sont de EUR 293 pour les demandes internationales déposées en ligne et de EUR 439 pour les demandes internationales déposées sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

LU Luxembourg

L'**Office de la propriété intellectuelle (Luxembourg)**, a notifié au Bureau international un changement relatif aux taxes payables à l'office en sa qualité d'office récepteur—il n'y a désormais aucune taxe à payer à l'office pour l'établissement et la transmission du document de priorité en vertu de la règle 17.1.b) du PCT.

En outre, l'office a clarifié ses exigences concernant la renonciation au pouvoir : l'office a renoncé aux exigences selon lesquelles un pouvoir distinct et une copie d'un pouvoir général doivent être remis.

[Mise à jour de l'annexe C(LU) du *Guide du déposant du PCT*]

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATIONS D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Dans le cadre du Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS") établi par le Bureau international, tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés peut participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT). Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/fr/web/das/participating_offices/index

PE Pérou

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, l'**Institut national de défense de la concurrence et de la protection de la propriété intellectuelle (Pérou)** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant et office ayant accès, depuis le 1er juillet 2024[1].

[Mise à jour de l'annexe B(PE) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] https://www.wipo.int/das/fr/participating_offices/details.jsp?id=13932

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

11 juillet 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 113
IS Islande 113
JP Japon 113

Offices désignés (ou élus)

IS Islande 114

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : notifications par des offices de la participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT

BA Bosnie-Herzégovine 115

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2024, sont de CHF 272 pour les demandes internationales déposées en ligne et de CHF 407 pour les demandes internationales déposées sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

IS Islande

L'**Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **couronne islandaise (ISK)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables depuis le 1er juillet 2023, sont les suivants :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	ISK 20.300
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	ISK 5.400
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	ISK 48.700

[Mise à jour de l'annexe C(IS) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **yen japonais (JPY)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er septembre 2024, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	JPY 237.500
Taxe par feuille à compter de la 31e :	JPY 2.700
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	JPY 53.600
Taxe de traitement :	JPY 35.700

De plus, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ces montants, également applicables à compter du 1er septembre 2024, sont de CHF 801 pour des demandes internationales déposées en japonais ou les demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT[1], et de CHF 946 pour des demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour des annexes C(JP), D(JP) et E(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

IS Islande

L'**Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale, exprimés en **couronne islandaise (ISK)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables depuis le 1er juillet 2023, sont les suivants :

Taxe nationale :

Taxe de dépôt[2]	ISK 76.000
Taxe de revendication pour chaque revendication à compter de la 11e [3]	ISK 4.900
Taxe additionnelle pour remise tardive de la traduction[4]	ISK 20.500
Totalité des taxes annuelles pour les trois premières années[5]	ISK 36.000

[Mise à jour du chapitre national, résumé (IS) du *Guide du déposant du PCT*]

1 Cette taxe est réduite pour des demandes par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxes, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions sur l'éligibilité, se référer à https://www.jpo.go.jp/system/process/tesuryo/genmen/genmen20190401/document/index/leaflet_e.pdf

2 Cette taxe doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

3 Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai fixé dans l'invitation.

4 Si la taxe nationale de base a été payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, la traduction requise peut être déposée dans les deux mois qui suivent l'expiration de ce délai, à condition d'être accompagnée du paiement de la taxe additionnelle.

5 Ces taxes sont dues dans les deux mois qui suivent l'accomplissement des actes requis pour l'ouverture de la phase nationale. Elles peuvent encore l'être, moyennant une surtaxe de 20% pour paiement tardif, avant l'expiration du sixième mois suivant le mois dans lequel tombe la date anniversaire du dépôt international.

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE LA PARTICIPATION AU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI AUX FINS DU PCT

En vertu de la règle 96.2 du PCT, et conformément à l'annexe G des *Instructions administratives du PCT*, un office participant au Service de transfert de taxes de l'OMPI (un "office participant"[6]) en tant "qu'office percepteur" peut, par l'intermédiaire du Bureau international, transférer les taxes et différences y relatives suivantes à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire"), aux fins du PCT :

– **la taxe internationale de dépôt** (règle 15.2.c) ou d) du PCT);
– **la taxe de recherche** (règle 16.1.c) ou d) du PCT);
– **la taxe de recherche supplémentaire** (règle 45*bis*.3.b) du PCT) ;
– **la taxe de traitement** (règle 57.2.c) ou d) du PCT); et
– **la différence en ce qui concerne la taxe de recherche** (règle 16.1.e) du PCT)[7].

Entre le 1er avril et le 30 juin 2024 (inclus)[8], l'office suivant a notifié au Bureau international sa participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, conformément à la partie II.1 de l'annexe G des *Instructions administratives du PCT*, comme suit :

	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
BA Institut pour la propriété intellectuelle de Bosnie-Herzégovine	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

[6] La terme "office participant" peut se référer à tout office récepteur PCT ("RO"), à toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), à toute administration spécifiée pour la recherche internationale supplémentaire ("SISA") ou à toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA").

[7] En ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé la taxe de recherche, applicable lorsque le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé.

[8] La liste complète des offices qui participent au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, au 31 décembre 2023, est disponible dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 25 janvier 2024 (page 24 et suivantes). La liste des offices supplémentaires ayant notifié leur participation entre le 1er janvier et le 30 avril 2024 est disponible dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 11 avril 2024, page 78.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

18 juillet 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

GR Grèce 117
HR Croatie 117
SA Arabie saoudite 117

Offices récepteurs

GR Grèce 118

Offices désignés (ou élus)

LU Luxembourg 118

Renonciations en vertu des règles 90.4.d) et 90.5.c) du PCT

GR Grèce 118

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

GR Grèce

L'**Organisation de la propriété industrielle (OBI) (Grèce)** a précisé les conditions de dépôt de documents par télécopieur ou par tout autre moyen de communication similaire (règle 92.4 du PCT) : l'office accepte le dépôt de tous les types de documents par télécopie.

De plus, l'office exige que l'original du document soit remis dans tous les cas.

En outre, l'office a précisé ses exigences concernant la protection provisoire à la suite de la publication internationale, comme suit :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet européen :

– Après la publication internationale ou, si celle-ci a eu lieu dans une langue qui n'est pas l'une des langues officielles de l'OEB, après la publication par l'OEB de la demande internationale traduite dans l'une de ses langues officielles, le déposant peut, à partir de la date de publication dans le Bulletin officiel grec de la propriété industrielle d'une notification précisant qu'une traduction des revendications en grec a été déposée auprès de l'OBI, réclamer des indemnités et demander la constatation et la saisie des objets contrefaisant le brevet et des moyens utilisés pour leur fabrication.

[Mise à jour de l'annexe B(GR) du *Guide du déposant du PCT*]

HR Croatie

L'**Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son numéro de télécopie, qui est désormais comme suit :

Télécopieur : (385-1) 6109 660

[Mise à jour de l'annexe B(HR) du *Guide du déposant du PCT*]

SA Arabie saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son numéro de téléphone, qui est désormais comme suit :

Téléphone : (966-11) 280 59 76
(966-11) 280 59 84
(966-11) 280 63 22

[Mise à jour de l'annexe B(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

GR Grèce

L'**Organisation de la propriété industrielle (OBI) (Grèce)** a notifié au Bureau international des changements concernant ses exigences en matière de représentation auprès de l'office, en sa qualité d'office récepteur, comme suit :

– un mandataire n'est pas exigé si le déposant a un domicile ou son siège en Grèce

– un mandataire est exigé si le déposant n'a ni domicile ni siège en Grèce.

[Mise à jour de l'annexe C(GR) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

LU Luxembourg

L'**Office de la propriété intellectuelle (Luxembourg)** a notifié au Bureau international un changement concernant ses exigences particulières en vertu de la règle 51*bis* du PCT (Certaines exigences nationales admises en vertu de l'article 27). Les exigences de l'office sont désormais comme suit :

– nom et pays relatif à l'adresse de l'inventeur, s'ils n'ont pas été indiqués dans la partie "requête" de la demande internationale;

– acte de cession des droits de priorité, lorsque les déposants ne sont pas identiques;

– nomination d'un mandataire, si le déposant n'est pas domicilié dans l'Espace Économique Européen.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (LU), du *Guide du déposant du PCT*]

RENONCIATIONS EN VERTU DES RÈGLES 90.4.d) ET 90.5.c) DU PCT

GR Grèce

L'**Organisation de la propriété industrielle (OBI) (Grèce)**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a informé le Bureau international d'une clarification concernant ses exigences aux sujets de renonciations de pouvoir distinct ou de copie de pouvoir général en vertu des règles 90.4.d) et 90.5.c) du PCT. L'Office exige qu'un pouvoir distinct ou une copie d'un pouvoir général continue de lui être remis.

[Mise à jour de l'annexe C(GR) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

25 juillet 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

UG Ouganda 120

Offices récepteurs

CY Chypre 120

Offices désignés (ou élus)

BR Brésil 120

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.1 du PCT : notifications par des offices, des administrations et le Bureau international en vertu de la règle 82*quater*.1.d)

IB Bureau international de l'OMPI 121

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

UG Ouganda

Le **Bureau des services de l'enregistrement de l'Ouganda (URSB)** a clarifié les dispositions de sa législation nationale qui impose des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès d'offices étrangers.

Conformément à l'article 15 de la loi de 2014 sur la propriété industrielle, les personnes domiciliées en Ouganda doivent demander une autorisation écrite pour déposer une demande hors de l'Ouganda si un tel dépôt est effectué à moins de six semaines d'une demande nationale.

De plus, conformément à l'article 14, une demande qui est considérée comme contenant des informations qui seraient susceptibles de porter atteinte à la sécurité de l'Ouganda ou la sécurité publique ne peut pas être déposée en tant que demande internationale de brevet.

[Mise à jour de l'annexe B(UG) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

CY Chypre

La **Direction de l'enregistrement des sociétés et des recettes de Chypre** a notifié au Bureau international un changement relatif aux langues de dépôt des demandes internationales en vertu de la règle 12.1.a) du PCT – il n'accepte plus le grec.

De plus, l'office a notifié une modification relative au nombre d'exemplaires d'une demande internationale sur papier qu'il requiert – un seul exemplaire doit être fourni au lieu de trois.

[Mise à jour de l'annexe C(CY) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

BR Brésil

L'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** a notifié au Bureau international des précisions supplémentaires concernant :

– le dépôt de documents sur papier auprès de l'office, en sa qualité d'office désigné (ou élu) : les documents pour l'ouverture de la phase nationale déposés sur papier sont uniquement acceptés s'ils sont reçus par courrier. Il convient de se référer à la Résolution officielle de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) Nº253/19 du 13 novembre 2019 et à l'Ordonnance officielle nº 22/21 du 29 mars 2021 pour plus de détails.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (BR) du *Guide du déposant du PCT*]

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.1 : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES, DES ADMINISTRATIONS ET LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.1.d)

IB Bureau international de l'OMPI

En vertu de la règle 82*quater*.1.d) du PCT concernant la renonciation à l'exigence de preuve pour l'excuse de retard en vertu de la règle 82*quater*.1.a) du PCT, le **Bureau international**, y compris en sa qualité d'office récepteur, notifie qu'il renonce à l'exigence de preuve pour l'excuse de retard lorsqu'un délai fixé dans le Règlement d'exécution du PCT pour l'accomplissement d'un acte auprès de lui n'a pas été observé en raison de la panne informatique mondiale qui a débuté le 19 juillet 2024.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

2 août 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

IN Inde 123
IT Italie 123

Taxes payables en vertu du PCT

IN Inde 123

Offices récepteurs

IN Inde 124

Offices désignés (ou élus)

IN Inde 124

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

KR République de Corée 125

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

IN Inde

L'**Office indien des brevets** a notifié une adresse de courrier électronique supplémentaire, qui est :

roin.ipo@nic.in

[Mise à jour de l'annexe B(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

IT Italie

L'**Office italien des brevets et des marques** a notifié au Bureau international un changement relatif à son siège, qui est désormais comme suit :

Siège : 22, Via Quattro Fontane
00184 Roma
Italie

[Mise à jour de l'annexe B(IT) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IN Inde

L'**Office indien des brevets** a notifié au Bureau international un changement relatif à la catégorie de déposants à laquelle les montants des taxes payables à l'office en sa qualité d'office récepteur sont applicables.

Avec effet depuis le 15 mars 2024, "établissement(s) d'enseignement" a été ajouté à l'ancienne catégorie de déposants "personne(s) physique(s) ou startup(s) ou petite(s) entité(s)." Par conséquent, à compter de cette date, la catégorie de déposants établie par l'office doit désormais se lire "personne(s) physique(s) ou startup(s) ou petite(s) entité(s) ou établissement(s) d'enseignement."

De plus, l'office a notifié au Bureau international de nouveaux montants, exprimés en **roupie indienne (INR)**, de la taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) jusqu'à 30 pages, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur comme suit :

	Personne(s) physique(s) ou startup(s) ou petite(s) entité(s) ou établissement(s) d'enseignement		*Autre(s), seule ou avec personne(s) physique(s) ou startup(s) ou petite(s) entité(s) ou établissement(s) d'enseignement*	
Taxe pour le document de priorité[1] jusqu'à 30 pages :				
– transmission sur papier :				
pour une demande déposée électroniquement :	INR	1.000	INR	5.000
pour une demande déposée sur papier :	INR	1.100	INR	5.500

[Mise à jour de l'annexe C(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

IN Inde

L'**Office indien des brevets** a notifié au Bureau international un changement concernant l'adresse du site Internet de l'office auprès de laquelle il est possible d'obtenir une liste des agents de brevets agréés, comme suit :

https://iprsearch.ipindia.gov.in/AgentRegister/

[Mise à jour de l'annexe C(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

IN Inde

L'**Office indien des brevets** a notifié au Bureau international un changement relatif à la catégorie de déposants à laquelle les montants de plusieurs composantes de la taxe nationale, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), sont applicables.

[1] L'Office indien des brevets est un office participant au Service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (DAS) (se référer au *Guide du déposant du PCT,* annexe B1(IN)). Aucune taxe n'est requise par l'office, lorsque, en sa qualité d'office déposant, il met à disposition une copie certifiée conforme du document de priorité par l'intermédiaire du DAS.

Avec effet depuis le 15 mars 2024, “établissement(s) d'enseignement” a été ajouté à l'ancienne catégorie de déposants “personne(s) physique(s) ou startup(s) ou petite(s) entité(s).” Par conséquent, à compter de cette date, la catégorie de déposants établie par l’office doit désormais se lire “personne(s) physique(s) ou startup(s) ou petite(s) entité(s) ou établissement(s) d'enseignement”

De plus, l’office a notifié un changement relatif à l’adresse du site Internet de l’office sur lequel le barème de taxes de l’office est disponible, comme suit :

https://ipindia.gov.in/writereaddata/Portal/ev/schedules/Schedule_1.pdf

[Mise à jour du chapitre national, résumé (IN), du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS DES OFFICES RÉCEPTEURS

KR République de Corée

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT et de l’instruction 710.b) des Instructions administratives du PCT, l’**Office coréen de la propriété intellectuelle**, en sa qualité d’office récepteur, a notifié au Bureau international plusieurs changements à apporter à sa notification concernant le dépôt et le traitement des demandes internationales sous forme électronique.

Par conséquent, la notification suivante remplacera les notifications publiées précédemment dans la Gazette du PCT nº 51/2003 du 18 décembre 2003, pages 29021 et suiv. ; nº 24/2004 du 10 juin 2004, page 13497 ; nº 06/2005 du 10 février 2005, pages 3767 et suiv. ; les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 24 décembre 2014, page 210 et du 28 septembre 2017, page 151 et suiv. :

“**En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :**

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l’annexe F)

– norme ST.26 de l’OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l’annexe F et l’annexe C)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l’annexe F)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l’annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5.1 et la section 2.d) de l’appendice III de l’annexe F)

– dépôt effectué sur un support matériel CD-R (voir la section 5.2.1 et la section 2.e) de l’appendice III

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT
– logiciel NK-Editor
– logiciel NKEAPS, PKEAPS

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)
– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra les informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique.

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne est disponible sur le site internet de l'office KIPO (www.patent.go.kr) et Internet giro (www.giro.or.kr). Les déposants peuvent vérifier la totalité des taxes dues et les payer via les sites Internet.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

Dans le cadre de ses services pour le dépôt en ligne de demandes internationales, l'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs du service. Le rôle de ce service d'assistance est de répondre aux questions des utilisateurs du service de dépôt en ligne de demandes internationales et de document déposés ultérieurement; et en particulier de servir de service d'assistance technique pour venir en aide aux déposants lorsque ceux-ci rencontrent des difficultés en raison de « bug »s ou problèmes techniques en lien avec le logiciel.

Le service d'assistance est ouvert du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures. Il peut être contacté :

– par téléphone au : 1544-8080 (numéro local)

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– tout document déposé ultérieurement, tel que modifications, corrections ou rectifications de la description ou des revendications, qui peut être élaboré avec le logiciel NKEAPS, PKEAPS.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement sur papier à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

En cas de panne des systèmes électroniques lorsqu'une demande internationale doit être déposée auprès de l'office, le déposant peut utiliser le "*Domestic Emergency Application System*" et soumettre des documents sur le site Internet fourni par l'office (voir https://www.patent.go.kr/).

L'office fournira des informations concernant la disponibilité du système et les procédures de dépôt.

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs
(voir https://www.wipo.int/pct-eservices/en/certificates.html)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services privés ePCT."

[Mise à jour de l'annexe C(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

8 août 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

PH Philippines 129

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 129
EP Organisation européenne des brevets 129
JP Japon 130
KR République de Corée 130

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

PH Philippines

L'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** a notifié au Bureau international qu'il n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles du mercredi 24 au jeudi 25 juillet 2024.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5(i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré les jours précités, ce délai a pris fin le jour ouvrable suivant, soit le vendredi 26 juillet 2024.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **won coréen (KRW)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2024, est de KRW 2,037,000.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **yen japonais (JPY)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2024, est de JPY 315,400.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2024, sont de USD 905 pour des demandes internationales déposées en japonais ou des demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT[1], et de USD 1,069 pour des demandes internationales déposées en anglais ou des demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour des annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar australien (AUD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2024, sont de AUD 487 pour des demandes internationales déposées en coréen ou des demandes pour lesquelles une traduction en coréen a été fournie selon la règle 12.3 du PCT, et de AUD 1,299 pour des demandes internationales déposées en anglais ou des demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour des annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Cette taxe est réduite pour des demandes par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxes, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions sur l'éligibilité, se référer à https://www.jpo.go.jp/system/process/tesuryo/genmen/genmen20190401/document/index/leaflet_e.pdf

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

22 août 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
CA Canada 132

Informations sur les États contractants
HU Hongrie 133

Taxes payables en vertu du PCT
BR Brésil 133
CA Canada 134
CO Colombie 134

Offices récepteurs
MU Maurice 135

Offices désignés (ou élus)
CA Canada 135
CO Colombie 136

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

CA Canada

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui entreront en vigueur le 1er janvier 2025, consistent en des changements de montants de plusieurs taxes payables à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international.

Avec effet à partir du 1er janvier 2025, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en dollars canadiens)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	2.317,68
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	2.317,68
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	1.158,84
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	1.158,84
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2) sous forme électronique	
a) pour les 7 premiers mégaoctets, plus	[sans changement]
b) par tranche de 10 mégaoctets ou partie de celle-ci qui excède les 7 premiers mégaoctets	[sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par page (sur papier)	[sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/docs/agreements/ag-ca.pdf

L'Office a également notifié un changement concernant l'obtention des copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) ou le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT).

Les demandes de copies de ces documents doivent désormais être transmises par courrier électronique à l'adresse suivante :

cipopbpctpractice-opicpratiquepctdb@ised-isde.gc.ca

[Mise à jour des annexes D(CA) et E(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

HU Hongrie

L'**Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO)** a notifié au Bureau international les dispositions de sa législation nationale qui impose des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès d'offices étrangers par des personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège en Hongrie.

En vertu de l'article 53.5) de la *Loi n° XXXIII de 1995 sur la protection des inventions par les brevets*, du *Décret gouvernemental 142/1996 (IX.2.)* et de la *Loi LXV de 1995*, des restrictions s'appliquent aux demandes susceptibles de présenter un intérêt pour la défense ou la sécurité nationale, à moins que la priorité d'une demande antérieure déposée auprès de l'HIPO soit revendiquée.

[Mise à jour de l'annexe B(HU) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLE EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2024, sont de USD 300 pour les demandes internationales déposées en ligne et de USD 450 pour les demandes internationales déposées sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), exprimé en **dollar canadien (CAD)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable à compter du 1er janvier 2025, est de CAD 434,30.

[Mise à jour de l'annexe C(CA) du Guide du déposant du PCT]

L'office a également notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en dollar canadien (CAD), payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale. Ces montants, également applicables à compter du 1er janvier 2025, sont comme suit :

Taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT) :	CAD	2.317,68
Taxe de recherche additionnelle[2] (règle 40.2.a) du PCT) :	CAD	2.317,68

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international. Ces montants, également applicables à compter du 1er janvier 2025, sont comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b) du PCT) :	CAD	1.158,84
Taxe d'examen préliminaire additionnelle[3] (règle 68.3.a) du PCT) :	CAD	1.158,84

[Mise à jour de l'annexe E(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

CO Colombie

La **Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe de transmission, exprimés en **peso colombien (COP)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces nouveaux montants, applicables depuis le 26 mars 2024, sont les suivants :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :

– dépôt électronique :	COP	326,000
– dépôt sur papier :	COP	431,000

[Mise à jour de l'annexe C(CO) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

[3] Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

OFFICES RÉCEPTEURS

MU Maurice

L'**Office de la propriété industrielle de Maurice** a spécifié l'Office autrichien des brevets – en plus de l'Office australien des brevets et de l'Office européen des brevets (OEB) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, pour les demandes internationales déposées le 1er septembre 2024 ou ultérieurement, par les ressortissants de Maurice et les personnes domiciliées dans ce pays auprès de l'office, ou auprès de l'office récepteur du Bureau international de l'OMPI.

[Mise à jour de l'annexe C(MU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de certaines des composantes de sa taxe nationale, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables à compter du 1er janvier 2025, sont comme suit :

Taxe nationale :

Taxe nationale de base[4] :	CAD	579,42 (234,90)[5]
Taxe pour le rétablissement des droits (entrée dans la phase nationale tardive) :	CAD	289,19

L'office a également notifié un nouveau montant de la taxe de maintien en vigueur faisant partie de sa taxe nationale, exprimée en **dollar canadien (CAD)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), également à compter du 1er janvier 2025. Ce montant, payable pour chaque période d'un an, au moment de l'entrée dans la phase nationale, lorsque celle-ci est effectuée lors du 2e ou éventuellement du 3e anniversaire de la date du dépôt international, ou après cette date, est de CAD 125, ou CAD 58,68 si le déposant est une petite entité.

De plus, l'office a notifié des précisions supplémentaires concernant les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2 du PCT). L'office n'accepte pas les requêtes en vertu de la règle 49*ter*.2 du PCT, cependant, en tant qu'office désigné, l'office accepte les requêtes en restauration du droit de priorité en vertu du sous-paragraphe 28.4(6) de la Loi canadienne sur les brevets et l'article 77 des Règles canadiennes sur les brevets.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CA) du *Guide du déposant du PCT*]

---

4 Cette taxe doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

5 Le montant indiqué entre parenthèses s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par une "petite entité". Pour avoir le droit d'acquitter la taxe réduite, le déposant ou son mandataire doit soumettre une déclaration de statut de "petite entité" signée, conformément au paragraphe 44(3) des *Règles canadiennes sur les brevets*, dans le délai applicable à l'article 154(1)(c)(i), 154(2)(a), 154(3)(a)(iii)(A), 154(3)(b)(i)(A) ou 154(3)(b)(ii)(A) des *Règles canadiennes sur les brevets* (la déclaration du statut de "petite entité" adoptera de préférence le libellé de la déclaration figurant à l'annexe CA.II de la phase nationale du *Guide du déposant du PCT*).

CO Colombie

La **Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale[6], exprimés en **peso colombien (COP)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces nouveaux montants, applicables depuis le 26 mars 2024, sont les suivants :

	En ligne	Sur papier
Pour un brevet :		
Taxe de dépôt :	COP 107,000	COP 132,500
Taxes annuelles :		
– de la 1ère à la 4ème année, par année :	COP 351,500 (522,500)[7]	COP 422,000 (627,000)[7]
Pour un modèle d'utilité :		
– Taxe de dépôt :	COP 95,000	COP 116,500

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CO) du *Guide du déposant du PCT*]

[6] La taxe nationale doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT. Pour connaître le montant de la taxe en vigueur, se renseigner auprès de l'office ou du mandataire.

[7] Le montant indiqué entre parenthèses est applicable en cas de paiement tardif pendant une période de grâce de six mois à compter de la date d'échéance.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

29 août 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

BE Belgique 138

Offices désignés (ou élus)

LA République démocratique populaire lao 138

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notifications d'offices et autorités participants

BE Belgique 138

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

BE Belgique

L'**Office belge de la Propriété intellectuelle (OPRI)** a notifié au Bureau international que le nom de l'office est le suivant :

Nom de l'office :	Office belge de la Propriété intellectuelle (OPRI)

[Mise à jour de l'annexe B(BE) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

LA République démocratique populaire lao

Le **Département de la propriété intellectuelle, Ministère de la science et de la technologie (République démocratique populaire lao)** a notifié des changements concernant un nouveau délai applicable pour l'ouverture de la phase nationale en vertu des articles 22.1) et 39.1)a) du PCT. Ce délai, applicable depuis le 30 mars 2023, est de 30 mois à compter de la date de priorité.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (LA), du *Guide du déposant du PCT*]

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATIONS D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Dans le cadre du Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS") établi par le Bureau international, tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés, est en mesure de participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT). Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html

BE Belgique

Suite à la notification du 1er novembre 2020 de sa participation au DAS en tant qu'office ayant accès et conformément au paragraphe 10 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, l'**Office belge de la Propriété intellectuelle (OPRI)** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant, avec effet à compter du 1er septembre 2024[1].

[Mise à jour de l'annexe B(BE) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Pour plus de détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/das/fr/participating_offices/details.jsp?id=11660

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

6 septembre 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

CO Colombie 140
MX Mexique 140
PH Philippines 141

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

CO Colombie

La **Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)** a notifié au Bureau international la suppression du numéro de télécopieur de la liste de ses moyens de communication, ainsi que des changements relatifs à son siège, son adresse postale et son numéro de téléphone. De plus, l'Office a également notifié une adresse supplémentaire pour son service de correspondance et de dépôt, comme suit :

Siège et adresse postale :	Carrera 13 No. 27-00, Piso 3 Bogotá D.C. Colombia
Service de correspondance et de dépôt :	Av. Carrera 7 Nos. 31a - 36, Piso 3 Bogotá D.C. Colombia
Téléphone :	(57-601) 587 00 00

[Mise à jour de l'annexe B(CO) du *Guide du déposant du PCT*]

MX Mexique

L'**Institut mexicain de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international qu'il n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles du jeudi 8 au vendredi 9 août 2024.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5(i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré les jours précités, ce délai a pris fin le jour ouvrable suivant, soit le lundi 12 août 2024.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

PH Philippines

L'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** a notifié au Bureau international qu'il n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le mercredi 28 août 2024.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5(i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré le jour précité, ce délai a pris fin le jour ouvrable suivant, soit le jeudi 29 août 2024.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

12 septembre 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 143
CA Canada 143
EG Égypte 143
EP Organisation européenne des brevets 144
IN Inde 144
JP Japon 144
NO Norvège 144

Offices récepteurs

CN Chine 145

Offices désignés (ou élus)

CN Chine 145

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

CN Chine 147

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique : institutions auprès desquelles des dépôts peuvent être effectués

RU Fédération de Russie 147

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

L'**Office australien des brevets**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international la suppression de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), avec effet à compter du 1 octobre 2024.

[Mise à jour de l'annexe C(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

CA Canada

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2024, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	CAD	2.120
Taxe par feuille à compter de la 31e :	CAD	24
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	CAD	319
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	CAD	478
Taxe de traitement :	CAD	319

De plus, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ce montant, également applicable à compter du 1er novembre 2024, est de CHF 1.393.

[Mise à jour de l'annexe C(CA), D(CA) et E(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

EG Égypte

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office égyptien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2024, est de CHF 70.

[Mise à jour de l'annexe D(EG) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **yen japonais (JPY)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2024, est de JPY 296.600.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2024, sont de CHF 101, ou CHF 25 dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier.

[Mise à jour de l'annexe D(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2024, sont de USD 992 pour les demandes internationales déposées en japonais ou les demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT[1], et de USD 1.173 pour les demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

NO Norvège

De nouveaux montants équivalents de taxes, exprimés en **couronne norvégienne (NOK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2024, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	NOK	16.550
Taxe par feuille à compter de la 31e :	NOK	190

[1] Cette taxe est réduite pour des demandes par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxes, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions sur l'éligibilité, se référer à : https://www.jpo.go.jp/system/process/tesuryo/genmen/genmen20190401/document/index/leaflet_e.pdf

Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête en format à codage de caractères) :	NOK	2.490
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NOK	3.730

[Mise à jour de l'annexe C(NO) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

CN Chine

L'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)** a notifié au Bureau international une mise à jour de ses exigences en matière de représentation auprès de l'office en sa qualité d'office récepteur, avec effet depuis le 20 janvier 2024, comme suit :

– un mandataire est exigé si le déposant n'a pas de résidence habituelle ni de bureau commercial sur le continent chinois;

– un mandataire n'est pas exigé si le déposant a une résidence habituelle ou un bureau commercial sur le continent chinois.

[Mise à jour de l'annexe C(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CN Chine

L'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)** a notifié au Bureau international un changement dans la référence à une règle du Règlement d'exécution de la Loi chinoise sur les brevets dans la note concernant les délais applicables pour l'ouverture de la phase nationale. La note révisée se lit désormais comme suit :

> Le délai peut être prorogé de deux mois à condition que le déposant acquitte la taxe prescrite (article 48 du PCT et la règle 120 du Règlement d'exécution de la loi chinoise sur les brevets).

L'office a également notifié au Bureau international, avec effet depuis le 26 juillet 2024, un changement relatif aux conditions d'exemption, de réduction ou de remboursement de la taxe nationale, comme suit :

La taxe de dépôt et la taxe de dépôt supplémentaire pour une demande internationale entrant dans la phase nationale seront exonérées lorsque l'Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) agit en tant qu'office récepteur et administration chargée de la recherche internationale.

Aucune taxe d'examen n'est due si le rapport international de recherche et le rapport préliminaire international sur la brevetabilité ont été établis par l'Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA).

Un remboursement de 50% de la taxe d'examen peut être demandé lorsque la demande est entrée dans la phase de l'examen quant au fond mais que la demande est retirée volontairement avant l'expiration du délai pour répondre à la première opinion de l'examen (sauf si une réponse a déjà été soumise).

De plus, l'office a notifié un changement relatif à l'exigence particulière de l'office (en vertu de la règle 51*bis* du PCT) concernant l'acte de cession de la demande internationale, avec effet depuis le 20 janvier 2024. La liste récapitulative des exigences particulières en vertu de ladite règle est désormais comme suit :

– Nom de l'inventeur s'il n'a pas été indiqué dans la partie requête de la demande internationale[2]

– Acte de cession du droit de priorité lorsqu'il n'y a pas identité entre les déposants[2]

– Si nécessaire, les documents certifiant que le déposant tel que modifié a des droits sur la demande

– Nomination d'un mandataire

– Preuve concernant les exceptions au défaut de nouveauté si une requête à cet effet est soumise en ce qui concerne la demande internationale

– Fourniture, le cas échéant, d'un listage des séquences de nucléotides ou d'acides aminés sous forme électronique

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CN) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Cette exigence peut être remplie si la déclaration correspondante a été faite conformément à la règle 4.17 du PCT.

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

CN Chine

En vertu de la règle 89*bis*.1)d) et de l'instruction 710.b) des Instructions administratives du PCT, l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 24 août 2023, page 163. En particulier, l'office a clarifié le nom du logiciel de dépôt électronique à utiliser pour le dépôt électronique de demandes de brevet.

Par conséquent, le point relatif aux logiciels de dépôt électronique, spécifié par l'office dans la notification publiée dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné, sera remplacé par le suivant :

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– Patent Business Processing System

[Mise à jour de l'annexe C(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES ET AUTRE MATÉRIEL BIOLOGIQUE : INSTITUTIONS AUPRÈS DESQUELLES DES DÉPÔTS PEUVENT ÊTRE EFFECTUÉS

RU Fédération de Russie

Conformément à la règle 13*bis*.7.b) du PCT, le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)** a adressé[3] au Bureau international une notification relative à une institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale auprès de laquelle des dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique peuvent être effectués en vertu du *Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets*, avec effet depuis le 29 août 2024, comme suit :

Collection of Eubiotic and Epiphytic Microorganisms (CEEM)
Kuban State Agrarian University named after I.T.Trubilin
13 Kalinina Street
Krasnodar, 350044
Russian Federation

[3] La texte de la Notification Budapest n° 363 peut être consulté sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/wipolex/fr/treaties/notifications/details/treaty_budapest_363

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

19 septembre 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 149
IN Inde 149
IN Inde – Rectificatif 149

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

GR Grèce 150
MU Maurice 152

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

L'**Office australien des brevets** a notifié de nouveaux montants de la taxe de dépôt faisant partie de la taxe nationale, exprimés en **dollar australien (AUD)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables à compter du 1er octobre 2024, comme suit :

Taxe de dépôt :

– Lorsque les moyens préférés suivants sont utilisés : Online Services (eServices) ou Business to Business (B2B)[1] : AUD 400

– Lorsque d'autres moyens acceptés tels que courrier ou à un comptoir sont utilisés[1] : AUD 600

[Mise à jour du chapitre national, résumé (AU) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euros (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2024, sont de EUR 108, ou EUR 27 dans le cas d'un dépôt effectué par une personne physique, une startup, une petite entité ou un établissement d'enseignement.

[Mise à jour de l'annexe D(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde – Rectificatif

L'indication de "un particulier" comme catégorie de déposants à laquelle l'un des nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets** s'applique, publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 12 septembre 2024 (page 144), était incorrecte. L'indication correcte est : "une personne physique, une startup, une petite entité ou un établissement d'enseignement."

[1] Pour plus de renseignements, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.ipaustralia.gov.au/patents/timeframes-and-fees#fx-tabs-0-panel-0

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS PAR LES OFFICES RÉCEPTEURS

GR Grèce

L'**Organisation de la propriété industrielle (OBI) (Grèce)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, qu'elle est disposée à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du 19 septembre 2024, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– Front Office (GR epatents)

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)). L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, aux numéros suivants :
(+30-210) 618 36 67 et (+30-210) 618 35 20
– par courriel, à l'adresse électronique suivante : epct@obi.gr

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales
– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (https://www.obi.gr/en/)

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (https://www.wipo.int/pct-eservices/en/certificates.html)
– Autorité de certification (AC) pour l'Office européen des brevets (www.epoline.org/security/EPO_PKI_CPS.pdf)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(GR) du *Guide du déposant du PCT*]

MU Maurice

L'**Office de la propriété industrielle de Maurice**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du 1er novembre 2024, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)
– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)
– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)
– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)
– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)). L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (230) 260 28 11

– par courriel, à l'adresse électronique suivante: ipom@govmu.org

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (https://foreign.govmu.org/Pages/Industrial Property Office/Industrial-Property-Office.aspx)

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (https://www.wipo.int/pct-eservices/en/certificates.html)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(MU) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

26 septembre 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

US États-Unis d'Amérique 156

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

CO Colombie 156

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2024, sont de ZAR 39.000 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, de ZAR 15.600 pour une petite entité, et de ZAR 7.800 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS PAR LES OFFICES RÉCEPTEURS

CO Colombie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT et de l'instruction 710.b) des Instructions administratives du PCT, la **Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international plusieurs changements à apporter à sa notification concernant le dépôt et le traitement des demandes internationales sous forme électronique.

Par conséquent, la notification suivante remplacera la notification publiée précédemment dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 19 novembre 2015, pages 184 et suiv. :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : dirnuecreaciones@sic.gov.co

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.sic.gov.co).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (https://www.wipo.int/pct-eservices/en/certificates.html)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services privés ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(CO) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

3 octobre 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Listes révisées des États satisfaisant aux critères visés aux points 5.a) et 5.b) du barème de taxes du PCT

Note du Bureau international 160

Informations sur les États contractants

DE Allemagne 161

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 161
CL Chili 162
JP Japon 162
PH Philippines 163
US États-Unis d'Amérique 163

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

LISTES RÉVISÉES DES ÉTATS SATISFAISANT AUX CRITÈRES VISÉS AUX POINTS 5.a) ET 5.b) DU BARÈME DE TAXES DU PCT

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

Après consultation par le moyen de la circulaire C. PCT 1670 du 25 juin 2024, une version révisée des listes des États qui satisfont aux critères visés aux points 5.a) et 5.b) du barème de taxes du PCT, conformément aux Directives[1] concernant la mise à jour des listes des États précités, a été établie.

Les listes révisées des États qui satisfont à ces critères, avec effet à compter du 1er janvier 2025, sont comme suit :

(1) Les États qui satisfont au critère visé au point 5.a) du barème de taxes du PCT :

i) Les États qui sont des États contractants du PCT :

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola, Antigua et Barbuda, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Équateur, Estonie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Gabon, Gambie (la), Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Libéria, Libye, Lituanie, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Türkiye (la), Ukraine, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

ii) Les États qui ne sont pas des États contractants du PCT :

Afghanistan, Argentine, Bahamas, Bangladesh, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Burundi, République démocratique du Congo, Érythrée, Éthiopie, Fidji, Micronésie (États fédérés de), Guyana, Haïti, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Liban, Maldives, Myanmar, Nauru, Népal, Pakistan, Palaos, Paraguay, Somalie, Soudan du Sud, Suriname, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen.

[1] Telles qu'adoptées par l'Assemblée de l'Union du PCT à sa quarante-sixième session (27e session extraordinaire) et publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 12 février 2015 (pages 38 et 39).

(2) Les États qui satisfont au critère visé au point 5.b) du barème de taxes du PCT :

i) Les États qui sont des États contractants du PCT :

Angola, Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Comores, Djibouti, Gambie (la), Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Zambie.

ii) Les États qui ne sont pas des États contractants du PCT :

Afghanistan, Bangladesh, Burundi, Érythrée, Éthiopie, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Myanmar, Népal, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan du Sud, Timor-Leste, Tuvalu, Yémen.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

DE Allemagne

L'**Office allemand des brevets et des marques** a notifié au Bureau international la suppression d'un de ses numéros de téléphone. Le numéro de téléphone qui est disponible est comme suit :

Téléphone : (49-89) 2195-1000

[Mise à jour de l'annexe B(DE) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)** et en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2024, sont de EUR 272 et de CHF 256 pour les demandes internationales déposées en ligne et de EUR 408 et de CHF 383 pour les demandes internationales déposées sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

CL Chili

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)**. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2024, sont comme suit :

Taxe de recherche :	EUR 1.798
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une personne physique ou morale :	EUR 360 (lorsque le déposant est ressortissant d'un des États, et est domicilié dans un des États, qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à ce critère.)
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une université :	EUR 270 (lorsque le déposant est a) une université chilienne, ou b) une université étrangère qui a son siège dans un des États qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt.)

[Mise à jour de l'annexe D(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2024, sont de EUR 896 pour les demandes internationales déposées en japonais ou les demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT[2], et de EUR 1.059 pour les demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Cette taxe est réduite pour des demandes par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxes, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions sur l'éligibilité, se référer à : https://www.jpo.go.jp/system/process/tesuryo/genmen/genmen20190401/document/index/leaflet_e.pdf

PH Philippines

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)** ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines**. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2024, sont de EUR 539, ou de EUR 180 lorsque le déposant est une petite entreprise[3].

[Mise à jour de l'annexe D(PH) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 15.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2024, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	USD	1.575
Taxe par feuille à compter de la 31e :	USD	18
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête n'étant pas en format à codage de caractères) :	USD	118
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD	237
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD	355

[Mise à jour des annexes C(AM), C(AP), C(AZ), C(BH), C(BW), C(BY), C(BZ), C(CL), C(CR), C(DJ), C(DO), C(EA), C(EC), C(EG), C(GE), C(GH), C(HN), C(IB), C(IL), C(IN), C(IQ), C(JM), C(JO), C(KE), C(KG), C(KH), C(KZ), C(LR), C(MD), C(MW), C(MX), C(NI), C(OM), C(PA), C(PE), C(PG), C(PH), C(QA), C(RU), C(SA), C(SC), C(SV), C(SY), C(TJ), C(TM), C(TT), C(UA), C(UG), C(US), C(UZ), C(WS), C(ZM) et C(ZW) du *Guide du déposant du PCT*]

[3] Une petite entreprise fait référence à toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou toute entité ou agence, tout bureau ou service ou toute unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

En outre, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2024, sont de EUR 1.960 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, de EUR 784 pour une petite entité et de EUR 392 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, conformément à la règle 57.2.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour la taxe de traitement. Ce montant, applicable à compter du 1er décembre 2024, est de USD 237.

[Mise à jour des annexes E(CL), E(EA), E(EG), E(IN), E(PH), E(RU) et E(US) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

10 octobre 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
US États-Unis d'Amérique 166

Informations sur les États contractants
JP Japon 166

Taxes payables en vertu du PCT
IB Bureau international de l'OMPI 166
PH Philippines 167
RO Roumanie 167
US États-Unis d'Amérique 167

Offices désignés (ou élus)
BH Bahreïn 168

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : notifications par des offices de la participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT
UZ Ouzbékistan 169

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**, en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international un changement concernant l'adresse Internet à laquelle des copies papier de brevets américains et de demandes de brevets américains publiées cités dans les rapports de recherche, les opinions écrites ou les rapports d'examen préliminaire international dans les demandes internationales peuvent être achetées en ligne, qui est désormais comme suit :

Internet : https://certifiedcopycenter.uspto.gov/index.html

[Mise à jour des annexes D(US) et E(US) du *Guide du déposant du PCT*]

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

JP Japon

L'**Office des brevets du Japon (JPO)** a notifié au Bureau international les dispositions de sa législation nationale qui imposent des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès d'offices étrangers, applicables aux inventions réalisées au Japon, avec effet depuis le 1er mai 2024.

En vertu de l'article 78 de la *Loi sur la promotion de la garantie de la sécurité nationale par la mise en œuvre intégrée de mesures économiques*, des restrictions s'appliquent aux demandes d'inventions appartenant à un domaine technologique spécifié par décret ministériel selon la classification internationale des brevets, etc., qui pourraient, si elles étaient rendues publiques, porter atteinte à la sécurité de la nation et de ses citoyens par des actions extérieures.

[Mise à jour de l'annexe B(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IB Bureau international de l'OMPI

Aux fins du **Bureau international** agissant en sa qualité d'office récepteur, de nouveaux montants équivalents de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis, avec effet à compter du 1er décembre 2024, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	USD 118
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	USD 59 Supplément pour expédition par voie aérienne : USD 12

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

PH Philippines

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines**. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2024, sont de CHF 507, ou de CHF 169 lorsque le déposant est une petite entreprise[1].

[Mise à jour de l'annexe D(PH) du *Guide du déposant du PCT*]

RO Roumanie

L'**Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau leu (RON)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables à compter du 1er janvier 2025, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	RON	498	
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	RON	100	plus les frais de reproduction

[Mise à jour de l'annexe C(RO) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2024, sont de CHF 1.841 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, de CHF 736 pour une petite entité et de CHF 368 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Une petite entreprise fait référence à toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou toute entité ou agence, tout bureau ou service ou toute unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

BH Bahreïn

La **Direction du commerce extérieur et de la propriété intellectuelle, Office national des brevets (Bahreïn)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes nationales, exprimés dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier, en **dinar de Bahreïn (BHD)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables depuis le 22 septembre 2023, sont les suivants :

	(Entreprises)	(Particuliers)
Pour un brevet :		
Taxe de dépôt[2] :	[Sans changement]	BHD 40
Taxe annuelle pour la 2e année :	[Sans changement]	[Sans changement]
Taxe de publication :	[Sans changement]	BHD 50
Pour un modèle d'utilité :		
Taxe de dépôt :	[Sans changement]	[Sans changement]

[Mise à jour du chapitre national, résumé (BH) du *Guide du déposant du PCT*]

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE LA PARTICIPATION AU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI AUX FINS DU PCT

En vertu de la règle 96.2 du PCT, et conformément à l'annexe G des *Instructions administratives du PCT*, un office participant au Service de transfert de taxes de l'OMPI (un "office participant"[3]) en tant "qu'office percepteur" peut, par l'intermédiaire du Bureau international, transférer les taxes et différences y relatives suivantes à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire"), aux fins du PCT :

– **la taxe internationale de dépôt** (règle 15.2.c) ou d) du PCT);
– **la taxe de recherche** (règle 16.1.c) ou d) du PCT);
– **la taxe de recherche supplémentaire** (règle 45*bis*.3.b) du PCT);
– **la taxe de traitement** (règle 57.2.c) ou d) du PCT); et
– **la différence en ce qui concerne la taxe de recherche** (règle 16.1.e) du PCT)[4].

[2] La taxe de dépôt doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

[3] Le terme "office participant" peut se référer à tout office récepteur PCT ("RO"), à toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), à toute administration spécifiée pour la recherche internationale supplémentaire ("SISA") ou à toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA").

[4] En ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé la taxe de recherche, applicable lorsque le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé.

Entre le 1er juillet et le 30 septembre 2024 (inclus)[5], l'office suivant a notifié au Bureau international sa participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, conformément à la partie II.1 de l'annexe G des *Instructions administratives du PCT*, comme suit :

	Transferts de taxes du PCT				
	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
UZ Agence de la propriété intellectuelle auprès du Ministère de la justice de la République d'Ouzbékistan	n/a	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/RU	n/a	n/a	n/a

[5] La liste complète des offices qui participent au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, au 31 décembre 2023, est disponible dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 25 janvier 2024 (pages 24 et suivantes). Les listes des offices supplémentaires ayant notifié leur participation entre le 1er janvier et le 30 mars 2024 et entre le 1er avril et le 30 juin 2024 sont disponibles dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 11 avril 2024, page 78, et du 11 juillet 2024, page 115, respectivement.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

17 octobre 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

États contractants

États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

UY Uruguay 171

Informations sur les États contractants

AM Arménie 171

HN Honduras 171

Taxes payables en vertu du PCT

CL Chili 172

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notifications d'offices et autorités participants

KH Cambodge 173

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

ÉTATS CONTRACTANTS

États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

UY Uruguay

Le 7 octobre 2024, l'**Uruguay** a déposé son instrument d'adhésion au *Traité de coopération en matière de brevets* (PCT) et sera lié par le PCT le **7 janvier 2025**. Par conséquent, toute demande internationale déposée le 7 janvier 2025 ou ultérieurement comprendra automatiquement la désignation de l'Uruguay (code du pays : UY).

De plus, à partir du 7 janvier 2025, les ressortissants de l'Uruguay et les personnes domiciliées dans ce pays pourront déposer des demandes internationales au titre du PCT.

L'instrument d'adhésion au PCT déposé par l'Uruguay contient une déclaration en vertu de l'article 64.1)a) du PCT selon laquelle il n'est pas lié par les dispositions du chapitre II du PCT.

[Mise à jour d'États contractants du PCT du *Guide du déposant du PCT*]

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

AM Arménie

L'**Office de la propriété intellectuelle de la République d'Arménie** a notifié au Bureau international un changement relatif à son siège et adresse postale, qui sont désormais comme suit :

Siège et adresse postale :
5/1 M. Mkrtchyan
0010 Yerevan
Arménie

[Mise à jour de l'annexe B(AM) du *Guide du déposant du PCT*]

HN Honduras

La **Direction générale de la propriété intellectuelle (Honduras)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son siège et son adresse postale, et ses adresses de courrier électronique, qui sont désormais comme suit :

Siège et adresse postale :
Centro Cívico Gubernamental
Boulevard Juan Pablo
Tegucigalpa
Honduras

Courrier électronique :
patentes@ip.gob.hn
Yilda.madrid@ip.gob.hn

[Mise à jour de l'annexe B(HN) du Guide *du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CL Chili

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)**. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2024, sont comme suit :

Taxe de recherche :	CHF 1.689
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une personne physique ou morale :	CHF 338 (lorsque le déposant est ressortissant d'un des États, et est domicilié dans un des États, qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à ce critère.)
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une université :	CHF 253 (lorsque le déposant est a) une université chilienne, ou b) une université étrangère qui a son siège dans un des États qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt.)

[Mise à jour de l'annexe D(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATIONS D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Dans le cadre du Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS") établi par le Bureau international, tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés peut participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT). Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/fr/web/das/participating_offices/index

KH Cambodge

Conformément au paragraphe 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, le **Département de la propriété industrielle, Ministère de l'industrie, de la science, de la technologie et de l'innovation (Cambodge)** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office ayant accès, à compter du 1er mars 2025[1].

[Mise à jour de l'annexe B(KH) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] https://www.wipo.int/en/web/das/participating_offices/search-details?territoryId=90

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

24 octobre 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

ME Monténégro 175

Taxes payables en vertu du PCT

RU Fédération de Russie 175

Offices désignés (ou élus)

RU Fédération de Russie 176

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

ME Monténégro

Le **Ministère du développement économique et du tourisme (Monténégro)** a notifié au Bureau international un changement relatif au nom de l'office, qui est désormais comme suit :

Nom de l'office :	Ministère du développement économique (Monténégro)

[Mise à jour de l'annexe B(ME) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

RU Fédération de Russie

Le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **rouble russe (RUB)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables depuis le 5 octobre 2024, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	RUB	2,000
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	RUB	3,000
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	RUB	2,000

[Mise à jour de l'annexe C(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

RU Fédération de Russie

Le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)** a notifié Bureau international des changements relatifs aux composantes de la taxe nationale, exprimées en **rouble russe (RUB)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables depuis le 5 octobre 2024. La liste récapitulative desdites composantes est désormais la suivante :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt[1] :	RUB	4.000
Taxe d'examen[2] :		
– pour une revendication indépendante :	RUB	14.000
– pour chaque revendication indépendante à compter de la 2ème :	RUB	10.000
Taxe annuelle pour la 6ème année :	RUB	3.000

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt[1] :	RUB	2.000
Taxe annuelle pour la 6ème année :	RUB	3.000

De plus, l'office a notifié un changement relatif aux conditions d'exemption, de réduction ou de remboursement de la taxe nationale - avec effet depuis le 5 octobre 2024, la réduction de 30% de la taxe de dépôt, la taxe d'examen et la taxe de rétablissement lorsque la demande et tous les documents requis sont déposés en ligne n'est plus applicable.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (RU), du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai fixé dans l'invitation.

[2] Lorsque la requête en examen quant au fond est déposée lors de l'ouverture de la phase nationale.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

31 octobre 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

RU Fédération de Russie 178
SA Arabie saoudite 179

Taxes payables en vertu du PCT

EP Organisation européenne des brevets (OEB) 180
RU Fédération de Russie 180

Offices récepteurs

CN Chine 182

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

RU Fédération de Russie

Accord entre le Service fédéral pour la propriété intellectuelle de la Fédération de Russie et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

Le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.2) et 3) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord, avec effet à compter du 5 octobre 2024.

Par conséquent, depuis le 5 octobre 2024, l'annexe D modifiée a la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	**Montant (en roubles russes)**
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	
– pour une demande en anglais	45.000
– pour une demande en russe	9.000
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	
– pour une demande en anglais	45.000
– pour une demande en russe	9.000
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a))	12.000
Taxe de recherche supplémentaire pour une recherche effectuée conformément à l'alinéa 3.3) de l'annexe B, selon laquelle une déclaration prévue à l'article 17.2)a) a été faite concernant un objet visé à la règle 39.1.iv)	19.000
Taxe de réexamen (règle 45*bis*.6.c))	[sans changement]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	
– si le rapport de recherche internationale a été établi par l'Administration	
– pour une demande en anglais	18.000
– pour une demande en russe	5.000

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/export/sites/www/pct/fr/docs/agreements/ag-ru.pdf

– si le rapport de recherche internationale a été établi par une autre administration chargée de la recherche internationale	
– pour une demande en anglais	26.000
– pour une demande en russe	7.000
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	
– si le rapport de recherche internationale a été établi par l'Administration	
– pour une demande en anglais	21.000
– pour une demande en russe	6.000
– si le rapport de recherche internationale a été établi par une autre administration chargée de la recherche internationale	
– pour une demande en anglais	25.000
– pour une demande en russe	7.000
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	4.000
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	5.000
Taxe pour la délivrance de copies (excepté pour les documents transmis au déposant parallèlement au rapport de recherche internationale ou au rapport) d'examen préliminaire (règles 44.3.b) et 71.2.b))	
– document de brevet, par page	[sans changement]
– document non-brevet, par page	[sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 94.1*ter* et 94.2), par page	[sans changement]

Partie II. [Sans changement]

SA Arabie saoudite

À sa cinquante cinquième session (24e session ordinaire), tenue à Genève du 6 au 14 juillet 2023, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a nommé l'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** en qualité d'administration chargée de la recherche internationale (ISA) et d'administration chargée de l'examen préliminaire international (IPEA) au titre du PCT (voir les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 30 novembre 2023, pages 223 *et seq.*).

L'office a notifié au Bureau international qu'il est disposé à commencer à exercer les fonctions d'ISA et d'IPEA avec effet à compter du 15 décembre 2024.

L'accord entre l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle concernant les fonctions de l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international au titre du Traité de coopération en matière de brevets, entrera en vigueur le 15 décembre 2024.

Cet accord figure à la fin de ce numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **yuan chinois renminbi (CNY)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er décembre 2024, est de CNY 14.310.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

Le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **rouble russe (RUB)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, et d'administration chargée de l'examen préliminaire international. Ces montants, applicables depuis le 5 octobre 2024, sont comme suit :

Taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT)	
– pour une recherche effectuée en anglais :	RUB 45.000
– pour une recherche effectuée en russe :	RUB 9.000
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2.a) du PCT)	
– pour une recherche effectuée en anglais :	RUB 45.000
– pour une recherche effectuée en russe :	RUB 9.000
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a)) :	RUB 12.000

Taxe de recherche supplémentaire pour une recherche effectuée conformément à l'alinéa 3 de l'annexe B, selon laquelle une déclaration prévue à l'article 17.2)a) a été faite concernant un objet visé à la règle 39.1.iv) : RUB 19.000

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))

– pour un examen effectué en anglais : RUB 18.000 (26.000)

Le montant indiqué entre parenthèses est applicable lorsque le rapport de recherche internationale n'a pas été établi par le Service fédéral de la propriété intellectuelle, (Rospatent) (Fédération de Russie).

– pour un examen effectué en russe : RUB 5.000 (7.000)

Le montant indiqué entre parenthèses est applicable lorsque le rapport de recherche internationale n'a pas été établi par le Service fédéral de la propriété intellectuelle, (Rospatent) (Fédération de Russie).

Taxe additionnelle (règle 68.3.a))

– pour un examen effectué en anglais : RUB 21.000 (25.000)

Le montant indiqué entre parenthèses est applicable lorsque le rapport de recherche internationale n'a pas été établi par le Service fédéral de la propriété intellectuelle, (Rospatent) (Fédération de Russie).

– pour un examen effectué en russe : RUB 6.000 (7.000)

Le montant indiqué entre parenthèses est applicable lorsque le rapport de recherche internationale n'a pas été établi par le Service fédéral de la propriété intellectuelle, (Rospatent) (Fédération de Russie).

Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e)) :	RUB	4.000
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c), 13*ter*.2 et 45*bis*.5(c)) :	RUB	5.000

[Mise à jour des annexes D(RU), SISA(RU) et E(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

CN Chine

Suite aux notifications publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 29 octobre 2020 (page 223), du 6 octobre 2022 (page 276) et du 26 octobre 2023 (page 194), concernant le projet pilote entre l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)** et l'**Office européen des brevets (OEB)**, la CNIPA a notifié au Bureau international qu'en vertu du consensus obtenu par la CNIPA et l'OEB, les déposants qui déposent une demande internationale auprès de la CNIPA en tant qu'office récepteur et qui choisissent l'OEB en tant qu'administration chargée de la recherche internationale devront payer la taxe de recherche internationale à la CNIPA, en **yuan chinois renminbi (CNY)**, à compter du 1er décembre 2024.

[Mise à jour de l'annexe C(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

ACCORD

entre l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle
et le Bureau international de l'Organisation Mondiale
de la Propriété Intellectuelle

concernant les fonctions de l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle
en qualité d'administration chargée de la recherche internationale
et d'administration chargée de l'examen préliminaire international
au titre du Traité de coopération en matière de brevets

Préambule

l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle,

Considérant que l'Assemblée de l'Union du PCT, après avoir entendu l'avis du Comité de coopération technique du PCT, a nommé l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international au titre du Traité de coopération en matière de brevets, et approuvé le présent accord conformément aux articles 16.3) et 32.3),

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier
Termes et expressions

1) Aux fins du présent accord, on entend par

a) "traité" le Traité de coopération en matière de brevets;

b) "règlement d'exécution" le règlement d'exécution du traité;

c) "instructions administratives" les instructions administratives du traité;

d) "article" un article du traité (sauf quand il est fait expressément référence à un article du présent accord);

e) "règle" une règle du règlement d'exécution;

f) "État contractant" un État partie au traité;

g) "Administration" l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle;

h) "Bureau international" le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

2) Aux fins du présent accord, tous les autres termes et expressions utilisés dans ledit accord qui sont également employés dans le traité, le règlement d'exécution ou les instructions administratives ont le même sens que dans le traité, le règlement d'exécution et les instructions administratives.

Article 2
Obligations fondamentales

1) L'Administration procède à la recherche internationale et à l'examen préliminaire international conformément aux dispositions du traité, du règlement d'exécution, des instructions administratives et du présent accord et assume toutes autres fonctions confiées aux administrations chargées de la recherche internationale et aux administrations chargées de l'examen préliminaire international en vertu de ces dispositions.

2) Pour procéder à la recherche internationale et à l'examen préliminaire international, l'Administration applique et observe toutes les règles communes à la recherche internationale et à l'examen préliminaire international et se conforme notamment aux Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT.

3) L'Administration assure le fonctionnement d'un système de gestion de la qualité conformément aux exigences prévues dans les Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT.

4) L'Administration et le Bureau international, eu égard à leurs tâches respectives telles que prévues par le traité, le règlement d'exécution, les instructions administratives et le présent accord, se prêtent mutuellement assistance, dans la mesure qu'ils jugent l'un et l'autre appropriée, pour l'exécution desdites tâches.

Article 3
Compétence de l'Administration

1) L'Administration agit en qualité d'administration chargée de la recherche internationale à l'égard de toute demande internationale déposée auprès de l'office récepteur de tout État contractant, ou agissant pour tout État contractant, indiqué à l'annexe A du présent accord, à condition que l'office récepteur l'ait désignée à cette fin, que la demande, ou une traduction de celle-ci remise aux fins de la recherche internationale, soit dans la langue ou dans l'une des langues indiquées à l'annexe A du présent accord et, le cas échéant, que l'Administration ait été choisie par le déposant et que toute autre condition précisée dans l'annexe A du présent accord au sujet d'une telle demande soit remplie.

2) L'Administration agit en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international à l'égard de toute demande internationale déposée auprès de l'office récepteur de tout État contractant, ou agissant pour tout État contractant, indiqué à l'annexe A du présent accord, à condition que l'office récepteur l'ait désignée à cette fin, que la demande, ou une traduction de celle-ci remise aux fins de l'examen préliminaire international, soit dans la langue ou dans l'une des langues indiquées à l'annexe A du présent accord et, le cas échéant, que l'Administration ait été choisie par le déposant et que toute autre condition précisée dans l'annexe A du présent accord au sujet d'une telle demande soit remplie.

3) Lorsqu'une demande internationale est déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur en vertu de la règle 19.1.a)iii), les alinéas 1) et 2) s'appliquent comme si la demande avait été déposée auprès d'un office récepteur compétent en vertu de la règle 19.1.a)i) ou ii), b) ou c) ou de la règle 19.2.i).

4) L'Administration effectue des recherches internationales supplémentaires conformément à la règle 45*bis* dans les limites qu'elle fixe, comme indiqué à l'annexe B du présent accord.

Article 4
Objets pour lesquels la recherche et l'examen ne sont pas obligatoires

En vertu, respectivement, de l'article 17.2 a)i) et de l'article 34.4)a)i), l'Administration n'est pas tenue d'effectuer la recherche internationale ou l'examen préliminaire international dans la mesure où elle considère que la demande internationale concerne un objet visé à la règle 39.1 ou à la règle 67.1, selon le cas, à l'exception des objets indiqués à l'annexe C du présent accord.

Article 5
Taxes et droits

1) Un barème de toutes les taxes requises par l'Administration, ainsi que de tous les autres droits que l'Administration peut percevoir en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, figure à l'annexe D du présent accord.

2) Sous réserve des conditions et limites indiquées à l'annexe D du présent accord, l'Administration

i) rembourse tout ou partie de la taxe de recherche acquittée, ou supprime ou réduit la taxe de recherche, lorsque le rapport de recherche internationale peut se baser entièrement ou partiellement sur les résultats d'une recherche effectuée antérieurement (règles 16.3 et 41.1);

ii) rembourse la taxe de recherche lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée avant le début de la recherche internationale.

3) L'Administration rembourse, aux conditions et dans les limites indiquées à l'annexe D du présent accord, tout ou partie de la taxe d'examen préliminaire acquittée lorsque la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée (règle 58.3), ou bien lorsque la demande d'examen préliminaire international ou la demande internationale est retirée par le déposant avant le début de l'examen préliminaire international.

Article 6
Classification

Aux fins des règles 43.3.a) et 70.5.b), l'Administration indique la classe dans laquelle entre l'objet selon la classification internationale des brevets. L'Administration peut, en outre, conformément aux règles 43.3 et 70.5, indiquer le classement de l'objet selon toute autre classification des brevets énoncée à l'annexe E du présent accord dans les limites qu'elle fixe, comme indiqué dans ladite annexe.

Article 7
Langues utilisées par l'Administration pour la correspondance

L'Administration utilise, aux fins de la correspondance (y compris les formulaires), à l'exclusion de la correspondance échangée avec le Bureau international, la langue ou l'une des langues indiquées à l'annexe F, compte tenu de la langue ou des langues indiquées à l'annexe A et de la langue ou des langues dont l'usage est autorisé par l'Administration conformément à la règle 92.2.b).

Article 8
Recherche de type international

L'Administration effectue des recherches de type international dans les limites qu'elle fixe, comme indiqué à l'annexe G du présent accord.

Article 9
Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur à une date notifiée au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle par l'Administration, cette date étant postérieure d'au moins un mois à la date de ladite notification.

Article 10
Durée et renouvellement

Le présent accord restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2027. En juillet 2026 au plus tard, les parties au présent accord entameront des négociations en vue de le renouveler.

Article 11
Modification

1) Sans préjudice des alinéas 2) et 3), les parties peuvent convenir de modifications à apporter au présent accord, sous réserve de leur approbation par l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets; ces modifications prennent effet à la date convenue entre les parties.

2) Sans préjudice de l'alinéa 3), le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle et l'Administration peuvent convenir de modifications à apporter aux annexes du présent accord; nonobstant les dispositions de l'alinéa 4), ces modifications prennent effet à la date convenue entre eux.

3) L'Administration peut, par notification adressée au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle,

i) compléter les indications relatives aux États et aux langues figurant à l'annexe A du présent accord;

ii) modifier les indications relatives aux recherches internationales supplémentaires figurant à l'annexe B du présent accord;

iii) modifier le barème de taxes et de droits figurant à l'annexe D du présent accord;

iv) modifier les indications relatives aux systèmes de classement des brevets figurant à l'annexe E du présent accord;

v) modifier les indications relatives aux langues utilisées pour la correspondance figurant à l'annexe F du présent accord;

vi) modifier les indications relatives aux recherches de type international figurant à l'annexe G du présent accord.

4) Toute modification notifiée conformément à l'alinéa 3) prend effet à la date indiquée dans la notification; toutefois,

i) toute modification de l'annexe B tendant à ce que l'Administration n'effectue plus de recherches internationales supplémentaires ne prend effet que six mois au moins après la date de réception de la notification par le Bureau international, et

ii) toute modification concernant la monnaie dans laquelle sont exprimés les taxes ou droits indiqués à l'annexe D ou leur montant, toute adjonction de nouvelles taxes ou de nouveaux droits, ou toute modification des conditions et des limites des remboursements ou des réductions de taxes indiquées à l'annexe D ne prend effet que deux mois au moins après la date de réception de la notification par le Bureau international.

Article 12
Extinction

1) Le présent accord prend fin avant le 31 décembre 2027 :

i) si l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle notifie par écrit au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle son intention de mettre fin au présent accord; ou

ii) si le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle notifie par écrit à l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle son intention de mettre fin au présent accord.

2) L'extinction du présent accord conformément à l'alinéa 1) prend effet un an après réception de la notification par l'autre partie, sauf si un délai plus long est précisé dans la notification ou si les deux parties conviennent d'un délai plus court.

En foi de quoi les parties ont apposé leur signature au bas du présent accord.

Fait à Genève, le 11 juillet deux mille vingt-trois, en double exemplaire en langue anglaise et arabe, chaque texte faisant également foi.

Pour l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle :

Pour le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle :

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) les États suivants pour lesquels elle agira :

en ce qui concerne l'article 3.1) : tout État contractant;

en ce qui concerne l'article 3.2) : tout État contractant.

Lorsqu'un office récepteur désigne l'Administration internationale en vertu des articles 3.1) et 3.2), l'Administration internationale devient compétente à l'égard des demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur à partir d'une date à convenir entre l'office récepteur et l'Administration internationale et à notifier au Bureau international.

ii) les langues suivantes qu'elle acceptera :

arabe et anglais.

Annexe B
Recherche internationale supplémentaire : documents sur lesquels porte la recherche; limitations et conditions

L'Administration n'effectue pas de recherches internationales supplémentaires.

Annexe C
Objets non exclus de la recherche ou de l'examen

Les objets visés à la règle 39.1 ou à la règle 67.1 qui, conformément à l'article 4 de l'accord, ne sont pas exclus de la recherche ou de l'examen sont les suivants :

tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation relative aux brevets de l'Arabie saoudite, est soumis à la recherche ou à l'examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets nationaux.

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (Riyal saoudien)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	1.000
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	1.000
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	600
Taxe pour paiement tardif de la taxe d'examen préliminaire	montant prévu par la règle 58*bis*.2
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	600
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	400
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	100
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par page	3

Partie II. Conditions et limites des remboursements ou des réductions de taxes

1) Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent par rapport au montant dû au titre des taxes indiquées dans la partie I est remboursée.

2) Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) avant le début de la recherche internationale, le montant de la taxe de recherche qui a été acquitté est intégralement remboursé.

3) Lorsque l'Administration peut utiliser les résultats d'une recherche antérieure, elle rembourse 25% à 75% du montant de la taxe de recherche acquittée, selon le degré d'utilisation de la recherche antérieure par l'Administration.

4) Dans les cas prévus à la règle 58.3, le montant de la taxe d'examen préliminaire qui a été acquitté est intégralement remboursé.

5) Lorsque la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international, le montant de la taxe d'examen préliminaire qui a été acquitté est intégralement remboursé.

Annexe E
Classification

En vertu de l’article 6 de l’accord, l’Administration utilise le(les) système(s) de classement ci-après en sus de la classification internationale des brevets : aucun.

Annexe F
Langues utilisées pour la correspondance

Conformément à l’article 7 de l’accord, l’Administration spécifie la(les) langue(s) suivante(s) :

arabe et anglais, en fonction de la langue dans laquelle la demande internationale est déposée ou traduite.

Annexe G
Recherche de type international

En vertu de l’article 8 de l’accord, l’Administration spécifie les limites suivantes en ce qui concerne les recherches de type international :

L’Administration n’effectue pas de recherches de type international.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

7 novembre 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

GH Ghana 191
IR République islamique d'Iran 191

Taxes payables en vertu du PCT

PT Portugal 192

Offices désignés (ou élus)

PT Portugal 192

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

GH Ghana

La **Direction générale de l'enregistrement (Ghana)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse de courrier électronique ainsi qu'à son site Internet, comme suit :

Courrier électronique :	info@rgd.gov.gh ip@rgd.gov.gh
Site Internet :	https://rgd.gov.gh/Patent.html

De plus, l'office a modifié ses exigences concernant le délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Ghana est désigné (ou élu), comme suit :

> Le nom et l'adresse de l'inventeur peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

[Mise à jour de l'annexe B(GH) du *Guide du déposant du PCT*]

IR République islamique d'Iran

Le **Centre de propriété intellectuelle (République islamique d'Iran)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son siège et son adresse postale, ainsi qu'à ses numéros de téléphone et de télécopieur, comme suit :

Siège et adresse postale :	Mellat Building, Phayazbakhsh Ave. Imam Khomeini Square Tehran 1114678111 République islamique d'Iran
Téléphone :	(98-21) 6392 3361
Télécopieur :	(98-21) 6675 1799

[Mise à jour de l'annexe B(IR) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

PT Portugal

L'**Institut national de la propriété industrielle (Portugal)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur, et applicables depuis le 1er juillet 2024, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	EUR	12,31	(en ligne)
	EUR	24,60	(sur papier)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	EUR	18,46	(copie électronique)
	EUR	49,19	(copie papier)
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	EUR	184,49	(formulaire déposé en ligne)
	EUR	368,98	(formulaire déposé sur papier)

[Mise à jour de l'annexe C(PT) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

PT Portugal

L'**Institut national de la propriété industrielle (Portugal)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe nationale de dépôt, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables depuis le 1er juillet 2024, sont comme suit :

Taxe nationale[1] :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt[2] :	EUR	123,00	(en ligne)
	EUR	246,00	(sur papier)

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt[2] :	EUR	215,24	(en ligne)
	EUR	430,48	(sur papier)

[Mise à jour du chapitre national, résumé (PT) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, il peut encore payer la taxe dans un délai d'un mois à compter de l'expiration du délai applicable, sous réserve du paiement d'une surtaxe égale à 50% de la taxe de dépôt.

[2] Le montant de la taxe de dépôt comprend la publication et l'examen.

En outre, l’office a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe pour une requête en restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2.d) du PCT), exprimés en **euro (EUR)**, payables à l’office en sa qualité d’office désigné (ou élu). Ces montants, applicables depuis le 1er juillet 2024, sont de EUR 184,49 lorsque le formulaire est déposé en ligne et de EUR 368,98 lorsque le formulaire est déposé sur papier.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

14 novembre 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

Taxes du PCT – Établissement de nouveaux montants équivalents de taxes 195

Taxes payables en vertu du PCT

RU Fédération de Russie 196

Bureau international

Jours chômés 197

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

Taxes du PCT – Établissement de nouveaux montants équivalents de taxes

Suite aux consultations menées par le Directeur général de l'OMPI en octobre 2024, conformément aux Directives adoptées par l'Assemblée du PCT[1] et aux règles 15.2.d) et 57.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la **taxe internationale de dépôt** (comprenant la taxe pour chaque feuille à compter de la 31e et les réductions de taxe lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique) et de la **taxe de traitement**, respectivement, ont été établis dans **diverses monnaies**, avec effet au 1er janvier 2025, comme indiqué dans le tableau 1 publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT). Ce tableau indique à la fois les montants équivalents actuels et, en caractères gras, tout nouveau montant équivalent de ces taxes correspondant aux montants en franc suisse (CHF), indiqués dans le barème de taxes actuel[2].

De plus, conformément à la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents des **taxes de recherche** ont été établis, dans les **monnaies des offices récepteurs**, pour toutes les administrations chargées de la recherche internationale, également avec effet au 1er janvier 2025, comme indiqué dans le tableau 2 publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT). Ce tableau indique à la fois les montants équivalents actuels et, en caractères gras, tout nouveau montant équivalent des taxes de recherche fixé par les administrations chargées de la recherche internationale.

En outre, conformément à la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents des **taxes de recherche supplémentaire** ont été établis en **franc suisse (CHF)** pour toutes les administrations indiquées pour la recherche supplémentaire, également avec effet au 1er janvier 2025, comme indiqué dans le tableau 3 publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT). Ce tableau indique les montants des taxes de recherche supplémentaire fixées par les administrations, ainsi que les nouveaux montants équivalents de ces taxes en franc suisse (CHF).

[1] Les Directives de l'Assemblée du PCT relatives à l'établissement de montants équivalents de certaines taxes sont disponibles sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/fees/equivalent_amounts.html

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/rtax.html

[Mise à jour des annexes suivantes du *Guide du déposant du PCT* :

annexes C(AM), (AP), (AT), (AU), (AZ), (BA), (BG), (BH), (BW), (BY), (BZ), (CA), (CL), (CN), (CR), (CV), (CY), (CZ), (DE), (DJ), (DK), (DO), (EA), (EC), (EE), (EG), (EP), (ES), (FI), (FR), (GB), (GE), (GH), (GR), (HN), (HR), (HU), (IB), (IE), (IL), (IN), (IQ), (IS), (IT), (JM), (JO), (JP), (KE), (KG), (KH), (KZ), (LR), (LT), (LU), (LV), (MD), (MT), (MW), (MX), (NI), (NL), (NO), (NZ), (OM), (PA), (PE), (PG), (PH), (PT), (QA), (RO), (RS), (RU), (SA), (SC), (SE), (SG), (SI), (SK), (SV), (SY), (TJ), (TM), (TT), (UA), (UG), (US), (UZ), (WS), (ZA), (ZM), (ZW),

toutes les annexes D,

toutes les annexes SISA,

annexes E(AT), (AU), (CA), (CL), (CN), (EA), (EG), (EP), (ES), (FI), (IL), (IN), (JP), (KR), (PH), (RU), (SE), (SG), (UA), (US), (XN) et (XV)]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2024, sont de CHF 81, EUR 86 et USD 95 pour des recherches effectuées en russe et de CHF 403, EUR 429 et USD 473 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ces montants, applicables à compter du 5 octobre 2024, sont de CHF 107 et CHF 170 (ce dernier montant s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2.a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement)).

[Mise à jour de l'annexe SISA(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

BUREAU INTERNATIONAL

Jours chômés

Aux fins du calcul des délais selon la règle 80.5.i) du PCT, il convient de noter que, pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2025, le **Bureau international ne sera pas ouvert** au public, pour traiter d'affaires officielles, les jours suivants :

tous les samedis et dimanches, et
le 1er janvier 2025,
les 18 et 21 avril 2025,
le 29 mai 2025,
le 9 juin 2025,
le 1er août 2025, et
les 25 et 31 décembre 2025.

Il est important de noter que les jours susmentionnés concernent **le Bureau international exclusivement** (y compris en sa qualité d'office récepteur) et **non pas** les offices nationaux ni d'autres organisations intergouvernementales. Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture du Bureau international sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

Tableau 1 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour la taxe internationale de dépôt et la taxe de traitement (dans les monnaies prescrites)
(applicables au 1er janvier 2025)

Monnaie	Taux de change en franc suisse le 07 octobre 2024	Taxe internationale de dépôt règle 15.2.a)	Taxe pour chaque feuille à compter de la 31e règle 15.2.a)	Réduction pour un dépôt effectué sous forme électronique selon le barème de taxes point 4.a)	point 4.b)	point 4.c)	Taxe de traitement règle 57.2.a) Barème de taxes point 3	
Monnaie de référence Franc suisse		1330	15	100	200	300	200	Montant actuel
AUD - Dollar australien		2274	26	n.a	342	513	342	Montant actuel
	0.58100	**2289**	26	n.a	**344**	**516**	**344**	**Nouveau montant**
CAD - Dollar canadien		2120	24	n.a	319	478	319	Montant actuel *
	0.62967	**2112**	24	n.a	**318**	**476**	**318**	**Nouveau montant**
CNY - Yuan renminbi		10620	120	n.a	1600	2400	1600	Montant actuel
	0.12104	**10990**	120	n.a	**1650**	**2480**	**1650**	**Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise		10300	120	n.a	1550	2320	1550	Montant actuel
	0.12589	**10560**	120	n.a	**1590**	**2380**	**1590**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1381	16	104	208	311	208	Montant actuel
	0.93880	**1417**	16	**107**	**213**	**320**	**213**	**Nouveau montant**
GBP - Livre sterling		1197	13	n.a	180	270	n.a	Montant actuel
	1.11886	**1189**	13	n.a	**179**	**268**	n.a	**Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois		536300	6000	n.a	80600	121000	n.a	Montant actuel
	0.00233	**570800**	**6400**	n.a	**85800**	**128800**	n.a	**Nouveau montant**
ILS - Nouveau sheqel israélien		n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	838	Montant actuel
	0.22581	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	**886**	**Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise		213100	2400	n.a	32100	48100	n.a	Montant actuel
	0.00632	**210400**	2400	n.a	**31600**	**47500**	n.a	**Nouveau montant**
JPY - Yen japonais		237500	2700	n.a	n.a	53600	35700	Montant actuel
	0.00577	**230500**	**2600**	n.a	n.a	**52000**	**34700**	**Nouveau montant**
KRW - Won coréen		n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	299000	Montant actuel
	0.00064	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	**313000**	**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne		16550	190	n.a	2490	3730	n.a	Montant actuel *
	0.08053	**16520**	190	n.a	**2480**	3730	n.a	**Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais		2436	27	n.a	366	550	n.a	Montant actuel
	0.52585	**2529**	**29**	n.a	**380**	**571**	n.a	**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise		15990	180	n.a	2410	3610	2410	Montant actuel
	0.08258	**16110**	180	n.a	**2420**	**3630**	**2420**	**Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour		1995	23	n.a	300	450	300	Montant actuel
	0.65636	**2026**	23	n.a	**305**	**457**	**305**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1575	18	118	237	355	237	Montant actuel **
	0.85523	**1555**	18	**117**	**234**	**351**	**234**	**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain		27820	310	n.a	4180	6280	n.a	Montant actuel
	0.04916	**27050**	310	n.a	**4070**	**6100**	n.a	**Nouveau montant**

* Montants applicables à partir du 1er novembre 2024.

** Montants applicables à partir du 1er décembre 2024.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2025)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/AT**		**ISA/AU**		**ISA/BR**			**ISA/CA**		
Monnaie de référence et montant	EUR	1845	AUD	2200	BRL	2525	1685	CAD	2317.68	
Taux de change applicables au 7 octobre 2024	*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*			*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		1758		1287		383 [1]	256 [1]		1393 [2]	Montant actuel
	1.06519	**1732**	*1.72117*	**1278**	*6.37918*	**396**	**264**	*1.58813*	**1459**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1974		1407		450	300		1631	Montant actuel
	0.91098	**2025**	*1.47200*	**1495**	*5.45566*	**463**	**309**	*1.35822*	**1706**	**Nouveau montant**
EUR - Euro				1336		408 [1]	272 [1]		1549	Montant actuel
			1.61583	**1362**	*5.98877*	**422**	**281**	*1.49094*	**1555**	**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien										Montant actuel
										Nouveau montant
CNY - Yuan renminbi										Montant actuel
										Nouveau montant
DKK - Couronne danoise										Montant actuel
										Nouveau montant
GBP - Livre sterling										Montant actuel
										Nouveau montant
HUF - Forint hongrois										Montant actuel
										Nouveau montant
ISK - Couronne islandaise										Montant actuel
										Nouveau montant
JPY - Yen japonais										Montant actuel
										Nouveau montant
KRW - Won coréen		2713000		2037000						Montant actuel
	0.00068	2713000	*0.00110*	**2000000**						**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne										Montant actuel
										Nouveau montant
NZD - Dollar néo-zélandais				2357						Montant actuel
			0.90508	**2431**						**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise										Montant actuel
										Nouveau montant
SGD - Dollar de Singapour		2671		1930						Montant actuel
	0.69915	**2639**	*1.12971*	**1947**						**Nouveau montant**
TRY - Livre turque										Montant actuel
										Nouveau montant
ZAR - Rand sud-africain		36230		26920						Montant actuel
	0.05236	**35240**	*0.08461*	**26000**						**Nouveau montant**

1. Montants applicables à partir du 1er décembre 2024.
2. Montants applicables à partir du 1er novembre 2024.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2025)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/CL**			**ISA/CN**		**ISA/EA**			**ISA/EG**		**ISA/EP**		
Monnaie de référence et montant	USD	2000	400	300	CNY	2100	RUB	40000	9000	EGP	4000	EUR	1845	
Taux de change applicables au 7 octobre 2024	*Taux de change*				*Taux de change*		*Taux de change*			*Taux de change*		*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		1689 [3]	338 [3]	253 [3]		263		391	88		70 [4]		1751	Montant actuel
	1.16928	**1710**	**342**	**257**	*8.26173*	**254**	*112.35955*	**356**	**80**	*56.59310*	**71**	*1.06519*	**1732**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis						288		441	99		84		1989	Montant actuel
					7.06568	**297**	*96.09326*	**416**	**94**	*48.40011*	**83**	*0.91098*	**2025**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1798 [3]	360 [3]	270 [3]		273		406	91		78			Montant actuel
	1.09772	**1822**	**364**	**273**	*7.75611*	**271**	*105.48315*	**379**	**85**	*53.12960*	**75**			**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien														Montant actuel
														Nouveau montant
CNY - Yuan renminbi													14310 [3]	Montant actuel
												0.12893	14310	**Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise													13750	Montant actuel
												0.13410	**13760**	**Nouveau montant**
GBP - Livre sterling													1570	Montant actuel
												1.19180	**1548**	**Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois													715100	Montant actuel
												0.00248	**744000**	**Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise													274600	Montant actuel
												0.00673	**274100**	**Nouveau montant**
JPY - Yen japonais													296600 [4]	Montant actuel
												0.00615	**300000**	**Nouveau montant**
KRW - Won coréen														Montant actuel
														Nouveau montant
NOK - Couronne norvégienne													20880	Montant actuel
												0.08578	**21510**	**Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais													3253	Montant actuel
												0.56013	**3294**	**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise													20750	Montant actuel
												0.08796	**20980**	**Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour													2675	Montant actuel
												0.69915	**2639**	**Nouveau montant**
TRY - Livre turque														Montant actuel
														Nouveau montant
ZAR - Rand sud-africain													37470	Montant actuel
												0.05236	**35240**	**Nouveau montant**

3. Montants applicables à partir du 1er décembre 2024.
4. Montants applicables à partir du 1er novembre 2024.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2025)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/ES**		**ISA/FI**		**ISA/IL**		**ISA/IN**			
Monnaie de référence et montant	EUR	1845	EUR	1845	ILS	3962	INR	10000	2500	
Taux de change applicables au 7 octobre 2024	*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*			
CHF - Franc suisse		1751		1751		964		101 [5]	25 [5]	Montant actuel
	1.06519	**1732**	*1.06519*	**1732**	*4.42850*	**895**	*98.23183*	**102**	25	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1989		1989		1066		120	30	Montant actuel
	0.91098	**2025**	*0.91098*	**2025**	*3.78739*	**1046**	*84.01081*	**119**	30	**Nouveau montant**
EUR - Euro						974		108 [5]	27 [5]	Montant actuel
					4.15748	**953**	*92.22004*	108	27	**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien										Montant actuel
										Nouveau montant
CNY - Yuan renminbi										Montant actuel
										Nouveau montant
DKK - Couronne danoise										Montant actuel
										Nouveau montant
GBP - Livre sterling										Montant actuel
										Nouveau montant
HUF - Forint hongrois										Montant actuel
										Nouveau montant
ISK - Couronne islandaise										Montant actuel
										Nouveau montant
JPY - Yen japonais								18000	4500	Montant actuel
							0.56680	**17600**	**4400**	**Nouveau montant**
KRW - Won coréen										Montant actuel
										Nouveau montant
NOK - Couronne norvégienne										Montant actuel
										Nouveau montant
NZD - Dollar néo-zélandais										Montant actuel
										Nouveau montant
SEK - Couronne suédoise										Montant actuel
										Nouveau montant
SGD - Dollar de Singapour										Montant actuel
										Nouveau montant
TRY - Livre turque										Montant actuel
										Nouveau montant
ZAR - Rand sud-africain										Montant actuel
										Nouveau montant

5. Montants applicables à partir du 1er novembre 2024.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2025)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/JP**			**ISA/KR**			**ISA/PH**			**ISA/RU**			
Monnaie de référence et montant	JPY	169000	143000	KRW	1200000	450000	USD	600	200	RUB	45000	9000	
Taux de change applicables au 7 octobre 2024	*Taux de change*			*Taux de change*			*Taux de change*			*Taux de change*			
CHF - Franc suisse		946	801		804	302		507 [6]	169 [6]		403	81	Montant actuel
	173.31023	**975**	**825**	*1562.50000*	**768**	**288**	*1.16928*	**513**	**171**	*112.35955*	**401**	**80**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1173 [7]	992 [7]		879	330					473	95	Montant actuel
	148.22010	**1140**	**965**	*1336.29688*	**898**	**337**				*96.09326*	**468**	**94**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1059 [6]	896 [6]		835	313		539 [6]	180 [6]		429	86	Montant actuel
	162.70364	**1039**	**879**	*1466.87500*	**818**	**307**	*1.09772*	**547**	**182**	*105.48315*	**427**	**85**	**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien					1299	487							Montant actuel
				907.81250	**1322**	**496**							**Nouveau montant**
CNY - Yuan renminbi													Montant actuel
													Nouveau montant
DKK - Couronne danoise													Montant actuel
													Nouveau montant
GBP - Livre sterling													Montant actuel
													Nouveau montant
HUF - Forint hongrois													Montant actuel
													Nouveau montant
ISK - Couronne islandaise													Montant actuel
													Nouveau montant
JPY - Yen japonais													Montant actuel
													Nouveau montant
KRW - Won coréen			1304000										Montant actuel
	0.11092		**1289000**										**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne													Montant actuel
													Nouveau montant
NZD - Dollar néo-zélandais					1473	552							Montant actuel
				821.64063	**1460**	**548**							**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise													Montant actuel
													Nouveau montant
SGD - Dollar de Singapour		1454			1206	452							Montant actuel
	113.75390	**1486**		*1025.56250*	**1170**	**439**							**Nouveau montant**
TRY - Livre turque													Montant actuel
													Nouveau montant
ZAR - Rand sud-africain													Montant actuel
													Nouveau montant

6. Montants applicables à partir du 1er décembre 2024.
7. Montants applicables à partir du 1er novembre 2024.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2025)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/SE**	**ISA/SG**		**ISA/TR**	**ISA/UA**			
Monnaie de référence et montant	SEK eq. 1845 eur	SGD	2240	TRY eq. 1845 eur	EUR	300	100	
Taux de change applicables au 7 octobre 2024		*Taux de change*			*Taux de change*			
CHF - Franc suisse	1751		1493	1751		289	96	Montant actuel
	1732	*1.52355*	**1470**	**1732**	*1.06519*	**282**	**94**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis	1989		1633	1989		316	105	Montant actuel
	2025	*1.30299*	**1719**	**2025**	*0.91098*	**329**	**110**	**Nouveau montant**
EUR - Euro	1845		1550	1845				Montant actuel
	1845	*1.43031*	**1566**	1845				**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien								Montant actuel
								Nouveau montant
CNY - Yuan renminbi								Montant actuel
								Nouveau montant
DKK - Couronne danoise	13750							Montant actuel
	13760							**Nouveau montant**
GBP - Livre sterling								Montant actuel
								Nouveau montant
HUF - Forint hongrois								Montant actuel
								Nouveau montant
ISK - Couronne islandaise	274600							Montant actuel
	274100							**Nouveau montant**
JPY - Yen japonais			260200					Montant actuel
		0.00879	**254800**					**Nouveau montant**
KRW - Won coréen			2218000					Montant actuel
		0.00098	**2286000**					**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne	20880							Montant actuel
	21510							**Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais								Montant actuel
								Nouveau montant
SEK - Couronne suédoise	20750							Montant actuel
	20980							**Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour								Montant actuel
								Nouveau montant
TRY - Livre turque				61090				Montant actuel
				69360				**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain								Montant actuel
								Nouveau montant

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2025)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/US**			**ISA/XN**	**ISA/XV**		
Monnaie de référence et montant	USD	2180	872	436	DKK eq. 1845 eur	EUR	1845	
Taux de change applicables au 7 octobre 2024	*Taux de change*					*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		1841 [8]	736 [8]	368 [8]	1751		1751	Montant actuel
	1.16928	**1864**	**746**	**373**	**1732**	*1.06519*	**1732**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis					1989		1989	Montant actuel
					2025	*0.91098*	**2025**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1960 [8]	784 [8]	392 [8]	1845			Montant actuel
	1.09772	**1986**	**794**	**397**	1845			**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien								Montant actuel
								Nouveau montant
CNY - Yuan renminbi								Montant actuel
								Nouveau montant
DKK - Couronne danoise					13750			Montant actuel
					13760			**Nouveau montant**
GBP - Livre sterling								Montant actuel
								Nouveau montant
HUF - Forint hongrois							715100	Montant actuel
						0.00248	**744000**	**Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise					274600			Montant actuel
					274100			**Nouveau montant**
JPY - Yen japonais								Montant actuel
								Nouveau montant
KRW - Won coréen								Montant actuel
								Nouveau montant
NOK - Couronne norvégienne					20880			Montant actuel
					21510			**Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais		3652	1461	730				Montant actuel
	0.61486	**3546**	**1418**	**709**				**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise					20750			Montant actuel
					20980			**Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour								Montant actuel
								Nouveau montant
TRY - Livre turque								Montant actuel
								Nouveau montant
ZAR - Rand sud-africain		39000 [9]	15600 [9]	7800 [9]				Montant actuel
	0.05750	**37910**	**15170**	**7580**				**Nouveau montant**

8. Montants applicables à partir du 1er décembre 2024.
9. Montants applicables à partir du 1er novembre 2024.

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2025)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/AT**				**ISA/EP**		**ISA/FI**		**ISA/RU**		
Monnaie de référence et montant	EUR	850 [1]	1190 [2]	1700 [3]	EUR	1845	EUR	1845	RUB	12000	19000 [4]
Taux de change applicable au 7 octobre 2024	*Taux de change*				*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*		
CHF - Franc suisse	*1.06519*	**798**	**1117**	**1596**	*1.06519*	**1732**	*1.06519*	**1732**	*112.35955*	**107**	**169**

1. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation en allemand.
2. Pour une recherche portant uniquement sur la documention européenne et nord-américaine.
3. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation minimale prescrite par le PCT.
4. Cette taxe s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2.a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement).

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2025)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/SE**		**ISA/SG**		**ISA/TR**			**ISA/UA**				
Monnaie de référence et montant	SEK	eq. 1845 eur	SGD	2240	TRY	500 [5]	eq. 1845 eur	EUR	60 [6]	70 [7]	90 [8]	90 [9]
Taux de change applicable au 7 octobre 2024			*Taux de change*					*Taux de change*				
CHF - Franc suisse		**1732**	*1.52355*	**1470**		**12**	**1732**	*1.06519*	**56**	**66**	**84**	**84**

5. Pour une recherche portant uniquement sur les documents en turc dans la documentation de recherche de l'administration.
6. Cette taxe s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2.a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement).
7. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation en russe de l'ex-URSS et la documentation en ukrainien.
8. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation européenne et nord-américaine.
9. Pour une recherche portant sur les documents contenus dans la documentation de recherche de l'administration y compris sur la documentation minimale prescrite par le PCT.

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2025)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/XN**			**ISA/XV**		
Monnaie de référence et montant	DKK	4000 [10]	eq. 1845 eur	EUR	550 [11]	1775
Taux de change applicable au 7 octobre 2024				*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		**503**	**1732**	*1.06519*	**516**	**1666**

10. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation en danois, islandais, norvégien et suédois.

11. Pour une recheche portant uniquement sur la documentation en hongrois, polonais, tchèque et slovaque.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

21 novembre 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
SA Arabie saoudite 209

Informations sur les États contractants
PH Philippines 209

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

SA Arabie saoudite

Suite à la notification de l'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** selon laquelle l'accord entre l'office et le Bureau international entrera en vigueur le 15 décembre 2024 (voir les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 31 octobre 2024, pages 179 *et seq.*), des renseignements se rapportant aux exigences de l'office agissant en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et administration chargée de l'examen préliminaire international, avec effet à compter du 15 décembre 2024, figurent aux annexes D(SA) et E(SA) du *Guide du déposant du PCT* respectivement, qui sont publiées à la fin de ce numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

PH Philippines

L'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** a notifié au Bureau international qu'il n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles du mercredi 23 au vendredi 25 octobre 2024 en raison de mauvaises conditions météorologiques.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré les jours précités, ce délai a pris fin le jour ouvrable suivant, soit le vendredi 28 octobre 2024.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

Le Guide du déposant du PCT
SA - Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)

Annexe D - Administration chargée de la recherche internationale

Administration chargée de la recherche internationale compétente pour les offices récepteurs suivants :

SA

Taxes payables à ISA :

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) :

Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office.

228 CHF
243 EUR
1,000 SAR
267 USD

Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) :

Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

1,000 SAR

Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :

par page 3 SAR

Comment obtenir des copies :

Le déposant reçoit, gratuitement, avec le rapport de recherche internationale, une copie de chaque document cité dans le rapport. Sur demande, les offices désignés (élus) reçoivent également un premier jeu de copies, gratuitement.

Les déposants et les offices désignés (élus) peuvent obtenir des copies supplémentaires par courrier électronique à l'adresse suivante :
pct@saip.gov.sa

Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1*ter* du PCT) :

par page 3 SAR

Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT) :

400 SAR

Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.1.c) du PCT) :

100 SAR

Le Guide du déposant du PCT
SA - Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)

Annexe D - Administration chargée de la recherche internationale (*suite*)

Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :

Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent est remboursée.

Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100%

Lorsque l'administration peut utiliser les résultats d'une recherche antérieure : remboursement de 25 à 75%, selon le degré d'utilisation de la recherche antérieure par l'administration

Langues admises pour la recherche internationale :

Anglais, Arabe

Types de supports matériels acceptés pour la fourniture des listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés :

Néant. Les supports matériels ne sont pas acceptés. Les listages de séquences doivent être déposés en format électronique (se référer à l'annexe C des Instructions administratives du PCT)

Objets exclus de la recherche :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation saoudienne sur les brevets, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

Renonciation au pouvoir :

Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90*bis*.1 à 90*bis*.4 du PCT; se référer également au paragraphe 11.048 de la phase internationale).

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Non

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Non

Le Guide du déposant du PCT
SA - Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)

Annexe E - Administration chargée de l'examen préliminaire international

Administration chargée de l'examen préliminaire international compétente pour les offices récepteurs suivants :

SA

Taxes payables à IPEA :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) :

Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

600 SAR

Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) :

Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

600 SAR

Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT) :

Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90 % si certaines conditions s'appliquent (se référer à l'annexe C(IB)).

237 SAR

Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT) :

par page 3 SAR

Comment obtenir des copies :

Le déposant reçoit, gratuitement, avec le rapport d'examen préliminaire international, une copie de chaque document cité dans le rapport. Sur demande, les offices élus reçoivent également un premier jeu de copies, gratuitement.

Les déposants et les offices élus peuvent obtenir des copies supplémentaires par courrier électronique à l'adresse suivante :
pct@saip.gov.sa

Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) :

par page 3 SAR

Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT) :

400 SAR

Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.2 du PCT) :

100 SAR

Le Guide du déposant du PCT
SA - Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)

Annexe E - Administration chargée de l'examen préliminaire international (*suite*)

Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :

Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé.

Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT :
remboursement à 100 %

Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international :
remboursement à 100 %

Langues admises pour l'examen préliminaire international :

Anglais, Arabe

Objets exclus de l'examen :

Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la législation saoudienne sur les brevets, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets

Existe-t-il des restrictions en ce qui concerne la compétence de l'administration agissant en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international ?

Non

Renonciation au pouvoir :

Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90*bis*.1 à 90*bis*.4 du PCT; se référer également au paragraphe 11.048 de la phase internationale).

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?

Non

L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?

Non

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

28 novembre 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Réunions de l'Union internationale de coopération en matière de brevets – Assemblée (cinquante-sixième session (32e session extraordinaire))

Note du Bureau international 215
Modifications du Règlement d'exécution du PCT (dont l'entrée en vigueur est fixée au 1er juillet 2025 et 1er janvier 2026) 215
Modification des Directives concernant la mise à jour des listes des États satisfaisant aux critères donnant droit à la réduction de certaines taxes du PCT 218

Taxes payables en vertu du PCT

IB Bureau international de l'OMPI 220
SA Arabie saoudite 220

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

DE Allemagne 221

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notifications d'offices et autorités participants

DE Allemagne 224

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

RÉUNIONS DE L'UNION INTERNATIONALE DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS – ASSEMBLÉE (CINQUANTE-SIXIÈME SESSION (32E SESSION EXTRAORDINAIRE))

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

À sa cinquante-sixième session (32e session extraordinaire), qui s'est tenue à Genève du 9 au 17 juillet 2024 dans le cadre des réunions des Assemblées des États membres de l'OMPI, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a :

– adopté les modifications du Règlement d'exécution du PCT;

– décidé, après réexamen des critères énoncés au point 5 du barème des taxes du PCT, de maintenir ces critères et que ces critères seraient réexaminés par l'Assemblée dans cinq ans, comme l'exige le barème; et

– adopté les modifications des Directives concernant la mise à jour des listes des États satisfaisant aux critères donnant droit à la réduction de certaines taxes du PCT[1].

Les documents qui ont été établis pour l'Assemblée et qui donnent en détail l'historique des décisions qui ont été prises, ainsi que le rapport de la session, sont disponibles sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/meetings/fr/details.jsp?meeting_id=81262

Les changements susmentionnés sont présentés ci-après.

Modifications du Règlement d'exécution du PCT

Les modifications suivantes du Règlement d'exécution du PCT ont été adoptées par l'Assemblée du PCT.

Les modifications qui entreront en vigueur le 1er juillet 2025 concernent les règles du PCT suivantes :

– Les modifications de la règle 26 du PCT concernent les demandes internationales pour lesquelles l'abrégé ou le texte contenu dans les dessins était dans une langue différente de celle de la description et des revendications. Ces modifications donneraient la possibilité, dans des circonstances plus larges, à l'office récepteur d'inviter le déposant à remettre une traduction de l'abrégé et du texte contenu dans les dessins dans la langue de publication, de façon à garantir que la demande internationale soit publiée dans une seule langue;

– Les modifications de la règle 89*bis* du PCT permettront à un office, autre que le Bureau international, d'exiger que les demandes internationales ou les documents déposés ultérieurement soient soumis uniquement sous forme électronique, ou d'exiger que tout document soumis sur papier soit présenté à nouveau sous forme électronique dans un délai de deux mois; et

[1] Telles qu'adoptées par l'Assemblée de l'Union du PCT à sa quarante-sixième session (27e session extraordinaire) et publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 12 février 2015 (pages 38 et 39).

– Les modifications de la règle 92 du PCT permettront au Bureau international de correspondre avec les déposants ou les offices dans l'une quelconque des 10 langues de publication internationale pour certaines communications qui seront définies dans de futures instructions administratives, au lieu du français ou de l'anglais uniquement.

Les modifications qui entreront en vigueur le 1er janvier 2026 sont les suivantes :

– Les modifications des règles 33 et 64 du PCT élargiront la définition de l'état de la technique pertinent aux fins de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international en vue d'y inclure les divulgations non écrites.

Le texte des règles modifiées est reproduit ci-après.

MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DU PCT
(dont l'entrée en vigueur est fixée au 1er juillet 2025)

Règle 26
Contrôle et correction de certains éléments de la demande internationale auprès de l'office récepteur

26.1 à 26.3*bis* [Sans changement]

26.3*ter* *Invitation à corriger des irrégularités en vertu de l'article 3.4)i)*

a) Lorsque l'abrégé ou tout texte contenu dans les dessins est déposé dans une langue qui est différente de celle, sous réserve des règles 12.1*bis* et 26.3*ter*.e), de la description et des revendications, l'office récepteur, sauf

i) si une traduction de la demande internationale est exigée en vertu de la règle 12.3.a) dans une langue dans laquelle la demande internationale doit être publiée ou

ii) si l'abrégé ou le texte contenu dans les dessins est rédigé dans la langue dans laquelle la demande internationale doit être publiée,

invite le déposant à remettre une traduction de l'abrégé ou du texte contenu dans les dessins dans la langue dans laquelle la demande internationale doit être publiée. Les règles 26.1, 26.2, 26.3, 26.3*bis*, 26.5 et 29.1 s'appliquent *mutatis mutandis*.

b) à e) [Sans changement]

Règle 89*bis*
Dépôt, traitement et communication des demandes internationales et d'autres documents sous forme électronique ou par des moyens électroniques

89*bis*.1 *Demandes internationales*

a) Les demandes internationales peuvent, sous réserve des alinéas b) à e), être déposées et traitées sous forme électronique ou par des moyens électroniques, conformément aux instructions administratives.

b) à d) [Sans changement]

d-*bis*) Un office national ou une organisation intergouvernementale, autre que le Bureau international, qui a émis une notification en vertu de l'alinéa d) peut notifier au Bureau international qu'il ne recevra des demandes internationales que si elles sont déposées sous forme électronique ou par des moyens électroniques. Le Bureau international publie une notification reçue en vertu du présent alinéa dans la gazette.

d-*ter*) Un office national ou une organisation intergouvernementale qui a émis une notification en vertu de l'alinéa d) et non de l'alinéa d-*bis*) peut notifier au Bureau international que toute demande déposée sur papier doit être présentée à nouveau par des moyens électroniques dans un délai de deux mois à compter de la date d'une invitation émanant de l'office ou de l'organisation en question. Si les documents correspondants ne sont pas reçus en temps voulu, la demande internationale est considérée comme retirée et l'office récepteur déclare qu'elle est retirée. Le Bureau international publie une notification reçue en vertu du présent alinéa dans la gazette.

e) [Sans changement]

89*bis*.2 *Autres documents*

La règle 89*bis*.1 s'applique *mutatis mutandis* à d'autres documents et à la correspondance ayant trait aux demandes internationales, étant entendu que, lorsqu'un office national ou une organisation intergouvernementale a émis une notification en vertu de la règle 89*bis*.1.d-*ter*), il n'est pas tenu compte des documents ou de la correspondance déposés sur papier qui n'ont pas été soumis à nouveau par des moyens électroniques dans un délai de deux mois à compter de la date d'une invitation correspondante.

89*bis*.3 [Sans changement]

Règle 92
Correspondance

92.1 [Sans changement]

92.2 *Langues*

a) à d) [Sans changement]

e) Toute lettre ou notification du Bureau international au déposant ou à tout office national doit être rédigée en français, en anglais ou dans toute autre langue de publication autorisée par les instructions administratives.

92.3 et 92.4 [Sans changement]

MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DU PCT
(dont l'entrée en vigueur est fixée au 1er janvier 2026)

Règle 33
État de la technique pertinent aux fins de la recherche internationale

33.1 *État de la technique pertinent aux fins de la recherche internationale*

a) Aux fins de l'article 15.2), l'état de la technique pertinent comprend tout ce qui a été rendu accessible au public en tous lieux du monde par quelque moyen que ce soit qui est susceptible d'aider à déterminer si l'invention dont la protection est demandée est nouvelle ou non et si elle implique ou non une activité inventive (c'est-à-dire si elle est évidente ou non), à condition que la mise à la disposition du public ait eu lieu avant la date du dépôt international.

b) et c) [Sans changement]

33.2 et 33.3 [Sans changement]

Règle 64
État de la technique pertinent aux fins de l'examen préliminaire international

64.1 *État de la technique*

a) Aux fins de l'article 33.2) et 3), est considéré comme faisant partie de l'état de la technique tout ce qui a été rendu accessible au public en tous lieux du monde par quelque moyen que ce soit, pour autant que cette mise à la disposition du public ait eu lieu avant la date pertinente.

b) [Sans changement]

64.2 *Divulgations non écrites*

Dans les cas où la mise à la disposition du public a eu lieu par le moyen d'une divulgation orale, d'une utilisation ou d'une exposition, ou par d'autres moyens non écrits ("divulgation non écrite") avant la date pertinente telle que définie à la règle 64.1.b), et où la date de cette divulgation non écrite est indiquée dans une divulgation écrite qui a été rendue accessible au public à la date pertinente ou à une date postérieure, le rapport d'examen préliminaire international doit mentionner une telle divulgation non écrite de la manière prévue à la règle 70.9.

64.3 [Sans changement]

Modification des Directives concernant la mise à jour des listes des États satisfaisant aux critères donnant droit à la réduction de certaines taxes du PCT

L'Assemblée de l'Union du PCT a adopté les modifications des Directives afin de faire référence à la session de l'Assemblée faisant partie de la série de réunions des Assemblées des États membres de l'OMPI et non à un moment précis de l'année. Le texte complet des règles modifiées est reproduit ci-après.

DIRECTIVES CONCERNANT LA MISE À JOUR DES LISTES DES ÉTATS SATISFAISANT AUX CRITÈRES DONNANT DROIT À LA RÉDUCTION DE CERTAINES TAXES DU PCT

L'Assemblée établit dans les termes ci-après les directives mentionnées dans le barème de taxes, étant entendu que, à la lumière de l'expérience acquise, l'assemblée peut modifier à tout moment ces directives :

1. Cinq ans après l'établissement de la première liste des États satisfaisant aux critères énoncés aux points 5.a) et b) du barème de taxes, et tous les cinq ans par la suite, le Directeur général établit des projets de listes des États qui satisfont a priori aux critères mentionnés :

i) au point 5.a) du barème de taxes d'après les données les plus récentes de l'Organisation des Nations Unies concernant le produit intérieur brut moyen par habitant sur 10 ans et d'après les données les plus récentes publiées par le Bureau international concernant le nombre moyen de dépôts annuels sur cinq ans, respectivement, publiées au moins deux semaines avant le premier jour de la session de l'assemblée de cette année qui a lieu en même temps que la série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI;

ii) au point 5.b) du barème de taxes d'après la liste la plus récente des États classés par l'Organisation des Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés, publiée au moins deux semaines avant le premier jour de la session de l'assemblée visée à l'alinéa i) ci-dessus;

et communique ces listes aux États contractants du PCT et aux États ayant le statut d'observateur auprès de l'assemblée pour que ces derniers formulent des observations avant la fin de cette session.

2. À l'issue de cette session de l'assemblée, le Directeur général établit de nouvelles listes, compte tenu des observations reçues. Les listes révisées prennent effet le premier jour de l'année civile suivant la session susmentionnée et sont utilisées pour déterminer, conformément aux règles 15.3, 45*bis*.2.c) et 57.3.d), si un État satisfait aux critères donnant droit à la réduction, visée aux points 5.a) et b), respectivement, du barème de taxes, de toute taxe due. Toute liste révisée est publiée dans la Gazette.

3. Lorsqu'un État ne figure pas sur une liste donnée mais que, par la suite, il satisfait aux critères applicables pour figurer sur cette liste à la suite de la publication, à l'expiration du délai de deux semaines avant le premier jour de la session de l'assemblée visée à l'alinéa 1, de données révisées concernant le produit intérieur brut par habitant publiées par l'Organisation des Nations Unies ou de données révisées concernant les dépôts selon le PCT publiées par le Bureau international, ou d'une liste révisée des États classés dans la catégorie des pays les moins avancés publiée par l'Organisation des Nations Unies, cet État peut demander au Directeur général de réviser la liste pertinente des États afin de l'y inclure. Cette liste révisée prend effet à la date que fixe le Directeur général, cette date ne pouvant excéder trois mois à compter de la date de réception de la demande. Toute liste révisée est publiée dans la Gazette.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IB Bureau international de l'OMPI

Aux fins du **Bureau international** agissant en sa qualité d'office récepteur, de nouveaux montants équivalents de taxes exprimés en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)** ont été établis, avec effet à compter du 1er janvier 2025, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	EUR 107	USD 117
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	EUR 53	USD 58
Supplément pour expédition par voie aérienne :	EUR 11	USD [Sans changement]

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

SA Arabie saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a notifié au Bureau international que l'Office acceptera le **riyal saoudien (SAR)**, au lieu du **dollar des États-Unis (USD)**, comme monnaie prescrite pour le paiement de la taxe internationale de dépôt en sa qualité d'office récepteur (règle 15.2.b) du PCT) et pour le paiement de la taxe de traitement en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international (règle 57.2.b) du PCT), avec effet à compter du 15 décembre 2024.

Par conséquent, de nouveaux montants équivalents, exprimés en **riyal saoudien (SAR)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces nouveaux montants, applicables à compter du 15 décembre 2024, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	SAR	5.619
Taxe par feuille à compter de la 31e :	SAR	63
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	SAR	845
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	SAR	1.267
Taxe de traitement :	SAR	845

[Mise à jour des annexes C(SA) et E(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

DE Allemagne

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office allemand des brevets et des marques**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié des changements à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 19 mai 2022 (pages 132 et suivantes) et du 18 août 2022 (page 225).

Par conséquent, avec effet depuis le 1er janvier 2025, la notification suivante remplace les notifications précitées :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

Pour le logiciel de dépôt DPMAdirektPro :

– dépôt en ligne (selon le protocol OSCI, voir www.osci.de)

– dépôt ePCT

Supports physiques (CD-R, CD-RW, DVD-R, DVD+R, DVD+RW, DVD-RW)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

Pour le logiciel de dépôt DPMAdirektPro :

– OSCI WASP (www.osci.de)

Pour les logiciels de dépôt ePCT :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– logiciel DPMAdirektPro

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

Signatures de base acceptables dans la requête *:*

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

Signature électronique pour la signature du *applicant package* lors d'un dépôt à l'aide du logiciel de dépôt DPMAdirektPro :

– signature électronique qualifiée, définie au point 3 du paragraphe 3 de l'*Ordinance on Electronic Legal Transactions with the German Patent and Trade Mark Office* du 1er novembre 2013*.*

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)). Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément aux moyens de transmission ou d'empaquetage électronique des documents mentionnés ci-dessus qu'aucun accusé de réception ne sera généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques, des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant par l'émission d'un rapport d'erreur. Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible. Le paiement en ligne dans ce sens fait référence aux systèmes de paiement fournis dans l'environnement du logiciel de dépôt lui-même et ne couvre pas les services généraux de banque en ligne. Seuls les modes de paiement autorisés par la Section 1 de l'*Ordinance on Payment of Costs of the German Patent and Trade Mark Office and of the Federal Patent Court* sont disponibles.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

Service d'assistance générale à la clientèle :

– par téléphone, au numéro suivant : +49 89 2195 1000 (disponible de 8h à 16h du lundi au jeudi, et de 8h à 14h le vendredi HEC (heure d'Europe centrale))

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : info@dpma.de

L'assistance technique pour DPMAdirektPro

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : DPMAdirekt@dpma.de

Des informations générales sur DPMAdirektPro sont disponibles à l'adresse suivante : https://www.dpma.de/english/services/efiling/index.html

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office n'acceptera aucun dépôt de document en format de pré-conversion.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (https://www.dpma.de/english/index.html).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

Les signatures acceptées par DPMA sont définies à la paragraphe 3 de l'*Ordinance on Electronic Legal Transactions with the German Patent and Trade Mark Office* du 1er novembre 2013. Les fournisseurs possibles de cartes de signature peuvent être recherchés via *Trusted List Browser* (URL : https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/home). Veuillez noter que la recherche doit être limitée aux prestataires allemands.

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

L'accès au dossier des documents publiés est possible via le registre en ligne https://register.dpma.de/DPMAregister/Uebersicht?lang=en.
Les demandes internationales déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(DE) du *Guide du déposant du PCT*]

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATIONS D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Dans le cadre du Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS") établi par le Bureau international, tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés, est en mesure de participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT). Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html

DE Allemagne

Conformément au paragraphe 10 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, l'**Office allemand des brevets et des marques** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant, avec effet à compter du 25 novembre 2024[2].

[Mise à jour de l'annexe B(DE) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Pour plus de détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/fr/web/das/participating_offices/search-details?territoryId=45

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

5 décembre 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
US États-Unis d'Amérique 227

Informations sur les États contractants
KZ Kazakhstan 228

Taxes payables en vertu du PCT
BY Bélarus 229
US États-Unis d'Amérique 229

Offices récepteurs
KZ Kazakhstan 231

Offices désignés (ou élus)
BY Bélarus 231
KZ Kazakhstan 232

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales : notification d'un office récepteur et d'une administration internationale
EP Organisation européenne des brevets 233

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.1 du PCT : notification par un office, une administration ou le Bureau international en vertu de la règle 82*quater*.1.d)

ES Espagne 233

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes

Calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes 234

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

US États-Unis d'Amérique

Accord entre l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modifications de l'annexe D

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui entreront en vigueur le 19 janvier 2025, consistent en des changements de montants de plusieurs taxes payables à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international.

Avec effet à partir du 19 janvier 2025, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (dollars É.-U.)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	2.400[2]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	2.400[2]
Établissement d'un rapport de recherche de type international pour ce qui concerne une demande nationale aux États-Unis d'Amérique	43
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	
– lorsque la taxe de recherche internationale a été acquittée pour ce qui concerne la demande internationale à l'Administration	705[2]
– lorsque la recherche internationale a été effectuée par une autre administration	880[2]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	705[2]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/export/sites/www/pct/fr/docs/agreements/ag-us.pdf

[2] Cette taxe est réduite de 60% en cas de dépôt par une "petite entité" ou de 80% en cas de dépôt par une "micro-entité". Pour de plus amples informations sur les conditions à remplir pour pouvoir revendiquer ou établir la qualité de "petite entité", veuillez consulter le site www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/s509.html#d0e30961 et le paragraphe 1.27 du titre 37 CFR à l'adresse www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/consolidated_rules.pdf

Pour de plus amples informations sur les conditions à remplir pour pouvoir revendiquer ou établir la qualité de "micro-entité", veuillez consulter le site www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/s509.html#ch500_d1ff69_210b3_1ca et le paragraphe 1.29 du titre 37 CFR à l'adresse : www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/consolidated_rules.pdf

Ces informations sont susceptibles d'être modifiées à la discrétion de l'Administration.

Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2))	345[3]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3 et 71.2)[4]	
– brevet des États-Unis d'Amérique, par copie	[Sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 94.1*ter* et 94.2)	
– brevet des États-Unis d'Amérique, par copie	[Sans changement]
– document autre qu'un brevet des États-Unis d'Amérique, par copie	27

Partie II. [Sans changement]

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

KZ Kazakhstan

L'**Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son siège et son adresse postale, ainsi qu'à son site Internet, comme suit :

Siège et adresse postale :	Mangilik Yel Avenue 57A 010000 Astana Kazakhstan
Site Internet :	http://www.qazpatent.kz http://www.adilet.gov.kz

De plus, l'office a notifié qu'il envoie désormais, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales.

[Mise à jour de l'annexe B(KZ) du *Guide du déposant du PCT*]

[3] Se reporter à la note de bas de page 2 ci-dessus.

[4] Le déposant reçoit, en même temps que le rapport de recherche internationale, une copie de chaque document cité qui n'est pas un document de brevet américain ou une demande internationale publiée. Le déposant reçoit, en même temps que le rapport d'examen préliminaire international, une copie de chaque document cité qui n'est pas cité dans le rapport de recherche internationale et qui n'est pas un document de brevet américain ou une demande internationale publiée. Des copies électroniques de ces documents peuvent être consultées sur le site Web de l'USPTO à l'adresse (www.uspto.gov/patents-application-process/search-patents) et imprimées gratuitement. Des copies de ces documents peuvent également être achetées en ligne ou obtenues auprès du bureau des archives publiques (Office of Public Records) de l'USPTO.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **rouble bélarussien (BYN)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables à compter du 1er janvier 2025, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	BYN	102,9
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	BYN	210

[Mise à jour de l'annexe C(BY) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, applicables à compter du 19 janvier 2025, comme suit :

			Petite entité	*Micro entité*
Taxe de recherche[5] (règle 16.1.a) du PCT) :	USD	2.400	960	480
Taxe additionnelle (règle 40.2.a) du PCT) :	USD	2.400	960	480
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1*ter* du PCT) :				
- document de brevet non américain, par copie :	USD	27	27	27
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.1.c) du PCT) :	USD	345	138	69

[5] Le montant de ces taxes change périodiquement. Pour connaître les montants en vigueur, il convient de se renseigner auprès de l'Office des brevets et des marques des États-Unis ou de consulter le barème de taxes en vigueur de l'USPTO à l'adresse suivante : www.uspto.gov/about/offices/cfo/finance/fees.jsp

De plus, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche[6], exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)**, en **dollar néo-zélandais (NZD)**, et en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**, également applicables à compter du 19 janvier 2025, comme suit :

			Petite entité	*Micro entité*
Taxe de recherche (règle 16 du PCT) :	CHF	2.137	855	427
	EUR	2.290	916	458
	NZD	4.104	1.642	821
	ZAR	43.370	17.350	8.670

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a notifié de nouveaux montants de plusieurs taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire, également applicables à partir du 19 janvier 2025, comme suit :

			Petite entité	*Micro entité*
Taxe d'examen préliminaire[7, 8] (règle 58.1.b) du PCT) :	USD	705	282	141
	(USD	880	352	176)
Taxe d'examen préliminaire additionnelle[9] (règle 68.3.a) du PCT) :	USD	705	282	141
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) :				
- document de brevet non américain, par copie :	USD	27	27	27
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.2 du PCT) :	USD	345	138	69

[Mise à jour de l'annexe E(US) du Guide *du déposant du PCT*]

[6] Se reporter à la note de bas de page 2 ci-dessus.

[7] Le montant de ces taxes change périodiquement. Pour connaître les montants en vigueur, il convient de se renseigner auprès de l'Office des brevets et des marques des États-Unis ou de consulter le barème de taxes en vigueur de l'USPTO à l'adresse suivante : www.uspto.gov/about/offices/cfo/finance/fees.jsp

[8] Les montants indiqués entre parenthèses sont applicables lorsque la recherche internationale a été effectuée par une administration autre que l'USPTO.

[9] La taxe d'examen préliminaire additionnelle est à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

OFFICES RÉCEPTEURS

KZ Kazakhstan

L'**Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan)** a notifié au Bureau international un changement concernant le nombre d'exemplaires d'une demande internationale sur papier qu'il requiert – un exemplaire, au lieu de trois, doit désormais être déposé.

De plus, l'office a notifié un changement relatif à ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office en sa qualité d'office récepteur — toute personne physique domiciliée au Kazakhstan peut désormais agir en qualité de mandataire.

[Mise à jour de l'annexe C(KZ) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale[10, 11], exprimés en **rouble bélarussien (BYN)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables à compter du 1er janvier 2025, comme suit :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt :	BYN	102,9
Taxe de revendication pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	44,1
Taxe d'examen :	BYN	499,8
Taxe d'examen pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	294
Taxe annuelle pour la 3e année :	BYN	102,9

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt :	BYN	205,8
Taxe de revendication pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	102,9

[10] Pour les personnes domiciliées au Bélarus, le paiement des taxes doit être effectué en rouble bélarussien selon le taux de la valeur de base.

[11] Pour les personnes domiciliées à l'étranger, le paiement des taxes doit être effectué en dollar des États-Unis, en euro, en franc suisse ou en rouble russe, sauf disposition contraire des accords internationaux avec la République du Bélarus, selon le taux de la valeur de base et le taux de change fixé par la Banque nationale de la République du Bélarus applicable à la date du paiement.

De plus, l'office a notifié un changement relatif aux conditions d'exemption, de réduction ou de remboursement de la taxe nationale - avec effet à compter du 1er janvier 2025, la taxe d'examen est réduite de 50 % lorsqu'un rapport de recherche internationale ou un rapport d'examen préliminaire international a été établi et soumis à l'Office.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (BY) du *Guide du déposant du PCT*]

KZ Kazakhstan

L'**Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan)** a notifié au Bureau international des changements des noms des composantes de la taxe nationale ainsi que le pourcentage de la surtaxe à payer pour un brevet et un modèle d'utilité, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Le nouveau texte de ces modifications est le suivant :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt et d'examen des formalités :	KZT 20.320,16 (doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT ou dans un délai de deux mois à compter de la date d'ouverture de la phase nationale. Ce délai peut être prolongé de deux mois, pour autant qu'une surtaxe de 11% soit payée. Les taxes de dépôt électronique et papier ont été modifiées pour être égales par l'ordonnance du directeur de l'INPI n° 254 du 23 décembre 2020.)
Taxe pour examen quant au fond :	KZT 66.959,20
Taxes annuelles pour les trois premières années :	KZT 20.320,16 par année

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt :	KZT 16.450,56 (doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT ou dans un délai de deux mois à compter de la date d'ouverture de la phase nationale. Les taxes de dépôt électronique et papier ont été modifiées pour être égales par l'ordonnance du directeur de l'INPI n° 254 du 23 décembre 2020.)

[Mise à jour du chapitre national, résumé (KZ) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS ET DE LA CORRESPONDANCE AYANT TRAIT AUX DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'UN OFFICE RÉCEPTEUR ET D'UNE ADMINISTRATION INTERNATIONALE

EP Organisation européenne des brevets

En vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT, et conformément aux instructions 703, 710.b) et 713 des Instructions administratives du PCT, l'**Office européen des brevets (OEB)**, en sa qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale, d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international un changement relatif à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 18 mars 2021, pages 51 et suivantes (tel que modifié dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 30 juin 2022, pages 165 et suivantes, du 18 août 2022, page 225 et du 19 mai 2023, pages 117 et suivantes).

En particulier, à partir du 1er janvier 2025, l'OEB ne permettra plus et par conséquent n'acceptera plus le dépôt des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales déposées au moyen du dépôt par formulaire en ligne de l'OEB.

À compter du 1er janvier 2025, les moyens de dépôt des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales sous forme électronique auprès de l'OEB seront : le dépôt en ligne de l'OEB, le dépôt ePCT, le dépôt en ligne 2.0 de l'OEB et l'*EPO Contingency Upload Service*.

[Mise à jour des annexes C(EP) et E(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.1 : NOTIFICATION PAR UN OFFICE, UNE ADMINISTRATION OU LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.1.d)

ES Espagne

En vertu du décret-loi royal 6/2024du 5 novembre 2024 concernant une calamité naturelle dans diverses municipalités d'Espagne, et conformément à la règle 82*quater*.1.d) du PCT, l'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié au Bureau international qu'il renonce à exiger la preuve de l'excuse de retard en vertu de la règle 82*quater*.1.a) du PCT, lorsqu'un délai fixé dans le Règlement d'exécution du PCT pour l'accomplissement d'un acte auprès de l'office, en sa qualité d'office office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, entre le 28 octobre et le 4 novembre 2024, n'est pas observé par une partie intéressée ayant son domicile ou son siège social dans l'une des communes incluses dans l'annexe du décret-loi royal 6/2024, du 5 novembre 2024 (se reporter à : https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2024-22928).

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : CALENDRIER COMMUN POUR LES LISTES DE TAXES ET LES TRANSFERTS DE TAXES

Depuis le 1er juillet 2020, tout office récepteur du PCT (“RO”), toute administration chargée de la recherche internationale (“ISA”), toute administration indiquée pour la recherche internationale supplémentaire (“SISA”), ou toute administration chargée de l’examen préliminaire international (“IPEA”) peut participer, en tant “qu’office participant”, au mécanisme d’échange de taxes du PCT d’un office (ci-après dénommé “office percepteur”) à un autre office (ci-après dénommé “office bénéficiaire”) par l’intermédiaire du Bureau international (“IB”) aux fins du PCT (le “service de transfert de taxes de l’OMPI”), en vertu de la règle 96.2 du PCT et conformément aux dispositions énoncées dans l’annexe G des Instructions administratives du PCT.

Calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes

Suite aux consultations tenues avec des offices participants, conformément au paragraphe 8, partie II.2 de l’annexe G des Instructions administratives du PCT, un calendrier commun a été établi pour l’année 2025, précisant les dernières dates auxquelles, chaque mois, un office percepteur participant doit établir et transmettre au Bureau international des informations relatives aux transferts de taxes; et selon lesquelles les listes de taxes à transférer, ainsi que les montants de taxes indiqués dans lesdites listes, doivent être établis et transmis vers, ou par, le Bureau international.

Le calendrier commun établi pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025 est comme suit :

Cycle	Mois civil (2024)	Mois considéré pour le service de transfert des taxes du PCT (période de facturation)	Service de transfert des taxes	Date limite pour la communication des documents au Bureau international (12h00 CET)	Date de valeur limite de paiement de l’office récepteur	Rapports sur les états financiers du service de transfert des taxes du PCT	Date de règlement du service de transfert des taxes du PCT
1	janvier	déc. 2024	Taxe PCT/ISA	mercredi 22-jan-2025	jeudi 23-jan-2025	mardi 28-jan-2025	vendredi 31-jan-2025
2	février	jan. 2025	Taxe PCT/ISA	mercredi 19-fév-2025	jeudi 20-fév-2025	mardi 25-fév-2025	vendredi 28-fév-2025
3	mars	fév. 2025	Taxe PCT/ISA	jeudi 20-mar-2025	vendredi 21-mar-2025	mercredi 26-mar-2025	vendredi 28-mar-2025
4	avril	mars 2025	Taxe PCT/ISA	mardi 22-avr-2025	mercredi 23-avr-2025	lundi 28-avr-2025	mardi 29-avr-2025
5	mai	avr. 2025	Taxe PCT/ISA	mercredi 21-mai-2025	jeudi 22-mai-2025	lundi 26-mai-2025	mardi 27-mai-2025
6	juin	mai 2025	Taxe PCT/ISA	jeudi 19-juin-2025	vendredi 20-juin-2025	mercredi 25-juin-2025	vendredi 27-juin-2025
7	juillet	juin 2025	Taxe PCT/ISA	mercredi 23-juil-2025	jeudi 24-juil-2025	lundi 28-juil-2025	mercredi 30-juil-2025

8	août	juillet 2025	Taxe PCT/ISA	mercredi 20-août-2025	jeudi 21-août-2025	mardi 26-août-2025	vendredi 29-août-2025
9	septembre	août 2025	Taxe PCT/ISA	mardi 23-sep-2025	mercredi 24-sep-2025	lundi 29-sep-2025	mardi 30-sep-2025
10	octobre	sept. 2025	Taxe PCT/ISA	mercredi 22-oct-2025	jeudi 23-oct-2025	mardi 28-oct-2025	vendredi 31-oct-2025
11	novembre	oct. 2025	Taxe PCT/ISA	jeudi 20-nov-2025	vendredi 21-nov-2025	mercredi 26-nov-2025	vendredi 28-nov-2025
12	décembre	nov. 2025	Taxe PCT/ISA	vendredi 12-déc-2025	lundi 15-déc-2025	jeudi 18-déc-2025	lundi 22-déc-2025

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

19 décembre 2024

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

KG Kirghizistan 237

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 237
IL Israël 237
RS Serbie 238

Offices récepteurs

UA Ukraine 238

Offices désignés (ou élus)

IL Israël 239
RS Serbie 239

Les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* et à la règle 86 du *Règlement d'exécution du PCT*.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

KG Kirghizistan

L'**Agence d'état de la propriété intellectuelle et de l'innovation auprès du Cabinet des ministres de la République kirghize (Kyrgyzpatent)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son site Internet, comme suit :

Site Internet : http://patent.gov.kg

[Mise à jour de l'annexe B(KG) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2025, sont de USD 277 pour les demandes internationales déposées en ligne et de USD 415 pour les demandes internationales déposées sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

L'**Office des brevets d'Israël** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de transmission, applicable à compter du 1er janvier 2025, exprimé en **nouveau shekel israélien (ILS)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	ILS	640

[Mise à jour de l'annexe C(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, en vertu de la règle 57.2.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **nouveau shekel israélien (ILS)**, a été établi pour la taxe de traitement. Ce montant, applicable à compter du 1er février 2025, est de ILS 812.

[Mise à jour de l'annexe E(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

RS Serbie

L'**Office de la propriété intellectuelle (Serbie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dinar serbe (RSD)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces nouveaux montants, applicables depuis le 1er août 2024, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT)[1] :		RSD	9.920	
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT)[1] :		RSD	2.380	pour le premier document jusqu'à 10 pages
	plus	RSD	590	pour chaque document supplémentaire jusqu'à 10 pages
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT)[1] :		RSD	3.990	

[Mise à jour de l'annexe C(RS) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

UA Ukraine

L'**Organisme public dénommé "Office national ukrainien pour la propriété intellectuelle et les innovations" (UANIPIO)** a notifié au Bureau international que, depuis le 25 octobre 2024, l'office accepte l'anglais et l'ukrainien en tant que langue de dépôt des demandes internationales (règle 12.1)a) du PCT), et l'anglais en tant que langue dans laquelle la requête peut être déposée (règle 12.1)c) du PCT).

L'office a également notifié un changement concernant le nombre d'exemplaires d'une demande internationale sur papier qu'il requiert – un exemplaire, au lieu de trois, doit désormais être déposé, également avec effet depuis le 25 octobre 2024.

[Mise à jour de l'annexe C(UA) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Cette taxe est réduite de 50% lorsque la demande internationale est déposée par une personne physique.

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

IL Israël

L'**Office des brevets d'Israël** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe nationale de dépôt, exprimé en **nouveau shekel israélien (ILS)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce montant, applicable à compter du 1er janvier 2025, est de ILS 2.344[2].

[Mise à jour du chapitre national, résumé (IL), du *Guide du déposant du PCT*]

RS Serbie

L'**Office de la propriété intellectuelle (Serbie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale, exprimés en **dinar serbe (RSD)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces nouveaux montants, applicables depuis le 1er août 2024, sont comme suit :

Taxe pour le rétablissement des droits[3] :	RSD 4.960
Pour un brevet :	
Taxe de dépôt[3] :	RSD 9.920
Taxe de revendication pour chaque revendication à compter de la 11e [3] :	RSD 970
Surtaxe pour ouverture tardive de la phase nationale :	plus 50% de la taxe de dépôt
Taxe d'examen[3] :	RSD 9.920
Taxe annuelle pour les trois premières années[3] :	RSD 13.910
Pour un "*petty patent*" :	
Taxe de dépôt[3] :	RSD 9.920
Surtaxe pour ouverture tardive de la phase nationale :	plus 50% de la taxe de dépôt

[Mise à jour du chapitre national, résumé (RS), du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Cette taxe est réduite de 40% pour les demandes déposées en premier lieu en Israël par un déposant qui est une personne physique ou une entreprise dont le chiffre d'affaires a été inférieur à ILS 10 millions au cours de la dernière année civile.

[3] Cette taxe est réduite de 50% lorsque la demande internationale est déposée par une personne physique.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

12 janvier 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

IL Israël 4

Taxes payables en vertu du PCT

CA Canada 5
CL Chili 5
IL Israël 6
PH Philippines 7
UA Ukraine 7
US États-Unis d'Amérique 7

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

OA Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) 10

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : transferts de taxes effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT

Liste des transferts de taxes du PCT effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) 13
AT Autriche 13
AU Australie 14
AZ Azerbaïdjan 14
BG Bulgarie 14

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

BR	Brésil	14
BY	Bélarus	15
CA	Canada	15
CH	Suisse	15
CL	Chili	15
CN	Chine	16
CO	Colombie	16
CR	Costa Rica	16
CU	Cuba	16
CZ	Tchéquie	16
DE	Allemagne	17
DK	Danemark	17
DO	République dominicaine	17
DZ	Algérie	17
EA	Office eurasien des brevets	17
EC	Équateur	18
EE	Estonie	18
EG	Égypte	18
EP	Organisation européenne des brevets (OEB)	19
ES	Espagne	19
FI	Finlande	20
FR	France	20
GB	Royaume-Uni	20
GE	Géorgie	20
GR	Grèce	20
HR	Croatie	20
HU	Hongrie	21
IB	Bureau international de l’Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	21
ID	Indonésie	21
IE	Irlande	21
IL	Israël	21
IN	Inde	22
IR	République islamique d’Iran	22
IS	Islande	22
IT	Italie	22
JO	Jordanie	23
JP	Japon	23
KE	Kenya	23
KR	République de Corée	24
KZ	Kazakhstan	24
LV	Lettonie	24
MA	Maroc	24
MD	République de Moldova	24
MX	Mexique	25
MY	Malaisie	25
NI	Nicaragua	25
NL	Pays-Bas	25
NO	Norvège	25
NZ	Nouvelle-Zélande	25
OA	Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	26

OM	Oman	26
PA	Panama	26
PE	Pérou	26
PH	Philippines	27
PL	Pologne	27
PT	Portugal	27
QA	Qatar	27
RO	Roumanie	27
RS	Serbie	27
RU	Fédération de Russie	28
SA	Arabie saoudite	28
SD	Soudan	28
SE	Suède	29
SG	Singapour	29
SI	Slovénie	29
SK	Slovaquie	29
SY	République arabe syrienne	30
TN	Tunisie	30
TR	Türkiye	30
TT	Trinité-et-Tobago	31
UA	Ukraine	31
UG	Ouganda	31
US	États-Unis d’Amérique	32
VN	Viet Nam	32
XN	Institut nordique des brevets	32
ZA	Afrique du Sud	32

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

IL Israël

Accord entre le Gouvernement d'Israël et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office des brevets d'Israël** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications entreront en vigueur le 1er mars 2023.

Avec effet à compter du 1er mars 2023, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en nouveau sheqel israélien)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	3.820
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	3.820
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	1.637
Taxe pour paiement tardif de la taxe d'examen préliminaire	[Sans changement]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	1.637
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	491
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par document	47

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_il.pdf

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), exprimé en **dollar canadien (CAD)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable depuis le 1er janvier 2023, est de CAD 315,77.

[Mise à jour de l'annexe C(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

CL Chili

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)**. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2023, sont comme suit :

Taxe de recherche :	EUR 1.894
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une personne physique ou morale :	EUR 379 (applicable lorsque le déposant est ressortissant d'un des États, et est domicilié dans un des États, qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à ce critère.)
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une université :	EUR 284 (applicable lorsque le déposant est a) une université chilienne, ou b) une université étrangère qui a son siège dans un des États qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt.)

[Mise à jour de l'annexe D(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

L'**Office des brevets d'Israël** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe pour le document de priorité, exprimé en **nouveau shekel israélien (ILS)**, applicable à compter du 1er mars 2023 et payable à l'office en sa qualité d'office récepteur, comme suit :

Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	ILS	94

[Mise à jour de l'annexe C(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau shekel israélien (ILS)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et applicables à compter du 1er mars 2023, comme suit :

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) :	ILS	3.820
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) :	ILS	3.820
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.1.c) du PCT) :	ILS	491
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b) et 94.1*ter*), par document :	ILS	47

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a également notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau shekel israélien (ILS)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international et applicables à compter du 1er mars 2023, comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b) du PCT) :	ILS	1.637
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3.a) du PCT) :	ILS	1.637
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.2 du PCT) :	ILS	491
Taxe pour la délivrance de copies (règles 71.2.b) et 94.2), par document :	ILS	47

[Mise à jour de l'annexe E(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

PH Philippines

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines**. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2023, sont de EUR 947 ou de EUR 379 (ce dernier montant s'applique lorsque le déposant est une petite entreprise[2]).

[Mise à jour de l'annexe D(PH) du *Guide du déposant du PCT*]

UA Ukraine

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)"**. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2023, sont de USD 106 pour les recherches effectuées en ukrainien ou en russe, et de USD 317 pour les recherches effectuées en allemand, en anglais, ou en français.

[Mise à jour de l'annexe D(UA) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes relatifs aux petites et micros entités seulement, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables depuis le 29 décembre 2022, sont les suivants :

		Petite entité	*Micro entité*
Taxe de transmission[3] (règle 14 du PCT):	USD	104	52
Taxe pour requête en restauration du droit du priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT):	USD	840	420

[Mise à jour de l'annexe C(US) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Une petite entreprise fait référence à toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou lorsque le déposant est toute entité, agence, bureau, service ou unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

[3] De plus, un montant supplémentaire de USD 400 est applicable aux demandes internationales déposées autrement qu'au moyen du système de dépôt électronique de l'office; ou un montant supplémentaire de USD 200 pour les dépôts effectués par une petite ou micro entité.

De plus, l'office a notifié des changements relatifs aux composantes de la taxe nationale relatifs aux petites et micros entités seulement, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)** et payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces changements sont applicables depuis le 29 décembre 2022. La liste desdites composantes est la suivante :

		Petite entité	*Micro entité*
Taxe nationale de base[4] :	USD	128	64
Taxe de recherche[5] :			
– Le rapport d'examen préliminaire international a été établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international des États-Unis d'Amérique, ou l'opinion écrite a été établie par l'administration chargée de la recherche internationale des États-Unis d'Amérique; toutes les revendications présentées satisfaisaient aux conditions énoncées aux alinéas 1) à 4) de l'article 33 du PCT :	[Sans changement]		
– Taxe de recherche internationale payée à l'USPTO en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale :	USD	56	28
– Le rapport de recherche a été établi par une administration chargée de la recherche internationale autre que celle des États-Unis d'Amérique et est fourni ou a été communiqué précédemment par le Bureau international à l'USPTO :	USD	216	108
– Toutes les autres situations :	USD	280	140
Taxe d'examen[5] :			
– Le rapport d'examen préliminaire international a été établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international des États-Unis d'Amérique, ou l'opinion écrite a été établie par l'administration chargée de la recherche internationale des États-Unis d'Amérique; toutes les revendications présentées satisfaisaient aux conditions énoncées aux alinéas 1) à 4) de l'article 33 du PCT :	[Sans changement]		
– Toutes les autres situations :	USD	320	160

[4] La taxe nationale de base doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

[5] Si cette taxe n'est pas payée en même temps que la taxe nationale de base, l'USPTO invitera le déposant à la payer dans un délai fixé dans l'invitation.

		Petite entité	*Micro entité*
Pour chaque série, complète ou incomplète, de 50 feuilles de la description et des dessins à compter de la 101e feuille (à l'exclusion de tout listage des séquences ou listage de programme d'ordinateur déposé au moyen d'un support électronique)[6] :	USD	168	84
Taxe additionnelle pour chaque revendication indépendante à compter de la 4e [6] :	USD	192	96
Taxe additionnelle pour chaque revendication, indépendante ou non, à compter de la 21e [6] :	USD	40	20
De plus, si la demande contient une ou plusieurs revendications dépendantes multiples, par demande[6] :	USD	344	172
Surtaxe pour le paiement de la taxe de recherche ou la taxe d'examen ou pour le dépôt du serment ou de la déclaration après la date d'ouverture de la phase nationale[6] :	USD	64	32
Taxe spéciale pour le dépôt d'une traduction anglaise après l'expiration du délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT[6] :	USD	56	28
Taxe pour le dépôt d'un méga-listage des séquences [*mega-sequence listing*] :			
– dépôt d'un listage des séquences de 300 MB à 800 MB	USD	424	212
– dépôt d'un listage des séquences de plus de 800 MB	USD	4.200	2.100

[Mise à jour du chapitre national, résumé (US), du *Guide du déposant du PCT*]

[6] Si cette taxe n'est pas payée en même temps que la taxe nationale de base, l'USPTO invitera le déposant à la payer dans un délai fixé dans l'invitation.

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS PAR LES OFFICES RÉCEPTEURS

OA Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)

L'**Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et conformément aux instructions 710.a) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, qu'elle est disposée à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du 1er février 2023, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)). L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

– Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, aux numéros suivants: (+237-2) 220 39 11, (+237-2) 220 57 00
– par courriel, à l'adresse électronique suivante: oapi@oapi.int

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales
– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.oapi.int)

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (https://www.wipo.int/pct-eservices/en/certificates.html)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(OA) du *Guide du déposant du PCT*]

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : TRANSFERTS DE TAXES DU PCT EFFECTUÉS DANS LE CADRE DU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI AUX FINS DU PCT

En vertu de la règle 96.2 du PCT, un office participant au Service de transfert de taxes de l'OMPI (un "office participant"[7]) en tant "qu'office percepteur" peut transférer les taxes et différences y relatives suivantes à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire") par l'intermédiaire du Bureau international, aux fins du PCT, conformément à l'annexe G des Instructions administratives du PCT :

– **la taxe internationale de dépôt** (règle 15.2.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur ("RO") au profit du Bureau international ("IB");
– **la taxe de recherche** (règle 16.1.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit d'un office participant en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale ("ISA");
– **la taxe de recherche supplémentaire** (règle 45*bis*.3.b)) perçue par le Bureau international au profit d'un office participant en sa qualité d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire ("SISA");
– **la taxe de traitement** (règle 57.2.c) ou d)) perçue par une administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA") au profit du Bureau international; et
– **la différence en ce qui concerne la taxe de recherche** (règle 16.1.e)) perçue par l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale dans une monnaie autre que la monnaie fixée[8].

De plus, conformément au paragraphe 3, partie II de l'annexe G des Instructions administratives du PCT, le transfert des taxes et différences susmentionnées, par l'office percepteur au Bureau international, aux fins de son transfert ultérieur à l'office bénéficiaire, est réputé constituer le transfert desdites taxes conformément à la règle applicable, et ne doit pas être considéré comme un paiement de l'office percepteur à un tiers.

---

[7] Un office participant peut se référer à tout office récepteur PCT ("RO"), à toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), à toute administration spécifiée pour la recherche internationale supplémentaire ("SISA") ou à toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA").

[8] En ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé la taxe de recherche, applicable lorsque le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé.

Liste des transferts de taxes du PCT effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI

Conformément au paragraphe 7, partie II.1 de l'annexe G des Instructions administratives du PCT, la liste des transferts de taxes du PCT qui font partie du Service de transfert de taxes de l'OMPI, pour chaque office participant[9], au **31 décembre 2022** (inclus), est comme suit :

	Transferts de taxes du PCT				
	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, SE	n/a	n/a	n/a
AT Office autrichien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AP, BR, CO, CU, DZ, EG, GE, IB, IN, JO, KE, KR, MA, MX, OA, OM, PE, SG, SY, TT, UG, VN, ZA	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en EUR par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/AT* (BH, DJ, GH, KP, LR, LS, LY, ZM, ZW)

[9] Les lignes relatives aux offices participants ayant un accord avec le Bureau international de l'OMPI en ce qui concerne le fonctionnement en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* sont identifiées par une teinte gris clair.

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
AU Office australien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/KR en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, ID, IN, JO, KE, KR, MY, NZ, OM, SG, US, VN, ZA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en AUD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/AU* (BN, GH, IQ, LR, PG, TH, ZW)
AZ Agence de la propriété intellectuelle de la République d'Azerbaïdjan	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EA, EP, RU	n/a	n/a	n/a
BG Office des brevets de la République de Bulgarie	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
BR Institut national de la propriété industrielle (Brésil)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, SE, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/CO, CU, IB, PA, PE	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en USD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/BR* (CV)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
BY Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EA, EP, RU	n/a	n/a	n/a
CA Office de la propriété intellectuelle du Canada	RO percepteur	en tant que RO percepteur : n/a en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, SA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en CAD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/CA* (BZ, IQ)
CH Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
CL Institut national de la propriété industrielle (Chili)	Office percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, ES, KR, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/CO, CR, CU, DO, EC, IB, MX, PA, PE, TT	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en USD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/CL* (SV)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
CN Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)	Office percepteur	en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, IN, IR, KE	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en CNY par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/CN* (GH, KH, KP, LR, TH, ZW)
CO Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, BR, CL, EP, ES, KR, RU	n/a	n/a	n/a
CR Registre de la propriété intellectuelle (Costa Rica)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CL, EP, ES	n/a	n/a	n/a
CU Office cubain de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, BR, CL, EP, ES, RU	n/a	n/a	n/a
CZ Office de la propriété industrielle de la République tchèque	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
DE Office allemand des brevets et des marques	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
DK Office danois des brevets et des marques	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE, XN	n/a	n/a	n/a
DO Office national de la propriété industrielle (République dominicaine)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CL, EP, ES, US	n/a	n/a	n/a
DZ Institut national algérien de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP	n/a	n/a	n/a
EA Office eurasien des brevets (OEAB)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AZ, BY, IB, RU	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en RUB par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/EA* (AM, KG, TJ)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
EC Service national des droits intellectuels (SENADI) (Équateur)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CL, EP, ES	n/a	n/a	n/a
EE Office estonien des brevets	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
EG Office égyptien des brevets	Office percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, US en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, OM, QA, SA, SD, SY	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en EGP par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/EG* (DJ, IQ)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
EP Office européen des brevets (OEB)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : (n/a) en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AP, AT, AZ, BG, BR, CH, CL, CN, CO, CR, CU, CZ, DE, DK, DO, DZ, EA, EC, EE, EG, ES, FI, FR, GB, GE, GR, HR, HU, IB, ID, IE, IL, IN, IR, IS, IT, JO, JP, KE, KZ, LV, MA, MD, MX, MY, NI, NL, NO, NZ, OA, OM, PA, PE, PH, PL, PT, QA, RO, RS, RU, SA, SD, SE, SG, SI, SK, SY, TN, TR, TT, UG, US, VN, ZA	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en EUR par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/EP* (AL, AM, BA. BH, BN, BW, BZ, CV, CY, DJ, GH, HN, IQ, KG, KH, KN, LR, LS, LT, LU, LY, MK, MN, MT, MW, RW, SC, SV, TH, TJ, TM, UA, UZ, WS, ZW)
ES Office espagnol des brevets et des marques	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/CL, CO, CR, CU, DO, EC, IB, MX, NI, PA, PE	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en EUR par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/ES* (HN, SV)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
FI Office finlandais des brevets et de l'enregistre-ment (PRH)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice*)*	ISA bénéficiaire : n/a *(spécifié uniquement par le RO/FI participant)*
FR Institut national de la propriété industrielle (INPI) (France)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
GB Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
GE Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, IL, RU, US	n/a	n/a	n/a
GR Organisation de la propriété industrielle (OBI) (Grèce)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
HR Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
HU Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
IB Bureau international de l'OMPI (en tant qu'office récepteur)	RO percepteur	RO percepteur : taxes de recherches perçues pour toutes ISA, perçues des déposants ayant déposé leur demande auprès de RO/IB	n/a	n/a	n/a
ID Direction générale de la propriété intellectuelle (Indonésie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, JP, KR, RU, SG	n/a	n/a	n/a
IE Office de la propriété intellectuelle d'Irlande	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
IL Office des brevets d'Israël	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/GE, IB, US	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en USD par l'intermédiaire du service*

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
IN Office indien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, CN, EP, JP, SE, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, IR, JP	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en INR*
IR Centre de propriété intellectuelle (République islamique d'Iran)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CN, EP, IN, RU	n/a	n/a	n/a
IS Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE, XN	n/a	n/a	n/a
IT Office italien des brevets et des marques	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
JO Direction de la protection de la propriété industrielle, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'approvisionne-ment (Jordanie)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, US	n/a	n/a	n/a
JP Office des brevets du Japon (JPO)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, IN, SG en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, ID, IN, KR, MY, PH, SA, SG, US, VN	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en JPY par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/JP* (BN, KH, TH)
KE Institut kényan de la propriété industrielle	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, CN, EP, SE	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
KR Office coréen de la propriété intellectuelle	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, JP, SG en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit taxes de recherche transférées de* RO/AU, CL, CO, IB, ID, MX, MY, NZ, PE, PH, SA, SG, US, VN	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en KRW par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/KR* (BN, CV, KH, MN, TH)
KZ Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
LV Office letton des brevets	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
MA Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, RU, SE	n/a	n/a	n/a
MD Division de la propriété intellectuelle, Direction de l'expansion économique (Monaco)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
MX Institut mexicain de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, CL, EP, ES, KR, SE, SG, US	n/a	n/a	n/a
MY Société de propriété intellectuelle de Malaisie	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, JP, KR	n/a	n/a	n/a
NI Registre de la propriété intellectuelle (Nicaragua)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, ES	n/a	n/a	n/a
NL Office néerlandais des brevets	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
NO Office norvégien de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE, XN	n/a	n/a	n/a
NZ Office de la propriété intellectuelle de la Nouvelle-Zélande (IPONZ)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, KR, US	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
OA Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, RU, SE	n/a	n/a	n/a
OM Département de la propriété intellectuelle, Ministère du commerce et de l'industrie (Oman)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EG, EP, US	n/a	n/a	n/a
PA Direction générale de l'enregistre-ment de la propriété industrielle (DIGERPI) (Panama)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/BR, CL, EP, ES, US	n/a	n/a	n/a
PE Institut national de défense de la concurrence et de la protection de la propriété intellectuelle (Pérou)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, BR, CL, EP, ES, KR, US	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
PH Office de la propriété intellectuelle des Philippines	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, JP, KR, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *taxes de recherche perçues pour* ISA/IB	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : n/a *(spécifié uniquement par le RO/PH participant)*
PL Office des brevets de la République de Pologne	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
PT Institut national de la propriété industrielle (Portugal)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
QA Département de la propriété intellectuelle (Qatar)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EG, EP, US	n/a	n/a	n/a
RO Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
RS Office de la propriété intellectuelle (Serbie)	RO percepteur	RO percepteur : *perçoit les taxes de recherche pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
RU Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EA, EP en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AZ, BG, BY, CO, CU, EA, GE, IB, ID, IR, KZ, MA, MD, OA, RO, SA, SY, VN	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en RUB par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/RU* (AM, KG, KP, MN, TJ, TM, UZ, ZW)
SA Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CA, EG, EP, JP, KR, RU, SG, US	n/a	n/a	n/a
SD Directeur général de l'enregistrement, Département de la propriété intellectuelle (Soudan)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EG, EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
SE Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, XN en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AP, BR, DK, FI, IB, IN, IS, KE, MA, MX, NO, OA, TT, VN	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en SEK par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/SE* (GH, LR, ZM)
SG Office de la propriété intellectuelle de Singapour	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, JP, KR en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, ID, JP, KR, MX, SA, UG, US, VN	SISA bénéficiaire	IPEA percepteur	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en SGD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/SG* (BN, KH, TH)
SI Office slovène de la propriété intellectuelle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
SK Office de la propriété industrielle de la République slovaque	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
SY Ministère du commerce intérieur et protection des consommateurs, Direction de la protection de la propriété industrielle et commerciale (République arabe syrienne)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EG, EP, RU	n/a	n/a	n/a
TN Institut national de la normalisation et de la propriété industrielle (INNORPI) (Tunisie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
TR Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire : *taxes de recherche transférées de* RO/IB	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en TRY par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/TR* (IQ)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
TT Office de la propriété intellectuelle, Office du procureur général et Ministère des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, CL, EP, SE, US	n/a	n/a	n/a
UA Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)"	*(ne participe pas encore en tant que RO)*	en tant que RO percepteur : *(ne participe pas encore en tant que RO)* en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en USD par l'intermédiaire du service (spécifié uniquement par le RO/UA non-participant)*
UG Bureau des services de l'enregistrement de l'Ouganda (URSB)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, SG	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
US Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, IL, JP, KR, SG en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/BR, CL, DO, EG, GE, IB, IL, IN, JO, MX, NZ, OM, PA, PE, PH, QA, SA, TT, ZA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en USD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/US* (BH, KN, TH)
VN Office de la propriété intellectuelle du Viet Nam (IP Viet Nam)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, JP, KR, SG, SE, RU	n/a	n/a	n/a
XN Institut nordique des brevets	n/a	en tant que RO percepteur : (n/a) en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/DK, IB, IS, NO, SE	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en DKK par l'intermédiaire du service*
ZA Commission pour les sociétés et la propriété intellectuelle (CIPC) (Afrique du Sud)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour for* ISA/AT, AU, EP, US	n/a	n/a	n/a

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

19 janvier 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 34
CN Chine 34
IN Inde 34
KR République de Corée 34
NZ Nouvelle-Zélande 35
SG Singapour 35

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **won coréen (KRW)** et en **dollar néo-zélandais (NZD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2023, sont de KRW 1.864.000 et de NZD 2.340.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

CN Chine

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**. Ce montant, applicable à compter du 1er mars 2023, est de EUR 283.

[Mise à jour de l'annexe D(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)** et en **yen japonais (JPY)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2023, sont de EUR 28 et JPY 4.000 dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier, et EUR 114 et JPY 16.000 dans les autres cas.

[Mise à jour de l'annexe D(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar australien (AUD)** et en **dollar de Singapour (SGD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2023, sont de AUD 531 et SGD 484 pour les demandes internationales déposées en coréen ou les demandes pour lesquelles une traduction en coréen a été fournie selon la règle 12.3 du PCT, et de AUD 1.416 et SGD 1.290 pour les demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

NZ Nouvelle-Zélande

En vertu de la règle 15.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar néo-zélandais (NZD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	NZD	2.249
Taxe par feuille à compter de la 31e :	NZD	25
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NZD	338
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NZD	507

[Mise à jour de l'annexe C(NZ) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **won coréen (KRW)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour**. Ce montant, applicable à compter du 1er mars 2023, est de KRW 2.074.000.

[Mise à jour de l'annexe D(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

26 janvier 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

CA Canada 37
EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 37
EP Organisation européenne des brevets (OEB) 37
IL Israël 37
JP Japon 38
RU Fédération de Russie 38
SE Suède 38
SG Singapour 38
US États-Unis d'Amérique 39
XN Institut nordique des brevets 40

Attribution de numéros de publication internationale en vertu de l'instruction 404 des Instructions administratives du PCT

Notification délivrée par le Bureau international 40

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CA Canada

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ce montant, applicable à compter du 1er mars 2023, est de EUR 1.175.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2023, sont de EUR 118 et USD 124, respectivement, pour des recherches effectuées en russe, et de EUR 525 et USD 551, respectivement, pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **couronne islandaise (ISK)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er mars 2023, est de ISK 271.000.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2023, sont de CHF 1.010, EUR 1.024 et USD 1.075, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2023, sont de USD 1.080 pour les demandes internationales déposées en japonais ou les demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT, et de USD 1.277 pour les demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)** et **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2023, sont de EUR 112 et USD 117 pour des recherches effectuées en russe, et de EUR 525 et USD 551 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **couronne islandaise (ISK)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)**. Ce montant, applicable à compter du 1er mars 2023, est de ISK 271.000.

[Mise à jour de l'annexe D(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi en vertu de la règle 16.1.d) du PCT pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour**. Ce montant, applicable à compter du 1er mars 2023, est de USD 1.664.

[Mise à jour de l'annexe D(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 15.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	USD	1.435
Taxe par feuille à compter de la 31e :	USD	16
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête n'étant pas en format à codage de caractères) :	USD	108
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD	216
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD	324

[Mise à jour des annexes C(AM), C(AP), C(AZ), C(BH), C(BW), C(BY), C(BZ), C(CL), C(CR), C(DJ), C(DO), C(EA), C(EC), C(EG), C(GE), C(GH), C(HN), C(IB), C(IL), C(IN), C(IQ), C(JM), C(JO), C(KE), C(KG), C(KH), C(KZ), C(LR), C(MD), C(MW), C(MX), C(NI), C(PA), C(PE), C(PG), C(PH), C(QA), C(RU), C(SA), C(SC), C(SV), C(SY), C(TJ), C(TM), C(TT), C(UA), C(UG), C(US), C(UZ), C(WS), C(ZM) et C(ZW) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2023, sont de EUR 2.064 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, de EUR 1.032 pour une petite entité et de EUR 516 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, conformément à la règle 57.2.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour la taxe de traitement. Ce montant, applicable à compter du 1er mars 2023, est de USD 216.

[Mise à jour de l'annexe E(US) du *Guide du déposant du PCT*]

XN Institut nordique des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **couronne islandaise (ISK)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut nordique des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er mars 2023, est de ISK 271.000.

[Mise à jour de l'annexe D(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

ATTRIBUTION DE NUMÉROS DE PUBLICATION INTERNATIONALE EN VERTU DE L'INSTRUCTION 404 DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

NOTIFICATION DÉLIVRÉE PAR LE BUREAU INTERNATIONAL

En raison d'une erreur technique dans le logiciel de publication utilisé par le Bureau international, les numéros de publication internationale attribués aux demandes PCT publiées le 5 janvier 2023, le 12 janvier 2023 et le 19 janvier 2023 étaient les suivants :

– Gazette 01/2023 – WO 2023/272317 à WO 2023/279123
– Gazette 02/2023 – WO 2023/279124 à WO 2023/283659
– Gazette 03/2023 – WO 2023/283660 à WO 2023/288343

Le Bureau international notifie que l'attribution des numéros de publication internationale à partir de WO/2023/000001 reprendra le 26 janvier 2023.

La série de numéros de publication internationale susmentionnée, si elle est atteinte, ne sera pas réattribuée.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

2 février 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

CN Chine 42

Taxes payables en vertu du PCT

CL Chili 42
IB Bureau international de l'OMPI 43
PH Philippines 43

Offices désignés (ou élus)

CZ Tchéquie 43

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales : notifications des offices récepteurs, des administrations chargées de la recherche internationale et des administrations chargées de l'examen préliminaire international

ES Espagne 44

Demandes internationales contenant des listages des séquences : notifications par les administrations chargées de la recherche internationale des exigences techniques applicables

JP Japon 46

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

CN Chine

L'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)** a notifié au Bureau international des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) – à partir du 1er mars 2023, l'office cessera ses services de télécopie et n'acceptera plus le dépôt de la demande internationale et de documents ou correspondance connexes transmis par télécopie.

[Mise à jour de l'annexe B1(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CL Chili

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2023, sont comme suit :

Taxe de recherche :	CHF 1.853
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une personne physique ou morale :	CHF 371 (applicable lorsque le déposant est ressortissant d'un des États, et est domicilié dans un des États, qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à ce critère.)
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une université :	CHF 278 (applicable lorsque le déposant est a) une université chilienne, ou b) une université étrangère qui a son siège dans un des États qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt.)

[Mise à jour de l'annexe D(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

IB Bureau international de l'OMPI

Aux fins du **Bureau international** agissant en sa qualité d'office récepteur, de nouveaux montants équivalents de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis, avec effet à compter du 1er mars 2023, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	USD 108
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	USD 54 Supplément pour expédition par voie aérienne : USD 11

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

PH Philippines

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2023, sont de CHF 927 et de CHF 371 (ce dernier montant s'applique lorsque le déposant est une petite entreprise[1]).

[Mise à jour de l'annexe D(PH) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CZ Tchéquie

L'**Office de la propriété industrielle de la République tchèque** a notifié au Bureau international un changement relatif à ses exigences particulières en vertu de la règle 51*bis* du PCT (certaines exigences nationales admises en vertu de l'article 27) – depuis le 1er janvier 2023, l'office exige que la traduction de la demande internationale et les dessins pour un brevet soient fournis en deux exemplaires, au lieu de trois.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CZ), du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Une petite entreprise fait référence à toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou lorsque le déposant est toute entité, agence, bureau, service ou unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS ET DE LA CORRESPONDANCE AYANT TRAIT AUX DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS DES OFFICES RÉCEPTEURS, DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ET DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

ES Espagne

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT, et conformément aux instructions 703, 710.a) et b) et 713 des Instructions administratives du PCT, l'**Office espagnol des brevets et des marques**, en sa qualité d'office récepteur, administration chargée de la recherche internationale et administration chargée de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans la Gazette du PCT no˚ 03/2004, pages 1733 et suivantes (telle que modifiée par les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 14 octobre 2010 (page 178), du 12 août 2021 (page 136), et du 18 août 2022 (page 227)).

Par conséquent, avec effet depuis le 13 décembre 2022, la notification suivante remplace les notifications publiées dans les numéros des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionnés:

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i))

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour les dessins et, dans des cas exceptionnels, la description et les revendications; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5.1 de l'annexe F et la section 2.d) de l'appendice III)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– Front Office (OEPMSei)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

La notification de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'Office espagnol des brevets et des marques, lorsqu'il agit en sa qualité d'office récepteur, contiendra, outre les informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L’Office espagnol des brevets et des marques fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n’est que lorsque la demande n’est pas envoyée conformément au protocole sur l’interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l’annexe F), ou lorsque le paquet soumis ne contient aucun fichier, qu’une notification ou un accusé de réception ne sera pas généré.

Lorsqu’il s’avère que la notification envoyée au déposant par des moyens de transmission électroniques n’est pas reçue, l’Office espagnol des brevets et des marques envoie à nouveau, à bref délai, la notification par voie postale (voir l’instruction 709.b)).

En ce qui concerne le paiement en ligne (instruction 710.a).ii)) :

Le paiement en ligne n’est actuellement pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d’assistance (instruction 710.a)ii)) :

Les questions d'assistance aux utilisateurs finaux liées au logiciel Front Office, y compris les questions simples d'assistance aux utilisateurs du ePCT, seront gérées et résolues directement par le service d’assistance de l'OEPM. Le service d’assistance peut être contacté :

– par courriel, à l’adresse suivante : Soportefuncional@oepm.es

L'équipe PCT eServices de l'OMPI fournira l’assistance de deuxième niveau.

En ce qui concerne les types de documents pouvant être transmis en ligne à l’office (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L’office espagnol des brevets et des marques acceptera le dépôt de documents en format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l’office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

L’Office espagnol des brevets et des marques fournira sur son site Internet les informations relatives à la disponibilité de ses systèmes de dépôt en ligne.

En ce qui concerne les autorités de certification acceptées par l’office, et les adresses électronique des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

L’Office espagnol des brevets et des marques accepte les autorités de certification suivantes :

– https://sedeaplicaciones.minetur.gob.es/Prestadores/Inicio.aspx

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou conservées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les dossiers conservés sont accessibles par le biais des services de consultation de fichiers en ligne de l'OEPM, disponibles à l'adresse suivante : https://www.oepm.es/es/Bases_de_Datos_Expedientes.html

[Mise à jour de l'annexe C(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

DEMANDES INTERNATIONALES CONTENANT DES LISTAGES DES SÉQUENCES : NOTIFICATIONS PAR LES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE DES EXIGENCES TECHNIQUES APPLICABLES

JP Japon

L'**Office des brevets du Japon (JPO)**, en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, a notifié au Bureau international un type supplémentaire de support matériel accepté pour la fourniture des listages des séquences de nucléotides et/ou d'acides aminés sous forme électronique (règle 13*ter*.1 du PCT) – outre la disquette et le CD-R, l'administration accepte également le format DVD-R.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

9 février 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

SG Singapour 48
US États-Unis d'Amérique 49

Informations sur les États contractants

GT Guatemala 50

Taxes payables en vertu du PCT

US États-Unis d'Amérique 50

Offices récepteurs

TT Trinité-et-Tobago 51

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

SG Singapour

Accord entre l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe A

L'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)i) de l'accord susmentionné, une modification apportée à l'annexe A de cet accord. Cette modification, qui est entrée en vigueur le 1er février 2023, consiste à ajouter la **Trinité-et-Tobago** aux États indiqués au point i) de l'annexe.

Depuis le 1er février 2023, l'annexe A modifiée a la teneur suivante :

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) les États suivants pour lesquels elle agira :

en ce qui concerne l'article 3.1) :

Singapour, Arabie saoudite, Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Japon, Mexique, Ouganda, République de Corée, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Trinité-et-Tobago et Viet Nam;

en ce qui concerne l'article 3.2) :

lorsque l'Administration a établi le rapport de recherche internationale,

Singapour, Arabie saoudite, Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Japon, Mexique, Ouganda, République de Corée, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Trinité-et-Tobago et Viet Nam.

Lorsqu'un office récepteur désigne l'Administration internationale en vertu des articles 3.1) et 3.2), l'Administration internationale devient compétente à l'égard des demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur à partir d'une date à convenir entre l'office récepteur et l'Administration internationale et à notifier au Bureau international.

ii) [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_sg.pdf

US États-Unis d'Amérique

Accord entre l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[2] – Modification de l'annexe D

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui prendront effet le 1er avril 2023, consistent en des changements des montants des réductions de taxes applicables en cas de dépôt par une petite ou une micro-entité, pour certaines taxes payables à l'USPTO en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international.

Avec effet à partir du 1er avril 2023, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (dollars É.-U.)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	2.180[3]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	2.180[3]
Établissement d'un rapport de recherche de type international pour ce qui concerne une demande nationale aux États-Unis d'Amérique	[Sans changement]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	
– lorsque la taxe de recherche internationale a été acquittée pour ce qui concerne la demande internationale à l'Administration	640[3]
– lorsque la recherche internationale a été effectuée par une autre administration	800[3]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	640[3]
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2))	320[3]

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_us.pdf

[3] Cette taxe est réduite de 60% en cas de dépôt par une "petite entité" ou de 80% en cas de dépôt par une "micro-entité". Pour de plus amples informations sur les conditions à remplir pour pouvoir revendiquer ou établir la qualité de "petite entité", veuillez consulter le site www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/s509.html#d0e30961 et le paragraphe 1.27 du titre 37 CFR à l'adresse www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/consolidated_rules.pdf

Pour de plus amples informations sur les conditions à remplir pour pouvoir revendiquer ou établir la qualité de "micro-entité", veuillez consulter le site www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/s509.html#ch500_d1ff69_210b3_1ca et le paragraphe 1.29 du titre 37 CFR à l'adresse : www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/consolidated_rules.pdf

Ces informations sont susceptibles d'être modifiées à la discrétion de l'Administration.

Taxe pour la délivrance de copies
(règles 44.3 et 71.2)[4]

– brevet des États-Unis d'Amérique, par copie [Sans changement]

Taxe pour la délivrance de copies
(règles 94.1*ter* et 94.2)

– brevet des États-Unis d'Amérique, par copie [Sans changement]

– document autre qu'un brevet des États-Unis d'Amérique, par copie [Sans changement]

Partie II. [Sans changement]

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

GT Guatemala

Le **Registre de la propriété intellectuelle (Guatemala)** a notifié au Bureau international la suppression d'un de ses numéros de téléphone, ainsi que des changements relatifs à son adresse de courrier électronique. Le numéro de téléphone qui est disponible et les nouvelles adresses de courrier électronique, sont comme suit :

Téléphone :	(520) 232 470 70 ext. 105
Courrier électronique :	rvaldes@rpi.gob.gt mmoreira@rpi.gob.gt ccastaneda@rpi.gob.gt

[Mise à jour de l'annexe B1(GT) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes pour les petites entités et les micro-entités, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, payables à l'USPTO en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, à compter du 1er avril 2023, comme suit :

[4] Le déposant reçoit, en même temps que le rapport de recherche internationale, une copie de chaque document cité qui n'est pas un document de brevet américain ou une demande internationale publiée. Le déposant reçoit, en même temps que le rapport d'examen préliminaire international, une copie de chaque document cité qui n'est pas cité dans le rapport de recherche internationale et qui n'est pas un document de brevet américain ou une demande internationale publiée. Des copies électroniques de ces documents peuvent être consultées sur le site Web de l'USPTO à l'adresse (www.uspto.gov/patents-application-process/search-patents) et imprimées gratuitement. Des copies de ces documents peuvent également être achetées en ligne ou obtenues auprès du bureau des archives publiques (Office of Public Records) de l'USPTO.

		Petite entité	*Micro-entité*
Taxe de recherche[5] (règle 16.1.a) du PCT) :	USD	872	436
Taxe additionnelle[5] (règle 40.2.a) du PCT) :	USD	872	436
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.1.c) du PCT) :	USD	128	64

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes pour les petites entités et les micro-entités, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire et également applicables à partir du 1er avril 2023, comme suit :

		Petite entité	*Micro-entité*
Taxe d'examen préliminaire[5,6] (règle 58.1.b) du PCT) :	USD (USD	256 320	128 160)
Taxe additionnelle[7] (règle 68.3.a) du PCT) :	USD	256	128
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.2 du PCT) :	USD	128	64

[Mise à jour de l'annexe E(US) du Guide *du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

TT Trinité-et-Tobago

L'**Office de la propriété intellectuelle, Office du procureur général et Ministère des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago)** a spécifié l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour – en plus de l'Office autrichien des brevets, l'Institut national de la propriété industrielle (Chili), l'Office européen des brevets (OEB), l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV) et l'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 1er février 2023 ou ultérieurement, par les ressortissants de la Trinité-et-Tobago et les personnes domiciliées dans ce pays, auprès de l'Office de la propriété intellectuelle, Office du procureur général et Ministère des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago) ou le Bureau international, en leur qualité d'offices récepteurs.

[Mise à jour de l'annexe C(TT) du *Guide du déposant du PCT*]

---

5 Le montant de ces taxes change périodiquement. Pour connaître les montants en vigueur, il convient de se renseigner auprès de l'Office des brevets et des marques des États-Unis ou de consulter le barème de taxes en vigueur de l'USPTO à l'adresse suivante : www.uspto.gov/about/offices/cfo/finance/fees.jsp

6 Le montant indiqué entre parenthèses est applicable lorsque la recherche internationale a été effectuée par une administration autre que l'USPTO.

7 La taxe d'examen préliminaire additionnelle est à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

16 février 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

BY Bélarus 53

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 53
BY Bélarus 53
EP Organisation européenne des brevets (OEB) 53
IN Inde 54
KR République de Corée 54
US États-Unis d'Amérique 54

Offices récepteurs

AU Australie 54
TH Thaïlande 54

Offices désignés (ou élus)

BY Bélarus 55

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international un changement relatif au dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) – depuis le 1er janvier 2023, l'original du document doit être remis dans un délai de 14 jours à compter de la date de la transmission, au lieu d'un mois.

[Mise à jour de l'annexe B1(BY) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **won coréen (KRW)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2023, est de KRW 2.367.000.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **rouble bélarussien (BYN)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables depuis le 1er janvier 2023, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	BYN	90,65
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	BYN	185

[Mise à jour de l'annexe C(BY) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **forint hongrois (HUF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2023, est de HUF 690.700.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2023, sont de CHF 113 ou CHF 28 dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier.

[Mise à jour de l'annexe D(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 57.2.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **won coréen (KRW)**, a été établi pour la taxe de traitement. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2023, est de KRW 267.000.

[Mise à jour de l'annexe E(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2023, sont de CHF 2.020 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, CHF 1.010 pour une petite entité, et CHF 505 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

AU Australie

L'**Office australien des brevets** a notifié au Bureau international que, en vertu de la règle 12.1.a) du PCT, et depuis le 1er janvier 2023, l'office n'accepte que l'anglais en tant que langue de dépôt des demandes internationales.

[Mise à jour de l'annexe C(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

TH Thaïlande

Le **Département de la propriété intellectuelle (DPI) (Thaïlande)** a notifié un changement concernant le nombre d'exemplaires d'une demande internationale sur papier qu'il requiert – un exemplaire, au lieu de deux, doit désormais être déposé.

[Mise à jour de l'annexe C(TH) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale[1, 2], exprimés en **rouble bélarussien (BYN)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables depuis le 1er janvier 2023, comme suit :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt :	BYN	90,65
Taxe de revendication pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	38,85
Taxe d'examen :	BYN	440,30
Taxe d'examen pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	259
Taxe annuelle pour la 3e année :	BYN	90,65

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt :	BYN	181,30
Taxe de revendication pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	90,65

[Mise à jour du chapitre national, résumé (BY) du *Guide du déposant du PCT*]

1 Pour les personnes domiciliées au Bélarus, le paiement des taxes doit être effectué en rouble bélarussien selon le taux de la valeur de base.

2 Pour les personnes domiciliées à l'étranger, le paiement des taxes doit être effectué en dollar des États-Unis, en euro, en franc suisse ou en rouble russe, sauf disposition contraire des accords internationaux avec la République du Bélarus, selon le taux de la valeur de base et le taux de change fixé par la Banque nationale de la République du Bélarus applicable à la date du paiement.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

23 février 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 57
DJ Djibouti 57
EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 57
EG Égypte 57
KR République de Corée 58
RU Fédération de Russie 58

Offices désignés (ou élus)

DJ Djibouti 59

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : transferts de taxes effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT

Liste des transferts de taxes du PCT effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI – rectificatif

ES Espagne 59

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2023, est de USD 1.523.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

DJ Djibouti

L'**Office djiboutien de la propriété industrielle et commerciale (ODPIC)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international la suppression de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), de la taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) et de la taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT), avec effet depuis le 5 février 2023.

[Mise à jour de l'annexe C(DJ) du *Guide du déposant du PCT*]

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2023, sont de CHF 120 pour des recherches effectuées en russe et de CHF 532 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

EG Égypte

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office égyptien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2023, sont de CHF 121, EUR 121 et USD 132, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(EG) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2023, sont de CHF 338 et de EUR 336 pour les demandes internationales déposées en coréen ou les demandes pour lesquelles une traduction en coréen a été fournie selon la règle 12.3 du PCT, et de CHF 900 et de EUR 897 pour les demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2023, sont de CHF 113 pour des recherches effectuées en russe et de CHF 532 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été également établis pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ces montants, également applicables à compter du 1er avril 2023, sont de CHF 157 et de CHF 251 (ce dernier montant s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement)).

[Mise à jour de l'annexe SISA(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

DJ Djibouti

L'**Office djiboutien de la propriété industrielle et commerciale (ODPIC)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe nationale[1], exprimés en **franc djiboutien (DJF)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables depuis le 5 février 2023, comme suit :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt :	DJF	172.500

Pour un certificat d'addition :

Taxe de dépôt :	DJF	172.500

L'office a également notifié que les taxes nationales sont payables uniquement en **franc djiboutien (DJF)**; le paiement des taxes nationales en dollar des États-Unis (USD) n'est plus possible.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (DJ) du *Guide du déposant du PCT*]

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : TRANSFERTS DE TAXES EFFECTUÉS DANS LE CADRE DU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI AUX FINS DU PCT

Liste des transferts de taxes du PCT effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI – rectificatif

ES Espagne

La version anglaise des informations publiées dans les Notifications Officielles (Gazette du PCT) du 12 janvier 2023 (page 12 et suivantes), relatives aux transferts de taxes du PCT faisant partie du Service de transfert de taxes de l'OMPI au 31 décembre 2022, contenait une erreur dans l'indication de la devise des transferts vers l'**Office espagnol des brevets et des marques**. En tant que ISA bénéficiaire, l'office reçoit les transferts en **euro (EUR)**, et non pas en livre égyptienne (EGP).

[1] La taxe nationale doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

2 mars 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

PH Philippines 61

Informations sur les États contractants

CR Costa Rica 62
GT Guatemala – Rectificatif 62

Taxes payables en vertu du PCT

IQ Iraq 62
PH Philippines 63

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

PH Philippines

Accord entre l'Office de la propriété intellectuelle des Philippines et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1]

L'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui prendront effet le 7 avril 2023, consistent en des changements des montants et des changements des réductions de taxes payables à l'office en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international.

Avec effet à partir du 7 avril 2023, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (dollars É.U.)	
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	600	(200)[2]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	600	(300)2
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	300	(150)2
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	400	(200)2
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	400	(200)2
Taxe pour remise tardive des listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	200	(100)2
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par document	20	(10)2

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_ph.pdf.

[2] Les taxes sont réduites de 50% lorsque le déposant est une petite entreprise, à savoir toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou lorsque le déposant est toute entité, agence, bureau, service ou unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

CR Costa Rica

Le **Registre de la propriété intellectuelle (Costa Rica)** a notifié au Bureau international un changement relatif a ses adresses de courrier électronique, qui sont désormais les suivantes :

Courrier électronique :	vcohen@rnp.go.cr jlizano@rnp.go.cr hmarin@rnp.go.cr

[Mise à jour de l'annexe B1(CR) du *Guide du déposant du PCT*]

GT Guatemala – Rectificatif

L'information concernant la suppression d'un des numéros de téléphone du **Registre de la propriété intellectuelle (Guatemala)**, publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 9 février 2023 (page 50), a introduit une erreur dans le numéro de téléphone. L'indicatif international du Guatemala est le 502 et non le 520. Le numéro de téléphone correct est le suivant :

Téléphone :	(502) 232 470 70 ext. 105

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IQ Iraq

L'**Office iraquien des brevets** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe pour le document de priorité, exprimé en **dinar iraquien (IQD)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, applicable depuis le 1er janvier 2023 et payable à l'office en sa qualité d'office récepteur, comme suit :

Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :		IQD	27.500	
	ou	USD	21	
	plus	IQD	100	par page ou feuille
	ou	USD	0,08	par page ou feuille

[Mise à jour de l'annexe C(IQ) du *Guide du déposant du PCT*]

PH Philippines

L'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, à compter du 7 avril 2023, comme suit :

			Petite entité[3]
Taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT) :	USD	600	200
Taxe additionnelle (règle 40.2.a) du PCT) :	USD	600	300
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT)	USD	400	200
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.1.c) du PCT) :	USD	200	100
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b) et 94.1*ter* du PCT), par document :	USD	20	10

[Mise à jour de l'annexe D(PH) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes et des réductions de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire et également applicables à compter du 7 avril 2023, comme suit :

			Petite entité[3]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b) du PCT) :	USD	300	150
Taxe additionnelle (règle 68.3.a) du PCT) :	USD	400	200
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT)	USD	400	200
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.2 du PCT) :	USD	200	100
Taxe pour la délivrance de copies (règles 71.2.b) et 94.2 du PCT), par document :	USD	20	10

[Mise à jour de l'annexe E(PH) du Guide *du déposant du PCT*]

[3] La taxe est réduite lorsque le déposant est une petite entreprise, à savoir toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou lorsque le déposant est toute entité, agence, bureau, service ou unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

9 mars 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

EP Organisation européenne des brevets (OEB) 65

Taxes payables en vertu du PCT

EP Organisation européenne des brevets (OEB) 66
HU Hongrie 66
US États-Unis d'Amérique 67

Restauration du droit de priorité : notifications en vertu des règles 26*bis*.3.i) et 49*ter*.2.g) du PCT

JP Japon 67

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

Accord entre l'Organisation européenne des brevets (OEB) et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office européen des brevets (OEB)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui entreront en vigueur le 1er avril 2023, consistent en des changements des montants de plusieurs taxes payables à l'OEB en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, administration indiquée pour la recherche supplémentaire, et administration chargée de l'examen préliminaire international.

À compter du 1er avril 2023, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante:

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (euro)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	[sans changement][2]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a) et règle 40*bis*[3])	[sans changement][2]
Taxes de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a))	[sans changement][2]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	1.840[2]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	1.840[2]
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	980
Taxe de réexamen (règle 45*bis*.6.c))	980
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	255

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_ep.pdf

[2] La taxe est réduite de 75% sous certaines conditions (voir la décision du Conseil d'administration de l'OEB datée du 12 décembre 2019 (JO OEB 2020, A4)). Voir le paragraphe 4) de la partie II pour plus de détails.

[3] La taxe s'applique en relation avec la nouvelle règle 20.5*bis* du PCT (voir la décision du Conseil d'administration de l'OEB datée du 27 mars 2020 (JO OEB 2020, A36)).

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale et administration indiquée pour la recherche supplémentaire, et applicables à compter du 1er avril 2023, comme suit :

Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT)	EUR	980
Taxe de réexamen (règle 45*bis*.6.c) du PCT)	EUR	980
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.1.c) du PCT)	EUR	255

[Mise à jour des annexes D(EP) et SISA(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international. Ces montants, également applicables à compter du 1er avril 2023, sont comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	EUR	1.840
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	EUR	1.840
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT)	EUR	980
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.2 du PCT)	EUR	255

[Mise à jour de l'annexe E(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

HU Hongrie

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **forint hongrois (HUF)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	HUF	518.700
Taxe par feuille à compter de la 31e :	HUF	5.900
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	HUF	78.000
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	HUF	117.000

[Mise à jour de l'annexe C(HU) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)**, en **dollar néo-zélandais (NZD)**, et en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour des recherches internationales effectuées par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)** et concernant les petites entités et les micros-entités. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2023, sont de CHF 808, EUR 826, NZD 1.360 et ZAR 15.680, respectivement, pour une petite entité ; et de CHF 404, EUR 413, NZD 680 et ZAR 7.840, respectivement, pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

RESTAURATION DU DROIT DE PRIORITÉ : NOTIFICATIONS EN VERTU DES RÈGLES 26*bis*.3.i) ET 49*ter*.2.g) du PCT

JP Japon

En vertu des règles 26*bis*.3.i) et 49*ter*.2.g) du PCT, l'**Office des brevets du Japon (JPO)**, en sa qualité d'office récepteur et d'office désigné, a notifié au Bureau international qu'il appliquera, à partir du 1er avril 2023, le critère de "caractère non intentionnel"– et non plus celui de la "diligence requise"– aux requêtes en restauration du droit de priorité, pour toute demande internationale à l'égard de laquelle le délai de priorité expire à cette date ou ultérieurement.

[Mise à jour de l'annexe C(JP) et du chapitre national, résumé (JP), du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

16 mars 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 69
EP Organisation européenne des brevets (OEB) 69
HR Croatie 69
PH Philippines 70

Offices désignés (ou élus)

HR Croatie 70

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de à la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour la taxe de recherche pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ce montant, applicable à partir du 1er mai 2023, est de ZAR 34.300.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

En vertu de à la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour la taxe de recherche pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à partir du 1er mai 2023, est de ZAR 34.300.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

HR Croatie

L'**Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes suite au changement de la monnaie de paiement des taxes à l'office, qui passe de la **kuna croate (HRK)** à l'**euro (EUR)**, avec effet depuis le 1er janvier 2023.

Depuis cette date, la liste récapitulative des montants de taxes payables à l'office, en sa qualité d'office récepteur, est comme suit :

Taxe de transmission :	EUR	26,54
Taxe internationale de dépôt[1] :	EUR	1.378
Taxe par feuille à compter de la 31e [1] :	EUR	16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	EUR	207
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	EUR	311
Taxe de recherche :	[voir l'annexe D(EP)]	

[1] Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :		EUR 19,91	
	plus	EUR 6,64	pour chaque document de priorité supplémentaire
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :		EUR 26,54	

[Mise à jour de l'annexe C(HR) du *Guide du déposant du PCT*]

PH Philippines

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines**. Ces montants, applicables à compter du 7 avril 2023, sont de CHF 561 et de EUR 564, ou de CHF 187 et de EUR 188 lorsque le déposant est une petite entreprise[2].

[Mise à jour de l'annexe D(PH) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

HR Croatie

L'**Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes suite au changement de la monnaie de paiement des taxes nationales à l'office, qui passe de la **kuna croate (HRK)** à l'**euro (EUR)**, avec effet depuis le 1er janvier 2023.

Par conséquent, depuis cette date, les taxes nationales de dépôt pour les brevets et les modèles d'utilité, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), sont comme suit :

Taxe nationale [3] :

Taxe de dépôt :	*Brevets*	*Modèles d'utilité*
– jusqu'à 30 feuilles et 10 revendications	EUR 159,27	EUR 100,87
– pour chaque feuille supplémentaire	EUR 0,66	EUR 0,66
– pour chaque revendication supplémentaire	EUR 1,33	EUR 1,33

[Mise à jour du chapitre national, résumé (HR), du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Une petite entreprise fait référence à toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou lorsque le déposant est toute entité, agence, bureau, service ou unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

[3] Le taxe nationale doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

23 mars 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

RU Fédération de Russie 72

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 72
EP Organisation européenne des brevets (OEB) 72
IL Israël 73
ZA Afrique du Sud 73

Offices désignés (ou élus)

EP Organisation européenne des brevets (OEB) 73
LK Sri Lanka 75

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

HR Croatie 76

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

RU Fédération de Russie

Le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse de courrier électronique pour les questions d'ordre général. Les adresses de courrier électronique de l'office sont désormais les suivantes :

Courrier électronique :	icd@rospatent.gov.ru	(général)
	ro-ru@rupto.ru	(RO)
	pct-peo@rupto.ru	(ISA, SISA, IPEA)

[Mise à jour de l'annexe B1(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er mai 2023, est de ZAR 26.950.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er avril 2023, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	EUR	145	(EUR	0[1])
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	EUR	720		

[Mise à jour de l'annexe C(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Ce montant s'applique lorsque la requête PCT (PCT/RO/101) et la demande internationale sont déposées en ligne dans un format à codage de caractères auprès de l'OEB agissant en qualité d'office récepteur.

IL Israël

En vertu de la règle 57.2.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **nouveau sheqel israélien (ILS)**, a été établi pour la taxe de traitement. Ce montant, applicable à compter du 1er mai 2023, est de ILS 769.

[Mise à jour de l'annexe E(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

ZA Afrique du Sud

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er mai 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	ZAR	25.920
Taxe par feuille à compter de la 31e :	ZAR	290
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	ZAR	3.900
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	ZAR	5.850

[Mise à jour de l'annexe C(ZA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de sa taxe nationale, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er avril 2023, sont comme suit :

Taxe nationale :

Taxe de dépôt[2, 3] :

– pour les dépôts en ligne EUR 105 (EUR 135[4])

[2] Cette taxe doit être payée dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité.

[3] Se référer à la Décision du Conseil d'administration de l'OEB du 14 décembre 2022 (CA/D 16/22), JO OEB 2023, A2.

[4] Ce montant s'applique lorsque la demande internationale (ou, le cas échéant, sa traduction), le formulaire d'entrée dans la phase européenne (formulaire OEB 1200) et toute modification à traiter dans la phase européenne sont tous déposés en ligne, mais que l'un quelconque de ces documents est déposé dans un format autre qu'un format à codage de caractères.

– dans tous les autres cas	EUR	285
Taxe additionnelle pour un nombre de pages supérieur à 35, pour chaque page à compter de la 36e	EUR	17
Taxe de désignation pour un ou plusieurs États désignés membres de l'OEB[5]	EUR	660
Taxe de revendication[6] :		
– pour chaque revendication à partir de la 16e et jusqu'à la 50e	EUR	265
– pour chaque revendication à partir de la 51e	EUR	660
Taxe de recherche[6] :		
– pour les demandes (internationales) déposées avant le 1er juillet 2005	EUR	1.000
– pour les demandes (internationales) déposées le 1er juillet 2005 ou ultérieurement	EUR	1.460
Taxe de poursuite de la procédure :		
– en cas de retard de paiement d'une taxe	[Sans changement]	
– autres cas	EUR	290
Taxe pour fourniture tardive d'un listage des séquences	EUR	255
Taxe d'examen[7] :		
– pour les demandes (internationales) déposées avant le 1er juillet 2005	EUR	2.055
– pour les demandes (internationales) déposées le 1er juillet 2005 ou ultérieurement pour lesquelles il n'est pas établi de rapport complémentaire de recherche européenne	EUR	2.055
– pour toutes les autres demandes (internationales) déposées le 1er juillet 2005 ou ultérieurement	EUR	1.840
Taxe annuelle pour la troisième année[8]	EUR	530

[5] Cette taxe est payable dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité ou un délai de six mois après la date de publication du rapport de recherche internationale, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué.

[6] Cette taxe doit être payée dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité. (Pour les taxes de revendication, voir également le paragraphe EP.08 du chapitre national EP).

[7] Une requête en examen doit être présentée par écrit et la taxe d'examen payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT et de la règle 159(1) de la CBE ou un délai de six mois après la date de publication du rapport de recherche internationale, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué.

[8] Cette taxe est due avant l'expiration du mois dans lequel tombe le deuxième anniversaire (24 mois) de la date du dépôt international; elle est due dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité si ce délai expire plus tard.

En outre, l'office a notifié un nouveau montant de la réduction de la taxe de recherche faisant partie de la taxe nationale, exprimé en **euro (EUR)**, pour les demandes internationales pour lesquelles le rapport de recherche internationale ou un rapport de recherche internationale supplémentaire a été établi par l'Office autrichien des brevets, ou, conformément au *protocole sur la centralisation*, par l'Office espagnol des brevets et des marques, l'Office national des brevets et de l'enregistrement de la Finlande (PRH), l'Institut nordique des brevets, l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV), l'Office turc des brevets et des marques (Turkpatent) ou l'Institut des brevets de Visegrad (VPI).

Le nouveau montant de cette réduction, applicable à compter du 1er avril 2023, est de EUR 1.245[9].

[Mise à jour du chapitre national, résumé (EP), du *Guide du déposant du PCT*]

Enfin, l'Office a notifié un nouveau montant de la taxe pour une requête en restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2.d) du PCT), exprimé en **euro (EUR)** et payable à l'OEB en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce montant, également applicable à compter du 1er avril 2023, est de EUR 720.

LK Sri Lanka

L'**Office national de la propriété intellectuelle du Sri Lanka** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe nationale de dépôt, exprimés en **roupie sri-lankaise (LKR)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces nouveaux montants, applicables depuis le 2 janvier 2023, sont comme suit :

		Etudiants	*Personnes physiques*	*Autres*
Taxes nationales[10] :				
Taxe de dépôt :	LKR	1.150	2.875	6.900

L'office a également notifié que, depuis la date susmentionnée, les taxes nationales sont soumises à une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 15%, au lieu de 12%.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (LK), du *Guide du déposant du PCT*]

[9] Se référer à la Décision du Conseil d'administration de l'OEB du 14 décembre 2022 (CA/D 16/22), JO OEB 2023, A2.

[10] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai fixé dans l'invitation.

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

HR Croatie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 22 février 2018, page 193 et suivantes (et modifiée par la suite dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 17 novembre 2022, page 304).

En particulier, le 11 janvier 2023, l'office a notifié qu'il n'accepte plus les demandes internationales sous forme électronique déposées au moyen du logiciel de dépôt en ligne de l'OEB, avec effet depuis le 1er janvier 2023.

Par conséquent, avec effet depuis le 1er janvier 2023, la notification suivante remplace les notifications précitées :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra les informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs concernant les demandes déposées au moyen du service. Il peut être contacté :

– par téléphone, au : (385-1) 61 06 547
– par télécopie, au : (385-1) 61 12 017
– par courriel, à l'adresse électronique suivante : epct_hr@dziv.hr

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales
– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites du logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.dziv.hr/hr).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs
(www.wipo.int/pct-eservices/fr/certificates.htm)
– Autorité de certification de l'Office européen des brevets
(voir www.epoline.org/security/EPO_PKI_CPS.pdf)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(HR) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

30 mars 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

HU Hongrie 80
LT Lituanie 80
MT Malte 80
MU Maurice 80
SA Arabie saoudite 80

Taxes payables en vertu du PCT

DO République dominicaine 81

Offices désignés (ou élus)

DO République dominicaine 81
IT Italie 81

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

HU Hongrie

L'**Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son numéro de télécopie, qui est désormais comme suit :

Télécopieur :	(36-1) 331 25 96

[Mise à jour de l'annexe B1(HU) du *Guide du déposant du PCT*]

LT Lituanie

Le **Bureau d'État des brevets de la République de Lituanie** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse de courrier électronique, qui est désormais comme suit :

Courrier électronique :	info@vpb.gov.lt

[Mise à jour de l'annexe B1(LT) du *Guide du déposant du PCT*]

MT Malte

La **Direction de l'enregistrement de la propriété industrielle, Département du commerce, Ministère pour l'économie et l'industrie (Malte)** a notifié au Bureau international que le nom de l'office est le suivant :

Nom de l'office :	Direction de l'enregistrement de la propriété industrielle, Département du commerce

[Mise à jour de l'annexe B1(MT) du *Guide du déposant du PCT*]

MU Maurice

Des informations de caractère général concernant **Maurice** en tant qu'État contractant du PCT figurent désormais à l'annexe B1(MU) du *Guide de déposant du PCT*, qui est publiée à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

SA Arabie saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a notifié au Bureau international un changement relatif à l'un de ses numéros de téléphone, qui sont désormais les suivants :

Téléphone :	(966-11) 280 59 76 (966-11) 280 59 84

[Mise à jour de l'annexe B1(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

DO République dominicaine

L'**Office national de la propriété industrielle (République dominicaine)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)** et en **peso dominicain (DOP)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces nouveaux montants, applicables à compter du 31 mars 2023, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	USD	360
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	DOP	19.835

[Mise à jour de l'annexe C(DO) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

DO République dominicaine

L'**Office national de la propriété industrielle (République dominicaine)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe nationale de dépôt, exprimés en **peso dominicain (DOP)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces nouveaux montants, applicables à compter du 31 mars 2023, sont comme suit :

Taxe nationale[1] :	*Brevets*	*Modèles d'utilité*
Taxe de dépôt :		
– jusqu'à 30 feuilles	DOP 13.225	DOP 9.255
– pour chaque feuille supplémentaire	[sans changement]	[sans changement]

[Mise à jour du chapitre national, résumé (DO) du *Guide du déposant du PCT*]

IT Italie

L'**Office italien des brevets et des marques**, en sa qualité d'office désigné (ou élu), a clarifié l'exigence particulière de l'office (en vertu de la règle 51*bis* du PCT) concernant l'adresse de service. La liste récapitulative des exigences en vertu de ladite règle du PCT est désormais comme suit :

– Nom de l'inventeur s'il n'a pas été indiqué dans la partie "requête" de la demande internationale[2]

– Acte de cession du droit de priorité lorsqu'il n'y a pas identité entre les déposants[2]

---

[1] La taxe nationale doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

[2] Cette exigence peut être remplie si la déclaration correspondante a été faite conformément à la règle 4.17 du PCT.

– Adresse de service dans l’Union européenne ou l’Espace économique européen (mais la nomination d’un mandataire n’est pas exigée)

– Fourniture, le cas échéant, d’un listage des séquences de nucléotides ou d’acides aminés sous forme électronique

[Mise à jour du chapitre national, résumé (IT) du *Guide du déposant du PCT*]

B1 Informations sur les États contractants B1

MU MAURICE MU

Informations générales

Nom de l'office:	Office de la propriété industrielle de Maurice
Siège et adresse postale:	11th Floor, Sterling House, Lislet Geoffroy Street, Port Louis, Maurice
Téléphone:	(230) 260 28 10
Télécopieur:	(230) 210 97 02
Courrier électronique:	trademark@intnet.mu
Internet:	https://foreign.govmu.org/Pages/Industrial%20Property%20Office/Industrial-Property-Office.aspx
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT)?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT)?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de Maurice et les personnes qui y sont domiciliées:	Office de la propriété industrielle de Maurice ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si Maurice est désigné (ou élu):	Office de la propriété industrielle de Maurice
Types de protection disponibles par la voie PCT:	Brevets en plus des modèles d'utilité
Dispositions de la législation de Maurice relatives à la recherche de type international:	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

Informations utiles si Maurice est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si Maurice est désignée (ou élue):	L'indication du nom et de l'adresse de l'inventeur n'est pas exigée
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?	Oui

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

6 avril 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

RU Fédération de Russie 85

Offices désignés (ou élus)

IQ Iraq 85

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

NO Norvège 85

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique : exigences des offices désignés et élus

GT Guatemala 88

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2023, sont de CHF 102 et EUR 103 pour des recherches effectuées en russe, et de CHF 479 et EUR 485 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été également établis pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ces montants, également applicables à compter du 1er juin 2023, sont de CHF 141 et de CHF 226 (ce dernier montant s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement)).

[Mise à jour de l'annexe SISA(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

IQ Iraq

Des renseignements se rapportant aux exigences de l'**Office iraquien des brevets (IQPO)** en tant qu'office désigné (ou élu) figurent dans le résumé du chapitre national (IQ) du *Guide du déposant du PCT*, qui est publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

NO Norvège

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office norvégien de la propriété industrielle**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international des changements à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 3 décembre 2015, pages 198 et suivantes (telle que modifiée par la suite dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 5 décembre 2019, page 192).

En particulier, l'office a notifié que, à partir du 15 juin 2023, il n'acceptera plus les demandes internationales sous forme électronique déposées au moyen du logiciel de dépôt en ligne de l'OEB.

En outre, l'office n'accepte plus les listages de séquences soumis selon la norme ST.25 de l'OMPI. En ce qui concerne les demandes internationales déposées à partir du 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, avec effet à compter du 15 juin 2023, la notification suivante remplace les notifications précitées :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JFIF (voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra les informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms et les tailles des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)) et les dates de création des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)vi)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible. Seuls les modes de paiement actuellement disponibles sont acceptés.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs du service. Le service d'assistance est ouvert du lundi au vendredi, de 9 heures à 15 heures, mis à part les jours fériés officiels. Il peut être contacté :

– par téléphone, au : +47 22 38 73 33
– par courriel, à l'adresse électronique suivante : post@patentstyret.no

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents en format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre. L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.patentstyret.no).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-services/fr/certificates.html)
– Autorité de certification de l'Office européen des brevets (www.epoline.org/security/EPO_PKI_CPS.pdf)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les services privés ePCT permettent de consulter les dossiers des demandes internationales dès lors que ceux-ci sont disponibles auprès du Bureau international.

[Mise à jour de l'annexe C(NO) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES ET AUTRE MATÉRIEL BIOLOGIQUE : EXIGENCES DES OFFICES DÉSIGNÉS ET ÉLUS

GT Guatemala

En vertu de la règle 13*bis*.7.a)ii) du PCT, le **Registre de la propriété intellectuelle (Guatemala)**, en sa qualité d'office désigné (ou élu), a notifié au Bureau international un changement relatif à ses exigences concernant le dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique, qui sont désormais comme suit :

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir :		Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13*bis*.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
	les indications exigées dans la règle 13*bis*.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	
GT - Guatemala Registre de la propriété intellectuelle	Lors du dépôt (doivent être dans la description)	Aucun	Dans la mesure où elle est accessible au déposant, description des caractéristiques du micro-organisme ou autre matériel biologique
Les dépôts aux fins de la procédure en matière de brevets auprès du Registre de la propriété intellectuelle (Guatemala) peuvent être effectués auprès de toute institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du *Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets* (ces institutions sont indiquées plus loin dans cette annexe et les notifications y relatives peuvent être consultées à l'adresse suivante : www.wipo.int/treaties/fr/registration/budapest/). Le certificat de dépôt doit être traduit en espagnol à l'ouverture de la phase nationale.			

[Mise à jour de l'annexe L du *Guide du déposant du PCT*]

RÉSUMÉ **Office désigné (ou élu)** **RÉSUMÉ**

IQ OFFICE IRAQUIEN DES BREVETS IQ

Résumé des exigences pour l'ouverture de la phase nationale

Délais applicables pour l'ouverture de la phase nationale :	En vertu de l'article 22.3) du PCT :	31 mois à compter de la date de priorité
	En vertu de l'article 39.1)b) du PCT :	31 mois à compter de la date de priorité
Traduction de la demande internationale requise en[1] :	Arabe	
Éléments que doit comporter la traduction pour l'ouverture de la phase nationale[1] :	En vertu de l'article 22 du PCT : Description, revendications (si elles ont été modifiées, à la fois telles que déposées initialement et telles que modifiées ainsi que toute déclaration faite en vertu de l'article 19 du PCT), texte éventuel des dessins, abrégé En vertu de l'article 39.1) du PCT : Description, revendications, texte éventuel des dessins, abrégé (si l'un quelconque de ces éléments a été modifié, il doit figurer à la fois tel que déposé initialement et tel que modifié par les annexes du rapport d'examen préliminaire international)	
Une copie de la demande internationale est-elle requise ?	Une copie n'est exigée que si l'office n'a pas reçu du Bureau international de copie de la demande internationale conformément à l'article 20 du PCT. Ceci peut se produire lorsque le déposant demande expressément l'ouverture anticipée de la phase nationale selon l'article 23.2) ou 40.2) du PCT.	
Taxe nationale :	Monnaie : Dinar iraquien (IQD) ou dollar des États-Unis (USD) Taxe de dépôt[1] : IQD 77.075 USD 55	
Exemption, réduction ou remboursement de la taxe nationale :	Néant	

[Suite sur la page suivante]

[1] Doit être remise ou payée dans un délai de deux mois à compter de l'expiration du délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

13 avril 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

EE Estonie 91
MG Madagascar 91

Taxes payables en vertu du PCT

EP Organisation européenne des brevets (OEB) 91

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : notifications par des offices de la participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT

MU Maurice 92

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

EE Estonie

L'**Office estonien des brevets** a notifié au Bureau international un changement relatif à son siège et son adresse postale, qui est désormais comme suit :

Siège et adresse postale : Tatari 39
15041 Tallinn
Estonia

[Mise à jour de l'annexe B1(EE) du *Guide du déposant du PCT*]

MG Madagascar

L'**Office Malgache de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international des changements relatifs à ces numéros de téléphone, qui sont désormais les suivants :

Téléphone : (261-34) 43 152 36
(261-34) 87 581 10

[Mise à jour de l'annexe B1(MG) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT), exprimé en **euro (EUR)**, avec effet depuis le 1er avril 2023. Ce nouveau montant, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur, est de EUR 115.

[Mise à jour de l'annexe C(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE LA PARTICIPATION AU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI AUX FINS DU PCT

En vertu de la règle 96.2 du PCT, et conformément à l'annexe G des Instructions administratives du PCT, un office participant au Service de transfert de taxes de l'OMPI (un "office participant"[1]) en tant "qu'office percepteur" peut transférer les taxes et différences y relatives suivantes à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire") par l'intermédiaire du Bureau international, aux fins du PCT, :

[1] Un office participant peut se référer à tout office récepteur PCT ("RO"), à toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), à toute administration spécifiée pour la recherche internationale supplémentaire ("SISA") ou à toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA").

– **la taxe internationale de dépôt** (règle 15.2.c) ou d) du PCT);
– **la taxe de recherche** (règle 16.1.c) ou d) du PCT);
– **la taxe de recherche supplémentaire** (règle 45*bis*.3.b) du PCT) ;
– **la taxe de traitement** (règle 57.2.c) ou d) du PCT); et
– **la différence en ce qui concerne la taxe de recherche** (règle 16.1.e) du PCT)[2].

Entre le 1er janvier et le 31 mars 2023 (inclus)[3], l'office suivant a notifié au Bureau international sa participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, conformément à la partie II.1 de l'annexe G des Instructions administratives du PCT :

	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
MU Office de la propriété industrielle de Maurice	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour : ISA/EP*	n/a	n/a	n/a

[2] En ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé la taxe de recherche, applicable lorsque le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé.

[3] La liste complète des offices qui participent au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, au 31 décembre 2022, est disponible dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 12 janvier 2023 (page 13 et suivantes).

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

20 avril 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

MY Malaisie 94

Taxes payables en vertu du PCT

KR République de Corée 94
MX Mexique 94

Offices désignés (ou élus)

MY Malaisie 95
SE Suède 95

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique : institutions auprès desquelles des dépôts peuvent être effectués

PL Pologne 96

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

MY Malaisie

La **Société de propriété intellectuelle de Malaisie** a notifié au Bureau international son nouveau siège et adresse postale (depuis le 10 avril 2023), ainsi que des changements relatifs à ses numéros de téléphone et de télécopieur, qui sont désormais les suivants :

Siège et adresse postale :	Level 5, Menara MyIPO PJ Sentral, Lot 12 Persiaran Barat, Seksyen 52 46200 Petaling Jaya Selangor Malaisie
Téléphone :	(603) 7496 89 00
Télécopieur :	(603) 7496 89 99

[Mise à jour de l'annexe B1(MY) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

KR République de Corée

En vertu de la règle 57.2.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **won coréen (KRW)**, a été établi pour la taxe de traitement. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2023, est de KRW 286.000.

[Mise à jour de l'annexe E(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

MX Mexique

L'**Institut mexicain de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe de transmission, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables depuis le 13 avril 2023, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	USD 93,87[1]	(pour une personne physique)
	USD 375,90[1]	(pour une personne morale)

[Mise à jour de l'annexe C(MX) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Ce montant comprend une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 16%.

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

MY Malaisie

La **Société de propriété intellectuelle de Malaisie** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe nationale de dépôt et des taxes de revendication supplémentaire dépassant les dix premières revendications (pour une demande de brevet ou une demande internationale entrant en phase nationale), exprimés en **ringgit de Malaisie (MYR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables depuis le 18 mars 2022, sont comme suit :

Taxe nationale :

Taxe de dépôt (dépôt électronique ou papier) [2]:	MYR	290
Taxe de revendication pour chaque revendication supplémentaire dépassant les dix premières revendications (dépôt électronique ou papier) :		
– de la 11e à la 20e revendication :	MYR	20 (par revendication)
– de la 21e à la 30e revendication :	MYR	30 (par revendication)
– pour la 31e à la 40e revendication :	MYR	40 (par revendication)
– à partir de la 41e revendication :	MYR	50 (par revendication)

[Mise à jour du chapitre national, résumé (MY), du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

L'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants des taxes annuelles pour les brevets, exprimés en **couronne suédoise (SEK)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables depuis le 18 mars 2023, sont comme suit :

Taxe nationale :

Taxe annuelle pour les deux premières années :		Néant
Taxe annuelle pour la 3e année [3]:	SEK	1.500

[Mise à jour du chapitre national, résumé (SE), du *Guide du déposant du PCT*]

---

[2] Cette taxe doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

[3] Cette taxe est due au plus tard le dernier jour du mois dans lequel tombe le deuxième anniversaire (24 mois) du dépôt international; si l'article 22 ou 39.1) du PCT est applicable, elle est due dans les deux mois qui suivent l'accomplissement des formalités requises pour l'ouverture de la phase nationale, à moins que le délai de 24 mois n'ait pas expiré.

DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES ET AUTRE MATÉRIEL BIOLOGIQUE : INSTITUTIONS AUPRÈS DESQUELLES DES DÉPÔTS PEUVENT ÊTRE EFFECTUÉS

PL Pologne

Conformément à la règle 13*bis*.7.b) du PCT, le **Gouvernement de la République de Pologne** a adressé[4] au Bureau international une notification relative à une institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale auprès de laquelle des dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique peuvent être effectués en vertu du *Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets*, avec effet depuis le 26 janvier 2023, comme suit :

Collection of Plasmids and Microorganisms (KPD)
Université de Gdansk
Wita Stwosza 59
80-308 Gdansk
Pologne

[4] La texte de la Notification Budapest n° 355 peut être consulté sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/treaties/fr/notifications/budapest/treaty_budapest_355.html

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

27 avril 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

CN Chine 98

Informations sur les États contractants

BY Bélarus 99

Taxes payables en vertu du PCT

CA Canada 99
EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 99
EP Organisation européenne des brevets (OEB) 100
RU Fédération de Russie 100
SE Suède 100
XN Institut nordique des brevets 100

Offices récepteurs

SA Arabie saoudite 101

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

CN Chine

Accord entre l'Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe A

L'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)i) de l'accord susmentionné, une modification apportée à l'annexe A de cet accord. Cette modification, qui est entrée en vigueur le 1er mai 2023, consiste à ajouter l'**Arabie saoudite** aux états indiqués au point i) de l'annexe.

À compter du 1er mai 2023, l'annexe A modifiée aura la teneur suivante :

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) les États suivants pour lesquels elle agira :

en ce qui concerne l'article 3.1) :

Chine, Angola, Arabie saoudite, Cambodge, Ghana, Inde, Iran (République islamique d'), Kenya, Libéria, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Zimbabwe

et tout État que l'Administration précisera;

en ce qui concerne l'article 3.2) :

lorsque l'Administration a établi le rapport de recherche internationale,

Chine, Angola, Arabie saoudite, Cambodge, Ghana, Inde, Iran (République islamique d'), Kenya, Libéria, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Zimbabwe

et tout État que l'Administration précisera.

Lorsqu'un office récepteur désigne l'Administration internationale en vertu des articles 3.1) et 3.2), l'Administration internationale devient compétente à l'égard des demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur à partir d'une date à convenir entre l'office récepteur et l'Administration internationale et à notifier au Bureau international.

ii) [sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/docs/agreements/ag_cn.pdf.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus**) a notifié au Bureau international un changement relatif à son numéro de télécopieur, qui est désormais comme suit :

Télécopieur : (375-17) 272 97 51

[Mise à jour de l'annexe B1(BY) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CA Canada

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	CAD	1.956
Taxe par feuille à compter de la 31e :	CAD	22
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	CAD	294
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	CAD	441
Taxe de traitement :	CAD	294

[Mise à jour des annexes C(CA) et E(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2023, sont de USD 115 pour des recherches effectuées en russe, et de USD 512 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **couronne norvégienne (NOK)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2023, est de NOK 19.970.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2023, sont de USD 109 pour des recherches effectuées en russe, et de USD 512 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du Guide *du déposant du PCT*]

SE Suède

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **couronne norvégienne (NOK)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2023, est de NOK 19.970.

[Mise à jour de l'annexe D(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

XN Institut nordique des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **couronne norvégienne (NOK)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut nordique des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2023, est de NOK 19.970.

[Mise à jour de l'annexe D(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

SA Arabie saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a spécifié l'Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)[2] — en plus de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada[2], l'Office égyptien des brevets, l'Office européen des brevets (OEB)[2], l'Office des brevets du Japon (JPO)[2], l'Office coréen de la propriété intellectuelle, le Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie), l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour[2], et de l'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)[2] — en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international compétente pour les demandes internationales déposées le 1er mai 2023 ou ultérieurement, par les ressortissants de l'Arabie saoudite et les personnes domiciliées dans ce pays, auprès du SAIP ou de l'office récepteur du Bureau international.

[Mise à jour de l'annexe C(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Cet office n'est compétent en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

4 mai 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 103
AU Australie 103
CA Canada 103
KR République de Corée 103
SG Singapour 104

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

TT Trinité-et-Tobago 104

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

TT Trinité-et-Tobago 106

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **won coréen (KRW)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2023, est de KRW 2.572.000.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2023, est de EUR 1.345.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

CA Canada

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2023, est de CHF 1.145.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche ont été établis – en **franc suisse (CHF)**, avec effet à compter du 1er juin 2023 et en **dollar de Singapour (SGD)**, avec effet à compter du 1er juillet 2023 – pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants sont de CHF 315 et SGD 456, respectivement, pour les demandes internationales déposées en coréen (ou les demandes pour lesquelles une traduction en coréen a été fournie selon la règle 12.3 du PCT), et de CHF 840 et SGD 1.215, respectivement, pour les demandes internationales déposées en anglais (ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT).

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **won coréen (KRW)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2023, est de KRW 2.218.000.

[Mise à jour de l'annexe D(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

TT Trinité-et-Tobago

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle, Office du procureur général et Ministère des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 25 novembre 2021, pages 209 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, l'office accepte la norme ST.26 de l'OMPI pour le dépôt des listages des séquences. Par conséquent, depuis cette date, la notification suivante remplace la notification publiée dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– ficher XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (1-868) 226 44 76

– par télécopieur, au numéro suivant : (1-868) 226 51 60

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : info@ipo.gov.tt

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.ipo.gov.tt).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-eservices/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(TT) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

TT Trinité-et-Tobago

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle, Office du procureur général et Ministère des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il est disposé à accepter l'anglais pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences selon la règle 12.1.d) du PCT. L'office ne permet pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni en plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(TT) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

11 mai 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 108
BR Brésil 108
EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 108
IL Israël 109
KR République de Corée 109
NO Norvège 109

Offices désignés (ou élus)

CV Cabo Verde 110

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

PH Philippines 110

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

PH Philippines 111

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar australien (AUD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	AUD	2.247
Taxe par feuille à compter de la 31e :	AUD	25
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	AUD	338
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	AUD	507
Taxe de traitement :	AUD	338

[Mise à jour des annexes C(AU) et E(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2023, sont de USD 334 pour un dépôt en ligne et de USD 500 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2023, sont de CHF 108 et EUR 109, respectivement, pour des recherches effectuées en russe ; et de CHF 479 et EUR 485, respectivement pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2023, est de EUR 948.

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2023, sont de EUR 312 pour les demandes internationales déposées en coréen (ou les demandes pour lesquelles une traduction en coréen a été fournie selon la règle 12.3 du PCT), et de EUR 831 pour les demandes internationales déposées en anglais (ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT).

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

NO Norvège

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **couronne norvégienne (NOK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	NOK	15.950
Taxe par feuille à compter de la 31e :	NOK	180
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NOK	2.400
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NOK	3.600

[Mise à jour de l'annexe C(NO) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CV Cabo Verde

Des renseignements se rapportant aux exigences de l'**Institut de la gestion de qualité et la propriété intellectuelle (IGQPI) (Cabo Verde)** en tant qu'office désigné (ou élu) en vertu du PCT figurent dans le résumé du chapitre national (CV) du *Guide du déposant du PCT*, qui est publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

PH Philippines

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 7 janvier 2016, page 2 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format acceptable pour le dépôt des listages des séquences est la norme ST.26 de l'OMPI. Par conséquent, depuis cette date, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans sa notification (en vertu de la règle 89*bis.*1.d)) est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Ficher XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(PH) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

PH Philippines

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il est disposé à accepter l'anglais ou le philippin pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences selon la règle 12.1.d) du PCT. L'office accepte également que le texte libre dépendant de la langue soit fourni à la fois en anglais et en philippin dans un seul listage de séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(PH) du *Guide du déposant du PCT*]

INSTITUT DE LA GESTION DE QUALITÉ ET LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (IGQPI) (CABO VERDE)

EN TANT
QU'OFFICE DÉSIGNÉ (OU ÉLU)

TABLE DES MATIÈRES

L'OUVERTURE DE LA PHASE NATIONALE – RÉSUMÉ ..... *Inclus*

LA PROCÉDURE LORS DE LA PHASE NATIONALE ..... *Information pas encore disponible*

(4 mai 2023)

RÉSUMÉ **Office désigné (ou élu)** **RÉSUMÉ**

CV INSTITUT DE LA GESTION DE QUALITÉ ET LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (CABO VERDE) CV

Résumé des exigences pour l'ouverture de la phase nationale

Délais applicables pour l'ouverture de la phase nationale:	En vertu de l'article 22.1) du PCT: 30 mois à compter de la date de priorité En vertu de l'article 39.1)a) du PCT: 30 mois à compter de la date de priorité
Traduction de la demande internationale requise en[1] :	Anglais ou portugais
Éléments que doit comporter la traduction pour l'ouverture de la phase nationale[1] :	En vertu de l'article 22 du PCT : Description, revendications (si elles ont été modifiées à la fois telles que déposées initialement et telles que modifiées), texte éventuel des dessins, abrégé En vertu de l'article 39.1) du PCT : Description, revendications, texte éventuel des dessins, abrégé (si l'un quelconque de ces éléments a été modifié, il doit figurer à la fois tel que déposé initialement et tel que modifié par les annexes du rapport d'examen préliminaire international)
Une copie de la demande internationale est-elle requise ?	Non
Taxe nationale :	Monnaie: Escudo de Cabo Verde (CVE) Pour un brevet : Taxe de dépôt[1] : CVE 15.000 Pour un modèle d'utilité : Taxe de dépôt[1] : CVE 13.000
Exemption, réduction ou remboursement de la taxe nationale :	Les taxes sont réduites jusqu'à 90% lorsque le déposant est l'inventeur et qu'il fournit une déclaration indiquant que sa situation économique l'empêche de payer l'intégralité du montant des taxes.

[Suite sur la page suivante]

[1] Doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

(4 mai 2023)

RÉSUMÉ **Office désigné (ou élu)** **RÉSUMÉ**

CV INSTITUT DE LA GESTION DE QUALITÉ ET LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (CABO VERDE) CV

[Suite]

Exigences particulières de l'office (règle 51*bis* du PCT) :	Nom et adresse de l'inventeur s'ils n'ont pas été indiqués dans la partie "requête" de la demande internationale[2, 3] Justification du changement du nom du déposant si le changement est survenu après la date du dépôt international et qu'il n'a pas été reflété dans une notification émanant du Bureau international (formulaire PCT/IB/306) Justification du droit de demander ou d'obtenir un brevet[2, 3] Justification du droit de revendiquer la priorité lorsque le déposant n'est pas le déposant qui a déposé la demande antérieure[2, 3] Nomination d'un mandataire si le déposant n'est pas domicilié au Cabo Verde[4] Pouvoir si un mandataire est désigné[4] Fourniture, le cas échéant, d'un listage des séquences de nucléotides ou d'acides aminés sous forme électronique
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée au Cabo Verde
L'office accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicable à ces requêtes

[2] Cette exigence peut être remplie si la déclaration correspondante a été faite conformément à la règle 4.17 du PCT.

[3] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de l'invitation.

[4] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai fixé dans l'invitation.

(4 mai 2023)

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

19 mai 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

KN Saint-Kitts-et-Nevis 116
OM Oman 116

Offices désignés (ou élus)

OM Oman 116

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales : notification des offices récepteurs, des administrations chargées de la recherche internationale, des administrations indiquées pour la recherche supplémentaire et des administrations chargées de l'examen préliminaire international

EP Organisation européenne des brevets (OEB) 117
LY Libye 118

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

NL Pays-Bas 120

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

KN Saint-Kitts-et-Nevis

L'**Office de la propriété intellectuelle (Saint-Kitts-et-Nevis)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son siège, adresse postale et adresse de courrier électronique, qui sont désormais les suivants :

Siège et adresse postale :	P.O. Box 693 George Street Basseterre, St. Kitts Saint-Kitts-et-Nevis
Courrier électronique :	ipo@gov.kn

[Mise à jour de l'annexe B1(KN) du *Guide du déposant du PCT*]

OM Oman

Le **Département de la propriété intellectuelle, Ministère du commerce et de l'industrie (Oman)** a notifié au Bureau international des changements relatifs au nom de l'office et à son adresse Internet, qui sont désormais les suivants :

Nom de l'office :	Office national de la propriété intellectuelle (Ministère du commerce, de l'industrie et de la promotion des investissements)
Internet :	www.tejarah.gov.om

[Mise à jour de l'annexe B1(OM) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

OM Oman

L'**Office national de la propriété intellectuelle (Ministère du commerce, de l'industrie et de la promotion des investissements) (Oman)** a notifié au Bureau international des conditions d'exemption, de réduction ou de remboursement de la taxe nationale, comme suit :

Pendant une période de cinq ans à compter de la date de dépôt de la demande, les taxes pour les services relatifs aux droits de propriété industrielle sont réduites (i) de 90% lorsque la demande internationale est déposée par un chercheur dans un centre de recherche ou par un étudiant d'une école, d'un collège ou d'une université, et (ii) de 50% lorsque la demande est déposée par une petite entreprise. (Pour de plus amples détails, il convient de se référer à la Résolution ministérielle n° 206/2018 du 18 octobre 2018).

[Mise à jour du chapitre national, résumé (OM), du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS ET DE LA CORRESPONDANCE AYANT TRAIT AUX DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS, DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE, DES ADMINISTRATIONS INDIQUÉES POUR LA RECHERCHE SUPPLÉMENTAIRE ET DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

En vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT, et conformément aux instructions 703.b), 710.b) et 713 des Instructions administratives du PCT, **l'Office européen des brevets (OEB)**, en sa qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale, d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international un changement relatif à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 18 mars 2021, page 51 et suivantes (et modifiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 30 juin 2022 (page 165 et suivantes) et du 18 août 2022 (page 225)).

En particulier, à partir du 1er juillet 2023, l'OEB acceptera les demandes internationales et les documents déposés ultérieurement, y compris les demandes selon le chapitre II du PCT (PCT/IPEA/401), déposés au moyen du nouvel *EPO Contingency Upload Service*. À compter de cette date, les moyens de dépôt des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales sous forme électronique auprès de l'OEB seront : le dépôt en ligne de l'OEB, le dépôt par formulaire en ligne de l'OEB, le dépôt ePCT, le dépôt en ligne 2.0 de l'OEB (avec dépôt ePCT intégré) et l'*EPO Contingency Upload Service*.

Par conséquent, le point suivant concernant les exigences relatives au dépôt sous forme électronique par l'intermédiaire de l'*EPO Contingency Upload Service* est ajouté à la notification publiée (et révisée ultérieurement) dans les numéros susmentionnés des Notifications officielles (Gazette du PCT), avec effet à compter du 1er juillet 2023 :

DÉPÔT AU MOYEN DE L'EPO CONTINGENCY UPLOAD SERVICE:

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– PDF (voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– signature en fac-similé et signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible. Seuls les modes de paiement actuellement disponibles sont acceptés.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'OEB a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs du service. Le service d'assistance est ouvert du lundi au vendredi de 8 heures à 18 heures, mis à part les jours fériés officiels. Il peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : 00 800 80 20 20 20

– par courriel, sous le lien suivant : www.epo.org/service-support/contact-us_fr.html

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement (y compris la demande selon le chapitre II du PCT)

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

L'OEB fournira les informations relatives à la disponibilité de ses systèmes de dépôt en ligne sur son site Internet (www.epo.org).

[Mise à jour des annexes C(EP) et E(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

LY Libye

L'**Office libyen de la propriété industrielle**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du **3 juillet 2023**, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Ficher XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, outre les informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs du service. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant: (+218-21) 369 15 12

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : patent@irc.ly

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites du logiciel approprié

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (https://irc.ly/office-of-industrial-property/).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs
(voir www.wipo.int/pct-eservices/fr/certificates.html)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(LY) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

NL Pays-Bas

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT, l'**Office néerlandais des brevets**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il est disposé à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (allemand, anglais, français ou néerlandais) pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences selon la règle 12.1.d) du PCT. L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit déposé dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(NL) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

25 mai 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 122
BY Bélarus 122
CN Chine 122
IL Israël 123

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2023, est de CHF 1.302.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **rouble bélarussien (BYN)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables depuis le 1er mai 2023, sont comme suit :

Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :		BYN	42,00	par document de priorité jusqu'à 35 pages
	plus	BYN	1,20	pour chaque page d'une copie à compter de la 36e

[Mise à jour de l'annexe C(BY) du *Guide du déposant du PCT*]

CN Chine

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **renminbi chinois (CNY)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	CNY	10.350
Taxe par feuille à compter de la 31e :	CNY	120
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	CNY	1.560

Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	CNY	2.340
Taxe de traitement :	CNY	1.560

[Mise à jour des annexes C(CN) et E(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 57.2.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **nouveau sheqel israélien (ILS)**, a été établi pour la taxe de traitement. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2023, est de ILS 818.

[Mise à jour de l'annexe E(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

1 juin 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

CN Chine 125
IL Israël 125

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CN Chine

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2023, est de CHF 270.

[Mise à jour de l'annexe D(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2023, est de CHF 934.

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

8 juin 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

MD République de Moldova 127

Taxes payables en vertu du PCT

NZ Nouvelle-Zélande 127
ZA Afrique du Sud 128

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

MD République de Moldova

L'**Office d'État pour la propriété intellectuelle (République de Moldova)** a notifié au Bureau international un changement relatif à ses numéros de téléphone et de télécopieur, qui sont désormais comme suit :

Téléphone :	(373-22) 40 05 00 (373-22) 18 85 06
Télécopieur :	(373-22) 18 86 99

[Mise à jour de l'annexe B1(MD) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

NZ Nouvelle-Zélande

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar néo-zélandais (NZD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	NZD	2.387
Taxe par feuille à compter de la 31e :	NZD	27
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NZD	359
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NZD	539

[Mise à jour de l'annexe C(NZ) du *Guide du déposant du PCT*]

ZA Afrique du Sud

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	ZAR	28.990
Taxe par feuille à compter de la 31e :	ZAR	330
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	ZAR	4.360
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	ZAR	6.540

[Mise à jour de l'annexe C(ZA) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

15 juin 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 130
EP Organisation européenne des brevets (OEB) 130
US États-Unis d’Amérique 130

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l’Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l’article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d’exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de à la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour la taxe de recherche pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ce montant, applicable à partir du 1er août 2023, est de ZAR 36.760.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

En vertu de à la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour la taxe de recherche pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à partir du 1er août 2023, est de ZAR 36.760.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2023, sont de ZAR 42.250 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, ZAR 16.900 pour une petite entité, et ZAR 8.450 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

22 juin 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

IS Islande 132
IT Italie 132

Taxes payables en vertu du PCT

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 132
RU Fédération de Russie 132

Offices récepteurs

MU Maurice 133

Offices désignés (ou élus)

TR Türkiye 133

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

HU Hongrie 134

Demandes internationales contenant des listages des séquences : notifications par les administrations chargées de la recherche internationale des exigences techniques applicables

SE Suède 134
US États-Unis d'Amérique 134

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

IS Islande

L'**Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)** a notifié au Bureau international un changement relatif à l'adresse de son siège et à son adresse postale, qui sont désormais les suivantes :

Siège et adresse postale : Katrínartún 4
IS-105, Reykjavik
Islande

[Mise à jour de l'annexe B1(IS) du *Guide du déposant du PCT*]

IT Italie

L'**Office italien des brevets et des marques** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse Internet, qui est désormais la suivante :

Internet : https://uibm.mise.gov.it/index.php/it/

[Mise à jour de l'annexe B1(IT) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2023, sont de CHF 98 pour des recherches effectuées en russe et de CHF 435 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2023, sont de CHF 92 pour des recherches effectuées en russe et de CHF 435 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ces montants, également applicables à compter du 1er août 2023, sont de CHF 128 et CHF 205 (ce dernier montant s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement)).

[Mise à jour de l'annexe SISA(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

MU Maurice

L'**Office de la propriété industrielle de Maurice** a spécifié l'Office européen des brevets (OEB) en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international avec effet depuis le 15 mars 2023, pour les demandes internationales déposées par les ressortissants de Maurice et les personnes domiciliées dans ce pays auprès de l'office, ou auprès de l'office récepteur du Bureau international de l'OMPI.

Des renseignements supplémentaires se rapportant aux exigences de l'Office de la propriété industrielle de Maurice en tant qu'office récepteur en vertu du PCT figurent désormais dans l'annexe C(MU) du *Guide du déposant du PCT*, qui est publiée à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

TR Türkiye

L'**Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)** a notifié de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale, exprimés en **nouvelle lire turque (TRY)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables depuis le 1er janvier 2023, comme suit :

Pour un brevet ou un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt :	TRY	5.800
Taxe pour certificat de délivrance :	TRY	1.050
Taxe de renouvellement pour la troisième année :	TRY	1.050
Rétablissement des droits :	TRY	5.730

[Mise à jour du chapitre national, résumé (TR), du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

HU Hongrie

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT, l'**Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO)** en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il est disposé à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (hongrois, anglais, allemand ou français) pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences selon la règle 12.1.d) du PCT. L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit déposé dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(HU) du *Guide du déposant du PCT*]

DEMANDES INTERNATIONALES CONTENANT DES LISTAGES DES SÉQUENCES : NOTIFICATIONS PAR LES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE DES EXIGENCES TECHNIQUES APPLICABLES

SE Suède

L'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)** a notifié que pour la fourniture des listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés, les supports matériels ne sont pas acceptés. Les listages de séquences doivent être déposés en format électronique (se référer à l'annexe C, Instructions administratives du PCT).

[Mise à jour des annexes D(SE) et SISA(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO)**, en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, a notifié au Bureau international des changements concernant les types de supports matériels acceptés pour la présentation des listages des séquences ou des tableaux y relatifs, selon la règle 13*ter*.1 du PCT et conformément à l'annexe C des Instructions administratives du PCT - l'Administration n'accepte que les supports matériels suivants : CD-ROM, CD-R, DVD-R ou DVD+R.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

C Offices récepteurs C

MU OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE DE MAURICE MU

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Maurice
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue acceptée pour le texte libre dépendant de la langue dans le listage des séquences :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Roupie mauricienne (MUR)
Taxe de transmission :	MUR 5.000
Taxe internationale de dépôt[1] :	Équivalent en MUR de 1.330 francs suisses
Taxe par feuille à compter de la 31e[1] :	Équivalent en MUR de 15 francs suisses
Taxe de recherche :	Équivalent en MUR de la taxe de recherche payable à l'administration chargée de la recherche internationale choisie par le déposant : Voir l'annexe D(EP)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	MUR 300 par page
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	Néant
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié à Maurice Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat ou juriste enregistré à Maurice
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

[1] Cette taxe est réduite de 90 % si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

29 juin 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

BH Bahreïn 137

Offices récepteurs

MU Maurice 137

Offices désignés (ou élus)

CA Canada 138
SG Singapour 138

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

HU Hongrie 139

Version révisée de la norme ST.26 de l'OMPI

Note du Bureau international 139

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

BH Bahreïn

L'**Office national des brevets (Bahreïn)** a notifié au Bureau international des changements relatifs au nom de l'office et à son adresse postale, qui sont désormais les suivants :

Nom de l'office :	Direction du commerce extérieur et de la propriété intellectuelle, Office national des brevets (Bahreïn)
Adresse postale :	P.O. Box 60667 Manama, Royaume de Bahreïn

L'office a également notifié un changement concernant le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) — l'office a supprimé ses services de télécopie et n'accepte plus le dépôt de documents par télécommunication.

[Mise à jour de l'annexe B1(BH) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

MU Maurice

L'**Office de la propriété industrielle de Maurice** a spécifié l'Office australien des brevets – en plus de l'Office européen des brevets (OEB) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 1er août 2023 ou ultérieurement, par les ressortissants de Maurice et les personnes domiciliées dans ce pays auprès de l'office, ou auprès de l'office récepteur du Bureau international de l'OMPI.

[Mise à jour de l'annexe C(MU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de certaines des composantes de sa taxe nationale, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables depuis le 1er janvier 2023, sont comme suit :

Taxe nationale :

Taxe nationale de base [1]:	CAD	421,02 (210,51)[2]
Taxe pour le rétablissement des droits (entrée dans la phase nationale tardive) :	CAD	210,51

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CA) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

L'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de dépôt faisant partie de la taxe nationale, exprimé en **dollar de Singapour (SGD)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce nouveau montant, applicable depuis le 26 mai 2022, est comme suit :

Taxe nationale (de dépôt) [3]:	SGD	210

[Mise à jour du chapitre national, résumé (SG) du *Guide du déposant du PCT*]

1 Cette taxe doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

2 Le montant indiqué entre parenthèses s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par une "petite entité". Pour avoir le droit d'acquitter la taxe réduite, le déposant ou son mandataire doit soumettre une déclaration de statut de "petite entité" signée, conformément au paragraphe 44(3) des *Règles canadiennes sur les brevets*, dans le délai applicable à l'article 154(1)(c)(i), 154(2)(a), 154(3)(a)(iii)(A), 154(3)(b)(i)(A) ou 154(3)(b)(ii)(A) des *Règles canadiennes sur les brevets* (la déclaration du statut de "petite entité" adoptera de préférence le libellé de la déclaration figurant à l'annexe CA.II de la phase nationale du *Guide du déposant du PCT*).

3 Cette taxe doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, ou lors de la présentation par le déposant de toute demande expresse d'ouverture anticipée de la phase nationale.

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

HU Hongrie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 28 mai 2015, page 85 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format acceptable pour le dépôt de listages des séquences est la norme ST.26 de l'OMPI. Par conséquent, depuis cette date, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans sa notification (en vertu de la règle 89*bis*.1.d)) est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Ficher XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages de séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(HU) du *Guide du déposant du PCT*]

VERSION RÉVISÉE DE LA NORME ST.26 DE L'OMPI

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

Conformément a la paragraphe 5 de l'annexe C des Instructions administratives du PCT, et à la suite de l'adoption de la version 1.6 de la norme ST.26 de l'OMPI par la dixième session du Comité des normes de l'OMPI (voir le document CWS/10/13 Rev. 2, et le paragraphes 87 et 91 du document CWS/10/22), le directeur général a décidé que la nouvelle version de la norme entrera en vigueur pour les demandes internationales déposées à compter du 1er juillet 2023. Les listages de séquences soumis après le dépôt concernant des demandes déposées avant le 1er juillet 2023 peuvent utiliser la version 1.5 ou 1.6 de la norme.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

6 juillet 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

ES Espagne 141
LV Lettonie 141

Taxes payables en vertu du PCT

EP Organisation européenne des brevets (OEB) 141
IN Inde 141
JP Japon 142
SE Suède 142
XN Institut nordique des brevets 142

Offices récepteurs

BR Brésil 143
CL Chili 143
CV Cabo Verde 143

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : notifications par des offices de la participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT

CV Cabo Verde 144

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

ES Espagne

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié au Bureau international un changement relatif à son numéro de téléphone, qui est désormais comme suit :

Téléphone : (34) 91 780 780

[Mise à jour de l'annexe B1(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

LV Lettonie

L'**Office letton des brevets** a notifié au Bureau international des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par télécopieur ou par tout autre moyen de communication similaire (règle 92.4 du PCT) – l'office a supprimé ses services de télécopie et n'accepte plus le dépôt de documents par télécopieur ou tout autre moyen.

[Mise à jour de l'annexe B1(LV) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EP Organisation européenne des brevets (OEB)

En vertu de à la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **yen japonais (JPY)** et en **couronne suédoise (SEK)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2023, sont de JPY 266.100 et de SEK 20.760.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **yen japonais (JPY)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2023, sont de JPY 17.200 ou JPY 4.300 dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier.

[Mise à jour de l'annexe D(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **won coréen (KRW)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ce montant, applicable à compter du 1er septembre 2023, est de KRW 1.287.000.

En outre, également en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis en vertu de la règle 16.1.d) du PCT pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2023, sont de EUR 953 pour les demandes internationales déposées en japonais ou les demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT, et de EUR 1.127 pour les demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **couronne suédoise (SEK)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)** en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale. Ce montant, applicable à compter du 1er septembre 2023, est de SEK 20.760.

[Mise à jour de l'annexe D(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

XN Institut nordique des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **couronne suédoise (SEK)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut nordique des brevets** en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale. Ce montant, applicable à compter du 1er septembre 2023, est de SEK 20.760.

[Mise à jour de l'annexe D(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

BR Brésil

L'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** a spécifié l'Institut national de la propriété industrielle (Chili), en plus de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil), de l'Office autrichien des brevets, de l'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO), de l'Office européen des brevets (OEB), et de l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV), en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international compétente pour les demandes internationales déposées par les ressortissants du Brésil et les personnes domiciliées dans ce pays auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil), ou auprès du Bureau international en tant qu'office récepteur, avec effet à compter du 1er août 2023.

[Mise à jour de l'annexe C(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

CL Chili

L'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)** a spécifié l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil), en plus de l'Institut national de la propriété industrielle (Chili), de l'Office coréen de la propriété intellectuelle, de l'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO), de l'Office espagnol des brevets et des marques et de l'Office européen des brevets (OEB), en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées par les ressortissants du Chili et les personnes domiciliées dans ce pays auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (Chili), ou auprès du Bureau international en tant qu'office récepteur, avec effet à compter du 1er août 2023.

[Mise à jour de l'annexe C(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

CV Cabo Verde

L'**Institut de la gestion de qualité et la propriété intellectuelle (IGQPI) (Cabo Verde)** a spécifié l'Office autrichien des brevets, en plus de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil), l'Office européen des brevets (OEB) et l'Office coréen de la propriété intellectuelle, en tant qu'administrations compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées par les ressortissants de Cabo Verde et les personnes domiciliées dans ce pays auprès de l'IGQPI, ou auprès du Bureau international en tant qu'office récepteur avec effet à compter du 1 octobre 2023..

[Mise à jour de l'annexe C(CV) du *Guide du déposant du PCT*]

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE LA PARTICIPATION AU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI AUX FINS DU PCT

En vertu de la règle 96.2 du PCT, et conformément à l'annexe G des Instructions administratives du PCT, un office participant au Service de transfert de taxes de l'OMPI (un "office participant"[1]) en tant "qu'office percepteur" peut transférer les taxes et différences y relatives suivantes à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire") par l'intermédiaire du Bureau international, aux fins du PCT :

– **la taxe internationale de dépôt** (règle 15.2.c) ou d) du PCT);
– **la taxe de recherche** (règle 16.1.c) ou d) du PCT);
– **la taxe de recherche supplémentaire** (règle 45*bis*.3.b) du PCT);
– **la taxe de traitement** (règle 57.2.c) ou d) du PCT); et
– **la différence en ce qui concerne la taxe de recherche** (règle 16.1.e) du PCT)[2].

Entre le 1er avril et le 30 juin 2023 (inclus)[3], l'office suivant a notifié au Bureau international sa participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, conformément à la partie II.1 de l'annexe G des Instructions administratives du PCT :

	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
CV Institut de la gestion de qualité et la propriété intellectuelle (IGQPI) (Cabo Verde)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour : ISA/EP*	n/a	n/a	n/a

[1] Un office participant peut se référer à tout office récepteur PCT ("RO"), à toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), à toute administration spécifiée pour la recherche internationale supplémentaire ("SISA") ou à toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA").

[2] En ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé la taxe de recherche, applicable lorsque le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé.

[3] La liste complète des offices qui participent au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, au 31 décembre 2022, est disponible dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 12 janvier 2023 (page 13 et suivantes).

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

13 juillet 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 146
JP Japon 146
RU Fédération de Russie 147
SE Suède 147

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2023, sont de EUR 98 et USD 100 pour des recherches effectuées en russe, et de EUR 434 et USD 447 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **yen japonais (JPY)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er septembre 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	JPY	214.200
Taxe par feuille à compter de la 31e :	JPY	2.400
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	JPY	48.300
Taxe de traitement :	JPY	32.200

[Mise à jour des annexes C(JP) et E(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par cet office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2023, sont de USD 988 pour des demandes en japonais[1] et de USD 1.167 pour des demandes en anglais.[2]

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Pour les demandes internationales déposées en japonais ou les demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT. Cette taxe est réduite pour des demandes par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxes, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions sur l'éligibilité, se référer à : https://www.jpo.go.jp/system/process/tesuryo/genmen/genmen20190401/document/index/leaflet_e.pdf

[2] Pour les demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2023, sont de EUR 92 et USD 95 pour des recherches effectuées en russe, et de EUR 434 et USD 447 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

L'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)** a notifié au Bureau international les montants de la taxe pour le document de priorité, exprimés en **couronne suédoise (SEK)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants sont désormais comme suit :

Taxe pour le document de priorité :

Si demandé en vertu de la règle 17.1.b) du PCT :		Néant
Si demandé en dehors de la règle 17.1.b) du PCT :	SEK	250

[Mise à jour de l'annexe C(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

20 juillet 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

BR Brésil 149
ES Espagne – Rectificatif 149
UA Ukraine 149

Taxes payables en vertu du PCT

CN Chine 150
JP Japon 150

Offices désignés (ou élus)

ES Espagne 150

Demandes internationales contenant des listages des séquences : notifications par les administrations chargées de la recherche internationale des exigences techniques applicables

ES Espagne 151

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

BR Brésil

L'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** a notifié au Bureau international la suppression du numéro de télécopieur de la liste de ses moyens de communication.

[Mise à jour de l'annexe B1(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

ES Espagne – Rectificatif

L'information concernant un changement de numéro de téléphone, publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 6 juillet 2023 (page 141), était incorrecte. Le numéro de téléphone de l'**Office espagnol des brevets et des marques** est comme suit :

Téléphone :	(34) 910 780 780

[Mise à jour de l'annexe B1(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

UA Ukraine

Le Ministère de l'économie de l'Ukraine a notifié au Bureau international un changement concernant l'autorité gouvernementale de l'Ukraine agissant en qualité d'office national, au sens de l'article 2.xii) du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT).*

Depuis le 8 novembre 2022, l'**organisme public dénommé "Office national ukrainien pour la propriété intellectuelle et les innovations" (UANIPIO)** assume les fonctions de l'office national de l'Ukraine.

Par conséquent, le nom et les coordonnées de l'Office national de l'Ukraine agissant en tant qu'office récepteur, et à d'autres titres selon le PCT, sont désormais les suivants :

Nom de l'office :	Organisme public dénommé "Office national ukrainien pour la propriété intellectuelle et les innovations" (UANIPIO)
Siège et adresse postale :	1, Hlazunova Street Kyiv 01601 Ukraine
Téléphone :	(380-44) 494 05 05
Télécopieur :	(380-44) 494 05 06
Courrier électronique :	office@nipo.gov.ua
Internet :	https://nipo.gov.ua/en/

[Mise à jour de l'annexe B1(UA) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CN Chine

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**. Ce montant, applicable à compter du 1er septembre 2023, est de EUR 265.

[Mise à jour de l'annexe D(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2023, sont de CHF 888 pour des demandes en japonais[1] et de CHF 1.049 pour des demandes en anglais.[2]

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

ES Espagne

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié au Bureau international des conditions d'exemption, de réduction ou de remboursement de la taxe nationale, comme suit :

Des réductions de taxes s'appliquent aux universités publiques espagnoles et aux entrepreneurs. Pour plus d'information, se référer à https://www.oepm.es

[Mise à jour du chapitre national, résumé (ES), du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Pour les demandes internationales déposées en japonais ou les demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT. Cette taxe est réduite pour des demandes par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxes, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions sur l'éligibilité, se référer à : https://www.jpo.go.jp/system/process/tesuryo/genmen/genmen20190401/document/index/leaflet_e.pdf

[2] Pour les demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

DEMANDES INTERNATIONALES CONTENANT DES LISTAGES DES SÉQUENCES : NOTIFICATIONS PAR LES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE DES EXIGENCES TECHNIQUES APPLICABLES

ES Espagne

L'**Office espagnol des brevets et des marques**, en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, a notifié que, pour la fourniture des listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés, les supports matériels ne sont pas acceptés. Les listages des séquences doivent être déposés en format électronique (se référer à l'annexe C des Instructions administratives du PCT).

[Mise à jour de l'annexe D(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

3 août 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

PH Philippines 153

Taxes payables en vertu du PCT

SE Suède 153

Offices désignés (ou élus)

NZ Nouvelle-Zélande 154

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

PH Philippines

Conformément à la Circulaire Mémorandum Présidentielle n° 25 du 21 juillet 2023, l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le lundi 24 juillet 2023.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré le jour précité, ce délai a pris fin le mardi 25 juillet 2023.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite de la fermeture officielle susmentionnée, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

SE Suède

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **couronne suédoise (SEK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er octobre 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	SEK	15.840
Taxe par feuille à compter de la 31e :	SEK	180
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	SEK	2.380
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	SEK	3.570
Taxe de traitement :	SEK	2.380

[Mise à jour des annexes C(SE) et E(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

NZ Nouvelle-Zélande

L'**Office de la propriété intellectuelle de la Nouvelle-Zélande (IPONZ)** a notifié au Bureau international que ses exigences concernant les éléments que doit comporter la traduction pour l'ouverture de la phase nationale sont désormais comme suit :

En vertu de l'article 22 du PCT : description, revendications, texte éventuel des dessins (si l'un quelconque de ces éléments a été modifié, à la fois tel que déposé initialement et tel que modifié)

En vertu de l'article 39.1) du PCT : description, revendications, texte éventuel des dessins (si l'un quelconque de ces éléments a été modifié, à la fois tel que déposé initialement et tel que modifié)

[Mise à jour du chapitre national, résumé (NZ), du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

10 août 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

UA Ukraine 156

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notifications d'offices et autorités participants

IT Italie 156

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.2 du PCT : notifications par des offices et le Bureau international en vertu de la règle 82*quater*.2.a)

EP Organisation européenne des brevets 157

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

UA Ukraine

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT, l'**organisme public dénommé "Office national ukrainien pour la propriété intellectuelle et les innovations" (UANIPIO)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il est disposé à accepter l'anglais pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences selon la règle 12.1.d) du PCT. L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit déposé dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(UA) du *Guide du déposant du PCT*]

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATIONS D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Afin de faciliter l'accès aux documents de priorité, le Bureau international a créé le Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS"), conformément à une décision de 2006 de l'Assemblée de l'Union de Paris, de l'Assemblée du PLT et de l'Assemblée de l'Union du PCT. Depuis avril 2009, le Bureau international, et tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés, est en mesure de participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT), dans un large éventail de supports et formats.

Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, ou de l'instruction 715.a)i) ou b) des Instructions administratives du PCT, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html

IT Italie

Suite à la notification de sa participation au DAS en tant qu'office déposant (voir les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 27 août 2020, page 184) et conformément aux paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, l'**Office italien des brevets et des marques** a notifié au Bureau international sa participation au DAS en tant qu'office ayant accès, avec effet à compter du 1er septembre 2023.[1]

[1] Pour plus de détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/das/fr/participating_offices/details.jsp?id=11580

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.2.a)

EP Organisation européenne des brevets

Conformément à la règle 82*quater*.2.a) relative à l'excuse de retard dans l'observation de certains délais en raison de l'indisponibilité de moyens de communication électronique au sein d'un office ou d'une organisation, l'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international la période d'indisponibilité suivante de l'un des moyens de communication électronique autorisés au sein de l'office :

– Dépôt en ligne 2.0 : du 19 juillet 2023, 16h00 HEC (heure d'Europe centrale) jusqu'au 20 juillet 2023, 14h45 HEC.

Les déposants qui n'ont pas pu observer un délai selon le PCT en raison de l'indisponibilité du service susmentionné peuvent demander l'excuse de retard dans l'observation de délais en vertu de la règle 82*quater*.2 du PCT selon les conditions applicables, publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 26 novembre 2020, page 254.

Des informations concernant cette indisponibilité ont été publiées sur le site Internet de l'OEB, à l'adresse suivante :

https://www.epo.org/service-support/availability-of-online-services/2023_fr.html

et sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/fr/texts/unavailability.html

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

17 août 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

MN Mongolie 159
SK Slovaquie – Rectificatif 159

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

ES Espagne 159

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

MN Mongolie

L'**Office de la propriété intellectuelle de la Mongolie** a notifié au Bureau international des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par télécopieur ou par tout autre moyen de communication similaire (règle 92.4 du PCT) – l'office a supprimé ses services de télécopie et n'accepte plus le dépôt de documents par télécopieur ou tout autre moyen similaire.

[Mise à jour de l'annexe B1(MN) du *Guide du déposant du PCT*]

SK Slovaquie – Rectificatif

L'information concernant un changement de numéro de téléphone, publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 12 novembre 2015 (page 194), était incorrecte. Le numéro de téléphone de l'**Office de la propriété industrielle de la République slovaque** est comme suit :

Téléphone : (421-48) 430 01 31

[Mise à jour de l'annexe B1(SK) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

ES Espagne

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office espagnol des brevets et des marques**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, le 4 août 2023, des corrections et des mises à jour à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 2 février 2023 (pages 44 et suivantes).

Par conséquent, les éléments ci-dessous de la notification publiée dans le numéro susmentionné des Notifications officielles (Gazette du PCT), sont désormais remplacés par les suivants :

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– Front Office (OEPMSei)

– Logiciel de dépôt en ligne de l'OEB

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office espagnol des brevets et des marques acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale. Les fichiers doivent être archivés en format ZIP.

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou conservées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les dossiers conservés sont accessibles par le biais des services de consultation de fichiers en ligne de l'OEPM, disponibles à l'adresse suivante : https://www.oepm.es/es/herramientas/buscador-base-de-datos/consulta-de-expedientes-de-la-OEPM/

[Mise à jour de l'annexe C(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

24 août 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

KN Saint-Kitts-et-Nevis 162

Taxes payables en vertu du PCT

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 162
EG Égypte 162
RU Fédération de Russie 162

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

CN Chine 163

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

KN Saint-Kitts-et-Nevis

L'**Office de la propriété intellectuelle (Saint-Kitts-et-Nevis)** a notifié au Bureau international la suppression des numéros de télécopieur de la liste de ses moyens de communication, ainsi qu'un changement relatif au nom de l'office et l'addition d'un nouveau numéro de téléphone, comme suit :

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle de Saint-Kitts-et-Nevis
Téléphone :	(1-869) 467 19 76 (1-869) 467 19 77 (1-869) 467 19 78

[Mise à jour de l'annexe B1(KN) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2023, sont de CHF 86 pour des recherches effectuées en russe, et de CHF 382 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

EG Égypte

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office égyptien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2023, est de CHF 114.

[Mise à jour de l'annexe D(EG) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2023, sont de CHF 81 pour des recherches effectuées en russe et de CHF 382 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ces montants, également applicables à compter du 1er octobre 2023, sont de CHF 113 et CHF 180 (ce dernier montant s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement)).

[Mise à jour de l'annexe SISA(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

CN Chine

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, et suite à la publication de la notification dans les Notifications Officielles (Gazette du PCT) du 23 juin 2016, pages 133 et suivantes (et modifiée par la suite le 27 février 2020 (page 30), le 14 juillet 2022 (pages 177 et suivantes) et le 18 août 2022 (page 225)), ainsi que les changements publiés le 21 mars 2019 (page 43), le 28 avril 2022 (page 101) et le 2 février 2023 (page 42), l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international d'autres changements.

La nouvelle notification consolidée est la suivante :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Ficher XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5.1 et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– logiciel i-système

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– signature composée d'une chaîne de caractères (voir la section 3.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, outre les informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms et les tailles des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)) et les dates de création des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)vi)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne est disponible par l'intermédiaire du i-système.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs du service. Le service d'assistance est ouvert du lundi au vendredi de 9 heures à 16 heures, mis à part les jours fériés officiels. Il peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (+86-10) 62 35 66 55
– par courriel, à l'adresse électronique suivante : cponline@cnipa.gov.cn

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.cnipa.gov.cn). Les déposants peuvent déposer leurs demandes sur papier en main propre ou par courriel.

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

À ce jour, aucune certification numérique n'est acceptée par l'office.

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Aucun service en ligne d'accès aux dossiers par les déposants n'est actuellement disponible.

[Mise à jour de l'annexe C(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

31 août 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

MY Malaisie 167
PH Philippines 167

Taxes payables en vertu du PCT

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 167
IN Inde 168
RU Fédération de Russie 168

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

MY Malaisie

La **Société de propriété intellectuelle de Malaisie** a notifié au Bureau international qu'elle n'était pas ouverte au public pour traiter d'affaires officielles le vendredi 21 avril 2023 et le lundi 14 août 2023.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5 du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office, a expiré un des jours précités, ce délai a pris fin le jour ouvrable suivant, le mardi 25 avril 2023 ou le mardi 15 août 2023, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

PH Philippines

L'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** a notifié au Bureau international qu'il n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le vendredi 25 août 2023.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5 du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré le jour précité, ce délai a pris fin le jour ouvrable suivant, le mardi 29 août 2023.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2023, sont de EUR 87 pour des recherches effectuées en russe, et de EUR 387 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2023, sont de CHF 106, ou CHF 26 dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier.

[Mise à jour de l'annexe D(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2023, sont de EUR 82 pour des recherches effectuées en russe et de EUR 387 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

7 septembre 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

JP Japon 170

Taxes payables en vertu du PCT

CN Chine 171
EP Organisation européenne des brevets 171
SE Suède 172
SG Singapour 172
US États-Unis d'Amérique 173
XN Institut nordique des brevets 173

Offices désignés (ou élus)

MN Mongolie 174

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

AU Australie 174

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

JP Japon

Accord entre l'Office des brevets du Japon et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe A

L'**Office des brevets du Japon (JPO)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)i) de l'accord susmentionné, une notification l'informant d'une modification apportée à l'annexe A.i) de cet accord. Cette modification, qui est entrée en vigueur le 1er juillet 2023, consiste à changer les conditions dans lesquelles l'Office agit en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées auprès de l'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO), conformément aux articles 3.1) et 3.2) de l'accord.

Depuis le 1er juillet 2023, l'annexe A modifiée a la teneur suivante :

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) les États suivants pour lesquels elle agira :

en ce qui concerne l'article 3.1) :

Japon, Arabie saoudite, Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande et Viet Nam;

en ce qui concerne l'article 3.2) :

lorsque l'Administration a établi le rapport de recherche internationale,

Japon, Arabie saoudite, Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande et Viet Nam.

À l'égard des États-Unis d'Amérique, l'Administration agira en application de l'article 3.1) pour autant que a) la demande internationale soit déposée en anglais; et b) l'Administration n'ait pas reçu plus de 10.000 demandes internationales provenant de l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique au cours de la période de cinq ans comprise entre le 1er juillet 2023 et le 30 juin 2028, et pas plus de 500 demandes par trimestre. Lorsque l'Administration a établi le rapport de recherche internationale, elle agira également en application de l'article 3.2) si ces conditions sont remplies.

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/export/sites/www/pct/fr/docs/agreements/ag-jp.pdf

Lorsqu'un office récepteur désigne l'Administration en vertu des articles 3.1) et 3.2), l'Administration devient compétente à l'égard des demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur à partir d'une date à convenir entre l'office récepteur et l'Administration et à notifier au Bureau international.

ii) [Sans changement]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CN Chine

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **Yuan Renminbi (CNY)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	CNY	10.920
Taxe par feuille à compter de la 31e :	CNY	120
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	CNY	1.640
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	CNY	2.460
Taxe de traitement :	CNY	1.640

[Mise à jour des annexes C(CN) et E(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **couronne islandaise (ISK)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2023, est de ISK 255.000.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **couronne islandaise (ISK)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2023, est de ISK 255.000.

[Mise à jour de l'annexe D(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar de Singapour (SGD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	SGD	2.052
Taxe par feuille à compter de la 31e :	SGD	23
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	SGD	309
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	SGD	463
Taxe de traitement :	SGD	309

[Mise à jour des annexes C(SG) et E(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 15.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	USD	1.515
Taxe par feuille à compter de la 31e :	USD	17
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête n'étant pas en format à codage de caractères) :	USD	114
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD	228
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD	342

[Mise à jour des annexes C(AM), C(AP), C(AZ), C(BH), C(BW), C(BY), C(BZ), C(CL), C(CR), C(DJ), C(DO), C(EA), C(EC), C(EG), C(GE), C(GH), C(HN), C(IB), C(IL), C(IN), C(IQ), C(JM), C(JO), C(KE), C(KG), C(KH), C(KZ), C(LR), C(MD), C(MW), C(MX), C(NI), C(OM), C(PA), C(PE), C(PG), C(PH), C(QA), C(RU), C(SA), C(SC), C(SV), C(SY), C(TJ), C(TM), C(TT), C(UA), C(UG), C(US), C(UZ), C(WS), C(ZM) et C(ZW) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, conformément à la règle 57.2.d) du PCT, un nouveau montant équivalent, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour la taxe de traitement. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2023, est de USD 228.

[Mise à jour des annexes E(CL), E(EA), E(EG), E(IN), E(PH), E(RU) et E(US) du *Guide du déposant du PCT*]

XN Institut nordique des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **couronne islandaise (ISK)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut nordique des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2023, est de ISK 255.000.

[Mise à jour de l'annexe D(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

MN Mongolie

L'**Office de la propriété intellectuelle de la Mongolie** a notifié au Bureau international des changements relatifs à l'une des composantes de la taxe nationale. Lorsque la taxe de délivrance est payée après le 21 septembre 2021, la première période de paiement et le montant, exprimé en **Tugrik mongol (MNT)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) sont comme suit :

Taxe annuelle pour la période allant de la 1re à la 5e année[2] :	MNT	40.000

[Mise à jour du chapitre national, résumé (MN) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

AU Australie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office australien des brevets**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, le 31 août 2023, un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 28 juillet 2016, pages 172 et suivantes.

Par conséquent, l'élément ci-dessous de la notification publiée dans le numéro susmentionné des Notifications officielles (Gazette du PCT), est désormais comme suit :

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

[2] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai fixé dans l'invitation.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

14 septembre 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

PH Philippines 176

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 176
CL Chili 176
IB Bureau international de l'OMPI 177
PH Philippines 177
US États-Unis d'Amérique 178

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

NO Norvège 178

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

PH Philippines

L'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** a notifié au Bureau international qu'il n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le vendredi 1er septembre 2023 en raison de mauvaises conditions météorologiques.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5 du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré le jour précité, ce délai a pris fin le jour ouvrable suivant, le lundi 4 septembre 2023.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar de Singapour (SGD)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2023, sont de SGD 1.915 et de USD 1.411, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

CL Chili

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2023, sont comme suit :

Taxe de recherche :	CHF 1.756
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une personne physique ou morale :	CHF 351 (applicable lorsque le déposant est ressortissant d'un des États, et est domicilié dans un des États, qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à ce critère.)

Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une université :	CHF 263 (applicable lorsque le déposant est a) une université chilienne, ou b) une université étrangère qui a son siège dans un des États qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt.)

[Mise à jour de l'annexe D(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

IB Bureau international de l'OMPI

Aux fins du **Bureau international** agissant en sa qualité d'office récepteur, de nouveaux montants équivalents de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis, avec effet à compter du 1er novembre 2023, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	USD 114
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	USD 57 Supplément pour expédition par voie aérienne : USD 11

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

PH Philippines

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2023, sont de CHF 527, ou CHF 176 lorsque le déposant est une petite entreprise[1].

[Mise à jour de l'annexe D(PH) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Une petite entreprise fait référence à toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou lorsque le déposant est toute entité, agence, bureau, service ou unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **dollar néo-zélandais (NZD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2023, sont de CHF 1.914 et NZD 3.690 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, CHF 766 et NZD 1.476 pour une petite entité, et CHF 383 et NZD 738 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

NO Norvège

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office norvégien de la propriété industrielle**, en sa qualité d'office récepteur, a apporté une clarification auprès du Bureau international concernant les informations relatives au dépôt de documents en format de pré-conversion dans sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 6 avril 2023, pages 85 et suivantes.

Par conséquent, l'élément ci-dessous de la notification publiée dans le numéro susmentionné des Notifications officielles (Gazette du PCT), est désormais comme suit :

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

21 septembre 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
XV Institut des brevets de Visegrad 180

Informations sur les États contractants
GE Géorgie 180

Taxes payables en vertu du PCT
CN Chine 181
JP Japon 181
NZ Nouvelle-Zélande 181
SG Singapour 182

Offices récepteurs
GE Géorgie 182

Offices désignés (ou élus)
GE Géorgie 183

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

XV Institut des brevets de Visegrad

Accord entre l'Institut des brevets de Visegrad et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe G

L'**Institut des brevets de Visegrad (VPI)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)vi) de l'accord susmentionné, une notification l'informant d'une modification apportée à l'annexe G de cet accord. Cette modification entrera en vigueur le 1er janvier 2024.

À compter du 1er janvier 2024, l'annexe G modifiée aura la teneur suivante :

"**Annexe G**
Recherche de type international

En vertu de l'article 8 de l'accord, l'Administration spécifie les limites suivantes en ce qui concerne les recherches de type international :

L'Administration effectue des recherches de type international sur les demandes nationales de brevet déposées auprès des offices de propriété intellectuelle hongrois, polonais et slovaque."

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

GE Géorgie

Le **Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse de courrier électronique, qui est désormais comme suit :

Courrier électronique : info@sakpatenti.gov.ge

De plus, l'office a précisé au Bureau international que les restrictions imposées par la législation nationale de la Géorgie concernant le dépôt de demandes internationales auprès d'offices étrangers ne s'appliquent plus. Les dispositions précédemment applicables dans la *Loi sur les brevets*, à savoir l'article 31, ont été abrogées.[2]

En outre, l'office a spécifié ses exigences concernant la protection provisoire à la suite de la publication internationale, comme suit :

Lors de l'ouverture de la phase nationale, Sakpatenti en tant qu'office désigné ou élu publie la demande internationale en langue géorgienne dès que la traduction en géorgien est soumise et que la taxe d'examen quant à la forme et à la publication

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/docs/agreements/ag-xv.pdf

[2] Loi de Géorgie n° 1791 du 5 février 1999 sur les brevets (telle que modifiée par la loi n° 3235 du 20 juillet 2018) : "Article 31. Abrogé" (Loi de Géorgie n° 3031 du 4 mai 2010 - LHG I, n° 27, 24.05.2010, art. 183).

de la demande est acquittée. À compter de la date de publication de la demande en langue géorgienne, le déposant se voit accorder des droits provisoires.

[Mise à jour de l'annexe B1(GE) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CN Chine

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2023, est de CHF 256.

[Mise à jour de l'annexe D(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar de Singapour (SGD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2023, est de SGD 1.563.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

NZ Nouvelle-Zélande

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar néo-zélandais (NZD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	NZD	2.531
Taxe par feuille à compter de la 31e :	NZD	29
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NZD	381
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NZD	571

[Mise à jour de l'annexe C(NZ) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **yen japonais (JPY)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2023, sont de CHF 1.452 and JPY 242.200, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche supplémentaire, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ce montant, également applicable à compter du 1er novembre 2023, est de CHF 1.452.

[Mise à jour de l'annexe SISA(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

GE Géorgie

Le **Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)** a notifié un changement concernant le nombre d'exemplaires d'une demande internationale sur papier qu'il requiert – un exemplaire, au lieu de trois, doit désormais être déposé.

De plus, il a notifié au Bureau international des changements concernant ses exigences en matière de représentation auprès de l'office, en sa qualité d'office récepteur, comme suit :[3]

– un mandataire n'est pas exigé si le déposant est domicilié en Géorgie ;

– un mandataire est fortement recommandé si le déposant n'est pas domicilié en Géorgie.

En outre, il a notifié au Bureau international des changements concernant ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office, en sa qualité d'office récepteur. Les personnes suivantes peuvent désormais agir en cette qualité :[3]

Toute personne dont le domicile est situé en Géorgie ou un avocat en brevets de Géorgie.

[Mise à jour de l'annexe C(GE) du *Guide du déposant du PCT*]

[3] À compter du 1er janvier 2025, un déposant qui n'est pas domicilié ou qui n'a pas d'adresse légale enregistrée en Géorgie doit désigner un avocat en brevets de Géorgie comme son représentant auprès de Sakpatenti.

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS

GE Géorgie

Le **Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)** a notifié au Bureau international des changements concernant ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office, en sa qualité d'office désigné (ou élu). Les personnes suivantes peuvent désormais agir en cette qualité :[4]

Toute personne dont le domicile est situé en Géorgie ou un avocat en brevets de Géorgie.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (GE), du *Guide du déposant du PCT*]

[4] À compter du 1er janvier 2025, un déposant qui n'est pas domicilié ou qui n'a pas d'adresse légale enregistrée en Géorgie doit désigner un avocat en brevets de Géorgie comme son représentant auprès de Sakpatenti.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

5 octobre 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

IS Islande 185
NL Pays-Bas 185

Taxes payables en vertu du PCT

EA Organisation eurasien des brevets (OEAB) 185
IL Israël 185
RU Fédération de Russie 185

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

BG Bulgarie 186

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notifications d'offices et autorités participants

CH Suisse 186

Réception et le transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : notifications par des offices de la participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT

MK Macédoine du Nord 187

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

IS Islande

Le Bureau international a été notifié que la forme courte en français du nom du pays “l’Islande” a été changée de “Islande” à “Islande (l’)”. Le code à deux lettres correspondant (IS) reste inchangé.

[Mise à jour des annexes B1(IS), C(IS) et L, et du chapitre national (résumé) (IS) du *Guide du déposant du PCT*]

NL Pays-Bas

Le Bureau international a été notifié que la forme courte du nom du pays “le Royaume des Pays-Bas” a été changée de “Pays-Bas” à “Pays-Bas (Royaume des)”. Le code à deux lettres correspondant (NL) reste inchangé.

[Mise à jour de l’annexes B1(NL) and C(NL) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l’**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2023, sont de USD 94 pour des recherches effectuées en russe, et de USD 416 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l’annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l’**Office des brevets d’Israël**. Ce montant, applicable à compter du 1er décembre 2023, est de USD 998.

[Mise à jour de l’annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2023, sont de USD 88 pour des recherches effectuées en russe et de USD 416 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l’annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

BG Bulgarie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office des brevets de la République de Bulgarie**, en sa qualité d'office récepteur, a apporté une clarification auprès du Bureau international concernant les informations relatives au dépôt de documents en format de pré-conversion dans sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 21 avril 2016, pages 84 et suivantes.

Par conséquent, l'élément ci-dessous de la notification publiée dans le numéro susmentionné des Notifications officielles (Gazette du PCT), est désormais comme suit :

> **En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :**
>
> L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATIONS D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Dans le cadre du Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS") établi par le Bureau international, tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés, est en mesure de participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT). Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html

CH Suisse

Conformément aux paragraphes 10 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, l'**Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse)** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant, avec effet à compter du 1er décembre 2023[1].

[Mise à jour de l'annexe B1(CH) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Pour plus de détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/das/fr/participating_offices/details.jsp?id=12873

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE LA PARTICIPATION AU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI AUX FINS DU PCT

En vertu de la règle 96.2 du PCT, et conformément à l'annexe G des Instructions administratives du PCT, un office participant au Service de transfert de taxes de l'OMPI (un "office participant"[2]) en tant "qu'office percepteur" peut transférer les taxes et différences y relatives suivantes à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire") par l'intermédiaire du Bureau international, aux fins du PCT :

– **la taxe internationale de dépôt** (règle 15.2.c) ou d) du PCT);
– **la taxe de recherche** (règle 16.1.c) ou d) du PCT);
– **la taxe de recherche supplémentaire** (règle 45*bis*.3.b) du PCT);
– **la taxe de traitement** (règle 57.2.c) ou d) du PCT); et
– **la différence en ce qui concerne la taxe de recherche** (règle 16.1.e) du PCT)[3].

Entre le 1er juillet et le 30 septembre 2023 (inclus)[4], l'office suivant a notifié au Bureau international sa participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, conformément à la partie II.1 de l'annexe G des Instructions administratives du PCT :

	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
MK Office d'État de la propriété industrielle (Macédoine du Nord)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour ISA/EP*	n/a	n/a	n/a

[2] Un office participant peut se référer à tout office récepteur PCT ("RO"), à toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), à toute administration spécifiée pour la recherche internationale supplémentaire ("SISA") ou à toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA").

[3] En ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé la taxe de recherche, applicable lorsque le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé.

[4] La liste complète des offices qui participent au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, au 31 décembre 2022, est disponible dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 12 janvier 2023 (page 13 et suivantes).

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

12 octobre 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

IT Italie 189

Taxes payables en vertu du PCT

GE Géorgie 189

Offices désignés (ou élus)

CA Canada 190

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

IT Italie

L'**Office italien des brevets et des marques** a notifié au Bureau international un changement concernant la législation nationale qui impose des restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'un des offices étrangers.

Des restrictions s'appliquent aux demandes internationales déposées par des personnes domiciliées en Italie (décret législatif n° 30 du 10 février 2005, article 198.1) tel que modifié suite à la loi n° 102 du 24 juillet 2023, article 8, entrée en vigueur le 23 août 2023), à moins que la demande internationale revendique la priorité d'une demande nationale qui a été déposée en Italie plus de 60 jours auparavant et n'a pas été soumise à l'obligation du secret. Le délai susmentionné a été changé de 90 jours à 60 jours, avec effet à compter du 23 août 2023.

[Mise à jour de l'annexe B1(IT) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

GE Géorgie

Le **Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international que la taxe de transmission (règle 14 du PCT), la taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) et la taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT)[1] sont réduites de 70% lorsque le déposant est l'inventeur, un établissement d'enseignement supérieur ou une unité de recherche scientifique indépendante, et de 90% lorsque le déposant est un étudiant, un élève ou un retraité.

[Mise à jour de l'annexe C(GE) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié au Bureau international des changements relatifs aux composantes de la taxe nationale[2,3] payables en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces changements sont applicables depuis le 2 juin 2023. La liste récapitulative desdites composantes est désormais la suivante :

Taxe nationale :

Pour un brevet ou un modèle d'utilité :

Taxe d'examen de forme et
la publication de la demande :

[1] Ces taxes sont payables en équivalent **lari géorgien (GEL)** des montants en **dollar des États-Unis (USD)** indiqués à l'annexe C(GE).

[2] Les taxes sont réduites de 70% lorsque le déposant est l'inventeur, un établissement d'enseignement supérieur ou une institution de recherche scientifique indépendante, et de 90% lorsque le déposant est un étudiant, un élève ou un retraité.

[3] Les taxes sont réduites de 20% pour les demandes déposées électroniquement.

Jusqu'à 30 feuilles de documents de la demande[4] :	Équivalent en GEL de USD	100
Chaque feuille supplémentaire à compter de la 31e[5] :	Équivalent en GEL de USD	3

En outre, l'office a notifié au Bureau international la suppression des informations concernant les conditions d'exemption, réduction ou remboursement de la taxe nationale en conséquence de la suppression de la taxe de détermination de l'état de la technique.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (GE), du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de certaines des composantes de sa taxe nationale, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables à compter du 1er janvier 2024, sont comme suit :

Taxe nationale :

Taxe nationale de base[6] :	CAD	555 (225)[7]
Taxe pour le rétablissement des droits (entrée dans la phase nationale tardive) :	CAD	277

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CA) du *Guide du déposant du PCT*]

[4] Cette taxe doit être payée dans un délai d'un mois à compter de la date de la demande d'ouverture de la phase nationale.

[5] Cette taxe doit être payée dans un délai d'un mois à compter de la date de l'invitation à payer.

[6] Cette taxe doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

[7] Le montant indiqué entre parenthèses s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par une "petite entité". Pour avoir le droit d'acquitter la taxe réduite, le déposant ou son mandataire doit soumettre une déclaration de statut de "petite entité" signée, conformément au paragraphe 44(3) des *Règles canadiennes sur les brevets*, dans le délai applicable à l'article 154(1)(c)(i), 154(2)(a), 154(3)(a)(iii)(A), 154(3)(b)(i)(A) ou 154(3)(b)(ii)(A) des *Règles canadiennes sur les brevets* (la déclaration du statut de "petite entité" adoptera de préférence le libellé de la déclaration figurant à l'annexe CA.II de la phase nationale du *Guide du déposant du PCT*).

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

19 octobre 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

ES Espagne 192

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.2 du PCT : notifications par des offices et le Bureau international en vertu de la règle 82*quater*.2.a)

EP Organisation européenne des brevets 192

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

ES Espagne

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié au Bureau international un changement concernant le dépôt de documents par télécopieur ou par tout autre moyen de communication similaire (règle 92.4 du PCT) – l'office supprimera ses services de télécopie et n'acceptera plus le dépôt de documents par télécopieur ou tout autre moyen similaire, avec effet à compter du 1er janvier 2024.

[Mise à jour de l'annexe B1(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.2.a)

EP Organisation européenne des brevets

Conformément à la règle 82*quater*.2.a) relative à l'excuse de retard dans l'observation de certains délais en raison de l'indisponibilité de moyens de communication électronique au sein d'un office ou d'une organisation, l'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international la période d'indisponibilité suivante de l'un des moyens de communication électronique autorisés au sein de l'office :

– Dépôt en ligne 2.0 : du 3 octobre 2023, 14h30 HEC (heure d'Europe centrale) jusqu'au 5 octobre 2023, 15h52 HEC.

Les déposants qui n'ont pas pu observer un délai selon le PCT en raison de l'indisponibilité du service susmentionné peuvent demander l'excuse de retard dans l'observation de délais en vertu de la règle 82*quater*.2 du PCT selon les conditions applicables, publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 26 novembre 2020, page 254.

Des informations concernant cette indisponibilité ont été publiées sur le site Internet de l'OEB, à l'adresse suivante :

https://www.epo.org/fr/service-support/availability-online-services

et sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/fr/texts/unavailability.html

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

26 octobre 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Offices récepteurs

CN Chine 194

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

OFFICES RÉCEPTEURS

CN Chine

Suite aux notifications publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 29 octobre 2020 (page 223) et du 6 octobre 2022 (page 276), l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)** a notifié au Bureau international une nouvelle prolongation d'un projet pilote entre la CNIPA et l'Office européen des brevets (OEB).

Dans le cadre du projet pilote susmentionné, l'OEB avait été spécifié comme administration chargée de la recherche internationale (ISA) et administration chargée de l'examen préliminaire international (IPEA) compétente pour les demandes internationales déposées en anglais, auprès de la CNIPA ou de l'office récepteur du Bureau international, par les ressortissants de la Chine et les personnes domiciliées dans ce pays, du 1er décembre 2020 jusqu'au 30 novembre 2022, suivi d'une prolongation d'un an du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2023.

En vertu du consensus obtenu par la CNIPA et l'OEB, le projet pilote a encore été prolongé, pour une période de trois ans du 1er décembre 2023 au 30 novembre 2026, pour un maximum de 3.000 demandes internationales par an.

Les conditions de la phase de transition continueront de s'appliquer, selon lesquelles les déposants qui déposent une demande internationale auprès de la CNIPA en tant qu'office récepteur et qui choisissent l'OEB en tant qu'ISA devront payer la taxe de recherche internationale directement à l'OEB, en **euros (EUR)**[1].

En outre, les déposants participant au projet pilote, dont la recherche internationale est effectuée par l'OEB en tant qu'ISA, peuvent toujours déposer une demande d'examen préliminaire international auprès de l'OEB, en sa qualité d'IPEA.

Pour plus de détails, il convient de se référer à :

https://www.epo.org/fr/news-events/news/communique-conjoint-oeb-cnipa-les-deposants-chinois-peuvent-continuer-de-designer (en français) ; et

https://www.cnipa.gov.cn/art/2023/10/13/art_53_187971.html (en chinois).

[Mise à jour de l'annexe C(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Pour une liste des taxes payables à l'OEB en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire, il convient de se référer à l'Accord entre l'Organisation européenne des brevets et le Bureau international de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (disponible à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/docs/agreements/ag-ep.pdf), et aux annexes D(EP), SISA(EP) et E(EP) du *Guide du déposant du PCT*.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

2 novembre 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

HU Hongrie 196
IT Italie 196

Taxes payables en vertu du PCT

IT Italie 196

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.2 du PCT : notifications par des offices et le Bureau international en vertu de la règle 82*quater*.2.a)

IB Bureau international de l'OMPI 197

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

HU Hongrie

L'**Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO)** a notifié au Bureau international que la législation nationale actuelle de la Hongrie permet au déposant qui dépose une demande nationale auprès de l'office de demander qu'une recherche de type international soit effectuée sur cette demande (l'article 15.5) du PCT). La disposition pertinente dans la législation nationale de la Hongrie est l'article 69/B de la *Loi XXXIII de 1995 sur la protection des inventions par brevets*.

[Mise à jour de l'annexe B1(HU) du *Guide du déposant du PCT*]

IT Italie

L'**Office italien des brevets et des marques** a notifié au Bureau international des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par télécopieur ou par tout autre moyen de communication similaire (règle 92.4 du PCT) – depuis le 1er octobre 2023, l'office a supprimé ses services de télécopie et n'accepte plus le dépôt de documents par télécopieur.

De plus, à compter de cette date, tous les types de documents, à l'exception de la demande internationale, peuvent être transmis à l'office par courrier électronique à l'adresse : uibm.pct@mise.gov.it; l'original de tout document transmis par courrier électronique doit être remis dans un délai de deux mois à compter de la date de transmission.

[Mise à jour de l'annexe B1(IT) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IT Italie

L'**Office italien des brevets et des marques** a notifié au Bureau international un nouveau montant du droit de timbre (*imposta di bollo*) pour requête en restauration du droit de priorité, exprimés en **euro (EUR)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur (règle 26*bis*.3.d) du PCT). Ce nouveau montant, applicable depuis le 23 août 2023 pour un dépôt électronique, est de EUR 16. Le montant de EUR 16 payable pour un dépôt sur papier reste inchangé.

[Mise à jour de l'annexe C(IT) du *Guide du déposant du PCT*]

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.2.a)

IB Bureau international de l'OMPI

Conformément à la règle 82*quater*.2.a) relative à l'excuse de retard dans l'observation de certains délais en raison de l'indisponibilité de moyens de communication électronique au sein d'un office ou d'une organisation, le **Bureau international de l'OMPI** notifie par la présente la période d'indisponibilité suivante de l'un des moyens de communication électronique autorisés au sein de l'organisation:

– Système ePCT : 20 octobre 2023, de 17h10 au 19h50 HEC (heure d'été de l'Europe centrale)

Les déposants qui n'ont pas pu observer un délai selon le PCT en raison de l'indisponibilité susmentionnée peuvent demander l'excuse de retard dans l'observation de délais en vertu de la règle 82*quater*.2 du PCT selon les conditions applicables annoncées dans la notification du Bureau international publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 16 juillet 2020 (pages 155 et suivantes).

Des informations concernant cette indisponibilité ont été publiées sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/unavailability.html.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

9 novembre 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

Taxes du PCT – Établissement de nouveaux montants équivalents de taxes 199

Taxes payables en vertu du PCT

IB Bureau international de l'OMPI 200

Offices désignés (ou élus)

ES Espagne 201

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

Taxes du PCT – Établissement de nouveaux montants équivalents de taxes

Suite aux consultations menées par le Directeur général de l'OMPI en octobre 2023, conformément aux directives adoptées par l'Assemblée du PCT[1] et aux règles 15.2.d) et 57.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la **taxe internationale de dépôt** (comprenant la taxe pour chaque feuille à compter de la 31e et les réductions de taxe lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique) et de la **taxe de traitement**, respectivement, ont été établis dans **diverses monnaies**, avec effet au 1er janvier 2024, comme indiqué dans le tableau 1 publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT). Ce tableau indique à la fois les montants équivalents en vigueur actuellement, et, en caractères gras, les nouveaux montants équivalents de ces taxes correspondant aux montants en franc suisse (CHF), indiqués dans le barème de taxes actuel[2].

De plus, conformément à la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents des **taxes de recherche** ont été établis, dans les **monnaies des offices récepteurs**, pour toutes les administrations chargées de la recherche internationale, également avec effet au 1er janvier 2024, comme indiqué dans le tableau 2 publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT). Ce tableau indique à la fois les montants équivalents actuels et, en caractères gras, tout nouveau montant équivalent des taxes de recherche fixé par les administrations chargées de la recherche internationale.

En outre, conformément à la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents des **taxes de recherche supplémentaire** ont été établis en **franc suisse (CHF)**, également avec effet au 1er janvier 2024, pour toutes les administrations indiquées pour la recherche supplémentaire, comme indiqué dans le tableau 3 publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT). Ce tableau indique les montants actuels et les nouveaux montants des taxes de recherche supplémentaire actuellement en vigueur re fixé par les administrations, ainsi que les nouveaux montants équivalents de ces taxes en franc suisse (CHF), avec effet au 1er janvier 2024.

[1] Les Directives de l'Assemblée du PCT relatives à l'établissement de montants équivalents de certaines taxes sont disponibles sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/fees/equivalent_amounts.html

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/rtax.html

[Mise à jour des annexes suivantes du *Guide du déposant du PCT* :

annexes C(AM), ((AP), (AT), (AU), (AZ), (BA), (BG), (BH), (BW), (BY), (BZ), (CA), (CL), (CN), (CR), (CV), (CY), (CZ), (DE), (DJ), (DK), (DO), (EA), (EC), (EE), (EG), (EP), (ES), (FI), (FR), (GB), (GE), (GH), (GR), (HN), (HU), (IB), (IE), (IL), (IN), (IQ), (IS), (IT), (JM), (JO), (JP), (KE), (KG), (KH), (KZ), (LR), (LT), (LU), (LV), (MD), (MT), (MW), (MX), (NI), (NL), (NO), (NZ), (OM), (PA), (PE), (PG), (PH), (PT), (QA), (RO), (RS), (RU), (SA), (SC), (SE), (SG), (SI), (SK), (SV), (SY), (TJ), (TM), (TT), (UA), (UG), (US), (UZ), (WS), (ZA), (ZM), (ZW),

toutes les annexes D,

toutes les annexes SISA,

annexes E(AT), (AU), (CA), (CL), (CN), (EG), (EP), (ES), (FI), (IL), (IN), (JP), (KR), (PH), (RU), (SE), (SG), (UA), (US), (XN) et (XV)]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IB Bureau international de l'OMPI

Aux fins du **Bureau international** agissant en sa qualité d'office récepteur, de nouveaux montants équivalents de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis, avec effet à compter du 1er janvier 2024, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	USD 109
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	USD 55
	Supplément pour expédition par voie aérienne : [Sans changement]

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

ES Espagne

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié au Bureau international un changement relatif aux conditions d'exemption, de réduction ou de remboursement de la taxe nationale, qui sont désormais comme suit :

Des réductions de taxes s'appliquent aux universités publiques espagnoles et aux entrepreneurs. Pour plus d'informations, se référer aux Taxes relatives aux inventions :
https://www.oepm.es/en/tasas-y-precios-publicos/tasas-de-invenciones/

Le remboursement des taxes est disponible si l'ISA était l'Office espagnol des brevets et des marques. Pour plus d'informations, se référer à l'Instruction concernant le remboursement de la taxe relative au rapport de recherche et de la taxe d'examen quant au fond :
https://www.oepm.es/export/sites/portal/comun/documentos_relacionados/PDF/2019_03_06_Reembolso_Tasas_IET_Resolucion.pdf

[Mise à jour du chapitre national, résumé (ES), du *Guide du déposant du PCT*]

Tableau 1 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour la taxe internationale de dépôt et la taxe de traitement (dans les monnaies prescrites)
(applicables au 1er janvier 2024)

Monnaie	Taux de change en franc suisse le 02 octobre 2023	Taxe internationale de dépôt règle 15.2.a)	Taxe pour chaque feuille à compter de la 31e règle 15.2.a)	Réduction pour un dépôt effectué sous forme électronique selon le barème de taxes point 4.a)	 point 4.b)	 point 4.c)	Taxe de traitement règle 57.2.a) Barème de taxes point 3	
Monnaie de référence Franc suisse		1330	15	100	200	300	200	Montant actuel
AUD - Dollar australien		2247	25	n.a	338	507	338	Montant actuel
	0.58488	**2274**	**26**	n.a	**342**	**513**	**342**	**Nouveau montant**
CAD - Dollar canadien		1956	22	n.a	294	441	294	Montant actuel
	0.67204	**1979**	22	n.a	**298**	**446**	**298**	**Nouveau montant**
CNY - Yuan renminbi		10920	120	n.a	1640	2460	1640	Montant actuel *
	0.12525	**10620**	120	n.a	**1600**	**2400**	**1600**	**Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise		10250	120	n.a	1540	2310	1540	Montant actuel
	0.12915	**10300**	120	n.a	**1550**	**2320**	**1550**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1378	16	104	207	311	207	Montant actuel
	0.96331	**1381**	16	104	**208**	311	**208**	**Nouveau montant**
GBP - Livre sterling		1200	14	n.a	181	271	n.a	Montant actuel
	1.11145	**1197**	**13**	n.a	**180**	**270**	n.a	**Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois		518700	5900	n.a	78000	117000	n.a	Montant actuel
	0.00248	**536300**	**6000**	n.a	**80600**	**121000**	n.a	**Nouveau montant**
ILS - Nouveau sheqel israélien		**	**	n.a	**	**	818	Montant actuel
	0.23862	**	**	n.a	**	**	**838**	**Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise		195300	2200	n.a	29400	44100	n.a	Montant actuel
	0.00658	**202100**	**2300**	n.a	**30400**	**45600**	n.a	**Nouveau montant**
JPY - Yen japonais		214200	2400	n.a	n.a	48300	32200	Montant actuel
	0.00611	**217700**	**2500**	n.a	n.a	**49100**	**32700**	**Nouveau montant**
KRW - Won coréen		***	***	n.a	n.a	***	286000	Montant actuel
	0.00067	***	***	n.a	n.a	***	**299000**	**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne		15950	180	n.a	2400	3600	n.a	Montant actuel
	0.08512	**15630**	180	n.a	**2350**	**3520**	n.a	**Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais		2531	29	n.a	381	571	n.a	Montant actuel *
	0.54593	**2436**	**27**	n.a	**366**	**550**	n.a	**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise		15840	180	n.a	2380	3570	2380	Montant actuel
	0.08316	**15990**	180	n.a	**2410**	**3610**	**2410**	**Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour		2052	23	n.a	309	463	309	Montant actuel *
	0.66659	**1995**	23	n.a	**300**	**450**	**300**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1515	17	114	228	342	228	Montant actuel *
	0.91459	**1454**	**16**	**109**	**219**	**328**	**219**	**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain		28990	330	n.a	4360	6540	n.a	Montant actuel
	0.04780	**27820**	**310**	n.a	**4180**	**6280**	n.a	**Nouveau montant**

* Montants applicables à partir du 1er novembre 2023.

** Ces montants, applicables à la date du paiement, correspondent à la contre-valeur en nouveaux sheqels israéliens des montants en dollars des États-Unis indiqués ci-dessus.

*** Ces montants, applicables à la date du paiement, correspondent à la contre-valeur en wons coréens des montants en francs suisses indiqués ci-dessus.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2024)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/AT**		**ISA/AU**		**ISA/BR**			**ISA/CA**		
Monnaie de référence et montant	EUR	1775	AUD	2200	BRL	2525	1685	CAD	1684.12	
Taux de change applicables au 2 octobre 2023	*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*			*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		1713		1302		461	307		1145	Montant actuel
	1.03809	**1710**	*1.70975*	**1287**	*5.50206*	**459**	**306**	*1.48801*	**1132**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1875		1411 [1]		500	334		1226	Montant actuel
	0.94942	**1870**	*1.56372*	**1407**	*5.03213*	**502**	**335**	*1.36092*	**1237**	**Nouveau montant**
EUR - Euro				1345		477	319		1175	Montant actuel
			1.64702	**1336**	*5.30019*	**476**	**318**	*1.43341*	1175	**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien										Montant actuel
										Nouveau montant
DKK - Couronne danoise										Montant actuel
										Nouveau montant
GBP - Livre sterling										Montant actuel
										Nouveau montant
HUF - Forint hongrois										Montant actuel
										Nouveau montant
ISK - Couronne islandaise										Montant actuel
										Nouveau montant
JPY - Yen japonais										Montant actuel
										Nouveau montant
KRW - Won coréen		2572000		1864000						Montant actuel
	0.00070	**2536000**	*0.00115*	**1913000**						**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne										Montant actuel
										Nouveau montant
NZD - Dollar néo-zélandais				2340						Montant actuel
			0.93341	**2357**						**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise										Montant actuel
										Nouveau montant
SGD - Dollar de Singapour		2488		1915 [1]						Montant actuel
	0.69198	**2565**	*1.13970*	**1930**						**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain		36760		26950						Montant actuel
	0.04962	**35770**	*0.08173*	**26920**						**Nouveau montant**

1. Montants applicables à partir du 1er novembre 2023.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2024)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/CL**			**ISA/CN**		**ISA/EA**			**ISA/EG**		**ISA/EP**		
Monnaie de référence et montant	USD	2000	400	300	CNY	2100	RUB	40000	9000	EGP	4000	EUR	1775	
Taux de change applicables au 2 octobre 2023	*Taux de change*				*Taux de change*		*Taux de change*			*Taux de change*		*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		1756 [2]	351 [2]	263 [2]		256 [2]		382	86		114		1713	Montant actuel
	1.09339	**1829**	**366**	**274**	*7.98403*	**263**	*108.10811*	**370**	**83**	*33.78378*	**118**	*1.03809*	**1710**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis						294		416 [3]	94 [3]		132		1875	Montant actuel
					7.30212	**288**	*98.87459*	**405**	**91**	*30.89831*	**129**	*0.94942*	**1870**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1894	379	284		265		387 [2]	87 [2]		121			Montant actuel
	1.05327	**1899**	**380**	**285**	*7.69110*	**273**	*104.14162*	**384**	**86**	*32.54426*	**123**			**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien														Montant actuel
														Nouveau montant
DKK - Couronne danoise													13200	Montant actuel
												0.13407	**13240**	**Nouveau montant**
GBP - Livre sterling													1546	Montant actuel
												1.15378	**1538**	**Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois													690700	Montant actuel
												0.00257	690700	**Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise													255000 [2]	Montant actuel
												0.00683	**259900**	**Nouveau montant**
JPY - Yen japonais													266100	Montant actuel
												0.00634	**280000**	**Nouveau montant**
KRW - Won coréen														Montant actuel
														Nouveau montant
NOK - Couronne norvégienne													19970	Montant actuel
												0.08836	**20090**	**Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais													3064	Montant actuel
												0.56672	**3132**	**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise													20760	Montant actuel
												0.08633	**20560**	**Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour													2488	Montant actuel
												0.69198	**2565**	**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain													36760	Montant actuel
												0.04962	**35770**	**Nouveau montant**

2. Montants applicables à partir du 1er novembre 2023.
3. Montants applicables à partir du 1er décembre 2023.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2024)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/ES**		**ISA/FI**		**ISA/IL**		**ISA/IN**			
Monnaie de référence et montant	EUR	1775	EUR	1775	ILS	3820	INR	10000	2500	
Taux de change applicables au 2 octobre 2023	*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*			
CHF - Franc suisse		1713		1713		934		106 [4]	26 [4]	Montant actuel
	1.03809	**1710**	*1.03809*	**1710**	*4.19076*	**912**	*90.90909*	**110**	**28**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1875		1875		998 [5]		121	30	Montant actuel
	0.94942	**1870**	*0.94942*	**1870**	*3.83283*	**997**	*83.14455*	**120**	30	**Nouveau montant**
EUR - Euro						948		114	28	Montant actuel
					4.03700	**946**	*87.57364*	114	**29**	**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien										Montant actuel
										Nouveau montant
DKK - Couronne danoise										Montant actuel
										Nouveau montant
GBP - Livre sterling										Montant actuel
										Nouveau montant
HUF - Forint hongrois										Montant actuel
										Nouveau montant
ISK - Couronne islandaise										Montant actuel
										Nouveau montant
JPY - Yen japonais								17200	4300	Montant actuel
							0.55545	**18000**	**4500**	**Nouveau montant**
KRW - Won coréen										Montant actuel
										Nouveau montant
NOK - Couronne norvégienne										Montant actuel
										Nouveau montant
NZD - Dollar néo-zélandais										Montant actuel
										Nouveau montant
SEK - Couronne suédoise										Montant actuel
										Nouveau montant
SGD - Dollar de Singapour										Montant actuel
										Nouveau montant
ZAR - Rand sud-africain										Montant actuel
										Nouveau montant

4. Montants applicables à partir du 1er novembre 2023.
5. Montants applicables à partir du 1er décembre 2023.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2024)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/JP**			**ISA/KR**			**ISA/PH**			**ISA/RU**			
Monnaie de référence et montant	JPY	169000	143000	KRW	1200000	450000	USD	600	200	RUB	40000	8500	
Taux de change applicables au 2 octobre 2023	*Taux de change*			*Taux de change*			*Taux de change*			*Taux de change*			
CHF - Franc suisse		1049	888		840	315		527 [6]	176 [6]		382	81	Montant actuel
	163.66612	**1033**	**874**	*1492.53731*	**804**	**302**	*1.09339*	**549**	**183**	*108.10811*	**370**	**79**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1167	988		924	347					416 [7]	88 [7]	Montant actuel
	149.68740	**1129**	**955**	*1365.05970*	**879**	**330**				*98.87459*	**405**	**86**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1127	953		831	312		564	188		387 [6]	82 [6]	Montant actuel
	157.66121	**1072**	**907**	*1437.77612*	**835**	**313**	*1.05327*	**570**	**190**	*104.14162*	**384**	82	**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien					1416	531							Montant actuel
				872.95522	**1375**	**515**							**Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise													Montant actuel
													Nouveau montant
GBP - Livre sterling													Montant actuel
													Nouveau montant
HUF - Forint hongrois													Montant actuel
													Nouveau montant
ISK - Couronne islandaise													Montant actuel
													Nouveau montant
JPY - Yen japonais													Montant actuel
													Nouveau montant
KRW - Won coréen			1287000										Montant actuel
	0.10966		**1304000**										**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne													Montant actuel
													Nouveau montant
NZD - Dollar néo-zélandais					1460	547							Montant actuel
				814.82090	**1473**	**552**							**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise													Montant actuel
													Nouveau montant
SGD - Dollar de Singapour		1563 [6]			1215	456							Montant actuel
	109.09820	**1549**		*994.91045*	**1206**	**452**							**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain													Montant actuel
													Nouveau montant

6. Montants applicables à partir du 1er novembre 2023.
7. Montants applicables à partir du 1er décembre 2023.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2024)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/SE**[8]	**ISA/SG**		**ISA/TR**[9]	**ISA/UA**			
Monnaie de référence et montant	SEK 20760 SEK **20560**	SGD 2240		TRY 32210 TRY **51340**	EUR 300 100			
Taux de change applicables au 2 octobre 2023		*Taux de change*			*Taux de change*			
CHF - Franc suisse	1713 **1710**	*1.50017*	1452 [10] **1493**	1713 **1710**	*1.03809*	289 289	96 96	Montant actuel **Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis	1875 **1870**	*1.37204*	1664 **1633**	1875 **1870**	*0.94942*	317 **316**	106 **105**	Montant actuel **Nouveau montant**
EUR - Euro	1775 1775	*1.44513*	1598 **1550**	1775 1775				Montant actuel **Nouveau montant**
AUD - Dollar australien								Montant actuel **Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise	13200 **13240**							Montant actuel **Nouveau montant**
GBP - Livre sterling								Montant actuel **Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois								Montant actuel **Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise	255000 [10] **259900**							Montant actuel **Nouveau montant**
JPY - Yen japonais		*0.00917*	242200 [10] **244300**					Montant actuel **Nouveau montant**
KRW - Won coréen		*0.00101*	2218000 2218000					Montant actuel **Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne	19970 **20090**							Montant actuel **Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais								Montant actuel **Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise								Montant actuel **Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour								Montant actuel **Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain								Montant actuel **Nouveau montant**

8. Tous les montants figurant dans cette colonne, applicables au 1er janvier 2024, qui seront fixés par l'Office suédois des brevets, sont inclus uniquement pour que ce tableau soit complet.
9. Tous les montants figurant dans cette colonne, applicables au 1er janvier 2024, qui seront fixés par l'Office turc des brevets et des marques, sont inclus uniquement pour que ce tableau soit complet.
10. Montants applicables à partir du 1er novembre 2023.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2024)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/US**				**ISA/XN**[11]	**ISA/XV**		
Monnaie de référence et montant	USD	2180	872	436	DKK 13200 DKK **13240**	EUR	1775	
Taux de change applicables au 2 octobre 2023	*Taux de change*					*Taux de change*		
CHF - Franc suisse	*1.09339*	1914 [12] **1994**	766 [12] **798**	383 [12] **399**	1713 **1710**	*1.03809*	1713 **1710**	Montant actuel **Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis					1875 **1870**	*0.94942*	1875 **1870**	Montant actuel **Nouveau montant**
EUR - Euro	*1.05327*	2064 **2070**	826 **828**	413 **414**	1775 1775			Montant actuel **Nouveau montant**
AUD - Dollar australien								Montant actuel **Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise								Montant actuel **Nouveau montant**
GBP - Livre sterling								Montant actuel **Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois						*0.00257*	690700 690700	Montant actuel **Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise					255000 [12] **259900**			Montant actuel **Nouveau montant**
JPY - Yen japonais								Montant actuel **Nouveau montant**
KRW - Won coréen								Montant actuel **Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne					19970 **20090**			Montant actuel **Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais	*0.59691*	3690 [12] **3652**	1476 [12] **1461**	738 [12] **730**				Montant actuel **Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise					20760 **20560**			Montant actuel **Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour								Montant actuel **Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain	*0.05230*	42250 **41680**	16900 **16670**	8450 **8340**				Montant actuel **Nouveau montant**

11. Tous les montants figurant dans cette colonne, applicables au 1er janvier 2024, qui seront fixés par l'Institut nordique des brevets, sont inclus uniquement pour que ce tableau soit complet.
12. Montants applicables à partir du 1er novembre 2023.

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2024)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/AT**				**ISA/EP**		**ISA/FI**		**ISA/RU**		
Monnaie de référence et montant	EUR	850 [1]	1190 [2]	1700 [3]	EUR	1775	EUR	1775	Équivalent en CHF de roubles russes[4]	11800	18880 [5]
Taux de change applicable au 2 octobre 2023	*Taux de change*				*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*		
CHF - Franc suisse	*1.03809*	**819**	**1146**	**1638**	*1.03809*	**1710**	*1.03809*	**1710**	*108.10811*	**109**	**175**

1. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation en allemand.
2. Pour une recherche portant uniquement sur la documention européenne et nord-américaine.
3. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation minimale prescrite par le PCT.
4. Ce montant fait référence au montant équivalent en francs suisses, aux taux d'échange de la Banque centrale de la Fédération de Russie, applicable à la date du paiement.
5. Cette taxe s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2.a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement).

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2024)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/SE**	**ISA/SG**	**ISA/TR**	**ISA/UA**
Monnaie de référence et montant	SEK 20760	SGD 2240	TRY 500 [6] 32210	EUR 60 [7] 70 [8] 90 [9] 90 [10]
	SEK **20560** [11]		TRY **51340** [12]	
Taux de change applicable au 2 octobre 2023	*Taux de change*		*Taux de change*	
CHF - Franc suisse	**1710** [13]	*1.50017* **1493**	**17** [14] **1710** [14]	*1.03809* **58** **67** **87** **87**

6. Pour une recherche portant uniquement sur les documents en turc dans la documentation de recherche de l'administration.
7. Cette taxe s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2.a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement).
8. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation en russe de l'ex-URSS et la documentation en ukrainien.
9. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation européenne et nord-américaine.
10. Pour une recherche portant sur les documents contenus dans la documentation de recherche de l'administration y compris sur la documentation minimale prescrite par le PCT.
11. Ce nouveau montant de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2024, a été fixé par l'Office suédois des brevets et de l'enregistrement.
12. Ce nouveau montant de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2024, a été fixé par l'Office turc des brevets et des marques.
13. Nouveau montant équivalent en francs suisses de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2024, fixé par l'Office suédois des brevets et de l'enregistrement.
14. Nouveau montant équivalent en francs suisses de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2024, fixé par l'Office turc des brevets et des marques.

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2024)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/XN**			**ISA/XV**		
Monnaie de référence et montant	DKK	4000 [15]	13200	EUR	550 [16]	1775
	DKK		**13240** [17]			
Taux de change applicable au 2 octobre 2023				*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		**517** [18]	**1710** [18]	*1.03809*	**530**	**1710**

15. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation en danois, islandais, norvégien et suédois.
16. Pour une recheche portant uniquement sur la documentation en hongrois, polonais, tchèque et slovaque.
17. Ce montant de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2024, a été fixé par l'Institut nordique des brevets.
18. Nouveau montant équivalent en francs suisses de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2024, fixé par l'Institut nordique des brevets.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

16 novembre 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
FI Finlande 213

Informations sur les États contractants
ES Espagne 214

Taxes payables en vertu du PCT
FI Finlande 214

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs
IB Bureau international de l'OMPI 215

Dépôt sous forme électronique des notifications, communications, éléments de correspondance et autres documents relatifs aux demandes internationales : notifications par le Bureau international
IB Bureau international de l'OMPI 216

Excuse de retard dans l'observation de délais selon la règle 82*quater*.2 du PCT : Notifications par des offices et le Bureau international en vertu de l'instruction 111 des Instructions administratives du PCT
IB Bureau international de l'OMPI 217

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

FI Finlande

Accord entre l'Office finlandais des brevets et de l'enregistrement et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle [1] – Modification de l'annexe D

L'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord.Ces modifications entreront en vigueur le 1er janvier 2024. L'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en euros)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	[Sans changement]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a)	[Sans changement]
Taxes de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a))	[Sans changement]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	650
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	650
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	[Sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 94.1*ter* et 94.2), par page	[Sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/docs/agreements/ag-fi.pdf.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

ES Espagne

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse Internet, qui est désormais comme suit :

Internet : https://www.oepm.es

[Mise à jour de l'annexe B1(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

FI Finlande

L'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international, et applicables à compter du 1er janvier 2024, comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	EUR	650
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	EUR	650

[Mise à jour de l'annexe E(FI) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

IB Bureau international de l'OMPI

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 703.a), 710.b) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, le **Bureau international**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié des changements à apporter à sa notification publiée dans la Gazette du PCT nº 07/2004 du 12 février 2004 (pages 3797 et suivantes), telle que modifiée par les notifications publiées dans la Gazette du PCT nº 43/2005 du 27 octobre 2005 (page 28467), les Notifications Officielles (Gazette du PCT) du 8 mai 2014 (pages 67 et suivantes) et les Notifications Officielles (Gazette du PCT) du 11 février 2021 (pages 23 et suivantes).

En particulier, à compter du 3 octobre 2023, en ce qui concerne les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles, le déposant peut utiliser le Service de continuité des activités ePCT au lieu du Service de chargement d'urgence du PCT.

Par conséquent, depuis le 3 octobre 2023, le point relatif aux procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles au Bureau international en tant qu'office récepteur, dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

> **En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :**
>
> Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès du Bureau international en tant qu'office récepteur, le déposant peut utiliser le Service de continuité des activités ePCT [2], soumettre les documents sur des supports matériels (CD-R ou DVD-R), ou utiliser un autre office récepteur. De plus, le Bureau international en tant qu'office récepteur mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme le courriel ou les notifications sur le site web de l'OMPI, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.
>
> [Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Disponible à l'adresse suivante : https://pctcs.wipo.int/ePCTFiling/

DÉPÔT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES NOTIFICATIONS, COMMUNICATIONS, ÉLÉMENTS DE CORRESPONDANCE ET AUTRES DOCUMENTS RELATIFS AUX DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION PAR LE BUREAU INTERNATIONAL

IB Bureau international de l'OMPI

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 703.a), 710.a), et 713.a) et b) des Instructions administratives du PCT, le **Bureau international** a notifié des changements à apporter à sa notification publiée dans les Notifications Officielles (Gazette du PCT) du 11 février 2021 (pages 23 et suivantes).

En particulier, à compter du 3 octobre 2023, en ce qui concerne les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles, le déposant peut utiliser le Service de continuité des activités ePCT au lieu du Service de chargement d'urgence du PCT.

Par conséquent, depuis le 3 octobre 2023, le point relatif aux procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles au Bureau international, dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

> **En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :**
>
> Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès du Bureau international en tant qu'office récepteur, le déposant peut utiliser le Service de continuité des activités ePCT[3] ou soumettre les documents sur des supports matériels (CD-R ou DVD-R). De plus, le Bureau international, en tant qu'office récepteur, mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme le courriel ou les notifications sur le site web de l'OMPI, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.
>
> [Mise à jour de l'annexe B2(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

[3] Disponible à l'adresse suivante : https://pctcs.wipo.int/ePCTFiling/

EXCUSE DE RETARD DANS L'OBSERVATION DE DÉLAIS SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE L'INSTRUCTION 111 DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

IB Bureau international de l'OMPI

En vertu de la règle 82*quater*.2.a), et conformément à l'instruction 111, alinéas c) et d) des Instructions administratives du PCT, le Bureau international a émis une notification concernant l'excuse des retards dans l'observation des délais en raison de l'indisponibilité des moyens de communication électronique, applicable depuis le 1er juillet 2020. Cette notification a été publiée dans Notifications Officielles (Gazette du PCT) du 16 juillet 2020 (pages 155 et suivantes).

Le Bureau international a apporté quelques modifications à la notification susmentionnée, avec effet au 3 octobre 2023. En particulier, l'un des moyens de communication électronique autorisés au sein du Bureau international mentionnés dans la notification, le service de chargement d'urgence du PCT, a été remplacé par le service de continuité des activités ePCT.

La notification mise à jour est la suivante :

1. Les références au "Bureau international" s'entendent comme incluant le Bureau international en tant qu'office récepteur, le cas échéant.

2. Cette notification s'applique à tout délai fixé dans le Règlement d'exécution du PCT et dans les Instructions administratives du PCT pour lesquels une action doit être effectuée auprès du Bureau international. Elle s'applique également aux délais fixés dans les invitations ou les notifications adressées au déposant par le Bureau international. Elle ne s'applique pas au délai de priorité fixé à l'article 4 de la Convention de Paris.

3. Les moyens de communication électronique autorisés au sein du Bureau international comprennent le système ePCT et le service de continuité des activités ePCT. Tout retard dans l'observation des délais en raison de l'indisponibilité soit du système ePCT, avec ou sans authentification forte, soit du service de continuité des activités ePCT, peut être excusé en vertu de la règle 82*quater*.2.a) du PCT.

4. Les retards dans l'observation des délais peuvent être excusés dans les cas où le système ePCT ou le service de continuité des activités ePCT est indisponible pendant une période continue d'au moins une heure pendant un jour ouvrable du Bureau international.

5. Toute partie intéressée qui souhaite demander au Bureau international une excuse de retard dans l'observation d'un délai en vertu de la règle 82*quater*.2.a) du PCT devrait :

i) présenter au Bureau international une demande indiquant que le délai n'a pas été observé en raison de l'indisponibilité du système ePCT ou du service de continuité des activités ePCT à une période de temps précise, et

ii) fournir la preuve qu'elle a effectué l'action pertinente le jour ouvrable suivant au Bureau international où le système ePCT ou le service de continuité des activités ePCT était à nouveau disponible.

6. Le Bureau international excusera un retard dans l'observation de tout délai visé à l'alinéa 2, si les conditions visées aux alinéas 4 et 5 sont satisfaites et s'il admet que le système ePCT ou le service de continuité des activités ePCT était indisponible plus d'une heure par jour ouvrable pendant la période concernée. Il communiquera sa décision à la partie intéressée au moyen du formulaire PCT/IB/345, ou du formulaire PCT/RO/132 lorsqu'il agit en qualité d'office récepteur.

7. Le Bureau international publiera sur son site Internet les informations relatives à toute indisponibilité du système ePCT ou du service de continuité des activités ePCT.

8. Cette notification mise à jour est entrée en vigueur le 3 octobre 2023.

[Mise à jour de l'annexe B2(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

23 novembre 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
CA Canada 220

Taxes payables en vertu du PCT
CA Canada 221

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

CA Canada

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui entreront en vigueur le 1er janvier 2024, consistent en des changements de montants de plusieurs taxes payables à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international.

Avec effet à partir du 1er janvier 2024, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	**Montant (en dollars canadiens)**
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	2.220
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	2.220
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	1.110
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	1.110
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2) sous forme électronique	
a) pour les 7 premiers mégaoctets, plus	13[2]
b) par tranche de 10 mégaoctets ou partie de celle-ci qui excède les 7 premiers mégaoctets	13[2]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par page (sur papier)	[*sans changement]*

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/docs/agreements/ag-ca.pdf

[2] S'agissant des règles 44.3.b) et 71.2.b), en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, l'Administration fournit gratuitement aux déposants une première copie de tous les documents issus de la littérature non-brevet cités dans le rapport de recherche internationale. La première copie de chaque document issu de la littérature non-brevet cité est fournie gratuitement aux offices désignés ou élus, sur demande. L'Administration, en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international, fournit gratuitement aux déposants et aux offices élus une première copie de tous les documents supplémentaires issus de la littérature non-brevet cités dans le rapport d'examen préliminaire international mais non cités dans le rapport de recherche internationale, sur demande.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale. Ces montants, applicables à partir du 1er janvier 2024, sont comme suit :

Taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT) :	CAD	2.220
Taxe de recherche additionnelle[3] (règle 40.2.a) du PCT) :	CAD	2.220
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b) et 94.1*ter*) sous forme électronique		
(a) pour les 7 premiers mégaoctets, plus :	CAD	13[2]
(b) par tranche de 10 mégaoctets ou partie de celle-ci qui excède les 7 premiers mégaoctets :	CAD	13[2]

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international, également applicables à partir du 1er janvier 2024, comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b) du PCT) :	CAD	1.110
Taxe d'examen préliminaire additionnelle[4] (règle 68.3.a) du PCT) :	CAD	1.110
Taxe pour la délivrance de copies (règles 71.2.b) et 94.2) sous forme électronique		
(a) pour les 7 premiers mégaoctets, plus :	CAD	13[2]
(b) par tranche de 10 mégaoctets ou partie de celle-ci qui excède les 7 premiers mégaoctets :	CAD	13[2]

[Mise à jour de l'annexe E(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

[3] Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.
[4] Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

30 novembre 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Réunions de l'Union internationale de coopération en matière de brevets – Assemblée (cinquante-cinquième session (24e session ordinaire))

Note du Bureau international 223
Modifications du Règlement d'exécution du PCT (dont l'entrée en vigueur est fixée au 1er juillet 2024 et 1er janvier 2026) 223
Nomination d'une nouvelle administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international 224
Modification de l'accord concernant les fonctions de l'office national ukrainien de la propriété intellectuelle en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international 224

Taxes payables en vertu du PCT

PT Portugal 230

Offices désignés (ou élus)

PT Portugal 230

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notifications d'offices et autorités participants

CU Cuba 231

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

RÉUNIONS DE L'UNION INTERNATIONALE DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS – ASSEMBLÉE (CINQUANTE-CINQUIÈME SESSION (24E SESSION ORDINAIRE))

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

À sa cinquante-cinquième session (24e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 6 au 14 juillet 2023 dans le cadre des réunions des Assemblées des États membres de l'OMPI, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a :

– adopté les modifications du Règlement d'exécution du PCT;

– nommé l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP) en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international; et

– approuvé les modifications de l'accord concernant les fonctions de l'office national ukrainien en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international.

Les documents qui ont été établis pour l'assemblée et qui donnent en détail l'historique des décisions qui ont été prises, ainsi que le rapport de la session, sont disponibles sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/meetings/fr/details.jsp?meeting_id=75064

Les changements susmentionnés sont présentés ci-après.

Modifications du Règlement d'exécution du PCT

Les modifications suivantes du Règlement d'exécution du PCT ont été adoptées par l'Assemblée du PCT.

Les modifications qui entreront en vigueur le 1er juillet 2024 sont les suivantes :

– modifications des règles 26 et 29 du PCT concernant la procédure applicable lorsqu'une demande internationale contient des parties dans différentes langues et que toutes les langues sont acceptées par l'office récepteur compétent; et

– modifications du texte français de la règle 82*quater*.3.c), afin de supprimer une incohérence entre les textes anglais et français de cette règle.

Les modifications qui entreront en vigueur le 1er janvier 2026 sont les suivantes :

– modifications des règles 34, 36 et 63 du PCT concernant la définition de la documentation minimale que l'administration chargée de la recherche internationale doit consulter lors de la recherche internationale, et des exigences minimales auxquelles l'administration chargée de la recherche internationale et l'administration chargée de l'examen préliminaire international doivent satisfaire avant de pouvoir être nommées et auxquelles elles doivent continuer de satisfaire tant qu'elles demeurent nommées.

De plus, l'assemblée a adopté l'accord de principe suivant concernant l'interprétation des règles 36.1.ii) et 63.1.ii) :

– "En adoptant les modifications des règles 36.1 et 63.1, qui énoncent les exigences minimales mentionnées aux articles 16.3)c) et 32.3), respectivement, l'assemblée est convenue que, dans le cas d'une organisation intergouvernementale qui a été créée pour assurer la collaboration entre les offices nationaux des États membres de cette organisation intergouvernementale et qui ne délivre pas elle-même de brevets ni ne publie de demandes de brevet, les exigences énoncées aux règles 36.1.ii) et 63.1)ii) pour l'organisation sont que les offices nationaux de ces États mettent à disposition pour consultation, dans le cadre de la documentation minimale, tout brevet délivré et toute demande de brevet publiée par eux et, le cas échéant, par leur(s) prédécesseur(s) en droit."

Nomination de l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP) en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international selon le PCT

– L'Assemblée du PCT a nommé l'Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP) en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international. La nomination entrera en vigueur à partir d'une date qui sera notifiée par l'Office lorsqu'il sera prêt à commencer ses opérations.

Modification de l'accord concernant les fonctions de l'office national ukrainien de la propriété intellectuelle en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international

L'Assemblée du PCT a approuvé les modifications suivantes qu'il était proposé d'apporter à l'accord susmentionné :

– l'autorité gouvernementale ukrainienne responsable du traitement des demandes de brevet n'est plus l'Entreprise d'État dénommée "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle" mais l'Organisme public dénommé "Office national ukrainien pour la propriété intellectuelle et les innovations"; et

– le nom de la partie à l'accord avec le Bureau international a été changé de "Ministère du développement économique et du commerce de l'Ukraine" à "Ministère de l'économie de l'Ukraine".

Le texte complet des règles modifiées est reproduit ci-après.

MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DU PCT
(dont l'entrée en vigueur est fixée au 1er juillet 2024)

Règle 26
Contrôle et correction de certains éléments de la demande internationale auprès de l'office récepteur

26.1 à 26.2*bis* [*Sans changement*]

26.3 *Contrôle des conditions matérielles au sens de l'article 14.1)a)v)*

a) Lorsque la demande internationale est déposée dans une langue de publication, l'office récepteur contrôle

i) la conformité de la demande internationale aux conditions matérielles mentionnées à la règle 11 seulement dans la mesure où ces conditions doivent être remplies aux fins d'une publication internationale raisonnablement uniforme;

ii) la conformité de toute traduction remise en vertu de la règle 12.3 ou 26.3*ter* aux conditions matérielles mentionnées à la règle 11 dans la mesure où ces conditions doivent être remplies aux fins d'une reproduction satisfaisante.

b) Lorsque la demande internationale est déposée dans une langue qui n'est pas une langue de publication, l'office récepteur contrôle

i) la conformité de la demande internationale aux conditions matérielles mentionnées à la règle 11 seulement dans la mesure où ces conditions doivent être remplies aux fins d'une reproduction satisfaisante;

ii) la conformité de toute traduction remise en vertu de la règle 12.3, 12.4 ou 26.3*ter* et des dessins aux conditions matérielles mentionnées à la règle 11 dans la mesure où ces conditions doivent être remplies aux fins d'une publication internationale raisonnablement uniforme.

26.3*bis* [*Sans changement*]

26.3*ter* *Invitation à corriger des irrégularités en vertu de l'article 3.4)i)*

a) Lorsque l'abrégé ou tout texte contenu dans les dessins est déposé dans une langue qui est différente de celle, sous réserve des règles 12.1*bis* et 26.3*ter*.e), de la description et des revendications, l'office récepteur, sauf

i) si une traduction de la demande internationale est exigée en vertu de la règle 12.3.a) ou

ii) si l'abrégé ou le texte contenu dans les dessins est rédigé dans la langue dans laquelle la demande internationale doit être publiée,

invite le déposant à remettre une traduction de l'abrégé ou du texte contenu dans les dessins dans la langue dans laquelle la demande internationale doit être publiée. Les règles 26.1, 26.2, 26.3, 26.3*bis*, 26.5 et 29.1 s'appliquent *mutatis mutandis*.

b) à d) [*Sans changement*]

e) *Lorsque* la description d'une demande internationale est déposée dans une langue différente de celle des revendications, ou lorsque certaines parties de la description ou

certaines parties des revendications sont déposées dans une langue différente de celle du reste de cet élément, et dans la mesure où ces langues sont acceptées par l'office récepteur au titre de la règle 12.1.a), l'office récepteur invite le déposant, le cas échéant, à remettre, dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande internationale par l'office récepteur, une traduction de la description, des revendications ou de toute partie de celles-ci rédigée dans une seule langue qui remplit les conditions ci-après :

i) une des langues indiquées dans la description ou les revendications telles qu'elles ont été déposées;

ii) une langue acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale qui procédera à la recherche internationale; et

iii) la langue dans laquelle la demande internationale doit être publiée.

La règle 12.3.c) à e) s'applique *mutatis mutandis*.

26.4 et 26.5 [*Sans changement*]

Règle 29
Demandes internationales considérées comme retirées

29.1 *Constatations de l'office récepteur*

Si l'office récepteur déclare, conformément à l'article 14.1)b) et à la règle 26.5 (défaut de correction de certaines irrégularités), conformément à l'article 14.3)a) (défaut de paiement des taxes prescrites par la règle 27.1.a)), conformément à l'article 14.4) (constatation ultérieure que les conditions énumérées aux points i) à iii) de l'article 11.1) ne sont pas remplies), conformément à la règle 12.3.d), 12.4.d) ou 26.3*ter* (défaut de remise d'une traduction requise ou, le cas échéant, de paiement d'une taxe pour remise tardive) ou conformément à la règle 92.4.g)i) (défaut de remise de l'original d'un document), que la demande internationale est considérée comme retirée,

i) il transmet au Bureau international l'exemplaire original (si cela n'a pas déjà été fait) et toute correction présentée par le déposant;

ii) il notifie à bref délai cette déclaration au déposant et au Bureau international, et ce dernier la notifie à son tour à chaque office désigné qui a déjà reçu notification de sa désignation;

iii) il ne transmet pas la copie de recherche de la manière prescrite à la règle 23 ou, si une telle copie a déjà été transmise, il notifie cette déclaration à l'administration chargée de la recherche internationale;

iv) le Bureau international n'a pas l'obligation de notifier au déposant la réception de l'exemplaire original;

v) il n'est pas procédé à la publication internationale de la demande internationale si la notification de ladite déclaration transmise par l'office récepteur parvient au Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale.

29.2 à 29.4 [*Sans changement*]

Règle 82*quater*
Excuse de retard dans l'observation de délais et prorogation de délai

82quater.1 [*Sans changement*]

82quater.2 [*Sans changement*]

82quater.3 *Prorogation des délais en raison d'une perturbation générale*

a) et b) [*Sans changement*]

c) La prorogation d'un délai au titre de l'alinéa a) ou b) n'a pas à être prise en considération par tout office désigné ou élu si, au moment où l'information visée à l'alinéa a) ou b) est publiée, le traitement national auprès de cet office a commencé.

MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DU PCT
(dont l'entrée en vigueur est fixée au 1er janvier 2026)

Règle 34
Documentation minimale

34.1 *Définition*

a) Les définitions figurant à l'article 2.i) et ii) ne s'appliquent pas aux fins de la présente règle. Aux fins de la présente règle, les "documents de brevets" comprennent :

i) les demandes internationales publiées;

ii) les brevets régionaux publiés;

iii) les brevets nationaux publiés délivrés par un office national ou son prédécesseur en droit à partir de 1920;

iv) les certificats d'utilité délivrés par la France à partir de 1920;

v) les certificats d'auteur d'invention délivrés par l'ex-Union soviétique; et

vi) les demandes de toute forme de titre de protection visé aux points ii) à v), publiées à partir de 1920.

b) Nonobstant l'alinéa c), la documentation mentionnée à l'article 15.4) ("documentation minimale") consiste en :

i) les "documents de brevets" définis à l'alinéa a), qui ont été mis à disposition par l'office national concerné ou son successeur en droit, ou pour leur compte, ou, le cas échéant, par le Bureau international, conformément aux exigences techniques et d'accessibilité spécifiées dans les instructions administratives et, selon que de besoin, aux dispositions de la règle 36.1)ii); et

ii) tous autres éléments, constituant la littérature autre que celle des brevets, convenus entre les administrations chargées de la recherche internationale et dont la liste est publiée par le Bureau international après le premier accord à leur sujet et après chaque modification.

c) En plus de consulter la documentation requise énoncée à l'alinéa b), l'administration chargée de la recherche internationale doit également consulter, de

préférence, les documents relatifs aux modèles d'utilité comprenant les modèles d'utilité délivrés, et les demandes de modèle d'utilité publiées, à partir de 1920, par un office national ou son prédécesseur en droit, à condition que lesdits documents relatifs aux modèles d'utilité aient été mis à disposition par l'office national concerné ou son successeur en droit, ou pour leur compte, conformément aux exigences techniques et d'accessibilité spécifiées dans les instructions administratives.

d) Chaque office national qui met à disposition ses documents de brevets et, le cas échéant, ses documents relatifs aux modèles d'utilité conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives :

i) en informe le Bureau international en conséquence;

ii) met régulièrement à disposition les documents de brevets et, le cas échéant, les documents relatifs aux modèles d'utilité nouvellement publiés; et

iii) fournit au Bureau international, au moins une fois par an, un fichier d'autorité, détaillant la situation actuelle des documents de brevets et, le cas échéant, des documents relatifs aux modèles d'utilité disponibles, conformément aux instructions administratives.

e) Le Bureau international valide la disponibilité des documents de brevets et des documents relatifs aux modèles d'utilité notifiés conformément à l'alinéa d) et publie dans la Gazette le détail des documents concernés et la date à partir de laquelle ils feront partie de la documentation minimale. Le Bureau international administre un référentiel contenant les fichiers d'autorité visés à l'alinéa d)iii), conformément aux instructions administratives.

f) Lorsqu'une demande est publiée plusieurs fois, chaque administration chargée de la recherche internationale n'a l'obligation de ne conserver dans sa documentation que la première version publiée si aucune des versions publiées ultérieurement ne contient d'éléments supplémentaires.

g) Aux fins de la présente règle, les demandes et les brevets qui ont seulement été mis à la disposition du public pour inspection ne sont pas considérés comme des demandes et des brevets publiés.

Règle 36
Exigences minimales pour les administrations chargées de la recherche internationale

36.1 *Définition des exigences minimales*

Les exigences minimales mentionnées à l'article 16.3.c) sont les suivantes :

i) l'office national ou l'organisation intergouvernementale doit avoir au moins cent employés à plein temps possédant des qualifications techniques suffisantes pour procéder aux recherches dans les domaines techniques sur lesquels la recherche doit porter;

ii) cet office ou cette organisation doit mettre à disposition pour consultation, dans le cadre de la documentation minimale visée à la règle 34, conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives, tout brevet délivré et toute demande de brevet publiée par lui ou par elle et, le cas échéant, par son ou ses prédécesseurs en droit;

iii) cet office ou cette organisation doit avoir en sa possession au moins la documentation minimale de la règle 34, ou maintenir l'accès à cette documentation minimale, aux fins de la recherche conformément aux instructions administratives;

iv) cet office ou cette organisation doit disposer d'un système de gestion de la qualité et de dispositions internes en matière d'évaluation conformément aux règles communes de la recherche internationale;

v) cet office ou cette organisation doit être nommé en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international.

Règle 63
Exigences minimales pour les administrations chargées de l'examen préliminaire international

63.1 *Définition des exigences minimales*

Les exigences minimales mentionnées à l'article 32.3) sont les suivantes :

i) l'office national ou l'organisation intergouvernementale doit avoir au moins cent employés à plein temps possédant des qualifications techniques suffisantes pour procéder aux examens dans les domaines techniques sur lesquels l'examen doit porter;

ii) cet office ou cette organisation doit mettre à disposition pour consultation, dans le cadre de la documentation minimale visée à la règle 34, conformément aux exigences spécifiées dans les instructions administratives, tout brevet délivré et toute demande de brevet publiée par lui ou par elle et, le cas échéant, par son ou ses prédécesseurs en droit;

iii) cet office ou cette organisation doit avoir en sa possession au moins la documentation minimale de la règle 34 disposée d'une manière adéquate aux fins de l'examen;

iv) cet office ou cette organisation doit disposer d'un système de gestion de la qualité et de dispositions internes en matière d'évaluation conformément aux règles communes de l'examen préliminaire international;

v) cet office ou cette organisation doit être nommé en qualité d'administration chargée de la recherche internationale.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

PT Portugal

L'**Institut national de la propriété industrielle (Portugal)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur, et applicables depuis le 1er juillet 2023, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	EUR	11,80	(en ligne)
	EUR	23,59	(sur papier)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	EUR	17,70	(copie électronique)
	EUR	47,16	(copie papier)
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	EUR	176,88	(formulaire déposé en ligne)
	EUR	353,76	(formulaire déposé sur papier)

[Mise à jour de l'annexe C(PT) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

PT Portugal

L'**Institut national de la propriété industrielle (Portugal)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe nationale de dépôt, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, également applicables depuis le 1er juillet 2023, sont comme suit :

Taxe nationale[1] :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt[2] :	EUR	58,97	(en ligne)
	EUR	117,94	(sur papier)

Pour un modèle d'utilité

Taxe de dépôt[2] :	EUR	58,97	(en ligne)
	EUR	117,94	(sur papier)

[Mise à jour du chapitre national, résumé (PT), du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, il peut encore payer la taxe dans un délai d'un mois à compter de l'expiration du délai applicable, sous réserve du paiement d'une surtaxe égale à 50% de la taxe de dépôt.

[2] Le montant de la taxe de dépôt comprend la publication et l'examen.

En outre, l'office a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe pour une requête en restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2.d) du PCT), exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables depuis le 1er juillet 2023, sont de EUR 176,88 lorsque le formulaire est déposé en ligne et de EUR 353,76 lorsque le formulaire est déposé sur papier.

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATIONS D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Dans le cadre du Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS") établi par le Bureau international, tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés, est en mesure de participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT). Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html

CU Cuba

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, l'**Office cubain de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant et office ayant accès, avec effet à compter du 1er janvier 2024[3].

[Mise à jour de l'annexe B(CU) du *Guide du déposant du PCT*]

[3] Pour plus de détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/das/fr/participating_offices/details.jsp?id=12897

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

7 décembre 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

IL Israël 233

Informations sur les États contractants

RO Roumanie 234
UA Ukraine 234

Taxes payables en vertu du PCT

CA Canada 234
IB Bureau international de l'OMPI 234
IL Israël 235

Offices récepteurs

NG/IB Nigéria / Bureau international de l'OMPI 236

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

IL Israël

Accord entre le Gouvernement d'Israël et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office des brevets d'Israël** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications entreront en vigueur le 1er mars 2024.

Avec effet à compter du 1er mars 2024, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en nouveau shekel israélien)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	3.962
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	3.962
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	1.698
Taxe pour paiement tardif de la taxe d'examen préliminaire	montant prévu par la règle 58*bis*.2
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	1.698
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	509
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par document	49

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/docs/agreements/ag-il.pdf

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

RO Roumanie

L'**Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse de courrier électronique, qui est désormais comme suit :

Courrier électronique : office@osim.gov.ro

[Mise à jour de l'annexe B(RO) du *Guide du déposant du PCT*]

UA Ukraine

L'**organisme public dénommé "Office national ukrainien pour la propriété intellectuelle et les innovations" (UANIPIO)** a notifié au Bureau international un changement relatif à l'adresse de son siège et à son adresse postale, qui sont désormais les suivantes :

Siège et adresse postale : 1, Dmytra Hodzenka Street
Kyiv 01601
Ukraine

[Mise à jour de l'annexe B(UA) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CA Canada

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)**, et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ces montants, applicables à compter du 1er janvier 2024, sont de CHF 1.492, EUR 1.549, et USD 1.631, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

IB Bureau international de l'OMPI

De nouveaux montants équivalents de taxes, exprimés en **euro (EUR)** et payables au **Bureau international** en tant qu'office récepteur, ont été établis avec effet depuis 1er janvier 2023, comme suit :

Taxe de transmission
(règle 14 du PCT) : EUR 104

Taxe pour le document de priorité
(règle 17.1.b) du PCT) : EUR 52
Supplément pour expédition par
voie aérienne : [Sans changement]

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

L'**Office des brevets d'Israël** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de transmission, applicable à compter du 1er janvier 2024, et un nouveau montant de la taxe pour le document de priorité, applicable à compter du 1er mars 2024, tous deux exprimés en **nouveau shekel israélien (ILS)** et payables à l'office en sa qualité d'office récepteur, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	ILS	618
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	ILS	98

[Mise à jour de l'annexe C(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau shekel israélien (ILS)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et applicables à compter du 1er mars 2024, comme suit :

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) :	ILS	3.962
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) :	ILS	3.962
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.1.c) du PCT) :	ILS	509
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b) et 94.1*ter*), par document :	ILS	49

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau shekel israélien (ILS)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international et applicables à compter du 1er mars 2024, comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b) du PCT) :	ILS	1.698
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3.a) du PCT) :	ILS	1.698
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.2 du PCT) :	ILS	509
Taxe pour la délivrance de copies (règles 71.2.b) et 94.2), par document :	ILS	49

[Mise à jour de l'annexe E(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

Enfin, l'Office a également notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe nationale de dépôt, exprimé en **nouveau shekel israélien (ILS)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce montant, applicable à compter du 1er janvier 2024, est de ILS 2.264[2].

[Mise à jour du chapitre national, résumé (IL) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

NG Nigéria
IB Bureau international de l'OMPI

Le **Registre des brevets et dessins et modèles, département du droit commercial (Nigéria)** a spécifié l'Office autrichien des brevets, en plus de l'Office australien des brevets, de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada et de l'Office européen des brevets (OEB), en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées par les ressortissants du Nigéria et les personnes domiciliées dans ce pays auprès du Bureau international en tant qu'office récepteur, avec effet depuis le 1er décembre 2023.

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Cette taxe est réduite de 40% pour les demandes déposées en premier lieu en Israël par un déposant qui est une personne physique ou une entreprise dont le chiffre d'affaires a été inférieur à ILS 10 millions au cours de la dernière année civile.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

14 décembre 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

KP République populaire démocratique de Corée 238

Taxes payables en vertu du PCT

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 239
RU Fédération de Russie 239

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes

Calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes 239

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

KP République populaire démocratique de Corée

L'**Office des inventions de la République populaire démocratique de Corée** a notifié au Bureau international des changements relatifs au nom de l'office, ainsi qu'à son siège et adresse postale, à son numéro de téléphone et à son adresse de courrier électronique, qui sont désormais les suivants :

Nom de l'office :	Administration de la propriété intellectuelle (IPA) de la République populaire démocratique de Corée
Siège et adresse postale :	Kinmaul Dong No.1, Bipa Street Moranbong District, Pyongyang République populaire démocratique de Corée
Téléphone :	(850-2) 18111/999 (ext. 381-8433)
Courrier électronique :	ipa817@star-co.net.kp

De plus, l'office a notifié au Bureau international des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par télécopieur ou par tout autre moyen de communication similaire (règle 92.4 du PCT) : l'office a supprimé ses services de télécopie et n'accepte plus le dépôt de documents par télécopieur.

[Mise à jour de l'annexe B(KP) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2024, sont de EUR 91 et USD 99 pour des recherches effectuées en russe, et de EUR 406 et USD 441 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2024, sont de EUR 86 et USD 94 pour des recherches effectuées en russe, et de EUR 406 et USD 441 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : CALENDRIER COMMUN POUR LES LISTES DE TAXES ET LES TRANSFERTS DE TAXES

Depuis le 1er juillet 2020, tout office récepteur du PCT ("RO"), toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), toute administration indiquée pour la recherche internationale supplémentaire ("SISA"), ou toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA") peut participer, en tant "qu'office participant", au mécanisme d'échange de taxes du PCT d'un office (ci-après dénommé "office percepteur") à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire") par l'intermédiaire du Bureau international ("IB") aux fins du PCT (le "service de transfert de taxes de l'OMPI"), en vertu de la règle 96.2 du PCT et conformément aux dispositions énoncées dans l'annexe G des Instructions administratives du PCT.

Calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes

Suite aux consultations tenues avec des offices participants, conformément au paragraphe 8, partie II.2 de l'annexe G des Instructions administratives du PCT, un calendrier commun a été établi pour l'année 2024, précisant les dernières dates auxquelles, chaque mois, un office percepteur participant doit établir et transmettre au Bureau international des informations relatives aux transferts de taxes; et selon lesquelles les listes de taxes à transférer, ainsi que les montants de taxes indiqués dans lesdites listes, doivent être établis et transmis vers, ou par, le Bureau international.

Le calendrier commun établi pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2024 est comme suit :

Cycle	Mois civil (2024)	Mois considéré pour le service de transfert des taxes du PCT (période de facturation)	Service de transfert des taxes	Date limite pour la communication des documents au Bureau international (12h00 CET)	Date de valeur limite de paiement de l'office récepteur	Rapports sur les états financiers du service de transfert des taxes du PCT	Date de règlement du service de transfert des taxes du PCT
1	janvier	déc. 2023	Taxe PCT/ISA	lundi 22-jan-2024	mardi 23-jan-2024	vendredi 26-jan-2024	lundi 29-jan-2024
2	février	jan. 2024	Taxe PCT/ISA	mercredi 21-fév-2024	jeudi 22-fév-2024	lundi 26-fév-2024	jeudi 29-fév-2024
3	mars	fév. 2024	Taxe PCT/ISA	jeudi 21-mar-2024	vendredi 22-mar-2024	mardi 26-mar-2024	vendredi 29-mar-2024
4	avril	mars 2024	Taxe PCT/ISA	lundi 22-avr-2024	mardi 23-avr-2024	vendredi 26-avr-2024	lundi 29-avr-2024
5	mai	avr. 2024	Taxe PCT/ISA	jeudi 23-mai-2024	vendredi 24-mai-2024	lundi 27-mai-2024	jeudi 30-mai-2024
6	juin	mai 2024	Taxe PCT/ISA	jeudi 20-juin-2024	vendredi 21-juin-2024	lundi 24-juin-2024	jeudi 27-juin-2024
7	juillet	juin 2024	Taxe PCT/ISA	mercredi 24-juil-2024	jeudi 25-juil-2024	lundi 29-juil-2024	mercredi 31-juil-2024
8	août	juillet 2024	Taxe PCT/ISA	jeudi 22-août-2024	vendredi 23-août-2024	lundi 26-août-2024	jeudi 29-août-2024
9	septembre	août 2024	Taxe PCT/ISA	lundi 23-sep-2024	mardi 24-sep-2024	jeudi 26-sep-2024	lundi 30-sep-2024
10	octobre	sept. 2024	Taxe PCT/ISA	lundi 21-oct-2024	mardi 22-oct-2024	jeudi 24-oct-2024	lundi 28-oct-2024
11	novembre	oct. 2024	Taxe PCT/ISA	jeudi 21-nov-2024	vendredi 22-nov-2024	lundi 25-nov-2024	vendredi 29-nov-2024
12	décembre	nov. 2024	Taxe PCT/ISA	vendredi 13-déc-2024	lundi 16-déc-2024	mercredi 18-déc-2024	vendredi 20-déc-2024

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

21 décembre 2023

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

XV Institut des brevets de Visegrad 242

Informations sur les États contractants

MX Mexique 243
PH Philippines 243

Bureau international

Jours chômés 244

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

XV Institut des brevets de Visegrad

Accord entre l'Institut des brevets de Visegrad et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Institut des brevets de Visegrad (VPI)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.2) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à l'annexe D de cet accord. Ces modifications entreront en vigueur le 1er janvier 2024.

Avec effet à compter du 1er janvier 2024, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en euros)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	[Sans changement]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	[Sans changement]
Taxe de recherche de type international	
si la recherche est effectuée dans une demande nationale HU, PL, SK	600
si la recherche est effectuée dans une autre demande nationale	800
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a)), recherche intégrale	[Sans changement]
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a)) pour les recherches effectuées uniquement dans les documents rédigés en tchèque, hongrois, polonais et slovaque figurant dans la collection de l'Administration	[Sans changement]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	[Sans changement]
Taxe pour paiement tardif de la taxe d'examen préliminaire	[Sans changement]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	[Sans changement]
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	[Sans changement]
Taxe de réexamen (règle 45*bis*.6.c))	[Sans changement]
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	[Sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par page	[Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/docs/agreements/ag-xv.pdf

Partie II. Conditions et limites des remboursements ou des réductions de taxes

1) et 2) [Sans changement]

3) Lorsque l'Administration peut utiliser les résultats d'une recherche antérieure effectuée par l'un des offices nationaux des États contractants, elle rembourse 40% du montant de la taxe de recherche acquittée. Lorsque l'Administration peut utiliser les résultats d'un rapport d'une recherche antérieure ou d'un rapport de recherche de type international, elle rembourse 50% du montant de la taxe de recherche acquittée. La taxe de recherche acquittée n'est ni intégralement remboursée, ni ne fait l'objet d'une suppression ou d'une réduction.

4) à 7) [Sans changement]

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

MX Mexique

L'**Institut mexicain de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international qu'il n'est pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles du lundi 18 décembre 2023 au mardi 2 janvier 2024 inclus.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5 du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale doit parvenir à l'office expire un des jours précités, ce délai prend fin le jour ouvrable suivant, le mercredi 3 janvier 2024.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

PH Philippines

L'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** a notifié au Bureau international qu'il n'est pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles aux dates suivantes :

– le vendredi 15 décembre 2023 ;
– du mercredi 20 décembre 2023 au vendredi 22 décembre 2023 inclus ; et
– du mardi 26 décembre 2023 au vendredi 29 décembre 2023 inclus.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5 du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale doit parvenir à l'office expire à un des jours précités, ce délai prend fin le premier jour ouvrable suivant où l'office rouvre au public pour traiter d'affaires officielles.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

BUREAU INTERNATIONAL

Jours chômés

Aux fins du calcul des délais selon la règle 80.5(i) du PCT, il convient de noter que, pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2024, le **Bureau international ne sera pas ouvert** au public, pour traiter d'affaires officielles, les jours suivants :

tous les samedis et dimanches, et
le 1er janvier 2024,
le 29 mars 2024,
le 1er avril 2024,
le 9 mai 2024,
le 1er août 2024,
le 5 septembre 2024, et
les 25 et 31 décembre 2024.

Il est important de noter que les jours susmentionnés concernent **le Bureau international exclusivement** et **non pas** les offices nationaux ni d'autres organisations intergouvernementales. Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture du Bureau international sont disponibles à l'adresse suivante :

https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/ClosedDates.xhtml?lang=fr

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

13 janvier 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

TT Trinité-et-Tobago 4

Taxes payables en vertu du PCT

HU Hongrie 4
US États-Unis d'Amérique 5
ZA Afrique du Sud 5

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : transferts de taxes effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT

Liste des transferts de taxes du PCT effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle 7
AT Autriche 7
AU Australie 7
AZ Azerbaïdjan 8
BG Bulgarie 8
BR Brésil 8
BY Bélarus 9
CA Canada 9
CH Suisse 9
CL Chili 9
CN Chine 10
CO Colombie 10
CR Costa Rica 10
CU Cuba 10

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

CZ	Tchéquie	10
DE	Allemagne	11
DK	Danemark	11
DO	République dominicaine	11
EA	Office eurasien des brevets	11
EE	Estonie	11
EG	Égypte	12
EP	Organisation européenne des brevets	12
ES	Espagne	13
FI	Finlande	13
FR	France	13
GB	Royaume-Uni	13
GE	Géorgie	14
GR	Grèce	14
HR	Croatie	14
HU	Hongrie	14
IB	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	14
ID	Indonésie	14
IE	Irlande	15
IL	Israël	15
IN	Inde	15
IR	République islamique d’Iran	15
IS	Islande	16
IT	Italie	16
JO	Jordanie	16
JP	Japon	16
KE	Kenya	17
KR	République de Corée	17
KZ	Kazakhstan	17
LV	Lettonie	17
MA	Maroc	17
MD	République de Moldova	18
ME	Monténégro	18
MX	Mexique	18
MY	Malaisie	18
NI	Nicaragua	18
NO	Norvège	18
NZ	Nouvelle-Zélande	19
OA	Organisation africaine de la propriété intellectuelle	19
OM	Oman	19
PE	Pérou	19
PH	Philippines	20
PL	Pologne	20
PT	Portugal	20
QA	Qatar	20
RO	Roumanie	20
RS	Serbie	20
RU	Fédération de Russie	21
SA	Arabie saoudite	21
SD	Soudan	21
SE	Suède	22

SG	Singapour	22
SI	Slovénie	22
SK	Slovaquie	22
TN	Tunisie	23
TR	Turquie	23
TT	Trinité-et-Tobago	23
UA	Ukraine	24
UG	Ouganda	24
US	États-Unis d’Amérique	24
VN	Viet Nam	24
XN	Institut nordique des brevets	25
ZA	Afrique du Sud	25

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

TT Trinité-et-Tobago

L'**Office de la propriété intellectuelle, Ministère du procureur général et des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago)** a notifié au Bureau international que le nom correct de l'office est le suivant :

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle, Office du procureur général et Ministère des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago)

[Mise à jour de l'annexe B1(TT) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

HU Hongrie

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **forint hongrois (HUF)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	HUF	468.300
Taxe par feuille à compter de la 31e :	HUF	5.300
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	HUF	70.400
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	HUF	105.600

[Mise à jour de l'annexe C(HU) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2022, sont de ZAR 34.760 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, de ZAR 17.380 pour une petite entité et ZAR 8.690 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

ZA Afrique du Sud

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er mars 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	ZAR	22.950
Taxe par feuille à compter de la 31e :	ZAR	260
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	ZAR	3.450
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	ZAR	5.180

[Mise à jour de l'annexe C(ZA) du *Guide du déposant du PCT*]

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : TRANSFERTS DE TAXES DU PCT EFFECTUÉS DANS LE CADRE DU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI AUX FINS DU PCT

Depuis le 1er juillet 2020[1], tout office récepteur du PCT ("RO"), toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), toute administration chargée de la recherche internationale supplémentaire ("SISA"), ou toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA") peut participer, en tant "qu'office participant", au mécanisme d'échange de taxes du PCT d'un office (ci-après dénommé "office percepteur") à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire") par l'intermédiaire du Bureau international ("IB") aux fins du PCT (le "service de transfert de taxes de l'OMPI"), en vertu de la règle 96.2 du PCT et conformément aux dispositions énoncées dans l'annexe G des Instructions administratives du PCT.

Un office participant au Service de transfert de taxes de l'OMPI en tant qu'office percepteur peut transférer les taxes et différences y relatives suivantes, conformément à l'annexe G des instructions administratives :

- **la taxe internationale de dépôt** (règle 15.2.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit du Bureau international;
- **la taxe de recherche** (règle 16.1.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit d'un office participant en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale;
- **la taxe de recherche supplémentaire** (règle 45*bis*.3.b)) perçue par le Bureau international au profit d'un office participant en sa qualité d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire;
- **la taxe de traitement** (règle 57.2.c) ou d)) perçue par une administration chargée de l'examen préliminaire international au profit du Bureau international; et
- **la différence en ce qui concerne la taxe de recherche** (règle 16.1.e)) perçue par l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale dans une monnaie autre que la monnaie fixée[2].

De plus, conformément à l'annexe G, partie II, paragraphe 3 des instructions administratives, le transfert des taxes et différences susmentionnées, par l'office percepteur au Bureau international, aux fins de son transfert ultérieur à l'office bénéficiaire, est réputé constituer le transfert desdites taxes conformément à la règle applicable, et ne doit pas être considéré comme un paiement de l'office percepteur à un tiers.

---

1 Pour plus de détails, il convient de se référer au rapport de la cinquante et unième session (22e session ordinaire) de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT), disponible sur le site web de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/pct_a_51/pct_a_51_4.pdf

2 En ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé la taxe de recherche, applicable lorsque le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé.

Liste des transferts de taxes du PCT effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI

Conformément à l'annexe G, partie II.1, paragraphe 7 des Instructions administratives du PCT, la liste des transferts de taxes du PCT qui font partie du Service de transfert de taxes de l'OMPI, pour chaque office participant[3], au **31 décembre 2021** (inclus), est comme suit :

	Transferts de taxes du PCT				
	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, SE	n/a	n/a	n/a
AT Office autrichien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AP, BR, CO, CU, EG, GE, IB, IN, JO, KE, KR, MA, MX, OA, OM, PE, SG, TT, UG, VN, ZA	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en EUR par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/AT* (BH, DJ, DZ, GH, KP, LR, LS, LY, SY, ZM, ZW)

[3] Les lignes relatives aux offices participants ayant un accord avec le Bureau international de l'OMPI en ce qui concerne le fonctionnement en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* sont identifiées par une teinte gris clair.

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
AU Office australien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/KR en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, IN, JO, KE, KR, MY, NZ, OM, SG, US, VN, ZA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en AUD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/AU* (BZ)
AZ Agence de la propriété intellectuelle de la République d'Azerbaïdjan	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
BG Office des brevets de la République de Bulgarie	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
BR Institut national de la propriété industrielle (Brésil)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, SE, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/CO, PE	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en USD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/BR* (PA)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
BY Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
CA Office de la propriété intellectuelle du Canada	RO percepteur	en tant que RO percepteur : n/a en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, SA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en CAD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/CA* (BZ)
CH Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
CL Institut national de la propriété industrielle (Chili)	Office percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, ES, KR, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/CO, CR, CU, DO, IB, MX, PE, TT	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en USD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/CL* (EC, PA, SV)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
CN Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)	Office percepteur	en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, KE	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en CNY par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/CN* (GH, KH, KP, LR, TH, ZW)
CO Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, BR, CL, EP, ES, KR, RU	n/a	n/a	n/a
CR Registre de la propriété intellectuelle (Costa Rica)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CL, EP, ES	n/a	n/a	n/a
CU Office cubain de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, BR, CL, EP, ES, RU	n/a	n/a	n/a
CZ Office de la propriété industrielle de la République tchèque	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
DE Office allemand des brevets et des marques	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
DK Office danois des brevets et des marques	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche pour* ISA/EP, SE, XN	n/a	n/a	n/a
DO Office national de la propriété industrielle (République dominicaine)	RO percepteur	RO percepteur : *perçois taxes de recherche perçues pour* ISA/CL, EP, ES, US	n/a	n/a	n/a
EA Office eurasien des brevets (OEAB)	RO percepteur	RO percepteur : *perçois taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
EE Office estonien des brevets	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
EG Office égyptien des brevets	Office percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, US en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, OM, QA, SA, SD	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en EGP par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/EG* (DJ, SY)
EP Office européen des brevets (OEB)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : (n/a) en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AP, AT, AZ, BG, BR, CH, CL, CO, CR, CU, CZ, DE, DK, DO, EE, EG, ES, FI, FR, GB, GE, GR, HR, HU, IB, IE, IL, IN, IR, IS, IT, JO, JP, KE, KZ, LV, MA, MD, ME, MX, MY, NI, NO, NZ, OA, OM, PE, PH, PL, PT, QA, RO, RS, RU, SA, SD, SE, SG, SI, SK, TN, TR, TT, UG, US, VN, ZA	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en EUR par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/EP* (AL, AM, BA. BH, BN, BW, BZ, CN, CY, DJ, DZ, EA, EC, GH, HN, HR, ID, KG, KH, KN, LR, LS, LT, LU, LY, MK, MN, MT, MW, NL, PA, RW, SC, SV, SY, TH, TJ, TM, UA, UZ, WS, ZW)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
ES Office espagnol des brevets et des marques	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/CL, CO, CR, CU, DO, IB, MX, NI, PE	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en EUR par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/ES* (EC, HN, PA, SV)
FI Office finlandais des brevets et de l'enregistre-ment (PRH)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice*)*	ISA bénéficiaire : n/a *(spécifié uniquement par le RO/FI participant)*
FR Institut national de la propriété industrielle (INPI) (France)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
GB Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
GE Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, IL, RU, US	n/a	n/a	n/a
GR Organisation de la propriété industrielle (OBI) (Grèce)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
HR Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
HU Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
IB Bureau international de l'OMPI (en tant qu'office récepteur)	RO percepteur	RO percepteur : taxes de recherches perçues pour toutes ISA, perçues des déposants ayant déposé leur demande auprès de RO/IB	n/a	n/a	n/a
ID Direction générale de la propriété intellectuelle (Indonésie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, JP, KR, RU, SG	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
IE Office de la propriété intellectuelle d'Irlande	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
IL Office des brevets d'Israël	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/GE, IB, US	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en USD par l'intermédiaire du service*
IN Office indien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, JP, SE, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *(ne participe pas encore en tant qu'ISA)*	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en INR*
IR Centre de propriété intellectuelle (République islamique d'Iran)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, IN, RU	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
IS Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE, XN	n/a	n/a	n/a
IT Office italien des brevets et des marques	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
JO Direction de la protection de la propriété industrielle, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'approvisionne-ment (Jordanie)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, US	n/a	n/a	n/a
JP Office des brevets du Japon (JPO)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, IN, SG en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, IN, KR, MY, PH, SG, US, VN	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en JPY par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/JP* (BN, ID, KH, TH)

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
KE Institut kényan de la propriété industrielle	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, CN, EP, SE	n/a	n/a	n/a
KR Office coréen de la propriété intellectuelle	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, JP, SG en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit taxes de recherche transférées de* RO/AU, CL, CO, MX, MY, NZ, PE, PH, SA, SG, US, VN	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en KRW par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/KR* (BN, ID, KH, MN, TH)
KZ Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
LV Office letton des brevets	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
MA Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, RU, SE	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
MD Division de la propriété intellectuelle, Direction de l'expansion économique (Monaco)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
ME Ministère du développement économique, Département de la propriété intellectuelle (Monténégro)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
MX Institut mexicain de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, CL, EP, ES, KR, SE, SG, US	n/a	n/a	n/a
MY Société de propriété intellectuelle de Malaisie	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, JP, KR	n/a	n/a	n/a
NI Registre de la propriété intellectuelle (Nicaragua)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, ES	n/a	n/a	n/a
NO Office norvégien de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE, XN	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
NZ Office de la propriété intellectuelle de la Nouvelle-Zélande (IPONZ)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, KR, US	n/a	n/a	n/a
OA Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, RU, SE	n/a	n/a	n/a
OM Département de la propriété intellectuelle, Ministère du commerce et de l'industrie (Oman)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EG, EP, US	n/a	n/a	n/a
PE Institut national de défense de la concurrence et de la protection de la propriété intellectuelle (Pérou)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, BR, CL, EP, ES, KR, US	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
PH Office de la propriété intellectuelle des Philippines	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, JP, KR, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *taxes de recherche perçues pour* ISA/IB	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : n/a *(spécifié uniquement par le RO/FI participant)*
PL Office des brevets de la République de Pologne	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
PT Institut national de la propriété industrielle (Portugal)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
QA Département de la propriété intellectuelle (Qatar)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, US	n/a	n/a	n/a
RO Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
RS Office de la propriété intellectuelle (Serbie)	RO percepteur	RO percepteur : *perçoit les taxes de recherche pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
RU Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AZ, BG, BY, CO, CU, GE, IB, IR, KZ, LV, MA, MD, OA, RO, SA, US, VN	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en RUB par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/RU* (AM, EA, ID, KG, KP, LT, MN, SY, TJ, TM, UA, UZ, ZW)
SA Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/CA, EG, EP, KR, RU, SG, US	n/a	n/a	n/a
SD Directeur général de l'enregistrement, Département de la propriété intellectuelle (Soudan)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EG, EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
SE Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, XN en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/BAP, R, DK, FI, IB, IN, IS, KE, MA, MX, NO, OA, TT, VN	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en SEK par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/SE* (GH, LR, ZM)
SG Office de la propriété intellectuelle de Singapour	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, JP, KR en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/JP, KR, MX, SA, UG, US, VN	SISA bénéficiaire	IPEA percepteur	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en SGD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/SG* (BN, ID, KH, TH)
SI Office slovène de la propriété intellectuelle	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
SK Office de la propriété industrielle de la République slovaque	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
TN Institut national de la normalisation et de la propriété industrielle (INNORPI) (Tunisie)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
TR Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire : *taxes de recherche transférées de* RO/IB	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : n/a (*spécifié uniquement par le RO/TR participant)*
TT Office de la propriété intellectuelle, Office du procureur général etMinistère des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, CL, EP, SE, US	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
UA Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)"	Office percepteur	en tant que RO percepteur : *(ne participe pas encore en tant que RO)* en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en USD par l'intermédiaire du service (spécifié uniquement par le RO/UA non-participant)*
UG Bureau des services de l'enregistrement de l'Ouganda (URSB)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, SG	n/a	n/a	n/a
US Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, IL, JP, KR, RU, SG en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/BR, CL, DO, EG, GE, IB, IL, IN, JO, MX, NZ, OM, PE, PH, QA, SA, TT, ZA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en USD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/US* (BN, KN, PA, TH)
VN Office de la propriété intellectuelle du Viet Nam (IP Viet Nam)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, JP, KR, SG, SE, RU	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
XN Institut nordique des brevets	n/a	en tant que RO percepteur : (n/a) en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/DK, IB, IS, NO, SE	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en DKK par l'intermédiaire du service*
ZA Commission pour les sociétés et la propriété intellectuelle (CIPC) (Afrique du Sud)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour for* ISA/AT, AU, EP, US	n/a	n/a	n/a

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

20 janvier 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

DZ Algérie 27

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 27
DZ Algérie 27
ES Espagne 28
IL Israël 28

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

DZ Algérie

L'**Institut national algérien de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son numéro de téléphone et à son adresse de courrier électronique, comme suit :

Téléphone : (213-21) 73 59 39

Courrier électronique : e-pct@inapi.org

De plus, l'office a notifié qu'il accepterait que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT), à condition que l'entreprise d'acheminement soit installée en Algérie.

[Mise à jour de l'annexe C(DZ) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF),** ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2022, sont de CHF 275 pour un dépôt en ligne, et de CHF 412 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

DZ Algérie

L'**Institut national algérien de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international le montant de la taxe pour le document de priorité, exprimé en **Dinar algérien (DZD)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable depuis le 25 décembre 2002, est comme suit :

Taxe pour le document de priorité
(règle 17.1.b) du PCT) : DZD 400 par page

[Mise à jour de l'annexe C(DZ) du *Guide du déposant du PCT*]

ES Espagne

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables depuis le 1er janvier 2022, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	EUR	75,75
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	EUR	30,28

[Mise à jour de l'annexe C(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2022, sont de CHF 1.078, EUR 1.041 et USD 1.174, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

27 janvier 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

ES Espagne 30

Informations sur les États contractants

SL Sierra Leone 31
US États-Unis d'Amérique 31

Taxes payables en vertu du PCT

BY Bélarus 32
ES Espagne 32

Offices désignés (ou élus)

BY Bélarus 33
NG Nigéria 33
PE Pérou 34
VN Viet Nam 34

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

ES Espagne

Accord entre l'Office espagnol des brevets et des marques et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui consistent en des changements relatifs aux montants de la taxe d'examen préliminaire et de la taxe additionnelle pour l'examen préliminaire international, entreront en vigueur le 11 mars 2022.

À compter du 11 mars 2022, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en euro)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	[Sans changement][2]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	[Sans changement][2]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	595,37[2]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	595,37[2]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b) et 71.2.b), par document	[Sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 94.1*ter* et 94.2), par page	[Sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_es.pdf

[2] Cette taxe est réduite de 75% lorsque le déposant ou, en cas de pluralité de déposants, chacun d'entre eux, est une personne physique ou morale qui est ressortissante d'un État, et est domiciliée ou a son siège dans un État, qui n'est pas partie à la Convention sur le brevet européen, et qui est considéré par la Banque mondiale comme un pays à faible revenu, à revenu intermédiaire, tranche inférieure, ou à revenu intermédiaire, tranche supérieure.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

SL Sierra Leone

Le **Département de l'administrateur et directeur général de l'enregistrement (Sierra Leone)** a notifié au Bureau international une adresse de courrier électronique, ainsi qu'un changement relatif à son numéro de téléphone, comme suit :

Téléphone : (232-76) 612 437

Courrier électronique : elizaasaccoh@yahoo.com

De plus, l'office a notifié des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) – l'office a supprimé ses services de télécopie et n'accepte plus le dépôt de documents par des moyens de télécommunication.

En outre, l'office a notifié au Bureau international que les dispositions de la législation de la Sierra Leone relatives à la recherche de type international sont disponibles à l'article 19 de la *Loi sur les brevets et les dessins et modèles industriels, 2012*.

Enfin, l'office a spécifié ses exigences concernant la protection provisoire à la suite de la publication internationale, comme suit :

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national :

– La réparation peut être demandée pour les actes commis avant la délivrance du brevet mais après la date à laquelle la publication internationale a été effectuée en anglais. Lorsque la publication internationale a été effectuée dans une langue autre que l'anglais, la réparation peut être demandée à condition que le déposant ait transmis une traduction anglaise de la publication internationale au contrevenant et uniquement pour les actes commis par ce dernier après qu'il ait reçu la traduction (article 48 de la *Loi sur les brevets et les dessins et modèles industriels, 2012*).

Lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet ARIPO :

– Néant

[Mise à jour de l'annexe B1(SL) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En raison de mauvaises conditions météorologiques, l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)** n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le lundi 3 janvier 2022 et le vendredi 7 janvier 2022.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque, pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office, a expiré un des jours précités, ce délai a pris fin le mardi 4 janvier 2022 ou le lundi 10 janvier 2022, respectivement.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures officielles susmentionnées, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **rouble bélarussien (BYN)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables depuis le 1er janvier 2022, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	BYN	78,40
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	BYN	67,20

[Mise à jour de l'annexe C(BY) du *Guide du déposant du PCT*]

ES Espagne

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international. Ces montants, applicables à compter du 11 mars 2022, sont les suivants :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT)[3] :	EUR	595,37
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT)[3, 4] :	EUR	595,37

[Mise à jour de l'annexe E(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

[3] La taxe est réduite de 75% lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une personne physique ou une personne morale qui est ressortissante d'un État qui n'est pas un État partie à la Convention sur le brevet européen et qui figure sur les listes des économies à faible revenu, à revenu moyen inférieur ou à revenu moyen supérieur établies par la Banque mondiale. Il convient de se référer à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/en/fees/oepm_fee_reduction.html

[4] Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale[5, 6], exprimés en **rouble bélarussien (BYN)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables depuis le 1er janvier 2022, comme suit :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt :	BYN	78,40
Taxe de revendication pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	33,60
Taxe d'examen :	BYN	380,80
Taxe d'examen pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	224
Taxe annuelle pour la 3e année :	BYN	78,40

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt :	BYN	156,80
Taxe de revendication pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	78,40

[Mise à jour du chapitre national, résumé (BY) du *Guide du déposant du PCT*]

NG Nigéria

Le **Registre des brevets et dessins et modèles, département du droit commercial (Nigéria)** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de dépôt faisant partie de la taxe nationale, exprimé en **Naira nigérian (NGN)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce nouveau montant est comme suit :

Taxe nationale :

Taxe de dépôt :	NGN	25.000

[Mise à jour du chapitre national, résumé (NG) du *Guide du déposant du PCT*]

[5] Pour les personnes domiciliées au Bélarus, le paiement des taxes doit être effectué en rouble bélarussien selon le taux de la valeur de base.

[6] Pour les personnes domiciliées à l'étranger, le paiement des taxes doit être effectué en dollar des États-Unis, en euro, en franc suisse ou en rouble russe, sauf disposition contraire des accords internationaux avec la République du Bélarus, selon le taux de la valeur de base et le taux de change fixé par la Banque nationale de la République du Bélarus applicable à la date du paiement.

PE Pérou

L'**Institut national de défense de la concurrence et de la protection de la propriété intellectuelle (Pérou)**, en sa qualité d'office désigné (ou élu), a notifié au Bureau international une nouvelle composante de sa taxe nationale, exprimée en **sol péruvien (PEN)**, comme suit :

Taxe nationale :

Pour un brevet:

Taxe de dépôt[7]	[sans changement]	
Taxe additionnelle pour chaque revendication à compter de la 11e	PEN	23,43

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt[7]	[sans changement]	
Taxe additionnelle pour chaque revendication à compter de la 11e	PEN	39,50

[Mise à jour du chapitre national, résumé (PE) du *Guide du déposant du PCT*]

VN Viet Nam

L'**Office de la propriété intellectuelle du Viet Nam (IP Viet Nam)** a notifié au Bureau international une extension d'un changement temporaire relatif à l'exemption, la réduction ou le remboursement de la taxe de dépôt faisant partie de la taxe nationale. Pendant la période du 1er janvier au 30 juin 2022, la taxe de dépôt, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), est réduite de 50%.

Pour plus d'informations, il convient de se référer à la circulaire n° 120/2021/TT-BTC du 24 décembre 2021 du Ministère des finances du Viet Nam.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (VN), du *Guide du déposant du PCT*]

[7] Doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22.1) ou 39.1)a) du PCT.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

3 février 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

TH Thaïlande 36

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

TH Thaïlande

Le **Département de la propriété intellectuelle (DPI) (Thaïlande)**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713 des Instructions administratives du PCT, qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du 1er avril 2022, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)). L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (66-2) 547 4304
– par courriel, à l'adresse électronique suivante : ro-th-pct@ipthailand.go.th

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales
– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.ipthailand.go.th).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(TH) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

10 février 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

États contractants

États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

IQ Iraq 40

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

JP Japon 40

Taxes payables en vertu du PCT

JP Japon 42

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notification d'offices et autorités participants

CA Canada 44

IE Irlande 44

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ÉTATS CONTRACTANTS

États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

IQ Iraq

Le 31 janvier 2022, l'**Iraq** a déposé son instrument d'adhésion au *Traité de coopération en matière de brevets* (PCT) et sera lié par le PCT le **30 avril 2022**. Par conséquent, toute demande internationale déposée le 30 avril 2022 ou ultérieurement comprendra automatiquement la désignation de l'Iraq (code du pays : IQ).

L'Iraq sera lié par le chapitre II du PCT et sera automatiquement élu dans toute demande d'examen préliminaire international relative à une demande internationale déposée le 30 avril 2022 ou ultérieurement.

En outre, à partir du 30 avril 2022, les ressortissants de l'Iraq et les personnes domiciliées dans ce pays pourront déposer des demandes internationales au titre du PCT.

[Mise à jour de l'annexe A du *Guide du déposant du PCT*]

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

JP Japon

Accord entre l'Office des brevets du Japon et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office des brevets du Japon** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant des modifications apportées à l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui consistent en des changements relatifs aux montants de la taxe de recherche (règle 16.1.a)), la taxe additionnelle (règle 40.2.a)), la taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b)), la taxe additionnelle (règle 68.3.a)) et des conditions et limites des remboursements ou des réductions de taxes, entreront en vigueur le 1er avril 2022.

À compter du 1er avril 2022, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_jp.pdf

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en yen japonais)
Taxe de recherche (règle 16.1.a)) (pour une demande en japonais)	143.000[2]
Taxe de recherche (règle 16.1.a)) (pour une demande en anglais)	169.000
Taxe additionnelle (règle 40.2.a)) (pour une demande en japonais)	105.000
Taxe additionnelle (règle 40.2.a)) (pour une demande en anglais)	168.000
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b)) (pour une demande en japonais)	34.000
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b)) (pour une demande en anglais)	69.000
Taxe additionnelle (règle 68.3.a)) (pour une demande en japonais)	28.000
Taxe additionnelle (règle 68.3.a)) (pour une demande en anglais)	45.000
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par requête	[Sans changement]

Partie II. Conditions et limites des remboursements ou des réductions de taxes

1) [Sans changement]

2) Un montant de 57.000 yen japonais (pour une demande en japonais)[3] ou de 67.000 yen japonais (pour une demande en anglais) est remboursé à la demande du déposant lorsque l'Administration peut utiliser dans une large mesure les résultats de l'une des recherches antérieures ci-après :

i) et ii) [Sans changement]"

3) et 4) [Sans changement]

[2] Cette taxe est réduite (i) pour des demandes déposées en japonais ou (ii) pour des demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie, aux fins de la recherche internationale selon la règle 12.3 du PCT, par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxe, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions sur l'éligibilité, voir à l'adresse suivante : https://www.jpo.go.jp/system/patent/pct/tesuryo/pct_keigen_shinsei.html

[3] Le montant de tout remboursement des taxes de recherche sera réduit si les réductions de taxes mentionnées dans la note de bas de page 1 [*Note de l'éditeur:* note de bas de page 2 du présent document] sont applicables.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

JP Japon

L'**Office des brevets du Japon** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), exprimé en **yen japonais (JPY)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable à compter du 1er avril 2022, est de JPY 17.000.

[Mise à jour de l'annexe C(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **yen japonais (JPY)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale. Ces montants, également applicables à compter du 1er avril 2022, sont comme suit :

Taxe de recherche (règle 16.1.a)) (pour une demande en japonais)	143.000[4]
Taxe de recherche (règle 16.1.a)) (pour une demande en anglais)	169.000
Taxe additionnelle (règle 40.2.a)) (pour une demande en japonais)	105.000
Taxe additionnelle (règle 40.2.a)) (pour une demande en anglais)	168.000

De plus, l'office a notifié un changement relatif aux conditions et aux montants de remboursement de la taxe de recherche payable pour une recherche internationale effectuée par l'office, applicable à compter du 1er avril 2022. La liste récapitulative de ces conditions et montants sera la suivante :

1) Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent par rapport au montant dû au titre des taxes indiquées dans la partie I est remboursée.

2) Un montant de 57.000 yen japonais (pour une demande en japonais)[5] ou de 67.000 yen japonais (pour une demande en anglais) est remboursé à la demande du déposant lorsque l'Administration peut utiliser dans une large mesure les résultats de l'une des recherches antérieures ci-après :

i) lorsque la demande internationale revendique la priorité d'une demande internationale antérieure ayant fait l'objet d'une recherche internationale effectuée par l'Administration, la recherche internationale effectuée sur la demande internationale antérieure;

---

4 Cette taxe est réduite (i) pour des demandes déposées en japonais ou (ii) pour des demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie, aux fins de la recherche internationale selon la règle 12.3 du PCT, par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxe, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions sur l'éligibilité, voir à l'adresse suivante :https://www.jpo.go.jp/system/patent/pct/tesuryo/pct_keigen_shinsei.html

5 Le montant de tout remboursement des taxes de recherche sera réduit si les réductions de taxes mentionnées dans la note de bas de page 3 sont applicables.

ii) la recherche antérieure effectuée sur une demande nationale présentée au Japon concernant un brevet ou un modèle d'utilité ayant été déposée par le même déposant que pour la demande internationale.

3) Dans les cas prévus à la règle 58.3, le montant de la taxe d'examen préliminaire qui a été acquitté est intégralement remboursé.

4) Tant que le remboursement de la taxe de recherche (lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) avant le début de la recherche internationale) et le remboursement de la taxe d'examen préliminaire (lorsque la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international) continuent de ne pas être compatibles avec la législation nationale applicable pour l'Administration, cette dernière peut s'abstenir de rembourser ces taxes.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

Enfin, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **yen japonais (JPY)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international, à partir du 1er avril 2022, comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b)) (pour une demande en japonais)	34.000
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b)) (pour une demande en anglais)	69.000
Taxe additionnelle (règle 68.3.a)) (pour une demande en japonais)	28.000
Taxe additionnelle (règle 68.3.a)) (pour une demande en anglais)	45.000

[Mise à jour de l'annexe E(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATION D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Afin de faciliter l'accès aux documents de priorité, le Bureau international a créé le Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS"), conformément à une décision de 2006 de l'Assemblée de l'Union de Paris, de l'Assemblée du PLT et de l'Assemblée de l'Union du PCT.

Depuis avril 2009, le Bureau international, et tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés, est en mesure de participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT), dans un large éventail de supports et formats.

Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, ou de l'instruction 715.a)i) ou b) des Instructions administratives du PCT, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html

CA Canada

Suite à la notification de sa participation au DAS en tant qu'office ayant accès (voir les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 28 novembre 2019, page 188) et conformément aux paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international sa participation au DAS en tant qu'office déposant, avec effet depuis le 1er février 2022.

[Mise à jour de l'annexe B1(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

IE Irlande

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, l'**Office de la propriété intellectuelle d'Irlande** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office ayant accès, avec effet à compter du 17 février 2022.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

17 février 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Réunions de l'Union internationale de coopération en matière de brevets – Assemblée (cinquante-troisième session (23e session ordinaire))

Note du Bureau international 46
Modifications du Règlement d'exécution du PCT (dont l'entrée en vigueur est fixée au 1er juillet 2022) 46
Nomination d'une nouvelle administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international 46

Informations sur les États contractants

JM Jamaïque 51

Taxes payables en vertu du PCT

JP Japon 51

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

RÉUNIONS DE L'UNION INTERNATIONALE DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS – ASSEMBLÉE (CINQUANTE TROISIÈME SESSION (23E SESSION ORDINAIRE))

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

À sa cinquante troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021 dans le cadre des réunions des Assemblées des États membres de l'OMPI, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a approuvé les changements suivants apportés au système du PCT :

– modifications du Règlement d'exécution du PCT; et

– nomination d'une nouvelle administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international.

Les documents qui ont été établis pour l'assemblée et qui donnent en détail l'historique des décisions qui ont été prises, ainsi que le rapport de la session, sont disponibles sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/meetings/fr/details.jsp?meeting_id=62980

Les changements susmentionnés sont présentés ci-après.

Modifications du Règlement d'exécution du PCT

Les modifications du Règlement d'exécution du PCT approuvées par l'assemblée du PCT qui entreront en vigueur le 1er juillet 2022 sont les suivantes :

– modifications des règles 5, 12, 13*ter*, 19 et 49 du PCT concernant la mise en œuvre dans le PCT de la norme ST.26 de l'OMPI, intitulée "Recommandation de norme relative à la présentation des listages des séquences de nucléotides et d'acides aminés en langage XML (eXtensible Markup Language)" et s'appliqueront à toute demande internationale dont la date de dépôt international intervient le 1er juillet 2022 ou à une date postérieure;

– modifications de la règle 82*quater* du PCT concernant le renforcement des garanties pour les déposants et les tiers en cas de perturbation générale qui influerait sur l'observation des délais prévus par le règlement d'exécution et s'appliqueront à tout délai fixé dans le règlement d'exécution qui expire 1er juillet 2022 ou à une date postérieure.

Nomination de l'Office eurasien des brevets en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international selon le PCT

– L'assemblée a nommé l'Office eurasien des brevets en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international. La nomination entrera en vigueur à partir d'une date qui sera notifiée par l'Office lorsqu'il sera prêt à commencer ses opérations.

Le texte complet des nouvelles règles et des règles modifiées est reproduit ci-après.

MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DU PCT
(dont l'entrée en vigueur est fixée au 1er juillet 2022)

Règle 5
Description

5.1 [*Sans changement*]

5.2 *Divulgation de séquences de nucléotides ou d'acides aminés*

a) Lorsque la demande internationale contient la divulgation de séquences de nucléotides ou d'acides aminés qui, conformément aux instructions administratives, doivent figurer dans un listage des séquences, la description doit comporter une partie réservée au listage des séquences établie conformément à la norme prévue dans les instructions administratives.

b) Le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences ne doit pas obligatoirement figurer dans la partie principale de la description.

Règle 12
Langue de la demande internationale et traductions aux fins de la recherche internationale et de la publication internationale

12.1 *Langues acceptées pour le dépôt des demandes internationales*

a) à c) [*Sans changement*]

d) Nonobstant l'alinéa a), tout texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences doit être déposé dans une langue que l'office récepteur accepte à cet effet. Toute langue acceptée en vertu du présent alinéa mais non acceptée en vertu de l'alinéa a) doit remplir les conditions énoncées à l'alinéa b). L'office récepteur peut autoriser, mais n'exige pas, que le texte libre dépendant de la langue soit déposé dans plus d'une langue, conformément aux instructions administratives.

12.1*bis* à 12.2 [*Sans changement*]

12.3 *Traduction aux fins de la recherche internationale*

a) [*Sans changement*]

a-*bis*) Pour toute partie de la description réservée au listage des séquences, l'alinéa a) ne s'applique qu'au texte libre dépendant de la langue; toute traduction du texte libre dépendant de la langue doit être fournie conformément aux instructions administratives.

b) L'alinéa a) ne s'applique pas à la requête.

c) à e) [*Sans changement*]

12.4 *Traduction aux fins de la publication internationale*

a) [*Sans changement*]

a-*bis*) Pour toute partie de la description réservée au listage des séquences, l'alinéa a) ne s'applique qu'au texte libre dépendant de la langue; toute traduction du texte libre dépendant de la langue doit être fournie conformément aux instructions administratives.

b) L'alinéa a) ne s'applique pas à la requête.

c) à e) [*Sans changement*]

Règle 13*ter*
Listage d'une séquence de nucléotides ou d'acides aminés

13*ter*.1 *Procédure au sein de l'administration chargée de la recherche internationale*

a) Lorsque la demande internationale contient la divulgation de séquences de nucléotides ou d'acides aminés qui, conformément aux instructions administratives, doivent figurer dans un listage des séquences, l'administration chargée de la recherche internationale peut inviter le déposant à lui fournir, aux fins de la recherche internationale, un listage des séquences conforme à la norme prévue dans les instructions administratives, à moins qu'elle n'ait déjà accès à ce listage sous une forme, dans une langue et d'une manière qu'elle accepte et, le cas échéant, à lui payer, dans le délai fixé dans l'invitation, la taxe pour remise tardive visée à l'alinéa c).

b) [*Supprimé*]

c) La fourniture d'un listage des séquences en réponse à une invitation selon l'alinéa a) peut être subordonnée par l'administration chargée de la recherche internationale au paiement, à son profit, d'une taxe pour remise tardive dont le montant est déterminé par l'administration chargée de la recherche internationale mais ne peut excéder 25% de la taxe internationale de dépôt visée au point 1 du barème de taxes, non compris toute taxe pour chaque feuille de la demande internationale à compter de la trente et unième.

d) Si, dans le délai fixé dans une invitation visée à l'alinéa a), le déposant ne fournit pas le listage des séquences requis et ne paie pas la taxe pour remise tardive requise le cas échéant, l'administration chargée de la recherche internationale n'est tenue de procéder à la recherche à l'égard de la demande internationale que dans la mesure où une recherche significative peut être effectuée sans le listage des séquences.

e) Un listage des séquences qui ne figure pas dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, qu'il ait été fourni en réponse à une invitation selon l'alinéa a) ou d'une autre manière, ne fait pas partie de la demande internationale; toutefois, le présent alinéa n'empêche pas le déposant de modifier la description à l'égard d'un listage des séquences conformément à l'article 34.2) b).

f) [*Supprimé*]

13*ter*.2 et 13*ter*.3 [*Sans changement*]

Règle 19
Office récepteur compétent

19.1 à 19.3 [*Sans changement*]

19.4 *Transmission au Bureau international agissant en tant qu'office récepteur*

a) Lorsqu'une demande internationale est déposée auprès d'un office national agissant en tant qu'office récepteur en vertu du traité, mais que

i) cet office national n'est pas compétent en vertu de la règle 19.1 ou 19.2 pour la recevoir, ou

ii) cette demande internationale n'est pas rédigée dans une langue acceptée en vertu de la règle 12.1.a) ou le texte libre dépendant de la langue contenu dans la partie de la description réservée au listage des séquences n'est pas dans une langue acceptée en vertu de la règle 12.1.d) par cet office national mais l'est dans une langue acceptée en vertu de cette règle par le Bureau international agissant en tant qu'office récepteur, ou

ii-*bis*) tout ou partie de la demande internationale est déposée sous forme électronique dans un format non accepté par cet office national, ou

iii) cet office national et le Bureau international, pour toute raison autre que les raisons précisées aux points i), ii) et ii-*bis*), et avec l'autorisation du déposant, conviennent que la procédure prévue par la présente règle doit s'appliquer, cette demande internationale est, sous réserve de l'alinéa b), réputée avoir été reçue par cet office pour le compte du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur en vertu de la règle 19.1.a) iii).

b) et c) [*Sans changement*]

Règle 49
Copie, traduction et taxe selon l'article 22

49.1 à 49.4 [*Sans changement*]

49.5 *Contenu et conditions matérielles de la traduction*

a) [*Sans changement*]

a-*bis*) Aucun office désigné ne peut exiger du déposant qu'il lui fournisse la traduction d'un élément de texte figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences si cette partie de la description est conforme à la règle 12.1.d) et inclut le texte libre dépendant de la langue dans une langue que l'office désigné accepte à cet effet, étant précisé qu'un office désigné qui fournit des listages des séquences publiés à des fournisseurs de bases de données peut exiger, conformément aux instructions administratives, une traduction en anglais de la partie de la description réservée au listage des séquences lorsque le texte libre dépendant de la langue n'est pas inclus en anglais.

b) à l) [*Sans changement*]

49.6 [*Sans changement*]

Règle 82*quater*
Excuse de retard dans l'observation de délais et prorogation de délai

82*quater*.1 *Excuse de retard dans l'observation de délais*

a) Toute partie intéressée peut faire la preuve qu'un délai prévu dans le règlement d'exécution pour l'accomplissement d'un acte devant l'office récepteur, l'administration chargée de la recherche internationale, l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, l'administration chargée de l'examen préliminaire international ou le Bureau international n'a pas été respecté en raison de guerre, de révolution, de désordre civil, de grève, de calamité naturelle, d'épidémie, d'une indisponibilité générale des services de communication électronique ou d'autres raisons semblables, dans la localité où la partie intéressée a son domicile, son siège ou sa résidence, et que les mesures nécessaires ont été prises dès que cela a été raisonnablement possible.

b) et c) [*Sans changement*]

d) L'office, l'administration ou le Bureau international peut renoncer à l'exigence d'une preuve dans les conditions fixées et publiées par cet office, cette administration ou le Bureau international, selon le cas. Dans ce cas, la partie intéressée doit soumettre une déclaration selon laquelle l'inobservation du délai est due à la raison pour laquelle l'office, l'administration ou le Bureau international a renoncé à l'exigence concernant la présentation d'une preuve. L'office ou l'administration en informe le Bureau international.

82*quater*.2 [*Sans changement*]

82*quater*.3 *Prorogation des délais en raison d'une perturbation générale*

a) Tout office récepteur, administration chargée de la recherche internationale, administration indiquée pour la recherche internationale supplémentaire ou administration chargée de l'examen préliminaire international ou le Bureau international peut établir une période de prorogation au cours de laquelle les délais fixés dans le règlement d'exécution pour l'accomplissement d'un acte devant cet office, cette administration ou le Bureau international peuvent être prorogés lorsque l'État dans lequel cette entité est établie connaît une perturbation générale causée par l'un des évènements visés à la règle 82*quater*.1.a) qui a une incidence sur les opérations de cet office, cette administration ou le Bureau international, empêchant ainsi les parties d'accomplir des actes devant cet office, cette administration ou le Bureau international dans les délais fixés dans le règlement d'exécution. L'office, l'administration ou le Bureau international publient la date de début et la date de fin de cette période de prorogation. La période de prorogation ne doit pas être supérieure à deux mois à compter de la date de début. L'office ou l'administration en informe le Bureau international.

b) Après avoir établi une période de prorogation conformément à l'alinéa a), l'office ou l'administration concerné ou le Bureau international peut établir des périodes supplémentaires de prorogation, si nécessaire compte tenu des circonstances. Dans ce cas, l'alinéa a) s'applique *mutatis mutandis*.

c) La prorogation d'un délai au titre de l'alinéa a) ou b) doit être prise en considération par tout office désigné ou élu si, au moment où l'information visée à l'alinéa a) ou b) est publiée, le traitement national auprès de cet office a débuté.

INFORMATION SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

JM Jamaïque

Des informations de caractère général concernant la **Jamaïque** en tant qu'État contractant du PCT figurent désormais à l'annexe B1(JM), qui est publiée à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, **euro (EUR)**, **won coréen (KRW)** et **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis, pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon** lorsqu'un dépôt est en langue japonaise. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2022, sont de CHF 1.149, EUR 1.108, KRW 1.493.000 et USD 1.248, respectivement.

En outre, également en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, **euro (EUR), dollar de Singapour (SGD)** et **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis en vertu de la règle 16.1.d) du PCT pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon** lorsqu'un dépôt est en langue anglaise. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2022, sont de CHF 1.358, EUR 1.310, SGD 1.991 et USD 1.475, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

B1 Informations sur les États contractants B1

JM JAMAÏQUE JM

Informations générales

Nom de l'office :	Jamaica Intellectual Property Office (JIPO) Office de la propriété intellectuelle de la Jamaïque
Siège et adresse postale :	18 Trafalgar Road, Kingston 10, Jamaïque
Téléphone : Courrier électronique : Internet :	(876) 946 1300 info@jipo.gov.jm https://www.jipo.gov.jm
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Non, seulement sur invitation
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de la Jamaïque et les personnes qui y sont domiciliées :	Office de la propriété intellectuelle de la Jamaïque ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si la Jamaïque est désignée (ou élue) :	Office de la propriété intellectuelle de la Jamaïque
La Jamaïque peut-elle être élue ?	Oui (liés par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé en plus d'un brevet)
Dispositions de la législation de la Jamaïque relatives à la recherche de type international :	Article 20.2.b) de la loi sur les brevets et les dessins (Loi n° 1 de 2020)
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

[Suite sur la page suivante]

B1 Informations sur les États contractants B1

JM JAMAÏQUE JM

[Suite]

Informations utiles si la Jamaïque est désignée (ou élue)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Jamaïque est désignée (ou élue) :	Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Non

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

24 février 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Modifications des Instructions administratives du PCT

Note du Bureau international 55

Texte des modifications des instructions administratives
(en vigueur à partir du 1er juillet 2022) 55

Délivrance par le Bureau international de copies
du rapport d'examen préliminaire international :
Notification d'offices élus en vertu de la règle 94.1.c) du PCT

JM Jamaïque 73

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

MODIFICATIONS DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

Après consultation avec les offices et les administrations, et avec certaines organisations non gouvernementales représentant des utilisateurs du système du PCT, conformément à la règle 89.2.b) du PCT, des modifications des instructions 204, 207, 208, 313, 332, 333, 335, 405, 513, 610, 707 et l'annexe C des Instructions administratives du PCT, ont été promulguées[1] avec effet à compter du 1er juillet 2022.

Le but principal de ces modifications est de mettre en œuvre la nouvelle norme ST.26 de l'OMPI dans le PCT comme moyen de présentation des séquences de nucléotides et d'acides aminés dans les demandes internationales.

Le texte des modifications des instructions administratives en vigueur à partir du 1er juillet 2022 (PCT/AI/22 ADD.) est disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

www.wipo.int/pct/fr/texts/

TEXTE DES MODIFICATIONS DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES
(en vigueur à partir du 1er juillet 2022)

DEUXIÈME PARTIE
INSTRUCTIONS RELATIVES À LA DEMANDE INTERNATIONALE

Instruction 204
Titres des éléments de la description

a) Les titres des éléments de la description doivent, de préférence, être les suivants :

i) pour les éléments visés à la règle 5.1.a)i), "Domaine technique";

ii) pour les éléments visés à la règle 5.1.a)ii), "Technique antérieure";

iii) pour les éléments visés à la règle 5.1.a)iii), "Exposé de l'invention" ou "Résumé de l'invention";

iv) pour les éléments visés à la règle 5.1.a)iv), "Description sommaire des dessins";

v) pour les éléments visés à la règle 5.1.a)v), "Meilleure manière de réaliser l'invention" ou, si cela paraît plus approprié, "Manière(s) de réaliser l'invention" ou "Description des modes de réalisation";

vi) pour les éléments visés à la règle 5.1.a)vi), "Possibilités d'application industrielle".

vii) *[Supprimé]*

viii) *[Supprimé]*

b) Le titre "Intitulé de l'invention" ou "Intitulé" doit, de préférence, précéder le titre de l'invention.

[1] Il convient de se référer à la circulaire C. PCT 1636 du 9 février 2022.

Instruction 207
Disposition des éléments et numérotation des feuilles de la demande internationale

a) Lorsqu'il est procédé, conformément à la règle 11.7, à la numérotation continue des feuilles de la demande internationale, les éléments de cette dernière doivent être placés dans l'ordre suivant :

i) requête;

ii) description (à l'exclusion de la partie de la description réservée au listage des séquences visée à la règle 5.2.a));

iii) revendications;

iv) abrégé;

v) le cas échéant, dessins.

vi) *[Supprimé]*

Toute partie de la description réservée au listage des séquences doit être présentée dans un fichier électronique soumis séparément conformément à l'annexe C.

b) Pour procéder à cette numérotation continue des feuilles, il faut utiliser les séries de numérotation distinctes suivantes :

i) la première série doit s'appliquer uniquement à la requête et commencer avec la première feuille de celle-ci;

ii) la deuxième série doit commencer avec la première feuille de la description (voir le point ii) de l'alinéa a)) et se poursuivre avec les revendications jusqu'à la dernière feuille de l'abrégé;

iii) le cas échéant, une série supplémentaire s'appliquant uniquement aux feuilles des dessins et commençant avec la première de celles-ci; le numéro de chaque feuille des dessins doit consister en deux nombres en chiffres arabes séparés par une barre oblique, le premier étant le numéro de la feuille et le second le nombre total des feuilles de dessins (par exemple, 1/3, 2/3, 3/3).

Instruction 208
Listages des séquences

Tout listage des séquences, faisant ou non partie de la demande internationale, doit être conforme à l'annexe C. Les séquences et les références aux séquences figurant dans la partie principale de la description, les revendications et les dessins doivent également être conformes à l'annexe C.

TROISIÈME PARTIE
INSTRUCTIONS RELATIVES À L'OFFICE RÉCEPTEUR

Instruction 313
Documents déposés avec la demande internationale; mode d'inscription des mentions nécessaires sur le bordereau

a) Tout pouvoir, tout document de priorité, toute feuille de calcul des taxes et toute feuille séparée contenant des indications concernant du matériel biologique déposé, visée à l'instruction 209.a), qui ont été déposés avec la demande internationale doivent accompagner l'exemplaire original; tout autre document visé à la règle 3.3.a)ii) ne doit être envoyé que sur requête expresse du Bureau international. Si l'un des documents qui, selon le bordereau, devrait accompagner la demande internationale n'est pas déposé au plus tard au moment où l'exemplaire original est transmis au Bureau international par l'office récepteur, ce dernier note ce fait sur le bordereau, qui est considéré comme ne portant pas mention dudit document.

b) Lorsque, selon la règle 3.3.b), l'office récepteur établit lui-même le bordereau de façon complète, il inscrit dans la marge la mention "COMPLÉTÉ PAR RO" ou son équivalent dans la langue de publication de la demande internationale. Lorsque l'office récepteur ne porte qu'une partie des indications sur le bordereau, la mention précitée et chaque indication portée par l'office sur le bordereau doivent être assorties d'un astérisque.

Instruction 332
Notification des langues acceptées par l'office récepteur en vertu des règles 12.1.a), c) et d) et 12.4.a)

a) Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues que, eu égard à la règle 12.1.b), il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.a) pour le dépôt des demandes internationales.

a-*bis*) Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b), il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences.

b) Chaque office récepteur notifie au Bureau international tout changement apporté aux informations ayant fait l'objet d'une notification selon les alinéas a), a-*bis*), d) et e). Si le changement implique que

i) l'office récepteur n'est plus disposé à accepter le dépôt des demandes internationales dans une langue qu'il s'était déclaré disposé à accepter dans sa notification précédente adressée au Bureau international, ou

ii) l'office récepteur n'est plus disposé à accepter la traduction des demandes internationales dans une langue de publication qu'il s'était déclaré disposé à accepter dans sa notification précédente adressée au Bureau international, ou

iii) l'office récepteur n'est plus disposé à accepter le dépôt des requêtes dans une langue qu'il s'était déclaré disposé à accepter dans sa notification précédente adressée au Bureau international; ou

iv) l'office récepteur n'est plus disposé à accepter le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences contenant du texte libre dépendant de la langue dans une langue qu'il s'était déclaré disposé à accepter dans sa notification précédente adressée au Bureau international,

ce changement entre en vigueur deux mois après la date à laquelle la notification relative au changement est publiée dans la gazette conformément à l'instruction 405 ou à une date ultérieure qui peut être fixée par l'office récepteur.

c) Aucune disposition des alinéas a), a-*bis*), b), d) ou e) n'interdit à un office récepteur d'accepter, dans un cas particulier,

i) le dépôt d'une demande internationale dans une langue autre que celle ou celles qui ont fait l'objet d'une notification adressée au Bureau international; ou

ii) la traduction d'une demande internationale dans une langue de publication autre que celle ou celles qui ont fait l'objet d'une notification adressée au Bureau international; ou

iii) le dépôt de la requête dans une langue autre que celle ou celles qui ont fait l'objet d'une notification adressée au Bureau international; ou

iv) le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences contenant du texte libre dépendant de la langue dans une langue autre que celle ou celles qui ont fait l'objet d'une notification adressée au Bureau international.

d) Chaque office récepteur concerné notifie au Bureau international la ou les langues qu'il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.4.a) pour la traduction des demandes internationales dans une langue de publication.

e) Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues qu'il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.c) aux fins du dépôt des requêtes.

Instruction 333
Transmission de la demande internationale au Bureau international agissant en tant qu'office récepteur

a) Lorsqu'un office national a l'intention de procéder selon la règle 19.4.b) eu égard à la règle 19.4.a)i), ii) ou ii-*bis*), s'il exige le paiement de la taxe visée à la règle 19.4.b) et si la taxe n'a pas déjà été payée, il invite à bref délai le déposant à payer cette taxe dans un délai de 15 jours à compter de la date de l'invitation.

b) Lorsqu'un office national a l'intention de procéder selon la règle 19.4.b) eu égard à la règle 19.4.a)iii), il demande à bref délai au Bureau international agissant en tant qu'office récepteur d'accepter la transmission de la demande internationale. Le Bureau international agissant en tant qu'office récepteur répond à bref délai à cette demande. Si le Bureau international agissant en tant qu'office récepteur accepte la transmission, l'office national invite à bref délai le déposant :

i) si celui-ci n'a pas déjà autorisé la transmission proposée, à lui remettre, dans un délai de 15 jours à compter de la date de l'invitation, une autorisation d'effectuer la transmission, et

ii) si l'office exige le paiement de la taxe visée à la règle 19.4.b) et que cette taxe n'a pas déjà été payée, à la payer dans le délai visé au point i).

c) L'office national

i) n'a pas à procéder conformément à la règle 19.4.b) eu égard à la règle 19.4.a)i) à iii) s'il exige le paiement de la taxe visée à la règle 19.4.b) et si le déposant ne paie pas cette taxe;

ii) n’a pas à procéder conformément à la règle 19.4.b) eu égard à la règle 19.4.a)iii) si le Bureau international agissant en qualité d’office récepteur n’accepte pas, ou si le déposant n’autorise pas, la transmission de la demande internationale en vertu de la règle 19.4.a)iii).

Instruction 335
Procédures relatives aux listages des séquences

a) Les instructions 305*bis*, 308.b), 308*bis* à 310*ter* et 325 s’appliquent *mutatis mutandis* à tout listage des séquences remis séparément sous forme de fichier électronique dans le cadre des procédures concernées, sous réserve des alinéas b) à d) et de toute disposition particulière figurant à l’annexe C.

b) Lorsque l’office récepteur reçoit un listage des séquences sur un support matériel, cet office appose sur le support une étiquette portant la mention “LISTAGE DES SÉQUENCES”, ainsi que d’autres annotations équivalentes à celles requises pour les feuilles déposées ou remises en vertu des instructions 308.b), 308*bis* à 310*ter* ou 325, selon le cas, conformément aux procédures énoncées à l’annexe C.

c) L’office récepteur s’assure que le contenu de tout fichier reçu du déposant représentant un listage des séquences reste inchangé. Toute annotation requise concernant le numéro de la demande internationale ou les fins auxquelles le listage des séquences a été remis doit être enregistrée dans le nom de fichier ou d’autres métadonnées associées au fichier conformément aux procédures énoncées à l’annexe C.

d) Lorsque l’office récepteur reçoit un listage des séquences remis en vertu de la règle 13*ter* aux fins de la recherche internationale et toute déclaration l’accompagnant telle que visée à l’annexe C, il transmet ces éléments à l’administration chargée de la recherche internationale, en même temps que la copie de recherche ou dès que possible ultérieurement.

QUATRIÈME PARTIE
INSTRUCTIONS RELATIVES AU BUREAU INTERNATIONAL

Instruction 405
Publication de notifications relatives aux langues acceptées par l’office récepteur en vertu des règles 12.1.a), c) et d) et 12.4.a)

Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette toute notification faite selon l’instruction 332.a), a-*bis*), b), d) ou e).

CINQUIÈME PARTIE
INSTRUCTIONS RELATIVES À
L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE

Instruction 513
Listages des séquences

a) *[Supprimé]*

b) Lorsque le rapport de recherche internationale et l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale sont fondés sur un listage des séquences qui ne fait pas partie de la demande internationale mais a été remis aux fins de la recherche internationale, le rapport de recherche internationale et l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale doivent mentionner ce fait.

c) Lorsqu'une recherche internationale significative ne peut pas être effectuée et qu'une opinion écrite significative, quant à la question de savoir si l'invention dont la protection est demandée semble être nouvelle, impliquer une activité inventive (être non-évidente) et être susceptible d'application industrielle, ne peut être établie parce que l'administration chargée de la recherche internationale ne dispose pas du listage des séquences sous la forme, dans la langue et de la manière requises, cette administration l'indique dans le rapport de recherche internationale ou la déclaration visée à l'article 17.2.a) et dans l'opinion écrite.

d) Lorsqu'un listage des séquences est remis aux fins de la recherche internationale sur un support matériel, l'administration doit apposer sur ce support une étiquette portant la mention "LISTAGE DES SÉQUENCES NE FAISANT PAS PARTIE DE LA DEMANDE INTERNATIONALE" conformément aux procédures énoncées à l'annexe C.

e) L'administration chargée de la recherche internationale

i) garde dans ses dossiers un exemplaire de tout listage des séquences qui ne fait pas partie de la demande internationale mais a été remis aux fins de la recherche internationale; et

ii) en transmet un exemplaire au Bureau international en même temps qu'une copie du rapport de recherche internationale. Si ce listage des séquences est remis sur un support matériel en un nombre d'exemplaires inférieur à celui exigé par l'administration chargée de la recherche internationale, cette dernière a la responsabilité d'établir l'exemplaire supplémentaire et a le droit de fixer une taxe pour l'exécution de cette tâche et de percevoir cette taxe du déposant.

f) Chaque administration chargée de la recherche internationale notifie au Bureau international les modes de transmission du listage des séquences qu'elle accepte conformément à l'annexe F. Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette les informations qui lui ont été notifiées.

SIXIÈME PARTIE
INSTRUCTIONS RELATIVES À L'ADMINISTRATION
CHARGÉE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

Instruction 610
Listages des séquences

a) Lorsque l'opinion écrite de l'administration chargée de l'examen préliminaire international ou le rapport d'examen préliminaire international est fondé sur un listage des séquences qui ne fait pas partie de la demande internationale mais a été remis aux fins de l'examen préliminaire international, l'opinion écrite et le rapport d'examen préliminaire international de l'administration chargée de l'examen préliminaire international doivent mentionner ce fait.

b) Lorsqu'une opinion écrite significative de l'administration chargée de l'examen préliminaire international ne peut pas être établie, ou qu'un examen préliminaire international significatif ne peut pas être effectué, sur la question de savoir si l'invention dont la protection est demandée semble être nouvelle, impliquer une activité inventive (n'être pas évidente) et être susceptible d'application industrielle parce que l'administration chargée de l'examen préliminaire international ne dispose pas du listage des séquences sous la forme, dans la langue et de la manière requises, cette administration l'indique dans l'opinion écrite et dans le rapport d'examen préliminaire international.

c) Lorsqu'un listage des séquences est remis aux fins de la recherche internationale sur un support matériel, l'administration doit apposer sur ce support une étiquette portant la mention "LISTAGE DES SÉQUENCES NE FAISANT PAS PARTIE DE LA DEMANDE INTERNATIONALE" conformément aux procédures énoncées à l'annexe C.

d) L'administration chargée de l'examen préliminaire international

i) garde dans ses dossiers un exemplaire de tout listage des séquences qui ne fait pas partie de la demande internationale mais a été remis aux fins de l'examen préliminaire international; et

ii) en transmet un exemplaire au Bureau international, soit immédiatement, soit en même temps que le rapport d'examen préliminaire international. Si ce listage des séquences est remis sur un support matériel en un nombre d'exemplaires inférieur à celui exigé par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, cette dernière a la responsabilité d'établir l'exemplaire supplémentaire et a le droit de fixer une taxe pour l'exécution de cette tâche et de percevoir cette taxe du déposant.

e) Chaque administration chargée de la recherche internationale notifie au Bureau international les modes de transmission du listage des séquences qu'elle accepte conformément à l'annexe F. Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette les informations qui lui ont été notifiées.

f) Lorsque l'office national ou l'organisation intergouvernementale ayant agi en qualité d'administration chargée de la recherche internationale agit également en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international, tout listage des séquences qui ne fait pas partie de la demande internationale mais a été remis à cet office ou à cette organisation aux fins de la recherche internationale est considéré comme lui ayant été remis aussi aux fins de l'examen préliminaire international.

SEPTIÈME PARTIE
INSTRUCTIONS RELATIVES AU DÉPÔT ET AU TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES

Instruction 707
Calcul de la taxe internationale de dépôt et réduction de taxes

a) Lorsqu'une demande internationale est déposée sous forme électronique, la taxe internationale de dépôt est, sous réserve de l'alinéa a-*bis*), calculée sur la base du nombre de feuilles que cette demande contiendrait si elle était déposée sous la forme d'un imprimé conformément aux conditions matérielles prescrites par la règle 11.[2]

a-*bis*) Lorsque la demande internationale telle qu'elle a été déposée contient un fichier électronique semblant constituer un listage des séquences présenté dans un format de fichier conforme à la norme ST.26 de l'OMPI, le calcul de la taxe internationale de dépôt, dans le calcul du nombre de feuilles, ne tient pas compte du matériel contenu dans ce fichier électronique.

b) Le point 4.b), c) et d) du barème de taxes annexé au règlement d'exécution du PCT s'applique aux fins de réduire les taxes applicables à une demande internationale déposée sous forme électronique auprès d'un office récepteur qui a notifié au Bureau international en vertu de l'instruction 710.a) qu'il est prêt à recevoir les demandes internationales déposées sous forme électronique ou qui a décidé de recevoir une demande internationale déposée sous une telle forme conformément à l'instruction 703.d).

ANNEXE C[3]
INSTRUCTIONS RELATIVES À LA PRÉSENTATION DES LISTAGES DES SÉQUENCES DE NUCLÉOTIDES ET D'ACIDES AMINÉS DANS LES DEMANDES INTERNATIONALES DE BREVET DÉPOSÉES SELON LE PCT

INTRODUCTION

1. Selon la règle 5.2.a), lorsque la demande internationale contient la divulgation de séquences de nucléotides ou d'acides aminés qui, conformément aux instructions administratives, doivent figurer dans un listage des séquences, la description doit comporter une partie réservée au listage des séquences conforme à la norme prévue dans les instructions administratives. Conformément à l'instruction 208, tout listage des séquences, faisant ou non partie de la demande internationale, doit être conforme à l'annexe C (la présente annexe).

2. Dans cette annexe figurent les instructions susmentionnées concernant le dépôt et le traitement des listages des séquences, qu'ils fassent ou non partie d'une demande internationale.

---

[2] *Note de l'éditeur :* Dans la mesure où la règle 11 laisse une certaine flexibilité en ce qui concerne les marges des feuilles (voir la règle 11.6) et la taille des caractères (voir la règle 11.9.d)), la taxe internationale de dépôt devrait être calculée sur la base du nombre de feuilles que la demande contiendrait si elle était déposée sous la forme d'un imprimé conformément aux prescriptions minimales en matière de marges et de taille des caractères. En pratique, cependant, l'office récepteur ne devrait pas imprimer la demande internationale mais devrait plutôt se fier au nombre de pages de la demande internationale qui est calculé par le logiciel de dépôt électronique et indiqué dans la requête.

[3] *Note de l'éditeur :* Les instructions figurant dans la présente annexe s'appliquent aux demandes internationales déposées à compter du 1er juillet 2022 ou après cette date. La précédente version de l'annexe C continue de s'appliquer aux demandes internationales déposées avant cette date.

DÉFINITIONS

3. Aux fins des présentes instructions :

(a) les expressions “listage des séquences”, “nucléotide” et “acide aminé” ont les sens indiqués dans la norme ST.26 de l’OMPI;

(b) l’expression “listage des séquences faisant partie de la demande internationale” désigne un listage des séquences figurant dans la demande internationale telle qu’elle a été déposée, y compris tout listage des séquences qui :

(i) figure dans la demande internationale en vertu de la règle 20.5.b) ou c) ou de la règle 20.5*bis*.b) ou c),

(ii) est considéré comme figurant dans la demande internationale selon la règle 20.6.b),

(iii) a été corrigé en vertu de la règle 26, rectifié en vertu de la règle 91 ou modifié en vertu de l’article 34.2)b), ou

(iv) a été incorporé dans la demande internationale à la suite d’une modification en vertu de l’article 34.2)b) de la description en rapport avec des séquences figurant dans la demande internationale telle que déposée mais n’ayant pas été initialement incluses dans un listage des séquences;

(c) l’expression “listage des séquences ne faisant pas partie de la demande internationale” désigne un listage des séquences qui ne fait pas partie de la demande internationale mais a été remis aux fins de la recherche internationale ou de l’examen préliminaire international.

LIEN AVEC LA NORME ST.26 DE L’OMPI

4. La partie de la description réservée au listage des séquences doit être conforme à la norme ST.26 de l’OMPI. Sous réserve des exigences spécifiques énoncées dans la présente annexe, cette norme s’applique à toute divulgation de séquence de nucléotides ou d’acides aminés dans une demande internationale, notamment en ce qui concerne :

(a) la question de savoir si cette divulgation doit ou non figurer dans le listage des séquences;

(b) la manière dont les divulgations doivent être présentées;

(c) les qualificateurs pour lesquels du “texte libre” peut être utilisé en tant que valeur et l’identification des qualificateurs pour lesquels ce texte libre est considéré comme dépendant de la langue[4]; et

(d) la définition du type de document (DTD) pour un listage des séquences au format XML (eXtensible Markup Language).

5. Après toute révision de la norme ST.26 de l’OMPI, le Directeur général fixe une date à compter de laquelle la version révisée de cette norme s’applique aux demandes internationales et publie ces informations dans la gazette, ainsi que toute disposition transitoire concernant la remise à cette date ou après cette date des listages des séquences en rapport avec les demandes internationales déposées avant cette date.

[4] *Note de l’éditeur :* Voir les paragraphes 87 et 88 de la norme ST.26 de l’OMPI et la section 6, tableau 5, et la section 8, tableau 6, de l’annexe I de cette norme.

SÉQUENCES DEVANT ÊTRE PRÉSENTÉES DANS UN LISTAGE DES SÉQUENCES

6. Conformément à la norme ST.26 de l'OMPI, une séquence devant figurer dans un listage des séquences aux fins de la règle 5.2 est une séquence qui est divulguée dans n'importe quelle partie d'une demande internationale par l'énumération de ses résidus, et peut être représentée sous la forme :

(a) d'une séquence non ramifiée ou d'une région linéaire d'une séquence ramifiée contenant au moins dix nucléotides définis de manière spécifique, et dont les nucléotides adjacents sont reliés par :

(i) une liaison phosphodiester de 3' à 5' (ou de 5' à 3'); ou

(ii) toute liaison chimique résultant en une disposition de bases azotées adjacentes qui reproduit la disposition des bases azotées des acides nucléiques existant à l'état naturel; ou

(b) d'une séquence non ramifiée ou d'une région linéaire d'une séquence ramifiée contenant au moins quatre acides aminés définis de manière spécifique, et dont les acides aminés forment un squelette peptidique, c'est-à-dire que les acides aminés adjacents ont des liaisons peptidiques.

7. Conformément à la norme ST.26 de l'OMPI, un listage des séquences ne doit contenir, en tant que séquence disposant de son propre numéro d'identification de séquence, aucune séquence comportant moins de dix nucléotides définis de manière spécifique ou moins de quatre acides aminés définis de manière spécifique.

PRÉSENTATION DE SÉQUENCES DANS LA DEMANDE INTERNATIONALE

8. Lorsque des séquences figurent dans un listage des séquences, les offices ne sont pas tenus d'exiger que les séquences figurent également dans la partie principale de la description. Toutefois, dans des cas particuliers, le déposant peut avoir des raisons valables de présenter certaines séquences provenant du listage des séquences dans la partie principale de la description, les revendications ou les dessins. Lorsque les séquences sont présentées dans la partie principale de la description, les revendications ou les dessins, elles peuvent l'être de la manière considérée comme la plus appropriée pour fournir l'information aux fins concernées. Dans la description, les revendications ou les dessins de la demande, toute séquence figurant dans le listage des séquences doit être désignée par l'identificateur de séquence précédé de la mention "SEQ ID NO:", y compris lorsque cette séquence fait aussi partie intégrante de la description, des revendications ou des dessins. De même, les séquences trop courtes pour être incluses dans le listage des séquences peuvent être présentées de la manière considérée comme la plus appropriée par le déposant.

PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA LANGUE

9. La norme ST.26 de l'OMPI prescrit l'utilisation d'un "vocabulaire contrôlé" dans la description des caractéristiques d'une séquence, c'est-à-dire dans les annotations de régions ou de sites présentant un intérêt particulier conformément à l'annexe I de cette norme.

10. Conformément à la norme, les "qualificateurs" permettent de fournir certaines informations sur les caractéristiques, pour compléter les informations figurant dans la clé de caractérisation et l'emplacement de caractéristique. Plusieurs "formats de valeurs" sont autorisés selon les différents types d'informations fournies par les qualificateurs, à savoir le vocabulaire contrôlé, les énumérations de valeurs (par exemple, un nombre ou une date), le "texte libre" et les séquences.

11. Le vocabulaire défini à l'annexe I de la norme qui est indépendant de la langue ne doit être présenté qu'en conformité avec les exigences de la norme ST.26 de l'OMPI et ne doit pas être traduit. Cela inclut :

(a) les symboles des nucléotides indiqués dans la section 1 et les symboles des acides aminés indiqués dans la section 3;

(b) les abréviations pour les nucléotides modifiés indiquées dans la section 2 et les abréviations pour les acides aminés modifiés indiquées dans la section 4 comme étant les seules valeurs autorisées pour certains qualificateurs;

(c) les noms des clés de caractérisation indiqués dans les sections 5 et 7 et les noms des qualificateurs indiqués dans les sections 6 et 8, et cela, bien qu'un grand nombre de noms autorisés de clés de caractérisation et de qualificateurs soient en anglais ou soient des abréviations de termes anglais (voir, par exemple, les clés de caractérisation 5.1 "C-region" et 7.18 "MOD_RES" (abréviation de "modification of a residue") et les qualificateurs 6.5 "cell_type" et 8.3 "organism");

(d) tous les "formats de valeurs" indiqués dans les sections 6 et 8 dont l'utilisation est autorisée à l'égard de différents types d'informations fournis par les qualificateurs autres que le "texte libre" (vocabulaire contrôlé, énumérations de valeurs, telles qu'un nombre ou une date, et séquences), et cela, bien qu'un grand nombre de ces "formats de valeurs" autorisés contiennent des éléments en anglais ou des abréviations de termes anglais, ou soient des dérivés reconnaissables de mots anglais ou latins (voir, par exemple, le qualificateur 6.15 "direction", avec le format de valeur : "left", "right" ou "both"); et

(e) les valeurs de qualificateurs de "texte libre" autres que celles identifiées dans la norme comme dépendant de la langue.

12. Le texte libre dépendant de la langue doit être fourni dans une langue que l'office récepteur accepte à cette fin. La norme ST.26 de l'OMPI permet que le texte libre dépendant de la langue soit fourni dans une ou deux langues dans un même listage des séquences : l'anglais (dans l'élément `INSDQualifier_value`) et/ou une autre langue spécifiée (dans l'élément `NonEnglishQualifier_value`). La ou les langues qui sont autorisées ou dont l'utilisation est requise dans un cas particulier font l'objet d'explications dans les paragraphes 16 à 19.

13. La langue de tout texte libre inclus dans l'élément `NonEnglishQualifier_value` doit être indiquée dans l'attribut `nonEnglishFreeTextLanguageCode`. La même langue doit être utilisée pour le contenu de tous les éléments `NonEnglishQualifier_value` dans un listage des séquences. Lorsque le texte libre dépendant de la langue est fourni pour un élément `INSDQualifier_value` ou `NonEnglishQualifier_value`, il doit être fourni dans la langue pertinente pour tous les éléments de ce type.

14. La langue considérée comme la langue d'origine de tout le texte libre dépendant de la langue, à savoir la langue, ou l'une des langues, du texte libre dépendant de la langue dans le listage des séquences remis au moment du dépôt, doit de préférence être indiquée au moyen de l'attribut `originalFreeTextLanguageCode` de l'élément `ST26SequenceListing`. La langue indiquée peut être utilisée dans la phase internationale pour faciliter l'évaluation et, le cas échéant, la rectification de divergences observées entre un élément `INSDQualifier_value` et un élément `NonEnglishQualifier_value` pour un qualificateur de texte libre dépendant de la langue figurant dans le listage des séquences tel qu'il a été déposé. Pour le traitement en phase nationale, la pertinence de la langue d'origine indiquée dans les cas où plus d'une langue de texte libre a été incluse à la date du dépôt international doit relever de la législation nationale.

15. La norme ST.26 de l'OMPI exige que le nom du premier déposant mentionné soit indiqué dans la langue de dépôt. Lorsque le nom du premier déposant mentionné n'est pas indiqué en caractères latins, une translittération ou une traduction doit également être fournie en caractères latins, quelle que soit la langue du listage des séquences. Le titre de l'invention doit être indiqué dans la langue de dépôt et peut également être indiqué dans d'autres langues. Dans toute traduction de listage des séquences remise à l'office récepteur, au Bureau international, à l'administration chargée de la recherche internationale ou à l'administration chargée de l'examen préliminaire international, le déposant peut ajouter ces éléments dans la langue de la traduction, mais n'est pas tenu de le faire.

Langues du listage des séquences tel que déposé

16. La règle 12.1.d) permet aux offices récepteurs de préciser la ou les langues qui peuvent être utilisées pour le texte libre dépendant de la langue dans un listage des séquences faisant partie de la demande internationale telle que déposée. L'office peut permettre ou exiger que le texte libre dépendant de la langue soit soumis dans la même langue que celle du corps principal de la demande internationale, ou dans une autre langue. L'office récepteur peut également autoriser, sans toutefois exiger, que le listage des séquences tel que déposé contienne du texte libre dépendant de la langue dans une deuxième langue conformément à la norme ST.26 de l'OMPI. Cela permet de soumettre le texte libre dépendant de la langue à la fois dans la langue du corps principal de la demande internationale telle que déposée et dans une autre langue requise aux fins de la recherche internationale ou de la publication internationale en vertu de la règle 12.3 ou 12.4. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de soumettre la traduction du corps principal de la demande internationale en même temps que le listage des séquences; la traduction du corps principal peut être remise à une date ultérieure et la traduction dans son ensemble sera considérée comme reçue à la date à laquelle la dernière partie de la traduction est reçue.

Traductions du listage des séquences

17. Lorsqu'une traduction du texte libre dépendant de la langue dans le listage des séquences de la demande internationale ou d'une demande antérieure est requise en tant que partie d'une traduction en vertu de la règle 12.3, 12.4, 12*bis*.2.a)ii), 20.6.a)iii), 45*bis*.1.c)i), 49.5 ou 55.2.a), cette traduction doit être remise sous la forme d'un nouveau listage des séquences contenant l'intégralité du texte libre dépendant de la langue dans la langue requise, en complément ou en remplacement des langues figurant dans le listage des séquences dont le texte est traduit. Le reste du listage des séquences doit rester inchangé, à l'exception des cas suivants :

(a) les attributs appropriés de `ST26SequenceListing` décrivant le contenu, notamment l'inclusion de `productionDate` et, le cas échéant, de `nonEnglishFreeTextLanguageCode`;

(b) de préférence, l'inclusion des détails d'identification de la demande (code d'office de propriété intellectuelle, numéro de demande internationale et date de dépôt international) si ces derniers ont été attribués et notifiés au déposant, ainsi que, le cas échant, la mise à jour des autres éléments de la partie consacrée aux informations générales ayant fait l'objet d'une modification depuis le dépôt de la demande internationale, ou leur traduction dans la langue du texte libre dépendant de la langue traduit. L'office récepteur ou l'administration internationale n'exige pas la correction ou l'actualisation des éléments dans la partie consacrée aux informations générales du seul fait qu'il existe des différences par rapport aux détails correspondants dans le reste de la demande internationale ou que les détails des éléments ont changé entre la date de dépôt international et la date à laquelle la traduction est remise, ni n'exige la traduction de ces détails.

18. L'attribut `originalFreeTextLanguageCode` doit continuer à indiquer la langue d'origine, que la version dans cette langue figure ou non dans le listage des séquences traduit.

Langues des listages des séquences ne faisant pas partie de la demande internationale

19. Lorsqu'un listage des séquences est remis en vertu de la règle 13*ter*.1 ou 13*ter*.2 aux fins de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international, le texte libre dépendant de la langue doit être soumis dans l'une des langues acceptées par l'administration chargée de la recherche internationale ou l'administration chargée de l'examen préliminaire international, à savoir normalement la même langue que celle utilisée pour la partie principale de la description. Le listage des séquences peut également inclure le texte libre dépendant de la langue dans une deuxième langue, à savoir normalement la langue de dépôt ou l'anglais.

DÉPÔT D'UNE DEMANDE INTERNATIONALE CONTENANT UN LISTAGE DES SÉQUENCES OU REMISE D'UN LISTAGE DES SÉQUENCES APRÈS LE DÉPÔT

20. L'exigence selon laquelle un listage des séquences doit être présenté sous forme de fichier XML conformément à la norme ST.26 de l'OMPI signifie qu'il ne peut être déposé ou remis que sous forme électronique. Une demande contenant des séquences telles que décrites au paragraphe 6 sans ce listage des séquences est entachée d'irrégularité et peut être difficile à corriger à un stade ultérieur. Il est fortement recommandé d'établir le listage des séquences au moyen de WIPO SEQUENCE ou d'un logiciel équivalent, qui valide la forme et les aspects du contenu du listage des séquences.

21. Lorsqu'une demande internationale contenant un listage des séquences est déposée sous forme électronique, que sa transmission soit effectuée par des moyens électroniques ou matériels, le listage des séquences doit, de préférence, faire partie d'un paquet déposé conformément à l'annexe F et être codé conformément aux normes énoncées dans cette annexe.

22. Nonobstant le paragraphe 21, tout office récepteur peut accepter un fichier électronique semblant contenir un listage des séquences soumis séparément du paquet principal à la date du dépôt et doit accepter un tel fichier électronique soumis séparément dans tous les cas où il n'est pas pratique pour le déposant d'inclure le listage des séquences en tant que partie du paquet principal, par exemple parce que le fichier est trop volumineux pour être traité par le logiciel utilisé pour préparer ou recevoir le reste de la demande internationale. Si l'office récepteur n'est pas en mesure de traiter une telle demande, la demande est considérée comme ayant été reçue par cet office pour le compte du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur conformément à la règle 19.4.a)ii-*bis*).

LISTAGE DES SÉQUENCES DÉPOSÉ SÉPARÉMENT SUR UN SUPPORT MATÉRIEL

23. Tout support matériel contenant un listage des séquences déposé séparément d'un paquet visé au paragraphe 21, ou remis alors que le reste de la demande internationale est déposé sur papier, doit porter lisiblement la mention "Listage des séquences" ou son équivalent dans la langue de publication, et l'office récepteur auquel le listage des séquences est soumis doit y ajouter le numéro de la demande internationale. Lorsque le listage des séquences est soumis après la date du dépôt international, l'office doit également indiquer la nature du listage des séquences conformément à l'instruction qui convient parmi les instructions 309 à 310*ter*, 325, 511, 513, 607 ou 610. De préférence, le support matériel utilisé pour transmettre le listage des séquences doit être d'un type accepté à la fois par l'office récepteur et l'administration chargée de la recherche internationale choisie pour effectuer la recherche internationale.

24. Lorsque le fichier d'un listage des séquences est trop volumineux pour être contenu sur un seul support matériel, il doit être scindé de telle sorte que les fichiers puissent être réunis pour former un fichier contigu unique sans contenu reproduit ou manquant, conformément aux procédures énoncées aux alinéas 2.c) et c-*bis*) de l'appendice IV de l'annexe F des présentes instructions administratives. Outre l'étiquetage mentionné au paragraphe 23, chaque support matériel doit être numéroté, par exemple "DISQUE 1/3", "DISQUE 2/3", "DISQUE 3/3".

DÉPÔT DE LISTAGE DES SÉQUENCES SOUS FORME ÉLECTRONIQUE LORSQUE LE RESTE DE LA DEMANDE INTERNATIONALE EST DÉPOSÉ SUR PAPIER

25. Il est fortement déconseillé aux déposants de déposer des demandes internationales en présentant le corps principal sur papier et le listage des séquences séparément sous forme électronique. Toutefois, conformément aux alinéas d) et e) de l'instruction 703, tout office récepteur peut accepter une demande internationale déposée sous cette forme et devrait le faire s'il est manifeste qu'il n'aurait pas été pratique pour le déposant de déposer la demande auprès de l'office récepteur sous une autre forme. Si l'office récepteur n'est pas en mesure de traiter une telle demande, la demande doit être considérée comme ayant été reçue par cet office au nom du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur conformément à la règle 19.4.a)ii-*bis*).

RÉCEPTION ET TRAITEMENT D'UNE DEMANDE INTERNATIONALE CONTENANT UN LISTAGE DES SÉQUENCES

VÉRIFICATION PAR L'OFFICE RÉCEPTEUR

Fichier électronique semblant constituer un listage des séquences

26. L'office récepteur traite tout fichier électronique semblant constituer un listage des séquences au format XML de la norme ST.26 de l'OMPI comme un listage des séquences faisant partie de la demande internationale s'il est reçu au plus tard à la date à laquelle l'office récepteur détermine que les documents supposés constituer une demande international remplissent l'ensemble des exigences en vertu de l'article 11.1), que ce listage soit ou non mentionné dans le corps principal de la description ou dans la requête, même s'il n'est pas correctement indiqué comme tel, sauf dans le cas où un deuxième listage des séquences est fourni en tant que partie d'une traduction aux fins de la recherche internationale en vertu de la règle 12.3 ou de la publication internationale en vertu de la règle 12.4. Cela est indépendant de la vérification de la conformité avec la norme ST.26 de l'OMPI du fichier électronique supposé ou semblant constituer un listage des séquences (cette vérification n'incombant pas à l'office récepteur mais exclusivement à l'administration chargée de la recherche internationale). Lorsque l'office récepteur constate qu'un fichier électronique soumis séparément et divulguant des séquences semble se présenter dans un format autre que le format XML de la norme ST.26 de l'OMPI, il demande au déposant de préciser s'il est prévu que le contenu du fichier fasse partie de la description et invite le déposant à fournir le contenu dans le format accepté pour la partie principale de la description, si nécessaire. À cette fin, l'office récepteur peut exiger du déposant qu'il fournisse une déclaration selon laquelle le contenu du document nouvellement soumis dans le format accepté est identique à celui du fichier électronique original. À défaut, l'office récepteur peut convertir le fichier dans ce format sur accord du déposant.

Vérification de la conformité avec la norme ST.26 de l'OMPI et identification d'autres irrégularités

27. L'office récepteur n'est pas tenu d'effectuer des validations automatiques pour vérifier si un listage des séquences est conforme à la norme ST.26 de l'OMPI ou sinon pour vérifier si son contenu est conforme aux exigences des règles et des présentes instructions administratives. Cependant, si l'office constate une irrégularité, par exemple, dans le cadre de ses procédures de dépôt en ligne ou de toute autre procédure de l'office impliquant une vérification du fichier de listage des séquences au moyen de l'outil de validation fourni à cette fin par le Bureau international, il peut notifier ce fait au déposant.

28. Lorsque l'office récepteur constate une divergence entre des renseignements figurant dans la partie consacrée aux informations générales du listage des séquences et les renseignements correspondants dans la requête ou le corps de la demande, l'office récepteur peut attirer l'attention du déposant sur ce fait. Le déposant peut corriger la divergence dans le délai prévu à la règle 26.2 mais n'est pas tenu de le faire. La demande internationale doit être traitée sur la base des indications faites dans la requête.

Calcul de la taxe internationale de dépôt

29. Conformément à l'instruction 707.a-*bis*), lorsque la demande internationale telle qu'elle a été déposée contient un fichier électronique semblant constituer un listage des séquences au format XML de la norme ST.26 de l'OMPI, le calcul de la taxe internationale de dépôt, dans le calcul du nombre de feuilles, ne tient pas compte des éléments contenus dans un tel fichier électronique. Toutefois, lorsque le fichier électronique se présente dans un quelconque autre format, ou lorsque, de toute évidence, il ne constitue pas un listage des séquences, par exemple lorsque la partie principale de la description, les revendications ou les dessins ont été étiquetés par erreur comme étant un listage des séquences, ce fichier doit être pris en considération aux fins du calcul du nombre de feuilles.

Traitement d'un listage des séquences remis après la date de dépôt international

30. Lorsqu'un listage des séquences est reçu après la date de dépôt international en vertu de la règle 12.3 (traduction aux fins de la recherche internationale), 12.4 (traduction aux fins de la publication internationale) ou 26.4 (correction d'une irrégularité), l'office récepteur transmet un exemplaire du listage des séquences à l'administration chargée de la recherche internationale et au Bureau international, accompagnée des feuilles de remplacement également remises aux fins concernées, conformément à l'instruction 305*bis* ou 325, ainsi que le prévoit l'instruction 335.a).

31. Lorsqu'un listage des séquences est reçu après la date de dépôt international en vertu de la règle 13*ter* (listage des séquences aux fins de la recherche internationale, ne faisant pas partie de la demande internationale), l'office récepteur le transmet à l'administration chargée de la recherche internationale.

VÉRIFICATION PAR L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE OU L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

32. L'administration chargée de la recherche internationale ou l'administration chargée de l'examen préliminaire international vérifie que tout listage des séquences reçu en tant que partie de la copie de recherche, ou d'une copie de la demande internationale remise aux fins de l'examen préliminaire international, est conforme aux exigences de la norme ST.26 de l'OMPI et que le texte libre dépendant de la langue remplit les exigences linguistiques de l'administration. Lorsque le listage des séquences contient des irrégularités, ou lorsque la demande internationale contient des séquences qui auraient dû être incluses dans un listage des séquences mais ne l'ont pas été, l'administration peut inviter le déposant à remettre un listage des séquences en vertu de la règle 13*ter*.1 aux fins de la recherche internationale ou en vertu de la règle 13*ter*.2 aux fins de l'examen préliminaire international.

CORRECTION, RECTIFICATION ET MODIFICATION D'UN LISTAGE DES SÉQUENCES

33. Toute correction en vertu de la règle 26, rectification en vertu de la règle 91 ou modification en vertu de l'article 34.2)b) de la description qui est remise en rapport avec un listage des séquences faisant partie de la demande internationale telle que déposée et tout listage des séquences incorporé dans la demande internationale à la suite d'une modification en vertu de l'article 34.2)b) de la description en rapport avec des séquences figurant dans la demande internationale telle que déposée, doit être effectuée par remise d'un nouveau listage des séquences complet conforme à la norme ST.26 de l'OMPI contenant la correction, la rectification ou la modification correspondante. La nature de la correction, de la rectification ou de la modification doit être clairement indiquée dans une lettre d'accompagnement.

34. Conformément à la norme ST.26 de l'OMPI, tout listage des séquences visé au paragraphe 33 doit, dans la mesure du possible, conserver la numérotation originale des séquences figurant dans la demande telle que déposée, en représentant toute "séquence délibérément omise" s'il y a lieu, ainsi que le prescrit la norme ST.26 de l'OMPI. Autrement, les séquences doivent être numérotées conformément à cette norme, dans l'ordre dans lequel elles apparaissent dans la demande internationale.

35. Lorsque le listage des séquences visé au paragraphe 33 tel qu'il est proposé de le corriger, de le rectifier ou de le modifier, est présenté sur un support matériel, la mention "Listage des séquences – Correction", "Listage des séquences – Rectification" ou "Listage des séquences – Modification", selon le cas, ou la mention équivalente dans la langue de publication, doit être apposée sur le support, avec le numéro de demande internationale.

36. Lorsqu'un nouveau listage des séquences est reçu par l'office récepteur, cet office n'est pas tenu de vérifier le contenu du listage des séquences. L'office peut simplement vérifier qu'il a reçu un fichier électronique semblant constituer un listage des séquences, ainsi qu'une lettre d'accompagnement, puis transmettre ces éléments à l'administration chargée de la recherche internationale et au Bureau international, accompagnés des feuilles corrigées, rectifiées ou modifiées du corps principal de la demande internationale.

INCORPORATION PAR RENVOI; PARTIES MANQUANTES ET INDÛMENT DÉPOSÉES

37. Un listage des séquences manquant dans la demande internationale telle que déposée peut être inclus dans la demande internationale en vertu de la règle 20.5, ou un listage des séquences indûment déposé peut être retiré et remplacé en vertu de la règle 20.5*bis*. Le cas échéant, le listage des séquences approprié peut être confirmé comme étant incorporé par renvoi en vertu de la règle 20.6.

38. Conformément à l'instruction 335, les procédures relatives à un tel traitement sont équivalentes à celles applicables aux autres parties de la description. Lorsque le listage des séquences n'est pas incorporé par renvoi et que la date de dépôt international est corrigée, il n'est pas nécessaire de comparer le listage des séquences nouvellement remis à celui de la demande déposée antérieurement et l'office récepteur doit seulement étiqueter le listage des séquences de la manière appropriée et procéder comme indiqué aux instructions 310 et 310*bis*. Lorsque le listage des séquences est incorporé par renvoi, la procédure de l'instruction 309 s'applique, auquel cas l'office récepteur enregistre l'annotation appropriée dans le nom de fichier ou les métadonnées du fichier XML contenant le listage des séquences respectif. Il est recommandé à l'office récepteur de demander conseil au Bureau international lorsqu'une assistance est nécessaire pour comparer les listages des séquences remis aux fins de confirmation de l'incorporation par renvoi avec le listage des séquences provenant d'une demande antérieure.

LISTAGE DES SÉQUENCES NE FAISANT PAS PARTIE DE LA DEMANDE INTERNATIONALE

39. Tout listage des séquences remis en vertu des règles 13*ter*.1, 13*ter*.2 et 45*bis*.5.c) à une administration internationale aux fins de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international ne fait pas partie de la demande internationale, conformément à la règle 13*ter*.1.e) (le cas échéant, en vertu des règles 13*ter*.2 et 45*bis*.5.c)). Tout listage des séquences ainsi remis doit être accompagné d'une déclaration selon laquelle le listage des séquences ne va pas au-delà de la divulgation faite dans la demande internationale telle que déposée.

40. Les paragraphes 4 à 20 et 24 de la présente annexe s'appliquent *mutatis mutandis* à tout listage des séquences de ce type. Ce listage des séquences doit contenir toutes les séquences divulguées dans la demande internationale telle que déposée qui remplissent les critères mentionnés au paragraphe 6. Conformément à la norme ST.26 de l'OMPI, ce listage des séquences doit, dans la mesure du possible, conserver la numérotation originale des séquences figurant dans la demande telle que déposée, en représentant toute "séquence délibérément omise" s'il y a lieu, ainsi que le prescrit la norme ST.26 de l'OMPI. Autrement, les séquences doivent être numérotées conformément à cette norme, dans l'ordre dans lequel elles apparaissent dans la demande internationale.

41. Lorsqu'un tel listage des séquences est remis sur un support matériel, le support doit porter la mention "Listage des séquences ne faisant pas partie de la demande internationale", apposée sur celui-ci, ou son équivalent dans la langue de la publication ou de l'examen préliminaire international, ainsi que le numéro de la demande internationale.

TRANSMISSION DES LISTAGES DES SÉQUENCES ENTRE OFFICES

42. Lorsqu'un listage des séquences doit être transmis entre un office récepteur, le Bureau international, l'administration chargée de la recherche internationale, l'administration chargée de l'examen préliminaire international et un office désigné ou élu, le contenu du fichier envoyé doit rester inchangé par rapport à la version reçue du déposant. Lorsque le listage des séquences est transmis en ligne, le numéro de la demande internationale et le type de listage des séquences (tel que déposé, corrigé, aux fins de la recherche internationale, etc.) doivent être codés dans le nom de fichier ou dans les métadonnées XML ou équivalentes de référence qui conviennent selon le mode de transmission en ligne.

43. Lorsqu'un listage des séquences a été reçu sur un support matériel, le listage des séquences peut être transmis en ligne, auquel cas le numéro de la demande internationale et le type de listage des séquences doivent être codés dans le nom de fichier ou les métadonnées associées de la même manière que si le listage des séquences avait été reçu en ligne. Si le listage des séquences est transmis sur un support matériel, une étiquette doit être apposée sur le support conformément à ce qui est indiqué dans les paragraphes pertinents ci-dessus, sans qu'aucune modification ne soit apportée au contenu du support.

PROCÉDURE DEVANT LES OFFICES DÉSIGNÉS ET ÉLUS

44. Les règles 13*ter*.3 et 76.5 stipulent qu'aucun office désigné ou élu ne doit exiger du déposant qu'il lui fournisse un listage des séquences autre qu'un listage des séquences conforme à la norme prévue dans les instructions administratives. Si aucun listage des séquences conforme à la norme et contenant le texte libre dépendant de la langue dans la langue requise pour le traitement en phase nationale n'est disponible pour l'office désigné ou élu, cet office peut exiger que le déposant fournisse une traduction en vertu de la règle 49.5 sous la forme d'un nouveau listage des séquences conformément aux paragraphes 17 et 18, dans un délai raisonnable en l'espèce.

45. L'office désigné ou élu n'exige pas qu'un nouveau listage des séquences lui soit remis en tant que partie d'une traduction en vertu de la règle 49.5 uniquement parce qu'un listage des séquences déjà remis en tant que partie de la demande internationale contient du texte libre dépendant de la langue dans une seconde langue en plus de celle requise aux fins du traitement en phase nationale, ou parce que le listage des séquences ne contient pas d'identifiants de demande nationale dans la partie consacrée aux informations générales du listage des séquences.

DÉLIVRANCE PAR LE BUREAU INTERNATIONAL DE COPIES DU RAPPORT D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL : NOTIFICATION D'OFFICES ÉLUS EN VERTU DE LA RÈGLE 94.1.c) DU PCT

JM Jamaïque

En vertu à la règle 94.1.c) du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle de la Jamaïque**, en sa qualité d'office élu, a demandé au Bureau international de délivrer en son nom des copies du rapport d'examen préliminaire international[5].

[5] Les informations, indiquant quels offices élus ont demandé au Bureau international de délivrer des copies du rapport d'examen préliminaire international en leur nom, sont publiées sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/access_iper.html

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

3 mars 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 75

Offices récepteurs

JM Jamaïque 75

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF),** ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mai 2022, sont de CHF 301 pour un dépôt en ligne, et de CHF 452 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICE RÉCEPTEURS

JM Jamaïque

L'**Office de la propriété intellectuelle de la Jamaïque** a spécifié l'Office de la propriété intellectuelle du Canada et l'Office européen des brevets (OEB) en tant qu'administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées auprès du Bureau international par les ressortissants de la Jamaïque et les personnes domiciliées dans ce pays, avec effet depuis le 10 février 2022.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

10 mars 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
EP Organisation européenne des brevets 77

Instructions administratives du PCT : Modifications de l'annexe F et de l'annexe F, appendice I (norme concernant le dépôt et le traitement électroniques des demandes internationales)
Note du Bureau international 78

Taxes payables en vertu du PCT
EP Organisation européenne des brevets 78

Offices désignés (ou élus)
DE Allemagne 79

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.2 du PCT : notifications par des offices et le Bureau international en vertu de la règle 82*quater*.2.a)
EP Organisation européenne des brevets 80

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

EP Organisation européenne des brevets

Accord entre l'Organisation européenne des brevets et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office européen des brevets (OEB)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications consistent en des changements des montants de plusieurs taxes.

Les modifications apportées à l'annexe D, qui entreront en vigueur le 1er avril 2022, auront la teneur suivante:

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (euro)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	[sans changement][2]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a) et règle 40*bis*[3])	[sans changement][2]
Taxes de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a))	[sans changement][2]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	[sans changement][2]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	[sans changement][2]
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	935
Taxe de réexamen (règle 45*bis*.6.c))	935
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	245

1 Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_ep.pdf

2 La taxe est réduite de 75% sous certaines conditions (voir la décision du Conseil d'administration de l'OEB datée du 12 décembre 2019 (JO OEB 2020, A4)). Voir le paragraphe 4) de la partie II pour plus de détails.

3 La taxe s'applique en relation avec la nouvelle règle 20.5*bis* du PCT (voir la décision du Conseil d'administration de l'OEB datée du 27 mars 2020 (JO OEB 2020, A36)).

INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT : MODIFICATIONS DE L'ANNEXE F ET DE L'ANNEXE F, APPENDICE I (NORME CONCERNANT LE DÉPÔT ET LE TRAITEMENT ÉLECTRONIQUES DES DEMANDES INTERNATIONALES)

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

Après consultation avec des offices et administrations intéressés, conformément à la règle 89.2.b) du PCT et suite à la procédure de modification prévue dans les Instructions administratives du PCT (annexe F, section 2.5), les modifications des instructions administratives, annexe F, appendice I (DTDs en XML pour la norme e-PCT), sections 3 et 5, ont été promulguées, avec effet à compter du 1er juillet 2022.

Ces modifications permettent l'utilisation des fichiers ST.26 de l'OMPI pour le dépôt des demandes internationales à partir du 1er juillet 2022, et maintiennent l'utilisation des fichiers ST.25 de l'OMPI pour le traitement des demandes internationales déposées avant cette date.

En raison de contenu extrêmement technique, les textes consolidés modifiés de l'annexe F, et de l'annexe F, appendice I, des instructions administratives ne sont pas reproduits ici mais ont été publiés sous la forme des documents PCT/AI/ANF/7 et PCT/AI/DTD/16 sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/fr/texts/index.html

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EP Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur et applicables à compter du 1er avril 2022, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT)	EUR	140
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT)	EUR	110
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT)	EUR	685

[Mise à jour de l'annexe C(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a également notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et applicables à compter du 1er avril 2022, comme suit :

Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT)	EUR	935
Taxe de réexamen (règle 45*bis*.6.c) du PCT)	EUR	935
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.1.c) du PCT)	EUR	245

[Mise à jour des annexes D(EP) et SISA(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international. Ces montants, également applicables à compter du 1er avril 2022, sont comme suit :

Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT)	EUR	935
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.2 du PCT)	EUR	245

[Mise à jour de l'annexe E(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

DE Allemagne

L'**Office allemand des brevets et des marques** a notifié de nouveaux délais applicables pour l'ouverture de la phase nationale, en vertu des articles 22.3) et 39.1)b). Les nouveaux délais seront de 31 mois à compter de la date de priorité pour chacun de ces articles. Les nouveaux délais s'appliqueront à compter du 1er mai 2022 aux demandes internationales pour lesquelles le délai de 30 mois précédemment applicable n'a pas encore expiré ou n'expire pas le 30 avril 2022 et dans la mesure où le déposant n'a pas expressément fait une demande effective d'ouverture de la phase nationale au titre des articles 23.2) et 40.2) du PCT avant le 1er mai 2022.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (DE) *du Guide du déposant du PCT*]

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.2.a)

EP Organisation européenne des brevets

Conformément à la règle 82*quater*.2.a) relative à l'excuse de retard dans l'observation de certains délais en raison de l'indisponibilité de moyens de communication électronique au sein d'un office ou d'une organisation, l'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international la période d'indisponibilité suivante de l'un des moyens de communication électronique autorisés au sein de l'office :

– Dépôt en ligne 2.0 : du 27 février 2022, 19h00 HEC (heure d'Europe centrale) jusqu'au 28 février 2022, 10h27 HEC.

Les déposants qui n'ont pas pu observer un délai selon le PCT en raison de l'indisponibilité du service susmentionné peuvent demander l'excuse de retard dans l'observation de délais en vertu de la règle 82*quater*.2 du PCT selon les conditions applicables, publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 26 novembre 2020, page 254.

Des informations concernant cette indisponibilité ont été publiées sur le site Internet de l'OEB, à l'adresse suivante :

https://www.epo.org/service-support/availability-of-online-services/2022_fr.html

et sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/fr/texts/unavailability.html

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

17 mars 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

IE Irlande 82

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 82
EP Organisation européenne des brevets 82
SE Suède 83
XN Institut nordique des brevets 83

Offices désignés (ou élus)

EP Organisation européenne des brevets 84

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

IE Irlande

L'**Office de la propriété intellectuelle d'Irlande** a notifié au Bureau international un changement relatif à son siège et son adresse postale, comme suit :

Siège et adresse postale :	Government Offices, Hebron Road, Kilkenny, R95 H4XC, Irlande

[Mise à jour de l'annexe B1(IE) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mai 2022, sont de EUR 306 pour un dépôt en ligne, et de EUR 458 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **couronne islandaise (ISK)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er mai 2022, est de ISK 251.800.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **couronne suédoise (SEK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er mai 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	SEK	14.330
Taxe par feuille à compter de la 31e :	SEK	160
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	SEK	2.150
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	SEK	3.230
Taxe de traitement :	SEK	2.150

[Mise à jour des annexes C(SE) et E(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **couronne islandaise (ISK)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'office. Ce montant, applicable à compter du 1er mai 2022, est de ISK 251.800.

[Mise à jour de l'annexe D(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

XN Institut nordique des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **couronne islandaise (ISK)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut nordique des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er mai 2022, est de ISK 251.800.

[Mise à jour de l'annexe D(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

EP Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de sa taxe nationale, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er avril 2022, sont comme suit :

Taxe nationale :		
Taxe de dépôt[1, 2] :		
– pour les dépôts en ligne	EUR	130
– pour les dépôts effectués autrement qu'en ligne	EUR	270
Taxe de désignation pour un ou plusieurs États désignés membres de l'OEB[3]	EUR	630
Taxe de revendication[4] :		
– pour chaque revendication à partir de la 16e et jusqu'à la 50e	EUR	250
– pour chaque revendication à partir de la 51e	EUR	630
Taxe de recherche[4] :		
– pour les demandes (internationales) déposées avant le 1er juillet 2005	EUR	950
– pour les demandes (internationales) déposées le 1er juillet 2005 ou ultérieurement	EUR	1.390
Taxe de poursuite de la procédure :		
– en cas de retard de paiement d'une taxe	[Sans changement]	
– autres cas	EUR	275
Taxe pour fourniture tardive d'un listage des séquences	EUR	245

1 Doit être payée dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité. Pour les taxes de revendication, voir également le paragraphe EP.08 du chapitre national EP.

2 Voir la Décision du Conseil d'administration de l'OEB du 15 décembre 2021 (CA/D 13/21), JO OEB 2022, A2.

3 Les taxes de désignation, d'extension et de validation sont payables dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité ou un délai de six mois après la date de publication du rapport de recherche internationale, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué.

4 Doit être payée dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité. Pour les taxes de revendication, voir également le paragraphe EP.08 du chapitre national EP.

Taxe d'examen[5] :		
– pour les demandes (internationales) déposées avant le 1er juillet 2005	EUR	1.955
– pour les demandes (internationales) déposées le 1er juillet 2005 ou ultérieurement pour lesquelles il n'est pas établi de rapport complémentaire de recherche européenne	EUR	1.955
– pour toutes les autres demandes (internationales) déposées le 1er juillet 2005 ou ultérieurement	EUR	1.750
Taxe annuelle pour la troisième année[6]	EUR	505

Enfin, l'office a notifié un nouveau montant de la réduction de la taxe de recherche faisant partie de la taxe nationale, exprimé en **euro (EUR)**, pour les demandes internationales pour lesquelles le rapport de recherche internationale ou un rapport de recherche internationale supplémentaire a été établi par l'Office autrichien des brevets, ou, en accord avec le Protocole sur la centralisation, par l'Office espagnol des brevets et des marques, l'Office national des brevets et de l'enregistrement de la Finlande (PRH), l'Institut nordique des brevets, l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV), l'Office turc des brevets et des marques (Turkpatent) ou l'Institut des brevets de Visegrad (VPI).

Le nouveau montant de cette réduction, applicable à compter du 1er avril 2022, est de EUR 1.185[7].

[Mise à jour du chapitre national, résumé (EP), du *Guide du déposant du PCT*]

[5] Une requête en examen doit être présentée par écrit et la taxe d'examen payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT et de la règle 159(1) de la CBE ou un délai de six mois après la date de publication du rapport de recherche internationale, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué.

[6] Cette taxe est due avant l'expiration du mois dans lequel tombe le deuxième anniversaire (24 mois) de la date du dépôt international; elle est due dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité si ce délai expire plus tard.

[7] Voir la Décision du Conseil d'administration de l'OEB du 15 décembre 2021 (CA/D 13/21), JO OEB 2022, A2.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

24 mars 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

XV Institut des brevets de Visegrad 87

Taxes payables en vertu du PCT

ES Espagne 87

Offices désignés (ou élus)

ES Espagne 87

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

XV Institut des brevets de Visegrad

L'**Institut des brevets de Visegrad** a notifié au Bureau international un changement relatif à son numéro de téléphone, comme suit :

Téléphone : (361) 951 5770

De plus, l'office a notifié des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) – depuis le 1er mars 2022, l'office a supprimé ses services de télécopie et n'accepte plus le dépôt de documents par des moyens de télécommunication.

[Mise à jour de l'annexe B2(XV) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

ES Espagne

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié de nouveaux montants de la taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT), exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Cette taxe est de EUR 107,46 pour un dépôt sur papier et de EUR 91,35 pour un dépôt électronique. Ces montants sont applicables depuis le 1er janvier 2022.

[Mise à jour de l'annexe C(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

ES Espagne

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié de nouveaux montants de la taxe nationale pour un brevet ou un modèle d'utilité, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Cette taxe est de EUR 102,39 pour un dépôt sur papier et de EUR 87,03 pour un dépôt électronique. Ces montants sont applicables depuis le 1er janvier 2022.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (ES), du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

31 mars 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 89
RU Fédération de Russie 89

Offices récepteurs

JM Jamaïque 89

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'I**nstitut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2022, sont de USD 335, pour un dépôt en ligne, et de USD 503 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2022, sont de CHF 76 et EUR 74 pour des recherches effectuées en russe et de CHF 357 et EUR 348 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ces montants, également applicables à compter du 1er juin 2022, sont de CHF 105 et CHF 168 (ce dernier montant s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement)).

[Mise à jour de l'annexe SISA(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

JM Jamaïque

L'**Office de la propriété intellectuelle de la Jamaïque** a spécifié l'Office australien des brevets — en plus de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada et l'Office européen des brevets (OEB) — en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées auprès du Bureau international par les ressortissants de la Jamaïque et les personnes domiciliées dans ce pays, avec effet depuis le 17 mars 2022.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

7 avril 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

CN Chine 91
RU Fédération de Russie 91

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CN Chine

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2022, est de EUR 299.

[Mise à jour de l'annexe D(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2022, sont de USD 81 pour des recherches effectuées en russe, et de USD 383 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

14 avril 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

États contractants

États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

CV Cabo Verde 93

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 93
AU Australie 93
CL Chili 94
EG Égypte 94
EP Organisation européenne des brevets 95
PH Philippines 95
SG Singapour 95
UA Ukraine 95
US États-Unis d'Amérique 96
ZA Afrique du Sud 96

Offices récepteurs

UA Ukraine 96

Offices désignés (ou élus)

JM Jamaïque 97

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ÉTATS CONTRACTANTS

États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

CV Cabo Verde

Le 6 avril 2022, **Cabo Verde** a déposé son instrument d'adhésion à la Convention de Paris pour la protection industrielle (Convention de Paris) et au *Traité de coopération en matière de brevets* (PCT) et sera lié par le PCT le **7 juillet 2022**. Par conséquent, toute demande internationale déposée le 7 juillet 2022 ou ultérieurement comprendra automatiquement la désignation de Cabo Verde (code du pays : CV).

Cabo Verde sera lié par le chapitre II du PCT et sera automatiquement élu dans toute demande d'examen préliminaire international relative à une demande internationale déposée le 7 juillet 2022 ou ultérieurement.

En outre, à partir du 7 juillet 2022, les ressortissants de Cabo Verde et les personnes domiciliées dans ce pays pourront déposer des demandes internationales au titre du PCT.

[Mise à jour de l'annexe A du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar de Singapour (SGD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2022, est de SGD 2.648.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR**), a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2022, est de EUR 1.508.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

CL Chili

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2022, sont comme suit :

Taxe de recherche :	EUR 1.824
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une personne physique ou morale :	EUR 365 (applicable lorsque le déposant est ressortissant d'un des États, et est domicilié dans un des États, qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à ce critère.)
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une université :	EUR 274 (applicable lorsque le déposant est a) une université chilienne, ou b) une université étrangère qui a son siège dans un des États qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt et est authentifiée par son représentant légal, au moyen d'une simple déclaration signée en présence d'un notaire, en tant qu'université constituée conformément à la législation de cet État, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire au critère indiqué au point a) ou au point b).)

[Mise à jour de l'annexe D(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

EG Égypte

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office égyptien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2022, est de EUR 199.

[Mise à jour de l'annexe D(EG) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar de Singapour (SGD) et en dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2022, sont de SGD 2.648 et USD 1.946.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

PH Philippines

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2022, sont de EUR 912 ou de EUR 365 (ce dernier montant s'applique lorsque le déposant est une petite entreprise[1]).

[Mise à jour de l'annexe D(PH) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2022, est de EUR 1.501.

[Mise à jour de l'annexe D(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

UA Ukraine

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État « Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent) ».** Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2022, sont de USD 110 pour les recherches effectuées en russe ou en ukrainien, et de USD 330 pour les recherches effectuées en allemand, en anglais ou en français.

[Mise à jour de l'annexe D(UA) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Une petite entreprise fait référence à toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou lorsque le déposant est toute entité, agence, bureau, service ou unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro** et en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2022, sont de EUR 1988 et de ZAR 31.920 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, de EUR 994 et de ZAR 15.960 pour une petite entité et de EUR 497 et de ZAR 7.980 pour une micro-entité, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

ZA Afrique du Sud

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er juin 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	ZAR	20.980
Taxe par feuille à compter de la 31e :	ZAR	240
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	ZAR	3.160
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	ZAR	4.730

[Mise à jour de l'annexe C(ZA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

UA Ukraine

Le **Ministère de l'économie de l'Ukraine et l'Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État « Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent) »** ont spécifié l'Office européen des brevets (OEB) et l'**Entreprise d'État dénommée "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)"** en tant qu'administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées auprès du Bureau international par les ressortissants de l'Ukraine et les personnes domiciliées dans ce pays, avec effet depuis le 24 février 2022.

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

JM Jamaïque

Des renseignements se rapportant aux exigences de l'**Office de la propriété intellectuelle de la Jamaïque** en tant qu'office désigné (ou élu) figurent dans le résumé du chapitre national (JM) du *Guide du déposant du PCT*, qui est publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

RÉSUMÉ **Office désigné (ou élu)** **RÉSUMÉ**

JM OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE LA JAMAÏQUE JM

Résumé des exigences pour l'ouverture de la phase nationale

Délais applicables pour l'ouverture de la phase nationale :	En vertu de l'article 22.1) du PCT :	30 mois à compter de la date de priorité	
	En vertu de l'article 39.1)a) du PCT :	30 mois à compter de la date de priorité	
Traduction de la demande internationale requise en[1] :	Anglais		
Éléments que doit comporter la traduction pour l'ouverture de la phase nationale[1] :	En vertu de l'article 22 du PCT : Description, revendications (si elles ont été modifiées, à la fois telles que déposées initialement et telles que modifiées, ainsi que toute déclaration faite en vertu de l'article 19[2] du PCT), texte éventuel des dessins, abrégé En vertu de l'article 39.1) du PCT : Description, revendications, texte éventuel des dessins, abrégé (si l'un quelconque de ces éléments a été modifié, il doit figurer à la fois tel que déposé initialement et tel que modifié par les annexes du rapport d'examen préliminaire international)[2]		
Une copie de la demande internationale est-elle requise ?	Une copie n'est exigée que si l'office n'a pas reçu du Bureau international de copie de la demande internationale conformément à l'article 20 du PCT. Cela peut se produire lorsque le déposant demande expressément l'ouverture anticipée de la phase nationale selon l'article 23.2) ou 40.2) du PCT		
Taxe nationale :	Monnaie : Dollar jamaïcain (JMD)		
	Pour un brevet :		
	Taxe de dépôt[1] :	JMD	30.000
	Pour un modèle d'utilité :		
	Taxe de dépôt[1] :	JMD	10.000
Exemption, réduction ou remboursement de la taxe nationale :	Néant		

[Suite sur la page suivante]

[1] Doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

[2] Lorsque le déposant remet une traduction de la demande internationale uniquement telle que modifiée ou uniquement telle que déposée initialement, l'office l'invite à remettre la traduction manquante.

RÉSUMÉ **Office désigné (ou élu)** **RÉSUMÉ**

JM OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE LA JAMAÏQUE JM

[Suite]

Exigences particulières de l'office (règle 51*bis* du PCT):	Nom et adresse de l'inventeur s'ils n'ont pas été indiqués dans la partie "requête" de la demande internationale [3, 4] Déclaration justifiant du droit du déposant au brevet lorsque le déposant n'est pas l'inventeur[3, 4] Justification du droit de revendiquer la priorité lorsque le déposant n'est pas le déposant qui a déposé la demande antérieure[3, 4] Justification du changement du nom du déposant si le changement est survenu après la date du dépôt international et qu'il n'a pas été reflété dans une notification émanant du Bureau international (formulaire PCT/IB/306)[4] Nomination d'un mandataire si le déposant n'est pas domicilié en Jamaïque[5] Justification de la désignation du mandataire (autorisation ou pouvoir)[5] Fourniture, le cas échéant, d'un listage des séquences de nucléotides ou d'acides aminés sous forme électronique
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Toute personne physique ou morale domiciliée en Jamaïque
L'office accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de la "diligence requise"

[3] Cette exigence peut être remplie si la déclaration correspondante a été faite conformément à la règle 4.17 du PCT.

[4] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de l'invitation. L'office facturera des frais pour le respect de cette exigence en réponse à l'invitation. Pour le montant de la taxe, il convient de se référer à l'annexe JM.I.

[5] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai indiqué dans l'invitation.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

28 avril 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

CN Chine 101
PL Pologne 101
SY République arabe syrienne 101

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 101
ES Espagne 102
SE Suède 102
XN Institut nordique des brevets 102
XV Institut des brevets de Visegrad 102

Offices récepteurs

JM Jamaïque 102

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

GB Royaume-Uni 103
SY République arabe syrienne 103

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notification d'offices et autorités participants

TR Turquie 106

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

CN Chine

L'Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) a notifié au Bureau international un changement relatif à son numéro de téléphone, qui est désormais le suivant :

Téléphone :	(86-10) 62 35 66 55 (service clients)

[Mise à jour de l'annexe B1(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

PL Pologne

L'**Office des brevets de la République de Pologne** a notifié au Bureau international des changements relatifs à ses numéros de téléphone, qui sont désormais les suivants :

Téléphone :	(48-22) 579 01 27 (Division des demandes internationales) (48-22) 579 03 63 (Centre de contact)

[Mise à jour de l'annexe B1(PL) du *Guide du déposant du PCT*]

SY République arabe syrienne

Le **Ministère du commerce intérieur et de la protection des consommateurs, Direction de la protection de la propriété industrielle et commerciale (République arabe syrienne)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son adresse de courrier électronique et son adresse Internet, qui sont désormais les suivants:

Courrier électronique :	patentoffice@spo.gov.sy
Internet :	www.dcip.gov.sy

[Mise à jour de l'annexe B1(SY) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **dollar des États-Unis (USD)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets.** Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2022, est de USD 1.946.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

ES Espagne

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **dollar des États-Unis (USD)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office espagnol des brevets et des marques**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2022, est de USD 1.946.

[Mise à jour de l'annexe D(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2022, est de USD 1.946.

[Mise à jour de l'annexe D(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

XN Institut nordique des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **dollar des États-Unis (USD)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut nordique des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2022, est de USD 1.946.

[Mise à jour de l'annexe D(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

XV Institut des brevets de Visegrad

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **dollar des États-Unis (USD)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut des brevets de Visegrad**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2022, est de USD 1.946.

[Mise à jour de l'annexe D(XV) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

JM Jamaïque

L'**Office de la propriété intellectuelle de la Jamaïque** a spécifié l'Office autrichien des brevets – en plus de l'Office australien des brevets, de l'Office canadien des brevets et de l'Office européen des brevets - en tant qu'administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, pour les demandes internationales déposées auprès de l'office par les ressortissants de la Jamaïque et les personnes domiciliées dans ce pays, avec effet à compter du 1er mai 2022.

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

GB Royaume-Uni

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 703.a), 710.b) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international des changements à apporter à sa notification publiée dans la Gazette du PCT nº 32/2004 du 5 août 2004 (pages 18093 et suivantes).

En particulier, à compter du 1er juillet 2022, l'Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni), en sa qualité d'office récepteur, n'acceptera plus le dépôt des demandes internationales sous forme électronique au moyen du logiciel PCT-SAFE et acceptera le dépôt des demandes internationales sous forme électronique au moyen du dépôt ePCT.

Par conséquent, à compter du 1er juillet 2022, l'Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni), en sa qualité d'office récepteur, est disposé à accepter les demandes internationales sous forme électronique conformément aux exigences suivantes :

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– logiciel *epoline*®

– dépôt ePCT

SY République arabe syrienne

Le **Ministère du commerce intérieur et de la protection des consommateurs, Direction de la protection de la propriété industrielle et commerciale (République arabe syrienne)**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713 des Instructions administratives du PCT, qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du 15 juin 2022, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (963-11) 516 1185

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : epct@dcip.gov.sy

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (dcip.gov.sy).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATIONS D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Afin de faciliter l'accès aux documents de priorité, le Bureau international a créé le Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS"), conformément à une décision de 2006 de l'Assemblée de l'Union de Paris, de l'Assemblée du PLT et de l'Assemblée de l'Union du PCT.

Depuis avril 2009, le Bureau international, et tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés, est en mesure de participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après dénommé "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT), dans un large éventail de supports et formats.

Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité, ou conformément aux instructions 715.a)i) ou b) des Instructions administratives du PCT, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html

TR Turquie

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité, l'**Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant, avec effet à compter du 1er juin 2022[1].

[Mise à jour de l'annexe B1(TR) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Pour plus de détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/das/fr/participating_offices/details.jsp?id=11586

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

5 mai 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

IT Italie 108
JP Japon 108
SE Suède 109
SG Singapour 109

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

IL Israël 110

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique : exigences des offices désignés et élus

IT Italie 110

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IT Italie

L'**Office italien des brevets et des marques** a notifié des changements relatifs aux composantes de la taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT), exprimées en **euro (EUR)** et payables à l'office en sa qualité d'office récepteur, comme suit :

	Papier	*Electronique*
– pour la demande de préparation du document de priorité (en timbres) :	16	16
– pour chaque série complète ou incomplète de quatre pages (description, revendications, abrégé, dessins, certificat de dépôt et certificat d'authenticité) (en timbres), plus :	16	-
– pour le téléchargement de la copie électronique (en timbres), plus	-	16
– pour une demande de brevet :	7	3
– pour une demande de modèle d'utilité :	5	3

[Mise à jour de l'annexe C(IT) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **yen japonais (JPY)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et pour la taxe par feuille à compter de la 31e (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour une réduction selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	JPY	179.000
Taxe par feuille à compter de la 31e :	JPY	2.000
Réduction (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
– Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	JPY	40.400

[Mise à jour de l'annexe C(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar de Singapour (SGD)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'Office. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de SGD 1.835.

[Mise à jour des l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, un nouveau montant équivalent, exprimé en **yen japonais (JPY)**, a été établi pour la taxe de traitement, conformément à la règle 57.2.d) du PCT. Ce montant, également applicable à compter du 1er juillet 2022, est de JPY 26.900.

[Mise à jour des l'annexe E(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

De nouveaux montants équivalents exprimés en **couronne suédoise (SEK),** ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, conformément à la règle 15.2.d) du PCT, pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement, conformément à la règle 57.2.d) du PCT. Ces montants, payables à l'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)** et applicables à compter du 1er juillet 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	SEK	13.470
Taxe par feuille à compter de la 31e :	SEK	150
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
– Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	SEK	2.020
– Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	SEK	3.030
Taxe de traitement :	SEK	2.020

[Mise à jour de l'annexe C(SE) et E(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **yen japonais (JPY)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de JPY 206.300.

[Mise à jour de l'annexe D(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

IL Israël

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 703.a), 710.b) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office des brevets d'Israël**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié des changements à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 25 août 2016 (pages 186 et suivantes).

En particulier, à compter du 1er juillet 2022, l'Office des brevets d'Israël, en sa qualité d'office récepteur, n'acceptera plus les demandes internationales sous forme électronique déposées au moyen du logiciel PCT-SAFE.

Par conséquent, à compter du 1er juillet 2022, l'Office des brevets d'Israël, en sa qualité d'office récepteur, est disposé à accepter les demandes internationales sous forme électronique conformément aux exigences suivantes :

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

[Mise à jour de l'annexe C(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES ET AUTRE MATÉRIEL BIOLOGIQUE : EXIGENCES DES OFFICES DÉSIGNÉS ET ÉLUS

IT Italie

L'**Office italien des brevets et des marques** a notifié des exigences supplémentaires relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique, comme suit :

Lorsque le déposant demande une publication anticipée ou notifie la demande internationale à des tiers avant l'expiration du délai de 16 mois à compter de la date de priorité, les indications prévues à la Règle 13*bis*.3.a)i) à iii) doivent être fournies dans un délai ne dépassant pas la date de cette demande ou de cette notification (Voir le Décret législatif No. 30/2005, article 162(2)).

[Mise à jour de l'annexe L du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

12 mai 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

EA Organisation eurasienne des brevets 112

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 112
DK Danemark 113
EP Organisation européenne des brevets 113
ES Espagne 114
FI Finlande 114
JP Japon 114
SE Suède 115
TR Turquie 115
XN Institut nordique des brevets 115
XV Institut des brevets de Visegrad 115

Offices désignés (ou élus)

LA République démocratique populaire lao 116

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

EA Organisation eurasienne des brevets

À sa cinquante troisième session (23e session ordinaire), tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a nommé l'**Office eurasien des brevets** en qualité d'administration chargée de la recherche internationale (ISA) et d'administration chargée de l'examen préliminaire international (IPEA) au titre du PCT (publiée dans les Notifications Officielles (Gazette du PCT) du 17 février 2022 (page 46)).

Le 26 avril 2022, l'office a notifié au Bureau international que l'accord entre l'Office et le Bureau international entrera en vigueur le 1er juillet 2022.

L'accord entre l'Organisation eurasienne des brevets et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle concernant les fonctions de l'Office eurasien des brevets en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international au titre du Traité de coopération en matière de brevets (texte en vigueur à partir du 1er juillet 2022) figure à la fin de ce numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **franc suisse (CHF)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets.** Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de CHF 1.809.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

DK Danemark

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **couronne danoise (DKK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, conformément à la règle 15.2.d) du PCT, ainsi que pour des réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	DKK	9.710
Taxe par feuille à compter de la 31e :	DKK	110
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	DKK	1.460
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	DKK	2.190

[Mise à jour de l'annexe C(DK) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, conformément à la règle 15.2.d) du PCT, ainsi que pour des réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	EUR	1.305
Taxe par feuille à compter de la 31e :	EUR	15
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête n'étant pas en format à codage de caractères) :	EUR	98
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	EUR	196
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	EUR	294

[Mise à jour de l'annexe C(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi en vertu de la règle 16.1.d) du PCT pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, également applicable à compter du 1er juillet 2022, est de CHF 1.809.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, un nouveau montant équivalent, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour la taxe de traitement, conformément à la règle 57.2.d) du PCT. Ce montant, également applicable à compter du 1er juillet 2022, est de EUR 196.

[Mise à jour de l'annexe E(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

ES Espagne

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **franc suisse (CHF)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office espagnol des brevets et des marques**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de CHF 1.809.

[Mise à jour de l'annexe D(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

FI Finlande

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **franc suisse (CHF)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de CHF 1.809.

[Mise à jour de l'annexe D(FI) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2022, sont de CHF 1.062 pour une demande en japonais[1], et de CHF 1.255 pour une demande en anglais[2].

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Pour les demandes internationales déposées en japonais ou les demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT. Cette taxe est réduite pour des demandes par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxes, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions sur l'éligibilité, voir https://www.jpo.go.jp/system/process/tesuryo/genmen/genmen20190401/document/index/leaflet_e.pdf

[2] Pour les demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

SE Suède

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de CHF 1.809.

[Mise à jour de l'annexe D(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

TR Turquie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **franc suisse (CHF)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de CHF 1.809.

[Mise à jour de l'annexe D(TR) du *Guide du déposant du PCT*]

XN Institut nordique des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **franc suisse (CHF)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut nordique des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de CHF 1.809.

[Mise à jour de l'annexe D(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, un nouveau montant équivalent, exprimé en **couronne danoise (DKK)**, a été établi pour la taxe de traitement, conformément à la règle 57.2.d) du PCT. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de DKK 1.460.

[Mise à jour de l'annexe E(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

XV Institut des brevets de Visegrad

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **franc suisse (CHF)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut des brevets de Visegrad**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de CHF 1.809.

[Mise à jour de l'annexe D(XV) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

LA République démocratique populaire lao

Des renseignements se rapportant aux exigences du **Bureau international agissant pour le Département de la propriété intellectuelle, Ministère de la Science et de la Technologie (République démocratique populaire lao)** en tant qu'office désigné (ou élu) figurent désormais dans le résumé du chapitre national (LA) du *Guide du déposant du PCT*, qui est publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

ACCORD

entre l'Organisation eurasienne des brevets et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

concernant les fonctions de l'Office eurasien des brevets en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international au titre du Traité de coopération en matière de brevets

Préambule

L'Organisation eurasienne des brevets et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle,

Considérant que l'Assemblée de l'Union du PCT, après avoir entendu l'avis du Comité de coopération technique du PCT, a nommé l'Office eurasien des brevets en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international au titre du Traité de coopération en matière de brevets, et approuvé le présent accord conformément aux articles 16.3) et 32.3),

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier
Termes et expressions

1) Aux fins du présent accord, on entend par

a) "traité" le Traité de coopération en matière de brevets;

b) "règlement d'exécution" le règlement d'exécution du traité;

c) "instructions administratives" les instructions administratives du traité;

d) "article" un article du traité (sauf quand il est fait expressément référence à un article du présent accord);

e) "règle" une règle du règlement d'exécution;

f) "État contractant" un État partie au traité;

g) "Administration" l'Office eurasien des brevets;

h) "Bureau international" le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

2) Aux fins du présent accord, tous les autres termes et expressions utilisés dans ledit accord qui sont également employés dans le traité, le règlement d'exécution ou les instructions administratives ont le même sens que dans le traité, le règlement d'exécution et les instructions administratives.

Article 2
Obligations fondamentales

1) L'Administration procède à la recherche internationale et à l'examen préliminaire international conformément aux dispositions du traité, du règlement d'exécution, des instructions administratives et du présent accord et assume toutes autres fonctions confiées aux administrations chargées de la recherche internationale et aux administrations chargées de l'examen préliminaire international en vertu de ces dispositions.

2) Pour procéder à la recherche internationale et à l'examen préliminaire international, l'Administration applique et observe toutes les règles communes à la recherche internationale et à l'examen préliminaire international et se conforme notamment aux Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT.

3) L'Administration assure le fonctionnement d'un système de gestion de la qualité conformément aux exigences prévues dans les Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT.

4) L'Administration et le Bureau international, eu égard à leurs tâches respectives telles que prévues par le traité, le règlement d'exécution, les instructions administratives et le présent accord, se prêtent mutuellement assistance, dans la mesure qu'ils jugent l'un et l'autre appropriée, pour l'exécution desdites tâches.

Article 3
Compétence de l'Administration

1) L'Administration agit en qualité d'administration chargée de la recherche internationale à l'égard de toute demande internationale déposée auprès de l'office récepteur de tout État contractant, ou agissant pour tout État contractant, indiqué à l'annexe A du présent accord, à condition que l'office récepteur l'ait désignée à cette fin, que la demande, ou une traduction de celle-ci remise aux fins de la recherche internationale, soit dans la langue ou dans l'une des langues indiquées à l'annexe A du présent accord et, le cas échéant, que l'Administration ait été choisie par le déposant et que toute autre condition précisée dans l'annexe A du présent accord au sujet d'une telle demande soit remplie.

2) L'Administration agit en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international à l'égard de toute demande internationale déposée auprès de l'office récepteur de tout État contractant, ou agissant pour tout État contractant, indiqué à l'annexe A du présent accord, à condition que l'office récepteur l'ait désignée à cette fin, que la demande, ou une traduction de celle-ci remise aux fins de l'examen préliminaire international, soit dans la langue ou dans l'une des langues indiquées à l'annexe A du présent accord et, le cas échéant, que l'Administration ait été choisie par le déposant et que toute autre condition précisée dans l'annexe A du présent accord au sujet d'une telle demande soit remplie.

3) Lorsqu'une demande internationale est déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur en vertu de la règle 19.1.a)iii), les alinéas 1) et 2) s'appliquent comme si la demande avait été déposée auprès d'un office récepteur compétent en vertu de la règle 19.1.a)i) ou ii), b) ou c) ou de la règle 19.2.i).

4) L'Administration effectue des recherches internationales supplémentaires conformément à la règle 45*bis* dans les limites qu'elle fixe, comme indiqué à l'annexe B du présent accord.

Article 4
Objets pour lesquels la recherche et l'examen ne sont pas obligatoires

En vertu, respectivement, de l'article 17.2)a)i) et de l'article 34.4)a)i), l'Administration n'est pas tenue d'effectuer la recherche internationale ou l'examen préliminaire international dans la mesure où elle considère que la demande internationale concerne un objet visé à la règle 39.1 ou à la règle 67.1, selon le cas, à l'exception des objets indiqués à l'annexe C du présent accord.

Article 5
Taxes et droits

1) Un barème de toutes les taxes requises par l'Administration, ainsi que de tous les autres droits que l'Administration peut percevoir en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, figure à l'annexe D du présent accord.

2) Sous réserve des conditions et limites indiquées à l'annexe D du présent accord, l'Administration

i) rembourse tout ou partie de la taxe de recherche acquittée, ou supprime ou réduit la taxe de recherche, lorsque le rapport de recherche internationale peut se baser entièrement ou partiellement sur les résultats d'une recherche effectuée antérieurement (règles 16.3 et 41.1);

ii) rembourse la taxe de recherche lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée avant le début de la recherche internationale.

3) L'Administration rembourse, aux conditions et dans les limites indiquées à l'annexe D du présent accord, tout ou partie de la taxe d'examen préliminaire acquittée lorsque la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée (règle 58.3), ou bien lorsque la demande d'examen préliminaire international ou la demande internationale est retirée par le déposant avant le début de l'examen préliminaire international.

Article 6
Classification

Aux fins des règles 43.3.a) et 70.5.b), l'Administration indique la classe dans laquelle entre l'objet selon la Classification internationale des brevets. L'Administration peut, en outre, conformément aux règles 43.3 et 70.5, indiquer le classement de l'objet selon toute autre classification des brevets énoncée à l'annexe E du présent accord dans les limites qu'elle fixe, comme indiqué dans ladite annexe.

Article 7
Langues utilisées par l'Administration pour la correspondance

L'Administration utilise, aux fins de la correspondance (y compris les formulaires), à l'exclusion de la correspondance échangée avec le Bureau international, la langue ou l'une des langues indiquées à l'annexe F, compte tenu de la langue ou des langues indiquées à l'annexe A et de la langue ou des langues dont l'usage est autorisé par l'Administration conformément à la règle 92.2.b).

Article 8
Recherche de type international

L'Administration effectue des recherches de type international dans les limites qu'elle fixe, comme indiqué à l'annexe G du présent accord.

Article 9
Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur à une date notifiée au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle par l'Administration, cette date étant postérieure d'au moins un mois à la date de ladite notification.

Article 10
Durée et renouvellement

Le présent accord restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2027. En juillet 2026 au plus tard, les parties au présent accord entameront des négociations en vue de le renouveler.

Article 11
Modification

1) Sans préjudice des alinéas 2) et 3), les parties peuvent convenir de modifications à apporter au présent accord, sous réserve de leur approbation par l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets; ces modifications prennent effet à la date convenue entre les parties.

2) Sans préjudice de l'alinéa 3), le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle et l'Administration peuvent convenir de modifications à apporter aux annexes du présent accord; nonobstant les dispositions de l'alinéa 4), ces modifications prennent effet à la date convenue entre eux.

3) L'Administration peut, par notification adressée au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle,

i) compléter les indications relatives aux États et aux langues figurant à l'annexe A du présent accord;

ii) modifier les indications relatives aux recherches internationales supplémentaires figurant à l'annexe B du présent accord;

iii) modifier le barème de taxes et de droits figurant à l'annexe D du présent accord;

iv) modifier les indications relatives aux systèmes de classement des brevets figurant à l'annexe E du présent accord;

v) modifier les indications relatives aux langues utilisées pour la correspondance figurant à l'annexe F du présent accord;

vi) modifier les indications relatives aux recherches de type international figurant à l'annexe G du présent accord.

4) Toute modification notifiée conformément à l'alinéa 3) prend effet à la date indiquée dans la notification; toutefois,

i) toute modification de l'annexe B tendant à ce que l'Administration n'effectue plus de recherches internationales supplémentaires ne prend effet que six mois au moins après la date de réception de la notification par le Bureau international, et

ii) toute modification concernant la monnaie dans laquelle sont exprimés les taxes ou droits indiqués à l'annexe D ou leur montant, toute adjonction de nouvelles taxes ou de nouveaux droits, ou toute modification des conditions et des limites des remboursements ou des réductions de taxes indiquées à l'annexe D ne prend effet que deux mois au moins après la date de réception de la notification par le Bureau international.

Article 12
Extinction

1) Le présent accord prend fin avant le 31 décembre 2027,

i) si l'Organisation eurasienne des brevets notifie par écrit au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle son intention de mettre fin au présent accord; ou

ii) si le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle notifie par écrit à l'Organisation eurasienne des brevets son intention de mettre fin au présent accord.

2) L'extinction du présent accord conformément à l'alinéa 1) prend effet un an après réception de la notification par l'autre partie, sauf si un délai plus long est précisé dans la notification ou si les deux parties conviennent d'un délai plus court.

En foi de quoi les parties ont apposé leur signature au bas du présent accord.

Fait à Genève, le 22 novembre 2021, en double exemplaire en langues anglaise et russe, ces deux versions faisant également foi.

Pour l'Organisation eurasienne des brevets :

Pour le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle :

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) les États suivants pour lesquels elle agira :

en ce qui concerne l'article 3.1) :

tout État contractant;

en ce qui concerne l'article 3.2) :

tout État contractant.

Lorsqu'un office récepteur désigne l'Administration internationale en vertu des articles 3.1) et 3.2), l'Administration internationale devient compétente à l'égard des demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur à partir d'une date à convenir entre l'office récepteur et l'Administration internationale et à notifier au Bureau international.

ii) les langues suivantes qu'elle acceptera :

russe et anglais.

Annexe B
Recherche internationale supplémentaire : documents sur lesquels porte la recherche; limitations et conditions

L'Administration n'effectue pas de recherches internationales supplémentaires.

Annexe C
Objets non exclus de la recherche ou de l'examen

Les objets visés à la règle 39.1 ou 67.1 qui, conformément à l'article 4 de l'accord, ne sont pas exclus de la recherche ou de l'examen sont les suivants :

tout objet qui, conformément à la Convention sur le brevet eurasien, est soumis à la recherche ou à l'examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets.

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en roubles russes)
Taxe de recherche (règle 16.1.a)) (pour une demande en anglais)	40.000
Taxe de recherche (règle 16.1.a)) (pour une demande en russe)	9.000
Taxe additionnelle (règle 40.2.a)) (pour une demande en anglais)	40.000
Taxe additionnelle (règle 40.2.a)) (pour une demande en russe)	9.000
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	
– si le rapport de recherche internationale a été établi par l'Administration (pour une demande en anglais)	16.000
– si le rapport de recherche internationale a été établi par l'Administration (pour une demande en russe)	4.500
– si le rapport de recherche internationale a été établi par une autre administration chargée de la recherche internationale (pour une demande en anglais)	24.000
– si le rapport de recherche internationale a été établi par une autre administration chargée de la recherche internationale (pour une demande en russe)	6.750
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	
– si le rapport de recherche internationale a été établi par l'Administration (pour une demande en anglais)	19.500
– si le rapport de recherche internationale a été établi par l'Administration (pour une demande en russe)	5.000
– si le rapport de recherche internationale a été établi par une autre administration chargée de la recherche internationale (pour une demande en anglais)	23.500
– si le rapport de recherche internationale a été établi par une autre administration chargée de la recherche internationale (pour une demande en russe)	6.000
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	3.500
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	4.000
Taxe pour la délivrance de copies (excepté pour les documents transmis au déposant parallèlement au rapport de recherche internationale ou au rapport d'examen préliminaire) (règles 44.3.b) et 71.2.b))	
– document de brevet, par page	100
– document non-brevet, par page	100
Taxe pour la délivrance de copies (règles 94.1*ter* et 94.2), par page	100

Partie II. Conditions et limites des remboursements ou des réductions de taxes

1) Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent par rapport au montant dû au titre des taxes indiquées dans la partie I est remboursée.

2) Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) avant le début de la recherche internationale, le montant de la taxe de recherche qui a été acquitté est intégralement remboursé.

3) Lorsque l'Administration peut utiliser les résultats d'une recherche antérieure, elle rembourse 25% à 75% du montant de la taxe de recherche acquittée, selon le degré d'utilisation de la recherche antérieure par l'Administration.

4) Dans les cas prévus à la règle 58.3, le montant de la taxe d'examen préliminaire qui a été acquitté est intégralement remboursé.

5) Lorsque la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international, le montant de la taxe d'examen préliminaire qui a été acquitté est intégralement remboursé.

Annexe E
Classification

En vertu de l'article 6 de l'accord, l'Administration utilise les systèmes de classement ci-après en sus de la classification internationale des brevets : aucun.

Annexe F
Langues utilisées pour la correspondance

Conformément à l'article 7 de l'accord, l'Administration spécifie les langues suivantes :

russe et anglais en fonction de la langue dans laquelle la demande internationale est déposée ou traduite.

Annexe G
Recherche de type international

En vertu de l'article 8 de l'accord, l'Administration spécifie les limites suivantes en ce qui concerne les recherches de type international :

L'Administration n'effectue pas de recherches de type international.

RÉSUMÉ **Office désigné (ou élu)** **RÉSUMÉ**

LA DÉPARTEMENT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, MINISTÈRE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO) LA

Résumé des exigences pour l'ouverture de la phase nationale

Délais applicables pour l'ouverture de la phase nationale :	En vertu de l'article 22.3) du PCT :	31 mois à compter de la date de priorité
	En vertu de l'article 39.1)b) du PCT :	31 mois à compter de la date de priorité
Traduction de la demande internationale requise en[1] :	Lao	
Éléments que doit comporter la traduction pour l'ouverture de la phase nationale[1] :	En vertu de l'article 22 du PCT : Description, revendications (si elles ont été modifiées, seulement telles que modifiées, ainsi que toute déclaration faite en vertu de l'article 19 du PCT), texte éventuel des dessins, abrégé	
	En vertu de l'article 39.1) du PCT : Description, revendications, texte éventuel des dessins, abrégé (si l'un quelconque de ces éléments a été modifié, il doit figurer seulement tel que modifié par les annexes du rapport d'examen préliminaire international)	
Une copie de la demande internationale est-elle requise ?	Le déposant ne doit remettre une copie de la demande internationale que s'il n'a pas reçu le formulaire PCT/IB/308 et que l'office n'a pas reçu de copie de la demande internationale de la part du Bureau international conformément à l'article 20 du PCT. Cela peut se produire lorsque le déposant demande expressément l'ouverture anticipée de la phase nationale selon l'article 23.2) du PCT.	
Taxe nationale[2] :	Monnaie : Lao Kip (KIP)	
	Taxe de dépôt :	KIP 200.000
	Taxe d'examen relatif aux exigences de forme :	KIP 100.000
	Taxe de consultation :	KIP 100.000
	Taxe de publication :	KIP 400.000
	Taxe de service :	KIP 300.000
Exemption, réduction ou remboursement de la taxe nationale :	Néant	

[Suite sur la page suivante]

[1] Doit être remise dans un délai de 90 jours après l'ouverture de la phase nationale.

[2] Doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

RÉSUMÉ **Office désigné (ou élu)** **RÉSUMÉ**

LA DÉPARTEMENT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, MINISTÈRE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO) LA

[Suite]

Exigences particulières de l'office (règle 51*bis* du PCT):	Nomination d'un mandataire si le déposant n'est pas domicilié en République démocratique populaire lao Nom de l'inventeur s'il n'a pas été indiqué dans la partie "requête" de la demande internationale[3, 4] Justification du droit de déposer[3, 4] Justification du droit de revendiquer la priorité[3, 4] Justification du changement du nom du déposant si le changement est survenu après la date du dépôt international et qu'il n'a pas été reflété dans une notification émanant du Bureau international (formulaire PCT/IB/306)[4] Fourniture, le cas échéant, d'un listage des séquences de nucléotides ou d'acides aminés sous forme électronique
Qui peut agir en qualité de mandataire?	Tout avocat ou juriste enregistré en République démocratique populaire lao
L'office accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes

[3] Cette exigence peut être remplie si la déclaration correspondante a été faite conformément à la règle 4.17 du PCT.

[4] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de l'invitation.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

19 mai 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

JP Japon 128

Informations sur les États contractants

IQ Iraq 129

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 129
AU Australie 130
BR Brésil 130
EG Égypte 130
EP Organisation européenne des brevets 130
IN Inde 130
JP Japon 131
KR République du Corée 131
RU Fédération de Russie 131

Offices récepteurs

IQ Iraq 132
SA Arabie saoudite 132

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

DE Allemagne 132
MK Macédoine du Nord 135

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

JP Japon

Accord entre l'Office des brevets du Japon et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe A

L'**Office des brevets du Japon (JPO)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)i) de l'accord susmentionné, une modification apportée à l'annexe A de cet accord. Cette modification, qui entrera en vigueur le 1er juin 2022, consiste à ajouter l'Arabie saoudite aux États indiqués aux points i) et ii) de l'annexe.

À compter du 1er juin 2022, l'annexe A modifiée aura la teneur suivante :

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) les États suivants pour lesquels elle agira :

en ce qui concerne l'article 3.1) :

Japon, Arabie saoudite, Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande et Viet Nam;

en ce qui concerne l'article 3.2) :

lorsque l'Administration a établi le rapport de recherche internationale,

Japon, Arabie saoudite, Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande et Viet Nam.

À l'égard des États-Unis d'Amérique, l'Administration agira en application de l'article 3.1) pour autant que a) la demande internationale soit déposée en anglais; et b) l'Administration n'ait pas reçu plus de 8.400 demandes internationales provenant de l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique au cours de la période de cinq ans comprise entre le 1er juillet 2018 et le 30 juin 2023, et pas plus de 300 demandes par trimestre pendant les première et deuxième années, et pas plus de 500 demandes par trimestre pendant les troisième, quatrième et cinquième années. Lorsque l'Administration a établi le rapport de recherche internationale, elle agira également en application de l'article 3.2) si ces conditions sont remplies.

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_jp.pdf

Lorsqu'un office récepteur désigne l'Administration en vertu des articles 3.1) et 3.2), l'Administration devient compétente à l'égard des demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur à partir d'une date à convenir entre l'office récepteur et l'Administration et à notifier au Bureau international.

ii) les langues suivantes qu'elle acceptera :

a) [sans changement]

b) à l'égard de toute demande internationale déposée auprès de l'office récepteur de l'Arabie saoudite, du Brunéi Darussalam, du Cambodge, des États-Unis d'Amérique, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, de Singapour, de la Thaïlande et du Viet Nam:

anglais;

c) [sans changement]

d) à l'égard de toute demande internationale déposée auprès du Bureau international agissant pour l'Arabie saoudite, le Brunéi Darussalam, le Cambodge, les États-Unis d'Amérique, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, les Philippines, la République démocratique populaire lao, Singapour, la Thaïlande et le Viet Nam :

japonais, anglais.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

IQ Iraq

Des informations de caractère général concernant l'**Iraq** en tant qu'État contractant du PCT figurent désormais à l'annexe B1(IQ), qui est publiée à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de ZAR 28.070.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **won coréen (KRW)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de KRW 2.018.000.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2022, sont de CHF 338 pour un dépôt en ligne, et de CHF 507 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

EG Égypte

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office égyptien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de USD 216.

[Mise à jour de l'annexe D(EG) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de ZAR 28.070.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **yen japonais (JPY)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2022, sont de JPY 16.600, ou JPY 4.200 dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier.

[Mise à jour de l'annexe D(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2022, sont de USD 1.130 pour des recherches effectuées en japonais et de USD 1.336 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République du Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar australien (AUD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2022, sont de AUD 492 pour des recherches effectuées en coréen et de AUD 1.313 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, **euro (EUR)** et **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2022, sont de CHF 99, EUR 97 et USD 105 pour des recherches effectuées en russe et de CHF 467, EUR 458 et USD 495 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ces montants, également applicables à compter du 1er juillet 2022, sont de CHF 138 et CHF 220 (ce dernier montant s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement)).

[Mise à jour de l'annexe SISA(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

IQ Iraq

L'**Office des brevets iraquien** a spécifié l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, l'Office égyptien des brevets, l'Office européen des brevets (OEB) et l'Office turc des brevets et des marques (Turkpatent) en tant qu'administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 6 mai 2022 ou ultérieurement, par les ressortissants de l'Iraq et les personnes domiciliées dans ce pays, auprès de l'Office des brevets iraquien en sa qualité d'office récepteur.

SA Arabie saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a spécifié l'Office des brevets du Japon (JPO) – en plus de l'Office coréen de la propriété intellectuelle, l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour, l'Office égyptien des brevets, l'Office européen des brevets (OEB), le Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie) et l'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 1er juin 2022 ou ultérieurement, par les ressortissants de l'Arabie saoudite et les personnes domiciliées dans ce pays, auprès du SAIP en sa qualité d'office récepteur.

[Mise à jour de l'annexe C(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

DE Allemagne

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office allemand des brevets et des marques**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié des changements à apporter à sa notification publiée dans la Gazette du PCT nº 40/2006 (5 octobre 2006, pages 19077 et suivantes), ensuite rectifié dans la Gazette du PCT nº 50/2006 (14 décembre 2006, pages 19183 et suivantes).

L'office, en sa qualité d'office récepteur, notifie les exigences et pratiques suivantes en matière de dépôt des demandes internationales sous forme électronique avec effet à compter du 1er juillet 2022.

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– Fichier texte selon la norme de l'annexe C/ST.25 de l'OMPI (voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C) pour les demandes internationales déposées avant le 1er juillet 2022

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

Pour le logiciel de dépôt DPMAdirektPro :

– dépôt en ligne (selon le protocol OSCI, voir www.osci.de)

Pour le logiciel de dépôt epoline :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

Pour le logiciel de dépôt ePCT :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

Supports physiques (CD-R, CD-RW, DVD-R, DVD+R, DVD+RW, DVD-RW)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

Pour le logiciel de dépôt DPMAdirektPro :

– OSCI WASP (www.osci.de)

Pour les logiciels de dépôt epoline et ePCT:

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– Logiciel DPMAdirektPro

– Logiciel epoline

– Logiciel ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

Signatures de base acceptables dans la requête *:*

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

Signature électronique pour la signature du *applicant package* lors d'un dépôt à l'aide du logiciel de dépôt DPMAdirektPro *:*

– signature électronique qualifiée ou renforcée, définie à la partie 3 paragraphe 3 de l'*Ordinance on Electronic Legal Transactions with the German Patent and Trade Mark Office* du 1er novembre 2013*.*

Signature électronique pour la signature du *applicant package* lors d'un dépôt à l'aide du logiciel de dépôt epoline ou ePCT:

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)). Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément aux moyens de transmission ou d'empaquetage électronique des documents mentionnés ci-dessus qu'aucun accusé de réception ne sera généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques, des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant par l'émission d'un rapport d'erreur. Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible. Le paiement en ligne dans ce sens fait référence aux systèmes de paiement fournis dans l'environnement du logiciel de dépôt lui-même et ne couvre pas les services généraux de banque en ligne. Seuls les modes de paiement autorisés par la *Section 1 of the Ordinance on Payment of Costs of the German Patent and Trade Mark Office and of the Federal Patent Court* sont disponibles.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

Service d'assistance générale à la clientèle:

– par téléphone, au numéro suivant : +49 89 2195 1000 (disponible de 8h à 16h du lundi au jeudi, et de 8h à 14h le vendredi HEC (heure d'Europe centrale))

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : info@dpma.de

L'assistance technique pour DPMAdirektPro

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : DPMAdirekt@dpma.de

Des informations générales sur DPMAdirektPro sont disponibles à l'adresse suivante : https://www.dpma.de/english/services/efiling/index.html

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office n'acceptera aucun dépôt de document en format de pré-conversion.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (https://www.dpma.de/english/index.html).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

Les signatures acceptées par DPMA sont définies à la *section 3 of the Ordinance on Electronic Legal Transactions with the German Patent and Trade Mark Office* du 1er novembre 2013. Les fournisseurs possibles de cartes de signature peuvent être recherchés via *Trusted List Browser (URL: https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/home).* Veuillez noter que la recherche doit être limitée aux prestataires allemands. De plus, le *Online Services Smart Card* de l'Office européen des brevets est accepté pour les dépôts via DPMAdirektPro et epoline.

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

L'accès au dossier des documents publiés est possible via le registre en ligne https://register.dpma.de/DPMAregister/Uebersicht?lang=en.
Les demandes internationales déposées au moyen du logiciel de dépôt ePCT peuvent être consultées par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(DE) du *Guide du déposant du PCT*]

MK Macédoine du Nord

L'**Office d'État de la propriété industrielle (Macédoine du Nord)**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713 des Instructions administratives du PCT, qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du 15 juillet 2022, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– logiciel de dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (+389-2) 310 36 01

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : epct@ippo.gov.mk

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.ippo.gov.mk)

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

– Certification Authority (CA) for the European Patent Office (www.epoline.org/security/EPO_PKI_CPS.pdf)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du logiciel de dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(MK) du *Guide du déposant du PCT*]

B1 Informations sur les États contractants B1

IQ IRAQ IQ

Informations générales

Nom de l'office :	Iraqi Patent Office (IQPO) Office des brevets iraquien
Siège :	University of Baghdad St., Al-Jaderiya, Baghdad, Iraq
Adresse postale :	P.O. Box 13032, Al-Jaderiya, Baghdad, Iraq
Téléphone : Courrier électronique : Internet :	(964-1) 778 51 80 iqpo@cosqc.gov.iq https://www.cosqc.gov.iq
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de l'Iraq et les personnes qui y sont domiciliées :	Office des brevets iraquien ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si l'Iraq est désigné (ou élu) :	Office des brevets iraquien (voir la phase nationale)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, brevets d'addition
Dispositions de la législation de l'Iraq relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

Informations utiles si l'Iraq est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Iraq est désigné (ou élu) :	Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Non

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

27 mai 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

PH Philippines 140

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 140
EG Égypte 140
EP Organisation européenne des brevets 141
IB Bureau international 141
TR Turquie 141
UA Ukraine 141
XN Institut nordique des brevets 142
XV Institut des brevets de Visegrad 142

Offices désignés (ou élus)

LU Luxembourg 142

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

PH Philippines

Conformément à la Proclamation présidentielle n° 1357, s. 2022, l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le lundi 9 mai 2022.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré le jour précité, ce délai a pris fin le mardi 10 mai 2022.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures officielles susmentionnées, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2022, sont de CHF 1.732 (pour une recherche portant uniquement sur la documentation minimale prescrite par le PCT), de CHF 1.213 (pour une recherche portant uniquement sur la documentation européenne et nord-américaine), et de CHF 866 (pour une recherche portant uniquement sur la documentation en allemand).

[Mise à jour de l'annexe SISA(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

EG Égypte

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office égyptien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de CHF 203.

[Mise à jour de l'annexe D(EG) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche supplémentaire a été établi en **franc suisse (CHF)** pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l' **Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de CHF 1.809.

[Mise à jour de l'annexe SISA(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

IB Bureau international

Aux fins du **Bureau international** agissant en sa qualité d'office récepteur, de nouveaux montants équivalents de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2022, sont les suivants :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	EUR 98
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	EUR 49 Supplément pour expédition par voie aérienne : EUR 10

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

TR Turquie

En vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche supplémentaire a été établi en **franc suisse (CHF)** pour une recherche internationale supplémentaire portant uniquement sur les documents en turc contenus dans la documentation de recherche de l'**Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de CHF 50.

[Mise à jour de l'annexe SISA(TR) du *Guide du déposant du PCT*]

UA Ukraine

De nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis en vertu de la règle 16.1.d) du PCT pour une recherche internationale effectuée par l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)"** en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2022, sont de CHF 102 pour des recherches effectuées en ukrainien ou en russe et de CHF 306 pour des recherches effectuées en allemand, anglais ou français.

[Mise à jour de l'annexe D(UA) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ces montants, également applicables à compter du 1er juillet 2022, sont de CHF 92 (pour une recherche portant sur les documents contenus dans la documentation de recherche de l'administration y compris sur la documentation minimale prescrite par le PCT ou uniquement pour les documents provenant des pays d'Europe et d'Amérique du Nord), de CHF 71 (uniquement pour les documents rédigés en russe provenant de l'ex-URSS et les documents rédigés en ukrainien), et de CHF 61 (lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT).

[Mise à jour de l'annexe SISA(UA) du *Guide du déposant du PCT*]

XN Institut nordique des brevets

En vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche supplémentaire a été établi en **franc suisse (CHF)** pour une recherche internationale supplémentaire portant uniquement sur la documentation en danois, islandais, norvégien et suédois effectuée par l'**Institut nordique des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2022, est de CHF 548.

[Mise à jour de l'annexe SISA(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

XV Institut des brevets de Visegrad

En vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire ont été établis en **franc suisse (CHF)** pour une recherche internationale supplémentaire intégrale et pour une recherche portant uniquement sur la documentation en hongrois, polonais, tchèque et slovaque effectuée par l'**Institut des brevets de Visegrad**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2022, sont de CHF 1.809 et de CHF 560, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe SISA(XV) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

LU Luxembourg

L'**Office de la propriété intellectuelle (Luxembourg)** a notifié un changement relatif à la taxe de dépôt faisant partie de la taxe nationale, exprimée en **euro (EUR)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), applicable à compter du 1er juillet 2022, comme suit :

Taxe de dépôt :	EUR	40

[Mise à jour du chapitre national, résumé (LU), du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

2 juin 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

EP Organisation européenne des brevets 144
IL Israël 144
JP Japon 144
US États-Unis d'Amérique 144

Offices récepteurs

BY Bélarus 145
IQ Iraq 145

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : arrêt du développement, de la distribution et du soutien du logiciel PCT-SAFE par le Bureau international

IB Bureau international de l'OMPI 145

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **yen japonais (JPY)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er août 2022, est de JPY 245.500.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ce montant, applicable à compter du 1er août 2022, est de USD 1.065.

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **won coréen (KRW)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ce montant, applicable à compter du 1er août 2022, est de KRW 1.404.000.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2022, sont de ZAR 35.440 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, de ZAR 17.720 pour une petite entité et de ZAR 8.860 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a spécifié l'Office eurasien des brevets (OEAB) – en plus de l'Office européen des brevets (OEB) et du Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement par les ressortissants de Bélarus et les personnes domiciliées dans ce pays auprès du Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus) en sa qualité d'office récepteur.

[Mise à jour de l'annexe C(BY) du *Guide du déposant du PCT*]

IQ Iraq

Des renseignements se rapportant aux exigences de l'**Office des brevets iraquien** en tant qu'office récepteur figurent dans l'annexe C(IQ) du *Guide du déposant du PCT*, qui est publiée à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : ARRÊT DU DÉVELOPPEMENT, DE LA DISTRIBUTION ET DU SOUTIEN DU LOGICIEL PCT-SAFE PAR LE BUREAU INTERNATIONAL

IB Bureau international de l'OMPI

À compter du 30 juin 2022, le Bureau international mettra fin au développement, à la distribution et au soutien du logiciel PCT-SAFE. La dernière version date d'avril 2022 et aucune autre mise à jour du logiciel ne sera fournie (voir les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 8 juillet 2021, page 124).

L'Office coréen de la propriété intellectuelle et l'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO) sont les deux seuls offices récepteurs restants qui n'ont pas encore informé le Bureau international de leur intention de ne plus accepter le dépôt des demandes internationales sous forme électronique au moyen du logiciel PCT-SAFE. Toutefois, bien que les déposants PCT pourront continuer à préparer et déposer des demandes PCT en utilisant les versions existantes du logiciel PCT-SAFE après le 1er juillet 2022 le Bureau international recommande expressément de ne pas le faire.

Il est vivement conseillé à tous les utilisateurs restants de PCT-SAFE de passer au dépôt ePCT dès que possible.

C Offices récepteurs C

IQ OFFICE DES BREVETS IRAQUIEN IQ

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Iraq
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais, arabe[1]
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais, arabe
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	3
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère de la "diligence requise" et celui du "caractère non intentionnel"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office de la propriété intellectuelle du Canada, Office égyptien des brevets, Office européen des brevets ou Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office de la propriété intellectuelle du Canada[2], Office égyptien des brevets, Office européen des brevets[2] ou Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : dinar iraquien (IQD) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	IQD 77.075 ou USD 55
Taxe internationale de dépôt[3] :	USD 1.437
Taxe par feuille à compter de la 31e [3] :	USD 16
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(CA), (EG), (EP) ou (TR)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	IQD 37.000 ou USD 25
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	Néant
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Iraq Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout conseil en brevets ou agent de brevets habilité à exercer auprès de l'office
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

[1] En fonction du choix du déposant quant à l'administration chargée de la recherche internationale compétente, il pourra être nécessaire pour le déposant de remettre une traduction dans une langue correspondante (voir l'annexe D) (règle 12.3 du PCT).

[2] L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

[3] Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

9 juin 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 148
EP Organisation européenne des brevets 148
KR République de Corée 148
US États-Unis d'Amérique 148
XV Institut des brevets de Visegrad 149

Offices récepteurs

RU Fédération de Russie 149

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

DE Allemagne 150
IB Bureau international de l'OMPI 150

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er août 2022, est de ZAR 30.060.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **forint hongrois (HUF)** et en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2022, sont de HUF 680.100 et de ZAR 30.060.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2022, sont de USD 358 pour des recherches effectuées en coréen et de USD 955 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar néo-zélandais (NZD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2022, sont de NZD 3.368 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, de NZD 1.684 pour une petite entité, et de NZD 842 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

XV Institut des brevets de Visegrad

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **forint hongrois (HUF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut des brevets de Visegrad**. Ce montant, applicable à compter du 1er août 2022, est de HUF 680.100.

[Mise à jour de l'annexe D(XV) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

RU Fédération de Russie

Le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)** a spécifié l'Office eurasien des brevets (OEAB) – en plus de l'Office européen des brevets (OEB) et du Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement par les ressortissants de la Fédération de Russie et les personnes domiciliées dans ce pays auprès du Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie) en sa qualité d'office récepteur.

[Mise à jour de l'annexe C(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée entrera en vigueur le 1er juillet 2022.

Suite à la modification de la règle 12.1.d), un nouveau paragraphe a-*bis*) est ajouté à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b), il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences.

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int//pct/fr/texts/

DE Allemagne

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2022, l'**Office allemand des brevets et des marques**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international que la langue du texte libre dépendant de la langue qu'il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences est l'allemand. L'office autorise que le texte libre dépendant de la langue soit également fourni en anglais, en tant que deuxième langue.

IB Bureau international de l'OMPI

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2022, le **Bureau international**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié que, pour le texte libre dépendant de la langue pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) toute langue. Le Bureau international autorise que le texte libre dépendant de la langue soit également fourni en anglais, en tant que deuxième langue.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

16 juin 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
EA Organisation eurasienne des brevets 152

Taxes payables en vertu du PCT
RU Fédération de Russie 152

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-bis) des Instructions administratives du PCT
JP Japon 153

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

EA Organisation eurasienne des brevets

Suite à la notification de l'**Office eurasien des brevets (OEAB)** selon laquelle l'accord entre l'office et le Bureau international entrera en vigueur le 1er juillet 2022 (voir les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 12 mai 2022, page 112), des renseignements se rapportant aux exigences de l'office agissant en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et administration chargée de l'examen préliminaire international, avec effet à compter du 1er juillet 2022, figurent aux annexes D(EA) et E(EA), qui sont publiées à la fin de ce numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2022, sont de CHF 129 et EUR 125 pour des recherches effectuées en russe et de CHF 605 et EUR 586 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ces montants, également applicables à compter du 1er août 2022, sont de CHF 179 et CHF 286 (ce dernier montant s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement)).

[Mise à jour de l'annexe SISA(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée entrera en vigueur le 1er juillet 2022.

Suite à la modification de la règle 12.1.d), un nouveau paragraphe a-*bis*) est ajouté à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b), il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences.

JP Japon

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2022, l'**Office des brevets du Japon (JPO)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié que, pour le texte libre dépendant de la langue pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) : l'anglais. L'office autorise que le texte libre dépendant de la langue soit également fourni dans une langue autre que l'anglais, en tant que deuxième langue.

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int//pct/fr/texts/

D Administrations chargées de la recherche internationale D

EA OFFICE EURASIEN DES BREVETS (OEAB)[1] EA

Taxe de recherche (règle 16 du PCT)[2] :	Rouble russe (RUB)	9.000[3]	40.000[4]
	Dollar des États-Unis (USD)	111[3]	495[4]
	Euro (EUR)	103[3]	458[4]
	Franc suisse (CHF)	105[3]	467[4]
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT)[5] :	RUB	9.000[3]	40.000[4]
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) :	Le déposant reçoit, gratuitement, avec le rapport de recherche internationale, une copie de chaque document contenant la littérature autre que celle des brevets cité dans le rapport.		
Comment obtenir des copies :	Les déposants et offices désignés (élus) peuvent commander des copies par courrier électronique à l'adresse suivante : info@eapo.org		
Taxe(s) :	RUB 100 par page		
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1*ter* du PCT) :	RUB 100 par page		
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe de recherche :	Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé. Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) du PCT, avant le début de la recherche internationale : remboursement à 100% Lorsque l'administration peut utiliser une recherche antérieure effectuée, en ce qui concerne une demande antérieure, par cette même administration ou par une autre administration chargée de la recherche internationale, selon la mesure dans laquelle l'administration peut utiliser cette recherche antérieure : remboursement de 25% à 75%		
Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT)[5] :	RUB 3.500		
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.1.c) du PCT)[5] :	RUB 4.000		
Langues admises pour la recherche internationale :	Anglais, russe		
L'administration exige-t-elle que les listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés soient fournis sous forme électronique (règle 13*ter*.1 du PCT) ?	Oui		
Types de support électronique requis :	CD-ROM, CD-R, DVD, DVD-R		

[Suite sur la page suivante]

[1] Cet office agira en tant qu'administration chargée de la recherche internationale compétente à compter du 1er juillet 2022.

[2] Taxe à verser à l'office récepteur dans la monnaie ou l'une des monnaies acceptées par cet office (voir l'annexe C).

[3] Cette taxe s'applique aux recherches effectuées en russe.

[4] Cette taxe s'applique aux recherches effectuées en anglais.

[5] Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

D Administrations chargées de la recherche internationale D

EA OFFICE EURASIEN DES BREVETS (OEAB)[6] EA

[Suite]

Objets exclus de la recherche :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 39.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la convention sur le brevet eurasien, est soumis à une recherche dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets
Renonciation au pouvoir :	
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui[7]
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui[7]
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt

6 Voir la note 1.

7 Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

EA OFFICE EURASIEN DES BREVETS (OEAB)[1] EA

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT)[2] :		Examen effectué en : Russe / Anglais
	Rouble russe (RUB)	6.750 (4.500)[3] / 24.000 (16.000)[3]
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT)[4] :	RUB	6.000 (5.000)[3] / 23.500 (19.500)[3]
Taxe de traitement (règle 57.1 du PCT)[5] :	USD 216	
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT)[2] :	Le déposant reçoit, gratuitement, avec le rapport d'examen préliminaire international, une copie de chaque document contenant la litérature autre que celle des brevets cité dans le rapport de recherche internationale.	
Comment obtenir des copies :	Les déposants et offices élus peuvent commander des copies par courrier électronique à l'adresse suivante : info@eapo.org	
Taxe(s) :	RUB 100 par page	
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT)[2] :	RUB 100 par page	
Conditions de remboursement et montant du remboursement de la taxe d'examen préliminaire :	Tout montant payé par erreur, sans raison ou en excédent sera remboursé. Dans les cas prévus à la règle 58.3 du PCT : remboursement à 100% Si la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international : remboursement à 100%	
Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT)[2] :	RUB 3,500	
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.2 du PCT)[2] :	RUB 4.000	
Langues admises pour l'examen préliminaire international :	Anglais, russe	
Objets exclus de l'examen :	Tout objet mentionné aux points i) à vi) de la règle 67.1 du PCT, à l'exception de tout objet qui, conformément aux dispositions de la convention sur le brevet eurasien, est soumis à un examen dans le cadre de la procédure de délivrance des brevets	

[Suite sur la page suivante]

[1] Cet office agira en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international compétente à compter du 1er juillet 2022.

[2] Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

[3] Cette taxe s'applique lorsque le rapport de recherche internationale a été préparé par l'Office eurasien des brevets (OEAB).

[4] Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

[5] Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

E Administrations chargées de l'examen préliminaire international E

EA OFFICE EURASIEN DES BREVETS (OEAB)[6] EA

[Suite]

Renonciation au pouvoir :	
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui[7]
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt
L'administration a-t-elle renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Oui[7]
Cas particuliers dans lesquels une copie d'un pouvoir général est requise :	Lors de la désignation d'un mandataire ou d'un représentant commun qui n'était pas indiqué dans le formulaire de requête au moment du dépôt ou pour la remise de tout document par un mandataire ou un représentant commun qui n'était pas indiqué dans ce formulaire au moment du dépôt

6 Voir la note 1.

7 Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90bis.1 à 90bis.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

23 juin 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 159
CA Canada 159
EA Organisation eurasienne des brevets (EAPO) 159
JP Japon 159
NO Norvège 160
RU Fédération de Russie 160

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

EA Organisation eurasienne des brevets (EAPO) 161
KR République de Corée 161
NO Norvège 162

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2022, sont de EUR 323 pour un dépôt en ligne et de EUR 484 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

CA Canada

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ce montant, applicable à compter du 1er août 2022, est de EUR 1.196.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc Suisse (CHF)**, en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2022, sont de CHF 136, EUR 132 et USD 142, respectivement, pour des recherches effectuées en russe, et de CHF 605, EUR 586 et USD 631, respectivement, pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2022, sont de EUR 1.034 pour des recherches effectuées en japonais et de EUR 1.222 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

NO Norvège

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **couronne norvégienne (NOK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	NOK	13.030
Taxe par feuille à compter de la 31e :	NOK	150
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NOK	1.960
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NOK	2.940

[Mise à jour de l'annexe C(NO) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2022, sont de USD 134 pour des recherches effectuées en russe et de USD 631 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée entrera en vigueur le 1er juillet 2022.

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) est ajouté à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences.

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives, l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international que la langue pour le texte libre dépendant de la langue qu'il est disposé à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences est l'anglais ou le russe.

L'office accepte également que le texte libre dépendant de la langue soit fourni à la fois en russe et en anglais dans un seul listage de séquences.

KR République de Corée

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives, l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international que la langue pour le texte libre dépendant de la langue qu'il est disposé à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences est l'anglais (recommandée) ou le coréen.

L'office accepte également que le texte libre dépendant de la langue soit fourni à la fois en anglais et en coréen dans un seul listage de séquences.

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int//pct/fr/texts/

NO Norvège

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives, l'**Office norvégien de la propriété industrielle**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié a notifié au Bureau international que la langue pour le texte libre dépendant de la langue qu'il est disposé à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences est le norvégien ou l'anglais.

L'office accepte également que le texte libre dépendant de la langue soit fourni à la fois en norvégien et en anglais dans un seul listage de séquences.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

30 juin 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants
TR Turquie 164

Taxes payables en vertu du PCT
HU Hongrie 164

Offices récepteurs
IQ Iraq 164

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales :
notifications des offices récepteurs, des administrations chargées de la recherche internationale, des administrations indiquées pour la recherche supplémentaire et des administrations chargées de l'examen préliminaire international
EP Organisation européenne des brevets 165

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique :
exigences des offices désignés et élus
MY Malaisie 167

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT
CA Canada 168

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

TR Turquie

Le Bureau international a été informé que le nom “**Türkiye**” doit être utilisé à la place du nom “Turquie”. Le code à deux lettres (TR) reste inchangé.

[Mise à jour des annexes B1(TR), C(TR) et L, et du chapitre national (résumé) (TR) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

HU Hongrie

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **forint hongrois (HUF)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	HUF	512.100
Taxe par feuille à compter de la 31e :	HUF	5.800
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	HUF	77.000
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l’abrégé étant en format à codage de caractères) :	HUF	115.500

[Mise à jour de l’annexe C(HU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RECEPTEURS

IQ Iraq

L’**Office des brevets iraquien** a spécifié l’**Office australien des brevets** – en plus de l’Office de la propriété intellectuelle du Canada, l’Office égyptien des brevets, l’Office européen des brevets (OEB) et l’Office turc des brevets et des marques (Turkpatent) – en tant qu’administration compétente chargée de la recherche internationale et de l’examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 20 juin 2022 ou ultérieurement, par les ressortissants de l’Iraq et les personnes domiciliées dans ce pays, auprès de l’Office des brevets iraquien (ou auprès du Bureau international) en sa qualité d’office récepteur.

[Mise à jour de l’annexe C(IQ) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS ET DE LA CORRESPONDANCE AYANT TRAIT AUX DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS DES OFFICES RÉCEPTEURS, DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE, DES ADMINISTRATIONS INDIQUÉES POUR LA RECHERCHE SUPPLÉMENTAIRE ET DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

EP Organisation européenne des brevets

En vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT, et conformément aux instructions 703, 710.b) et 713 des Instructions administratives du PCT, l'**Office européen des brevets (OEB)**, en sa qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale, d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international des changements à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 18 mars 2021, pages 51 et suivantes.

À compter du 1er juillet 2022, l'OEB n'acceptera plus les listages de séquences soumis selon la norme ST.25 de l'OMPI. À compter de cette date, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, à compter du 1er juillet 2022, les points relatifs aux formats électroniques spécifiés par l'OEB dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné seront les suivants :

DÉPÔT AU MOYEN DU DÉPÔT EN LIGNE DE L'OEB:

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– ASCII (de 7 et 8 bits) (voir la section 3.1.1.3 de l'annexe F)

– PDF (voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour les dessins et, dans des cas exceptionnels, la description et les revendications; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

DÉPÔT AU MOYEN DU SERVICE DE DÉPÔT PAR FORMULAIRE EN LIGNE DE L'OEB :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– PDF (voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

DÉPÔT AU MOYEN DU SYSTÈME DE GESTION DES DOSSIERS DE L'OEB :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

DÉPÔT AU MOYEN DU DÉPÔT ePCT :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– DOCX contenant un JPEG converti en XML avant la soumission

– norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour les dessins et, dans des cas exceptionnels, la description et les revendications; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

DÉPÔT AU MOYEN DU LOGICIEL DE DÉPÔT EN LIGNE 2.0 AVEC DÉPÔT ePCT INTÉGRÉ :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– DOCX contenant un JPEG converti en XML avant la soumission

– norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour les dessins et, dans des cas exceptionnels, la description et les revendications; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES ET AUTRE MATÉRIEL BIOLOGIQUE : EXIGENCES DES OFFICES DÉSIGNÉS ET ÉLUS

MY Malaisie

En vertu de la règle 13*bis*.7.a)ii) du PCT, la **Société de propriété intellectuelle de Malaisie**, en sa qualité d'office désigné (ou élu), a notifié au Bureau international que, à compter du 30 juin 2022, ses exigences concernant le dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique sont les suivantes :

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir :		Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13*bis*.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
	les indications exigées dans la règle 13*bis*.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	
MY - Malaisie Société de propriété intellectuelle de Malaisie	Lorsque le déposant requiert la publication dans un délai inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, pas plus tard qu'une telle requête	Lors du dépôt (dans la description)	Des renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme. Si l'exécutant du dépôt n'est pas le déposant, une lettre d'autorisation de l'exécutant doit accompagner la demande au moment du dépôt ou dans un délai de 16 mois à compter de la date de priorité, ou, si le déposant requiert la publication dans un délai inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, pas plus tard qu'une telle requête.

[Mise à jour de l'annexe L du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée entrera en vigueur le 1er juillet 2022.

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) est ajouté à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences.

CA Canada

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives, l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international que la langue pour le texte libre dépendant de la langue qu'il est disposé à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences est l'anglais ou le français.

L'office accepte également que le texte libre dépendant de la langue soit fourni à la fois en anglais et en français dans un seul listage de séquences.

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int//pct/fr/texts/

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

7 juillet 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Modifications des Instructions administratives du PCT

Note du Bureau international 170

Texte des modifications des instructions administratives (en vigueur à partir du 1er juillet 2022) 171

Informations sur les États contractants

AU Australie 173

Éléments et parties indûment déposés : notifications par des offices relatives à la compatibilité des règles 20.5*bis*(a)(ii) et 20.5*bis*(d) du PCT avec les législations nationales

EP Organisation européenne des brevets 173

Réception et le transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : notification par des offices de la participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT

NL Pays-Bas 175

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

MODIFICATIONS DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

Après consultation avec les offices, les administrations, et avec certaines organisations non gouvernementales représentant des utilisateurs du système du PCT, conformément à la règle 89.2.b) du PCT, des modifications aux Instructions administratives du PCT, dont le but principal est de mettre en œuvre la nouvelle norme ST.26 de l'OMPI comme moyen de présentation des séquences de nucléotides et d'acides aminés dans les demandes internationales, ont été promulguées[1] avec effet à compter du 1er juillet 2022. Ces modifications ont été reproduites dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 24 février 2022, pages 55 et suivantes.

Suite aux modifications susmentionnées, les changements supplémentaires aux instructions administratives ont été promulgués[2], également avec effet au 1er juillet 2022. Les buts principaux de ces modifications supplémentaires sont :

(i) de supprimer la référence au formulaire PCT/ISA/233 du texte des instructions administratives, étant donné que ce formulaire est supprimé à compter du 1er juillet 2022[1] (instruction 102.a)iii)) ;

(ii) de clarifier les procédures concernant l'excuse de retard dans l'observation des délais et les prorogations de délais en vertu de la règle 82*quater* du PCT, et d'établir une base juridique pour la renonciation, par un office, une Administration ou le Bureau international, à l'exigence d'une preuve concernant une excuse de retard dans l'observation des délais (instructions 111.a) et f)) ;

(iii) d'établir des exigences supplémentaires en matière de publication dans la gazette par le Bureau international à la suite des modifications apportées à la règle 82*quater* (instructions 111.b-*bis*) et g), et paragraphe 16 de l'annexe E) ; et

(iv) de supprimer les références à la notification prévue à l'instruction 705*bis*.a), étant donné que l'obligation de notification a été retirée de l'instruction 705*bis*.a) avec effet depuis le 1er janvier 2019[3] (instructions 710.b) et c), et 714.a)).

Le texte des modifications des instructions administratives en vigueur à partir du 1er juillet 2022 (PCT/AI/23) est disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

www.wipo.int/pct/fr/texts/

[1] Il convient de se référer à la circulaire C. PCT 1636 du 9 février 2022.

[2] Il convient de se référer à la circulaire C. PCT 1644 du 27 juin 2022.

[3] Il convient de se référer à la circulaire C. PCT 1526 datée du 5 février 2018 et la circulaire C. PCT 1555 datée du 19 décembre 2018.

TEXTE DES MODIFICATIONS DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES
(en vigueur à partir du 1er juillet 2022)

PREMIÈRE PARTIE
INSTRUCTIONS RELATIVES AUX QUESTIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

Instruction 102
Utilisation des formulaires

a) Sous réserve des alinéas b) à k) et de l'instruction 103, les administrations internationales doivent utiliser les formulaires obligatoires indiqués ci-après, ou en exiger l'utilisation :

i) [*Sans changement*]

ii) [*Sans changement*]

iii) Formulaires à l'usage des administrations chargées de la recherche internationale :

PCT/ISA/201	PCT/ISA/209	PCT/ISA/219	PCT/ISA/236
PCT/ISA/202	PCT/ISA/210	PCT/ISA/220	PCT/ISA/237
PCT/ISA/203	PCT/ISA/212	PCT/ISA/225	
PCT/ISA/205	PCT/ISA/217	PCT/ISA/234	
PCT/ISA/206	PCT/ISA/218	PCT/ISA/235	
PCT/SISA/501	PCT/SISA/504	PCT/SISA/507	
PCT/SISA/502	PCT/SISA/505	PCT/SISA/510	
PCT/SISA/503	PCT/SISA/506		

iv) [*Sans changement*]

v) [*Sans changement*]

b) a k) [*Sans changement*]

Instruction 111
Excuse de retard dans l'observation de délais et prorogation de délais selon la règle 82*quater*

a) Lorsque l'office récepteur, l'administration chargée de la recherche internationale, l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, l'administration chargée de l'examen préliminaire international ou le Bureau international reçoit une demande, en vertu de la règle 82*quater*.1 ou 82*quater*.2, visant à excuser un retard dans l'observation d'un délai, il doit à bref délai :

i) [*Sans changement*]

ii) selon le cas, transmettre une copie de cette demande, une copie de toute preuve ou déclaration fournie au soutien de celle-ci et une copie de sa décision au Bureau international.

b) [*Sans changement*]

b-*bis*) Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette toute renonciation qui lui a été notifiée en vertu de la règle 82*quater*.1.d).

c) [*Sans changement*].

d) [*Sans changement*]

e) [*Sans changement*]

f) Lorsque l'office récepteur, l'administration chargée de la recherche internationale, l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, l'administration chargée de l'examen préliminaire international ou le Bureau international établit une période de prorogation ou une période de prorogation supplémentaire en vertu de la règle 82*quater*.3, tout délai prévu dans le règlement d'exécution pour l'accomplissement d'un acte devant cet office, cette administration ou le Bureau international, et arrivant à expiration pendant cette période, prend fin le premier jour après l'expiration de cette période, conformément à la règle 80.5.

g) Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette toute notification d'une période de prorogation ou de période de prorogation supplémentaire qu'il a reçue en vertu de la règle 82*quater*.3.

SEPTIÈME PARTIE - INSTRUCTIONS RELATIVES AU DÉPÔT ET AU TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES

Instruction 710
Notification et publication des exigences et des pratiques des offices récepteurs

a) [*Sans changement*][4] Une notification envoyée par un office récepteur au Bureau international en vertu de la règle 89*bis*.1.d) et de l'instruction 703.a) selon laquelle il est disposé à recevoir des demandes internationales sous forme électronique doit indiquer, le cas échéant :

i) [*Sans changement*] les formats électroniques de document (y compris, le cas échéant, les versions de ces formats électroniques de documents), les moyens de transmission, les types de paquets électroniques, le logiciel de dépôt électronique et les types de signature électronique qu'il a déterminés en vertu de l'instruction 703.b)i) à iv) et c), ainsi que toute option qu'il a choisie en vertu de la norme commune de base;

ii) [*Sans changement*] les conditions, règles et procédures concernant la réception électronique, y compris les heures de fonctionnement, les choix possibles en matière de vérification et d'accusé de réception, les choix possibles en matière de communication électronique des invitations et des notifications, les moyens de paiement en ligne, les renseignements relatifs à d'éventuels services d'assistance, les exigences en termes d'électronique et de logiciel et d'autres questions administratives en rapport avec le dépôt sous forme électronique des demandes internationales et des documents connexes;

iii) [*Sans changement*] les types de documents qui peuvent être transmis à ou par l'office sous forme électronique;

iv) [*Sans changement*] si l'office accepte le dépôt, en vertu de l'instruction 706.a) et f), de documents en format de pré-conversion et les formats électroniques de document (y compris, le cas échéant, les versions de ces formats électroniques de documents) qu'il accepte en vertu de cette instruction et dans quelles conditions;

v) [*Sans changement*] les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles;

vi) [*Sans changement*] les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés;

vii) [*Sans changement*] les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique.

b) L'office récepteur notifie au Bureau international toute modification des choix qu'il a antérieurement indiqués dans la notification visée à l'alinéa a) de la présente instruction.

c) Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette toute notification qu'il a reçue en vertu de l'alinéa a) ou b) de la présente instruction.

d) [*Sans changement*]

[4] *Note de l'éditeur* : les paragraphes 710.a.i) à vii) ne faisant pas l'objet d'une proposition de modification, mais ont été inclus pour faciliter la consultation des documents.

Instruction 714
Remise des copies des documents conservés sous forme électronique; conditions des offices désignés en matière de signature

a) Lorsqu'une administration chargée de la recherche internationale, une administration chargée de l'examen préliminaire international ou un office désigné n'a pas notifié au Bureau international, conformément à la règle 89*bis*.1.d), qu'il est disposé à traiter les demandes internationales sous forme électronique, le Bureau international remet à cet office ou à cette administration une copie sur papier de tout document qui est conservé sous forme électronique par le Bureau international et que cet office ou cette administration est autorisé à recevoir. Le Bureau international peut également, à la demande de l'administration ou de l'office concerné, remettre une telle copie sous forme électronique.

b) [*Sans changement*]

ANNEXE E -
INFORMATIONS À PUBLIER DANS LA GAZETTE
SELON LA RÈGLE 86.1.v)

1. à 15 [*Sans changement*]

16. Toute période de prorogation ou période de prorogation supplémentaire selon la règle 82*quater*.3.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

AU Australie

L'**Office australien des brevets** a notifié au Bureau international un changement relatif à ses numéros de téléphone, qui sont désormais comme suit :

Téléphone :	1300 65 10 10 (local) (61-2) 6222 3626 (international)

[Mise à jour de l'annexe B1(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

ÉLÉMENTS ET PARTIES INDÛMENT DÉPOSÉS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RELATIVES À LA COMPATIBILITÉ AVEC LES LÉGISLATIONS NATIONALES DES RÈGLES 20.5*bis*.a)ii) ET 20.5*bis*.d) DU PCT

EP Organisation européenne des brevets

Suite à ses notifications[5] en vertu de la règle 20.8.a-*bis*) et b-*bis*) du PCT, relatives à l'incompatibilité de la *Convention sur la délivrance de brevets européens (CBE)* avec les règles 20.5*bis*.a)ii) et 20.5*bis*.d) du PCT concernant les éléments et parties de la demande internationale indûment déposés (il convient de se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 30 janvier 2020, pages 11 et 12), l'**Office européen des brevets (OEB)**, en ses qualités d'office récepteur et d'office désigné, a notifié au Bureau international que, suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle règle 56*bis* CBE, la *Convention sur la délivrance de brevets européens* sera compatible avec les règles du PCT susmentionnées à compter du **1er novembre 2022**.

[5] La liste actuelle des réserves, déclarations, notifications et incompatibilités relatives au PCT est disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/reservations/res_incomp.html

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : NOTIFICATION PAR DES OFFICES DE LA PARTICIPATION AU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI AUX FINS DU PCT

Depuis le 1er juillet 2020, tout office récepteur du PCT ("RO"), toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), toute administration chargée de la recherche internationale supplémentaire ("SISA"), ou toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA") peut participer, en tant "qu'office participant", au mécanisme d'échange de taxes du PCT d'un office (ci-après dénommé "office percepteur") à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire") par l'intermédiaire du Bureau international ("IB") aux fins du PCT (le "service de transfert de taxes de l'OMPI"), en vertu de la règle 96.2 du PCT et conformément aux dispositions énoncées dans l'annexe G des Instructions administratives du PCT.

Un office participant au Service de transfert de taxes de l'OMPI en tant qu'office percepteur peut transférer les taxes et différences y relatives suivantes, conformément à l'annexe G des instructions administratives :

- **la taxe internationale de dépôt** (règle 15.2.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit du Bureau international;
- **la taxe de recherche** (règle 16.1.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit d'un office participant en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale;
- **la taxe de recherche supplémentaire** (règle 45*bis*.3.b)) perçue par le Bureau international au profit d'un office participant en sa qualité d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire;
- **la taxe de traitement** (règle 57.2.c) ou d)) perçue par une administration chargée de l'examen préliminaire international au profit du Bureau international; et
- **la différence en ce qui concerne la taxe de recherche** (règle 16.1.e)) perçue par l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale dans une monnaie autre que la monnaie fixée.[6]

De plus, conformément à l'annexe G, partie II, paragraphe 3 des instructions administratives, le transfert des taxes et différences susmentionnées, par l'office percepteur au Bureau international, aux fins de son transfert ultérieur à l'office bénéficiaire, est réputé constituer le transfert desdites taxes conformément à la règle applicable, et ne doit pas être considéré comme un paiement de l'office percepteur à un tiers.

Entre le 1er janvier et le 30 juin 2022 (inclus)[7], l'office suivant a notifié au Bureau international sa participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, conformément à l'annexe G, partie II.1 des Instructions administratives du PCT :

[6] En ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé la taxe de recherche, applicable lorsque le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé.

[7] La liste complète des offices qui participent au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, au 31 décembre 2021, est disponible dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 13 janvier 2022 (pages 7 et suivantes).

	Transferts de taxes du PCT				
	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
NL Office néerlandais des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

14 juillet 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

JP Japon 177
KR République du Corée 177
SG Singapour 177

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

CN Chine 177

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

IL Israël 179
MA Maroc 179
MX Mexique 179

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar de Singapour (SGD)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2022, sont de SGD 1.743 et USD 1.250 pour des recherches effectuées en anglais, et de USD 1.057 pour des recherches effectuées en japonais.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar de Singapour (SGD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2022, sont de SGD 484 pour des recherches effectuées en coréen et de SGD 1.290 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **yen japonais (JPY)** et en **won coréen (KRW)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2022, sont de JPY 217.300 et de KRW 2.074.000.

[Mise à jour de l'annexe D(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

CN Chine

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 23 juin 2016, pages 141 et suivantes (telle que modifiée par les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 27 février 2020, pages 30 et suivantes).

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, CNIPA n'acceptera plus les listages de séquences soumis selon la norme ST.25 de l'OMPI. À compter de cette date, le format du document électronique pour le dépôt des listages de séquences devra être conforme à la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par CNIPA dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée entrera en vigueur le 1er juillet 2022.

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) est ajouté à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences.

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/

IL Israël

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives, l'**Office des brevets d'Israël**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international que la langue pour le texte libre dépendant de la langue qu'il est disposé à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences est l'anglais.

[Mise à jour de l'annexe C(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

MA Maroc

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives, l'**Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international que la langue pour le texte libre dépendant de la langue qu'il est disposé à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences est le français.

[Mise à jour de l'annexe C(MA) du *Guide du déposant du PCT*]

MX Mexique

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives, l'**Institut mexicain de la propriété industrielle**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international que la langue pour le texte libre dépendant de la langue qu'il est disposé à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences est l'espagnol.

L'office accepte également que le texte libre dépendant de la langue soit fourni à la fois en anglais et en espagnol dans un seul listage de séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(MX) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

21 juillet 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

EA Organisation eurasienne des brevets 182
MY Malaisie 182

Offices récepteurs

LT Lituanie 183

Offices désignés (ou élus)

EA Organisation eurasienne des brevets 183

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications par des offices récepteurs

AT Autriche 184
AU Australie 185
BR Brésil 185
DK Danemark 186
IE Irlande 187
MY Malaisie 187
RS Serbie 188
SE Suède 189
TN Tunisie 189

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

AU	Australie	190
BR	Brésil	191
CN	Chine	191
IE	Irlande	191
MY	Malaisie	191
RS	Serbie	191
SE	Suède	192
TN	Tunisie	192

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EA Organisation eurasienne des brevets

L'**Office eurasien des brevets (OEAB)** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), exprimé en **rouble russe (RUB)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable depuis le 1er juillet 2022, est de RUB 2.000.

[Mise à jour de l'annexe C(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

MY Malaisie

La Société de propriété intellectuelle de Malaisie a notifié au Bureau international de nouveaux montants des taxes et d'un montant pour la taxe pour un requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT), exprimés en **ringgit de Malaisie (MYR)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables depuis le 18 mars 2022, sont comme suit :

		Dépôt électronique	*Dépôt sur papier*	
Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :		MYR 550	[Sans changement]	
plus, pour une à dix pages :			MYR 5	
plus, pour 11 à 20 pages :			MYR 10	
plus, pour 21 à 50 pages :			MYR 40	
plus, pour 51 pages ou plus :			MYR 60	
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :		MYR 550		par page pour les 10 premières pages
	plus	MYR 7		par page à compter de la 11e
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :		MYR 150		

[Mise à jour de l'annexe C(MY) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

LT Lituanie

Le **Bureau d'État des brevets de la République de Lituanie** a notifié au Bureau international un changement concernant sa spécification des administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international. En particulier, avec effet à compter du 12 juillet 2022, l'Institut des brevets de Visegrad (VPI) et l'Office européen des brevets (OEB) sont les seules administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées par des ressortissants de Lituanie et des personnes domiciliées dans ce pays auprès du Bureau d'État des brevets de la République de Lituanie, ou auprès de l'office récepteur du Bureau international.

En outre, l'office a notifié que, également avec effet à compter du 12 juillet 2022, les langues dans lesquelles la demande internationale peut être déposée sont le lituanien et l'anglais, et la langue dans laquelle la requête peut être déposée est l'anglais.

[Mise à jour de l'annexe C(LT) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

EA Organisation eurasienne des brevets

L'**Office eurasien des brevets (OEAB)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale[1], exprimés en **rouble russe (RUB)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables depuis le 1er juillet 2022, comme suit :

Taxe unique de procédure (pour le dépôt, la recherche, la publication et autres actes de procédure)[2] :	RUB	36.000
Taxe de revendication pour chaque revendication :		
– à compter de la sixième [3] :	RUB	4.800
– à compter de la 21e [3] :	RUB	5.200
– à compter de la 51e [3] :	RUB	6.500

[1] Cette taxe est réduite de 90% lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une personne physique ressortissante de l'un des États ou domiciliée dans l'un des États parties à la Convention sur le brevet eurasien, de 70% lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une organisation scientifique du secteur public ou un établissement d'enseignement public dans l'un des États parties à la Convention sur le brevet eurasien , de 10% lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une personne morale dont le siège est situé dans un des États parties à la Convention sur le brevet eurasien et de 50% lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une personne physique ressortissante de l'un des États ou domiciliée dans l'un des États qui figure sur la liste disponible sur le site Internet de l'office à l'adresse suivante : www.eapo.org/ru/documents/norm/prilposh_2019.html

[2] Doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

[3] Doit être remise ou payée dans un délai de deux mois à compter de l'expiration du délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT ou dans un délai de deux mois à compter de la date du dépôt par le déposant d'une requête spéciale pour l'ouverture anticipée de la phase nationale.

Taxe d'examen :

– pour une invention :	RUB 40.000
– pour un groupe d'inventions, y compris une revendication indépendante :	RUB 40.000
– taxe additionnelle pour la deuxième revendication indépendante :	RUB 25.000
– taxe additionnelle pour chaque revendication indépendante à compter de la troisième :	RUB 13.000

De plus, l'office a notifié un changement relatif aux conditions de l'exemption, la réduction ou le remboursement de la taxe nationale, qui sont désormais comme suit :

La taxe unique de procédure est réduite de 25% lorsqu'un rapport de recherche internationale a été établi, ou de 40% lorsqu'un rapport de recherche international a été établi par l'EAPO.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (EA), du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS

AT Autriche

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office autrichien des brevets**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 20 février 2014, pages 31 et suivantes (telle que modifiée par les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 11 juillet 2019, page 102).

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans les numéros des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionnés est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

AU Australie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office australien des brevets**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 28 juillet 2016, pages 172 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

BR Brésil

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 2 juin 2016, pages 115 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

DK Danemark

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office danois des brevets et des marques**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 7 juillet 2016, pages 165 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(DK) du *Guide du déposant du PCT*]

IE Irlande

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle d'Irlande**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 11 juillet 2019, pages 105 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(IE) du *Guide du déposant du PCT*]

MY Malaisie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, la **Société de propriété intellectuelle de Malaisie**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 25 septembre 2014, pages 141 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– TXT (pour certains fichiers qui accompagnent la demande internationale et auxquels les fichiers en XML renvoient; voir la section 3.1.1.3 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(MY) du *Guide du déposant du PCT*]

RS Serbie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle (Serbie)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 22 février 2018, pages 201 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(RS) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 31 mai 2018, pages 249 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

TN Tunisie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Institut national de la normalisation et de la propriété industrielle (INNORPI) (Tunisie)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 21 novembre 2019, pages 182 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(TN) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[4] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) est ajouté à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. Selon la règle, et conformément à la norme ST.26 de l'OMPI[5], l'office récepteur peut permettre que le texte libre dépendant de la langue soit déposé en deux langues dans un même listage des séquences, auquel cas l'une des langues doit être l'anglais.

Conformément à la section 332.a-*bis*) des instructions administratives, les offices suivants, en leur qualité d'offices récepteurs, ont notifié au Bureau international la (les) langue(s) du texte libre dépendant de la langue qu'ils sont disposés à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences, comme suit :

AU Australie

L'**Office australien des brevets** est disposé à accepter l'anglais. L'office ne permet pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni en plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

4 Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/

5 Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-26-01.pdf

BR Brésil

L'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** est disposé à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (l'anglais, l'espagnol ou le portugais). L'office ne permet pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni en plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

CN Chine

L'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)** est disposée à accepter le chinois ou l'anglais. L'office permet également que le texte libre dépendant de la langue soit fourni à la fois en chinois et en anglais dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

IE Irlande

L'**Office de la propriété intellectuelle d'Irlande** est disposé à accepter l'anglais. L'office ne permet pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni en plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(IE) du *Guide du déposant du PCT*]

MY Malaisie

La **Société de propriété intellectuelle de Malaisie** est disposée à accepter l'anglais. L'office ne permet pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni en plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(MY) du *Guide du déposant du PCT*]

RS Serbie

L'**Office de la propriété intellectuelle (Serbie)** est disposé à accepter l'anglais. L'office ne permet pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni en plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(RS) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

L'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)** est disposé à accepter l'anglais, le danois, le finnois, le norvégien ou le suédois. L'office permet également que le texte libre dépendant de la langue soit fourni à la fois en anglais et une autre langue de dépôt.

[Mise à jour de l'annexe C(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

TN Tunisie

L'**Institut national de la normalisation et de la propriété industrielle (INNORPI) (Tunisie)** est disposé à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (l'arabe, l'anglais ou le français). L'office ne permet pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni en plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(TN) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

28 juillet 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 195
EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 195
GB Royaume-Uni 195
IL Israël 196
IN Inde 196
NZ Nouvelle-Zélande 196
RU Fédération de Russie 197

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications par des offices récepteurs

JO Jordanie 197
NZ Nouvelle-Zélande 198
SG Singapour 198
US États-Unis d'Amérique 199

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

AT Autriche 200
EP Organisation européenne des brevets 200
JO Jordanie 200
NZ Nouvelle-Zélande 201
SG Singapour 201
US États-Unis d'Amérique 201

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

Demandes internationales contenant des listages des séquences : notifications par les administrations chargées de la recherche internationale des exigences techniques applicables

AU	Australie	201

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2022, sont de CHF 315 pour un dépôt en ligne, et de CHF 471 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2022, sont de EUR 157 pour des recherches effectuées en russe, et de EUR 697 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

GB Royaume-Uni

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **livre sterling (GBP)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	GBP	1.132
Taxe par feuille à compter de la 31e :	GBP	13
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	GBP	170
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	GBP	255

[Mise à jour de l'annexe C(GB) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ce montant, applicable à compter du 1er septembre 2022 est de CHF 1.024.

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2022, sont de USD 126, ou USD 31 dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier.

[Mise à jour de l'annexe D(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

NZ Nouvelle-Zélande

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar néo-zélandais (NZD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	NZD	2.208
Taxe par feuille à compter de la 31e :	NZD	25
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NZD	332
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NZD	498

[Mise à jour de l'annexe C(NZ) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2022, sont de EUR 148 pour des recherches effectuées en russe et de EUR 697 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS

JO Jordanie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, la **Direction de la protection de la propriété industrielle, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'approvisionnement (Jordanie)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 13 juillet 2017, pages 115 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(JO) du *Guide du déposant du PCT*]

NZ Nouvelle-Zélande

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle de la Nouvelle-Zélande (IPONZ)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 25 septembre 2014, pages 144 et suivantes (telle que corrigée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 13 novembre 2014, page 178).

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans les numéros des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionnés est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences ; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– TXT (pour certains fichiers qui accompagnent la demande internationale et auxquels les fichiers en XML renvoient; voir la section 3.1.1.3 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(NZ) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 15 janvier 2015, pages 5 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences ; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– TXT (pour certains fichiers qui accompagnent la demande internationale et auxquels les fichiers en XML renvoient; voir la section 3.1.1.3 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement relatif au dépôt de demandes internationales sous forme électronique.

En particulier, depuis le 1er juillet 2022, lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, il est préférable que celui-ci soit présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives du PCT, c'est-à-dire selon la norme ST.26 de l'OMPI en format XML ; aucune taxe n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format.

En outre, lorsque la demande internationale est déposée sur papier, le listage des séquences faisant partie de la description doit être fourni en format XML de la norme ST.26 de l'OMPI, sur un support matériel.

[Mise à jour de l'annexe C(US) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/r12.html#_12

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) est ajouté à l'instruction 332 des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. Selon la règle, et conformément à la norme ST.26 de l'OMPI[2], l'office récepteur peut permettre que le texte libre dépendant de la langue soit déposé en deux langues dans un même listage des séquences, auquel cas l'une des langues doit être l'anglais.

Conformément à la section 332.a-*bis*) des instructions administratives, les offices suivants, en leur qualité d'offices récepteurs, ont notifié au Bureau international la ou les langues du texte libre dépendant de la langue qu'ils sont disposés à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences, comme suit :

AT Autriche

L'**Office autrichien des brevets** est disposé à accepter l'allemand, l'anglais, ou le français. L'office autorise également que le texte libre dépendant de la langue soit fourni à la fois en anglais et dans une autre langue de dépôt, dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets (OEB)** est disposé à accepter l'anglais, ou la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (l'allemand ou le français). L'office autorise également que le texte libre dépendant de la langue soit fourni à la fois en anglais et dans toute autre langue, dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

JO Jordanie

La **Direction de la protection de la propriété industrielle, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'approvisionnement (Jordanie)** est disposé à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (l'arabe ou l'anglais). L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni en plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(JO) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-26-01.pdf

NZ Nouvelle-Zélande

L'**Office de la propriété intellectuelle de la Nouvelle-Zélande (IPONZ)** est disposé à accepter l'anglais. L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(NZ) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

L'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour** est disposé à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (le chinois ou l'anglais). L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)** est disposé à accepter l'anglais. L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(US) du *Guide du déposant du PCT*]

DEMANDES INTERNATIONALES CONTENANT DES LISTAGES DES SÉQUENCES : NOTIFICATIONS PAR LES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE DES EXIGENCES TECHNIQUES APPLICABLES

AU Australie

L'**Office australien des brevets**, en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, a notifié au Bureau international des changements concernant les types de supports matériels acceptés pour la présentation des listages des séquences ou des tableaux y relatifs, selon la règle 13*ter*.1 du PCT et conformément à l'annexe C des Instructions administratives du PCT, comme suit :

> La copie imprimable complète du listage des séquences et des données permettant l'identification devrait figurer toute entière dans un seul fichier "texte" (pour les demandes dont la date de dépôt est antérieure au 1er juillet 2022, la norme ST.25 de l'OMPI s'applique) ou dans un fichier XML (pour les demandes déposées à partir du 1er juillet 2022, la norme ST.26 de l'OMPI s'applique) sur un seul CD-ROM, CD-R, DVD ou DVD-R respectant la norme (ISO 9660).

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

4 août 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 204
NO Norvège 204
ZA Afrique du Sud 204

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications par des offices récepteurs

BG Bulgarie 205
GB Royaume-Uni 206
IT Italie 206
LT Lituanie 207
PL Pologne 208
QA Qatar 208
SA Arabie Saoudite 209
SK Slovaquie 210

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

BG	Bulgarie	211
IT	Italie	211
LT	Lituanie	212
PL	Pologne	212
SA	Arabie Saoudite	212
SK	Slovaquie	212

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2022, est de USD 1.502.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

NO Norvège

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **couronne norvégienne (NOK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	NOK	13.830
Taxe par feuille à compter de la 31e :	NOK	160
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NOK	2.080
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NOK	3.120

[Mise à jour de l'annexe C(NO) du *Guide du déposant du PCT*]

ZA Afrique du Sud

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er octobre 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	ZAR	23.410
Taxe par feuille à compter de la 31e :	ZAR	260
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	ZAR	3.520
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	ZAR	5.280

[Mise à jour de l'annexe C(ZA) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS

BG Bulgarie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office des brevets de la République de Bulgarie**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 21 avril 2016, pages 84 et suivantes (telle que modifiée par les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 3 décembre 2020, page 272).

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans les numéros des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(BG) du *Guide du déposant du PCT*]

GB Royaume-Uni

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans le Gazette du PCT n° 32/2004 du 5 août 2004, pages 18093 et suivantes (telle que modifiée par les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 28 avril 2022, page 103).

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans les numéros des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(GB) du *Guide du déposant du PCT*]

IT Italie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office italien des brevets et des marques**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 23 novembre 2017, pages 193 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(IT) du *Guide du déposant du PCT*]

LT Lituanie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, le **Bureau d'état des brevets de la république de Lituanie**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 11 novembre 2021, pages 190 et suivantes (telle que corrigée dans les Notification officielles (Gazette du PCT) du 25 novembre 2021, pages 208 et suivantes).

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans les numéros des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(LT) du *Guide du déposant du PCT*]

PL Pologne

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office des brevets de la République de Pologne**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 5 novembre 2015, pages 190 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(PL) du *Guide du déposant du PCT*]

QA Qatar

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, le **Département de la propriété intellectuelle (Qatar)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 20 août 2015, pages 147 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(QA) du *Guide du déposant du PCT*]

SA Arabie Saoudite

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 22 janvier 2015, pages 14 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– TXT (pour certains fichiers qui accompagnent la demande internationale et auxquels les fichiers en XML renvoient; voir la section 3.1.1.3 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

SK Slovaquie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office de la propriété industrielle de la République slovaque**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 2 juin 2016, pages 120 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(SK) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/r12.html#_12

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) est ajouté à l'instruction 332 des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. Selon la règle, et conformément à la norme ST.26 de l'OMPI[2], l'office récepteur peut permettre que le texte libre dépendant de la langue soit déposé en deux langues dans un même listage des séquences, auquel cas l'une des langues doit être l'anglais.

Conformément à la section 332.a-*bis*) des instructions administratives, les offices suivants, en leur qualité d'offices récepteurs, ont notifié au Bureau international la ou les langues du texte libre dépendant de la langue qu'ils sont disposés à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences, comme suit :

BG Bulgarie

L'**Office des brevets de la République de Bulgarie** est disposé à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (l'anglais, le bulgare ou le russe). L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni en plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(BG) du *Guide du déposant du PCT*]

IT Italie

L'**Office italien des brevets et des marques** est disposé à accepter l'allemand, l'anglais, le français ou l'italien. L'office autorise également que le texte libre dépendant de la langue soit fourni à la fois en anglais et dans une autre langue de dépôt, dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(IT) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-26-01.pdf

LT Lituanie

Le **Bureau d'état des brevets de la république de Lituanie** est disposé à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (l'anglais ou le lituanien). L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni en plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(LT) du *Guide du déposant du PCT*]

PL Pologne

L'**Office des brevets de la République de Pologne** est disposé à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (l'allemand, l'anglais, le français ou le polonais). L'office autorise également que le texte libre dépendant de la langue soit fourni à la fois en anglais et dans une autre langue de dépôt, dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(PL) du *Guide du déposant du PCT*]

SA Arabie Saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** est disposée à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (l'anglais ou l'arabe). L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni en plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

SK Slovaquie

L'**Office de la propriété industrielle de la République slovaque** est disposé à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (l'allemand, l'anglais, le français ou le slovaque). L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni en plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(SK) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

11 août 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 214
BR Brésil 214
EP Organisation européenne des brevets 214
ES Espagne 214
FI Finlande 214
SE Suède 215
TR Türkiye 215
XN Institut nordique des brevets 215
XV Institut des brevets de Visegrad (VPI) 215

Offices récepteurs

AM Arménie 216
KG Kirghizistan 216
TJ Tadjikistan 216

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications par des offices récepteurs

AL Albanie 217
LV Lettonie 219
UG Ouganda 220

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

LV Lettonie 221
UG Ouganda 221

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets.** Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2022, est de USD 1.816.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2022, sont de USD 306, pour un dépôt en ligne, et de USD 459 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2022, est de USD 1.816.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

ES Espagne

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office espagnol des brevets et des marques**. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2022, est de USD 1.816.

[Mise à jour de l'annexe D(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

FI Finlande

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)**. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2022, est de USD 1.816.

[Mise à jour de l'annexe D(FI) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)**. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2022, est de USD 1.816.

[Mise à jour de l'annexe D(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

TR Türkiye

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)**. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2022, est de USD 1.816.

[Mise à jour de l'annexe D(TR) du *Guide du déposant du PCT*]

XN Institut nordique des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut nordique des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2022, est de USD 1.816.

[Mise à jour de l'annexe D(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

XV Institut des brevets de Visegrad (VPI)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **dollar des États-Unis (USD)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut des brevets de Visegrad (VPI)**. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2022, est de USD 1.816.

[Mise à jour de l'annexe D(XV) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

AM Arménie

L'**Office de la propriété intellectuelle de la République d'Arménie** a spécifié l'Office eurasien des brevets (OEAB) – en plus de l'Office européen des brevets (OEB) et du Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 7 juillet 2022 ou ultérieurement par les ressortissants de l'Arménie et les personnes domiciliées dans ce pays auprès de l'Office de la propriété intellectuelle de la République d'Arménie, l'Office eurasien des brevets (OEAB) ou le Bureau international de l'OMPI en leur qualité d'office récepteur.

[Mise à jour de l'annexe C(AM) du *Guide du déposant du PCT*]

KG Kirghizistan

L'**Agence d'État de la propriété intellectuelle et de l'innovation auprès du Cabinet des ministres de la République kirghize (Kyrgyzpatent)** a spécifié l'Office eurasien des brevets (OEAB) – en plus de l'Office européen des brevets (OEB) et du Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement par les ressortissants du Kirghizistan et les personnes domiciliées dans ce pays auprès de Kyrgyzpatent, l'Office eurasien des brevets (OEAB) ou le Bureau international de l'OMPI en leur qualité d'office récepteur.

[Mise à jour de l'annexe C(KG) du *Guide du déposant du PCT*]

TJ Tadjikistan

Le **Centre national des brevets et de l'information auprès du ministère du développement économique et du commerce de la République du Tadjikistan** a spécifié l'Office eurasien des brevets (OEAB) – en plus de l'Office européen des brevets (OEB) et du Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement par les ressortissants de Tadjikistan et les personnes domiciliées dans ce pays auprès du Centre national des brevets et de l'information auprès du ministère du développement économique et du commerce de la République du Tadjikistan, l'Office eurasien des brevets (OEAB) ou le Bureau international de l'OMPI en leur qualité d'office récepteur.

[Mise à jour de l'annexe C(TJ) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS

AL Albanie

La **Direction générale de la propriété industrielle (GDIP) (Albanie)**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713 des Instructions administratives du PCT, qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du 1er octobre 2022, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– logiciel de dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)). L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (355-69) 785 6715
– par courriel, à l'adresse électronique suivante : info@dppi.gov.al

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales
– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.dppi.gov.al).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm).

– Certification Authority (CA) for the European Patent Office (www.epoline.org/security/EPO_PKI_CPS.pdf).

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du logiciel de dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(AL) du *Guide du déposant du PCT*]

LV Lettonie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office letton des brevets**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 12 février 2015, pages 39 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(LV) du *Guide du déposant du PCT*]

UG Ouganda

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, le **Bureau des services de l'enregistrement de l'Ouganda (URSB)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 13 février 2020, pages 20 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionnés est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(UG) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) est ajouté à l'instruction 332 des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. Selon la règle, et conformément à la norme ST.26 de l'OMPI[2], l'office récepteur peut permettre que le texte libre dépendant de la langue soit déposé en deux langues dans un même listage des séquences, auquel cas l'une des langues doit être l'anglais.

Conformément à la section 332.a-*bis*) des instructions administratives, les offices suivants, en leur qualité d'office récepteur, ont notifié au Bureau international la ou les langues du texte libre dépendant de la langue qu'ils sont disposés à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences, comme suit :

LV Lettonie

L'**Office letton des brevets** est disposé à accepter l'anglais. L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(LV) du *Guide du déposant du PCT*]

UG Ouganda

Le **Bureau des services de l'enregistrement de l'Ouganda (URSB)** est disposé à accepter l'anglais. L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(UG) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/r12.html#_12

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-26-01.pdf

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

18 août 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

CL Chili 223
PH Philippines 223
PT Portugal 224
UA Ukraine 225
US États-Unis d'Amérique 225

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

Rectificatif 225
BN Brunéi Darussalam 226
CZ Tchéquie 226
ES Espagne 227
GE Géorgie 228

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

BN Brunéi Darussalam 229
CZ Tchéquie 229
ES Espagne 229
GB Royaume-Uni 230
GE Géorgie 230

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CL Chili

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)**. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2022, sont comme suit :

Taxe de recherche :	EUR 1.954
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une personne physique ou morale :	EUR 391 (applicable lorsque le déposant est ressortissant d'un des États, et est domicilié dans un des États, qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à ce critère.)
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une université :	EUR 293 (applicable lorsque le déposant est a) une université chilienne, ou b) une université étrangère qui a son siège dans un des États qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt.)

[Mise à jour de l'annexe D(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

PH Philippines

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines**. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2022, sont de EUR 977 ou de EUR 391 (ce dernier montant s'applique lorsque le déposant est une petite entreprise[1]).

[Mise à jour de l'annexe D(PH) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Une petite entreprise fait référence à toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou lorsque le déposant est toute entité, agence, bureau, service ou unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

PT Portugal

L'**Institut national de la propriété industrielle (Portugal)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur, et applicables depuis le 1er juillet 2022, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	EUR	10,91	(en ligne)
	EUR	21,82	(sur papier)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	EUR	16,37	(copie électronique)
	EUR	43,62	(copie papier)
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	EUR	163,60	(formulaire déposé en ligne)
	EUR	327,20	(formulaire déposé sur papier)

[Mise à jour de l'annexe C(PT) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a notifié de nouveaux montants de la taxe nationale de dépôt, exprimés en **euro (EUR**), payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, également applicables depuis le 1er juillet 2022, sont comme suit :

Taxe nationale[2] :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt[3] :	EUR	54,54	(en ligne)
	EUR	109,08	(sur papier)

Pour un modèle d'utilité

Taxe de dépôt[3] :	EUR	54,54	(en ligne)
	EUR	109,08	(sur papier)

[Mise à jour du chapitre national, résumé (PT), du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, il peut encore remettre la traduction ou payer la taxe dans un délai d'un mois à compter de l'expiration du délai applicable, sous réserve du paiement d'une surtaxe égale à 50% de la taxe de dépôt.

[3] Y compris la publication et l'examen.

UA Ukraine

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)"**. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2022, sont de USD 102 pour les recherches effectuées en ukrainien ou en russe, et de USD 306 pour les recherches effectuées en allemand, en anglais, ou en français.

[Mise à jour de l'annexe D(UA) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2022, sont de EUR 2.132 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, de EUR 1.066 pour une petite entité et de EUR 533 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

Rectificatif

La référence à la section 3.1.1.2 de l'annexe F des Instructions administratives du PCT, telle qu'elle figure dans les notifications des offices récepteurs et des administrations publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 19 mai 2022 (pages 133 et 136), 30 juin 2022 (pages 165-166), 14 juillet 2022 (page 178), 21 juillet 2022 (pages 184-190), 28 juillet 2022 (pages 197-199) et du 4 août 2022 (pages 205-210), était incorrecte.

La référence correcte en ce qui concerne le format de document électronique pour les listages des séquences (Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI) est la section 3.1.1.4 de l'annexe F. Par conséquent, le point concernant le format électronique de document "Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI", contenu dans les notifications publiées dans les numéros des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionnés, est remplacé par le suivant :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

[Mise à jour des annexes C(AT), (AU), (BG), (BR), (CN), (DE), (DK), (EP), (GB), (IE), (IT), (JO), (LT), (MK), (MY), (NZ), (PL), (QA), (RS), (SA), (SE), (SG), (SK) et (TN) du *Guide du déposant du PCT*]

BN Brunéi Darussalam

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle du Brunéi Darussalam (BruIPO)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 14 janvier 2016, pages 9 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(BN) du *Guide du déposant du PCT*]

CZ Tchéquie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office de la propriété industrielle de la République tchèque**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 25 juin 2015, pages 110 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(CZ) du *Guide du déposant du PCT*]

ES Espagne

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office espagnol des brevets et des marques**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans le Gazette du PCT n° 03/2004, pages 1733 et suivantes (telle que modifiée par les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 14 octobre 2010, page 178, et du 12 août 2021, page 136).

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans les numéros des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionnés est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– ASCII (voir la section 3.1.1.3 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

GE Géorgie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, le **Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 1 juin 2017, pages 88 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(GE) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[4] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

[4] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/r12.html#_12

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) est ajouté à l'instruction 332 des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. Selon la règle, et conformément à la norme ST.26 de l'OMPI[5], l'office récepteur peut permettre que le texte libre dépendant de la langue soit déposé en deux langues dans un même listage des séquences, auquel cas l'une des langues doit être l'anglais.

Conformément à la section 332.a-*bis*) des instructions administratives, les offices suivants, en leur qualité d'office récepteur, ont notifié au Bureau international la ou les langues du texte libre dépendant de la langue qu'ils sont disposés à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences, comme suit :

BN Brunéi Darussalam

L'**Office de la propriété intellectuelle du Brunéi Darussalam (BruIPO)** est disposé à accepter l'anglais. L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit déposé dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(BN) du *Guide du déposant du PCT*]

CZ Tchéquie

L'**Office de la propriété industrielle de la République tchèque** est disposé à accepter l'allemand, l'anglais, le français ou le tchèque. L'office autorise également que le texte libre dépendant de la langue soit déposé à la fois en anglais et dans une autre langue de dépôt, dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(CZ) du *Guide du déposant du PCT*]

ES Espagne

L**'Office espagnol des brevets et des marques** est disposé à accepter l'espagnol. L'office autorise également que le texte libre dépendant de la langue soit déposé à la fois en anglais et en espagnol, dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

[5] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-26-01.pdf

GB Royaume-Uni

L'**Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni)** est disposé à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (l'anglais ou le gallois). L'office autorise également que le texte libre dépendant de la langue soit déposé à la fois en anglais et en gallois, dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(GB) du *Guide du déposant du PCT*]

GE Géorgie

Le **Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)** est disposé à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (l'anglais, le géorgien ou le russe). L'office autorise également que le texte libre dépendant de la langue soit déposé à la fois en anglais et dans une autre langue de dépôt, dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(GE) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

25 août 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

BN Brunéi Darussalam 232

Offices récepteurs

CV Cabo Verde 232
JM Jamaïque 232

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

JM Jamaïque 233

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notification d'offices et autorités participants

IR République islamique d'Iran 233
PL Pologne 234

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

BN Brunéi Darussalam

L'**Office de la propriété intellectuelle du Brunéi Darussalam (BruIPO)** a notifié au Bureau international des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) — l'office a supprimé ses services de télécopie et accepte désormais le dépôt de tous types de documents par courrier électronique (à l'adresse : patents@bruipo.gov.bn); la version originale sur papier du ou des documents doit toujours être remise dans tous les cas.

[Mise à jour de l'annexe B1(BN) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

CV Cabo Verde

L'**Institut de la gestion de qualité et la propriété intellectuelle (IGQPI)** a spécifié l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 1er septembre 2022 ou ultérieurement auprès de l'IGQPI, ou du Bureau international de l'OMPI en sa qualité d'office récepteur, par les ressortissants de Cabo Verde et les personnes domiciliées dans ce pays.

JM Jamaïque

Des renseignements se rapportant aux exigences de l'**Office de la propriété intellectuelle de la Jamaïque** en tant qu'office récepteur figurent à l'annexe C(JM) du *Guide du déposant du PCT*, qui est publiée à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) a été ajouté à l'instruction 332 des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022.

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/r12.html#_12

Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. Selon la règle, et conformément à la norme ST.26 de l'OMPI[2], l'office récepteur peut permettre que le texte libre dépendant de la langue soit déposé en deux langues dans un même listage des séquences, auquel cas l'une des langues doit être l'anglais.

Conformément à la section 332.a-*bis*) des instructions administratives, l'office suivant, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international la ou les langues du texte libre dépendant de la langue qu'il est disposé à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences, comme suit :

JM Jamaïque

L'**Office de la propriété intellectuelle de la Jamaïque** est disposé à accepter l'anglais. L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit déposé dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATION D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Afin de faciliter l'accès aux documents de priorité, le Bureau international a créé le Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS"), conformément à une décision de 2006 de l'Assemblée de l'Union de Paris, de l'Assemblée du PLT et de l'Assemblée de l'Union du PCT. Depuis avril 2009, le Bureau international, et tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés, est en mesure de participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT), dans un large éventail de supports et formats.

Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, ou de l'instruction 715.a)i) ou b) des Instructions administratives du PCT, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante : www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html

IR République islamique d'Iran

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, le **Centre de propriété intellectuelle (République islamique d'Iran)** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant, avec effet depuis le 1er août 2022[3].

[Mise à jour de l'annexe B1(IR) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-26-01.pdf

[3] Pour plus de détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/das/fr/participating_offices/details.jsp?id=12533

PL Pologne

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, l'**Office des brevets de la République de Pologne** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office ayant accès, avec effet à compter du 1er septembre 2022[4].

[4] Pour plus de détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/das/fr/participating_offices/details.jsp?id=12536

C Offices récepteurs C

JM OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE LA JAMAÏQUE JM

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Jamaïque
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue acceptée pour le texte libre dépendant de la langue dans le listage des séquences :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique[1, 2] ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT[3]
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère de la "diligence requise" et celui du "caractère non intentionnel"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office de la propriété intellectuelle du Canada ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office australien des brevets, Office autrichien des brevets, Office de la propriété intellectuelle du Canada ou Office européen des brevets[4]

[Suite sur la page suivante]

[1] Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

[2] Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.26 de l'OMPI en format XML; aucune taxe n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format.

[3] À compter du 22 août 2022. La notification pertinente de l'office sera publiée dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* prochainement.

[4] L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

C Offices récepteurs C

JM OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE LA JAMAÏQUE JM

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Dollar jamaïcain (JMD)	
Taxe de transmission :	JMD 8.500	
Taxe internationale de dépôt[5] :	Équivalent en JMD de dollars des États-Unis	1.437
Taxe par feuille à compter de la 31e [5] :	Équivalent en JMD de dollars des États-Unis	16
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en JMD de dollars des États-Unis	216[6]
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	Équivalent en JMD de dollars des États-Unis	324[6]
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(AT), (AU), (CA) ou (EP)	
Taxe pour le document de priorité :	JMD 4.500	
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	JMD 3.500	
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié en Jamaïque Oui, dans le cas contraire	
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée en Jamaïque	
Renonciation au pouvoir :		
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Oui[7]	
Cas particuliers dans lesquels un pouvoir distinct est requis :	Néant	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non	

[5] Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

[6] Voir la note 3.

[7] Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règle 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règle 90*bis*.1 à 90*bis*.4 du PCT; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

1er septembre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

PH Philippines 238

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

CU Cuba 238
DJ Djibouti 239
EC Équateur 239
SI Slovénie 240

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

CU Cuba 241
EC Équateur 241
EE Estonie 242
SI Slovénie 242

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

PH Philippines

En raison de mauvaises conditions météorologiques, l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles du 23 août à 13 heures au 24 août 2022 (inclus). Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré pendant la fermeture précitée, ce délai a pris fin le 25 aout 2022.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite de la fermeture officielle susmentionnée, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

CU Cuba

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office cubain de la propriété industrielle**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 28 janvier 2016, pages 30 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(CU) du *Guide du déposant du PCT*]

DJ Djibouti

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office djiboutien de la propriété industrielle et commerciale (ODPIC)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 14 octobre 2021, pages 166 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(DJ) du *Guide du déposant du PCT*]

EC Équateur

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, le **Service national des droits intellectuels (SENADI) (Équateur)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 11 juillet 2019, pages 102 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(EC) du *Guide du déposant du PCT*]

SI Slovénie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office slovène de la propriété intellectuelle**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 21 septembre 2017, pages 146 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(SI) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) est ajouté à l'instruction 332 des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. Selon la règle, et conformément à la norme ST.26 de l'OMPI[2], l'office récepteur peut permettre que le texte libre dépendant de la langue soit déposé en deux langues dans un même listage des séquences, auquel cas l'une des langues doit être l'anglais.

Conformément à la section 332.a-*bis*) des instructions administratives, les offices suivants, en leur qualité d'office récepteur, ont notifié au Bureau international la ou les langues du texte libre dépendant de la langue qu'ils sont disposés à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences, comme suit :

CU Cuba

L'**Office cubain de la propriété industrielle** est disposé à accepter l'espagnol. L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit déposé dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(CU) du *Guide du déposant du PCT*]

EC Équateur

Le **Service national des droits intellectuels (SENADI) (Équateur)** est disposé à accepter l'espagnol. L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit déposé dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(EC) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/r12.html#_12

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-26-01.pdf

EE Estonie

L'**Office estonien des brevets** est disposé à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (l'allemand ou l'anglais). L'office autorise également que le texte libre dépendant de la langue soit déposé à la fois en anglais et dans une autre langue, dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(EE) du *Guide du déposant du PCT*]

SI Slovénie

L'**Office slovène de la propriété intellectuelle** est disposé à accepter l'allemand, l'anglais, le français ou le slovène. L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit déposé dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(SI) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

9 septembre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 244
HU Hongrie 244
IN Inde 244

Offices récepteurs

AZ Azerbaïdjan 245

Offices désignés (ou élus)

CA Canada 245

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

JP Japon 246

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2022, est de ZAR 25.560.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

HU Hongrie

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **forint hongrois (HUF)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	HUF	549.600
Taxe par feuille à compter de la 31e :	HUF	6.200
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	HUF	82.600
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	HUF	124.000

[Mise à jour de l'annexe C(HU) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2022, sont de EUR 124 et de EUR 31 (dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier).

[Mise à jour de l'annexe D(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

AZ Azerbaïdjan

L'**Agence de la propriété intellectuelle de la République d'Azerbaïdjan** a spécifié l'Office eurasien des brevets (OEAB) – en plus de l'Office européen des brevets (OEB) et du Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 27 juillet 2022 ou ultérieurement par les ressortissants d'Azerbaïdjan et les personnes domiciliées dans ce pays, auprès de l'Agence de la propriété intellectuelle de la République d'Azerbaïdjan, de l'Office eurasien des brevets (OEAB) ou du Bureau international de l'OMPI, en leur qualité d'offices récepteurs.

[Mise à jour de l'annexe C(AZ) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international des changements relatifs aux éléments que doit comporter la traduction pour l'ouverture de la phase nationale, avec effet à compter du 3 octobre 2022, comme suit :

En vertu de l'article 22 du PCT : Description, autre que tout listage des séquences; revendications, si la description ou les revendications contenues dans la demande internationale sont entièrement fournies dans une langue autre que l'anglais ou le français (si elles ont été modifiées, seulement telles que modifiées, ainsi que toute déclaration faite en vertu de l'article 19 du PCT).

En vertu de l'article 39.1) du PCT : Description, autre que tout listage des séquences; revendications, si la description ou les revendications contenues dans la demande internationale sont entièrement fournies dans une langue autre que l'anglais ou le français (si l'un quelconque de ces éléments a été modifié, il doit figurer seulement tel que modifié par les annexes du rapport d'examen préliminaire international).

Les déposants peuvent procéder à l'entrée en phase nationale avec des parties non traduites de la description ou des revendications, uniquement lorsque ces éléments de la demande internationale sont partiellement dans une langue autre que l'anglais ou le français ; toutefois, les éléments textuels non traduits ne seront pas pris en compte aux fins de l'interprétation de l'étendue de la protection demandée ou obtenue.

De plus, l'office a notifié des changements relatifs à ses exigences particulières en vertu de la règle 51*bis* du PCT (certaines exigences nationales admises en vertu de l'article 27). À partir du 3 octobre 2022, l'office exigera les suivantes :

– le nom et l'adresse postale de chaque inventeur ;

– une déclaration selon laquelle (i) le ou les déposants a/ont le droit de déposer une demande de brevet, (ii) le déposant est l'unique inventeur ou, en cas de déposants multiples, les déposants sont tous (également) les inventeurs et les uniques inventeurs, ou (iii) une déclaration en vertu de la règle 4.17.ii) du Règlement d'exécution du PCT ;

– lorsqu'il a des raisons légitimes de douter que la personne qui a procédé à l'entrée dans la phase nationale est le déposant de la demande internationale, ou son représentant légal, le commissaire demandera des preuves lui permettant d'établir les droits de propriété de la demande internationale[1] ;

– désignation d'un mandataire si le déposant n'est pas l'inventeur ;

– la preuve du consentement du mandataire à sa nomination est requise lorsque le document qui le nomme est remis par une personne autre que le mandataire désigné.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CA) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

JP Japon

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office des brevets du Japon (JPO)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international de plusieurs changements à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 27 octobre 2016, pages 230 et suivantes.

En particulier, l'office a notifié des changements relatifs aux formats applicables pour le dépôt des listages des séquences en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, ainsi qu'aux moyens de paiement en ligne et aux détails concernant son service d'assistance.

Par conséquent, avec effet depuis le 1er juillet 2022, la notification suivante remplace la notification publiée dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné:

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)
  a) JISX 0208
  b) Shift-JIS
  c) table IBM943-Unicode3.0/UTF-8 dans IBM AIX

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JFIF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[1] Un déposant peut accompagner la demande d'entrée dans la phase nationale de justificatifs attestant que la personne qui procède à l'entrée dans la phase nationale est le déposant de la demande internationale ou son représentant légal. Ces justificatifs peuvent comprendre : le formulaire PCT/IB/306, un document ordonnant le transfert de droits, ou un document attestant d'un changement de nom.

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– JPO PAS (version Internet)

En ce qui concerne les types de signatures électroniques (instruction 710.a)i)) :

La signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F) est nécessaire comme signature en vertu de l'article 14.1)a)i) du PCT.

La signature composée d'une chaîne de caractères peut être utilisée à d'autres fins, telles que la signature pour la déclaration relative à la qualité d'inventeur en vertu de l'instruction 214.

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra les informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv).

Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément aux moyens de transmission ou à l'empaquetage des documents susmentionnés qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques, des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant au moyen d'un message d'erreur.

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Les modes de paiement en ligne acceptés sont les suivants : i) paiement sur le compte de dépôt de l'office, (ii) paiement sur le compte du Gouvernement japonais par banque en ligne, ou (iii) paiement par cartes de crédit.

De plus, les moyens de paiement suivants sont acceptés : i) paiement au moyen de timbres de brevet fiscaux, ou (ii) paiement sur le compte du Gouvernement japonais par virement bancaire.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour le dépôt en ligne.

Ce service d'assistance a pour mission de répondre aux questions soulevées par les utilisateurs du service de dépôt électronique de brevets et de jouer le rôle d'assistance technique afin de venir en aide aux déposants lorsque des bogues et autres anomalies techniques surviennent au niveau de l'application ou du serveur.

Ce service d'assistance est ouvert du lundi au vendredi, mis à part les vacances officielles, de 9 heures à 18h15, et peut être contacté :

– par téléphone, au : +81 (0)3 5744 8534
– par télécopie, au : +81 (0)3 3582 0510

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales
– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites du logiciel approprié[2]

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office n'acceptera pas le dépôt de documents en format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes informatiques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira sur son site Internet (www.jpo.go.jp) les informations relatives aux disponibilités des systèmes de dépôt en ligne.

En ce qui concerne les autorités de certification acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Registrar of Legal Affairs Bureau (www.moj.go.jp/ONLINE/CERTIFICATION/index.html)
– Secom Trust Systems Co., Ltd. (www.secomtrust.net/service/ninsyo/forgid.html)
– Nippon Denshi Ninsho Co., Ltd. (www.ninsho.co.jp/aosign/index.html)
– Teikoku Databank, Ltd. (www.tdb.co.jp/typeA/index.html)
– e-Probatio CA (www.e-probatio.com)

[2] Applicable depuis le 1er avril 2016.

– Japannet Corporation (www.japannet.jp/ca/index.html)
– Tohoku Information Systems Co., Inc. (https://www.toinx.net/ebs/info.html)
– JPKI (www.jpki.go.jp)
– J-LIS (www.kojinbango-card.go.jp/kojinbango/)
– GPKI (www.gpki.go.jp)
– LGPKI (www.lgpki.jp)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Aucun service en ligne d'accès aux dossiers par les déposants n'est actuellement disponible.

[Mise à jour de l'annexe C(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

15 septembre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants et les organisations intergouvernementales

CV/AP Cabo Verde / Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) 251

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 251
AU Australie 251
EP Organisation européenne des brevets 251
KR République de Corée 252

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

DJ Djibouti 252

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS ET LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

CV Cabo Verde
AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)

Le 14 juillet 2022, **Cabo Verde** a déposé son instrument d'adhésion au *Protocole relatif aux brevets et aux dessins et modèles industriels dans le cadre de l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) (Protocole de Harare)* et deviendra liée par ce protocole le 14 octobre 2022. Par conséquent, toute demande internationale déposée le 14 octobre 2022 ou ultérieurement comprendra la désignation de Cabo Verde aux fins de l'obtention d'un brevet ARIPO, ainsi qu'aux fins de l'obtention d'un brevet national.

En outre, à compter du 14 octobre 2022, les ressortissants de Cabo Verde et les personnes domiciliées dans ce pays pourront déposer des demandes internationales auprès de l'ARIPO agissant en qualité d'office récepteur, en plus de l'Institut de la gestion de qualité et la propriété intellectuelle (IGQPI) (Cabo Verde) et de l'office récepteur du Bureau international de l'OMPI.

[Mise à jour des annexes B2(AP) et C(AP) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar de Singapour (SGD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2022, est de SGD 2.495.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar néo-zélandais (NZD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2022, est de NZD 2.428.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar de Singapour (SGD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2022, est de SGD 2.495.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

Un nouveau montant équivalent, exprimé en **won coréen (KRW)**, a été établi pour la taxe de traitement, conformément à la règle 57.2.d) du PCT. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2022, est de KRW 274.000.

[Mise à jour de l'annexe E(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) est ajouté à l'instruction 332 des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. Selon la règle, et conformément à la norme ST.26 de l'OMPI[2], l'office récepteur peut permettre que le texte libre dépendant de la langue soit déposé en deux langues dans un même listage des séquences, auquel cas l'une des langues doit être l'anglais.

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives, l'office suivant, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international la ou les langues du texte libre dépendant de la langue qu'il est disposé à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences, comme suit :

DJ Djibouti

L'**Office djiboutien de la propriété industrielle et commerciale (ODPIC)** est disposé à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (l'arabe, l'anglais, ou le français). L'office autorise également que le texte libre dépendant de la langue soit déposé à la fois en anglais et dans une autre langue de dépôt, dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(DJ) du *Guide du déposant du PCT*]

1 Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/r12.html#_12

2 Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-26-01.pdf

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

22 septembre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 254
JP Japon 254
SE Suède 254

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

EE Estonie 255
FI Finlande 256
IQ Iraq 259
JM Jamaïque 261
TR Türkiye 263

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

EE Estonie – rectificatif 265
FI Finlande 265
MK Macédoine du Nord 265
TR Türkiye 265

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2022, sont de USD 326 pour un dépôt en ligne, et de USD 488 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **yen japonais (JPY)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er novembre 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	JPY	190.300
Taxe par feuille à compter de la 31e :	JPY	2.100
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	JPY	42.900
Taxe de traitement :	JPY	28.600

[Mise à jour des annexes C(JP) et E(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **couronne suédoise (SEK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er novembre 2022, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	SEK	14.650
Taxe par feuille à compter de la 31e :	SEK	170

Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	SEK	2.200
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	SEK	3.300
Taxe de traitement :	SEK	2.200

[Mise à jour des annexes C(SE) et E(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

EE Estonie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office estonien des brevets**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 30 avril 2015, pages 76 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(EE) du *Guide du déposant du PCT*]

FI Finlande

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 10 novembre 2016, pages 246 et suivantes.

En particulier, l'office a notifié des changements relatifs aux formats applicables pour le dépôt des listages de séquences en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, ainsi qu'aux détails concernant son service d'assistance, et aux adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés.

Par conséquent, avec effet depuis le 1er juillet 2022, la notification suivante remplace la notification publiée dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5.1 et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

– logiciel de dépôt en ligne de l'OEB

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– la demande internationale doit être signée au moyen d'une signature électronique de base (composée d'une chaîne de caractères ou en fac-similé) ou d'une signature électronique renforcée (voir la section 3.3 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée auprès de l'office en sa qualité d'office récepteur contient, outre les informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F), ou que des certificats caducs ont été utilisés, qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Aucun paiement en ligne n'est disponible. Les modes de paiement acceptés en différé sont les suivants : le paiement par carte de débit ou par virement bancaire.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

Dans le cadre de son service de dépôt électronique de brevets, l'office a mis en place un service d'assistance aux déposants.

Ce service a pour mission de répondre aux questions des utilisateurs du service de dépôt électronique de brevets, et en particulier de jouer le rôle de permanence technique pour venir en aide aux déposants lorsque des bogues ou d'autres anomalies techniques surviennent au niveau de l'application ou du serveur.

Il est ouvert du lundi au vendredi, de 9 heures à 16h15.

Le service d'assistance en matière de brevets de l'office peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (358-0) 29509 5858

– au moyen d'un formulaire en ligne (en finnois)
à l'adresse suivante :
https://www.prh.fi/fi/patentit/palvelut_ja_tietokannat/epoline_online_filing_eolf/helpdesk.html

– pour des renseignements supplémentaires, voir :
https://www.prh.fi/en/patentit/servicesanddatabases/patentadvisoryservice.html

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites du logiciel approprié

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale. Les dossiers devront être en format ZIP et contenir les textes soit en texte clair ASCII, soit dans tout autre format notoirement connu.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à d'éventuelles interruptions des services de dépôt électronique sur son site Internet (www.prh.fi).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

Logiciel de dépôt en ligne de l'OEB :

– certificats de citoyenneté sur cartes d'identité délivrés par la police finlandaise (pour la politique de certification, voir https://dvv.fi/en/certificates)

– certificats d'organismes sur cartes d'organismes délivrés par le Registre central d'état civil finlandais (pour la politique de certification, voir https://dvv.fi/en/certificates)

– certificat de l'Office européen des brevets sur carte à puce de l'OEB délivré par l'Autorité de certification de l'Office européen des brevets (pour la politique de certification, voir www.epo.org/applying/online-services/security_fr.html)

Dépôt ePCT :

– certificat de l'OMPI pour les utilisateurs délivré par l'Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (pour la politique de certification, voir https://www.wipo.int/pct-eservices/fr/certificates.html)

– certificat de l'Office européen des brevets sur carte à puce de l'OEB délivré par l'Autorité de certification de l'Office européen des brevets (pour la politique de certification, voir www.epo.org/applying/online-services/security_fr.html)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les services privés ePCT permettent d'accéder aux dossiers des demandes internationales dans la mesure où ils sont disponibles au Bureau international.

[Mise à jour de l'annexe C(FI) du *Guide du déposant du PCT*]

IQ Iraq

En vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713 des Instructions administratives du PCT, l'**Office iraquien des brevets**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique, avec effet depuis le **4 septembre 2022**, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caducs (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne est disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (964-782) 264 19 31
– par courriel, à l'adresse électronique suivante : IQPO@cosqc.gov.iq

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales
– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.cosqc.gov.iq).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(IQ) du *Guide du déposant du PCT*]

JM Jamaïque

En vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713 des Instructions administratives du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle de la Jamaïque**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique, avec effet depuis le **22 août 2022**, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caducs (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne est disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (876) 946 1300

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : patent@jipo.gov.jm

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.jipo.gov.jm).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(JM) du *Guide du déposant du PCT*]

TR Türkiye

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 28 mai 2015, pages 93 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(TR) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) est ajouté à l'instruction 332 des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. Selon la règle, et conformément à la norme ST.26 de l'OMPI[2], l'office récepteur peut permettre que le texte libre dépendant de la langue soit déposé en deux langues dans un même listage des séquences, auquel cas l'une des langues doit être l'anglais.

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives, les offices suivants, en leur qualité d'offices récepteurs, ont notifié au Bureau international la ou les langues du texte libre dépendant de la langue qu'ils sont disposés à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences, comme suit :

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/r12.html#_12

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-26-01.pdf

EE Estonie – rectificatif

Des informations erronées ont été publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 1er septembre 2022 (page 242), concernant les langues du texte libre dépendant de la langue que l'**Office estonien des brevets** est disposé à accepter.

Comme indiqué dans la publication susmentionnée, l'office est prêt à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (l'anglais ou l'allemand); toutefois, l'office ne permet pas que le texte libre dépendant de la langue soit déposé dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(EE) du *Guide du déposant du PCT*]

FI Finlande

L'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)** est disposé à accepter l'anglais, le finnois, ou le suédois. L'office autorise également que le texte libre dépendant de la langue soit déposé à la fois en anglais et dans une autre langue de dépôt (le finnois ou le suédois), dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(FI) du *Guide du déposant du PCT*]

MK Macédoine du Nord

L'**Office d'État de la propriété industrielle (Macédoine du Nord)** est prêt à accepter l'anglais. L'office ne permet pas que le texte libre dépendant de la langue soit déposé dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(MK) du *Guide du déposant du PCT*]

TR Türkiye

L'**Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)** est disposé à accepter l'anglais ou la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (l'allemand, le français ou le turc). L'office autorise également que le texte libre dépendant de la langue soit déposé à la fois en anglais et dans une autre langue de dépôt (l'allemand, le français ou le turc), dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(TR) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

29 septembre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants et les organisations intergouvernementales

CV Cabo Verde 267
ME Monténégro 267
ME/EP Monténégro / Organisation européenne des brevets (OEB) 267

Taxes payables en vertu du PCT

CN Chine 267
JP Japon 268
KR République du Corée 268
SG Singapour 268
SY République arabe syrienne 268

Offices récepteurs

ME/EP Monténégro / Organisation européenne des brevets (OEB) 269

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

CV Cabo Verde 269

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS ET LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

CV Cabo Verde

Des informations de caractère général concernant le **Cabo Verde** en tant qu'État contractant du PCT figurent à l'annexe B1(CV) du *Guide du déposant du PCT*, qui est publiée à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

ME Monténégro

Le **Ministère du développement économique, Département de la propriété intellectuelle (Monténégro)** a notifié au Bureau international un changement relatif au nom de l'office, qui est désormais le suivant :

Nom de l'office :	Ministère du développement économique et du tourisme du Monténégro

[Mise à jour de l'annexe B1(ME) du *Guide du déposant du PCT*]

ME Monténégro
EP Organisation européenne des brevets (OEB)

Le 15 juillet 2022, le **Monténégro** a déposé son instrument d'adhésion à la *Convention sur le brevet européen (CBE)* et deviendra lié par cette convention le 1er octobre 2022. Par conséquent, à compter du 1er octobre 2022 les déposants pourront désigner le Monténégro dans leurs demandes internationales aux fins de l'obtention d'un brevet européen.

De plus, à compter du 1er octobre 2022, les ressortissants du Monténégro et les personnes domiciliées dans ce pays pourront déposer des demandes internationales auprès de l'Office européen des brevets (OEB) agissant en qualité d'office récepteur, en plus de l'office récepteur du Bureau international de l'OMPI.

[Mise à jour des annexes B1(ME), B2(EP) et C(EP), et du chapitre national, résumé (EP), du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CN Chine

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2022, est de USD 304.

[Mise à jour de l'annexe D(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2022, sont de CHF 999 pour une demande en japonais[1], et de CHF 1.181 pour une demande en anglais[2].

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2022, sont de CHF 330 pour des recherches effectuées en coréen et de CHF 880 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2022, est de EUR 1.593.

[Mise à jour de l'annexe D(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

SY République arabe syrienne

Le **Ministère du commerce intérieur et protection des consommateurs, Direction de la protection de la propriété industrielle et commerciale (République arabe syrienne)** a notifié au Bureau international les montants des taxes, exprimés en **livre syrienne (SYP)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur depuis le 15 juin 2022, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	SYP 5.000
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	SYP 3.000

[Mise à jour de l'annexe C(SY) du *Guide du déposant du PCT*]

---

[1] Pour les demandes internationales déposées en japonais ou les demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT. Cette taxe est réduite pour des demandes par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxes, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions sur l'éligibilité, il convient de se référer au : https://www.jpo.go.jp/system/process/tesuryo/genmen/genmen20190401/document/index/leaflet_e.pdf

[2] Pour les demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

OFFICES RÉCEPTEURS

ME Monténégro
EP Organisation européenne des brevets (OEB)

En vertu de la règle 19.1.b) du PCT, le **Ministère du développement économique et du tourisme du Monténégro** a notifié au Bureau international que, à compter du 1er octobre 2022, il cessera d'agir en tant qu'office récepteur et, qu'à partir de cette date, il délèguera ses fonctions d'office récepteur à l'**Office européen des brevets (OEB)**.

Toutefois, en vertu de l'article 124 de la *Loi sur les brevets* du Monténégro et conformément à l'article 27.8) du PCT, toute demande internationale déposée par un ressortissant du Monténégro ou une personne domiciliée dans ce pays, qui concerne une invention importante pour la défense et la sécurité du Monténégro, doit être déposée auprès du Ministère de la défense du Monténégro. Lorsque le Ministère de la défense du Monténégro décide de ne pas appliquer de mesures visant à limiter la publication ou la communication des informations contenues dans la demande internationale, ladite demande sera transmise à l'OEB en tant qu'office récepteur.

Pour plus d'informations, il convient de se référer aux articles 124 et 125 de la *Loi sur les brevets* du Monténégro et à la règle 157.3) de la *Convention sur le brevet européen*.

[Mise à jour de l'annexe B1(ME) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

CV Cabo Verde

En vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713 des Instructions administratives du PCT, l'**Institut de la gestion de qualité et la propriété intellectuelle (IGQPI) (Cabo Verde)**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique, avec effet à partir du 3**1 octobre 2022**, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (238) 260 43 40

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : dspi@igqpi.gov.cv

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.igqpi.cv).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

B1 Informations sur les États contractants B1

CV CABO VERDE CV

Informations générales

Nom de l'office :	Instituto de Gestão da Qualidade e da Propriedade Intelectual (IGQPI) Institut de la gestion de qualité et la propriété intellectuelle (IGQPI) (Cabo Verde)
Siège et adresse postale :	Av. Amílcar Cabral, nº 27 R/C, Plateau, C.P. 7600-146, Praia, Santiago, Cabo Verde
Téléphone :	(238) 260 43 40
Courrier électronique :	geraligqpi@mice.gov.cv dspi@igqpi.gov.cv
Internet :	https://www.igqpi.cv
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par courrier électronique
Quels types de documents peuvent être transmis par ces moyens ?	Tous types de documents
L'original du document doit-il être remis dans tous les cas ?	Oui, dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui
Office récepteur compétent pour les nationaux de Cabo Verde et les personnes qui y sont domiciliées :	Institut de la gestion de qualité et la propriété intellectuelle (IGQPI) (Cabo Verde), Office de l'ARIPO[1] ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant
Office désigné (ou élu) compétent si le Cabo Verde est désigné (ou élu) :	Protection nationale : Institut de la gestion de qualité et la propriété intellectuelle (IGQPI) (Cabo Verde) Protection ARIPO[1] : Office de l'ARIPO (voir la phase nationale)
Le Cabo Verde peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Nationale : Brevets, brevets provisoires, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu d'un brevet) ARIPO : Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu ou en plus d'un brevet ARIPO)

[Suite sur la page suivante]

[1] À compter du 14 octobre 2022. Pour de plus amples détails, il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* datées du 15 septembre 2022, page 251.

B1 Informations sur les États contractants B1

CV CABO VERDE CV

[Suite]

Dispositions de la législation de Cabo Verde relatives à la recherche de type international:	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale:	Néant

Informations utiles si le Cabo Verde est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Cabo Verde est désigné (ou élu):	Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique?	Oui

Pour un brevet ARIPO[2] – Voir Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (AP) à l'annexe B2

2 Voir la note 1.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

6 octobre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

CZ Tchéquie 275
ME Monténégro 275
PH Philippines 275
RO Roumanie 276

Offices récepteurs

CN Chine 276

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) 277

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) 278
DK Danemark 278

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : notifications par des offices de la participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT

EA Office eurasien des brevets (OEAB) 280
PA Direction générale de l'enregistrement de la propriété industrielle (DIGERPI) (Panama) 280

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

CZ Tchéquie

L'**Office de la propriété industrielle de la République tchèque** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse de courrier électronique, qui est désormais comme suit :

Courrier électronique : posta@upv.gov.cz

[Mise à jour de l'annexe B1(CZ) du *Guide du déposant du PCT*]

ME Monténégro

Le **Ministère du développement économique et du tourisme (Monténégro)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son numéro de téléphone, à son adresse de courrier électronique, et à son adresse Internet, qui sont désormais comme suit :

Téléphone : (382) 20 234 591

Courrier électronique : dragana.ranitovic@mek.gov.me

Internet : www.gov.me/mek

[Mise à jour de l'annexe B1(ME) du *Guide du déposant du PCT*]

PH Philippines

En raison de mauvaises conditions météorologiques, l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le 26 septembre 2022. Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré pendant la fermeture précitée, ce délai a pris fin le 27 septembre 2022.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite de la fermeture susmentionnée, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :
https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

RO Roumanie

L'**Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)** a notifié au Bureau international les dispositions de sa loi nationale concernant les restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales par les ressortissants de la Roumanie et les personnes qui y sont domiciliées.

En particulier, pour les inventions réalisées en Roumanie qui intéressent la sécurité nationale, un ressortissant ou une personne domicilié en Roumanie doit déposer la demande internationale directement auprès de l'office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie), en vertu des articles 4.3) et 7 du *Règlement relatif à la mise en œuvre de la Loi sur les brevets nº 64/1991 (approuvé par la décision gouvernementale nº 547/2008 du 21 mai 2008)*.

[Mise à jour de l'annexe B1(RO) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

CN Chine

Suite à la notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 29 octobre 2020 (page 223), l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)** a notifié au Bureau international la prolongation du projet pilote de deux ans, dans le cadre duquel l'Office européen des brevets (OEB) a été spécifié comme administration chargée de la recherche internationale (ISA) et administration chargée de l'examen préliminaire international (IPEA) compétente pour les demandes internationales déposées en anglais, auprès de la CNIPA ou de l'office récepteur du Bureau international, par les ressortissants de la Chine et les personnes domiciliées dans ce pays, du 1er décembre 2020 jusqu'au 30 novembre 2022. En vertu du consensus obtenu par le CNIPA et l'OEB, le projet pilote sera prolongé d'un an, du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2023, pour un maximum de 3.000 demandes.

Les conditions de la phase de transition continueront de s'appliquer, selon lesquelles les déposants qui déposent une demande internationale auprès du CNIPA en tant qu'office récepteur et qui choisissent l'OEB en tant qu'ISA devront payer la taxe de recherche internationale directement à l'OEB, en **euros (EUR)**[1]. En outre, les déposants participant au projet pilote, dont la recherche internationale est effectuée par l'OEB en tant qu'ISA, peuvent toujours déposer une demande d'examen préliminaire international auprès de l'OEB, en sa qualité d'IPEA.

Pour plus de détails, il convient de se référer à :

https://www.epo.org/news-events/news/2022/20220916_fr.html (en français); et
https://www.cnipa.gov.cn/art/2022/9/16/art_364_153578.html (en chinois).

[Mise à jour de l'annexe C(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Pour une liste des taxes payables à l'OEB en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire, il convient de se référer à l'Accord entre l'Organisation européenne des brevets et le Bureau international de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (disponible à l'adresse suivante : www.wipo.int//pct/fr/texts/agreements/ag_ep.pdf), et aux annexes D(EP), SISA(EP) et E(EP) du *Guide du déposant du PCT*.

DÉPOT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 9 juillet 2020, pages 150 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(AP) du *Guide du déposant du PCT*

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[2] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/r12.html#_12

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) est ajouté à l'instruction 332 des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. Selon la règle, et conformément à la norme ST.26 de l'OMPI[3], l'office récepteur peut permettre que le texte libre dépendant de la langue soit déposé en deux langues dans un même listage des séquences, auquel cas l'une des langues doit être l'anglais.

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives, les offices suivants, en leur qualité d'offices récepteurs, ont notifié au Bureau international la ou les langues du texte libre dépendant de la langue qu'ils sont disposés à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences, comme suit :

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)

L'**Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)** est prêt à accepter l'anglais. L'office ne permet pas que le texte libre dépendant de la langue soit déposé dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(AP) du *Guide du déposant du PCT*]

DK Danemark

L'**Office danois des brevets et des marques** est disposé à accepter le danois, l'islandais, le norvégien, le suédois, l'allemand, l'anglais ou le français. L'office autorise également que le texte libre dépendant de la langue soit déposé à la fois en anglais et dans une autre langue de dépôt, dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(DK) du *Guide du déposant du PCT*]

[3] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-26-01.pdf

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE LA PARTICIPATION AU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI AUX FINS DU PCT

En vertu de la règle 96.2 du PCT, un office participant au Service de transfert de taxes de l'OMPI (ci-après dénommé "office participant"[4]) en tant qu'"office percepteur" peut transférer les taxes et différences y relatives suivantes à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire") par l'intermédiaire du Bureau international aux fins du PCT, conformément à l'annexe G des Instructions administratives du PCT :

– **la taxe internationale de dépôt** (règle 15.2.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur ("RO") au profit du Bureau international ("IB");

– **la taxe de recherche** (règle 16.1.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit d'un office participant en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale ("ISA");

– **la taxe de recherche supplémentaire** (règle 45*bis*.3.b)) perçue par le Bureau international au profit d'un office participant en sa qualité d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire ("SISA");

– **la taxe de traitement** (règle 57.2.c) ou d)) perçue par une administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA") au profit du Bureau international; et

– **la différence en ce qui concerne la taxe de recherche** (règle 16.1.e)) perçue par l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale dans une monnaie autre que la monnaie fixée[5].

De plus, conformément au paragraphe 3, partie II de l'annexe G, des Instructions administratives, le transfert des taxes et différences susmentionnées, par l'office percepteur au Bureau international, aux fins de son transfert ultérieur à l'office bénéficiaire, est réputé constituer le transfert desdites taxes conformément à la règle applicable, et ne doit pas être considéré comme un paiement de l'office percepteur à un tiers.

Entre le 1er juillet et le 30 septembre 2022 (inclus), les offices suivants ont notifié au Bureau international leur participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, conformément à la partie II.1 de l'annexe G des Instructions administratives du PCT :

[4] Un office participant désigne un office récepteur du PCT ("RO"), une administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), une administration indiquée pour la recherche internationale supplémentaire ("SISA"), ou une administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA").

[5] En ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé la taxe de recherche, applicable lorsque le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé.

	Transferts de taxes du PCT				
	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office[6])	Étendue de la participation				
EA Office eurasien des brevets (OEAB)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AZ, BY, IB, RU	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit les transferts en RUB par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants ayant spécifié ISA/EA* (AM, KG, TJ)
PA Direction générale de l'enregistrement de la propriété industrielle (DIGERPI) (Panama)	RO percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/BR, CL, EP, ES, US	n/a	n/a	n/a

[6] Les lignes relatives aux offices participants ayant un accord avec le Bureau international de l'OMPI en ce qui concerne le fonctionnement en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* sont identifiées par une teinte gris clair.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

13 octobre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
KR République de Corée 282

Taxes payables en vertu du PCT
KR République de Corée 283
US États-Unis d'Amérique 283

Offices récepteurs
CV Cabo Verde 284

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

KR République de Corée

Accord entre l'Office coréen de la propriété intellectuelle et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modifications des annexes A et D

L'**Office coréen de la propriété intellectuelle** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)i) et iii) de l'accord susmentionné, des modifications apportées aux annexes A et D de cet accord. Ces modifications, qui entreront en vigueur le 1er décembre 2022, consistent à ajouter **Cabo Verde** aux États indiqués au point i) de l'annexe A et au point 4) de la partie II de l'annexe D.

À partir du 1er décembre 2022, les annexes A et D auront la teneur suivante :

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) les États suivants pour lesquels elle agira :

en ce qui concerne l'article 3.1) :

République de Corée, Arabie saoudite, Australie, Brunéi Darussalam, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Colombie, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Malaisie, Mexique, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, République populaire démocratique lao, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande et Viet Nam;

en ce qui concerne l'article 3.2) :

République de Corée, Arabie saoudite, Australie, Brunéi Darussalam, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Colombie, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Malaisie, Mexique, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, République populaire démocratique lao, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande et Viet Nam.

Lorsqu'un office récepteur désigne l'Administration internationale en vertu des articles 3.1) et 3.2), l'Administration internationale devient compétente à l'égard des demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur à partir d'une date à convenir entre l'office récepteur et l'Administration internationale et à notifier au Bureau international.

ii) [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_kr.pdf

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

[Sans changement]

Partie II. Conditions et limites des remboursements ou des réductions de taxes

1) à 3) [Sans changement]

4) Lorsque le déposant ou, en cas de pluralité de déposants, chacun des déposants, est ressortissant d'un État et a son domicile ou son siège dans l'un des États suivants, le montant de la taxe de recherche à payer est réduit de 75% : Cabo Verde, Cambodge, Colombie, Indonésie, Malaisie, Mexique, Mongolie, Pérou, Philippines, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam.

5) à 6) [Sans changement]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2022, sont de USD 330 pour les demandes internationales déposées en coréen ou les demandes pour lesquelles une traduction en coréen a été fournie selon la règle 12.3 du PCT, et de USD 881 pour les demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar néo-zélandais (NZD)** et en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2022, sont de NZD 3.820 et de ZAR 39.360 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, de NZD 1.910 et de ZAR 19.680 pour une petite entité et de NZD 955 et de ZAR 9.840 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

CV Cabo Verde

L'**Institut de la gestion de qualité et la propriété intellectuelle (IGQPI) (Cabo Verde)** a spécifié l'Office européen des brevets (OEB) et l'Office coréen de la propriété intellectuelle – en plus de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) – en tant qu'administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 17 octobre 2022 ou ultérieurement et le 1er décembre 2022 ou ultérieurement, respectivement, auprès de l'IGQPI ou du Bureau international de l'OMPI en sa qualité d'office récepteur, par les ressortissants de Cabo Verde et les personnes domiciliées dans ce pays.

Des renseignements additionnels se rapportant aux exigences de l'office, en tant qu'office récepteur, figurent dans l'annexe C(CV) du *Guide du déposant du PCT*, qui est publiée à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

C Offices récepteurs C

CV INSTITUT DE LA GESTION DE QUALITÉ ET LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE CV

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de:	Cabo Verde
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée:	Anglais, portugais[1]
Langue acceptée pour le texte libre dépendant de la langue dans le listage des séquences :	Même que la langue de dépôt (anglais ou portugais); ou les deux
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais, portugais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur:	1
L'office récepteur accepte-t-il le dépôt de demandes internationales sous forme électronique[2, 3] ?	Oui, l'office accepte le dépôt sous forme électronique à l'aide du portail de dépôt en ligne ePCT[4]
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale:	Institut national de la propriété industrielle (Brésil), Office coréen de la propriété intellectuelle[5] ou Office européen des brevets[6]
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international:	Institut national de la propriété industrielle (Brésil), Office coréen de la propriété intellectuelle[5] ou Office européen des brevets[6, 7]

[Suite sur la page suivante]

1 Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT)

2 Lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique conformément à, et dans la mesure prévue par, la septième partie et l'annexe F des instructions administratives, le montant total de la taxe internationale de dépôt est réduit (voir "Taxes payables à l'office récepteur").

3 Lorsque la demande internationale contient un listage de séquences présenté dans une partie distincte de la description, celui-ci doit être présenté conformément à la norme figurant à l'annexe C des Instructions administratives, c'est-à-dire selon la norme ST.26 de l'OMPI en format XML; aucune taxe n'est due pour un listage de séquences présenté dans ce format.

4 À compter du 31 octobre 2022. La notification pertinente de l'office sera publiée dans les *Notifications officielles (Gazette du PCT)* prochainement.

5 À compter du 1er décembre 2022.

6 À compter du 17 octobre 2022.

7 L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

C Offices récepteurs C

CV INSTITUT DE LA GESTION DE QUALITÉ ET LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE CV

[Suite]

Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Escudo de Cabo Verde (CVE) ou Euro (EUR)
Taxe de transmission :	Information pas encore disponible
Taxe internationale de dépôt[8] :	EUR 1.305
Taxe par feuille à compter de la 31e[8] :	EUR 15
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	EUR 196[9]
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	EUR 294[9]
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(BR), (EP)[10] ou KR[11]
Taxe pour le document de priorité :	Information pas encore disponible
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	Information pas encore disponible
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié à Cabo Verde Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée à Cabo Verde
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

8 Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

9 Voir la note 4.

10 Voir la note 6.

11 Voir la note 5.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

20 octobre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

UZ Ouzbékistan 288

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

UZ Ouzbékistan 289

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

UZ Ouzbékistan

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Agence de la propriété intellectuelle auprès du Ministère de la justice de la République d'Ouzbékistan**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 8 octobre 2020, pages 206 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages des séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI. Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(UZ) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) a été ajouté à l'instruction 332 des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022.

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/r12.html#_12

Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. Selon la règle, et conformément à la norme ST.26 de l'OMPI[2], l'office récepteur peut permettre que le texte libre dépendant de la langue soit déposé en deux langues dans un même listage des séquences, auquel cas l'une des langues doit être l'anglais.

UZ Ouzbékistan

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives, l'**Agence de la propriété intellectuelle auprès du Ministère de la justice de la République d'Ouzbékistan** a notifié au Bureau international qu'elle est prête à accepter l'anglais ou le russe pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. L'office autorise également que le texte libre dépendant de la langue soit déposé à la fois en anglais et en russe, dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(UZ) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-26-01.pdf

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

27 octobre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants
MK Macédoine du Nord 291

Taxes payables en vertu du PCT
DZ Algérie 291

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs
PA Panama 291

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT
PA Panama 292

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.2 du PCT : notifications par des offices et le Bureau international en vertu de la règle 82*quater*.2.a)
IB Bureau international de l'OMPI 293

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

MK Macédoine du Nord

L'**Office d'État de la propriété industrielle (Macédoine du Nord)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son siège et son adresse postale, qui sont désormais comme suit :

Siège et adresse postale : Str. Dame Gruev, No. 14
1000 Skopje
Macédoine du Nord

[Mise à jour de l'annexe B1(MK) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

DZ Algérie

L'**Institut national algérien de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international le montant de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), exprimé en **dinar algérien (DZD)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Cette taxe, applicable depuis le 1er janvier 2022, est de DZD 10.000.

[Mise à jour de l'annexe C(DZ) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

PA Panama

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, la **Direction générale de l'enregistrement de la propriété industrielle (DIGERPI) (Panama)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 20 octobre 2016, pages 220 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages des séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(PA) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) a été ajouté à l'instruction 332 des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. Selon la règle, et conformément à la norme ST.26 de l'OMPI[2], l'office récepteur peut permettre que le texte libre dépendant de la langue soit déposé en deux langues dans un même listage des séquences, auquel cas l'une des langues doit être l'anglais.

PA Panama

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives, la **Direction générale de l'enregistrement de la propriété industrielle (DIGERPI) (Panama)** a notifié au Bureau international qu'elle est prête à accepter l'espagnol pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit fourni en plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(PA) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/r12.html#_12

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-26-01.pdf

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.2.a)

IB Bureau international de l'OMPI

Conformément à la règle 82*quater*.2.a) relative à l'excuse de retard dans l'observation de certains délais en raison de l'indisponibilité de moyens de communication électronique au sein d'un office ou d'une organisation, le **Bureau international de l'OMPI** notifie par la présente la période d'indisponibilité suivante de l'un des moyens de communication électronique autorisés au sein de l'organisation:

– Système ePCT : 19 octobre 2022, de 2h30 au 6h25 HEC (heure d'été de l'Europe centrale)

Les déposants qui n'ont pas pu observer un délai selon le PCT en raison de l'indisponibilité susmentionnée peuvent demander l'excuse de retard dans l'observation de délais en vertu de la règle 82*quater*.2 du PCT selon les conditions applicables annoncées dans la notification du Bureau international publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 16 juillet 2020 (pages 155 et suivantes).

Des informations concernant cette indisponibilité ont été publiées sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/unavailability.html

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

3 novembre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants et les organisations intergouvernementales

ME/EP Monténégro / Organisation européenne des brevets (OEB) 295

Taxes payables en vertu du PCT

CR Costa Rica 295

Offices désignés (ou élus)

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) 295

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS ET LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

ME Monténégro
EP Organisation européenne des brevets (OEB)

Le Ministère du développement économique et du tourisme (Monténégro) a notifié au Bureau international que le **Monténégro**, qui est devenu lié par la *Convention sur le brevet européen (CBE)* le 1er octobre 2022, a fermé la voie nationale d'obtention d'une protection par brevet via le PCT, avec effet depuis la date susmentionnée.

Par conséquent, et en vertu de l'article 153a de la *Loi sur les brevets* du Monténégro et de l'article 45.2) du PCT, toute désignation ou élection du Monténégro dans une demande internationale déposée le 1er octobre 2022 ou ultérieurement sera traitée en vertu de la règle 4.9.iii) du PCT comme une demande tendant à la délivrance d'un brevet régional (européen) pour le Monténégro.

[Mise à jour de l'annexe B1(ME) et chapitre national, résumé (EP) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CR Costa Rica

Le **Registre de la propriété intellectuelle (Costa Rica)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur et applicables depuis le 1er décembre 2021, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	USD	237	(en ligne)
	[*sans changement*]		(sur papier)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	USD	32	

[Mise à jour de l'annexe C(CR) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)

L'**Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)** a clarifié les conditions pour l'exemption des taxes nationales de recherche et d'examen, comme suit :

Pour les demandes déposées le 1er janvier 2017 ou avant cette date, aucune taxe de recherche ou d'examen n'est à acquitter si un rapport de recherche internationale ou un rapport d'examen préliminaire international a été établi pour la demande internationale.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (AP) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

10 novembre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
CA Canada 297

Taxes payables en vertu du PCT
CA Canada 298

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs
CH Suisse 298
IL Israël 299
MA Maroc 300

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT
CH Suisse 301

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

CA Canada

Accord entre le Commissaire aux brevets du Canada et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui entreront en vigueur le 1er janvier 2023, consistent en des changements de montants de plusieurs taxes payables à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international.

Avec effet à partir du 1er janvier 2023, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	**Montant (en dollars canadiens)**
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	1.684,12
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	1.684,12
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	842,06
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	842,06
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2) sous forme électronique	
a) pour les 7 premiers mégaoctets, plus	[*sans changement*]
b) par tranche de 10 mégaoctets ou partie de celle-ci qui excède les 7 premiers mégaoctets	[*sans changement]*
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par page (sur papier)	[*sans changement]*

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_ca.pdf

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale. Ces montants, applicables à partir du 1er janvier 2023, sont comme suit :

Taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT) :	CAD	1.684,12
Taxe de recherche additionnelle[2] (règle 40.2.a) du PCT) :	CAD	1.684,12

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international, également applicables à partir du 1er janvier 2023, comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b) du PCT) :	CAD	842,06
Taxe d'examen préliminaire additionnelle[3] (règle 68.3.a) du PCT) :	CAD	842,06

[Mise à jour de l'annexe E(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPOT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

CH Suisse

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Institut fédéral de la propriété intellectuelle (Suisse)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 15 juin 2017, pages 95 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionnés est comme suit :

[2] Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

[3] Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(CH) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office des brevets d'Israël**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 25 août 2016, pages 186 et suivantes (telle que modifiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 5 mai 2022, page 110).

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans les numéros des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionnés est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– TXT (pour certains fichiers qui accompagnent la demande internationale et auxquels les fichiers en XML renvoient; voir la section 3.1.1.3 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

MA Maroc

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 6 avril 2017, pages 68 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI.

Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(MA) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.D) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.A-*BIS*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[4] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) a été ajouté à l'instruction 332 des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022.

[4] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/r12.html#_12

Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. Selon la règle, et conformément à la norme ST.26 de l'OMPI[5], l'office récepteur peut permettre que le texte libre dépendant de la langue soit déposé en deux langues dans un même listage des séquences, auquel cas l'une des langues doit être l'anglais.

CH Suisse

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives, l'**Institut fédéral de la propriété intellectuelle (Suisse)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il est disposé à accepter l'allemand, l'anglais ou le français pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. L'office autorise également que le texte libre dépendant de la langue soit fourni à la fois en anglais et dans une autre langue de dépôt, dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(CH) du *Guide du déposant du PCT*]

[5] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-26-01.pdf

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

17 novembre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Offices récepteurs

US États-Unis d'Amérique 303

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

CL Chili 303
HR Croatie 304

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

CL Chili 305
HR Croatie 305

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

OFFICES RÉCEPTEURS

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement concernant sa spécification des administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international.

En particulier, avec effet à compter du 1er décembre 2022, l'Office australien des brevets, l'Office coréen de la propriété intellectuelle, l'Office européen des brevets (OEB), l'Office des brevets d'Israël, l'Office des brevets du Japon (JPO), l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour et l'USPTO sont les seules administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées par des ressortissants des États-Unis d'Amérique, et des personnes domiciliées dans ce pays, auprès de l'USPTO ou auprès de l'office récepteur du Bureau international.

[Mise à jour de l'annexe C(US) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

CL Chili

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 décembre 2014, pages 197 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI. Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– TXT (pour certains fichiers qui accompagnent la demande internationale et auxquels les fichiers en XML renvoient; voir la section 3.1.1.3 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

HR Croatie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à ses notifications publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 20 décembre 2012, pages 192 et suivantes, et du 22 février 2018, pages 198 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages de séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI. Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans les numéros des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionnés est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(HR) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) est ajouté à l'instruction 332 des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences.

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/r12.html#_12

Selon la règle, et conformément à la norme ST.26 de l'OMPI[2], l'office récepteur peut permettre que le texte libre dépendant de la langue soit déposé en deux langues dans un même listage des séquences, auquel cas l'une des langues doit être l'anglais.

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives, les offices suivants, en leur qualité d'offices récepteurs, ont notifié au Bureau international la ou les langues du texte libre dépendant de la langue qu'ils sont disposés à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences, comme suit :

CL Chili

L'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)** est prêt à accepter l'espagnol. L'office ne permet pas que le texte libre dépendant de la langue soit déposé dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

HR Croatie

L'**Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie)** est disposé à accepter la même langue que celle utilisée dans la demande internationale (l'anglais ou le croate). L'office ne permet pas que le texte libre dépendant de la langue soit déposé dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(HR) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-26-01.pdf

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

24 novembre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

Taxes du PCT – Établissement de nouveaux montants équivalents de taxes 307

Offices récepteurs

LV Lettonie 308
TM Turkménistan 308

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

TH Thaïlande 309

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

TH Thaïlande 310

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notifications d'offices et autorités participants

LT Lituanie 310

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

Taxes du PCT – Établissement de nouveaux montants équivalents de taxes

Suite aux consultations menées par le Directeur général de l'OMPI en octobre 2022, conformément aux directives adoptées par l'Assemblée du PCT[1] et aux règles 15.2.d) et 57.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la **taxe internationale de dépôt** (comprenant la taxe pour chaque feuille à compter de la 31e et les réductions de taxe lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique) et de la **taxe de traitement**, respectivement, ont été établis dans **diverses monnaies**, avec effet au 1er janvier 2023, comme indiqué dans le tableau 1 publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT). Ce tableau indique à la fois les montants équivalents en vigueur actuellement, et, en caractères gras, les nouveaux montants équivalents de ces taxes correspondant aux montants en franc suisse (CHF), indiqués dans le barème de taxes actuel[2].

De plus, conformément à la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents des **taxes de recherche** ont été établis, dans les **monnaies des offices récepteurs**, pour toutes les administrations chargées de la recherche internationale, également avec effet au 1er janvier 2023, comme indiqué dans le tableau 2 publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT). Ce tableau indique à la fois les montants équivalents actuels (exprimés dans les monnaies des offices récepteurs) et, en caractères gras, tout nouveau montant des taxes de recherche fixé[3], ou qui sera fixé[4], par l'administration chargée de la recherche internationale, et les nouveaux montants équivalents de toutes les taxes de recherche, exprimés en monnaies autres que celle dans laquelle l'administration chargée de la recherche a fixé ses taxes.

En outre, conformément à la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents des **taxes de recherche supplémentaire** ont été établis en **franc suisse (CHF)**, également avec effet au 1er janvier 2023, pour toutes les administrations indiquées pour la recherche supplémentaire, comme indiqué dans le tableau 3 publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT). Ce tableau indique à la fois les montants des taxes de recherche supplémentaire en vigueur actuellement (exprimés dans la monnaie dans laquelle l'administration a fixé ses taxes) et, en caractères gras, tout nouveau montant[5] des taxes de recherche supplémentaire fixé par l'administration, ainsi que les nouveaux montants équivalents de ces taxes en franc suisse (CHF), avec effet au 1er janvier 2023.

---

1 Les Directives de l'Assemblée du PCT relatives à l'établissement de montants équivalents de certaines taxes sont disponibles sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/fees/equivalent_amounts.html

2 Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/rtax.html

3 Applicable uniquement aux taxes de recherche fixées par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.

4 Applicable uniquement aux taxes de recherche qui sera fixées par l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV), l'Office turc des brevets et des marques (Turkpatent), et l'Institut nordique des brevets.

5 Applicable uniquement aux taxes de recherche supplémentaire fixées par l'Office suédois des brevets et de l'enregistrement (PRV), l'Office turc des brevets et des marques (Turkpatent), et l'Institut nordique des brevets.

[Mise à jour des annexes suivantes du *Guide du déposant du PCT* :

annexes C(AM), ((AP), (AT), (AU), (AZ), (BA), (BG), (BH), (BW), (BY), (BZ), (CA), (CL), (CN), (CR), (CV), (CY), (CZ), (DE), (DJ), (DK), (DO), (EA), (EC), (EE), (EG), , (EP), (ES), (FI), (FR), (GB), (GE), (GH), (GR), (HN), (HU), (IB), (IE), (IL), (IN), (IQ), (IS), (IT), (JM), (JO), (JP), (KE), (KG), (KH), (KZ), (LR), (LT), (LU), (LV), (MD), (MT), (MW), (MX), (NI), (NL), (NO), (NZ), (OM), (PA), (PE), (PG), (PH), (PT), (QA), (RO), (RS), (RU), (SA), (SC), (SE), (SG), (SI), (SK), (SV), (SY), (TJ), (TM), (TT), (UA), (UG), (US), (UZ), (WS), (ZA), (ZM), (ZW),

toutes les annexes D,

toutes les annexes SISA,

annexes E(AT), (AU), (CA), (CL), (CN), (EG), (EP), (ES), (FI), (IL), (IN), (JP), (KR), (PH), (RU), (SE), (SG), (UA), (US), (XN) et (XV)]

OFFICES RÉCEPTEURS

LV Lettonie

L'**Office letton des brevets** a notifié au Bureau international un changement concernant sa spécification des administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international. En particulier, avec effet à compter du 1er décembre 2022, l'Office européen des brevets (OEB) sera la seule administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées par des ressortissants de Lettonie et des personnes domiciliées dans ce pays auprès de l'Office letton des brevets, l'OEB ou l'office récepteur du Bureau international.

En outre, l'office a notifié que, avec effet à compter du 1er février 2023, les langues dans lesquelles la demande internationale peut être déposée sont le letton, l'allemand, l'anglais et le français, et les langues dans lesquelles la requête peut être déposée sont l'allemand, l'anglais et le français.

[Mise à jour de l'annexe C(LV) du *Guide du déposant du PCT*]

TM Turkménistan

Le **Service d'état de la propriété intellectuelle du Ministère des finances et de l'économie du Turkménistan** a spécifié l'Office eurasien des brevets (OEAB) – en plus de l'Office européen des brevets (OEB) et du Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 4 novembre 2022 ou ultérieurement par les ressortissants de Turkménistan, et les personnes domiciliées dans ce pays, auprès du Service d'état de la propriété intellectuelle du Ministère des finances et de l'économie du Turkménistan, de l'Office eurasien des brevets (OEAB) ou du Bureau international de l'OMPI, en leur qualité d'offices récepteurs.

[Mise à jour de l'annexe C(TM) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

TH Thaïlande

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, le **Département de la propriété intellectuelle (DPI) (Thaïlande)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 3 février 2022, pages 36 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages des séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI. Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(TH) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[6] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

[6] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/r12.html#_12

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) a été ajouté à l'instruction 332 des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. Selon la règle, et conformément à la norme ST.26 de l'OMPI[7], l'office récepteur peut permettre que le texte libre dépendant de la langue soit déposé en deux langues dans un même listage des séquences, auquel cas l'une des langues doit être l'anglais.

TH Thaïlande

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives, le **Département de la propriété intellectuelle (DPI) (Thaïlande)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il est disposé à accepter l'anglais pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit déposé dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(TH)) du *Guide du déposant du PCT*]

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATIONS D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Afin de faciliter l'accès aux documents de priorité, le Bureau international a créé le Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS"), conformément à une décision de 2006 de l'Assemblée de l'Union de Paris, de l'Assemblée du PLT et de l'Assemblée de l'Union du PCT. Depuis avril 2009, le Bureau international, et tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés, est en mesure de participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT), dans un large éventail de supports et formats.

Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, ou de l'instruction 715.a)i) ou b) des Instructions administratives du PCT, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante : www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html

LT Lituanie

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, le **Bureau d'État des brevets de la République de Lituanie** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant et office ayant accès, avec effet à compter du 1er janvier 2023[8].

[Mise à jour de l'annexe B1(LT) du *Guide du déposant du PCT*]

---

[7] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-26-01.pdf

[8] Pour plus de détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/das/fr/participating_offices/details.jsp?id=12645

Tableau 1 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour la taxe internationale de dépôt et la taxe de traitement (dans les monnaies prescrites)
(applicables au 1er janvier 2023)

Monnaie	Taux de change en franc suisse le 03 octobre 2022	Taxe internationale de dépôt règle 15.2.a)	Taxe pour chaque feuille à compter de la 31e règle 15.2.a)	Réduction pour un dépôt effectué sous forme électronique selon le barème de taxes point 4.a)	 point 4.b)	 point 4.c)	Taxe de traitement règle 57.2.a) Barème de taxes point 3	
Monnaie de référence Franc suisse		1330	15	100	200	300	200	Montant actuel
AUD - Dollar australien		1970	22	n.a	296	444	296	Montant actuel
	0.63700	**2088**	**24**	n.a	**314**	**471**	**314**	**Nouveau montant**
CAD - Dollar canadien		1811	20	n.a	272	408	272	Montant actuel
	0.71938	**1849**	**21**	n.a	**278**	**417**	**278**	**Nouveau montant**
CNY - Yuan renminbi		9280	100	n.a	1390	2090	1390	Montant actuel
	0.13824	**9620**	**110**	n.a	**1450**	**2170**	**1450**	**Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise		9710	110	n.a	1460	2190	1460	Montant actuel
	0.12973	**10250**	**120**	n.a	**1540**	**2310**	**1540**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1305	15	98	196	294	196	Montant actuel
	0.96487	**1378**	**16**	**104**	**207**	**311**	**207**	**Nouveau montant**
GBP - Livre sterling		1132	13	n.a	170	255	n.a	Montant actuel
	1.10800	**1200**	**14**	n.a	**181**	**271**	n.a	**Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois		549600	6200	n.a	82600	124000	n.a	Montant actuel *
	0.00227	**585900**	**6600**	n.a	**88100**	**132200**	n.a	**Nouveau montant**
ILS - Nouveau sheqel israélien		**	**	n.a	**	**	695	Montant actuel
	0.27553	**	**	n.a	**	**	**726**	**Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise		185500	2100	n.a	27900	41800	n.a	Montant actuel
	0.00681	**195300**	**2200**	n.a	**29400**	**44100**	n.a	**Nouveau montant**
JPY - Yen japonais		190300	2100	n.a	n.a	42900	28600	Montant actuel *
	0.00682	**195000**	**2200**	n.a	n.a	**44000**	**29300**	**Nouveau montant**
KRW - Won coréen		***	***	n.a	n.a	***	274000	Montant actuel *
	0.00068	***	***	n.a	n.a	***	**294000**	**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne		13830	160	n.a	2080	3120	n.a	Montant actuel
	0.09131	**14570**	160	n.a	**2190**	**3290**	n.a	**Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais		2208	25	n.a	332	498	n.a	Montant actuel
	0.55900	**2379**	**27**	n.a	**358**	**537**	n.a	**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise		14650	170	n.a	2200	3300	2200	Montant actuel *
	0.08860	**15010**	170	n.a	**2260**	**3390**	**2260**	**Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour		1948	22	n.a	293	439	293	Montant actuel
	0.68840	**1932**	22	n.a	**291**	**436**	**291**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1437	16	108	216	324	216	Montant actuel
	0.98790	**1346**	**15**	**101**	**202**	**304**	**202**	**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain		23410	260	n.a	3520	5280	n.a	Montant actuel
	0.05490	**24230**	**270**	n.a	**3640**	**5460**	n.a	**Nouveau montant**

* Montants applicables depuis le 1er novembre 2022.

** Ces montants, applicables à la date du paiement, correspondent à la contre-valeur en nouveaux sheqels israéliens des montants en dollars des États-Unis indiqués ci-dessus.

*** Ces montants, applicables à la date du paiement, correspondent à la contre-valeur en wons coréens des montants en francs suisses indiqués ci-dessus.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2023)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/AT**		**ISA/AU**		**ISA/BR**			**ISA/CA**		
Monnaie de référence et montant	EUR	1775	AUD	2200	BRL	2525	1685	CAD	1628,74	
								CAD	**1684,12** [1]	
Taux de change applicables au 3 octobre 2022	*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*			*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		1809		1485		471	315		1197	Montant actuel
	1.03641	**1713**	*1.56986*	**1401**	*5.48216*	**461**	**307**	*1.39009*	**1212** [2]	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1816		1502		488 [3]	326 [3]		1310	Montant actuel
	1.02387	**1734**	*1.55086*	**1419**	*5.41582*	**466**	**311**	*1.37327*	**1226** [4]	**Nouveau montant**
EUR - Euro				1508		484	323		1196	Montant actuel
			1.51471	**1452**	*5.28957*	**477**	**319**	*1.34125*	**1256** [5]	**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien										Montant actuel
										Nouveau montant
DKK - Couronne danoise										Montant actuel
										Nouveau montant
GBP - Livre sterling										Montant actuel
										Nouveau montant
HUF - Forint hongrois										Montant actuel
										Nouveau montant
ISK - Couronne islandaise										Montant actuel
										Nouveau montant
JPY - Yen japonais										Montant actuel
										Nouveau montant
KRW - Won coréen		2465000		2018000						Montant actuel
	0.00070	**2536000**	*0.00107*	**2056000**						**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne										Montant actuel
										Nouveau montant
NZD - Dollar néo-zélandais				2428 [3]						Montant actuel
			0.87755	**2507**						**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise										Montant actuel
										Nouveau montant
SGD - Dollar de Singapour		2495 [3]		2175						Montant actuel
	0.71346	**2488**	*1.08069*	**2036**						**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain		30060		25560 [3]						Montant actuel
	0.05690	**31200**	*0.08619*	**25530**						**Nouveau montant**

1. Ce nouveau montant de la taxe de recherche, applicable au 1er janvier 2023, a été fixé par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.
(Il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 10 novembre 2022, page 298).
2. Nouveau montant équivalent en francs suisses de la taxe de recherche, applicable au 1er janvier 2023, fixé par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.
3. Montants applicables depuis le 1er novembre 2022.
4. Nouveau montant équivalent en dollars des États-Unis de la taxe de recherche, applicable au 1er janvier 2023, fixé par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.
5. Nouveau montant équivalent en euros de la taxe de recherche, applicable au 1er janvier 2023, fixé par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2023)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/CL**				**ISA/CN**		**ISA/EA**			**ISA/EG**		**ISA/EP**		
Monnaie de référence et montant	USD	2000	400	300	CNY	2100	RUB	40000	9000	EGP	4000	EUR	1775	
Taux de change applicables au 3 octobre 2022	*Taux de change*				*Taux de change*		*Taux de change*			*Taux de change*		*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		1852	370	278		301		605	136		203		1809	Montant actuel
	1.01225	**1976**	**395**	**296**	*7.23380*	**290**	*58.96226*	**678**	**153**	*19.88072*	**201**	*1.03641*	**1713**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis						304 [6]		631	142		216		1816	Montant actuel
					7.14627	**294**	*58.24882*	**687**	**155**	*19.64016*	**204**	*1.02387*	**1734**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1954	391	293		299		697	157		199			Montant actuel
	0.97669	**2048**	**410**	**307**	*6.97967*	**301**	*56.89092*	**703**	**158**	*19.18231*	**209**			**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien														Montant actuel
														Nouveau montant
DKK - Couronne danoise													13200	Montant actuel
												0.13445	13200	**Nouveau montant**
GBP - Livre sterling													1518	Montant actuel
												1.14834	**1546**	**Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois													680100	Montant actuel
												0.00235	**755300**	**Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise													251800	Montant actuel
												0.00706	**251400**	**Nouveau montant**
JPY - Yen japonais													245500	Montant actuel
												0.00707	**251100**	**Nouveau montant**
KRW - Won coréen														Montant actuel
														Nouveau montant
NOK - Couronne norvégienne													17710	Montant actuel
												0.09463	**18760**	**Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais													2961	Montant actuel
												0.57935	**3064**	**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise													18000	Montant actuel
												0.09183	**19330**	**Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour													2495 [6]	Montant actuel
												0.71346	**2488**	**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain													30060	Montant actuel
												0.05690	**31200**	**Nouveau montant**

6. Montants applicables depuis le 1er novembre 2022.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2023)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/ES**		**ISA/FI**		**ISA/IL**		**ISA/IN**			
Monnaie de référence et montant	EUR	1775	EUR	1775	ILS	3635	INR	10000	2500	
Taux de change applicables au 3 octobre 2022	*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*			
CHF - Franc suisse	*1.03641*	1809 **1713**	*1.03641*	1809 **1713**	*3.62937*	1024 **1002**	*83.33333*	125 **120**	31 **30**	Montant actuel **Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis	*1.02387*	1816 **1734**	*1.02387*	1816 **1734**	*3.58545*	1065 **1014**	*82.32500*	126 **121**	31 **30**	Montant actuel **Nouveau montant**
EUR - Euro					*3.50187*	1041 **1038**	*80.40583*	124 [7] 124	31 [7] 31	Montant actuel **Nouveau montant**
AUD - Dollar australien										Montant actuel **Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise										Montant actuel **Nouveau montant**
GBP - Livre sterling										Montant actuel **Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois										Montant actuel **Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise										Montant actuel **Nouveau montant**
JPY - Yen japonais							*0.56833*	16600 **17600**	4200 **4400**	Montant actuel **Nouveau montant**
KRW - Won coréen										Montant actuel **Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne										Montant actuel **Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais										Montant actuel **Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise										Montant actuel **Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour										Montant actuel **Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain										Montant actuel **Nouveau montant**

7. Montants applicables depuis le 1er novembre 2022.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2023)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/JP**			**ISA/KR**			**ISA/PH**			**ISA/RU**			
Monnaie de référence et montant	JPY	169000	143000	KRW	1200000	450000	USD	1000	400	RUB	40000	8500	
Taux de change applicables au 3 octobre 2022	*Taux de change*			*Taux de change*			*Taux de change*			*Taux de change*			
CHF - Franc suisse		1181 [8]	999 [8]		880 [8]	330 [8]		926	370		605	129	Montant actuel
	146.62757	**1153**	**975**	*1470.58824*	**816**	**306**	*1.01225*	**988**	**395**	*58.96226*	**678**	**144**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1250	1057		881 [9]	330 [9]					631	134	Montant actuel
	144.85337	**1167**	**987**	*1452.79412*	**826**	**310**				*58.24882*	**687**	**146**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1222	1034		869	326		977	391		697	148	Montant actuel
	141.47654	**1195**	**1011**	*1418.92647*	**846**	**317**	*0.97669*	**1024**	**410**	*56.89092*	**703**	**149**	**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien					1313	492							Montant actuel
				936.76471	**1281**	**480**							**Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise													Montant actuel
													Nouveau montant
GBP - Livre sterling													Montant actuel
													Nouveau montant
HUF - Forint hongrois													Montant actuel
													Nouveau montant
ISK - Couronne islandaise													Montant actuel
													Nouveau montant
JPY - Yen japonais													Montant actuel
													Nouveau montant
KRW - Won coréen			1404000										Montant actuel
	0.09971		**1434000**										**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne													Montant actuel
													Nouveau montant
NZD - Dollar néo-zélandais					1450	544							Montant actuel
				822.05882	**1460**	**547**							**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise													Montant actuel
													Nouveau montant
SGD - Dollar de Singapour		1743			1290	484							Montant actuel
	100.93842	**1674**		*1012.35294*	**1185**	**445**							**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain													Montant actuel
													Nouveau montant

8. Montants applicables depuis le 1er novembre 2022.
9. Montants applicables du 1er décembre au 31 décembre 2022.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2023)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/SE**[10]		**ISA/SG**		**ISA/TR**[11]		**ISA/UA**			
Monnaie de référence et montant	SEK SEK	18000 **19330**	SGD	2240	TRY TRY	18250 **32210**	EUR	300	100	
Taux de change applicables au 3 octobre 2022			*Taux de change*				*Taux de change*			
CHF - Franc suisse		1809 **1713**	*1.45264*	1529 **1542**		1809 **1713**	*1.03641*	306 **289**	102 **96**	Montant actuel **Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1816 **1734**	*1.43507*	1652 **1561**		1816 **1734**	*1.02387*	306 **293**	102 **98**	Montant actuel **Nouveau montant**
EUR - Euro		1775 1775	*1.40161*	1593 [12] **1598**		1775 1775				Montant actuel **Nouveau montant**
AUD - Dollar australien										Montant actuel **Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise		13200 13200								Montant actuel **Nouveau montant**
GBP - Livre sterling										Montant actuel **Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois										Montant actuel **Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise		251800 **251400**								Montant actuel **Nouveau montant**
JPY - Yen japonais			*0.00991*	217300 **226000**						Montant actuel **Nouveau montant**
KRW - Won coréen			*0.00099*	2074000 **2263000**						Montant actuel **Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne		17710 **18760**								Montant actuel **Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais										Montant actuel **Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise										Montant actuel **Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour										Montant actuel **Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain										Montant actuel **Nouveau montant**

10. Tous les montants figurant dans cette colonne, applicables au 1er janvier 2023, qui seront fixés par l'Office suédois des brevets, sont inclus uniquement pour que ce tableau soit complet.

11. Tous les montants figurant dans cette colonne, applicables au 1er janvier 2023, qui seront fixés par l'Office turc des brevets et des marques, sont inclus uniquement pour que ce tableau soit complet.

12. Montants applicables depuis le 1er novembre 2022.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2023)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/US**				**ISA/XN**[13]		**ISA/XV**		
Monnaie de référence et montant	USD	2180	1090	545	DKK DKK	13200 13200	EUR	1775	
Taux de change applicables au 3.10.2022	*Taux de change*						*Taux de change*		
CHF - Franc suisse	*1.01225*	2018 **2154**	1009 **1077**	505 **538**		1809 **1713**	*1.03641*	1809 **1713**	Montant actuel **Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis						1816 **1734**	*1.02387*	1816 **1734**	Montant actuel **Nouveau montant**
EUR - Euro	*0.97669*	2132 **2232**	1066 **1116**	533 **558**		1775 1775			Montant actuel **Nouveau montant**
AUD - Dollar australien									Montant actuel **Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise									Montant actuel **Nouveau montant**
GBP - Livre sterling									Montant actuel **Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois							*0.00235*	680100 **755300**	Montant actuel **Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise						251800 **251400**			Montant actuel **Nouveau montant**
JPY - Yen japonais									Montant actuel **Nouveau montant**
KRW - Won coréen									Montant actuel **Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne						17710 **18760**			Montant actuel **Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais	*0.56585*	3820 [14] **3853**	1910 [14] **1926**	955 [14] **963**					Montant actuel **Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise						18000 **19330**			Montant actuel **Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour									Montant actuel **Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain	*0.05560*	39360 [14] **39210**	19680 [14] **19600**	9840 [14] **9800**					Montant actuel **Nouveau montant**

13. Tous les montants figurant dans cette colonne, applicables au 1er janvier 2023, qui seront fixés par l'Institut nordique des brevets, sont inclus uniquement pour que ce tableau soit complet.

14. Montants applicables du 1er décembre au 31 décembre 2022.

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2023)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/AT**				**ISA/EP**		**ISA/FI**		**ISA/RU**		
Monnaie de référence et montant	EUR	850 [1]	1190 [2]	1700 [3]	EUR	1775	EUR	1775	Équivalent en CHF de roubles russes[4]	11800	18880 [5]
Taux de change applicable au 3 octobre 2022	*Taux de change*				*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*		
CHF - Franc suisse	*1.03641*	**820**	**1148**	**1640**	*1.03641*	**1713**	*1.03641*	**1713**	*58.96226*	**200**	**320**

1. Pour une recherche portant uniquement sur les documents rédigés en allemand.
2. Pour une recherche portant uniquement sur les documents provenant des pays d'Europe et d'Amérique du Nord.
3. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation minimale prescrite par le PCT.
4. Ce montant fait référence au montant équivalent en francs suisses, aux taux d'échange de la Banque centrale de la Fédération de Russie, applicable à la date du paiement.
5. Cette taxe s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2.a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement).

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2023)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/SE**		**ISA/SG**		**ISA/TR**			**ISA/UA**				
Monnaie de référence et montant	SEK	18000	SGD	2240	TRY	500 [6]	18250	EUR	60 [7]	70 [8]	90 [9]	90 [10]
	SEK	**19330** [11]			TRY		**32210** [12]					
Taux de change applicable au 3 octobre 2022			*Taux de change*					*Taux de change*				
CHF - Franc suisse		**1713** [13]	*1.45264*	**1542**		**47** [14]	**1713** [14]	*1.03641*	**58**	**68**	**87**	**87**

6. Pour une recherche portant uniquement sur les documents en turc figurant dans la collection de l'Administration.
7. Cette taxe s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2.a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement).
8. Pour une recherche portant uniquement sur les documents en russe de l'ex-URSS et les documents en ukrainien.
9. Pour une recherche portant uniquement sur les documents provenant des pays d'Europe et d'Amérique du Nord.
10. Pour une recherche portant sur les documents contenus dans la documentation de recherche de l'administration y compris sur la documentation minimale prescrite par le PCT.
11. Ce nouveau montant de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2023, a été fixé par l'Office suédois des brevets et de l'enregistrement.
12. Ce nouveau montant de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2023, a été fixé par l'Office turc des brevets et des marques.
13. Nouveau montant équivalent en francs suisses de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2023, fixé par l'Office suédois des brevets et de l'enregistrement.
14. Nouveau montant équivalent en francs suisses de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2023, fixé par l'Office turc des brevets et des marques.

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2023)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/XN**			**ISA/XV**		
Monnaie de référence et montant	DKK	4000 [15]	13200	EUR	550 [16]	1775
	DKK		13200 [17]			
Taux de change applicable au 3 octobre 2022				*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		**519** [18]	**1713** [18]	*1.03641*	**531**	**1713**

15. Pour une recherche portant uniquement sur les documents en danois, islandais, norvégien et suédois figurant dans la collection de l'Administration.
16. Pour une recherche portant uniquement sur les documents en techque, hongrois, polonais et slovaque figurant dans la collection de l'Administration.
17. Ce montant de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2023, a été fixé par l'Institut nordique des brevets.
18. Nouveau montant équivalent en francs suisses de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2023, fixé par l'Institut nordique des brevets.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

1 décembre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

NL Pays-Bas 322
ZA Afrique du Sud 322

Langues acceptées pour le texte libre dépendant de la langue selon la règle 12.1.d) du PCT : notifications par des offices récepteurs en vertu de l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives du PCT

ZA Afrique du Sud 324

Bureau international

Jours chômés 324

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes

Calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes 325

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

NL Pays-Bas

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office néerlandais des brevets**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans la Gazette du PCT No. 11/2005 du 17 mars 2005, pages 7069 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages des séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI. Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro de la Gazette du PCT susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(NL) du *Guide du déposant du PCT*]

ZA Afrique du Sud

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, la **Commission pour les sociétés et la propriété intellectuelle (CIPC) (Afrique du Sud)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 4 juin 2015, pages 99 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages des séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI. Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(ZA) du *Guide du déposant du PCT*]

LANGUES ACCEPTÉES POUR LE TEXTE LIBRE DÉPENDANT DE LA LANGUE SELON LA RÈGLE 12.1.d) DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 332.a-*bis*) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante-troisième session (23e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 4 au 8 octobre 2021, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, entre autres, la règle 12.1.d)[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant le texte libre dépendant de la langue figurant dans la partie de la description réservée au listage des séquences. Cette règle modifiée est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

Suite à la modification de la règle 12.1.d) du PCT, un nouveau paragraphe a-*bis*) a été ajouté à l'instruction 332 des Instructions administratives du PCT, également avec effet à compter du 1er juillet 2022. Chaque office récepteur notifie au Bureau international la ou les langues de tout texte libre dépendant de la langue que, eu égard aux règles 12.1.a) et b) du PCT, il est disposé à accepter en vertu de la règle 12.1.d) du PCT pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences. Selon la règle, et conformément à la norme ST.26 de l'OMPI[2], l'office récepteur peut permettre que le texte libre dépendant de la langue soit déposé en deux langues dans un même listage des séquences, auquel cas l'une des langues doit être l'anglais.

Conformément à l'instruction 332.a-*bis*) des Instructions administratives, l'office suivant, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international la ou les langues du texte libre dépendant de la langue qu'il est disposé à accepter pour le dépôt de la partie de la description réservée au listage des séquences, comme suit :

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/r12.html#_12

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/standards/fr/pdf/03-26-01.pdf

ZA Afrique du Sud

La **Commission pour les sociétés et la propriété intellectuelle (CIPC) (Afrique du Sud)** est disposée à accepter l'anglais. L'office n'autorise pas que le texte libre dépendant de la langue soit déposé dans plus d'une langue dans un seul listage des séquences.

[Mise à jour de l'annexe C(ZA) du *Guide du déposant du PCT*]

BUREAU INTERNATIONAL

Jours chômés

Aux fins du calcul des délais selon la règle 80.5(i) du PCT, il convient de noter que, pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2023, le **Bureau international ne sera pas ouvert** au public, pour traiter d'affaires officielles, les jours suivants :

tous les samedis et dimanches, et
le 2 janvier 2023,
les 7 et 10 avril 2023,
le 18 mai 2023,
le 29 mai 2023,
le 25 décembre 2023, et
le 29 décembre 2023.

Il est important de noter que les jours susmentionnés concernent **le Bureau international exclusivement** et **non pas** les offices nationaux ni d'autres organisations intergouvernementales.

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : CALENDRIER COMMUN POUR LES LISTES DE TAXES ET LES TRANSFERTS DE TAXES

Depuis le 1er juillet 2020, tout office récepteur du PCT ("RO"), toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), toute administration indiquée pour la recherche internationale supplémentaire ("SISA"), ou toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA") peut participer, en tant "qu'office participant", au mécanisme d'échange de taxes du PCT d'un office (ci-après dénommé "office percepteur") à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire") par l'intermédiaire du Bureau international ("IB") aux fins du PCT (le "service de transfert de taxes de l'OMPI"), en vertu de la règle 96.2 du PCT et conformément aux dispositions énoncées dans l'annexe G des Instructions administratives du PCT.

Calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes

Suite aux consultations tenues avec des offices participants, conformément au paragraphe 8, partie II.2 de l'annexe G des Instructions administratives du PCT, un calendrier commun a été établi pour l'année 2023, précisant les dernières dates auxquelles, chaque mois, un office percepteur participant doit établir et transmettre au Bureau international des informations relatives aux transferts de taxes; et selon lesquelles les listes de taxes à transférer, ainsi que les montants de taxes indiqués dans lesdites listes, doivent être établis et transmis vers, ou par, le Bureau international.

Le calendrier commun établi pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 est comme suit :

Cycle	Mois civil (2023)	Mois considéré pour le service de transfert des taxes du PCT (période de facturation)	Service de transfert des taxes	Date limite pour la communication des documents au Bureau international (12h00 CET)	Date de valeur limite de paiement de l'office récepteur	Rapports sur les états financiers du service de transfert des taxes du PCT	Date de règlement du service de transfert des taxes du PCT
1	janvier	déc. 2022	Taxe PCT/ISA	mercredi 19-jan-2023	vendredi 20-jan-2023	mardi 24-jan-2023	vendredi 27-jan-2023
2	février	jan. 2023	Taxe PCT/ISA	vendredi 17-fév-2023	lundi 20-fév-2023	mardi 21-fév-2023	vendredi 24-fév-2023
3	mars	fév. 2023	Taxe PCT/ISA	vendredi 17-mar-2023	lundi 20-mar-2023	mardi 21-mar-2023	vendredi 24-mar-2023
4	avril	mars 2023	Taxe PCT/ISA	jeudi 20-avr-2023	vendredi 21-avr-2023	lundi 24-avr-2023	jeudi 27-avr-2023
5	mai	avr. 2023	Taxe PCT/ISA	vendredi 19-mai-2023	lundi 22-mai-2023	mardi 23-mai-2023	vendredi 26-mai-2023
6	juin	mai 2023	Taxe PCT/ISA	jeudi 22-juin-2023	vendredi 23-juin-2023	lundi 26-juin-2023	jeudi 29-juin-2023
7	juillet	juin 2023	Taxe PCT/ISA	jeudi 20- juil-2023	vendredi 21-juil-2023	mardi 25-juil-2023	vendredi 28-juil-2023
8	août	juillet 2023	Taxe PCT/ISA	vendredi 18-août-2023	lundi 21-août-2023	mardi 22-août-2023	vendredi 25-août-2023
9	septembre	août 2023	Taxe PCT/ISA	jeudi 21-sep-2023	vendredi 22-sep-2023	lundi 25-sep-2023	jeudi 28-sep-2023
10	octobre	sept. 2023	Taxe PCT/ISA	jeudi 19-oct-2023	vendredi 20-oct-2023	mardi 24-oct-2023	vendredi 27-oct-2023
11	novembre	oct. 2023	Taxe PCT/ISA	vendredi 17-nov-2023	lundi 20-nov-2023	mardi 21-nov-2023	vendredi 24-nov-2023
12	décembre	nov. 2023	Taxe PCT/ISA	jeudi 14-déc-2023	vendredi 15- déc-2023	mardi 19-déc-2023	vendredi 22-déc-2023

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

8 décembre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 327
EG Égypte 327
HU Hongrie 327
RU Fédération de Russie 328

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

IB Bureau international de l'OMPI 328

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2023, sont de EUR 144 pour des recherches effectuées en russe, et de EUR 641 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

EG Égypte

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office égyptien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2023, sont de CHF 156, EUR 159 et USD 163, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(EG) du *Guide du déposant du PCT*]

HU Hongrie

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **forint hongrois (HUF)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2023, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	HUF	556.500
Taxe par feuille à compter de la 31e :	HUF	6.300
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	HUF	83.700
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	HUF	125.500

[Mise à jour de l'annexe C(HU) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2023, sont de EUR 136 pour des recherches effectuées en russe et de EUR 641 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

IB Bureau international de l'OMPI

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et b) des Instructions administratives du PCT, le **Bureau international**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 11 février 2021, pages 23 et suivantes.

En particulier, en ce qui concerne les demandes internationales déposées le 1er juillet 2022 ou ultérieurement, le format applicable pour le dépôt des listages des séquences sera la norme ST.26 de l'OMPI. Par conséquent, depuis le 1er juillet 2022, le point relatif aux formats électroniques spécifiés par le Bureau international dans le numéro de la Gazette du PCT susmentionné est comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– Fichier XML selon la norme ST.26 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.4 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

15 décembre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

EP Organisation européenne des brevets 330
KR République de Corée 330
RU Fédération de Russie 330
US États-Unis d'Amérique 331

Offices désignés (ou élus)

WS Samoa 331

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notifications d'offices et autorités participants

MC Monaco 331

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er février 2023, est de USD 1.875.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du G*uide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2023, sont de USD 347 pour les demandes internationales déposées en coréen ou les demandes pour lesquelles une traduction en coréen a été fournie selon la règle 12.3 du PCT, et de USD 924 pour les demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2023, sont de CHF 127 pour des recherches effectuées en russe et de CHF 600 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été également établis pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ces montants, également applicables à compter du 1er février 2023, sont de CHF 177 et CHF 283 (ce dernier montant s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement)).

[Mise à jour de l'annexe SISA(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar néo-zélandais (NZD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2023, sont de NZD 3.400 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, de NZD 1.700 pour une petite entité, et de NZD 850 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

WS Samoa

Des renseignements se rapportant aux exigences du **Ministère du commerce, de l'industrie et du travail (Samoa)** en tant qu'office désigné (ou élu) figurent dans le résumé du chapitre national (WS) du *Guide du déposant du PCT*, qui est publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATIONS D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Afin de faciliter l'accès aux documents de priorité, le Bureau international a créé le Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS"), conformément à une décision de 2006 de l'Assemblée de l'Union de Paris, de l'Assemblée du PLT et de l'Assemblée de l'Union du PCT. Depuis avril 2009, le Bureau international, et tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés, est en mesure de participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT), dans un large éventail de supports et formats.

Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, ou de l'instruction 715.a)i) ou b) des Instructions administratives du PCT, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html

MC Monaco

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, la **Division de la propriété intellectuelle, Direction de l'expansion économique (Monaco)** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant et office ayant accès, avec effet à compter du 1er février 2023[1].

[Mise à jour de l'annexe B1(MC) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Pour plus de détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/das/fr/participating_offices/details.jsp?id=12646

RÉSUMÉ **Office désigné (ou élu)** **RÉSUMÉ**

WS MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL (SAMOA) WS

Résumé des exigences pour l'ouverture de la phase nationale

Délais applicables pour l'ouverture de la phase nationale :	En vertu de l'article 22.3) du PCT :	31 mois à compter de la date de priorité
	En vertu de l'article 39.1)b) du PCT :	31 mois à compter de la date de priorité
Traduction de la demande internationale requise en[1] :	Anglais	
Éléments que doit comporter la traduction pour l'ouverture de la phase nationale[1] :	En vertu de l'article 22 du PCT : Description, revendications (si elles ont été modifiées, seulement telles que modifiées, ainsi que toute déclaration faite en vertu de l'article 19 du PCT), texte éventuel des dessins, abrégé En vertu de l'article 39.1) du PCT : Description, revendications, texte éventuel des dessins, abrégé (si l'un de ces éléments a été modifié, il doit figurer à la fois tel que déposé initialement et tel que modifié par les annexes du rapport d'examen préliminaire international)[2]	
Une copie de la demande internationale est-elle requise ?	Non, une copie n'est exigée que si l'office n'a pas reçu du Bureau international de copie de la demande internationale conformément à l'article 20 du PCT. Ceci peut se produire lorsque le déposant demande expressément l'ouverture anticipée de la phase nationale selon l'article 23.2) ou 40.2) du PCT.	
Taxe nationale :	Monnaie: Tala samoan (SAT) Pour un brevet : Taxe de dépôt :	SAT 500
	Pour un brevet d'innovation : Taxe de dépôt :	SAT 350
Exemption, réduction ou remboursement de la taxe nationale :	Néant	

[Suite sur la page suivante]

[1] Doit être remise dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

[2] Lorsque le déposant remet une traduction de la demande internationale uniquement telle que modifiée ou uniquement telle que déposée initialement, l'office l'invite à remettre la traduction manquante.

RÉSUMÉ **Office désigné (ou élu)** **RÉSUMÉ**

WS MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL (SAMOA) WS

[Suite]

Exigences particulières de l'office (règle 51*bis* du PCT) :	Nom et adresse de l'inventeur s'ils n'ont pas été indiqués dans la partie "requête" de la demande internationale[3, 4] Nationalité du déposant si elle n'a pas été indiquée dans la partie "requête" de la demande internationale Justification du changement du nom du déposant si le changement est survenu après la date du dépôt international[4] Déclaration relative au droit du déposant de demander et d'obtenir un brevet[3, 4] Déclaration relative au droit du déposant de revendiquer la priorité de la demande antérieure[3, 4] Nomination d'un mandataire si le déposant n'est pas domicilié au Samoa[5] Justification de la désignation du mandataire (autorisation ou pouvoir[5])
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat ou juriste enregistré au Samoa
L'office accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de la "diligence requise"

[3] Cette exigence peut être remplie si la déclaration correspondante a été faite conformément à la règle 4.17 du PCT.

[4] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai de trois mois à compter de la date de l'invitation. L'office percevra une taxe d'un montant de 100 SAT pour le respect de cette exigence en réponse à l'invitation.

[5] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai indiqué dans l'invitation.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

22 décembre 2022

Notifications et informations de caractère général

Page

États contractants

États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)
MU Maurice 335

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
KR République de Corée 335

Taxes payables en vertu du PCT
AT Autriche 335
EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB) 336
ES Espagne 336
FI Finlande 336
IL Israël 336
SE Suède 336
TR Türkiye 337
XN Institut nordique des brevets 337
XV Institut des brevets de Visegrad (VPI) 337

Offices désignés (ou élus)
IL Israël 337

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ÉTATS CONTRACTANTS

États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

MU Maurice

Le 15 décembre 2022, **Maurice** a déposé son instrument d'adhésion au *Traité de coopération en matière de brevets* (PCT) et sera lié par le PCT le **15 mars 2023**. Par conséquent, toute demande internationale déposée le 15 mars 2023 ou ultérieurement comprendra automatiquement la désignation de Maurice (code du pays : MU).

Maurice sera lié par le chapitre II du PCT et sera automatiquement élu dans toute demande d'examen préliminaire international relative à une demande internationale déposée le 15 mars 2023 ou ultérieurement.

En outre, à partir du 15 mars 2023, les ressortissants de Maurice et les personnes domiciliées dans ce pays pourront déposer des demandes internationales au titre du PCT.

[Mise à jour d'États contractants du PCT du *Guide du déposant du PCT*]

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

KR République de Corée

L'**Office coréen de la propriété intellectuelle**, en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international un changement concernant la manière de contacter l'administration pour obtenir des copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3 du PCT) ou du rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2 du PCT), ou en cas de problèmes de téléchargement des documents cités dans les rapports susmentionnés, comme suit :

Courrier électronique :	isa.kipo@korea.kr
Télécopieur :	(82-42) 481 85 78

Les coordonnées du Centre PCT de la Corée aux États-Unis d'Amérique restent inchangées.

[Mise à jour des annexes D(KR) et E(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets.** Ce montant, applicable à compter du 1er février 2023, est de USD 1.875.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2023, sont de CHF 135 pour des recherches effectuées en russe et de CHF 600 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

ES Espagne

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office espagnol des brevets et des marques**. Ce montant, applicable à compter du 1er février 2023, est de USD 1.875.

[Mise à jour de l'annexe D(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

FI Finlande

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)**. Ce montant, applicable à compter du 1er février 2023, est de USD 1.875.

[Mise à jour de l'annexe D(FI) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

L'**Office des brevets d'Israël** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe transmission (règle 14 du PCT), exprimé en **nouveau shekel israélien (ILS)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable à compter du 1er janvier 2023, est de ILS 596.

[Mise à jour de l'annexe C(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)**. Ce montant, applicable à compter du 1er février 2023, est de USD 1.875.

[Mise à jour de l'annexe D(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

TR Türkiye

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)**. Ce montant, applicable à compter du 1er février 2023, est de USD 1.875.

[Mise à jour de l'annexe D(TR) du *Guide du déposant du PCT*]

XN Institut nordique des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut nordique des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er février 2023, est de USD 1.875.

[Mise à jour de l'annexe D(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

XV Institut des brevets de Visegrad (VPI)

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **dollar des États-Unis (USD)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut des brevets de Visegrad (VPI)**. Ce montant, applicable à compter du 1er février 2023, est de USD 1.875.

[Mise à jour de l'annexe D(XV) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

IL Israël

L'**Office des brevets d'Israël** a notifié au Bureau international un nouveau montant, de la taxe de dépôt, exprimé en **nouveau shekel israélien (ILS)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce montant, applicable à compter du 1er janvier 2023, est de ILS 2.183[1].

[Mise à jour du chapitre national, résumé (IL) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Cette taxe est réduite de 40% pour les demandes déposées en premier lieu en Israël par un déposant qui est une personne physique ou une entreprise dont le chiffre d'affaires a été inférieur à ILS 10 millions au cours de la dernière année civile.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

7 janvier 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

IE Irlande 2
LS Lesotho 2
QA Qatar 2
TM Turkménistan 3
UA Ukraine 3
US États-Unis d'Amérique 4

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 4
AU Australie 4
EP Organisation européenne des brevets 5
US États-Unis d'Amérique 5
ZA Afrique du Sud 5

Renonciations de pouvoir distinct ou copie de pouvoir général en vertu des règles 90.4.d) et 90.5.c) du PCT

IT Italie 6

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

IE Irlande

L'**Office de la propriété intellectuelle d'Irlande** a notifié au Bureau international des informations utiles si l'Irlande est désignée (ou élue), avec effet depuis le 2 décembre 2019, comme suit :

Les déposants d'une demande internationale désignant l'Irlande pour un brevet européen peuvent demander au Contrôleur, dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité, que la demande internationale soit traitée comme une demande de brevet en Irlande en vertu de la partie II de la *Loi de 1992 sur les brevets* (il convient de se référer à l'article 127A de la *Loi de 2019 sur le droit d'auteur et autres dispositions du droit de la propriété intellectuelle*, en vigueur à compter du 2 décembre 2019 et à la règle 87A du *Règlement sur les brevets (modification) 2019*, S.I. 589/2019).

[Mise à jour de l'annexe B1(IE) du *Guide du déposant du PCT*]

LS Lesotho

La **Direction générale de l'enregistrement (Lesotho)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à ses numéros de téléphone et à son adresse de courrier électronique, qui sont désormais les suivants :

Téléphone :	(266) 22 31 28 56 (266) 22 31 12 51
Courier électronique :	registrar.general@gov.ls

[Mise à jour de l'annexe B1(LS) du *Guide du déposant du PCT*]

QA Qatar

Le **Département de la propriété intellectuelle (Qatar)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son numéro de téléphone et à ses adresses de courrier électronique, qui sont désormais les suivants :

Téléphone :	(974) 4042 3278
Courier électronique :	malnoaimi@moci.gov.qa salobaidli@moci.gov.qa walmkhlef@moci.gov.qa

[Mise à jour de l'annexe B1(QA) du *Guide du déposant du PCT*]

TM Turkménistan

Le **Département des brevets, Ministère de l'économie et des finances du Turkménistan** a notifié au Bureau international des changements relatifs au nom de l'office, ainsi qu'à son siège, ses numéros de téléphone et de télécopieur, et à son adresse Internet, qui sont désormais les suivants :

Nom de l'office :	Service d'état de la propriété intellectuelle du Ministère des finances et de l'économie du Turkménistan
Siège :	Archabil Ave., 156 Ashgabat City Turkménistan
Téléphone :	(993-12) 39 46 86 (993-12) 39 46 84
Télécopieur :	(993-12) 98 24 45
Internet :	http://fineconomic.gov.tm/ru

[Mise à jour de l'annexe B1(TM) du *Guide du déposant du PCT*]

UA Ukraine

Le **Ministère du développement économique et du commerce de l'Ukraine, Département de la propriété intellectuelle** a notifié au Bureau international un changement relatif au nom de l'office, qui est désormais le suivant :

Nom de l'office :	Ministère du développement de l'économie, du commerce et de l'agriculture de l'Ukraine, Département du développement de la propriété intellectuelle

[Mise à jour de l'annexe B1(UA) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En raison de la fermeture officielle des bureaux du gouvernement fédéral à Washington, D.C., zone métropolitaine, **l'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)** n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le jeudi, 24 décembre 2020, en plus de la fermeture précédemment prévue le vendredi, 25 décembre 2020.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré lors d'un des jours précités, ce délai a pris fin le lundi, 28 décembre 2020.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures officielles susmentionnées, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er février 2021, est de ZAR 32.730.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er février 2021, est de ZAR 24.970.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er février 2021, est de ZAR 32.730.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2021, sont de ZAR 33.650 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, de ZAR 16.830 pour une petite entité, et de ZAR 8.410 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

ZA Afrique du Sud

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er février 2021, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	ZAR	22.660
Taxe par feuille à compter de la 31e :	ZAR	260
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	ZAR	3.410
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	ZAR	5.110

[Mise à jour de l'annexe C(ZA) du *Guide du déposant du PCT*]

RENONCIATIONS DE POUVOIR DISTINCT OU COPIE DE POUVOIR GÉNÉRAL EN VERTU DES RÈGLES 90.4.d) ET 90.5.c) DU PCT

IT Italie

Selon les règles 90.4.d) et 90.5.c) du PCT, l'**Office italien des brevets et des marques**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a informé le Bureau international qu'il renonce aux exigences en vertu des règles 90.4.b) et 90.5.a)ii) du PCT selon lesquelles un pouvoir distinct ou une copie d'un pouvoir général doit lui être remis, à l'égard des demandes internationales déposées le 1er mars 2021 ou ultérieurement.

Toutefois, l'office, agissant en sa qualité d'office récepteur, a aussi indiqué les cas particuliers dans lesquels il continue d'exiger la remise d'un pouvoir.

L'office continue d'exiger qu'un pouvoir distinct ou une copie d'un pouvoir général soit remis dans les cas suivants :

– si l'agent n'est pas un conseil en brevets ou un avocat autorisé à exercer cette profession en Italie (inscrit au registre officiel ou liste professionnelle appropriés) ou tout cabinet d'avocats employant un tel avocat ou juriste.

– si l'agent n'est pas un conseil en brevets ou un avocat habilité à exercer cette profession dans un autre État membre de l'Union européenne et autorisé à exercer certaines activités professionnelles en Italie à titre temporaire (voir le décret législatif n° 206/2007).

– en cas de doute raisonnable quant au droit d'agir du mandataire.

– dans le cas d'un représentant commun (pouvoir distinct exigé).

[Mise à jour de l'annexe C(IT) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

14 janvier 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

IL Israël 8

Informations sur les États contractants

EP Organisation européenne des brevets 9
PH Philippines 9

Taxes payables en vertu du PCT

BY Bélarus 10
IL Israël 10

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notification d'offices et autorités participants

FR France 11

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

IL Israël

Accord entre le Gouvernement d'Israël et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office des brevets d'Israël** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications entreront en vigueur le 1er mars 2021.

Avec effet à compter du 1er mars 2021, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (Nouveau sheqel israélien)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	3.553
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	3.553
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	1.523
Taxe pour paiement tardif de la taxe d'examen préliminaire	[Sans changement]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	1.523
Taxe pour remise tardive (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	457
Coût des copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par document	[Sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_il.pdf

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

EP Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international que ses bureaux de dépôt de Munich, La Haye, et Berlin n'étaient pas ouverts au public pour traiter d'affaires officielles du 4 au 8 janvier 2021 (inclus).

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque, pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office, a expiré lors d'un des jours précités, ce délai prend fin le lundi 11 janvier 2021. Pour plus d'informations, veuillez consulter le Communiqué du Président de l'OEB, daté du 16 décembre 2020, à l'adresse suivante :

https://www.epo.org/law-practice/legal-texts/official-journal/president-notices/archive/20201216_fr.html

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

PH Philippines

En raison de mauvaises conditions météorologiques, **l'Office de la propriété intellectuelle des Philippines** n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles du 11 au 13 novembre 2020 (inclus).

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré lors d'un des jours précités, ce délai a pris fin le lundi 16 novembre 2020.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite de la fermeture officielle susmentionnée, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), exprimé en **rouble bélarussien (BYN)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable depuis le 1er janvier 2021, est de BYN 71,05.

[Mise à jour de l'annexe C(BY) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

L'**Office des brevets d'Israël** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau sheqel israélien (ILS)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et applicables à compter du 1er mars 2021, comme suit :

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) :	ILS	3.553
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) :	ILS	3.553
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.1.c) du PCT) :	ILS	457

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a également notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau sheqel israélien (ILS)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international et applicables à compter du 1er mars 2021, comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT) :	ILS	1.523
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT) :	ILS	1.523
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.2 du PCT) :	ILS	457

[Mise à jour de l'annexe E(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATION D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

FR France

Certaines informations concernant la participation de l'**Institut national de la propriété industrielle (INPI) (France)**, telles que notifiées au Bureau international et reproduites dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 22 octobre 2020 (page 220), étaient erronées.

Ladite notification est corrigée et republiée, comme suit :

Conformément aux paragraphes 10 et 12 *des Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, l'**Institut national de la propriété industrielle (INPI) (France)** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant, avec effet à compter du 1er décembre 2020, pour les demandes internationales déposées auprès de l'office à compter du 1er octobre 2019 et ultérieurement, pour lesquelles le déposant a expressément demandé qu'elles soient mises à disposition par l'intermédiaire du DAS.

[Mise à jour de l'annexe B1(FR) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

21 janvier 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

BR	Brésil	13
BY	Bélarus	13
ES	Espagne	13
IL	Israël	13
RU	Fédération de Russie	14
US	États-Unis d'Amérique	14

Offices désignés (ou élus)

BY	Bélarus	14
GM	Gambie	15
VN	Viet Nam	15

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'I**nstitut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2021, sont de USD 318, pour un dépôt en ligne, et de USD 476 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **rouble bélarussien (BYN)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables depuis le 1er janvier 2021, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	BYN 71,05
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) : :	BYN 60,90

[Mise à jour de l'annexe C(BY) du *Guide du déposant du PCT*]

ES Espagne

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables depuis le 1er janvier 2021, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	EUR 75,00
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	EUR 29,98

[Mise à jour de l'annexe C(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2021, sont de CHF 976, EUR 903 et USD 1.107, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2021, sont de USD 115 pour des recherches effectuées en russe, et de USD 543 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar néo-zélandais (NZD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2021, sont de NZD 3.076 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, de NZD 1.538 pour une petite entité, et de NZD 769 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale[1, 2], exprimés en **rouble bélarussien (BYN)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables depuis le 1er janvier 2021, comme suit :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt :	BYN	71,05
Taxe de revendication pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	30,45
Taxe d'examen :	BYN	345,10
Taxe d'examen pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	203
Taxe annuelle pour la 3e année :	BYN	71,05

[1] Pour les personnes domiciliées au Bélarus, le paiement des taxes doit être effectué en rouble bélarussien selon le taux de la valeur de base.

[2] Pour les personnes domiciliées à l'étranger, le paiement des taxes doit être effectué en dollar des États-Unis, en euro, en franc suisse ou en rouble russe, sauf disposition contraire des accords internationaux avec la République du Bélarus, selon le taux de la valeur de base et le taux de change fixé par la Banque nationale de la République du Bélarus applicable à la date du paiement.

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt :	BYN	142,10
Taxe de revendication pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	71,05

[Mise à jour du chapitre national, résumé (BY) du *Guide du déposant du PCT*]

GM Gambie

La **Direction générale de l'enregistrement, Ministère de la justice (Gambie)** a notifié au Bureau international que le montant de la taxe nationale de dépôt, exprimé en **dalasi gambien (GMD)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), est de GMD 5.000[3] ou de USD 400[3] (pour les déposants qui ne sont pas domiciliés en Gambie).

[Mise à jour du chapitre national, résumé (GM), du *Guide du déposant du PCT*]

VN Viet Nam

L'**Office de la propriété intellectuelle du Viet Nam (IP Viet Nam)** a notifié au Bureau international un changement temporaire relatif à l'exemption, la réduction ou le remboursement de la taxe de dépôt faisant partie de la taxe nationale. Pendant la période du 1er janvier au 30 juin 2021, la taxe de dépôt, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), est réduite de 50%.

Pour plus d'informations, il convient de se référer à la circulaire n° 112/2020/TT-BTC du 29 décembre 2020 du Ministère des finances.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (VN), du *Guide du déposant du PCT*]

[3] Y compris l'examen, la délivrance et la publication.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

28 janvier 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

États contractants

États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

GB Royaume-Uni 17

Informations sur les États contractants

GE Géorgie 17

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 18

Offices désignés (ou élus)

MG Madagascar 18

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ÉTATS CONTRACTANTS

États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)
GB Royaume-Uni

Le 23 décembre 2020, le **Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** a déposé une déclaration conformément à l'article 62.3) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT).

À partir du 23 mars 2021, la ratification par le Royaume-Uni du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) sera étendue au territoire du **Bailliage de Guernesey** dont la responsabilité des relations internationales échoit au Royaume-Uni.

Pour plus d'informations, il convient de se référer à la Notification PCT n° 218, disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/treaties/fr/notifications/pct/treaty_pct_218.html

[Mise à jour des annexes A et C(GB) du *Guide du déposant du PCT*]

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

GE Géorgie

En raison de circonstances liées à la pandémie de COVID-19, et compte tenu des recommandations du Conseil de coordination inter-agences établi au sein du gouvernement de Géorgie, le **Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)** n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles du 3 au 15 janvier 2021 (inclus).

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque, pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office, a expiré lors d'un des jours précités, ce délai a pris fin le lundi 18 janvier 2021.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite de la fermeture susmentionnée, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er mars 2021, est de USD 1.697.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

MG Madagascar

L'**Office malgache de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international que la taxe de dépôt faisant partie de la taxe nationale, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), comprend la délivrance et la publication.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (MG), du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

4 février 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Offices récepteurs

GB Royaume-Uni 20

Offices désignés (ou élus)

GB Royaume-Uni 20

Renonciations de pouvoir distinct ou copie de pouvoir général en vertu des règles 90.4.d) et 90.5.c) du PCT

DE Allemagne 21

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

OFFICES RÉCEPTEURS

GB Royaume-Uni

L'**Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni)** a notifié au Bureau international des changements concernant ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office, en sa qualité d'office récepteur. Les personnes suivantes peuvent désormais agir en cette qualité :

Toute personne physique, association ou entreprise dont le domicile ou le siège de l'activité commerciale est situé au Royaume-Uni, dans l'île de Man ou dans un autre État membre de l'Espace économique européen (EEE). Une liste des conseils en brevets agréés est à demander à : The Registrar, c/o The Chartered Institute of Patent Attorneys, 2nd Floor Halton House, 20-23 Holborn, London, EC1N 2JD[1]. Pour les demandes internationales déposées après le 1er janvier 2021 ou ultérieurement, tout mandataire nommé doit avoir une adresse de service au Royaume-Uni, dans l'île de Man, dans les îles Anglo-Normandes ou à Gibraltar.

[Mise à jour de l'annexe C(GB) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

GB Royaume-Uni

L'**Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à ses exigences particulières en vertu de la règle 51*bis* du PCT (certaines exigences nationales admises en vertu de l'article 27), qui sont désormais les suivantes :

– Nom et adresse de l'inventeur s'ils n'ont pas été indiqués dans la partie "requête" de la demande internationale[2, 3] ;

– La représentation par un mandataire n'est pas exigée mais une adresse de service au Royaume-Uni, dans l'île de Man, dans les îles Anglo-Normandes ou à Gibraltar est nécessaire (il convient de se référer au *Guide du déposant du PCT*, chapitre national, procédure lors de la phase nationale, paragraphe GB.04 (adresse de service) pour plus d'informations)[4].

[1] Courrier électronique : mail@cipa.org.uk; Internet : www.cipa.org.uk; téléphone : (44-20) 74 05 94 50; télécopieur : (44-20) 74 30 04 71.

[2] Doit être remise dans un délai de 33 mois à compter de la date de priorité. Lorsque le déposant demande expressément l'ouverture anticipée de la phase nationale, le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être fournis dans un délai de 16 mois à compter de la date de priorité ou de deux mois à compter de la date à laquelle les conditions d'ouverture anticipée sont remplies, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué (à moins qu'ils n'aient déjà été fournis dans la requête).

[3] Cette exigence peut être remplie si la déclaration correspondante a été faite conformément à la règle 4.17 du PCT.

[4] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai fixé dans l'invitation.

De plus, l'office a notifié des changements concernant ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office, en sa qualité d'office désigné (ou élu). Les personnes suivantes peuvent désormais agir en cette qualité :

> Toute personne physique, association ou entreprise dont le domicile ou le siège de l'activité commerciale est situé au Royaume-Uni, dans l'île de Man ou dans un autre État membre de l'Espace économique européen (EEE). Une liste des conseils en brevets agréés est à demander à : The Registrar, c/o The Chartered Institute of Patent Attorneys, 2nd Floor Halton House, 20-23 Holborn, London, EC1N 2JD[5]. Pour les demandes internationales qui entrent dans la phase nationale après le 1er janvier 2021 ou ultérieurement, tout mandataire nommé doit avoir une adresse de service au Royaume-Uni, dans l'île de Man, dans les îles Anglo-Normandes ou à Gibraltar.
>
> [Mise à jour du chapitre national, résumé (GB), du *Guide du déposant du PCT*]

RENONCIATIONS DE POUVOIR DISTINCT OU COPIE DE POUVOIR GÉNÉRAL EN VERTU DES RÈGLES 90.4.d) ET 90.5.c) DU PCT

DE Allemagne

L'**Office allemand des brevets et des marques**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international des changements relatifs aux cas particuliers dans lesquels l'office peut exiger la remise d'un pouvoir distinct[6] ou d'une copie d'un pouvoir général en vertu des règles 90.4.b) et 90.5.a)ii) du PCT, respectivement, même si cet office récepteur a renoncé d'une manière générale à une telle exigence.

L'office continue d'exiger qu'un pouvoir distinct ou une copie d'un pouvoir général soit remis dans les cas suivants :

– Si le mandataire n'est pas :

  (i) un conseil en brevets ou un avocat autorisé à exercer ses activités en Allemagne ;

  (ii) un conseil en brevets ou un avocat d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à *l'Accord sur l'Espace économique européen*, ou de la Suisse, autorisé à exercer certaines activités professionnelles (il convient de se référer à la *Loi sur les activités des mandataires en brevets européens en Allemagne* et la *Loi sur les activités des avocats européens en Allemagne*).

– En cas de doutes raisonnables sur la qualité à agir du mandataire.

– S'il existe un représentant commun (pouvoir distinct exigé).

[Mise à jour de l'annexe C(DE) du *Guide du déposant du PCT*]

---

[5] Courrier électronique : mail@cipa.org.uk; Internet : www.cipa.org.uk; téléphone : (44-20) 74 05 94 50; télécopieur : (44-20) 74 30 04 71.

[6] Les renonciations aux pouvoirs ne s'appliquent pas (règles 90.4.e) et 90.5.d) du PCT) lorsque le mandataire ou représentant commun présente une déclaration de retrait lors de la phase internationale (règles 90*bis*.1 à 90*bis*.4 du PCT ; voir également le paragraphe 11.048 de la phase internationale).

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

11 février 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Offices désignés (ou élus)

ID Indonésie 23
VN Viet Nam 23

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

IB Bureau international de l'OMPI 23

Dépôt sous forme électronique des notifications, communications, éléments de correspondance et autres documents relatifs aux demandes internationales : notification par le Bureau international

IB Bureau international de l'OMPI 26

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.2 du PCT : notifications par des offices et le Bureau international en vertu de la règle 82*quater*.2.a)

EP Organisation européenne des brevets 28

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

ID Indonésie

La **Direction générale de la propriété intellectuelle (Indonésie)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son exigence particulière, en vertu de la règle 51*bis* du PCT (certaines exigences nationales admises en vertu de l'article 27), concernant la traduction de la demande internationale : l'office continue d'exiger que la traduction de la demande internationale soit présentée en trois exemplaires; toutefois, lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique, un seul exemplaire de la traduction sous forme électronique doit être présenté.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (ID) du *Guide du déposant du PCT*]

VN Viet Nam

L'**Office de la propriété intellectuelle du Viet Nam (IP Viet Nam)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son exigence particulière, en vertu de la règle 51*bis* du PCT (certaines exigences nationales admises en vertu de l'article 27), concernant la traduction de la demande internationale : l'office exige désormais que la traduction de la demande internationale soit présentée en deux exemplaires, au lieu de trois.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (VN) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

IB Bureau international de l'OMPI

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 703.a), 710.b) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, le **Bureau international**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié des changements à apporter à sa notification publiée dans la Gazette du PCT nº 07/2004 du 12 février 2004 (pages 3797 et suivantes), telle que modifiée par les notifications publiées dans la Gazette du PCT nº 43/2005 du 27 octobre 2005 (page 28467) et les Notifications Officielles (Gazette du PCT) du 8 mai 2014 (pages 67 et suivantes).

En particulier, à compter du 1er juillet 2021, le Bureau international, en sa qualité d'office récepteur, n'acceptera plus les demandes internationales sous forme électronique déposées au moyen du logiciel PCT-SAFE.

Par conséquent, à compter du 1er juillet 2021, le Bureau international, en sa qualité d'office récepteur, est disposé à accepter les demandes internationales sous forme électronique conformément aux exigences suivantes :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F, et pour les documents soumis après le dépôt de la demande internationale)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5.1 et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

– logiciel de dépôt en ligne de l'OEB

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– signature en fac-similé, signature composée d'une chaîne de caractères ou signature de type "click-wrap" (voir les sections 3.3.1 à 3.3.3 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès du Bureau international en tant qu'office récepteur contiendra les informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i).

Le Bureau international en tant qu'office récepteur fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé ou une confirmation de réception ne sera pas généré.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, le Bureau international le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne est disponible grâce à la Plateforme de paiement en ligne de l'OMPI (https://www3.wipo.int/epayweb/fr/main.xhtml).

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

Le PCT *eServices Help Desk* (Service d'assistance des Services électroniques du PCT) est ouvert de 08h30 à 18h00 (heure d'Europe centrale) et peut être contacté :

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : pct.eservices@wipo.int

– par téléphone, au numéro suivant : (+41-22) 338 95 23

Tout sera mis en œuvre pour essayer de répondre aux questions posées par courriel dans un délai d'un jour ouvrable.

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– les documents connexes à soumettre à l'office récepteur après le dépôt de la demande internationale

Toutefois, les documents de priorité ne peuvent être soumis sous forme électronique qu'indirectement, en utilisant le Service d'accès numérique de l'OMPI pour les documents de priorité, à l'exception des documents de priorité créés en format PDF signé par l'administration qui a reçu la demande antérieure, lorsque le Bureau international a reconnu le format de l'administration comme pouvant être accepté comme moyen du dépôt ePCT.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

Le Bureau international en tant qu'office récepteur acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès du Bureau international en tant qu'office récepteur, le déposant peut utiliser le Service de chargement d'urgence ePCT[1], soumettre les documents sur des supports matériels (CD-R ou DVD-R), ou utiliser un autre office récepteur. De plus, le Bureau international en tant qu'office récepteur mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme le courriel ou les notifications sur le site web de l'OMPI, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

[1] Disponible à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/epct/contingencyupload.html

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (https://www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

– Le Bureau international en tant qu'office récepteur acceptera aussi les certificats délivrés par des autorités de certification qui sont acceptées par d'autres offices récepteurs du PCT et qui ont été dûment notifiées au Bureau international en vertu de l'instruction 710, à condition que ces certificats puissent, aux termes de la politique de certification correspondante, être utilisés pour le dépôt auprès du Bureau international en tant qu'office récepteur.

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les services privés ePCT permettent d'accéder aux dossiers des demandes internationales dans la mesure où ils sont disponibles au Bureau international.

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES NOTIFICATIONS, COMMUNICATIONS, ÉLÉMENTS DE CORRESPONDANCE ET AUTRES DOCUMENTS RELATIFS AUX DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION PAR LE BUREAU INTERNATIONAL

IB Bureau international de l'OMPI

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément aux instructions 703.a), 710.a), et 713.a) et b) des Instructions administratives du PCT, le **Bureau international** notifie qu'il est disposé à recevoir, à compter du 1er juillet 2021, des notifications, communications, éléments de correspondance et autres documents relatifs aux demandes internationales, déposés sous forme électronique, conformément aux exigences suivantes :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (pour les modifications en vertu de l'article 19 et les données générées par les "actions ePCT"; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– PDF (pour d'autres fichiers)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT, en utilisant des “actions ePCT” ou le téléchargement de documents

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– signature en fac-similé, signature composée d’une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l’annexe F)

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne est disponible grâce à la Plateforme de paiement en ligne de l’OMPI (https://www3.wipo.int/epayweb/fr/main.xhtml).

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d’assistance (instruction 710.a)ii)) :

Le PCT *eServices Help Desk* (Service d’assistance des Services électroniques du PCT) est ouvert de 08h30 à 18h00 (heure d’Europe centrale) et peut être contacté :

– par courriel, à l’adresse électronique suivante : pct.eservices@wipo.int

– par téléphone, au numéro suivant : (+41-22) 338 95 23

Tout sera mis en œuvre pour essayer de répondre aux questions posées par courriel dans un délai d’un jour ouvrable.

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l’office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– documents pour le Bureau international relatifs aux demandes internationales

Toutefois, les documents de priorité ne peuvent être soumis sous forme électronique qu’indirectement, en utilisant le Service d’accès numérique de l’OMPI pour les documents de priorité, à l’exception des documents de priorité créés en format PDF signé par l’administration qui a reçu la demande antérieure, lorsque le Bureau international a reconnu le format de l’administration comme pouvant être accepté par le moyen du dépôt ePCT.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

Le Bureau international acceptera le dépôt de documents au format *Office Open XML* (docx) en même temps que les modifications en vertu de l’article 19.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès du Bureau international en tant qu'office récepteur, le déposant peut utiliser le Service de chargement d'urgence ePCT[2] ou soumettre les documents sur des supports matériels (CD-R ou DVD-R). De plus, le Bureau international en tant qu'office récepteur mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme le courriel ou les notifications sur le site web de l'OMPI, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les services privés ePCT permettent d'accéder aux dossiers des demandes internationales dans la mesure où ils sont disponibles au Bureau international.

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.2.a)

EP Organisation européenne des brevets

Conformément à la règle 82*quater*.2.a) relative à l'excuse de retard dans l'observation de certains délais en raison de l'indisponibilité de moyens de communication électronique au sein d'un office ou d'une organisation, l'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international la période d'indisponibilité suivante de l'un des moyens de communication électronique autorisés au sein de l'office :

– Nouveau dépôt en ligne (CMS) : le 23 décembre 2020, de 08h20 HEC (heure d'Europe centrale) à 18h45 HEC.

Les déposants qui n'ont pas pu observer un délai selon le PCT en raison des indisponibilités susmentionnées peuvent demander l'excuse de retard dans l'observation de délais en vertu de la règle 82*quater*.2 du PCT selon les conditions applicables, publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 26 novembre 2020, page 254.

Des informations concernant cette indisponibilité ont été publiées sur le site Internet de l'OEB, à l'adresse suivante :

https://www.epo.org/service-support/availability-of-online-services/2020_fr.html

et sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/fr/texts/unavailability.html

[2] Disponible à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/epct/contingencyupload.html

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

18 février 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

SD Soudan 30

Taxes payables en vertu du PCT

CU Cuba 30

NO Norvège 31

Offices récepteurs

PE Pérou 31

Offices désignés (ou élus)

CU Cuba 32

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

SD Soudan

Le **Directeur général de l'enregistrement, Département de la propriété intellectuelle (Soudan)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse de courrier électronique, qui est désormais la suivante :

Courrier électronique : epct.info@ipsudan.gov.sd

[Mise à jour de l'annexe B1(SD) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CU Cuba

L'**Office cubain de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international que, depuis le 1er janvier 2021, la monnaie de paiement de des taxes à l'office, en sa qualité d'office récepteur, est le **Peso cubain (CUP)**.

En outre, l'office a notifié de nouveaux montants de la taxe de transmission et de la taxe pour le document de priorité, exprimés en **Peso cubain (CUP)**, payables depuis le 1er janvier 2021, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	CUP 2,400
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	CUP 2,400

[Mise à jour de l'annexe C(CU) du *Guide du déposant du PCT*]

NO Norvège

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **couronne norvégienne (NOK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2021, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	NOK	12.750
Taxe par feuille à compter de la 31e :	NOK	140
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NOK	1.920
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NOK	2.880

[Mise à jour de l'annexe C(NO) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

PE Pérou

L'**Institut national de défense de la concurrence et de la protection de la propriété intellectuelle (Pérou)** a notifié au Bureau international un changement relatif au nombre d'exemplaires sur papier de la demande internationale requis par l'office – un exemplaire doit désormais être fourni, au lieu de trois.

[Mise à jour de l'annexe C(PE) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CU Cuba

L'**Office cubain de la propriété industrielle**, en sa qualité d'office désigné (ou élu), a notifié au Bureau international que, depuis le 1er janvier 2021, la monnaie de paiement de la taxe nationale, et des exemptions, réductions ou remboursements de la taxe nationale, est le **Peso cubain (CUP)**.

En outre, l'office a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe nationale et des exemptions, réductions ou remboursements de la taxe nationale, exprimés en **Peso cubain (CUP)** et applicables depuis le 1er janvier 2021, comme suit :

Taxe nationale :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt (y compris taxe de publication et taxe annuelle pour la 1re et la 2e années)[1] :	CUP 11.040

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt (y compris taxe de publication et taxe annuelle pour la 1re et la 2e années)[1] :	CUP 8.400

Exemption, réduction ou remboursement de la taxe nationale :	Les taxes sont réduites de CUP 1.200 lorsque les demandes sont déposées à la fois sur papier et sous forme électronique

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CU) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] L'office peut aussi exiger le paiement de la troisième taxe annuelle lors du dépôt, en fonction de la date d'entrée dans la phase nationale.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

25 février 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

TZ République-Unie de Tanzanie 34

Offices récepteurs

BG Bulgarie 34

Offices désignés (ou élus)

BG Bulgarie 34

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

TZ République-Unie de Tanzanie

Le **Service d'enregistrement des sociétés et des licences commerciales, Ministère de l'industrie et du commerce (République-Unie de Tanzanie)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son siège, ses numéros de téléphone, et à ses adresses de courrier électronique, qui sont désormais les suivants :

Siège :	New Ushirika Tower, 6th floor Lumumba Street Dar es Salaam République-Unie de Tanzanie
Téléphone :	(255-22) 218 13 44 (255-22) 218 01 13 (255-22) 218 01 41 (255-22) 221 28 00
Courrier électronique :	ceo@brela.go.tz maoni@brela.go.tz

[Mise à jour de l'annexe B1(TZ) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

BG Bulgarie

L'**Office des brevets de la République de Bulgarie** a notifié au Bureau international un changement relatif à ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office, en sa qualité d'office récepteur — tout conseil en brevets ou mandataire habilité à exercer auprès de l'office peut désormais agir en cette qualité.

[Mise à jour de l'annexe C(BG) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

BG Bulgarie

L'**Office des brevets de la République de Bulgarie** a notifié au Bureau international un changement relatif à ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office, en sa qualité d'office désigné (ou élu) — tout conseil en brevets ou mandataire habilité à exercer auprès de l'office peut désormais agir en cette qualité.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (BG) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

4 mars 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

SE Suède 36

Informations sur les États contractants

FR France 37
LU Luxembourg 37
SG Singapour 37

Taxes payables en vertu du PCT

SE Suède 38

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

SE Suède

Accord entre l'Office suédois de la propriété intellectuelle et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.2) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui consistent en des changements relatifs aux montants des taxes pour la délivrance de copies des documents cités et des documents contenus dans le dossier de la demande internationale, sont entrées en vigueur le 9 novembre 2020.

L'annexe D modifiée a désormais la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	**Montant (en couronnes suédoises)**
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	[Sans changement][2]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	[Sans changement][2]
Taxe(s) de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a))	[Sans changement][2]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	[Sans changement]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	[Sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b)[3], 71.2.b)[3], 94.1*ter* et 94.2) :	
– pour moins de 10 pages	néant
– pour 10 pages	50
– pour chaque page à compter de la 11e	2

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_se.pdf

[2] L'équivalent en couronnes suédoises du montant en euros de la taxe de recherche (règle 16.1.a)) payable à l'Office européen des brevets agissant en qualité d'administration chargée de la recherche internationale, modifié de temps en temps conformément aux directives visées à la règle 16.1.d).

[3] Le déposant reçoit gratuitement une copie de chaque document contenant de la littérature non-brevet. Les autres documents sont disponibles gratuitement en ligne sur le site Web : www.prv.se

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

FR France

L'**Institut national de la propriété industrielle (INPI) (France)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son numéro de téléphone pour des appels nationaux. Ses numéros de téléphone sont désormais les suivants :

Téléphone :	01 56 65 89 98 (appels nationaux) (+33) 1 71 08 71 63 (appels internationaux)

[Mise à jour de l'annexe B1(FR) du *Guide du déposant du PCT*]

LU Luxembourg

L'**Office de la propriété intellectuelle (Luxembourg)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son numéro de télécopie et une adresse Internet supplémentaire, comme suit :

Télécopieur :	(352) 247 94113
Internet :	www.eco.public.lu https://patent.public.lu/

[Mise à jour de l'annexe B1(LU) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

L'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour** a notifié au Bureau international une adresse de courrier électronique supplémentaire, à laquelle les demandes de renseignement d'ordre général doivent être adressées. Ses adresses de courrier électronique sont désormais les suivantes :

Courrier électronique :	ipos_enquiry@ipos.gov.sg (pour des renseignements d'ordre général) pct@ipos.gov.sg (pour des renseignements relatifs aux demandes PCT spécifiques déposées auprès de RO/SG, ISA/SG ou IPEA/SG)

De plus, l'office a notifié des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) — depuis le 16 juin 2020, l'office a supprimé ses services de télécopie et n'accepte plus le dépôt de documents par télécommunication.

[Mise à jour de l'annexe B1(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

SE Suède

L'**Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **couronne suédoise (SEK)**, pour la délivrance de copies de plusieurs documents, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale et applicables depuis le 9 novembre 2020, comme suit :

Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3.b) du PCT)[4] :

pour moins de 10 pages		néant
pour 10 pages	SEK	50
pour chaque page à compter de la 11e	SEK	2

Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1t*er* du PCT) :

pour moins de 10 pages		néant
pour 10 pages	SEK	50
pour chaque page à compter de la 11e	SEK	2

[Mise à jour de l'annexe D(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

L'office a également notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés **en couronne suédoise (SEK)**, pour la délivrance de copies de plusieurs documents, payables à l'office en sa qualité d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, depuis le 9 novembre 2020, comme suit :

Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale supplémentaire (règle 45*bis*.7.c) du PCT)[5] :

pour moins de 10 pages		néant
pour 10 pages	SEK	50
pour chaque page à compter de la 11e	SEK	2

[4] Tous documents cités dans le rapport de recherche internationale sont disponibles gratuitement depuis le service en ligne "*Cited Documents*" de l'office à l'adresse suivante : https://www.prv.se/en/patents/patent-online-services/

[5] Tous documents cités dans le rapport de recherche internationale supplémentaire sont disponibles gratuitement depuis le service en ligne "*Cited Documents*" de l'office à l'adresse suivante : https://www.prv.se/en/patents/patent-online-services/

Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1*ter* du PCT) :

pour moins de 10 pages		néant
pour 10 pages	SEK	50
pour chaque page à compter de la 11e	SEK	2

[Mise à jour de l'annexe SISA(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

Enfin, l'office a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés **en couronne suédoise (SEK)**, pour la délivrance de copies de plusieurs documents, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire, depuis le 9 novembre 2020, comme suit :

Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2.b) du PCT)[6] :

pour moins de 10 pages		néant
pour 10 pages	SEK	50
pour chaque page à compter de la 11e	SEK	2

Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) :

pour moins de 10 pages		néant
pour 10 pages	SEK	50
pour chaque page à compter de la 11e	SEK	2

[Mise à jour de l'annexe E(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

[6] Tous documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international sont disponibles gratuitement depuis le service en ligne "*Cited Documents*" de l'office à l'adresse suivante : https://www.prv.se/en/patents/patent-online-services/

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

11 mars 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

ES Espagne 41

Informations sur les États contractants

NG Nigéria 42
WS Samoa 42

Taxes payables en vertu du PCT

EP Organisation européenne des brevets 42
ES Espagne 43
NZ Nouvelle-Zélande 43
WS Samoa 44

Offices désignés (ou élus)

AU Australie 44
EP Organisation européenne des brevets 45

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

ES Espagne

Accord entre l'Office espagnol des brevets et des marques et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui consistent en des changements relatifs aux montants de la taxe d'examen préliminaire et de la taxe additionnelle pour l'examen préliminaire international, entreront en vigueur le 12 mars 2021.

À compter du 12 mars 2021, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en euro)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	[Sans changement][2]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	[Sans changement][2]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	589,48[2]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	589,48[2]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b) et 71.2.b), par document	[Sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 94.1*ter* et 94.2), par page	[Sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_es.pdf

[2] Cette taxe est réduite de 75% lorsque le déposant ou, en cas de pluralité de déposants, chacun d'entre eux, est une personne physique ou morale qui est ressortissante d'un État, et est domiciliée ou a son siège dans un État, qui n'est pas partie à la Convention sur le brevet européen, et qui est considéré par la Banque mondiale comme un pays à faible revenu, à revenu intermédiaire, tranche inférieure, ou à revenu intermédiaire, tranche supérieure.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

NG Nigéria

Le **Département du droit commercial (marques, brevets et dessins et modèles) (Nigéria)** a notifié au Bureau international des changements relatifs au nom de l'office, à son siège et adresse postale, ainsi qu'à ses numéros de téléphone, et adresses de courrier électronique, comme suit :

Nom de l'office :	Registre des brevets et dessins et modèles, Département du droit commercial (Nigéria)
Siège et adresse postale :	Bureau d'enregistrement Ministère de l'industrie, du commerce et de l'investissement Block D, Old Secretariat Area 1 Garki Abuja Nigéria
Téléphone :	(234-8) 033 34 88 06 (234-8) 036 77 71 83 (234-7) 031 65 16 52
Courrier électronique :	iponigeria@yahoo.com patentsanddesigns@gmail.com

De plus, l'office a notifié au Bureau international des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) — l'office a supprimé ses services de télécopie et n'accepte plus le dépôt de documents par télécommunication.

[Mise à jour de l'annexe B1(NG) du *Guide du déposant du PCT*]

WS Samoa

Des informations de caractère général concernant le **Samoa** en tant qu'État contractant du PCT figurent désormais à l'annexe B1(WS), qui est publiée à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar néo-zélandais (NZD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er mai 2021, est de NZD 2.942.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

ES Espagne

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international. Ces montants, applicables à compter du 12 mars 2021, sont les suivants :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58 du PCT)[3] :	EUR	589,48
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT)[3, 4] :	EUR	589,48

[Mise à jour de l'annexe E(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

NZ Nouvelle-Zélande

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar néo-zélandais (NZD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er mai 2021, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	NZD	2.025
Taxe par feuille à compter de la 31e :	NZD	23
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NZD	305
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NZD	457

[Mise à jour de l'annexe C(NZ) du *Guide du déposant du PCT*]

[3] La taxe est réduite de 75% lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une personne physique ou une personne morale qui est ressortissante d'un État qui n'est pas un État partie à la Convention sur le brevet européen et qui figurent sur les listes des économies à faible revenu, à revenu moyen inférieur ou à revenu moyen supérieur établies par la Banque mondiale. Il convient de se référer à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/en/fees/oepm_fee_reduction.html

[4] Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

WS Samoa

Le **Ministère du commerce, de l'industrie et du travail (MCIL)** a notifié au Bureau international les montants de plusieurs taxes, exprimés en **tala samoan (SAT)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	SAT	200
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	SAT	100
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	SAT	200

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

AU Australie

L'**Office australien des brevets** a notifié au Bureau international des changements apportés aux éléments que doit comporter la traduction pour l'ouverture de la phase nationale, en vertu de l'article 22 du PCT. La liste récapitulative des éléments requis est désormais la suivante :

– En vertu de l'article 22 du PCT : description, revendications (si elles ont été modifiées, à la fois telles que déposées initialement et telles que modifiées), texte éventuel des dessins, abrégé.

– En vertu de l'article 39.1) du PCT : description, revendications, texte éventuel des dessins (si l'un quelconque de ces éléments a été modifié, il doit figurer seulement tel que modifié par les annexes du rapport d'examen préliminaire international).

[Mise à jour du chapitre national, résumé (AU), du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international un changement apporté à ses exigences particulières en vertu de la règle 51*bis*.a)i) du PCT, concernant les documents relatifs à l'identité de l'inventeur.

Avec effet à compter du 1er avril 2021, la liste récapitulative des exigences particulières de l'office, en vertu de la règle 51*bis* du PCT (certaines exigences nationales admises en vertu de l'article 27), sera la suivante :

– Nom de l'inventeur, ainsi que le pays et le lieu de son domicile, s'ils n'ont pas été indiqués dans la partie "requête" de la demande internationale ou dans une déclaration faite conformément à la règle 4.17.i) du PCT.

– Adresse, nationalité et domicile du déposant s'ils n'ont pas été indiqués dans la partie "requête" de la demande internationale.

– Nomination d'un mandataire si le déposant n'a ni domicile ni siège sur le territoire d'un État partie à la *Convention sur le brevet européen*.

– Fourniture d'un listage des séquences de nucléotides ou d'acides aminés sous forme électronique s'il n'est pas à la disposition de l'OEB par un autre moyen.

Pour plus d'informations, il convient de se référer au *Journal officiel OEB 2021, A3*, disponible à l'adresse suivante :

https://www.epo.org/law-practice/legal-texts/official-journal/2021/01/a3_fr.html

[Mise à jour du chapitre national, résumé (EP), du *Guide du déposant du PCT*]

B1 Informations sur les États contractants B1

WS SAMOA WS

Informations générales

Nom de l'office :	Ministry of Commerce, Industry and Labour (MCIL) (Samoa) Ministère du commerce, de l'industrie et du travail (Samoa)
Siège :	ACC House, Levels 3 & 4, Apia, Samoa
Adresse postale :	P.O. Box 862, Apia, Samoa
Téléphone : Télécopieur : Courrier électronique : Internet :	(685) 204 41 (685) 204 43 ipros@mcil.gov.ws mpal@mcil.gov.ws www.mcil.gov.ws
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office envoie-t-il, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales ?	Oui
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux de Samoa et les personnes qui y sont domiciliées :	Ministère du commerce, de l'industrie et du travail (Samoa) ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir l'annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si le Samoa est désigné (ou élu) :	Ministère du commerce, de l'industrie et du travail (Samoa)
Le Samoa peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles par la voie PCT :	Brevets, modèles d'utilité (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu d'un brevet national)
Dispositions de la législation de Samoa relatives à la recherche de type international :	Néant
Protection provisoire à la suite de la publication internationale :	Néant

Informations utiles si le Samoa est désigné (ou élu)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si le Samoa est désigné (ou élu) :	Peuvent figurer dans la requête ou être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de l'invitation.
Existe-t-il des dispositions particulières relatives au dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique ?	Non

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

18 mars 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

KR République de Corée 48

Informations sur les États contractants

MX Mexique 49
RU Fédération de Russie 49

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 50
KR République de Corée 50
UZ Ouzbékistan 51

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales :
notification des offices récepteurs, des administrations chargées de la recherche internationale, des administrations indiquées pour la recherche supplémentaire et des administrations chargées de l'examen préliminaire international

EP Organisation européenne des brevets 51

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

KR République de Corée

Accord entre l'Office coréen de la propriété intellectuelle et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office coréen de la propriété intellectuelle** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3.iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui entreront en vigueur le 16 mai 2021, consistent en des changements relatifs aux montants des taxes additionnelles pour la recherche internationale et l'examen préliminaire international, ainsi que l'établissement d'une taxe additionnelle lorsque des parties manquantes, ou des éléments ou des parties corrects, sont incorporés dans la demande internationale ou sont considérés comme ayant été contenus dans la demande internationale.

À compter du 16 mai 2021, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (Won coréens)
Taxe de recherche (règle 16.1.a)) (en langue anglaise)	[sans changement]
Taxe de recherche (règle 16.1.a)) (en langue coréenne)	[sans changement]
Taxe additionnelle (règles 40.2.a) et 40*bis*) (en langue anglaise)	1.200.000
Taxe additionnelle (règles 40.2.a) et 40*bis*) (en langue coréenne)	450.000
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	[sans changement]
Taxe pour paiement tardif de la taxe d'examen préliminaire	[sans changement]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	450.000
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	[sans changement]
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	[sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par page	[sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_kr.pdf

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

MX Mexique

En raison de l'indisponibilité de ses systèmes électroniques, l'**Institut mexicain de la propriété industrielle** n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le lundi 22 février 2021.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque, pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office, a expiré le jour précité, ce délai a pris fin le mardi 23 février 2021.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier, pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, en raison de la fermeture officielle susmentionnée, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

RU Fédération de Russie

Le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)** a notifié au Bureau international la suppression d'un de ses numéros de télécopieur et un changement relatif à l'un de ses numéros de téléphone concernant les appels pour le traitement des demandes. Ses numéros de télécopieur et de téléphone sont désormais les suivants :

Téléphone :	(7-499) 240 60 15	(questions d'ordre général)
	(7-499) 240 58 88 (7-499) 240 25 91	(traitement des demandes)
Télécopieur :	(7-495) 531 63 18	

De plus, l'office a notifié qu'il envoie désormais, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales.

En outre, l'office a notifié des entreprises d'acheminement supplémentaires, autres que les autorités postales, dont il accepterait la preuve de l'envoi d'un document en cas de perte ou de retard en vertu de la règle 82.1 du PCT : outre DHL et Federal Express, l'office accepte désormais la preuve de l'envoi d'un document par tout autre service reconnu dans le monde et disponible en Fédération de Russie.

Enfin, l'office a notifié au Bureau international un changement concernant les dispositions de la législation de la Fédération de Russie relatives à la recherche de type international – l'article 1386.4) du *Code civil de la Fédération de Russie* n'est plus valable; par conséquent, il n'existe désormais aucune disposition de la législation de la Fédération de Russie relative à la recherche de type internationale.

[Mise à jour de l'annexe B1(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

Un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er mai 2021, est de CHF 1.573.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

L'**Office coréen de la propriété intellectuelle** a notifié au Bureau international de nouveaux montants, exprimés en **won coréen (KRW)**, de la taxe de recherche additionnelle (en vertu de la règle 40.2.a) du PCT), ainsi que l'établissement d'une taxe de recherche additionnelle (en vertu de la règle 40*bis* du PCT) lorsque des parties manquantes, ou des éléments ou des parties corrects, sont incorporés dans la demande internationale ou sont considérés comme ayant été contenus dans la demande internationale. Ces taxes, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, à compter du 16 mai 2021, sont comme suit :

Taxe de recherche additionnelle (règles 40.2 et 40*bis du* PCT)[2] :		
Pour les recherches effectuées en anglais	KRW	1.200.000
Pour les recherches effectuées en coréen	KRW	450.000

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a également notifié un nouveau montant, exprimé en **won coréen (KRW)**, pour la taxe d'examen préliminaire additionnelle, payable à l'office en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international, à compter du 16 mai 2021, comme suit :

Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3 du PCT)[3] :	KRW	450.000

[Mise à jour de l'annexe E(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et seulement dans certains cas.

[3] Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et seulement dans certains cas.

UZ Ouzbékistan

L'**Agence de la propriété intellectuelle auprès du ministère de la justice de la République d'Ouzbékistan** a notifié au Bureau international des nouveaux montants de taxes, exprimés en **sum ouzbek (UZS)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur depuis le 1er février 2021, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	UZS	245.000[4]
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	UZS	245.000[4]

[Mise à jour de l'annexe C(UZ) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS ET DE LA CORRESPONDANCE AYANT TRAIT AUX DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION DES OFFICES RÉCEPTEURS, DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE, DES ADMINISTRATIONS INDIQUÉES POUR LA RECHERCHE SUPPLÉMENTAIRE ET DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

EP Organisation européenne des brevets

En vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT, et conformément aux instructions 703, 710.b) et 713 des Instructions administratives du PCT, l'**Office européen des brevets (OEB)**, en sa qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale, d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international la disponibilité du nouveau service de dépôt en ligne de l'OEB, le logiciel de Dépôt en ligne 2.0, à compter du 1er avril 2021.

Par conséquent, à compter du 1er avril 2021, l'OEB, en ses qualités susmentionnées, est disposé à accepter les demandes internationales, ainsi que d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales, sous forme électronique, conformément aux exigences suivantes :

DÉPÔT AU MOYEN DU DÉPÔT EN LIGNE DE L'OEB:

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– ASCII (de 7 et 8 bits) (voir la section 3.1.1.3 de l'annexe F)

– PDF (voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

[4] Des réductions peuvent s'appliquer. Pour de plus amples détails, il convient de se référer au site Internet de l'office à l'adresse suivante : http://ima.uz/ru/regulatory/tarify-i-poshliny/

– TIFF (pour les dessins et, dans des cas exceptionnels, la description et les revendications; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

– dépôt par CD-R (voir la section 5 et la section 2.d) et e) de l'appendice III de l'annexe F)

– dépôt par DVD-R ou DVD+R (voir la section 5 de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WAD (paquet contenant les documents constitutifs de la demande compactée; voir la section 4.1.1 de l'annexe F)

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– logiciel de dépôt en ligne de l'OEB

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– signature en fac-similé et signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'Office européen des brevets en sa qualité d'office récepteur contiendra, outre les informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'Office européen des brevets fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F), ou que le paquet remis ne contient aucun fichier, qu'un accusé ou une confirmation de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'Office européen des brevets le renverra à bref délai par courrier (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible. Seuls les modes de paiement actuellement disponibles sont acceptés.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'Office européen des brevets a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs du service. Le service d'assistance est ouvert du lundi au vendredi de 8 heures à 18 heures, mis à part les jours fériés officiels. Il peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : 00 800 80 20 20 20
– par courriel, sous le lien suivant : www.epo.org/service-support/contact-us_fr.html

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demande internationale
– documents déposés ultérieurement
– la demande d'examen préliminaire international selon le chapitre II du PCT

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'Office européen des brevets accepte le dépôt de documents en format de pré-conversion au titre de l'instruction 706.a) et f). En particulier, les fichiers doivent être archivés en format ZIP et soit contenir du texte clair ASCII, soit être créés au moyen d'un des programmes de traitement de texte ci-après :

– Microsoft Word 97 et les versions suivantes
– Corel WordPerfect 6.1, 8 & 10 et les versions suivantes
– Writer of OpenOffice 2.0 et les versions suivantes (y compris les produits StarOffice correspondants)

Tous les objets issus d'autres programmes peuvent être incorporés dans des documents générés par les programmes de traitement de texte susmentionnés, pour autant qu'ils puissent être visualisés sans que l'information qu'ils contiennent ne soit perdue.

Les documents qui sont dans un format autre que les formats susmentionnés ne peuvent être annexés dans ce format que si, au moment du dépôt, le déposant indique à l'Office européen des brevets où il peut raisonnablement obtenir le logiciel approprié.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

L'Office européen des brevets fournira les informations relatives à la disponibilité de ses systèmes de dépôt en ligne sur son site Internet (www.epo.org).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'Office européen des brevets (www.epoline.org/security/EPO_PKI_CPS.pdf)
– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.html)
– Väestörekisterikeskus (VRK) (www.vaestorekisterikeskus.fi) (cartes à puce FINEID)
– Fábrica Nacional de Moneda y Timbre (FNMT) (www.cert.fnmt.es) (certificats CERES)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

– Registre européen des brevets

DÉPÔT AU MOYEN DU SERVICE DE DÉPÔT PAR FORMULAIRE EN LIGNE DE L'OEB :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– PDF (voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– signature en fac-similé et signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible. Seuls les modes de paiement actuellement disponibles sont acceptés.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'Office européen des brevets a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs du service. Le service d'assistance est ouvert du lundi au vendredi de 8 heures à 18 heures, mis à part les jours fériés officiels. Il peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : 00 800 80 20 20 20
– par courriel, sous le lien suivant : www.epo.org/service-support/contact-us_fr.html

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demande internationale

– documents déposés ultérieurement (y compris la demande d'examen préliminaire international selon le chapitre II du PCT)

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

L'Office européen des brevets fournira les informations relatives à la disponibilité de ses systèmes de dépôt en ligne sur son site Internet (www.epo.org).

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

– Registre européen des brevets

DÉPÔT AU MOYEN DU SYSTÈME DE GESTION DES DOSSIERS DE L'OEB :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– signature en fac-similé et signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'Office européen des brevets en sa qualité d'office récepteur contiendra, outre les informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'Office européen des brevets le renverra à bref délai par courrier (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible. Seuls les modes de paiement actuellement disponibles sont acceptés.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'Office européen des brevets a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs du service. Le service d'assistance est ouvert du lundi au vendredi de 8 heures à 18 heures, mis à part les jours fériés officiels. Il peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : 00 800 80 20 20 20
– par courriel, sous le lien suivant : www.epo.org/service-support/contact-us_fr.html

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demande internationale
– documents déposés ultérieurement (y compris la demande d'examen préliminaire international selon le chapitre II du PCT)

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

L'Office européen des brevets fournira les informations relatives à la disponibilité de ses systèmes de dépôt en ligne sur son site Internet (www.epo.org).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'Office européen des brevets (www.epoline.org/security/EPO_PKI_CPS.pdf)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

– Registre européen des brevets

DÉPÔT AU MOYEN DU DÉPÔT ePCT :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)
– DOCX contenant un JPEG converti en XML avant la soumission
– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)
– PDF (voir la section 3.1.2 de l'annexe F)
– TIFF (pour les dessins et, dans des cas exceptionnels, la description et les revendications; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– signature en fac-similé et signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'Office européen des brevets en sa qualité d'office récepteur contiendra, outre les informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'Office européen des brevets fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F), ou que le paquet remis ne contient aucun fichier, qu'un accusé ou une confirmation de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'Office européen des brevets le renverra à bref délai par courrier (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible. Seuls les modes de paiement actuellement disponibles sont acceptés.

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demande internationale

– documents déposés ultérieurement par chargement au moyen du système ePCT (y compris la demande d'examen préliminaire international selon le chapitre II du PCT)

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'Office européen des brevets accepte le dépôt de documents en format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

L'Office européen des brevets fournira les informations relatives à la disponibilité de ses systèmes de dépôt en ligne sur son site Internet (www.epo.org).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'Office européen des brevets (www.epoline.org/security/EPO_PKI_CPS.pdf)
– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.html)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

– Registre européen des brevets

DÉPÔT AU MOYEN DU LOGICIEL DE DÉPÔT EN LIGNE 2.0 AVEC DÉPÔT ePCT INTÉGRÉ :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)
– DOCX contenant un JPEG converti en XML avant la soumission
– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)
– PDF (voir la section 3.1.2 de l'annexe F)
– TIFF (pour les dessins et, dans des cas exceptionnels, la description et les revendications; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– logiciel de dépôt en ligne 2.0 de l'OEB

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– signature en fac-similé et signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'Office européen des brevets en sa qualité d'office récepteur contiendra, outre les informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'Office européen des brevets fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F), ou que le paquet remis ne contient aucun fichier, qu'un accusé ou une confirmation de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'Office européen des brevets le renverra à bref délai par courrier (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible. Seuls les modes de paiement actuellement disponibles sont acceptés.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

Les questions d'assistance aux utilisateurs liées au logiciel de Dépôt en ligne 2.0 de l'OEB, y compris les questions simples d'assistance aux utilisateurs ePCT, seront gérées et résolues directement par le service d'assistance de l'Office européen des brevets. Le service d'assistance est ouvert du lundi au vendredi de 8 heures à 18 heures, mis à part les jours fériés officiels. Il peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : 00 800 80 20 20 20
– par courriel, sous le lien suivant : www.epo.org/service-support/contact-us_fr.html

L'équipe *PCT eServices* de l'OMPI fournira une assistance de deuxième niveau.

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demande internationale
– documents déposés ultérieurement
– la demande d'examen préliminaire international selon le chapitre II du PCT

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'Office européen des brevets accepte le dépôt de documents en format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

L'Office européen des brevets fournira les informations relatives à la disponibilité de ses systèmes de dépôt en ligne sur son site Internet (www.epo.org).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'Office européen des brevets (www.epoline.org/security/EPO_PKI_CPS.pdf)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

– Registre européen des brevets

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

25 mars 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

AO Angola 62
UZ Ouzbékistan 62

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 62

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique : exigences des offices désignés et élus

BG Bulgarie 63

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

AO Angola

L'**Institut angolais de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son siège et adresse postale, son numéro de téléphone, et à son adresse de courrier électronique, comme suit :

Siège et adresse postale :	Largo 17 de Setembro Edifício Palácio de Vidro nº 7 4º Andar, Ala Esquerda Caixa Postal 3840 Luanda-Marginal Angola
Téléphone :	(244-222) 04 49 91 (244-922) 40 49 36 (téléphone portable)
Courrier électronique :	iapi1992@iapi.gov.ao

En outre, l'office a notifié des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) — l'office a supprimé ses services de télécopie et, par conséquent, n'accepte plus le dépôt de documents par télécopieur.

[Mise à jour de l'annexe B1(AO) du *Guide du déposant du PCT*]

UZ Ouzbékistan

L'**Agence de la propriété intellectuelle auprès du Ministère de la justice de la République d'Ouzbékistan** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son siège et adresse postale, comme suit :

Siège et adresse postale :	33, Khadra Street Tashkent 100017 République d'Ouzbékistan

[Mise à jour de l'annexe B1(UZ) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar australien (AUD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces montants, applicables à compter du 1er mai 2021, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	AUD	1.860
Taxe par feuille à compter de la 31e :	AUD	21
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	AUD	280
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	AUD	420
Taxe de traitement :	AUD	280

[Mise à jour des annexes C(AU) et E(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES ET AUTRE MATÉRIEL BIOLOGIQUE : EXIGENCES DES OFFICES DÉSIGNÉS ET ÉLUS

BG Bulgarie

En vertu de la règle 13*bis*.7.a)ii) du PCT, l'**Office des brevets de la République de Bulgarie**, en sa qualité d'office désigné (ou élu), a notifié au Bureau international un changement relatif à ses exigences, concernant le dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique, qui sont désormais les suivantes :

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir :		Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13*bis*.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
	les indications exigées dans la règle 13*bis*.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	
Bulgarie Office des brevets de la République de Bulgarie	Au moment du dépôt, soit dans la description, soit séparément	Lors du dépôt, comme partie de la demande	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme

[Mise à jour de l'annexe L du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

1er avril 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

RU Fédération de Russie 65

Informations sur les États contractants

US États-Unis d'Amérique 66

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 67
GB Royaume-Uni 67
IS Islande 68
RU Fédération de Russie 68

Offices récepteurs

WS Samoa 70

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

RU Fédération de Russie

Accord entre le Service fédéral pour la propriété intellectuelle de la Fédération de Russie et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

Le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui entreront en vigueur le 18 mai 2021, consistent en des changements relatifs aux montants de la taxe de réexamen et des taxes pour la délivrance de copies des documents cités et des documents contenus dans le dossier de la demande internationale.

À compter du 18 mai 2021, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en roubles russes)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	
– pour une demande en anglais	[sans changement]
– pour une demande en russe	[sans changement]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	
– pour une demande en anglais	[sans changement]
– pour une demande en russe	[sans changement]
Taxe de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a))	[sans changement]
Taxe de recherche supplémentaire pour une recherche effectuée conformément à l'alinéa 3.3) de l'annexe B, selon laquelle une déclaration prévue à l'article 17.2)a) a été faite concernant un objet visé à la règle 39.1.iv)	[sans changement]
Taxe de réexamen (règle 45*bis*.6.c))	4.200
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	
– si le rapport de recherche internationale a été établi par l'Administration	
– pour une demande en anglais	[sans changement]
– pour une demande en russe	[sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_ru.pdf

– si le rapport de recherche internationale a été établi par une autre administration chargée de la recherche internationale	
– pour une demande en anglais	[sans changement]
– pour une demande en russe	[sans changement]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	
– si le rapport de recherche internationale a été établi par l'Administration	
– pour une demande en anglais	[sans changement]
– pour une demande en russe	[sans changement]
– si le rapport de recherche internationale a été établi par une autre administration chargée de la recherche internationale	
– pour une demande en anglais	[sans changement]
– pour une demande en russe	[sans changement]
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	[sans changement]
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	[sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (excepté pour les documents transmis au déposant parallèlement au rapport de recherche internationale ou au rapport) d'examen préliminaire (règles 44.3.b) et 71.2.b))	
– document de brevet, par page	24
– document non-brevet, par page	60
Taxe pour la délivrance de copies (règles 94.1*ter* et 94.2), par page	96

Partie II. [Sans changement]

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

US États-Unis d'Amérique

En raison de mauvaises conditions météorologiques, l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)** n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le jeudi 18 février 2021.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque, pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office, a expiré le jour précité, ce délai a pris fin le vendredi 19 février 2021.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite de la fermeture officielle susmentionnée, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR**), a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er mai 2021, est de EUR 1.429.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

GB Royaume-Uni

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **livre sterling (GBP)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er mai 2021, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	GBP	1.028
Taxe par feuille à compter de la 31e :	GBP	12
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	GBP	155
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	GBP	232

[Mise à jour de l'annexe C(GB) du *Guide du déposant du PCT*]

IS Islande

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **couronne islandaise (ISK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er mai 2021, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	ISK	184.200
Taxe par feuille à compter de la 31e :	ISK	2.100
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	ISK	27.700
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	ISK	41.600

[Mise à jour de l'annexe C(IS) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

Le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **rouble russe (RUB)**, pour la délivrance de copies de plusieurs documents, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale et applicables à compter du 18 mai 2021, comme suit :

Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3.b) du PCT) :		
pour un document de brevet, par page	RUB	24
pour un document non-brevet, par page	RUB	60
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1t*er* du PCT) :	RUB	96

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

L'office a également notifié de nouveaux montants, exprimés en **rouble russe (RUB)**, de la taxe de réexamen et des taxes pour la délivrance de copies de plusieurs documents, payables à l'office en sa qualité d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, à compter du 18 mai 2021, comme suit :

Taxe de réexamen (règle 45*bis*.6(c) du PCT) :	RUB	4.200
Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport de recherche internationale supplémentaire (règle 45*bis*.7.c) du PCT) :		
pour un document de brevet, par page	RUB	24
pour un document non-brevet, par page	RUB	60
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1t*er* du PCT) :	RUB	96

[Mise à jour de l'annexe SISA(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

Enfin, l'office a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **rouble russe (RUB)**, pour la délivrance de copies de plusieurs documents, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire, également à compter du 18 mai 2021, comme suit :

Taxe pour la délivrance de copies des documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2.b) du PCT) :		
pour un document de brevet, par page	RUB	24
pour un document non-brevet, par page	RUB	60
Taxe pour la délivrance de copies des documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.2 du PCT) :	RUB	96

[Mise à jour de l'annexe E(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

WS Samoa

Le **Ministère du commerce, de l'industrie et du travail (Samoa)** a spécifié l'Office européen des brevets (OEB) et l'Office de la propriété intellectuelle des Philippines en tant qu'administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, avec effet depuis le 23 mars 2021, pour les demandes internationales déposées auprès de l'office par les ressortissants du Samoa et les personnes domiciliées dans ce pays.

Des renseignements supplémentaires se rapportant aux exigences du Ministère du commerce, de l'industrie et du travail (Samoa) en tant qu'office récepteur en vertu du PCT figurent désormais dans l'annexe C(WS) du *Guide du déposant du PCT*, qui est publiée à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

C Offices récepteurs C

WS MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL (SAMOA) WS

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Samoa
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Langue dans laquelle la requête peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis sur papier par l'office récepteur :	1
L'office récepteur accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes le critère de "diligence requise"
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office de la propriété intellectuelle des Philippines ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office de la propriété intellectuelle des Philippines ou Office européen des brevets[1]
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Tala samoan (SAT) et dollar des États-Unis (USD)
Taxe de transmission :	SAT 200
Taxe internationale de dépôt :[2]	USD 1.453
Taxe par feuille à compter de la 31e :[2]	USD 16
Taxe de recherche :	Voir l'annexe D(EP) ou (PH)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	SAT 100
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	SAT 200
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non, si le déposant est domicilié au Samoa Oui, dans le cas contraire
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat ou juriste enregistré au Samoa
Renonciation au pouvoir :	
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle un pouvoir distinct doit lui être remis ?	Non
L'office a-t-il renoncé à l'exigence selon laquelle une copie d'un pouvoir général doit lui être remise ?	Non

[1] L'office n'est compétent que si la recherche internationale est ou a été effectuée par ses soins.

[2] Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

8 avril 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Notification de la réception et le transfert de taxes aux fins du PCT : Accords et calendriers

Liste des transferts de taxes du PCT effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI – rectificatif

PT Portugal 73

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : notification par des offices de la participation au service de transfert de taxes de l'OMPI

AZ Azerbaïdjan 75
BY Bélarus 75
PL Pologne 75

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

NOTIFICATION DE LA RÉCEPTION ET LE TRANSFERT DE TAXES AUX FINS DU PCT : ACCORDS ET CALENDRIERS

Liste des transferts de taxes du PCT effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI – rectificatif

PT Portugal

Les informations publiées dans les Notifications Officielles (Gazette du PCT) du 26 novembre 2020 (pages 255 et suivantes), relatives aux transferts de taxes du PCT qui faisaient partie du Service de transfert de taxes de l'OMPI à la date du 20 novembre 2020, étaient incomplètes.

À la date du 20 novembre 2020, l'**Institut national de la propriété industrielle (Portugal)** faisait également partie du Service de transfert de taxes de l'OMPI, conformément à l'annexe G, partie II.1 des Instructions administratives du PCT, comme suit :

	Transferts de taxes du PCT				
	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
PT Institut national de la propriété industrielle (Portugal)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : NOTIFICATION PAR DES OFFICES DE LA PARTICIPATION AU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI

Depuis le 1er juillet 2020, tout office récepteur du PCT ("RO"), toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), toute administration chargée de la recherche internationale supplémentaire ("SISA"), ou toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA") peut participer, en tant "qu'office participant", au mécanisme d'échange de taxes du PCT d'un office (ci-après dénommé "office percepteur") à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire") par l'intermédiaire du Bureau international ("IB") aux fins du PCT (le "service de transfert de taxes de l'OMPI"), en vertu de la règle 96.2 du PCT et conformément aux dispositions énoncées dans l'annexe G des Instructions administratives du PCT.

Un office participant au Service de transfert de taxes de l'OMPI en tant qu'office percepteur peut transférer les taxes et différences y relatives suivantes, conformément à l'annexe G des instructions administratives :

- **la taxe internationale de dépôt** (règle 15.2.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit du Bureau international;
- **la taxe de recherche** (règle 16.1.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit d'un office participant en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale;
- **la taxe de recherche supplémentaire** (règle 45*bis*.3.b)) perçue par le Bureau international au profit d'un office participant en sa qualité d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire;
- **la taxe de traitement** (règle 57.2.c) ou d)) perçue par une administration chargée de l'examen préliminaire international au profit du Bureau international; et
- **la différence en ce qui concerne la taxe de recherche** (règle 16.1.e)) perçue par l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale dans une monnaie autre que la monnaie fixée[1].

De plus, conformément à l'annexe G, partie II, paragraphe 3 des instructions administratives, le transfert des taxes et différences susmentionnées, par l'office percepteur au Bureau international, aux fins de son transfert ultérieur à l'office bénéficiaire, est réputé constituer le transfert desdites taxes conformément à la règle applicable, et ne doit pas être considéré comme un paiement de l'office percepteur à un tiers.

[1] En ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé la taxe de recherche, applicable lorsque le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé.

Entre le 21 novembre 2020 et le 31 mars 2021 (inclus)[2], les offices suivants ont notifié au Bureau international leur participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, conformément à l'annexe G, partie II.1 des Instructions administratives du PCT :

	Transferts de taxes du PCT				
	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
AZ Agence de la propriété intellectuelle de la République d'Azerbaïdjan	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
BY Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
PL Office des brevets de la République de Pologne	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

[2] Une liste complète des transferts de taxes du PCT qui ont fait partie du Service de transfert de taxes de l'OMPI du 1er juillet 2020 au 20 novembre 2020 est disponible dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 26 novembre 2020 (pages 255 et suivantes).

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

15 avril 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

KH Cambodge 77

Taxes payables en vertu du PCT

CA Canada 77
CN Chine 78
EP Organisation européenne des brevets 78
KH Cambodge 78
RU Fédération de Russie 78
SE Suède 79

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

KH Cambodge

Le **Département de la propriété industrielle du Cambodge (DIPC)** a notifié au Bureau international des changements relatifs au nom de l'office et à son adresse Internet, comme suit :

Nom de l'office :	Département de la propriété industrielle (DIP) Ministère de l'industrie, de la science, de la technologie et de l'innovation (MISTI)
Internet :	www.misti.gov.kh

[Mise à jour de l'annexe B1(KH) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CA Canada

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2021, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	CAD	1.782
Taxe par feuille à compter de la 31e :	CAD	20
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	CAD	268
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	CAD	402
Taxe de traitement :	CAD	268

[Mise à jour des annexes C(CA) et E(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ce montant, également applicable à compter du 1er juin 2021, est de CHF 1.218.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

CN Chine

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2021, est de CHF 301.

[Mise à jour de l'annexe D(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **livre sterling (GBP)** et en **couronne islandaise (ISK)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2021, sont de GBP 1.526 et de ISK 268.000.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

KH Cambodge

Le **Département de la propriété industrielle (DIP), Ministère de l'industrie, des sciences, de la technologie et de l'innovation (MISTI) (Cambodge)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement relatif à la monnaie de paiement de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), qui est passée du **dollar des États-Unis (USD)** au **riel cambodgien (KHR)**, avec effet depuis le 26 juillet 2020.

En outre, l'office a notifié un nouveau montant de la taxe de transmission, exprimé en **riel cambodgien (KHR)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable depuis le 26 juillet 2020, est de KHR 420.000.

[Mise à jour de l'annexe C(KH) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2021, sont de CHF 106 pour des recherches effectuées en russe, et de CHF 498 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été également établis pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par Rospatent. Ces montants, également applicables à compter du 1er juin 2021, sont de CHF 147 et CHF 235 (ce dernier montant s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement)).

[Mise à jour de l'annexe SISA(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **couronne suédoise (SEK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er juin 2021, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	SEK	12.280
Taxe par feuille à compter de la 31e :	SEK	140
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	SEK	1.850
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	SEK	2.770
Taxe de traitement :	SEK	1.850

[Mise à jour des annexes C(SE) et E(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

22 avril 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

CY Chypre 81
LR Libéria 81

Taxes payables en vertu du PCT

EP Organisation européenne des brevets 81
JP Japon 82
LR Libéria 82
SE Suède 82
XN Institut nordique des brevets 82
ZA Afrique du Sud 83

Offices récepteurs

LR Libéria 83

Délivrance par le Bureau international de copies du rapport d'examen préliminaire international : Notification d'offices élus en vertu de la règle 94.1.c) du PCT

IT Italie 84
MX Mexique 84

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

CY Chypre

La **Direction de l'enregistrement des sociétés et des recettes de Chypre** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son adresse de courrier électronique et son adresse Internet, comme suit :

Courrier électronique :	deptcomp@drcor.meci.gov.cy
Internet :	www.intellectualproperty.gov.cy

[Mise à jour de l'annexe B1(CY) du *Guide du déposant du PCT*]

LR Libéria

Le **Ministère des affaires étrangères, Bureau des archives, des brevets, des marques et du droit d'auteur (Libéria)** a notifié au Bureau international des changements relatifs au nom de l'office, ainsi qu'à son siège et adresse postale, ses numéros de téléphone et de télécopieur, et à son adresse de courrier électronique, qui sont désormais les suivants :

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle du Libéria
Siège et adresse postale :	Old Labor Ministry Building, U.N. Drive Monrovia Libéria
Téléphone :	(231) 775 53 35 95
Télécopieur :	(231) 770 32 90 24
Courrier électronique :	liberiaindustrialproperty@gmail.com

[Mise à jour de l'annexe B1(LR) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **couronne norvégienne (NOK)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2021, est de NOK 17.880.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **won coréen (KRW)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2021, est de KRW 714.000.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

LR Libéria

L'**Office de la propriété intellectuelle du Libéria** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de transmission, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, ainsi que des changements relatifs au montant de la taxe pour le document de priorité et à la monnaie de paiement de cette taxe, qui est passée du **dollar libérien (LRD)** au **dollar des États-Unis (USD)**.

Ces taxes, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur, sont les suivantes :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	USD	50	
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	USD	5	par page de la copie certifiée

[Mise à jour de l'annexe C(LR) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **couronne islandaise (ISK)** et en **couronne norvégienne (NOK)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office suédois des brevets et de l'enregistrement**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2021, sont de ISK 268.000 et de NOK 17.880.

[Mise à jour de l'annexe D(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

XN Institut nordique des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **couronne islandaise (ISK)** et en **couronne norvégienne (NOK)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut nordique des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2021, sont de ISK 268.000 et de NOK 17.880.

[Mise à jour de l'annexe D(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

ZA Afrique du Sud

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er juin 2021, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	ZAR	20.630
Taxe par feuille à compter de la 31e :	ZAR	230
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	ZAR	3.100
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	ZAR	4.650

[Mise à jour de l'annexe C(ZA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RECEPTEURS

LR Libéria

Conformément à la règle 26*bis*.3.i) du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle du Libéria**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il applique à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de la "diligence requise" aux requêtes en restauration du droit de priorité en vertu de la règle 26*bis*.3 du PCT.

En outre, l'office a notifié des changements concernant ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office, en sa qualité d'office récepteur. Les personnes suivantes peuvent désormais agir en cette qualité :

– tout avocat certifié par l'Office de la propriété intellectuelle du Libéria et agréé auprès de l'Ordre des avocats;

– tout agent de propriété intellectuelle certifié par l'office.

[Mise à jour de l'annexe C(LR) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉLIVRANCE PAR LE BUREAU INTERNATIONAL DE COPIES DU RAPPORT D'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL : NOTIFICATION D'OFFICES ÉLUS EN VERTU DE LA RÈGLE 94.1.c) DU PCT

IT Italie

En vertu à la règle 94.1.c) du PCT, l'**Office italien des brevets et des marques**, en sa qualité d'office élu, a demandé au Bureau international de délivrer en son nom des copies du rapport d'examen préliminaire international et des documents connexes, conformément à la règle 94.1.b) du PCT[1].

MX Mexique

En vertu à la règle 94.1.c) du PCT, l'**Institut mexicain de la propriété industrielle**, en sa qualité d'office élu, a demandé au Bureau international de délivrer en son nom des copies du rapport d'examen préliminaire international et des documents connexes, conformément à la règle 94.1.b) du PCT[1].

[1] Les informations, indiquant quels offices élus ont demandé au Bureau international de délivrer des copies du rapport d'examen préliminaire international en leur nom, sont publiées sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/access_iper.html

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

29 avril 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

IN Inde 86
JP Japon 87

Taxes payables en vertu du PCT

MX Mexique 88

Offices récepteurs

DM/IB Dominique / Bureau international de l'OMPI 88
IN Inde 89
JP Japon

Offices désignés (ou élus)

AO Angola 89

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

CA Canada 89

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique : institutions auprès desquelles des dépôts peuvent être effectués

HU Hongrie 90

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

IN Inde

Accord entre l'Office indien des brevets et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe A

L'**Office indien des brevets** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)i) de l'accord susmentionné, une modification apportée à l'annexe A de cet accord. Cette modification, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2021, consiste à ajouter le Japon aux États indiqués au point i) de l'annexe.

À compter du 1er juillet 2021, l'annexe A modifiée aura la teneur suivante :

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) les États suivants pour lesquels elle agira :

en ce qui concerne l'article 3.1) :

Inde, Iran (République islamique d'), Japon;

en ce qui concerne l'article 3.2) :

lorsque l'Administration a établi le rapport de recherche internationale,

Inde, Iran (République islamique d'), Japon.

Lorsqu'un office récepteur désigne l'Administration internationale en vertu des articles 3.1) et 3.2), l'Administration internationale devient compétente à l'égard des demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur à partir d'une date à convenir entre l'office récepteur et l'Administration internationale et à notifier au Bureau international.

ii) [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_in.pdf

JP Japon

Accord entre l'Office des brevets du Japon et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[2] – Modification de l'annexe A

L'**Office des brevets du Japon (JPO)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)i) de l'accord susmentionné, une modification apportée à l'annexe A de cet accord. Cette modification, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2021, consiste à ajouter l'Inde aux États indiqués aux points i) et ii) de l'annexe.

À compter du 1er juillet 2021, l'annexe A modifiée aura la teneur suivante :

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) les États suivants pour lesquels elle agira :

en ce qui concerne l'article 3.1) :

Japon, Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande et Viet Nam;

en ce qui concerne l'article 3.2) :

lorsque l'Administration a établi le rapport de recherche internationale,

Japon, Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande et Viet Nam.

À l'égard des États-Unis d'Amérique, l'Administration agira en application de l'article 3.1) pour autant que a) la demande internationale soit déposée en anglais; et b) l'Administration n'ait pas reçu plus de 8.400 demandes internationales provenant de l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique au cours de la période de cinq ans comprise entre le 1er juillet 2018 et le 30 juin 2023, et pas plus de 300 demandes par trimestre pendant les première et deuxième années, et pas plus de 500 demandes par trimestre pendant les troisième, quatrième et cinquième années. Lorsque l'Administration a établi le rapport de recherche internationale, elle agira également en application de l'article 3.2) si ces conditions sont remplies.

Lorsqu'un office récepteur désigne l'Administration en vertu des articles 3.1) et 3.2), l'Administration devient compétente à l'égard des demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur à partir d'une date à convenir entre l'office récepteur et l'Administration et à notifier au Bureau international.

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_jp.pdf

ii) les langues suivantes qu'elle acceptera :

a) [sans changement]

b) à l'égard de toute demande internationale déposée auprès de l'office récepteur du Brunéi Darussalam, du Cambodge, des États-Unis d'Amérique, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, de Singapour, de la Thaïlande et du Viet Nam:

anglais;

c) [sans changement]

d) à l'égard de toute demande internationale déposée auprès du Bureau international agissant pour Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande et Viet Nam :

japonais, anglais.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

MX Mexique

L'**Institut mexicain de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe pour le document de priorité, exprimés en **peso mexicain (MXN)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces nouveaux montants, applicables depuis le 5 février 2021, sont comme suit :

Taxe pour le document de priorité (Règle 17.1.b) du PCT) :	MXN 11.46 par page	(en noir et blanc)
	MXN 14.60 par page	(en couleur)

[Mise à jour de l'annexe C(MX) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

DM Dominique
IB Bureau international de l'OMPI

En vertu de la règle 19.1.b) du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle (Dominique)** a notifié au Bureau international que, depuis le 15 avril 2021, il a cessé ses fonctions d'office récepteur et a délégué ces fonctions au Bureau international de l'OMPI.

IN Inde

L'**Office indien des brevets** a spécifié l'Office des brevets du Japon (JPO) – en plus de l'Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA), l'Office australien des brevets, l'Office autrichien des brevets, l' Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO), l'Office européen des brevets (OEB), l'Office indien des brevets et l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées auprès de l'Office indien des brevets par les ressortissants de l'Inde et les personnes domiciliées dans ce pays, avec effet à compter du 1er juillet 2021.

[Mise à jour de l'annexe C(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

L'**Office des brevets du Japon (JPO)** a spécifié l'Office indien des brevets – en plus de l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour[3], l'Office des brevets du Japon (JPO) et l'Office européen des brevets (OEB)[3] – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées auprès de l'Office des brevets du Japon (JPO) par les ressortissants du Japon et les personnes domiciliées dans ce pays, avec effet à compter du 1er juillet 2021.

[Mise à jour de l'annexe C(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

AO Angola

Des renseignements se rapportant aux exigences de l'**Institut angolais de la propriété industrielle** en tant qu'office désigné (ou élu) en vertu du PCT figurent désormais dans le résumé du chapitre national (AO) du *Guide du déposant du PCT*, qui est publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

CA Canada

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément à l'instruction 710.b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international des changements à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 29 janvier 2015, pages 21 et suivantes.

[3] L'office n'est compétent que si la demande internationale est déposée en anglais (la règle 12.3 du PCT ne s'applique pas).

En particulier, à compter du 1er juillet 2021, l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, en sa qualité d'office récepteur, n'acceptera plus les demandes internationales sous forme électronique déposées au moyen du logiciel PCT-SAFE.

Par conséquent, à compter du 1er juillet 2021, le point relatif aux logiciels de dépôt électronique, spécifié par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné sera remplacé par le suivant :

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

[Mise à jour de l'annexe C(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES ET AUTRE MATÉRIEL BIOLOGIQUE : INSTITUTIONS AUPRÈS DESQUELLES DES DÉPÔTS PEUVENT ÊTRE EFFECTUÉS

HU Hongrie

Le **Gouvernement de la République de Hongrie** a adressé au Bureau international une notification relative à une modification de nom et de coordonnées de la Collection nationale de micro-organismes agricoles et industriels (CNMAI), autorité de dépôt internationale reconnue en vertu du *Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets*, auprès de laquelle des dépôts de microorganismes et autre matériel biologique peuvent être effectués.

L'Université Szent István abritant la Collection nationale de micro-organismes agricoles et industriels (CNMAI) a changé de nom, devenant l'Université hongroise de l'agriculture et des sciences de la vie.

Par conséquent, depuis 1er février 2021, le nom et les coordonnées de l'autorité sont les suivants :

Collection nationale de micro-organismes agricoles et industriels (CNMAI)
Institut des sciences et technologies alimentaires
Université hongroise de l'agriculture et des sciences de la vie
Somlói út 14-16
1118 Budapest
Hongrie

[Mise à jour de l'annexe L du *Guide du déposant du PCT*]

RÉSUMÉ **Office désigné (ou élu)** **RÉSUMÉ**

AO INSTITUT ANGOLAIS DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE AO

Résumé des exigences pour l'ouverture de la phase nationale

Délais applicables pour l'ouverture de la phase nationale :	En vertu de l'article 22.3) du PCT :	31 mois à compter de la date de priorité	
	En vertu de l'article 39.1)b) du PCT :	31 mois à compter de la date de priorité	
Traduction de la demande internationale requise en[1] :	Portugais		
Éléments que doit comporter la traduction pour l'ouverture de la phase nationale[1] :	En vertu de l'article 22 du PCT : Description, revendications (si elles ont été modifiées, seulement telles que modifiées), texte éventuel des dessins, abrégé		
	En vertu de l'article 39.1) du PCT : Description, revendications, texte éventuel des dessins, abrégé (si l'un quelconque de ces éléments a été modifié, il doit figurer seulement tel que modifié par les annexes du rapport d'examen préliminaire international)		
Une copie de la demande internationale est-elle requise ?	Non		
Taxe nationale[2] :	Monnaie : Kwanza (AOA)		
	Pour un brevet :		
	Taxe de dépôt et de publication jusqu'à 15 revendications :	AOA	27.722
	plus, pour chaque revendication à partir de la 16e revendication :	AOA	792
	Pour un modèle d'utilité :		
	Taxe de dépôt et de publication jusqu'à 15 revendications :	AOA	13.464
	plus, pour chaque revendication à partir de la 16e revendication :	AOA	792
Exemption, réduction ou remboursement de la taxe nationale :	Néant		

[Suite sur la page suivante]

[1] Doit être remise dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

[2] Doit être payée dans un délai de 21 jours à compter de l'expiration du délai en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

RÉSUMÉ — Office désigné (ou élu) — RÉSUMÉ

AO — INSTITUT ANGOLAIS DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE — AO

[Suite]

Exigences particulières de l'office (règle 51*bis* du PCT) :	Désignation d'un mandataire si le déposant n'est pas domicilié en Angola[3] Justification de la désignation du mandataire (autorisation ou pouvoir) exigée[3] Nom et adresse de l'inventeur s'ils n'ont pas été indiqués dans la partie "requête" de la demande internationale[4, 5] Déclaration ou notification relative au droit du déposant de demander et d'obtenir un brevet[4, 5] Deux copies de la traduction de la demande internationale doivent être fournies Justification du changement du nom du déposant si le changement est survenu après la date du dépôt international et qu'il n'a pas été reflété dans une notification émanant du Bureau international (formulaire PCT/IB/306)[5] Fourniture, le cas échéant, d'un listage des séquences de nucléotides ou d'acides aminés sous forme électronique
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout avocat ou juriste habilité à représenter des déposants auprès de l'office national en Angola
L'office accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes

[3] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai fixé dans l'invitation.

[4] Cette exigence peut être remplie si la déclaration correspondante a été faite conformément à la règle 4.17 du PCT.

[5] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

6 mai 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants :
Notifications par des offices de jours chômés exceptionnels
en raison des effets de la pandémie de COVID-19

PH Philippines 94

Informations sur les États contractants

KW Koweït 94

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 95
IN Inde 95

Offices récepteurs

DM Dominique 95

Offices désignés (ou élus)

BR Brésil 95

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE JOURS CHÔMÉS EXCEPTIONNELS EN RAISON DES EFFETS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

PH Philippines

En raison des effets de la pandémie de COVID-19, l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** a notifié au Bureau international sa fermeture au public pour traiter d'affaires officielles du 29 mars au 30 avril 2021 (inclus).

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque, pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office, a expiré lors d'un des jours précités, ce délai a pris fin le 3 mai 2021, ou le premier jour suivant lequel l'office rouvrira au public pour traiter d'affaires officielles.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures consécutives à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement, et aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 16 avril 2020 (page 68).

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

Pour plus d'informations concernant les mesures adoptées par l'office en réponse à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer à l'instrument de suivi de la politique en matière de propriété intellectuelle en rapport avec la COVID-19 de l'OMPI, disponible à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/covid19-policy-tracker/

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

KW Koweït

Le **Ministère du commerce et de l'industrie, Département des marques et des brevets (Koweït)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son numéro de téléphone et à ses adresses de courrier électronique, qui sont désormais les suivants :

Téléphone :	(965) 66 62 36 63
Courrier électronique :	mansouralnzhan@gmail.com patent.department@moci.gov.kw eng_rashid7755@hotmail.com

En outre, l'office a notifié un changement relatif au dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) – l'original du document doit désormais être remis dans un délai de 90 jours à compter de la date de l'invitation, au lieu de 14 jours.

[Mise à jour de l'annexe B1(KW) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2021, sont de USD 302 pour un dépôt en ligne, et de USD 453 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **yen japonais (JPY)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2021, sont de JPY 14.400, ou JPY 3.600 dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier.

[Mise à jour de l'annexe D(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICE RÉCEPTEURS

DM Dominique

L'**Office de la propriété intellectuelle (Dominique)** a spécifié l'Office de la propriété intellectuelle du Canada et l'Office européen des brevets (OEB) en tant qu'administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées auprès du Bureau international par les ressortissants de la Dominique et les personnes domiciliées dans ce pays, avec effet depuis le 26 avril 2021.

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

BR Brésil

L'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** a notifié au Bureau international un changement concernant le dépôt de documents sur papier auprès de l'office, en sa qualité d'office désigné (ou élu) – depuis le 1er avril 2021, les documents pour l'ouverture de la phase nationale déposés sur papier sont reçus uniquement par courrier. Pour plus d'informations, il convient de se référer à l'Ordonnance officielle de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil), nº 22/21 du 29 mars 2021.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (BR) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

14 mai 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Instructions administratives du PCT : Modifications de l'appendice I de l'annexe F (norme concernant le dépôt et le traitement électroniques des demandes internationales)

Note du Bureau international 97

Informations sur les États contractants

BR Brésil 98

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 98
EP Organisation européenne des brevets 98
US États-Unis d'Amérique 98

Offices désignés (ou élus)

KW Koweït 99

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT : MODIFICATIONS DE L'APPENDICE I DE L'ANNEXE F (NORME CONCERNANT LE DÉPÔT ET LE TRAITEMENT ÉLECTRONIQUES DES DEMANDES INTERNATIONALES)

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

Après consultation avec des offices et administrations intéressés, conformément à la règle 89.2.b) du PCT et suite à la procédure de modification prévue dans les Instructions administratives du PCT (annexe F, section 2.5), les modifications des instructions administratives, annexe F, appendice I (DTDs en XML pour la norme e-PCT), sections 3 et 5, ont été promulguées[1], avec effet à compter du 1er juillet 2021.

Ces modifications concernent des Définitions des Types de Documents (DTDs), pour permettre:

– la possibilité de recherches complémentaires multiples (section 5.14, Composants de l'opinion écrite de l'administration chargée d'examen préliminaire international);

– l'inclusion de lettres de recherche antérieures pour "PCT Direct" (section 3.1, Paquets de données);

– à l'auteur de diviser la déclaration en sections (sections 5.7, Publication par le Bureau international, et 5.8, Dépôt de modifications et, le cas échéant, de déclarations (articles 19 et 34.2)b));

– l'inclusion de listage des séquences selon la norme ST.26 (sections 3.1, Paquet de données, et 5.7, Publication par le Bureau international); et

– l'inclusion d'informations supplémentaires concernant la citation et le passage (sections 3.3, Corps de la demande; 3.9, Tableau; 5.6, Données bibliographiques publiées par le Bureau international; 5.7, Publication par le Bureau international; 5.8, Dépôt de modifications et, le cas échéant, de déclarations (articles 19 et 34.2)b)); 5.9, Rapport de recherche internationale; 5.10, Rapport préliminaire international sur la brevetabilité; et 5.14, Composants de l'opinion écrite de l'administration chargée d'examen préliminaire international).

En raison de son contenu extrêmement technique, le texte consolidé modifié de l'annexe F, appendice I des instructions administratives n'est pas reproduit ici mais a été publié sous la forme du document PCT/AI/DTD/15 sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/fr/texts/pdf/ai_dtd_15.pdf

[1] Il convient de se référer à la circulaire C. PCT 1621 du 26 avril 2021.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

BR Brésil

L'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à ses numéros de téléphone et à ses adresses Internet, qui sont désormais les suivants :

Téléphone :	(55-21) 3037 37 42 (55-21) 3037 42 44
Internet :	https://www.gov.br/inpi/pt-br faleconosco.inpi.gov.br/faleconosco/

[Mise à jour de l'annexe B1(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2021, est de ZAR 30.610.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2021, est de ZAR 30.610.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2021, sont de ZAR 31.120 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, de ZAR 15.560 pour une petite entité, et ZAR 7.780 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

KW Koweït

Le **Ministère du commerce et de l'industrie, Département des marques et des brevets (Koweït)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe de dépôt faisant partie de la taxe nationale, exprimés en **dinar koweïtien (KWD)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces nouveaux montants, applicables depuis le 21 juillet 2019, sont comme suit :

Taxe nationale :

Taxe de dépôt :	KWD	40	dépôt effectué par un particulier
	KWD	80	dépôt effectué par une entreprise

En outre, l'office a notifié les conditions de réduction de la taxe de dépôt faisant partie de la taxe nationale – avec effet depuis le 21 juillet 2019, la taxe de dépôt est réduite de 50% lorsque le (la) déposant(e) est un(e) étudiant(e).

[Mise à jour du chapitre national, résumé (KW) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

20 mai 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

PH Philippines 101

Offices désignés (ou élus)

AG Antigua-et-Barbuda 101

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notification d'offices et autorités participants

LV Lettonie 102

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

PH Philippines

Conformément à la Proclamation présidentielle n° 1142 S.2021, l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le jeudi, 13 mai 2021, en plus de la fermeture précédemment prévue le vendredi, 14 mai 2021.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque, pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office, a expiré lors d'un des jours précités, ce délai a pris fin le lundi, 17 mai 2021.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures officielles susmentionnées, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

OFFICES DESIGNÉS (OU ÉLUS)

AG Antigua-et-Barbuda

L'**Office de la propriété intellectuelle et du commerce d'Antigua-et-Barbuda (ABIPCO)** a notifié au Bureau international la taxe pour une requête en restauration du droit de priorité, exprimée en **dollar des Caraïbes orientales (XCD)**. Le montant de cette taxe, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), en vertu de la règle 49*ter*.2.d) du PCT, est de XCD 800.

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATION D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Afin de faciliter l'accès aux documents de priorité, le Bureau international a créé le Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS"), conformément à une décision de 2006 de l'Assemblée de l'Union de Paris, de l'Assemblée du PLT et de l'Assemblée de l'Union du PCT.

Depuis avril 2009, le Bureau international, et tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés, est en mesure de participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT), dans un large éventail de supports et formats.

Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, ou de l'instruction 715.a)i) ou b) des Instructions administratives du PCT, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html

LV Lettonie

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, l'**Office letton des brevets** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, à la fois en tant qu'office ayant accès et office déposant, avec effet à compter du 1er juillet 2021[1].

[Mise à jour de l'annexe B1(LV) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Pour plus d'informations, veuillez consulter l'adresse suivante : https://www.wipo.int/das/fr/participating_offices/details.jsp?id=11775

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

27 mai 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

TH Thaïlande 104

Taxes payables en vertu du PCT

IN Inde 104

Offices désignés (ou élus)

AO Angola 105

IN Inde 105

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

TH Thaïlande

Le **Département de la propriété intellectuelle (DPI) (Thaïlande)** a notifié au Bureau international qu'il n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles les jours suivants :

– vendredi 12 février 2021;

– lundi 12 avril 2021; et

– lundi 10 mai 2021.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque, pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office, a expiré lors d'un des jours précités, ce délai a pris fin le premier jour suivant la réouverture de l'office au public pour traiter d'affaires officielles.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures officielles susmentionnées, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/page/index.xhtml?lang=FR

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IN Inde

L'**Office indien des brevets** a notifié au Bureau international de nouveaux montants, exprimés en **roupie indienne (INR)**, de la taxe de transmission (règle 14 du PCT) et de la taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT), payables à l'office en sa qualité d'office récepteur, ainsi qu'un changement relatif aux catégories de déposants auxquelles les montants de ces taxes sont applicables.

Avec effet depuis le 4 novembre 2020, la catégorie de déposants "Petite entité, seule ou avec personne(s) physique(s) et/ou startup" n'est plus disponible. Par conséquent, à compter de cette date, la liste récapitulative des catégories de déposants établies par l'office et des montants de taxes correspondants payables au titre de chaque catégorie, est comme suit :

	Personne(s) physique(s) ou startup(s) ou petite(s) entité(s)	*Autre(s), seule ou avec personne(s) physique(s) ou startup(s) ou petite(s) entité(s)*
Taxe de transmission :		
– dépôt électronique :	Néant	Néant
– dépôt sur papier :	INR 3.500	INR 17.600

Taxe pour le document de priorité[1] :

– transmission en ligne :				
jusqu'à 30 pages :	INR	1.000	INR	5.000
à partir de la 31e page, par page :	INR	30	INR	150
– transmission sur papier :				
jusqu'à 30 pages :	INR	1.100	INR	5.500
à partir de la 31e page, par page :	INR	30	INR	150

[Mise à jour de l'annexe C(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

AO Angola

Le 14 mai 2021, l'**Institut angolais de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international une correction relative aux délais applicables pour l'ouverture de la phase nationale, tels que publiés dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 29 avril 2021, page 91.

Le délai applicable pour l'ouverture de la phase nationale, en vertu des articles 22.1) et 39.1)a) du PCT, est de 30 mois à compter de la date de priorité.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (AO) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

L'**Office indien des brevets** a notifié au Bureau international de nouveaux montants, exprimés en **roupie indienne (INR)**, de plusieurs composantes de la taxe nationale de dépôt, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), ainsi qu'un changement relatif aux catégories de déposants auxquelles les montants de ces composantes sont applicables.

Avec effet depuis le 4 novembre 2020, la catégorie de déposants "Petite entité, seule ou avec personne(s) physique(s) et/ou startup" n'est plus disponible. Par conséquent, à compter de cette date, la liste récapitulative des catégories de déposants établies par l'office et des montants des composantes de la taxe de dépôt correspondants payables au titre de chaque catégorie, est comme suit :

[1] L'Office indien des brevets est un office participant au Service d'accès numérique aux documents de priorité de l'OMPI (DAS) (se référer au *Guide du déposant du PCT,* annexe B1(IN)). Aucune taxe n'est requise par l'office, lorsque, en sa qualité d'office déposant, il met à disposition une copie certifiée conforme du document de priorité par l'intermédiaire du DAS.

	Personne(s) physique(s) ou startup(s) ou petite(s) entité(s)	*Autre(s), seule ou avec personne(s) physique(s) ou startup(s) ou petite(s) entité(s)*
Taxe de dépôt[2] :		
– Jusqu'à 30 feuilles et 10 revendications :		
– dépôt électronique :	INR 1.600	INR 8.000
– dépôt sur papier :	INR 1.750	INR 8.800
– Pour chaque revendication de priorité supplémentaire, multiple de :		
– dépôt électronique :	INR 1.600	INR 8.000
– dépôt sur papier :	INR 1.750	INR 8.800
– Pour chaque feuille supplémentaire, à compter de la 31e :		
– dépôt électronique :	INR 160	INR 800
– dépôt sur papier :	INR 180	INR 880
– Pour chaque revendication supplémentaire, à compter de la 11e :		
– dépôt électronique :	INR 320	INR 1.600
– dépôt sur papier :	INR 350	INR 1.750
– Pour chaque page de listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés selon *The Patent Rules, 2003,* règle 9.3) :		
– dépôt électronique :	INR 160[3]	INR 800[4]
– dépôt sur papier :	non autorisé	non autorisé

[Mise à jour du chapitre national, résumé (IN) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT ou, lorsque le déposant demande expressément l'ouverture anticipée de la phase nationale, en même temps que la demande expresse.

[3] Sous réserve de INR 24.000 au maximum.

[4] Sous réserve de INR 120.000 au maximum.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

3 juin 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales :
notifications des offices récepteurs, des administrations chargées de la recherche internationale, des administrations indiquées pour la recherche supplémentaire et des administrations chargées de l'examen préliminaire international

EP Organisation européenne des brevets 108

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES ET D'AUTRES DOCUMENTS ET DE LA CORRESPONDANCE AYANT TRAIT AUX DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS DES OFFICES RÉCEPTEURS, DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE, DES ADMINISTRATIONS INDIQUÉES POUR LA RECHERCHE SUPPLÉMENTAIRE ET DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

EP Organisation européenne des brevets

En vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT, et conformément aux instructions 703, 710.b) et 713 des Instructions administratives du PCT, l'**Office européen des brevets (OEB)**, en sa qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale, d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, a notifié au Bureau international un changement relatif à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 18 mars 2021, pages 51 et suivantes.

En particulier, à partir du 1er janvier 2022, l'OEB n'acceptera plus les demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales déposées au moyen du nouveau dépôt en ligne (CMS) de l'OEB (précédemment dénommé le système de gestion des dossiers de l'OEB).

À compter du 1er janvier 2022, les moyens de dépôt des demandes internationales et d'autres documents et de la correspondance ayant trait aux demandes internationales sous forme électronique auprès de l'OEB seront : le dépôt en ligne de l'OEB, le dépôt par formulaire en ligne de l'OEB, le dépôt ePCT et le dépôt en ligne 2.0 de l'OEB.

[Mise à jour des annexes C(EP) et E(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

10 juin 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

CA Canada 110
EP Organisation européenne des brevets 110
JP Japon 110

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CA Canada

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ce montant, applicable à compter du 1er août 2021, est de USD 1.353.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **yen japonais (JPY)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er août 2021, est de JPY 236.100.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2021, sont de EUR 526 pour des recherches effectuées en japonais et de EUR 1.173 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

17 juin 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

CL Chili 112
GR Grèce 112
IS Islande 112
MT Malte 112

Offices récepteurs

GR Grèce 113
MX Mexique 113

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

CL Chili

L'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)** a notifié au Bureau international la suppression d'un de ses numéros de téléphone. Le numéro de téléphone qui est disponible est le suivant :

Téléphone :	(56-2) 28 87 05 51

[Mise à jour de l'annexe B1(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

GR Grèce

L'**Organisation de la propriété industrielle (OBI) (Grèce)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à ses numéros de téléphone, qui sont désormais les suivants :

Téléphone :	(30-210) 618 36 67 (30-210) 618 35 08

De plus, l'office a notifié qu'il envoie désormais, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales.

[Mise à jour de l'annexe B1(GR) du *Guide du déposant du PCT*]

IS Islande

L'**Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)** a notifié au Bureau international que, depuis le 1er janvier 2021, l'office a supprimé ses services de télécopie.

[Mise à jour de l'annexe B1(IS) du *Guide du déposant du PCT*]

MT Malte

La **Direction de l'enregistrement de la propriété industrielle, Département du commerce, Ministère pour l'économie, l'investissement et les petites entreprises (Malte)** a notifié au Bureau international un changement relatif au nom de l'office, comme suit :

Nom de l'office :	Direction de l'enregistrement de la propriété industrielle, Département du commerce, Ministère pour l'économie et l'industrie (Malte)

En outre, l'office a notifié qu'il a supprimé ses services de télécopie.

[Mise à jour de l'annexe B1(MT) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

GR Grèce

L'**Organisation de la propriété industrielle (OBI) (Grèce)** a notifié au Bureau international un changement relatif au nombre d'exemplaires sur papier de la demande internationale requis par l'office – un exemplaire doit désormais être fourni, au lieu de trois.

[Mise à jour de l'annexe C(GR) du *Guide du déposant du PCT*]

MX Mexique

L'**Institut mexicain de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international un changement relatif au nombre d'exemplaires sur papier de la demande internationale requis par l'office – un exemplaire doit désormais être fourni, au lieu de trois.

[Mise à jour de l'annexe C(MX) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

24 juin 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

SA Arabie saoudite 115
US États-Unis d'Amérique 115

Taxes payables en vertu du PCT

CN Chine 115

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

ME Monténégro 116

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

SA Arabie saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a notifié au Bureau international un changement relatif à ses numéros de téléphone, qui sont désormais les suivants :

Téléphone : (966-11) 280 59 76
(966-11) 280 12 21

[Mise à jour de l'annexe B1(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En commémoration de la Journée nationale de l'indépendance du "Juneteenth", l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)** n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le vendredi 18 juin 2021.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré le jour précité, ce délai a pris fin le lundi 21 juin 2021.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CN Chine

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**. Ce montant, applicable à compter du 1er août 2021, est de USD 328.

[Mise à jour de l'annexe D(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

ME Monténégro

Les demandes internationales peuvent être déposées et traitées sous forme électronique ou par des moyens électroniques, conformément à la septième partie (cadre juridique) et à l'annexe F (norme technique) des Instructions administratives du PCT, et tel que prévu à la règle 89*bis*.1 du PCT.

Le **Ministère de l'économie, Département de la propriété intellectuelle (Monténégro)**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du 1er août 2021, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (382) 20 234 591

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : mladen.koprivica@mek.gov.me

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.ziscg.me).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(ME) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

1er juillet 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

CZ Tchéquie 120
IS Islande 120

Taxes payables en vertu du PCT

CL Chili 120

Offices récepteurs

CA Canada 120

Offices désignés (ou élus)

CA Canada 121

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

CZ Tchéquie

L'**Office de la propriété industrielle de la République tchèque** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse Internet, qui est désormais la suivante :

Internet : www.upv.gov.cz

[Mise à jour de l'annexe B1(CZ) du *Guide du déposant du PCT*]

IS Islande

L'**Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)** a notifié au Bureau international des changements relatifs au dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) – l'office n'accepte plus le dépôt de documents par télécopieur; toutefois, depuis le 1er janvier 2021, tous types de documents peuvent être transmis à l'office par courrier électronique et l'original du document n'est plus exigé.

[Mise à jour de l'annexe B1(IS) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CL Chili

L'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)** a notifié au Bureau international que, en tant qu'office déposant participant au Service d'accès numérique aux documents de priorité (DAS), aucune taxe n'est exigée par l'office lorsqu'il met une copie certifiée conforme du document de priorité à disposition par l'intermédiaire du DAS.

[Mise à jour de l'annexe C(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international des changements concernant ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office, en sa qualité d'office récepteur. Depuis le 28 juin 2021, les personnes suivantes peuvent agir en cette qualité :

> Personne physique titulaire d'un permis d'agent de brevets ou d'un permis d'agent de brevets en formation délivré par le Collège des agents de brevets et des agents de marques de commerce. Un déposant peut nommer tous les agents de brevets qui travaillent dans la même entreprise pour le représenter à l'égard de sa demande de brevet.

[Mise à jour de l'annexe C(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international un changement apporté à ses exigences particulières en vertu de la règle 51*bis*.1.b) du PCT, concernant la représentation par un mandataire.

Avec effet depuis le 28 juin 2021, la liste récapitulative des exigences particulières de l'office, en vertu de la règle 51*bis* du PCT (Certaines exigences nationales admises en vertu de l'article 27), est comme suit :

- Le nom et l'adresse postale de chaque inventeur.
- Une déclaration selon laquelle (i) le (les) déposant(s) a (ont) le droit de déposer une demande de brevet, ou (ii) le déposant est l'unique inventeur ou, en cas de déposants multiples, les déposants sont tous (également) les inventeurs et les uniques inventeurs.
- Lorsqu'il a des raisons légitimes de douter que la personne qui entre dans la phase nationale est le déposant de la demande internationale, ou son représentant légal, le commissaire demandera des preuves lui permettant d'établir les droits de propriété de la demande internationale. Un déposant peut accompagner la demande d'entrée dans la phase nationale de justificatifs attestant que la personne qui procède à l'entrée dans la phase nationale est le déposant de la demande internationale ou son représentant légal. Ces justificatifs peuvent comprendre : le formulaire PCT/IB/306, un document ordonnant le transfert de droits, ou un document attestant d'un changement de nom.
- Désignation d'un mandataire si le déposant n'est pas l'inventeur.
- La preuve du consentement du mandataire à sa nomination est requise lorsque le document qui le nomme est remis par une personne autre que le mandataire désigné.

De plus, l'office a notifié des changements concernant ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office, en sa qualité d'office désigné (ou élu). Depuis le 28 juin 2021, les personnes suivantes peuvent agir en cette qualité :

> Personne physique titulaire d'un permis d'agent de brevets ou d'un permis d'agent de brevets en formation délivré par le Collège des agents de brevets et des agents de marques de commerce. Un déposant peut nommer tous les agents de brevets qui travaillent dans la même entreprise pour le représenter à l'égard de sa demande de brevet.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CA), du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

8 juillet 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

IL Israël 123
UA Ukraine 123

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 123
BR Brésil 123
JP Japon 124
SA Arabie saoudite 124
SG Singapour 124

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : arrêt du développement, de la distribution et du soutien du logiciel PCT-SAFE par le Bureau international

IB Bureau international de l'OMPI 124

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : notification par des offices de la participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) 126
CU Office cubain de la propriété industrielle 126
EG Office égyptien des brevets 126
IN Office indien des brevets 127
JP Office des brevets du Japon (JPO) 127
KZ Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan) 127
RO Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie) 127

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

IL Israël

L'**Office des brevets d'Israël** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse Internet, qui est désormais la suivante :

Internet : https://www.gov.il/en/departments/ilpo

[Mise à jour de l'annexe B1(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

UA Ukraine

Le **Ministère du développement de l'économie, du commerce et de l'agriculture de l'Ukraine, Département du développement de la propriété intellectuelle** a notifié au Bureau international des changements relatifs au nom de l'office, qui est désormais le suivant :

Nom de l'office : Autorité nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)"

[Mise à jour de l'annexe B1(UA) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er septembre 2021, est de ZAR 23.560.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2021, sont de CHF 306 et USD 330 pour un dépôt en ligne, et de CHF 458 et USD 495 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar de Singapour (SGD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée (en anglais) par l'**Office des brevets du Japon (JPO)**. Ce montant, applicable à compter du 1er septembre 2021, est de SGD 1.906.

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

SA Arabie saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a notifié au Bureau international des changements relatifs aux montants de la taxe pour une requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT), exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur.

Depuis le 1er juin 2021, les montants de cette taxe sont de USD 534 ou de USD 276 (dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier).

[Mise à jour de l'annexe C(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **yen japonais (JPY)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour**. Ce montant, applicable à compter du 1er septembre 2021, est de JPY 183.400.

[Mise à jour de l'annexe D(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : ARRÊT DU DÉVELOPPEMENT, DE LA DISTRIBUTION ET DU SOUTIEN DU LOGICIEL PCT-SAFE PAR LE BUREAU INTERNATIONAL

IB Bureau international de l'OMPI

À compter du 30 juin 2022, le Bureau international mettra fin au développement, à la distribution et au soutien du logiciel PCT-SAFE; la dernière version prévue sera en avril 2022 et aucune autre mise à jour du logiciel ne sera fournie après cette date.

Bien que le Bureau international recommande expressément de ne pas le faire, à partir du 1er juillet 2022, les déposants PCT pourront continuer à préparer et déposer des demandes PCT en utilisant les versions existantes du logiciel PCT-SAFE auprès des offices récepteurs qui continuent de les accepter.

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : NOTIFICATION PAR DES OFFICES DE LA PARTICIPATION AU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI AUX FINS DU PCT

Depuis le 1er juillet 2020, tout office récepteur du PCT ("RO"), toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), toute administration chargée de la recherche internationale supplémentaire ("SISA"), ou toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA") peut participer, en tant "qu'office participant", au mécanisme d'échange de taxes du PCT d'un office (ci-après dénommé "office percepteur") à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire") par l'intermédiaire du Bureau international ("IB") aux fins du PCT (le "service de transfert de taxes de l'OMPI"), en vertu de la règle 96.2 du PCT et conformément aux dispositions énoncées dans l'annexe G des Instructions administratives du PCT.

Un office participant au Service de transfert de taxes de l'OMPI en tant qu'office percepteur peut transférer les taxes et différences y relatives suivantes, conformément à l'annexe G des instructions administratives :

- **la taxe internationale de dépôt** (règle 15.2.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit du Bureau international;
- **la taxe de recherche** (règle 16.1.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit d'un office participant en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale;
- **la taxe de recherche supplémentaire** (règle 45*bis*.3.b)) perçue par le Bureau international au profit d'un office participant en sa qualité d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire;
- **la taxe de traitement** (règle 57.2.c) ou d)) perçue par une administration chargée de l'examen préliminaire international au profit du Bureau international; et
- **la différence en ce qui concerne la taxe de recherche** (règle 16.1.e)) perçue par l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale dans une monnaie autre que la monnaie fixée[1].

De plus, conformément à l'annexe G, partie II, paragraphe 3 des instructions administratives, le transfert des taxes et différences susmentionnées, par l'office percepteur au Bureau international, aux fins de son transfert ultérieur à l'office bénéficiaire, est réputé constituer le transfert desdites taxes conformément à la règle applicable, et ne doit pas être considéré comme un paiement de l'office percepteur à un tiers.

Entre le 1er avril 2021 et le 30 juin 2021 (inclus)[2], les offices suivants ont notifié au Bureau international leur participation, ou un changement apporté à l'étendue de leur participation, au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, conformément à l'annexe G, partie II.1 des Instructions administratives du PCT :

---

1 En ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé la taxe de recherche, applicable lorsque le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé.

2 Des listes complètes des transferts de taxes du PCT qui ont fait partie du Service de transfert de taxes de l'OMPI du 1er juillet 2020 au 20 novembre 2020 et du 21 novembre 2020 au 31 mars 2021 sont disponibles dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 26 novembre 2020 (pages 256 et suivantes) et du 8 avril 2021 (pages 74 et suivantes), respectivement.

	Transferts de taxes du PCT				
	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant[3] (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
AP Organisation Régionale Africaine de la Propriété Intellectuelle (ARIPO)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, SE	n/a	n/a	n/a
CU Office cubain de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, BR, EP, ES, RU	n/a	n/a	n/a
EG Office égyptien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, US en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/OM, QA, SA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire: *reçoit les transferts en EGP pour les taxes de recherche perçues par tout RO non-participant ayant spécifié ISA/EG*

[3] Les lignes relatives aux offices participants ayant un accord avec le Bureau international de l'OMPI en ce qui concerne le fonctionnement en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) sont identifiées par une teinte gris clair.

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
IN Office indien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, SE, US en tant qu'ISA bénéficiaire:[4] *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/JP	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire:[4] *reçoit les transferts en INR pour les taxes de recherche perçues par tout RO non-participant ayant spécifié ISA/IN*
JP Office des brevets du Japon (JPO)	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, IN[4], SG en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/KR, MY, PH, SG, US, VN	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire: *reçoit les transferts en JPY pour les taxes de recherche perçues par tout RO non-participant ayant spécifié ISA/JP*
KZ Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, RU	n/a	n/a	n/a
RO Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a

[4] Avec effet depuis le 1er juillet 2021.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

15 juillet 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 129
CO Colombie 129

Offices désignés (ou élus)

CO Colombie 129
TR Turquie 130

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2021, sont de EUR 285 pour un dépôt en ligne, et de EUR 428 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

CO Colombie

La **Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe de transmission, exprimés en **peso colombien (COP)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces nouveaux montants, applicables depuis le 1er juillet 2021, sont les suivants :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :

– dépôt électronique : COP 419.640

– dépôt sur papier : COP 503.470

[Mise à jour de l'annexe C(CO) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CO Colombie

La **Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale[1], exprimés en **peso colombien (COP)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces nouveaux montants, applicables depuis le 1er juillet 2021, sont les suivants :

Pour un brevet :	En ligne	Sur papier
Taxe de dépôt :	COP 84.840	COP 105.160
Taxe annuelle :		
– de la 1ère à la 4ème année, par année :	COP 279.420 (415.580)[2]	COP 335.820 (498.390)[2]
Pour un modèle d'utilité :		
– Taxe de dépôt :	COP 75.190	COP 92.460

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CO), du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT. Pour connaître le montant de la taxe en vigueur, se renseigner auprès de l'office ou du mandataire.

[2] Le montant indiqué entre parenthèses est applicable en cas de paiement tardif pendant une période de grâce de six mois à compter de la date d'échéance.

TR Turquie

L'**Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)**, en sa qualité d'office désigné (ou élu), a notifié au Bureau international un changement concernant le délai dans lequel une traduction de la demande internationale doit être remise à l'office : la traduction doit être remise dans un délai de deux mois à compter de la date d'ouverture de la phase nationale.

De plus, l'office a notifié de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale[3], exprimés en **lire turque (TRY)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces nouveaux montants, applicables depuis le 1er janvier 2021, sont les suivants :

Pour un brevet ou un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt :	TRY	2.015
Taxe pour certificat de délivrance :	TRY	400
Taxe de renouvellement pour la troisième année :	TRY	400
Rétablissement des droits :	TRY	2.610

[Mise à jour du chapitre national, résumé (TR), du *Guide du déposant du PCT*]

[3] Doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT. Toutefois, la taxe nationale peut encore être payée dans un délai de trois mois à compter de la date d'ouverture de la phase nationale, à condition qu'une taxe additionnelle soit acquittée avec la taxe nationale pendant cette période.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

22 juillet 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

CA Canada 132
WS Samoa 132

Taxes payables en vertu du PCT

RU Fédération de Russie 132

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son adresse postale, qui est désormais comme suit :

Adresse postale :

Le commissaire aux brevets
Office de la propriété intellectuelle
du Canada
Place du Portage I, 50 rue Victoria
pièce C-114
Gatineau, Québec
K1A 0C9 (Messagerie J8X 3X1)
Canada

[Mise à jour de l'annexe B1(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

WS Samoa

Le **Ministère du commerce, de l'industrie et du travail (Samoa)** a notifié au Bureau international les titres de protection nationale disponibles par la voie PCT, lorsque le Samoa est désigné (ou élu) : la protection par brevet et par brevet d'innovation est disponible; la protection par modèle d'utilité n'est pas disponible.

[Mise à jour de l'annexe B1(WS) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2021, sont de EUR 98 pour des recherches effectuées en russe, et de EUR 459 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

29 juillet 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

PH Philippines 134

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

PH Philippines

L'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** a notifié au Bureau international qu'il n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le mardi 20 juillet 2021, en commémoration de l'*Aid'l Adha* (la fête du sacrifice).

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré le jour précité, ce délai a pris fin le mercredi 21 juillet 2021, ou le premier jour suivant la réouverture de l'office au public pour traiter d'affaires officielles.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

12 août 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

ES Espagne 136

Délivrance par le Bureau international de copies de documents : Notification d'offices élus en vertu de la règle 94.1.c) du PCT

EP Organisation européenne des brevets 136

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

ES Espagne

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément à l'instruction 710.b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office espagnol des brevets et des marques**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à ses notifications publiées dans la Gazette du PCT n° 03/2004, pages 1733 et suivantes, et dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 14 octobre 2010, page 178.

En particulier, à compter du 1er novembre 2021, l'Office espagnol des brevets et des marques, en sa qualité d'office récepteur, n'acceptera plus les demandes internationales sous forme électronique déposées au moyen du logiciel PCT-SAFE.

Par conséquent, à compter du 1er novembre 2021, le point relatif aux logiciels de dépôt électronique, tel que spécifié par l'office dans les numéros des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionnés, sera remplacé par le suivant :

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– logiciel de dépôt en ligne de l'OEB

[Mise à jour de l'annexe C(ES) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉLIVRANCE PAR LE BUREAU INTERNATIONAL DE COPIES DE DOCUMENTS : NOTIFICATION D'OFFICES ÉLUS EN VERTU DE LA RÈGLE 94.1.c) DU PCT

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle modifiée 94.1.c) du PCT, qui est entrée en vigueur le 1er juillet 2020, l'**Office européen des brevets (OEB)**, en sa qualité d'office élu, a demandé au Bureau international de délivrer, au nom de cet office, des copies de tout document qui lui a été transmis en vertu de la règle 71.1.a) ou b) par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, conformément aux Instructions administratives du PCT.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

19 août 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants
AM Arménie 138

Offices récepteurs
AM Arménie 138
VN Viet Nam 139

Offices désignés (ou élus)
AM Arménie 139
EE Estonie 139

Restauration du droit de priorité :
Notifications en vertu des règles 26*bis*.3.i) et 49*ter*.2.g) du PCT
AM Arménie 140

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

AM Arménie

L'**Agence de la propriété intellectuelle de la République d'Arménie** a notifié au Bureau international des changements relatifs au nom de l'office, ainsi qu'à son siège et adresse postale, qui sont désormais les suivants :

Nom de l'office :	Office de la propriété intellectuelle de la République d'Arménie
Siège et adresse postale :	Republic Square, Government House 3 Yerevan 0010 Arménie

De plus, l'office a notifié un changement concernant les dispositions de la législation nationale de l'Arménie relatives aux restrictions s'agissant du dépôt de demandes internationales auprès de l'Office eurasien des brevets (OEAB) ou du Bureau international de l'OMPI : les dispositions sont désormais disponibles dans la *Loi sur les brevets*, l'article 58.

En outre, l'office a notifié au Bureau international un changement relatif aux titres de protection nationale disponibles par la voie PCT, lorsque l'Arménie est désignée (ou élue) : depuis le 1er juillet 2021, la protection par brevet et par brevet de courte durée sont disponibles, et la protection par modèle d'utilité n'est plus disponible.

[Mise à jour de l'annexe B1(AM) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

AM Arménie

L'**Office de la propriété intellectuelle de la République d'Arménie**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international que, depuis le 1er juillet 2021, il accepte le russe[1], en plus de l'anglais, en tant que langue de dépôt des demandes internationales et des requêtes, (règle 12.1)a) et c) du PCT).

[Mise à jour de l'annexe C(AM) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Si la langue dans laquelle la demande internationale est déposée n'est pas acceptée par l'administration chargée de la recherche internationale (voir l'annexe D), le déposant devra remettre une traduction (règle 12.3 du PCT).

VN Viet Nam

L'**Office de la propriété intellectuelle du Viet Nam (IP Viet Nam)** a notifié au Bureau international des changements concernant ses exigences en matière de représentation auprès de l'office, en sa qualité d'office récepteur, comme suit :

– un mandataire n'est pas exigé si le déposant est domicilié au Viet Nam, ou s'il a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux dans ce pays;

– un mandataire est exigé si le déposant n'est pas domicilié au Viet Nam, ou lorsqu'il y a plusieurs déposants, le premier déposant nommé sur le formulaire de requête (PCT/RO/101) n'est pas domicilié dans ce pays.

[Mise à jour de l'annexe C(VN) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

AM Arménie

L'**Office de la propriété intellectuelle de la République d'Arménie**, a notifié au Bureau international un changement concernant la taxe de revendication qui fait partie de la taxe nationale de dépôt, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) : depuis le 1er juillet 2021, une taxe supplémentaire est payable pour chaque revendication à compter de la sixième, au lieu de chaque revendication indépendante à compter de la deuxième.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (AM) du *Guide du déposant du PCT*]

EE Estonie

Le 2 août 2021, l'**Office estonien des brevets** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de revendication qui fait partie de la taxe nationale de dépôt, exprimé en **euro (EUR)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), comme suit :

Taxe nationale :

Pour un brevet :

Taxe de revendication pour chaque revendication à compter de la 11e :	EUR	13

[Mise à jour du chapitre national, résumé (EE) du *Guide du déposant du PCT*]

RESTAURATION DU DROIT DE PRIORITÉ : NOTIFICATIONS EN VERTU DES RÈGLES 26*BIS*.3 ET 49*TER*.2

AM Arménie

En vertu des règles 26*bis*.3.i) et 49*ter*.2.g) du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle de la République d'Arménie**, en ses qualités d'office récepteur et d'office désigné, a informé le Bureau international qu'il applique, depuis le 1er juillet 2021, le critère de "caractère non intentionnel", et non plus celui de la "diligence requise", aux requêtes en restauration du droit de priorité.

[Mise à jour de l'annexe C(AM) et du chapitre national, résumé (AM), du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

26 août 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants
KZ Kazakhstan 142

Taxes payables en vertu du PCT
KZ Kazakhstan 142

Offices récepteurs
GT Guatemala / Bureau international de l'OMPI 142

Offices désignés (ou élus)
KZ Kazakhstan 143

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

KZ Kazakhstan

L'**Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son siège et son adresse postale, comme suit :

Siège et adresse postale : Mangilik Yel Avenue 57A
010000 Nur-Sultan
Kazakhstan

En outre, l'office a notifié qu'il envoie désormais, par courrier électronique, des notifications en relation avec les demandes internationales.

[Mise à jour de l'annexe B1(KZ) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

KZ Kazakhstan

L'**Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan)** a notifié un nouveau montant de la taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT), exprimé en **tenge kazakh (KZT)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant est de KZT 1.100 dans le cas où le déposant est une personne physique.

[Mise à jour de l'annexe C(KZ) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

GT Guatemala
IB Bureau international

En vertu de la règle 19.1.b) du PCT, le **Registre de la propriété intellectuelle (Guatemala)** a notifié au Bureau international que, à compter du 1er septembre 2021, il cessera d'agir en tant qu'office récepteur et il délèguera ses fonctions d'office récepteur au Bureau international.

[Mise à jour des annexes B(GT) et C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

KZ Kazakhstan

L'**Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) (Kazakhstan)** a notifié de changements de plusieurs composantes faisant partie de la taxe nationale, exprimés en **tenge kazakh (KZT)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). La liste récapitulative desdites composantes est la suivante :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt :	KZT	20.320,16
Taxe d'examen :	KZT	66.959,20
Taxe annuelle pour les trois premières années de maintien en vigueur, par année :		KZT 20.320,16

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt :	KZT	16.450,56
Taxe annuelle pour les trois premières années de maintien en vigueur, par année :	KZT	16.450,56

[Mise à jour du chapitre national, résumé (KZ) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

2 septembre 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

GT Guatemala 145

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 145

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

GT Guatemala

Le **Registre de la propriété intellectuelle (Guatemala)** a notifié au Bureau international la suppression de ses numéros de télécopieur, ainsi qu'un changement relatif à son siège et son adresse postale et l'addition d'une nouvelle extension de son numéro de téléphone, comme suit :

Siège et adresse postale :	7a. Avenida 7-61, zona 4, primer nivel Guatemala Ciudad 01004 Guatemala
Téléphone :	(502) 232 470 70 ext. 105 et 109

[Mise à jour de l'annexe B1(GT) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

Un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2021, est de CHF 1.449.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

10 septembre 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

BA Bosnie-Herzégovine 147
DO République dominicaine 147

Informations sur les États contractants : Notifications par des offices de jours chômés exceptionnels en raison des effets de la pandémie de COVID-19

PH Philippines 147

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 148
RS Serbie 148

Offices désignés (ou élus)

RS Serbie 149

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique : exigences des offices désignés et élus

EA Organisation eurasienne des brevets 150

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

BA Bosnie-Herzégovine

L'**Institut pour la propriété intellectuelle de la Bosnie-Herzégovine** a notifié au Bureau international des informations supplémentaires relatives au siège et à l'adresse postale de son agence à Sarajevo, comme suit :

Siège et adresse postale : Sarajevo : Bulevar Meše Selimovića 95
Lamela C, 3 sprat
71000 Sarajevo
Bosnie-Herzégovine

[Mise à jour de l'annexe B1(BA) du *Guide du déposant du PCT*]

DO République dominicaine

L'**Office national de la propriété industrielle (République dominicaine)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à ses adresses de courrier électronique, qui sont désormais les suivants :

Courrier électronique : i.ramirez@onapi.gob.do
r.nunez@onapi.gob.do
l.castillo@onapi.gob.do

[Mise à jour de l'annexe B1(DO) du *Guide du déposant du PCT*]

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE JOURS CHÔMÉS EXCEPTIONNELS EN RAISON DES EFFETS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

PH Philippines

En raison de circonstances liées à la pandémie de COVID-19, l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** a notifié au Bureau international sa fermeture au public pour traiter d'affaires officielles du 6 au 20 août 2021 (inclus).

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré lors d'un des jours précités, ce délai a pris fin le 23 août 2021.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures consécutives à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement, et aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 16 avril 2020 (page 68).

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

Pour plus d'informations concernant les mesures adoptées par l'office en réponse à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer à l'*Instrument de suivi de la politique en matière de propriété intellectuelle en rapport avec la COVID-19 de l'OMPI*, disponible à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/covid19-policy-tracker/

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar australien (AUD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2021, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	AUD	2.019
Taxe par feuille à compter de la 31e :	AUD	23
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	AUD	304
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	AUD	455
Taxe de traitement :	AUD	304

[Mise à jour des annexes C(AU) et E(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

RS Serbie

L'**Office de la propriété intellectuelle (Serbie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dinar serbe (RSD)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces nouveaux montants, applicables depuis le 1er juillet 2021, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT)[1] : RSD 8.210

[1] Cette taxe est réduite de 50% lorsque la demande internationale est déposée par une personne physique.

Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT)[2] :		RSD	1.970	pour le premier document jusqu'à 10 pages
	plus	RSD	490	pour chaque document supplémentaire jusqu'à 10 pages
	plus	[sans changement]		pour chaque page à compter de la 11e
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT)[2] :		RSD	3.300	

[Mise à jour de l'annexe C(RS) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

RS Serbie

L'**Office de la propriété intellectuelle (Serbie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale, exprimés en **dinar serbe (RSD)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces nouveaux montants, applicables depuis le 1er juillet 2021, sont comme suit :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt[2] :	RSD	8.210
Taxe de revendication pour chaque revendication à compter de la 11e [2] :	RSD	800
Surtaxe pour ouverture tardive de la phase nationale :	50% de la taxe de dépôt	
Taxe d'examen[2] :	RSD	8.210
Taxe annuelle pour les trois premières années[2] :	RSD	11.510

Pour un "*petty patent*" :

Taxe de dépôt[2] :	RSD	8.210
Surtaxe pour ouverture tardive de la phase nationale :	50% de la taxe de dépôt	

[Mise à jour du chapitre national, résumé (RS), du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Cette taxe est réduite de 50% lorsque la demande internationale est déposée par une personne physique.

DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES ET AUTRE MATÉRIEL BIOLOGIQUE : EXIGENCES DES OFFICES DÉSIGNÉS ET ÉLUS

EA Organisation eurasienne des brevets

En vertu de la règle 13*bis*.7.a)ii) du PCT, l'**Office eurasien des brevets (OEAB)**, en sa qualité d'office désigné (ou élu), a notifié au Bureau international des changements relatifs à ses exigences, concernant le dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique, qui sont désormais les suivantes :

Office désigné (ou élu)	Délai (éventuel) inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, dans lequel le déposant doit fournir :		Indications (éventuelles) qui doivent figurer outre celles exigées dans la règle 13*bis*.3.a)i) à iii) selon les notifications des offices intéressés
	les indications exigées dans la règle 13*bis*.3.a)i) à iii)	toute indication supplémentaire spécifiée dans la colonne adjacente de droite	
Organisation eurasienne des brevets Office eurasien des brevets (OEAB)	Lorsque le déposant requiert la publication dans un délai inférieur à 16 mois à compter de la date de priorité, pas plus tard qu'une telle requête	Lors du dépôt (comme partie de la demande)	Dans la mesure où ils sont accessibles au déposant, renseignements se rapportant aux caractéristiques du micro-organisme

[Mise à jour de l'annexe L du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

16 septembre 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

KG Kirghizistan 152

Taxes payables en vertu du PCT

BA Bosnie-Herzégovine 152
IL Israël 152

Offices désignés (ou élus)

DO République dominicaine 153

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

KG Kirghizistan

Le **Service d'état de la propriété intellectuelle et de l'innovation auprès du gouvernement de la République kirghize** a notifié au Bureau international un changement relatif au nom de l'office, et à un numéro de téléphone supplémentaire, comme suit :

Nom de l'office :	Agence d'état de la propriété intellectuelle et de l'innovation auprès du Cabinet des ministres de la République kirghize
Téléphone :	(996-312) 68 08 19 (996-312) 68 10 71

[Mise à jour de l'annexe B1(KG) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BA Bosnie-Herzégovine

Le 1er septembre 2021, l'**Institut pour la propriété intellectuelle de la Bosnie-Herzégovine** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT), exprimé en **mark convertible de Bosnie-Herzégovine (BAM)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Le montant de cette taxe est désormais de BAM 40.

[Mise à jour de l'annexe C(BA) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

Un nouveau montant équivalent, exprimé en **nouveau sheqel israélien (ILS)**, a été établi pour la taxe de traitement, en vertu de la règle 57.2.d) du PCT. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2021, est de ILS 704.

[Mise à jour de l'annexe E(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

DO République dominicaine

Le 25 août 2021, l'**Office national de la propriété industrielle (République dominicaine)** a notifié au Bureau international des changements relatifs aux composantes de la taxe de dépôt faisant partie de la taxe nationale, exprimée en **peso dominicain (DOP)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). La taxe de dépôt est désormais comme suit :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt :

– jusqu'à 30 feuilles	DOP	11.500
– pour chaque feuille supplémentaire	DOP	75

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt :

– jusqu'à 30 feuilles	DOP	8.050
– pour chaque feuille supplémentaire	DOP	75

[Mise à jour du chapitre national, résumé (DO) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

23 septembre 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

ME Monténégro 155

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

ME Monténégro

Le **Ministère de l'économie, Département de la propriété intellectuelle (Monténégro)** a notifié au Bureau international un changement relatif au nom de l'office, qui est désormais comme suit :

Nom de l'office :	Ministère du développement économique, Département de la propriété intellectuelle (Monténégro)

[Mise à jour de l'annexe B1(ME) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

30 septembre 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

DJ Djibouti 157
PL Pologne 157

Offices désignés (ou élus)

DO République dominicaine 157

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

DJ Djibouti

L'**Office djiboutien de la propriété industrielle et commerciale (ODPIC)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse de courrier électronique, qui est désormais comme suit :

Courrier électronique :	dj.epct@odpic.dj

[Mise à jour de l'annexe B1(DJ) du *Guide du déposant du PCT*]

PL Pologne

L'**Office des brevets de la République de Pologne** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son siège et à son adresse Internet, qui sont désormais les suivants :

Siège :	Al. Niepodleglości 188/192 PL-00-950 Warszawa Pologne
Internet :	https://www.uprp.gov.pl

[Mise à jour de l'annexe B1(PL) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

DO République dominicaine

L'**Office national de la propriété industrielle (République dominicaine)** a notifié au Bureau international un changement relatif à ses exigences particulières en vertu de la règle 51*bis* du PCT, concernant la fourniture, le cas échéant, des listages des séquences nucléotides ou d'acides aminés : l'office exige désormais la fourniture d'un listage des séquences de nucléotides ou d'acides aminés sur papier et sous forme électronique.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (DO) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

7 octobre 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

CA Canada 159
PL Pologne 159

Taxes payables en vertu du PCT

KR République de Corée 159

Offices désignés (ou élus)

TN Tunisie 160

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : notification par des offices de la participation au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT

CA Canada 161
CL Chili 162
IR République islamique d'Iran 162
ME Monténégro 162
TT Trinité-et-Tobago 162
UA Ukraine 163

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international qu'il n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le jeudi 30 septembre 2021.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré le jour précité, ce délai a pris fin le vendredi 1er octobre 2021.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

PL Pologne

L'**Office des brevets de la République de Pologne** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse de courrier électronique, qui est désormais la suivante :

Courrier électronique : plpctteam@uprp.gov.pl

[Mise à jour de l'annexe B1(PL) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar néo-zélandais (NZD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2021, sont de NZD 538 pour des recherches effectuées en coréen et de NZD 1.435 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

TN Tunisie

Des renseignements se rapportant aux exigences de l'**Institut national de la normalisation et de la propriété industrielle (INNORPI) (Tunisie)** en tant qu'office désigné (ou élu) en vertu du PCT figurent désormais dans le résumé du chapitre national (TN) du *Guide du déposant du PCT*, qui est publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA RÈGLE 96.2 DU PCT : NOTIFICATION PAR DES OFFICES DE LA PARTICIPATION AU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI AUX FINS DU PCT

Depuis le 1er juillet 2020, tout office récepteur du PCT ("RO"), toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), toute administration chargée de la recherche internationale supplémentaire ("SISA"), ou toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA") peut participer, en tant "qu'office participant", au mécanisme d'échange de taxes du PCT d'un office (ci-après dénommé "office percepteur") à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire") par l'intermédiaire du Bureau international ("IB") aux fins du PCT (le "service de transfert de taxes de l'OMPI"), en vertu de la règle 96.2 du PCT et conformément aux dispositions énoncées dans l'annexe G des Instructions administratives du PCT.

Un office participant au Service de transfert de taxes de l'OMPI en tant qu'office percepteur peut transférer les taxes et différences y relatives suivantes, conformément à l'annexe G des instructions administratives :

- **la taxe internationale de dépôt** (règle 15.2.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit du Bureau international;
- **la taxe de recherche** (règle 16.1.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit d'un office participant en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale;
- **la taxe de recherche supplémentaire** (règle 45*bis*.3.b)) perçue par le Bureau international au profit d'un office participant en sa qualité d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire;
- **la taxe de traitement** (règle 57.2.c) ou d)) perçue par une administration chargée de l'examen préliminaire international au profit du Bureau international; et
- **la différence en ce qui concerne la taxe de recherche** (règle 16.1.e)) perçue par l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale dans une monnaie autre que la monnaie fixée[1].

[1] En ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé la taxe de recherche, applicable lorsque le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé.

De plus, conformément à l'annexe G, partie II, paragraphe 3 des instructions administratives, le transfert des taxes et différences susmentionnées, par l'office percepteur au Bureau international, aux fins de son transfert ultérieur à l'office bénéficiaire, est réputé constituer le transfert desdites taxes conformément à la règle applicable, et ne doit pas être considéré comme un paiement de l'office percepteur à un tiers.

Entre le 1er juillet 2021 et le 30 septembre 2021 (inclus)[2], les offices suivants ont notifié au Bureau international leur participation, ou un changement apporté à l'étendue de leur participation, au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT, conformément à l'annexe G, partie II.1 des Instructions administratives du PCT :

	Transferts de taxes du PCT				
	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant[3] (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
CA Office de la propriété intellectuelle du Canada	RO percepteur	en tant que RO percepteur : n/a en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB, SA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en CAD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants qui ont spécifié ISA/CA* (BZ)

[2] Les listes complètes des offices qui ont notifié au Bureau international leur participation, ou un changement apporté à l'étendue de leur participation, au Service de transfert de taxes de l'OMPI aux fins du PCT du 1er juillet 2020 au 20 novembre 2020, du 21 novembre 2020 au 31 mars 2021 et du 1er avril au 30 juin 2021 sont disponibles dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 26 novembre 2020 (pages 256 et suivantes), du 8 avril 2021 (pages 73 et suivantes), et du 8 juillet 2021 (pages 126 et suivantes), respectivement.

[3] Les lignes relatives aux offices participants ayant un accord avec le Bureau international de l'OMPI en ce qui concerne le fonctionnement en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) sont identifiées par une teinte gris clair.

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
CL Institut national de la propriété industrielle (Chili)	Office percepteur	en tant que RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, ES, KR, US en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/CO, CR, CU, DO, IB, MX, PE, TT	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en USD par l'intermédiaire du service, mais peut recevoir des transferts dans d'autres devises directement des RO non-participants qui ont spécifié ISA/CL* (EC, PA, SV)
IR Centre de propriété intellectuelle (République islamique d'Iran)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, IN, RU	n/a	n/a	n/a
ME Ministère du développement économique, Département de la propriété intellectuelle (Monténégro)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
TT Office de la propriété intellectuelle, Ministère du procureur général et des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago)	RO percepteur	RO percepteur : *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, CL, EP, SE, US	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
UA Administration nationale de la propriété intellectuelle, Entreprise d'État "Institut ukrainien de la propriété intellectuelle (Ukrpatent)"	Office percepteur	en tant que RO percepteur : *(ne participe pas encore en tant que RO)* en tant qu'ISA bénéficiaire : *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IB	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire : *reçoit des transferts en USD par l'intermédiaire du service (spécifié uniquement par le RO/UA non-participant)*

RÉSUMÉ **Office désigné (ou élu)** **RÉSUMÉ**

TN INSTITUT NATIONAL DE LA NORMALISATION ET DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (INNORPI) (TUNISIE) TN

Résumé des exigences pour l'ouverture de la phase nationale

Délais applicables pour l'ouverture de la phase nationale :	En vertu de l'article 22.1) du PCT : 30 mois à compter de la date de priorité En vertu de l'article 39.1)a) du PCT : 30 mois à compter de la date de priorité
Traduction de la demande internationale requise en[1] :	Arabe, français ou anglais
Éléments que doit comporter la traduction pour l'ouverture de la phase nationale[1] :	En vertu de l'article 22 du PCT : description, revendications (si elles ont été modifiées, seulement telles que modifiées, texte éventuel des dessins, abrégé) En vertu de l'article 39.1) du PCT : description, revendications, texte éventuel des dessins, abrégé (si l'un quelconque de ces éléments a été modifié, il doit figurer seulement tel que modifié par les annexes du rapport d'examen préliminaire international)
Une copie de la demande internationale est-elle requise ?	Non
Taxe nationale :	Monnaie : Dinar tunisien (TND) Taxe de dépôt et 1ère annuité[1, 2] : TND 140 Taxe de revendication à compter de la 11e, par revendication[1, 2] : TND 30
Exemption, réduction ou remboursement de la taxe nationale :	Néant
Exigences particulières de l'office (règle 51*bis* du PCT) :	Justification du changement de nom du déposant si le changement est survenu après la date du dépôt international et qu'il n'a pas été reflété dans une notification émanant du Bureau international (formulaire PCT/IB/306) Représentation par un mandataire si le déposant n'est pas domicilié en Tunisie Justification de la désignation du mandataire (autorisation ou pouvoir)
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale domiciliée en Tunisie
L'office accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2 du PCT) ?	Oui, il convient de se renseigner auprès de l'office pour connaître les critères et, le cas échéant, toute taxe applicables à ces requêtes

1 Doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

2 Les taxes sont soumises à une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 19%.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

14 octobre 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

DJ Djibouti 166
WS Samoa 168

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

DJ Djibouti

Les demandes internationales peuvent être déposées et traitées sous forme électronique ou par des moyens électroniques, conformément à la septième partie (cadre juridique) et à l'annexe F (norme technique) des Instructions administratives du PCT, et tel que prévu à la règle 89*bis*.1 du PCT.

L'**Office djiboutien de la propriété industrielle et commerciale (ODPIC)**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du 3 janvier 2022, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (253) 21 35 60 11

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : dj.epct@odpic.dj

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.odpic.dj).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(DJ) du *Guide du déposant du PCT*]

WS Samoa

Les demandes internationales peuvent être déposées et traitées sous forme électronique ou par des moyens électroniques, conformément à la septième partie (cadre juridique) et à l'annexe F (norme technique) des Instructions administratives du PCT, et tel que prévu à la règle 89*bis*.1 du PCT.

Le **Ministère du commerce, de l'industrie et du travail (Samoa)**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du 31 janvier 2022, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (685) 204 41

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : ipros@mcil.gov.ws

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.mcil.gov.ws).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(WS) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

21 octobre 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

GM Gambie 172

Offices désignés (ou élus)

GM Gambie 172
LR Libéria 172

Restauration du droit de priorité :
notifications en vertu de la règle 49*ter*.2 du PCT

LR Libéria 173

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

GM Gambie

La **Direction générale de l'enregistrement, Ministère de la justice (Gambie)** a notifié au Bureau international un changement relatif aux titres de protection nationale disponibles par la voie PCT, lorsque la Gambie est désignée (ou élue) : en plus de la protection par brevet, la protection par modèle d'utilité est également disponible.

[Mise à jour de l'annexe B1(GM) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

GM Gambie

La **Direction générale de l'enregistrement, Ministère de la justice (Gambie)** a notifié au Bureau international une taxe nationale de dépôt pour les modèles d'utilités, exprimée en **dalasi gambien (GMD)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Le montant de cette taxe est de GMD 2.500, ou de USD 200 pour les déposants qui ne sont pas domiciliés en Gambie.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (GM) du *Guide du déposant du PCT*]

LR Libéria

L'**Office de la propriété intellectuelle du Libéria** a notifié au Bureau international un changement relatif au montant de la taxe nationale de dépôt et à la monnaie de paiement de cette taxe, qui est passée du **dollar libérien (LRD)** au **dollar des États-Unis (USD)**. Cette taxe, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), est de USD 400.

En outre, l'office a notifié des changements concernant ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office, en sa qualité d'office désigné (ou élu). Les personnes suivantes peuvent désormais agir en cette qualité :

– tout avocat certifié par l'Office de la propriété intellectuelle du Libéria et agréé auprès de l'Ordre des avocats; ou

– tout agent de propriété intellectuelle certifié par l'office.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (LR) du *Guide du déposant du PCT*]

RESTAURATION DU DROIT DE PRIORITÉ : NOTIFICATIONS EN VERTU DE LA RÈGLE 49*ter*.2 DU PCT

LR Libéria

Conformément à la règle 49*ter*.2.g) du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle du Libéria**, en sa qualité d'office désigné, a notifié au Bureau international qu'il applique à la fois le critère du "caractère non intentionnel" et celui de la "diligence requise" aux requêtes en restauration du droit de priorité en vertu de la règle 49*ter*.2.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (LR) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

28 octobre 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

LR Libéria 175
PA Panama 175

Taxes payables en vertu du PCT

CN Chine 175

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

LR Libéria

L'**Office de la propriété intellectuelle du Libéria** a notifié au Bureau international un changement relatif aux titres de protection nationale disponibles par la voie PCT, lorsque le Libéria est désigné (ou élu) : la protection par modèle d'utilité est désormais disponible.

[Mise à jour de l'annexe B1(LR) du *Guide du déposant du PCT*]

PA Panama

La **Direction générale de l'enregistrement de la propriété industrielle (DIGERPI) (Panama)** a notifié au Bureau international une adresse de courrier électronique supplémentaire. Ses adresses de courrier électronique sont désormais les suivantes :

Courrier électronique :	dgrpi@mici.gob.pa epct@mici.gob.pa

[Mise à jour de l'annexe B1(PA) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CN Chine

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **yuan renminbi chinois (CNY)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces montants, applicables à compter du 1er décembre 2021, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	CNY	9.260
Taxe par feuille à compter de la 31e :	CNY	100
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	CNY	1.390
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	CNY	2.090
Taxe de traitement :	CNY	1.390

[Mise à jour des annexes C(CN) et E(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

4 novembre 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

CA Canada 177
SG Singapour 178

Taxes payables en vertu du PCT

CA Canada 179

Offices récepteurs

SA Arabie saoudite 180

Offices désignés (ou élus)

CA Canada 180

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

CA Canada

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui entreront en vigueur le 1er janvier 2022, consistent en des changements de montants de plusieurs taxes payables à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international.

Avec effet à partir du 1er janvier 2022, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (en dollars canadiens)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	1.628,74
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	1.628,74
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	814,37
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	814,37
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2) sous forme électronique	
a) pour les 7 premiers mégaoctets, plus	[sans changement]
b) par tranche de 10 mégaoctets ou partie de celle-ci qui excède les 7 premiers mégaoctets	[sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par page (sur papier)	[sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_ca.pdf

SG Singapour

Accord entre l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[2] – Modification de l'annexe A

L'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)i) de l'accord susmentionné, une modification apportée à l'annexe A de cet accord. Cette modification, qui est entrée en vigueur le 1er novembre 2021, consiste à ajouter l'**Arabie saoudite** aux États indiqués au point i) de l'annexe.

Depuis le 1er novembre 2021, l'annexe A modifiée a la teneur suivante :

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) les États suivants pour lesquels elle agira :

en ce qui concerne l'article 3.1) :

Singapour, Arabie saoudite, Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Japon, Mexique, Ouganda, République de Corée, République démocratique populaire lao, Thaïlande et Viet Nam;

en ce qui concerne l'article 3.2) :

lorsque l'Administration a établi le rapport de recherche internationale,

Singapour, Arabie saoudite, Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Japon, Mexique, Ouganda, République de Corée, République démocratique populaire lao, Thaïlande et Viet Nam.

Lorsqu'un office récepteur désigne l'Administration internationale en vertu des articles 3.1) et 3.2), l'Administration internationale devient compétente à l'égard des demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur à partir d'une date à convenir entre l'office récepteur et l'Administration internationale et à notifier au Bureau international.

ii) [Sans changement]

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_sg.pdf

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), exprimé en **dollar canadien (CAD)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable à partir du 1er janvier 2022, est de CAD 305,39.

[Mise à jour de l'annexe C(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale. Ces montants, également applicables à partir du 1er janvier 2022, sont comme suit :

Taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT) :	CAD 1.628,74
Taxe de recherche additionnelle[3] (règle 40.2.a) du PCT) :	CAD 1.628,74

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international, à partir du 1er janvier 2022, comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b) du PCT) :	CAD 814,37
Taxe d'examen préliminaire additionnelle[4] (règle 68.3.a) du PCT) :	CAD 814,37

[Mise à jour de l'annexe E(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

[3] Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.
[4] Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

OFFICES RÉCEPTEURS

SA Arabie saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a spécifié l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour – en plus de l'Office coréen de la propriété intellectuelle, l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, l'Office égyptien des brevets, l'Office européen des brevets (OEB), et le Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 1er novembre 2021 ou ultérieurement, par les ressortissants de l'Arabie saoudite et les personnes domiciliées dans ce pays, auprès du SAIP en sa qualité d'office récepteur.

[Mise à jour de l'annexe C(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de certaines des composantes de sa taxe nationale, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables à partir du 1er janvier 2022, sont comme suit :

Taxe nationale :

Taxe nationale de base [5]:	CAD	407,18 (203,59)[6]
Taxe pour le rétablissement des droits (entrée dans la phase nationale tardive) :	CAD	203,59

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CA) du *Guide du déposant du PCT*]

[5] Cette taxe doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

[6] Le montant indiqué entre parenthèses s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par une "petite entité". Pour avoir le droit d'acquitter la taxe réduite, le déposant ou son mandataire doit soumettre une déclaration de statut de "petite entité" signée, conformément au paragraphe 44(3) des *Règles canadiennes sur les brevets*, dans le délai applicable à l'article 154(1)(c)(i), 154(2)(a), 154(3)(a)(iii)(A), 154(3)(b)(i)(A) ou 154(3)(b)(ii)(A) des *Règles canadiennes sur les brevets* (la déclaration du statut de "petite entité" adoptera de préférence le libellé de la déclaration figurant à l'annexe CA.II de la phase nationale du *Guide du déposant du PCT*).

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

11 novembre 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Modifications des Instructions administratives du PCT

Note du Bureau international 182

Texte des modifications des instructions administratives (en vigueur à partir du 1er janvier 2022) 183

Informations sur les États contractants

EG Égypte 189

Informations sur les États contractants et les organisations intergouvernementales

SC/AP Seychelles / Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) 189

Taxes payables en vertu du PCT

IB Bureau international de l'OMPI 189

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

LT Lituanie 190

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

MODIFICATIONS DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

Après consultation avec les offices et les administrations, et avec certaines organisations non gouvernementales représentant des utilisateurs du système du PCT, conformément à la règle 89.2.b) du PCT, des modifications des instructions 102.h), 705*bis* 705*ter*, 709, 713.b) et l'annexe F des Instructions administratives du PCT, ainsi que l'établissement de la nouvelle section 5.1*bis* dans l'annexe F, ont été promulguées[1] avec effet à compter du 1er janvier 2022.

Les buts principaux de ces modifications sont :

i) d'offrir aux offices davantage de flexibilité pour la conception de leurs interfaces de dépôt en ligne en ce qui concerne la spécification des moyens de communication avec le déposant (instruction 102.h));

ii) de clarifier que l'instruction 705*bis* s'applique au cas de la "numérisation", alors que l'instruction 705*ter* s'applique au cas de la "conversion" (instruction 705*bis*);

iii) d'établir une base juridique pour permettre que les demandes internationales soient converties d'un format électronique (par exemple, le format PDF) à un autre format électronique (notamment le format XML) et traitées sur cette base, afin d'autoriser les offices récepteurs, le Bureau international et les administrations chargées de la recherche internationale à convertir les demandes internationales au format XML et à utiliser la version XML résultante de la demande en tant que copie pour l'office récepteur, exemplaire original et copie de recherche (instruction 705*ter*);

iv) d'établir une base juridique pour permettre aux offices de transmettre des notifications ou d'autres documents au déposant en les mettant à la disposition de ce dernier aux fins de consultation via un système électronique dédié; et d'établir une base juridique en vue de permettre à un office, si le Bureau international y consent, de demander à ce dernier de transmettre les documents au déposant à l'aide de moyens électroniques en son nom, les détails à cet égard étant laissés à l'appréciation de l'office concerné et du Bureau international si une telle demande se présente (instruction 709);

v) d'établir une base juridique pour permettre l'application des instructions 705*bis*.b) à e) aux notifications, aux communications, aux éléments de correspondance et aux autres documents relatifs aux demandes internationales qui sont déposés, traités ou communiqués sous forme électronique, si elles peuvent s'appliquer, mais ne le font pas expressément, en vertu de l'instruction 713.b) (instruction 713.b));

vi) de définir les exigences techniques à remplir en ce qui concerne la façon dont un office peut transmettre des documents au déposant par mise à disposition aux fins de consultation en ligne (annexe F, section 5.1*ter*); et

vii) de se préparer à la future mise hors service de PCT-SAFE (instruction 703.b)iv), *Note de l'éditeur*; et annexe F, section 6).

[1] Il convient de se référer à la circulaire C. PCT 1631 du 26 octobre 2021.

Le texte complet des instructions administratives en vigueur à partir du 1er janvier 2022 (PCT/AI/22) est disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

www.wipo.int/pct/fr/texts/

TEXTE DES MODIFICATIONS DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES
(en vigueur à partir du 1er janvier 2022)

PREMIÈRE PARTIE
INSTRUCTIONS RELATIVES AUX QUESTIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

Instruction 102
Utilisation des formulaires

a) Sous réserve des alinéas b) à k) et de l'instruction 103, les administrations internationales doivent utiliser les formulaires obligatoires indiqués ci-après, ou en exiger l'utilisation :

[Liste des formulaires omise]

b) De légères modifications de présentation nécessitées par l'impression en différentes langues des formulaires visés à l'alinéa a) sont autorisées.

c) Dans les formulaires mentionnés du point ii) au point v) de l'alinéa a), de légères modifications de présentation sont autorisées, dans la mesure nécessaire pour répondre aux prescriptions internes des diverses administrations internationales, notamment en vue de l'établissement des formulaires par ordinateur ou de l'utilisation d'enveloppes à fenêtre.

d) Lorsque l'office récepteur, l'administration chargée de la recherche internationale et/ou l'administration chargée de l'examen préliminaire international font partie du même office, ils ne sont pas tenus d'utiliser les formulaires mentionnés à l'alinéa a) pour les communications intérieures à cet office.

e) Les annexes des formulaires PCT/RO/106, PCT/RO/118, PCT/ISA/201, PCT/ISA/205, PCT/ISA/206, PCT/ISA/210, PCT/ISA/219, PCT/IB/313, PCT/IB/336, PCT/IPEA/404, PCT/IPEA/405 et PCT/IPEA/415 peuvent être omises lorsqu'elles ne sont pas utilisées.

f) Les administrations internationales concernées doivent diffuser les notes relatives aux formulaires PCT/RO/101 (formulaire de requête), PCT/IB/375 (formulaire de demande de recherche supplémentaire) et PCT/IPEA/401 (formulaire de demande d'examen préliminaire international) conjointement avec les imprimés de ces formulaires. Les notes relatives au formulaire PCT/ISA/220 doivent accompagner ce formulaire lorsqu'il est envoyé au déposant.

g) L'utilisation de formulaires non mentionnés à l'alinéa a) est facultative.

h) Lorsque la requête ou la demande d'examen préliminaire international sont présentées sous la forme d'imprimés d'ordinateur, ces derniers doivent être établis comme suit :

i) sous réserve du sous-alinéa ix), la configuration et le contenu de la requête et de la demande d'examen préliminaire international doivent, lorsque celles-ci sont présentées sous la forme d'imprimés d'ordinateur, correspondre à la présentation des formulaires PCT/RO/101 (formulaire de requête) et PCT/IPEA/401 (formulaire de demande d'examen préliminaire international) ("les formulaires imprimés"), les mêmes renseignements étant indiqués sur les pages correspondantes;

ii) tous les cadres doivent être formés en traits pleins; les traits doubles peuvent être remplacés par des traits simples;

iii) le numéro et le titre des cadres doivent figurer sur les imprimés d'ordinateur, même si aucun renseignement n'est communiqué dans un cadre donné;

iv) les cadres réservés aux administrations internationales doivent être au moins aussi grands qu'ils le sont sur les formulaires imprimés;

v) tous les autres cadres doivent avoir des dimensions ne s'écartant pas de plus d'un centimètre de celles des formulaires imprimés;

vi) tout le texte doit être établi en corps neuf points ou plus;

vii) les titres doivent se distinguer nettement des autres renseignements;

viii) les notes explicatives figurant en italique sur les formulaires imprimés peuvent être omises;

ix) la requête et la demande d'examen préliminaire international, lorsque celles-ci sont présentées sous la forme d'imprimés d'ordinateur, peuvent contenir des informations supplémentaires ou différentes concernant les moyens de communication avec le déposant.

i) D'autres modes autorisés de présentation de la requête et de la demande d'examen préliminaire international sous la forme d'imprimés d'ordinateur peuvent être déterminés par le Directeur général. Tout mode de présentation de ce type fait l'objet d'une publication dans la gazette.

j) Le rendu paginé d'un formulaire généré à partir d'un format à codage de caractères doit être autorisé s'il est généré conformément à une feuille de style fournie par le Bureau international[2].

k) Un formulaire peut être transmis par un office, par une administration internationale ou par le Bureau international au seul format à codage de caractères et sans rendu paginé, pour autant que l'office, l'administration ou le Bureau international destinataire ait accepté de recevoir les informations dans ce format et de générer tout rendu paginé susceptible d'être demandé à des fins d'archivage de l'office destinataire.

[2] *Note de l'éditeur :* Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/en/epct/resources

SEPTIÈME PARTIE
INSTRUCTIONS RELATIVES AU DÉPÔT ET AU TRAITEMENT
SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES

Instruction 705*bis*
Traitement sous forme électronique des demandes internationales déposées sur papier

a) Lorsqu'une demande internationale est déposée sur papier, elle peut, sous réserve de la présente partie, être numérisée sous forme électronique en tant que copie intégrale et fidèle ("copie numérisée") et traitée sur la base de la copie numérisée.

b) Conformément à l'alinéa a) et aux fins de l'article 12, l'office récepteur, le Bureau international et l'administration chargée de la recherche internationale peuvent établir une copie numérisée de la demande internationale et la conserver en tant que copie pour l'office récepteur, exemplaire original ou copie de recherche, selon le cas.

c) Lorsqu'une copie numérisée de la demande internationale est conservée en tant qu'exemplaire original en vertu de l'alinéa b), l'original de la demande internationale telle qu'elle a été déposée sur papier est conservé, pendant 5 années au moins à compter de la date du dépôt international, par le Bureau international ou, lorsque l'office récepteur et le Bureau international en sont convenus, par l'office récepteur au nom du Bureau international. La mention "DEMANDE INTERNATIONALE – ORIGINAL DÉPOSÉ SUR PAPIER (INSTRUCTION 705*bis*)" ou son équivalent dans la langue de publication de la demande internationale doit être apposée sur l'original en bas de la première page de la requête et de la première page de la description[3].

d) Lorsque, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa c), le Bureau international constate, sur requête en correction présentée par le déposant ou d'une autre manière, qu'une copie numérisée de la demande internationale conservée en tant qu'exemplaire original en vertu de l'alinéa b) n'est en fait pas une copie intégrale et fidèle de l'original conservé conformément à l'alinéa c), il corrige l'exemplaire original afin de le mettre en conformité avec l'original. Si l'office récepteur, l'administration chargée de la recherche internationale, l'administration chargée de l'examen préliminaire international ou un office désigné ou élu estime que le Bureau international devrait procéder à une constatation en vertu de la première phrase du présent alinéa, il porte les faits pertinents à l'attention du Bureau international.

e) Lorsque le Bureau international a corrigé l'exemplaire original conformément à l'alinéa d), il notifie ce fait au déposant à bref délai, publie la demande internationale corrigée avec une page de couverture révisée et publie un avis relatif à ce fait dans la gazette. L'instruction 422.a)i) à v) s'applique *mutatis mutandis* en ce qui concerne la notification à l'office récepteur, à l'administration chargée de la recherche internationale, à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et aux offices désignés ou élus.

[3] *Note de l'éditeur :* Les offices récepteurs devraient en principe apposer cette mention sur l'original au moment de sa réception mais ils peuvent aussi apposer cette mention sur l'original lorsqu'on s'y rapporte aux fins de la correction de l'exemplaire original en vertu de l'instruction 705*bis*.d).

Instruction 705*ter*
Traitement des demandes internationales déposées ou numérisées sous forme électronique dans un format électronique converti

a) Lorsqu'une demande internationale est déposée sous forme électronique, ou déposée sur papier et numérisée sous forme électronique en vertu de l'instruction 705*bis*.a), elle peut, sous réserve de la présente partie, être convertie du format électronique initial ou numérisé à un autre format électronique autorisé à cette fin en tant que copie intégrale et fidèle ("copie convertie") et traitée sur la base de la copie convertie.

b) Le format électronique dans lequel une demande internationale peut être convertie aux fins de l'alinéa a) est le format XML, ainsi qu'il est indiqué dans la section 3.1.1.1 de l'annexe F.

c) Conformément à l'alinéa a) et sous réserve d'un accord entre les offices intéressés, aux fins de l'article 12, l'office récepteur, le Bureau international et l'administration chargée de la recherche internationale peuvent établir une copie convertie de la demande internationale et la conserver en tant que copie pour l'office récepteur, exemplaire original ou copie de recherche, selon le cas.

d) Nonobstant l'instruction 705*bis*.c), selon laquelle une copie convertie de la demande internationale est conservée en vertu de l'alinéa c) en tant que copie pour l'office récepteur, exemplaire original ou copie de recherche, la copie dans le format électronique initial ou numérisé est conservée dans le dossier de la demande internationale conformément à la règle 93.

e) L'instruction 705*bis*.d) et e) s'applique *mutatis mutandis* en ce qui concerne les corrections d'éventuelles incohérences entre la copie convertie et la copie dans le format électronique initial ou numérisé conservée en vertu de l'alinéa d).

Instruction 709
Moyens de communication avec le déposant

a) L'office récepteur doit, lorsqu'il prévoit un tel service, transmettre au déposant toute notification, invitation et autre correspondance ("documents") par des moyens électroniques conformes à l'annexe F, à moins que le déposant demande de les recevoir par un autre moyen proposé par l'office.

b) Lorsqu'il semble à l'office récepteur qu'un document envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office renvoie à bref délai le document par le même moyen ou par un autre moyen.

b-*bis*) Lorsque l'office récepteur prévoit un tel service et que le déposant en fait la demande, l'office récepteur peut, au lieu de transmettre un document directement au déposant, le mettre à la disposition du déposant aux fins de consultation dans un système électronique conformément à la norme figurant à la section 5.1*ter* de l'annexe F. Dans ce cas, le document est considéré comme ayant été transmis au déposant à la date à laquelle il a été mis à la disposition du déposant aux fins de consultation dans ce système électronique. L'office récepteur avertit à bref délai le déposant par voie électronique à chaque fois qu'un nouveau document a été mis à sa disposition, à moins que le déposant n'en décide autrement.

c) Lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas disponibles pour le dépôt ou la consultation de documents sous forme électronique ou par des moyens électroniques, l'office publie, si possible, à bref délai les informations à cet effet par des moyens normalement disponibles.

d) Lorsque l'office récepteur et le Bureau international en sont convenus, l'office peut fournir une copie électronique d'un document au Bureau international en vue de sa transmission par voie électronique au déposant en son nom.

Instruction 713
Application des dispositions aux administrations internationales et au Bureau international, ainsi qu'aux notifications, aux communications, aux éléments de correspondance et aux autres documents[4]

a) Les dispositions de la présente partie, à l'exception des instructions 703.c), 704.c) à g), 707, 708.b)iii) à v), 710.a)iv) et 714.b), si elles peuvent s'appliquer – mais ne le font pas expressément – aux administrations chargées de la recherche internationale, aux administrations chargées de l'examen préliminaire international et au Bureau international, s'appliquent *mutatis mutandis* à ces administrations et à ce Bureau[5].

b) Les dispositions de la présente partie, à l'exception des instructions 703.c), 704.c) à f), 705, 707, 708.b)iii) à v) et 710.a)iv), si elles peuvent s'appliquer – mais ne le font pas expressément – aux notifications, aux communications, aux éléments de correspondance et aux autres documents relatifs aux demandes internationales qui sont déposés, traités ou communiqués sous forme électronique, s'appliquent *mutatis mutandis* à ces notifications, communications, éléments de correspondance et autres documents relatifs aux demandes internationales.

ANNEXE F
NORME CONCERNANT LE DÉPÔT ET LE TRAITEMENT ÉLECTRONIQUES DES DEMANDES INTERNATIONALES

5. TRANSMISSION

5.1ter Autres moyens de transmission sécurisée en ligne avec consultation par le destinataire

Les offices proposant la transmission électronique de documents avec consultation en ligne par un destinataire (qu'il s'agisse du déposant ou de l'office traitant la demande) devraient recourir à un protocole sécurisé. À moins que le déposant ait explicitement demandé un autre mode de transmission (tel que l'envoi des documents directement par courrier électronique), la transmission devrait utiliser une connexion protégée par une version de TLS moderne et sécurisée ou un autre protocole de sécurité similaire prescrit par la législation nationale, et un moyen adapté à la sensibilité des documents concernés afin de garantir que seules les personnes autorisées puissent se procurer ces documents.

---

[4] *Note de l'éditeur :* Les dispositions de la septième partie et de l'annexe F relative à la forme et au contenu de la demande internationale seront automatiquement, en vertu de l'article 27.1), applicables aux offices désignés. Les communications entre les déposants et les offices désignés ne seront toutefois pas soumises, en général, à l'annexe F.

[5] *Note de l'éditeur :* En ce qui concerne les instructions 703.a) et 710, un office qui agit à plusieurs titres (en qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale ou d'administration chargée de l'examen préliminaire international) notifiera au Bureau international qu'il est prêt à recevoir et à traiter des demandes internationales sous forme électronique par un courrier distinct pour chacune de ses qualités.

Selon une modalité préférée de mise en œuvre :

a) la demande internationale est associée à un ou plusieurs comptes auprès de l'office, sécurisés par une authentification à deux facteurs;

b) des notifications sont envoyées au destinataire lorsqu'un document devient disponible, que ce soit par l'envoi d'un courrier électronique au destinataire ou, s'il en a été ainsi convenu avec le destinataire, par l'accès régulier du destinataire à une liste sécurisée de documents nouvellement mis à sa disposition par l'intermédiaire d'un compte associé, que ce soit manuellement via une connexion sécurisée par navigateur ou automatiquement via un service Web sécurisé RESTful.

c) le destinataire télécharge ces documents à partir d'un compte associé, que ce soit manuellement via une connexion sécurisée par navigateur ou automatiquement via un service Web sécurisé RESTful.

L'association entre la demande internationale et tout compte du déposant devrait de préférence être établie au moyen des informations fournies par le déposant au moment du dépôt à l'aide d'un logiciel de dépôt en ligne compatible. Les offices doivent également prévoir des moyens sécurisés pour l'ajout, la suppression ou la modification de telles associations après le dépôt.

6. LOGICIEL POUR LE DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Le Bureau international fournit un logiciel[6] qui est conforme à toutes les exigences prévues dans la norme commune de base ainsi qu'à certaines variantes prévues dans la présente annexe. L'utilisation de ce logiciel n'est pas obligatoire, mais tout déposant est en droit de l'utiliser, auquel cas l'office récepteur doit accepter la demande internationale concernée (sauf s'il a émis une réserve transitoire en vertu de l'instruction 703.f) à cet égard). Cependant, les offices récepteurs peuvent également choisir, d'accepter d'autres logiciels de dépôt.

[6] Le logiciel actuellement fourni à cet effet par le Bureau international est ePCT. Toutefois, tant que le logiciel PCT-SAFE reste disponible, les offices récepteurs peuvent continuer à accepter PCT-SAFE ou à la fois ePCT et PCT-SAFE pour le dépôt électronique.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

EG Egypte

L'**Office égyptien des brevets** a notifié au Bureau international un changement relatif à son numéro de télécopie, qui est désormais le suivant :

Télécopieur : (202) 279 21 273

[Mise à jour de l'annexe B1(EG) du *Guide du déposant du PCT*]

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS ET LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

SC Seychelles
AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)

La République des Seychelles a déposé son instrument d'adhésion au *Protocole relatif aux brevets et aux dessins et modèles industriels dans le cadre de l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)* (Protocole d'Harare) et deviendra liée par ce protocole le 1er janvier 2022.

Par conséquent, toute demande internationale déposée le 1er janvier 2022 ou ultérieurement comprendra la désignation des Seychelles aux fins de l'obtention d'un brevet ARIPO ainsi qu'aux fins de l'obtention d'un brevet national. De plus, à compter du 1er janvier 2022, les ressortissants des Seychelles et les personnes domiciliées dans ce pays pourront déposer des demandes internationales auprès de l'ARIPO agissant en qualité d'office récepteur, en plus de la Division de l'enregistrement, Département des affaires juridiques (Seychelles) et du Bureau international de l'OMPI.

[Mise à jour des annexes B2(AP), C(AP) et B1(SC) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IB Bureau international de l'OMPI

Aux fins du Bureau international agissant en sa qualité d'office récepteur, de nouveaux montants équivalents de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis. Ces montants, applicables à compter du 1er janvier 2022, sont les suivants :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	USD	108
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1(b) du PCT) :	USD	54

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

LT Lituanie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT, et conformément à l'instruction 710.b) des Instructions administratives du PCT, le **Bureau d'État des brevets de la République de Lituanie**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 24 janvier 2013, page 8.

En particulier, à compter du 15 janvier 2022, le Bureau d'État des brevets de la République de Lituanie, en sa qualité d'office récepteur, acceptera les demandes internationales sous forme électronique déposées au moyen du logiciel de dépôt ePCT.

Par conséquent, à compter du 15 janvier 2022, l'office est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (370-5) 278 02 50

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : info@vpb.gov.lt

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L’office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (https://vpb.lrv.lt).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l’office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l’OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

– Autorité de certification de l’Office européen des brevets (www.epoline.org/security/EPO_PKI_CPS.pdf)

En ce qui concerne les procédures relatives à l’accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l’intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l’annexe C(LT) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

18 novembre 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

DJ Djibouti 194

Taxes payables en vertu du PCT

Taxes du PCT – Établissement de nouveaux montants équivalents de taxes 194

CA Canada 195

Bureau international

Jours chômés 196

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

DJ Djibouti

L'**Office djiboutien de la propriété industrielle et commerciale (ODPIC)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse Internet, qui est désormais la suivante :

Internet : www.odpic.dj

[Mise à jour de l'annexe B1(DJ) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

Taxes du PCT – Établissement de nouveaux montants équivalents de taxes

Suite aux consultations menées par le Directeur général de l'OMPI en octobre 2021, conformément aux directives adoptées par l'Assemblée du PCT[1] et aux règles 15.2.d) et 57.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la **taxe internationale de dépôt** (comprenant la taxe pour chaque feuille à compter de la 31e et les réductions de taxe lorsque la demande internationale est déposée sous forme électronique) et de la **taxe de traitement**, respectivement, ont été établis dans **diverses monnaies**, avec effet au 1er janvier 2022, comme indiqué dans le tableau 1 publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT). Ce tableau indique à la fois les montants équivalents en vigueur actuellement, et, en caractères gras, les nouveaux montants équivalents proposés de ces taxes correspondant aux montants en franc suisse (CHF), indiqués dans le barème de taxes actuel[2].

De plus, conformément à la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents des **taxes de recherche** ont été établis, dans les **monnaies des offices récepteurs**, pour toutes les administrations chargées de la recherche internationale, également avec effet au 1er janvier 2022, comme indiqué dans le tableau 2 publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT). Ce tableau indique à la fois les montants équivalents actuels (exprimés dans les monnaies des offices récepteurs) et, en caractères gras, tout nouveau montant des taxes de recherche fixé[3], ou qui sera fixé[4], par l'administration chargée de la recherche internationale, et les nouveaux montants équivalents proposés de toutes les taxes de recherche, exprimés en monnaies autres que celle dans laquelle l'administration chargée de la recherche a fixé ses taxes.

---

1 Les Directives de l'Assemblée du PCT relatives à l'établissement de montants équivalents de certaines taxes sont disponibles sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/fees/equivalent_amounts.html

2 Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/rtax.html

3 Applicable uniquement aux taxes de recherche fixées par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.

4 Applicable uniquement aux taxes de recherche fixées par l'Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV), l'Office turc des brevets et des marques (Turkpatent), et l'Institut nordique des brevets.

En outre, conformément à la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents des **taxes de recherche supplémentaire** ont été établis en **franc suisse (CHF)**, également avec effet au 1er janvier 2022, pour toutes les administrations indiquées pour la recherche supplémentaire, comme indiqué dans le tableau 3 publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT). Ce tableau indique à la fois les montants des taxes de recherche supplémentaire en vigueur actuellement (exprimés dans la monnaie dans laquelle l'administration a fixé ses taxes) et, en caractères gras, tout nouveau montant[5] des taxes de recherche supplémentaire fixé par l'administration, ainsi que les nouveaux montants équivalents de ces taxes proposés en franc suisse (CHF), avec effet au 1er janvier 2022.

[Mise à jour des annexes suivantes du *Guide du déposant du PCT* :

annexes C(AM), (AP), (AT), (AU), (AZ), (BA), (BG), (BH), (BW), (BY), (BZ), (CA), (CL), (CN), (CR), (CY), (CZ), (DE), (DJ), (DK), (DO), (EA), (EC), (EE), (EG), (EP), (ES), (FI), (FR), (GB), (GE), (GH), (GR), (HN), (HU), (IB), (IE), (IL), (IN), (IS), (IT), (JO), (JP), (KE), (KG), (KH), (KZ), (LR), (LT), (LU), (LV), (MD), (ME), (MT), (MW), (MX), (NI), (NL), (NO), (NZ), (OM), (PA), (PE), (PG), (PH), (PT), (QA), (RO), (RS), (RU), (SA), (SC), (SE), (SG), (SI), (SK), (SV), (SY), (TJ), (TM), (TT), (UA), (UG), (US), (UZ), (WS), (ZA), (ZM) et (ZW),

toutes les annexes D,

toutes les annexes SISA,

annexes E(AT), (AU), (CA), (CL), (EG), (EP), (ES), (FI), (IL), (IN), (JP), (KR), (PH), (RU), (SE), (SG), (UA), (US) et (XV)]

CA Canada

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)**, et en **dollar des Etats-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ces montants, applicables à compter du 1er janvier 2022, sont de CHF 1.197, EUR 1.134, et USD 1.310, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

[5] Applicable uniquement aux taxes de recherche supplémentaire fixées par l'Office suédois des brevets et de l'enregistrement (PRV), l'Office turc des brevets et des marques (Turkpatent), et l'Institut nordique des brevets.

BUREAU INTERNATIONAL

Jours chômés

Aux fins du calcul des délais selon la règle 80.5(i) du PCT, il convient de noter que, pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2022, le **Bureau international ne sera pas ouvert** au public pour traiter d'affaires officielles les jours suivants :

tous les samedis et dimanches, et
le 3 janvier 2022,
les 15 et 18 avril 2022,
le 26 mai 2022,
le 6 juin 2022,
le 8 septembre 2022, et
les 26 et 30 décembre 2022.

Il est important de noter que les jours susmentionnés concernent **le Bureau international exclusivement** et **non pas** les offices nationaux ni d'autres organisations intergouvernementales.

Tableau 1 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour la taxe internationale de dépôt et la taxe de traitement (dans les monnaies prescrites)
(applicables au 1er janvier 2022)

Monnaie	Taux de change en franc suisse le 04.10.2021	Taxe internationale de dépôt règle 15.2.a)	Taxe pour chaque feuille à compter de la 31e règle 15.2.a)	Réduction pour un dépôt effectué sous forme électronique selon le barème de taxes			Taxe de traitement règle 57.2.a) Barème de taxes point 3	
				point 4.a)	point 4.b)	point 4.c)		
Monnaie de référence Franc suisse		1330	15	100	200	300	200	Montant actuel
AUD - Dollar australien		2019	23	n.a	304	455	304	Montant actuel*
	0.67506	**1970**	**22**	n.a	**296**	**444**	**296**	**Nouveau montant**
CAD - Dollar canadien		1782	20	n.a	268	402	268	Montant actuel
	0.73452	**1811**	20	n.a	**272**	**408**	**272**	**Nouveau montant**
CNY - Yuan renminbi		9260	100	n.a	1390	2090	1390	Montant actuel**
	0.14339	**9280**	100	n.a	1390	2090	1390	**Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise		9170	100	n.a	1380	2070	1380	Montant actuel
	0.14483	**9180**	100	n.a	1380	2070	1380	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1233	14	93	185	278	185	Montant actuel
	1.07715	**1235**	14	93	**186**	**279**	**186**	**Nouveau montant**
GBP - Livre sterling		1028	12	n.a	155	232	n.a	Montant actuel
	1.25978	**1056**	12	n.a	**159**	**238**	n.a	**Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois		444200	5000	n.a	66800	100200	n.a	Montant actuel
	0.00303	**438900**	5000	n.a	**66000**	**99000**	n.a	**Nouveau montant**
ILS - Nouveau sheqel israélien		***	***	n.a	***	***	704	Montant actuel*
	0.28759	***	***	n.a	***	***	**695**	**Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise		184200	2100	n.a	27700	41600	n.a	Montant actuel
	0.00717	**185500**	2100	n.a	**27900**	**41800**	n.a	**Nouveau montant**
JPY - Yen japonais		153600	1700	n.a	n.a	34600	23100	Montant actuel
	0.00834	**159500**	**1800**	n.a	n.a	**36000**	**24000**	**Nouveau montant**
KRW - Won coréen		****	****	n.a	n.a	****	253000	Montant actuel
	0.00078	****	****	n.a	n.a	****	**256000**	**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne		12750	140	n.a	1920	2880	n.a	Montant actuel
	0.10797	**12320**	140	n.a	**1850**	**2780**	n.a	**Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais		2025	23	n.a	305	457	n.a	Montant actuel
	0.64566	**2060**	23	n.a	**310**	**465**	n.a	**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise		12280	140	n.a	1850	2770	1850	Montant actuel
	0.10620	**12520**	140	n.a	**1880**	**2820**	**1880**	**Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour		1977	22	n.a	297	446	297	Montant actuel
	0.68273	**1948**	22	n.a	**293**	**439**	**293**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1453	16	109	218	328	218	Montant actuel
	0.92585	**1437**	16	**108**	**216**	**324**	**216**	**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain		20630	230	n.a	3100	4650	n.a	Montant actuel
	0.06216	**21400**	**240**	n.a	**3220**	**4830**	n.a	**Nouveau montant**

* Montants applicables depuis le 1er novembre 2021.

** Montants applicables à partir du 1er décembre 2021.

*** Ces montants, applicables à la date du paiement, correspondent à la contre-valeur en nouveaux sheqels israéliens des montants en dollars des États-Unis indiqués ci-dessus.

**** Ces montants, applicables à la date du paiement, correspondent à la contre-valeur en wons coréens des montants en francs suisses indiqués ci-dessus.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2022)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/AT**		**ISA/AU**		**ISA/BR**			**ISA/CA**		
Monnaie de référence et montant	EUR	1775	AUD	2200	BRL	2525	1685	CAD CAD	1632 **1628,74** [1]	
Taux de change applicables au 4.10.2021	*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*			*Taux de change*		
CHF - Franc suisse	*0.92837*	1915 **1912**	*1.48134*	1449 [2] **1485**	*5.81351*	458 **434**	306 **290**	*1.36143*	1218 **1197** [3]	Montant actuel **Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis	*0.85954*	2091 **2065**	*1.37151*	1697 **1604**	*5.38254*	495 **469**	330 **313**	*1.26048*	1353 **1310** [4]	Montant actuel **Nouveau montant**
EUR - Euro			*1.59564*	1429 **1379**	*6.26214*	428 **403**	285 **269**	*1.46647*	1060 **1134** [5]	Montant actuel **Nouveau montant**
AUD - Dollar australien										Montant actuel **Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise										Montant actuel **Nouveau montant**
GBP - Livre sterling										Montant actuel **Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois										Montant actuel **Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise										Montant actuel **Nouveau montant**
JPY - Yen japonais										Montant actuel **Nouveau montant**
KRW - Won coréen	*0.00072*	2422000 **2465000**	*0.00116*	1829000 **1897000**						Montant actuel **Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne										Montant actuel **Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais			*0.95645*	2379 **2300**						Montant actuel **Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise										Montant actuel **Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour	*0.63383*	2846 **2800**	*1.01136*	2150 **2175**						Montant actuel **Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain	*0.05771*	30610 **30760**	*0.09208*	23560 **23890**						Montant actuel **Nouveau montant**

1. Ce nouveau montant de la taxe de recherche, applicable au 1er janvier 2022, a été fixé par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.
(Il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 4 novembre 2021, page 177).
2. Montants applicables depuis le 1er novembre 2021.
3. Nouveau montant équivalent en francs suisses de la taxe de recherche, applicable au 1er janvier 2022, fixé par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.
4. Nouveau montant équivalent en dollars des États-Unis de la taxe de recherche, applicable au 1er janvier 2022, fixé par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.
5. Nouveau montant équivalent en euros de la taxe de recherche, applicable au 1er janvier 2022, fixé par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2022)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/CL**				**ISA/CN**		**ISA/EG**		**ISA/EP**		
Monnaie de référence et montant	USD	2000	400	300	CNY	2100	EGP	4000	EUR	1775	
Taux de change applicables au 4.10.2021	*Taux de change*				*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		1831	366	275		301		233		1915	Montant actuel
	1.08009	**1852**	**370**	**278**	*6.97384*	301	*16.95879*	**236**	*0.92837*	**1912**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis						328		254		2091	Montant actuel
					6.45687	**325**	*15.70036*	**255**	*0.85954*	**2065**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1697	339	255		262		216			Montant actuel
	1.16342	**1719**	**344**	**258**	*7.51203*	**280**	*18.26607*	**219**			**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien											Montant actuel
											Nouveau montant
DKK - Couronne danoise										13210	Montant actuel
									0.13446	**13200**	**Nouveau montant**
GBP - Livre sterling										1526	Montant actuel
									1.16955	**1518**	**Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois										639500	Montant actuel
									0.00281	**631700**	**Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise										268000	Montant actuel
									0.00666	**266500**	**Nouveau montant**
JPY - Yen japonais										236100	Montant actuel
									0.00774	**229300**	**Nouveau montant**
KRW - Won coréen											Montant actuel
											Nouveau montant
NOK - Couronne norvégienne										17880	Montant actuel
									0.10024	**17710**	**Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais										2942	Montant actuel
									0.59942	**2961**	**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise										18610	Montant actuel
									0.09859	**18000**	**Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour										2846	Montant actuel
									0.63383	**2800**	**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain										30610	Montant actuel
									0.05771	**30760**	**Nouveau montant**

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2022)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/ES**		**ISA/FI**		**ISA/IL**		**ISA/IN**			
Monnaie de référence et montant	EUR	1775	EUR	1775	ILS	3553	INR	10000	2500	
Taux de change applicables au 4.10.2021	*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*			
CHF - Franc suisse		1915		1915		976		125	31	Montant actuel
	0.92837	**1912**	*0.92837*	**1912**	*3.47715*	**1022**	*80.23727*	125	31	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		2091		2091		1107		137	34	Montant actuel
	0.85954	**2065**	*0.85954*	**2065**	*3.21934*	**1104**	*74.30578*	**135**	34	**Nouveau montant**
EUR - Euro						903		116	29	Montant actuel
					3.74544	**949**	*86.44864*	116	29	**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien										Montant actuel
										Nouveau montant
DKK - Couronne danoise										Montant actuel
										Nouveau montant
GBP - Livre sterling										Montant actuel
										Nouveau montant
HUF - Forint hongrois										Montant actuel
										Nouveau montant
ISK - Couronne islandaise										Montant actuel
										Nouveau montant
JPY - Yen japonais								14400	3600	Montant actuel
							0.66934	**14900**	**3700**	**Nouveau montant**
KRW - Won coréen										Montant actuel
										Nouveau montant
NOK - Couronne norvégienne										Montant actuel
										Nouveau montant
NZD - Dollar néo-zélandais										Montant actuel
										Nouveau montant
SEK - Couronne suédoise										Montant actuel
										Nouveau montant
SGD - Dollar de Singapour										Montant actuel
										Nouveau montant
ZAR - Rand sud-africain										Montant actuel
										Nouveau montant

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2022)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/JP**			**ISA/KR**			**ISA/PH**			**ISA/RU**			
Monnaie de référence et montant	JPY	156000	70000	KRW	1200000	450000	USD	1000	400	RUB	40000	8500	
Taux de change applicables au 4.10.2021	*Taux de change*			*Taux de change*			*Taux de change*			*Taux de change*			
CHF - Franc suisse		1351	606		949	356		916	366		498	106	Montant actuel
	119.97574	**1300**	**583**	*1274.46334*	**942**	**353**	*1.08009*	**926**	**370**	*78.67416*	**508**	**108**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1476	662		1036	389					543	115	Montant actuel
	111.01319	**1405**	**631**	*1186.98718*	**1011**	**379**				*72.84422*	**549**	**117**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1173	526		879	330		849	339		459	98	Montant actuel
	129.15468	**1208**	**542**	*1380.96154*	**869**	**326**	*1.16342*	**860**	**344**	*84.74823*	**472**	**100**	**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien					1443	541							Montant actuel
				865.46154	**1387**	**520**							**Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise													Montant actuel
													Nouveau montant
GBP - Livre sterling													Montant actuel
													Nouveau montant
HUF - Forint hongrois													Montant actuel
													Nouveau montant
ISK - Couronne islandaise													Montant actuel
													Nouveau montant
JPY - Yen japonais													Montant actuel
													Nouveau montant
KRW - Won coréen			714000										Montant actuel
	0.09353		**748000**										**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne													Montant actuel
													Nouveau montant
NZD - Dollar néo-zélandais					1435 [6]	538 [6]							Montant actuel
				827.76923	**1450**	**544**							**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise													Montant actuel
													Nouveau montant
SGD - Dollar de Singapour		1906			1410	529							Montant actuel
	81.86211	1906		*875.29487*	**1371**	**514**							**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain													Montant actuel
													Nouveau montant

6. Montants applicables à partir du 1er décembre 2021.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2022)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/SE**[7]		**ISA/SG**		**ISA/TR**[8]		**ISA/UA**			
Monnaie de référence et montant	SEK SEK	18610 **18000**	SGD	2240	TRY TRY	16250 **18250**	EUR	300	100	
Taux de change applicables au 4.10.2021			*Taux de change*				*Taux de change*			
CHF - Franc suisse		1915 **1912**	*1.46471*	1507 **1529**		1915 **1912**	*0.92837*	324 **323**	108 108	Montant actuel **Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		2091 **2065**	*1.35610*	1646 **1652**		2091 **2065**	*0.85954*	353 **349**	118 **116**	Montant actuel **Nouveau montant**
EUR - Euro		1775 1775	*1.57771*	1397 **1420**		1775 1775				Montant actuel **Nouveau montant**
AUD - Dollar australien										Montant actuel **Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise		13210 **13200**								Montant actuel **Nouveau montant**
GBP - Livre sterling										Montant actuel **Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois										Montant actuel **Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise		268000 **266500**								Montant actuel **Nouveau montant**
JPY - Yen japonais			*0.01222*	183400 **183300**						Montant actuel **Nouveau montant**
KRW - Won coréen			*0.00114*	1906000 **1965000**						Montant actuel **Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne		17880 **17710**								Montant actuel **Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais										Montant actuel **Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise										Montant actuel **Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour										Montant actuel **Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain										Montant actuel **Nouveau montant**

7. Tous les montants figurant dans cette colonne, applicables au 1er janvier 2022, qui seront fixés par l'Office suédois des brevets, sont inclus uniquement pour que ce tableau soit complet.
8. Tous les montants figurant dans cette colonne, applicables au 1er janvier 2022, qui seront fixés par l'office turc des brevets et des marques, sont inclus uniquement pour que ce tableau soit complet.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2022)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/US**				**ISA/XN**[9]		**ISA/XV**		
Monnaie de référence et montant	USD	2180	1090	545	DKK DKK	13210 **13200**	EUR	1775	
Taux de change applicables au 4.10.2021	*Taux de change*						*Taux de change*		
CHF - Franc suisse	*1.08009*	1996 **2018**	998 **1009**	499 **505**		1915 **1912**	*0.92837*	1915 **1912**	Montant actuel **Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis						2091 **2065**	*0.85954*	2091 **2065**	Montant actuel **Nouveau montant**
EUR - Euro	*1.16342*	1850 **1874**	925 **937**	463 **468**		1775 1775			Montant actuel **Nouveau montant**
AUD - Dollar australien									Montant actuel **Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise									Montant actuel **Nouveau montant**
GBP - Livre sterling									Montant actuel **Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois							*0.00281*	639500 **631700**	Montant actuel **Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise						268000 **266500**			Montant actuel **Nouveau montant**
JPY - Yen japonais									Montant actuel **Nouveau montant**
KRW - Won coréen									Montant actuel **Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne						17880 **17710**			Montant actuel **Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais	*0.69737*	3076 **3126**	1538 **1563**	769 **782**					Montant actuel **Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise						18610 **18000**			Montant actuel **Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour									Montant actuel **Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain	*0.06714*	31120 **32470**	15560 **16230**	7780 **8120**					Montant actuel **Nouveau montant**

9. Tous les montants figurant dans cette colonne, applicables au 1er janvier 2022, qui seront fixés par l'Institut nordique des brevets, sont inclus uniquement pour que ce tableau soit complet.

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2022)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/AT**				**ISA/EP**		**ISA/FI**		**ISA/RU**		
Monnaie de référence et montant	EUR	850 [1]	1190 [2]	1700 [3]	EUR	1775	EUR	1775	Équivalent en CHF de roubles russes[4]	11800	18880 [5]
Taux de change applicable au 04.10.2021	*Taux de change*				*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*		
CHF - Franc suisse	*0.92837*	**916**	**1282**	**1831**	*0.92837*	**1912**	*0.92837*	**1912**	*78.67416*	**150**	**240**

1. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation en allemand.
2. Pour une recherche portant uniquement sur la documention européenne et nord-américaine.
3. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation minimale prescrite par le PCT.
4. Ce montant fait référence au montant équivalent en francs suisses, aux taux d'échange de la Banque centrale de la Fédération de Russie, applicable à la date du paiement.
5. Cette taxe s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2.a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement).

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2022)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/SE**		**ISA/SG**		**ISA/TR**			**ISA/UA**				
Monnaie de référence et montant	SEK	18610	SGD	2240	TRY	500 [6]	16250	EUR	60 [7]	70 [8]	90 [9]	90 [10]
	SEK	**18000** [11]			TRY		**18250** [12]					
Taux de change applicable au 04.10.2021			*Taux de change*					*Taux de change*				
CHF - Franc suisse		**1912** [13]	*1.46471*	**1529**		**52** [14]	**1912** [14]	*0.92837*	65	**75**	97	97

6. Pour une recherche portant uniquement sur les documents en turc dans la documentation de recherche de l'administration.
7. Cette taxe s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2.a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement).
8. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation en russe de l'ex-URSS et la documentation en ukrainien.
9. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation européenne et nord-américaine.
10. Pour une recherche portant sur les documents contenus dans la documentation de recherche de l'administration y compris sur la documentation minimale prescrite par le PCT.
11. Ce nouveau montant de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2022, a été fixé par l'Office suédois des brevets et de l'enregistrement.
12. Ce nouveau montant de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2022, a été fixé par l'Office turc des brevets et des marques.
13. Nouveau montant équivalent en francs suisses de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2022, fixé par l'Office suédois des brevets et de l'enregistrement.
14. Nouveau montant équivalent en francs suisses de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2022, fixé par l'Office turc des brevets et des marques.

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2022)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/XN**			**ISA/XV**		
Monnaie de référence et montant	DKK	4000 [15]	13210	EUR	550 [16]	1775
	DKK		**13200** [17]			
Taux de change applicable au 04.10.2021				*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		**579** [18]	**1912** [18]	*0.92837*	**592**	**1912**

15. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation en danois, islandais, norvégien et suédois.
16. Pour une recheche portant uniquement sur la documentation en hongrois, polonais, tchèque et slovaque.
17. Ce nouveau montant de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2022, a été fixé par l'Institut nordique des brevets.
18. Nouveau montant équivalent en francs suisses de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2022, fixé par l'Institut nordique des brevets.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

25 novembre 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

États contractants

États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)
JM Jamaïque 208

Informations sur les États contractants

TZ République-Unie de Tanzanie 208

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

LT Lituanie – rectificatif 208
TT Trinité-et-Tobago 209

Réception et transfert de taxes en vertu de la règle 96.2 du PCT : calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes

Calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes 212

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ÉTATS CONTRACTANTS

États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

JM Jamaïque

Le 10 novembre 2021, la **Jamaïque** a déposé son instrument d'adhésion au *Traité de coopération en matière de brevets* (PCT) et sera liée par le PCT le **10 février 2022**. Par conséquent, toute demande internationale déposée le 10 février 2022 ou ultérieurement comprendra automatiquement la désignation de la Jamaïque (code du pays : JM).

La Jamaïque sera liée par le chapitre II du PCT et sera automatiquement élue dans toute demande d'examen préliminaire international relative à une demande internationale déposée le 10 février 2022 ou ultérieurement.

En outre, à partir du 10 février 2022, les ressortissants de la Jamaïque et les personnes domiciliées dans ce pays pourront déposer des demandes internationales au titre du PCT.

[Mise à jour de l'annexe A du *Guide du déposant du PCT*]

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

TZ République-Unie de Tanzanie

Le **Service d'enregistrement des sociétés et des licences commerciales, Ministère de l'industrie et du commerce (République-Unie de Tanzanie)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son siège, qui est désormais comme suit :

Siège : BRELA Office Plot No. 23, Block No. 20
Shaaban Robert/Sokoine Drive Junction
Dar Es Salaam
République-Unie de Tanzanie

[Mise à jour de l'annexe B1(TZ) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPOT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

LT Lituanie – rectificatif

Les informations publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 11 novembre 2021 (page 190) contenaient une erreur concernant les moyens actuels de dépôt des demandes internationales sous forme électronique auprès du **Bureau d'État des brevets de la République de Lituanie**.

En particulier, à partir du 15 janvier 2022, l'office continuera d'accepter les demandes internationales sous forme électronique déposées au moyen du logiciel de dépôt en ligne de l'OEB.

Par conséquent, à compter du 15 janvier 2022, le point relatif aux logiciels de dépôt électronique, tel que spécifié par l'office dans le numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT) susmentionné, sera remplacé par le suivant :

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

– logiciel de dépôt en ligne de l'OEB

TT Trinité-et-Tobago

Les demandes internationales peuvent être déposées et traitées sous forme électronique ou par des moyens électroniques, conformément à la septième partie (cadre juridique) et à l'annexe F (norme technique) des Instructions administratives du PCT, et tel que prévu à la règle 89*bis*.1 du PCT.

L'**Office de la propriété intellectuelle, Ministère du procureur général et des affaires juridiques (Trinité-et-Tobago**), agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT, et conformément aux instructions 710.a) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du **31 janvier 2022**, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (1-868) 226 44 76

– par télécopieur, au numéro suivant : (1-868) 226 51 60

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : info@ipo.gov.tt

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.ipo.gov.tt).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(TT) du *Guide du déposant du PCT*]

RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES EN VERTU DE LA REGLE 96.2 DU PCT : CALENDRIER COMMUN POUR LES LISTES DE TAXES ET LES TRANSFERTS DE TAXES

Depuis le 1er juillet 2020, tout office récepteur du PCT ("RO"), toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), toute administration chargée de la recherche internationale supplémentaire ("SISA"), ou toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA") peut participer, en tant "qu'office participant", au mécanisme d'échange de taxes du PCT d'un office (ci-après dénommé "office percepteur") à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire") par l'intermédiaire du Bureau international ("IB") aux fins du PCT (le "service de transfert de taxes de l'OMPI"), en vertu de la règle 96.2 du PCT et conformément aux dispositions énoncées dans l'annexe G des Instructions administratives du PCT.

Calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes

Suite aux consultations tenues avec des offices participants, conformément à l'annexe G, partie II.2, paragraphe 8 des Instructions administratives du PCT, un calendrier commun a été établi pour l'année 2022, précisant les dernières dates auxquelles, chaque mois, un office percepteur participant doit établir et transmettre au Bureau international des informations relatives aux transferts de taxes; et selon lesquelles les listes de taxes à transférer, ainsi que les montants de taxes indiqués dans lesdites listes, doivent être établis et transmis vers, ou par, le Bureau international.

Le calendrier commun établi pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 est comme suit :

Cycle	Mois civil (2022)	Mois considéré pour le service de transfert des taxes du PCT (période de facturation)	Service de transfert des taxes	Date limite pour la communication des documents au Bureau international (12h00 CET)	Date de valeur limite de paiement de l'office récepteur	Rapports sur les états financiers du service de transfert des taxes du PCT	Date de règlement du service de transfert des taxes du PCT
1	janvier	déc. 2021	Taxe PCT/ISA	mercredi 19-jan-2022	vendredi 21-jan-2022	mardi 25-jan-2022	vendredi 28-jan-2022
2	février	jan. 2022	Taxe PCT/ISA	vendredi 18-fév-2022	lundi 21-fév-2022	mardi 22-fév-2022	vendredi 25-fév-2022
3	mars	fév. 2022	Taxe PCT/ISA	vendredi 18-mar-2022	lundi 21-mar-2022	mardi 22-mar-2022	vendredi 25-mar-2022
4	avril	mars 2022	Taxe PCT/ISA	mercredi 20-avr-2022	vendredi 22-avr-2022	lundi 25-avr-2022	jeudi 28-avr-2022
5	mai	avr. 2022	Taxe PCT/ISA	mercredi 18-mai-2022	vendredi 20-mai-2022	mardi 24-mai-2022	vendredi 27-mai-2022
6	juin	mai 2022	Taxe PCT/ISA	vendredi 17-juin-2022	lundi 20-juin-2022	mardi 21-juin-2022	vendredi 24-juin-2022
7	juillet	juin 2022	Taxe PCT/ISA	mercredi 20- juil-2022	vendredi 22-juil-2022	mardi 25-juil-2022	vendredi 28-juil-2022
8	août	juillet 2022	Taxe PCT/ISA	vendredi 19-août-2022	lundi 22-août-2022	mardi 23-août-2022	vendredi 26-août-2022
9	septembre	août 2022	Taxe PCT/ISA	mercredi 21-sep-2022	vendredi 23-sep-2022	mardi 26-sep-2022	jeudi 29-sep-2022
10	octobre	sept. 2022	Taxe PCT/ISA	mercredi 19-oct-2022	vendredi 21-oct-2022	mardi 25-oct-2022	vendredi 28-oct-2022
11	novembre	oct. 2022	Taxe PCT/ISA	vendredi 18-nov-2022	lundi 21-nov-2022	mardi 22-nov-2022	vendredi 25-nov-2022
12	décembre	nov. 2022	Taxe PCT/ISA	mercredi 14-déc-2022	vendredi 16- déc-2022	mardi 20-déc-2022	jeudi 23-déc-2022

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

9 décembre 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

IL Israël 214
US États-Unis d'Amérique 215

Informations sur les États contractants

TH Thaïlande 216

Taxes payables en vertu du PCT

IL Israël 216

Offices récepteurs

SA Arabie saoudite 217

Offices désignés (ou élus)

IL Israël 217

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.2 du PCT : notifications par des offices et le Bureau international en vertu de la règle 82*quater*.2.a)

EP Organisation européenne des brevets 218

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

IL Israël

Accord entre le Gouvernement d'Israël et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office des brevets d'Israël** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications entreront en vigueur le 1er mars 2022.

Avec effet à compter du 1er mars 2022, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (Nouveau sheqel israélien)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	3.635
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	3.635
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	1.558
Taxe pour paiement tardif de la taxe d'examen préliminaire	[Sans changement]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	1.558
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	467
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par document	45

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_il.pdf

US États-Unis d'Amérique

Accord entre l'Office des brevets et des marques des États-Unis et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle [2] – Modification de l'annexe A

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)i) de l'accord susmentionné, une modification apportée à l'annexe A.i) de cet accord. Cette modification, qui est entrée en vigueur le 1er octobre 2021, consiste à ajouter l'Arabie saoudite aux états indiqués au point i) de l'annexe. L'annexe A modifiée aura la teneur suivante :

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) les États suivants pour lesquels elle agira :

en ce qui concerne l'article 3.1) :

États-Unis d'Amérique, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Bahreïn, Barbade, Brésil, Chili, Égypte, Géorgie, Guatemala, Inde, Israël, Jordanie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Thaïlande, Trinité-et-Tobago;

en ce qui concerne l'article 3.2) :

États-Unis d'Amérique, et

lorsque l'Administration a établi le rapport de recherche internationale,

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Bahreïn, Barbade, Brésil, Chili, Égypte, Géorgie, Guatemala, Inde, Israël, Jordanie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint Vincent et les Grenadines, Thaïlande, Trinité-et-Tobago.

Lorsqu'un office récepteur désigne l'Administration en vertu des articles 3.1) et 3.2), l'Administration devient compétente à l'égard des demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur à partir d'une date à convenir entre l'office récepteur et l'Administration et à notifier au Bureau international.

ii) [sans changement]

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_us.pdf

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

TH Thaïlande

Le **Département de la propriété intellectuelle (DPI) (Thaïlande)** a notifié un changement relatif à son adresse de courrier électronique, qui est désormais la suivante :

Courrier électronique : ro-th-pct@ipthailand.go.th

[Mise à jour de l'annexe B1(TH) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IL Israël

L'**Office des brevets d'Israël** a notifié au Bureau international de nouveaux montants, exprimés en **nouveau shekel israélien (ILS)**, de la taxe de transmission et de la taxe pour le document de priorité, applicables à compter du 1er janvier 2022 et du 1er mars 2022, respectivement, et payables à l'office en sa qualité d'office récepteur, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	ILS	567
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	ILS	90

[Mise à jour de l'annexe C(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau sheqel israélien (ILS)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et applicables à compter du 1er mars 2022, comme suit :

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) :	ILS	3.635
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) :	ILS	3.635
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.1.c) du PCT) :	ILS	467
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b) et 94.1*ter*), par document :	ILS	45

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a également notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau sheqel israélien (ILS)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international et applicables à compter du 1er mars 2022, comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b) du PCT) :	ILS	1.558
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3.a) du PCT) :	ILS	1.558
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.2 du PCT) :	ILS	467
Taxe pour la délivrance de copies (règles 71.2.b) et 94.2), par document :	ILS	45

[Mise à jour de l'annexe E(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

SA Arabie saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a spécifié l'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO) – en plus de l'Office coréen de la propriété intellectuelle, l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour, l'Office égyptien des brevets, l'Office européen des brevets (OEB), et le Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées le 1er octobre 2021 ou ultérieurement, par les ressortissants de l'Arabie saoudite et les personnes domiciliées dans ce pays, auprès du SAIP en sa qualité d'office récepteur.

[Mise à jour de l'annexe C(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

IL Israël

L'**Office des brevets d'Israël** a notifié au Bureau international un nouveau montant, exprimé en **nouveau shekel israélien (ILS)**, de la taxe de dépôt, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce montant, applicable à compter du 1er janvier 2022, est de ILS 2.077[3].

[Mise à jour du chapitre national, résumé (IL) du *Guide du déposant du PCT*]

[3] Cette taxe est réduite de 40% pour les demandes déposées en premier lieu en Israël par un déposant qui est une personne physique ou une entreprise dont le chiffre d'affaires a été inférieur à ILS 10 millions au cours de la dernière année civile.

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.2.a)

EP Organisation européenne des brevets

Conformément à la règle 82*quater*.2.a) relative à l'excuse de retard dans l'observation de certains délais en raison de l'indisponibilité de moyens de communication électronique au sein d'un office ou d'une organisation, l'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international la période d'indisponibilité suivante de plusieurs des moyens de communication électronique autorisés au sein de l'office :

– Dépôt en ligne, Dépôt en ligne 2.0, Dépôt par formulaire en ligne, Paiement des taxes en ligne, *Mailbox and MyFiles*, Espacenet, Services brevets ouverts et Registre européen des brevets : le 29 novembre 2021, de 03h13 HEC (heure d'Europe centrale) à 08h35 HEC.

Les déposants qui n'ont pas pu observer un délai selon le PCT en raison de l'indisponibilité de l'un des services susmentionnés peuvent demander l'excuse de retard dans l'observation de délais en vertu de la règle 82*quater*.2 du PCT selon les conditions applicables, publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 26 novembre 2020, page 254.

Des informations concernant cette indisponibilité ont été publiées sur le site Internet de l'OEB, à l'adresse suivante :

https://www.epo.org/service-support/availability-of-online-services/2021_fr.html

et sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/fr/texts/unavailability.html

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

16 décembre 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

BN Brunéi Darussalam 220

Offices désignés (ou élus)

ID Indonésie 220

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

BN Brunéi Darussalam

L'**Office de la propriété intellectuelle du Brunéi Darussalam (BruIPO)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son siège et adresse postale, à son numéro de téléphone et à son adresse Internet, qui sont désormais les suivants :

Siège et adresse postale :	The Law Building Ground Floor Jalan Raja Isteri Pengiran Anak Hajah Saleha Bandar Seri Begawan, BA 1910 Brunei Darussalam
Téléphone :	(673) 222 59 19
Internet :	http://www.bruipo.gov.bn/SitePages/Home.aspx

[Mise à jour de l'annexe B1(BN) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

ID Indonésie

La **Direction générale de la propriété intellectuelle (Indonésie)** a notifié au Bureau international une composante supplémentaire de la taxe nationale, exprimée en **roupie indonésien (IDR)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce montant, applicable depuis le 3 mai 2019, est le suivant :

Taxe nationale :

Taxe de dépôt supplémentaire : pour chaque page de la description à compter de la 31e page :	IDR 15.000

[Mise à jour du chapitre national, résumé (ID), du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

23 décembre 2021

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

BZ Belize 222
RO Roumanie 222
US États-Unis d'Amérique 222

Taxes payables en vertu du PCT

RO Roumanie 223

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

BZ Belize

Le 7 décembre 2021, l'**Office de la propriété intellectuelle du Belize** a notifié au Bureau international qu'il a supprimé ses services de télécopie.

[Mise à jour de l'annexe B1(BZ) du *Guide du déposant du PCT*]

RO Roumanie

L'**Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)** a notifié au Bureau international la suppression d'un de ses numéros de téléphone. Le numéro de téléphone qui est disponible est le suivant :

Téléphone : (40-21) 306 08 00

[Mise à jour de l'annexe B1(RO) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)** a notifié au Bureau international que, à compter du 1er janvier 2022, pendant un an à titre pilote, une adresse de courrier électronique sera disponible pour soumettre des questions générales et non urgentes concernant le PCT et les procédures applicables aux demandes internationales déposées en vertu du PCT et aux demandes en phase nationale US déposées en vertu de l'article 35 U.S.C. §371. Il convient de noter que cette adresse électronique n'est pas destinée aux demandes spécifiques ou urgentes, qui doivent toujours être adressées par téléphone au service d'assistance du PCT ((1-571) 272 43 00). La nouvelle adresse de courrier électronique est la suivante :

Courrier électronique : PCTHelp@uspto.gov

[Mise à jour de l'annexe B1(US) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

RO Roumanie

L'**Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau leu (RON)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables à partir du 1er janvier 2022, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	RON	495	
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	RON	99	plus les frais de reproduction

[Mise à jour de l'annexe C(RO) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

9 janvier 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

IL Israël 2

Informations sur les États contractants

BY Bélarus 3

Taxes payables en vertu du PCT

CR Costa Rica 3
ID Indonésie 3
IL Israël 4

Offices récepteurs

ID Indonésie 4
UG Ouganda 4

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

IL Israël

Accord entre le Gouvernement d'Israël et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office des brevets d'Israël** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications entreront en vigueur le 1er mars 2020. L'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

"**Annexe D**
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	**Montant (Nouveau sheqel israélien)**
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	3.582
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	3.582
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	1.535
Taxe pour paiement tardif de la taxe d'examen préliminaire	[Sans changement]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	1.535
Taxe pour remise tardive (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	460
Coût des copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par document	[Sans changement]

Partie II. [Sans changement]"

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_il.pdf

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à ses numéros de téléphone et de télécopieur, ainsi qu'à ses adresses de courrier électronique et d'Internet, qui sont désormais les suivants :

Téléphone :	(375-17) 272 46 96
Télécopieur :	(375-17) 272 98 34
Courrier électronique :	icd@ncip.by ncip@ncip.by
Internet :	www.ncip.by

[Mise à jour de l'annexe B1(BY) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CR Costa Rica

Le **Registre de la propriété industrielle (Costa Rica**) a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, payables à l'office en tant qu'office récepteur depuis le 18 décembre 2019, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	USD 212	(en ligne)
	USD 289	(sur papier)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	USD 29	
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	USD 144	

[Mise à jour de l'annexe C(CR) du *Guide du déposant du PCT*]

ID Indonésie

La **Direction générale de la propriété intellectuelle (Indonésie)** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT), exprimé en **roupie indonésien (IDR)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable depuis le 3 mai 2019, est de IDR 300.000.

[Mise à jour de l'annexe C(ID) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

L'**Office des brevets d'Israël** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau sheqel israélien (ILS)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et applicables à compter du 1er mars 2020, comme suit :

Taxe de recherche (règle 16 du PCT) :	ILS	3.582
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2 du PCT) :	ILS	3.582
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.1.c) du PCT) :	ILS	460

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a également notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau sheqel israélien (ILS)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international et applicables à compter du 1er mars 2020, comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b) du PCT) :	ILS	1.535
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3.a) du PCT) :	ILS	1.535
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.2 du PCT) :	ILS	460

[Mise à jour de l'annexe E(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

ID Indonésie

La **Direction générale de la propriété intellectuelle (Indonésie)** a notifié au Bureau international un changement relatif au nombre d'exemplaires sur papier de la demande internationale requis par l'office – un exemplaire doit désormais être fourni, au lieu de deux.

[Mise à jour de l'annexe C(ID) du *Guide du déposant du PCT*]

UG Ouganda

Le **Bureau des services de l'enregistrement de l'Ouganda (URSB)** a spécifié l'Office européen des brevets (OEB), en plus de l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour, en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées auprès de l'URSB par les ressortissants de l'Ouganda et les personnes domiciliées dans ce pays, avec effet depuis le 27 novembre 2019.

[Mise à jour de l'annexe C(UG) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

16 janvier 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

EG Égypte 6
EP Organisation européenne des brevets 6

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EG Égypte

L'**Office égyptien des brevets** a notifié au Bureau international un nouveau montant, exprimé en **livre égyptienne (EGP)**, de la taxe d'examen faisant partie de la taxe nationale, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce montant, applicable depuis le 7 novembre 2017, est de EGP 17.000. Les étudiants sont exemptés du paiement de cette taxe.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (EG), du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international un nouveau montant, exprimé en **euro (EUR)**, de la taxe de dépôt faisant partie de la taxe nationale pour les dépôts effectués autrement qu'en ligne. Ce montant, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicable depuis le 1er avril 2019, est de EUR 250.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (EP), du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

23 janvier 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

ID Indonésie 8

Taxes payables en vertu du PCT

ID Indonésie 8
IL Israël 8

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

ID Indonésie

La **Direction générale de la propriété intellectuelle (Indonésie)** a notifié au Bureau international des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) — l'office a supprimé ses services de télécopie et n'accepte plus le dépôt de documents par télécopie.

[Mise à jour de l'annexe B1(ID) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

ID Indonésie

La **Direction générale de la propriété intellectuelle (Indonésie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale, exprimés en **roupie indonésien (IDR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables depuis le 3 mai 2019, sont les suivants :

Taxe nationale :

Taxe additionnelle pour chaque revendication à compter de la 11e :	IDR	75.000
Taxe d'examen quant au fond :	IDR	3.000.000

[Mise à jour du chapitre national, résumé (ID), du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets d'Israël**. Ces montants, applicables à compter du 1er mars 2020, sont de CHF 1.009, EUR 932 et USD 1.036, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

30 janvier 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

IL Israël – Rectificatif 10

Taxes payables en vertu du PCT

KG Kirghizistan 11

Éléments et parties indûment déposés :
notifications par des offices récepteurs relatives à l'incompatibilité avec des législations nationales en vertu de la règle 20.8.a-*bis*) du PCT

EP Organisation européenne des brevets – Rectificatif 12

Éléments et parties indûment déposés :
notifications par des offices désignés relatives à l'incompatibilité avec des législations nationales en vertu de la règle 20.8.b-*bis*) du PCT

EP Organisation européenne des brevets 12

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notification d'offices et autorités participants

NO Norvège 13

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

IL Israël – Rectificatif

Accord entre le Gouvernement d'Israël et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'indication de la "Taxe pour remise tardive" dans la partie I de l'annexe D de l'accord susmentionné, telle que publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 9 janvier 2020, page 2, était erronée. L'indication correcte est : "Taxe pour remise tardive de listages des séquences".

En outre, la traduction en français de l'indication "*Cost of copies*" (en anglais) était également erronée. L'indication correcte est : "Taxe pour la délivrance de copies".

À partir du 1er mars 2020, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

"**Annexe D**
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	**Montant (Nouveau sheqel israélien)**
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	3.582
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	3.582
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	1.535
Taxe pour paiement tardif de la taxe d'examen préliminaire	[Sans changement]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	1.535
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	460
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par document	[Sans changement]

Partie II. [Sans changement]"

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_il.pdf

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

KG Kirghizistan

Le **Service d'état de la propriété intellectuelle et de l'innovation auprès du gouvernement de la République kirghize** a notifié au Bureau international un montant de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), exprimé en **som kirghize (KGS)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable depuis le 3 octobre 2016, est de KGS 4.000. Cette taxe est réduite de 90% si le déposant est un particulier.

Pour les non-résidents du Kirghizistan, le montant équivalent de la taxe peut être payé dans une monnaie librement convertible, conformément au taux de change de la Banque nationale de la République kirghize applicable à la date du paiement.

[Mise à jour de l'annexe C(KG) du *Guide du déposant du PCT*]

ÉLÉMENTS ET PARTIES INDÛMENT DÉPOSÉS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS RELATIVES À L'INCOMPATIBILITÉ AVEC DES LÉGISLATIONS NATIONALES EN VERTU DE LA RÈGLE 20.8.A-*BIS*) DU PCT

Rectificatif : La notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 19 décembre 2019 (pages 199 et 200) relative à l'incompatibilité avec la législation appliquée par l'Office européen des brevets (OEB) en sa qualité d'office récepteur, en vertu de la nouvelle règle 20.8 du PCT, contenait des indications de la règle 20.8.b-*bis*) erronées. Ladite notification est corrigée et republiée, comme suit :

Durant sa cinquante et unième session (22e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 30 septembre au 9 octobre 2019, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, notamment, la nouvelle règle 20.5*bis*[2] du Règlement d'exécution du PCT concernant les éléments et parties de la demande internationale indûment déposés, ainsi que la nouvelle règle 20.8.a-*bis*) concernant l'incompatibilité des règles 20.5*bis*.a)ii)[3] et 20.5*bis*.d)[4] avec les législations nationales appliquées par les offices récepteurs. Ces nouvelles règles, entre autres, entreront en vigueur le 1er juillet 2020.

---

2 Le texte complet de la règle 20.5*bis* est reproduit à l'annexe III du document PCT/A/51/2, qui est disponible à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/pct_a_51/pct_a_51_2.pdf

3 La nouvelle règle 20.5*bis*.a)ii) stipule : "Lorsque, au moment de déterminer si les documents supposés constituer une demande internationale remplissent les conditions visées à l'article 11.1), l'office récepteur constate qu'un élément entier visé à l'article 11.1)iii)d) ou e) a été ou semble avoir été indûment déposé, ou qu'une partie de la description, des revendications ou des dessins a été ou semble avoir été indûment déposée, y compris le cas dans lequel tous les dessins ont été ou semblent avoir été indûment déposés ("élément ou partie indûment déposé"), il invite à bref délai le déposant, au choix de ce dernier, à confirmer, conformément à la règle 20.6.a), que l'élément correct ou la partie correcte a été incorporé par renvoi en vertu de la règle 4.18 et à présenter des observations, le cas échéant, dans le délai visé à la règle 20.7. Si ce délai expire plus de 12 mois après la date du dépôt de toute demande dont la priorité est revendiquée, l'office récepteur porte cette circonstance à l'attention du déposant."

4 La nouvelle règle 20.5*bis*.d) stipule : "Lorsque, à la suite d'une invitation selon l'alinéa a) ou pour une autre raison, un élément correct ou une partie correcte est, en vertu de la règle 20.6.b), considéré comme ayant été contenu dans ce qui est supposé constituer la demande internationale à la date à laquelle un ou plusieurs des éléments visés à l'article 11.1)iii) ont été initialement reçus par l'office récepteur, l'élément ou la partie indûment déposé continue à figurer dans la demande internationale et l'office récepteur attribue comme date du dépôt international la date à laquelle toutes les conditions visées à l'article 11.1) sont remplies et prend les mesures prévues à la règle 20.2.b) et c) et dans les instructions administratives."

La nouvelle règle 20.8.a-*bis*) dispose : “Si, le 9 octobre 2019, l’une quelconque des règles 20.5*bis*.a)ii) et d) n’est pas compatible avec la législation nationale appliquée par l’office récepteur, la règle concernée ne s’applique pas à une demande internationale déposée auprès de cet office récepteur tant qu’elle reste incompatible avec cette législation, à condition que l’office en question en informe le Bureau international le 9 avril 2020 au plus tard. Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette les informations reçues.”

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la nouvelle règle 20.8.a-*bis*) du PCT, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2020, l’**Office européen des brevets (OEB)**, en sa qualité d’office récepteur, a notifié au Bureau international que les nouvelles règles 20.5*bis*.a)ii) et 20.5*bis*.d) du PCT ne peuvent pas être jugées compatibles avec la Convention sur la délivrance de brevets européens (CBE).

ÉLÉMENTS ET PARTIES INDÛMENT DÉPOSÉS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DÉSIGNÉS RELATIVES À L’INCOMPATIBILITÉ AVEC DES LÉGISLATIONS NATIONALES EN VERTU DE LA RÈGLE 20.8.B-*BIS*) DU PCT

Durant sa cinquante et unième session (22e session ordinaire), qui s’est tenue à Genève du 30 septembre au 9 octobre 2019, l’Assemblée de l’Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l’unanimité, notamment, la nouvelle règle 20.5*bis*[5] du Règlement d’exécution du PCT concernant les éléments et parties de la demande internationale indûment déposés, ainsi que la nouvelle règle 20.8.b-*bis*) concernant l’incompatibilité des règles 20.5*bis*.a)ii)[6] et 20.5*bis*.d)[7] avec les législations nationales appliquées par les offices désignés. Ces nouvelles règles, entre autres, entreront en vigueur le 1er juillet 2020.

La nouvelle règle 20.8.b-*bis*) dispose : “Si, le 9 octobre 2019, l’une quelconque des règles 20.5*bis*.a)ii) et d) n’est pas compatible avec la législation nationale appliquée par l’office désigné, la règle concernée ne s’applique pas à cet office en rapport avec une demande internationale à l’égard de laquelle les actes visés à l’article 22 ont été accomplis auprès de cet office tant qu’elle reste incompatible avec cette législation, à condition que l’office en question en informe le Bureau international le 9 avril 2020 au plus tard. Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette les informations reçues.”

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la nouvelle règle 20.8.b-*bis*) du PCT, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2020, l’**Office européen des brevets (OEB)**, en sa qualité d’office désigné, a notifié au Bureau international que les nouvelles règles 20.5*bis*.a)ii) et 20.5*bis*.d) du PCT ne peuvent pas être jugées compatibles avec la Convention sur la délivrance de brevets européens (CBE).

5 Voir la note de bas de page 2.
6 Voir la note de bas de page 3.
7 Voir la note de bas de page 4.

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATION D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Afin de faciliter l'accès aux documents de priorité, le Bureau international a créé le Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS"), conformément à une décision de 2006 de l'Assemblée de l'Union de Paris, de l'Assemblée du PLT et de l'Assemblée de l'Union du PCT.

Depuis avril 2009, le Bureau international, et tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés, est en mesure de participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT), dans un large éventail de supports et formats.

Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité ou de l'instruction 715.a)i) ou b) des Instructions administratives du PCT ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante : www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html.

NO Norvège

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité, l'**Office norvégien de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant et office ayant accès, avec effet depuis le 1er janvier 2020.

[Mise à jour de l'annexe B1(NO) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

6 février 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

SA Arabie saoudite 15

Taxes payables en vertu du PCT

TN Tunisie 15
US États-Unis d'Amérique 15

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique : institutions auprès desquelles des dépôts peuvent être effectués

IT Italie 16

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

SA Arabie saoudite

L'**Office saoudien des brevets (SPO)** a notifié au Bureau international des changements relatifs au nom de l'office, ainsi qu'à son siège et adresse postale, ses numéros de téléphone, son numéro de télécopie, et à ses adresses de courrier électronique et d'Internet, comme suit :

Nom de l'office :	Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)
Siège et adresse postale :	As Sahafah, Olaya St. 6531, 3059 Riyadh 13321 Arabie saoudite
Téléphone :	(966-11) 280 59 76 (966-11) 280 60 09
Télécopieur :	(966-11) 280 60 02
Courrier électronique :	pct@saip.gov.sa
Internet :	www.saip.gov.sa

[Mise à jour de l'annexe B1(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

TN Tunisie

L'**Institut national de la normalisation et de la propriété industrielle (INNORPI) (Tunisie)** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), exprimé en **dinar tunisien (TND)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable depuis le 2 janvier 2020, est de TND 100.

[Mise à jour de l'annexe C(TN) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar néo-zélandais (NZD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er avril 2020, sont de NZD 3.135 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, NZD 1.567 pour une petite entité et NZD 784 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES ET AUTRE MATÉRIEL BIOLOGIQUE : INSTITUTIONS AUPRÈS DESQUELLES DES DÉPÔTS PEUVENT ÊTRE EFFECTUÉS

IT Italie

L'**Office italien des brevets et des marques** a adressé au Bureau international une notification relative à un changement de nom de l'institution dénommée *Advanced Biotechnology Center (ABC)*, autorité de dépôt internationale reconnue en vertu du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, auprès de laquelle des dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique peuvent être effectués. Le nouveau nom de l'autorité est ***IRCCS Ospedale Policlinico San Martino***.

[Mise à jour de l'annexe L du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

13 février 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

CA Canada 18

Offices désignés (ou élus)

CA Canada 19
CR Costa Rica 20

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

UG Ouganda 20

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international de nouvelles composantes de la taxe nationale, exprimées en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables depuis le 30 octobre 2019, sont les suivants :

Taxe nationale :

Surtaxe pour le rétablissement des droits (entrée dans la phase nationale tardive) :	CAD	200
Surtaxe pour paiement tardif en vertu du sous-paragraphe 154(4) des Règles canadiennes sur les brevets :	CAD	150

En outre, l'office a notifié des changements aux dispositions de sa législation nationale concernant le droit du déposant d'acquitter le montant réduit de la taxe nationale de base, en tant que "petite entité". Pour avoir le droit d'acquitter la taxe réduite, le déposant ou son mandataire doit soumettre une déclaration[1] de statut de "petite entité" signée, conformément au paragraphe 44(3) des Règles canadiennes sur les brevets, dans le délai applicable selon les articles 154(1)(c)(i), 154(2)(a), 154(3)(a)(iii)(A), 154(3)(b)(i)(A), 154(3)(b)(ii)(A) ou 80(1)(a) et 80(2) des Règles canadiennes sur les brevets.

De plus, l'office a notifié un changement relatif aux délais pour le paiement de la taxe pour le maintien en état à payer, pour chaque période d'un an, au moment de l'entrée dans la phase nationale, lorsque celle-ci est effectuée lors du deuxième (ou éventuellement du troisième) anniversaire de la date du dépôt international, ou après cette date. Avec effet depuis le 30 octobre 2019, lorsque l'article 22 ou 39.1) du PCT est applicable, cette taxe est due :

– dans un délai de 24 mois à compter de la date du dépôt international, ou dans un délai de 30 mois à compter de la date de priorité si ce délai expire plus tard; ou
– dans un délai de 12 mois après l'expiration du délai de 30 mois, à condition que le déposant acquitte la surtaxe pour l'entrée dans la phase nationale tardive.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CA), du *Guide du déposant du PCT*]

[1] La déclaration adoptera de préférence le libellé de la déclaration figurant à l'annexe CA.II, phase nationale du *Guide du déposant du PCT*.

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international des changements relatifs aux exigences pour l'entrée dans la phase nationale tardive. L'entrée dans la phase nationale tardive reste possible (12 mois après l'expiration du délai de 30 mois (30 mois à compter de la date de priorité)); cependant, depuis le 30 octobre 2019, les déposants doivent acquitter la taxe pour le rétablissement des droits et remplir les autres exigences énoncées dans le paragraphe 154(3) des Règles canadiennes sur les brevets pour le rétablissement des droits (entrée dans la phase nationale tardive).

En outre, l'office a notifié plusieurs changements relatifs à ses exigences particulières en vertu de la règle 51*bis*. Depuis le 30 octobre 2019, la liste complète de ces exigences particulières est comme suit :

– Le nom et l'adresse postale de chaque inventeur.

– Une déclaration selon laquelle (i) le (ou les) déposant(s) a (ont) le droit de déposer une demande de brevet, ou (ii) le déposant est l'unique inventeur ou, en cas de déposants multiples, les déposants sont tous (également) les inventeurs et les uniques inventeurs.

– Lorsqu'il a des raisons légitimes de douter que la personne qui entre dans la phase nationale est le déposant de la demande internationale, ou son représentant légal, le commissaire demandera des preuves lui permettant d'établir les droits de propriété de la demande internationale.

  Un déposant peut accompagner la demande d'entrée dans la phase nationale de justificatifs[2] attestant que la personne qui procède à l'entrée dans la phase nationale est le déposant de la demande internationale ou son représentant légal.

– Désignation d'un mandataire si le déposant n'est pas l'inventeur.

  Si l'agent nommé n'est pas domicilié au Canada, nomination par ce dernier d'un mandataire domicilié au Canada en tant que mandataire associé.

  Preuve de consentement du mandataire à sa nomination, lorsque ce dernier ne remet pas le document qui le nomme.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CA), du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Ces justificatifs peuvent comprendre : le formulaire PCT/IB/306, un document ordonnant le transfert de droits, ou un document attestant d'un changement de nom.

CR Costa Rica

Le **Registre de la propriété industrielle (Costa Rica)** a notifié au Bureau international des changements relatifs aux conditions de réduction de la taxe de dépôt faisant partie de la taxe nationale. Depuis le 18 décembre 2019, la taxe de dépôt est réduite de 70% lorsque la demande internationale a été déposée par des personnes physiques, des micros ou petites entreprises (telles que définies dans la loi n° 8262 du Costa Rica), des établissements publics d'enseignement supérieur, ou des instituts publics de recherche scientifique ou technologique.

Avec la demande de réduction de la taxe, en plus du justificatif de paiement, le déposant doit fournir les documents suivants :

– une déclaration sous serment dans laquelle le déposant déclare avoir droit à la réduction;

– une copie de la carte d'identité ("*cédula de identidad*") dans le cas d'une personne physique; ou

– une copie de la carte de société ("*cédula jurídica*") dans le cas d'une personne morale.

Pour procéder à l'enregistrement de la cession des droits à un tiers qui n'a pas droit à la réduction, ce dernier doit payer les 70% restants de la taxe qui n'a pas été initialement payée par le cédant. En outre, à compter de la date de transfert à un tiers, le cessionnaire doit payer le montant total des taxes annuelles dues pour maintenir la validité du brevet.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CR), du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

UG Ouganda

Depuis le 7 janvier 2002, tout office récepteur ayant mis en place les systèmes techniques appropriés est en mesure d'accepter le dépôt des demandes internationales sous forme électronique conformément à la septième partie et à l'annexe F des Instructions administratives du PCT, qui contiennent, respectivement, le cadre juridique et la norme technique nécessaires à la mise en œuvre du dépôt et du traitement sous forme électronique des demandes internationales prévus à la règle 89*bis*.1 du PCT.

Le **Bureau des services de l'enregistrement de l'Ouganda (URSB)**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713 des Instructions administratives du PCT, qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du 15 avril 2020, comme suit :

“**En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :**

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l’annexe F)

– norme ST.25 de l’OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l’annexe F et l’annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l’annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l’annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l’annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l’annexe F, et la section 2.d) de l’appendice III de l’annexe F)

En ce qui concerne l’empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l’annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d’une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l’annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l’annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L’accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l’office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l’instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l’instruction 704.a)v)).

L’office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n’est que si la demande n’est pas envoyée conformément au protocole sur l’interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l’annexe F) qu’un accusé de réception ne sera pas généré. D’autres erreurs, telles que l’utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l’appendice II de l’annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d’autres formes d’éléments malveillants (voir l’instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l’accusé de réception.

Lorsqu’il s’avère que l’accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n’a pas été transmis avec succès, l’office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l’instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, aux numéros suivants : (256-41) 733 80 00
(256-41) 733 81 00

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : ip@ursb.go.ug

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites du logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.ursb.go.ug).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs
(www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT."

[Mise à jour de l'annexe C(UG) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

20 février 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

NL Pays-Bas 24

Taxes payables en vertu du PCT

AZ Azerbaïdjan 24
RO Roumanie 24

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

NL Pays-Bas

L'**Office néerlandais des brevets** a notifié au Bureau international des changements concernant ses services de télécopie et le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) — depuis le 1er juillet 2018, l'office a supprimé ses services de télécopie et, par conséquent, n'accepte plus le dépôt de documents par télécopie.

[Mise à jour de l'annexe B1(NL) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AZ Azerbaïdjan

L'**Agence de la propriété intellectuelle de la République d'Azerbaïdjan** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs taxes, exprimés en **manat azerbaïdjanais (AZN)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables depuis le 27 mai 2019, sont comme suit :

Pour un brevet ou un modèle d'utilité :

Taxe additionnelle pour chaque revendication indépendante à compter de la deuxième :	AZN	7[1]	
Taxe additionnelle pour chaque revendication dépendante à compter de la onzième :	AZN	7[1]	
Taxe annuelle pour la troisième année :	AZN	50	(réduite de AZN 10 lorsque tous les déposants sont des personnes physiques)

[Mise à jour du chapitre national, résumé (AZ) du *Guide du déposant du PCT*]

RO Roumanie

L'**Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau leu (RON)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables depuis le 1er janvier 2020, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	RON	475	
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	RON	95	plus les frais de reproduction

[Mise à jour de l'annexe C(RO) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Cette taxe est soumise à une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 18%.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

27 février 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

EP Organisation européenne des brevets 26

Taxes payables en vertu du PCT

EP Organisation européenne des brevets 27

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

CN Chine 30

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

EP Organisation européenne des brevets

Accord entre l'Organisation européenne des brevets et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office européen des brevets (OEB)** a adressé au Bureau international, en vertu des articles 11.3)iii) et 11.4.ii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées aux parties I et II de l'annexe D de cet accord. Ces modifications consistent en des changements des montants de plusieurs taxes, en l'établissement de conditions de réduction de la taxe de recherche internationale supplémentaire, ainsi qu'en des changements relatifs aux conditions de réduction de la taxe de recherche internationale et de la taxe d'examen préliminaire international.

Les nouvelles conditions de réduction de la taxe de recherche internationale s'appliqueront à toutes les demandes internationales déposées à compter du 1er avril 2020. Les nouvelles conditions de réduction de la taxe de recherche internationale supplémentaire et de la taxe d'examen préliminaire international s'appliqueront aux paiements effectués à compter du 1er avril 2020.

Les modifications apportées à l'annexe D, qui entreront en vigueur le 1er avril 2020, auront la teneur suivante:

"**Annexe D**
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	**Montant (euro)**
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	[sans changement][2]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	[sans changement][2]
Taxes de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a))	[sans changement][2]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	[sans changement][2]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	[sans changement][2]
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	910
Taxe de réexamen (règle 45*bis*.6.c))	910
Taxe pour remise tardive (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	240

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_ep.pdf

[2] La taxe est réduite de 75% sous certaines conditions (voir la décision du Conseil d'administration de l'OEB datée du 12 décembre 2019 (JO OEB 2020, A4)). Voir le paragraphe 4) de la partie II pour plus de détails.

Partie II. Conditions et limites des remboursements ou des réductions de taxes

1) à 3) [sans changement]

4) Le montant de la taxe de recherche internationale et de la taxe d'examen préliminaire international (et de toute taxe additionnelle à payer), et de la taxe de recherche internationale supplémentaire, est réduit de 75% :

i) lorsque le déposant ou, en cas de pluralité de déposants, chacun des déposants est une personne physique qui est ressortissante d'un État et est domiciliée dans un État qui n'est pas partie à la Convention sur le brevet européen et qui, à la date de dépôt de la demande ou à la date du paiement de la taxe de recherche internationale supplémentaire ou de la taxe d'examen préliminaire international, est classé par la Banque mondiale comme pays à faible revenu ou à revenu moyen inférieur. Lorsque l'Administration est informée d'un changement au titre de la règle 92*bis* avant le début de la recherche internationale, de la recherche internationale supplémentaire ou, selon le cas, de l'examen préliminaire international, et que le changement modifierait l'applicabilité de la réduction de taxe, l'Administration peut demander au déposant de régler le montant intégral de la taxe de recherche, de la taxe de recherche supplémentaire, ou de la taxe d'examen préliminaire, ainsi que le montant intégral de toutes taxes additionnelles que le déposant pourrait être invité à payer; ou

ii) lorsque le déposant ou, en cas de pluralité de déposants, chacun des déposants est une personne physique ou morale qui, au sens de la règle 18, est ressortissante d'un État et est domiciliée dans un État dans lequel un accord de validation avec l'Organisation européenne des brevets est en vigueur.

5) à 8) [sans changement]"

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EP Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et applicables à compter du 1er avril 2020, comme suit :

Taxe de réserve (règle 40.2.e) du PCT)	EUR	910
Taxe de réexamen (règle 45*bis*.6.c) du PCT)	EUR	910
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.1.c) du PCT)	EUR	240

[Mise à jour des annexes D(EP) et SISA(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international. Ces montants, également applicables à compter du 1er avril 2020, sont comme suit :

Taxe de réserve (règle 68.3.e) du PCT)	EUR	910
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.2 du PCT)	EUR	240

[Mise à jour de l'annexe E(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de sa taxe nationale, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces nouveaux montants, applicables à compter du 1er avril 2020, sont comme suit :

Taxe nationale :		
Taxe de dépôt[3, 4] :		
– pour les dépôts en ligne	EUR	125
– pour les dépôts effectués autrement qu'en ligne	EUR	260
Taxe additionnelle pour un nombre de pages supérieur à 35 : pour chaque page à partir de la 36e	EUR	16
Taxe de désignation pour un ou plusieurs États désignés membres de l'OEB[5]	EUR	610
Taxe de revendication[3] :		
– pour chaque revendication à partir de la 16e et jusqu'à la 50e	EUR	245
– pour chaque revendication à partir de la 51e	EUR	610
Taxe de recherche[3] :		
– pour les demandes (internationales) déposées avant le 1er juillet 2005	EUR	920
– pour les demandes (internationales) déposées le 1er juillet 2005 ou ultérieurement	EUR	1.350

[3] Doit être payée dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité. Pour les taxes de revendication, voir également le paragraphe EP.08 du chapitre national EP.

[4] Voir les Décisions du Conseil d'administration du 12 décembre 2019 (CA/D 12/19), JO OEB, A3.

[5] Les taxes de désignation, d'extension et de validation sont payables dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité ou un délai de six mois après la date de publication du rapport de recherche internationale, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué.

Taxe de poursuite de la procédure :		
– en cas de retard de paiement d'une taxe	[Sans changement]	
– autres cas	EUR	265
Taxe pour fourniture tardive d'un listage des séquences	EUR	240
Taxe d'examen[6] :		
– pour les demandes (internationales) déposées avant le 1er juillet 2005	EUR	1.900
– pour les demandes (internationales) déposées le 1er juillet 2005 ou ultérieurement pour lesquelles il n'est pas établi de rapport complémentaire de recherche européenne	EUR	1.900
– pour toutes les autres demandes (internationales) déposées le 1er juillet 2005 ou ultérieurement	EUR	1.700
Taxe annuelle pour la troisième année[7]	EUR	490

Enfin, l'office a notifié un nouveau montant de la réduction de la taxe de recherche faisant partie de la taxe nationale, exprimé en **euro (EUR)**, pour les demandes internationales pour lesquelles le rapport de recherche internationale ou un rapport de recherche internationale supplémentaire a été établi par l'Office autrichien des brevets, ou, en accord avec le Protocole sur la centralisation, par l'Office espagnol des brevets et des marques, l'Office national des brevets et de l'enregistrement de la Finlande (PRH), l'Institut nordique des brevets, l'Office suédois des brevets et de l'enregistrement, l'Office turc des brevets et des marques (Turkpatent) ou l'Institut des brevets de Visegrad (VPI).

Le nouveau montant de cette réduction est de EUR 1.150.

La réduction s'appliquera aux demandes internationales déposées jusqu'au 31 mars 2024 inclus et pour lesquelles la taxe de recherche supplémentaire est acquittée à compter du 1er avril 2020[8].

[Mise à jour du chapitre national, résumé (EP), du *Guide du déposant du PCT*]

[6] Une requête en examen doit être présentée par écrit et la taxe d'examen payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT et de la règle 159(1) de la CBE ou un délai de six mois après la date de publication du rapport de recherche internationale, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué.

[7] Cette taxe est due avant l'expiration du mois dans lequel tombe le deuxième anniversaire (24 mois) de la date du dépôt international; elle est due dans un délai de 31 mois à compter de la date de priorité si ce délai expire plus tard.

[8] Voir la décision du Conseil d'administration de l'OEB datée du 12 décembre 2019 (CA/D 12/19), JO OEB 2020, A3.

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

CN Chine

En janvier 2020, l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)** a annoncé[9] qu'elle n'acceptera plus, à partir du 1er mars 2020, les demandes internationales sous forme électronique déposées au moyen du logiciel PCT-SAFE.

Le 18 février 2020, en vertu de la règle 89*bis*.1)d) et de l'instruction 710.b) des Instructions administratives du PCT, l'office, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international ce changement., qui concerne.

Par conséquent, avec effet à compter du 1er mars 2020, le point relatif aux logiciels de dépôt électronique, spécifié par l'office dans la notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 23 juin 2016, pages 141 et suivantes, sera remplacé par le suivant :

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– logiciel CEPCT

[Mise à jour de l'annexe C(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

[9] Cette annonce est disponible sur le site Internet de l'office à l'adresse suivante : http://www.pctonline.cnipa.gov.cn/index.do?type=gengduo&jilulx=1

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

5 mars 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Réunions de l'Union internationale de coopération en matière de brevets – Assemblée (cinquante et unième session (22e session ordinaire))

Note du Bureau international 32

Modifications du Règlement d'exécution du PCT (dont l'entrée en vigueur est fixée au 1er juillet 2020) 34

Listes révisées des États satisfaisant aux critères visés aux points 5.a) et 5.b) du barème de taxes du PCT 45

Taxes payables en vertu du PCT

EP Organisation européenne des brevets 46

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

RÉUNIONS DE L'UNION INTERNATIONALE DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS – ASSEMBLÉE (CINQUANTE ET UNIÈME SESSION (22E SESSION ORDINAIRE))

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

À sa cinquante et unième session (22e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 30 septembre au 9 octobre 2019 dans le cadre des réunions des Assemblées des États membres de l'OMPI, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a approuvé les changements suivants apportés au système du PCT :

– modifications du Règlement d'exécution du PCT; et

– une version révisée des listes des États qui satisfont aux critères visés aux points 5.a) et 5.b) du barème de taxes du PCT, conformément aux Directives[1] concernant la mise à jour des listes des États précités.

Les documents qui ont été établis pour l'assemblée et qui donnent en détail l'historique des décisions qui ont été prises, ainsi que le rapport de la session, sont disponibles sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

www.wipo.int/meetings/fr/details.jsp?meeting_id=52258

Les changements susmentionnés sont présentés ci-après.

Modifications du Règlement d'exécution du PCT

Les modifications du Règlement d'exécution du PCT approuvées par l'assemblée du PCT qui entreront en vigueur le 1er juillet 2020 sont les suivantes :

– modifications de la règle 82*quater* du PCT concernant des mesures de sauvegarde en cas d'interruption de services affectant les offices, elles prévoient de permettre aux offices de simplifier la procédure destinée à excuser les retards dans l'observation d'un délai en raison de l'interruption de service de systèmes électroniques;

– nouvelle règle 26*quater* du PCT concernant la correction et l'adjonction d'indications dans la requête en vertu de la règle 4.11, elle permet la correction d'erreurs ou d'omissions dans des indications du type de protection demandée dans la phase nationale;

– nouvelle règle 40*bis* du PCT, ainsi que les modifications des règles 4, 12, 20, 48, 51*bis*, 55, et 82*ter* du PCT relatives aux éléments et parties de la demande internationale indûment déposés, ont pour but d'harmoniser les pratiques des offices récepteurs et des offices désignés (ou élus) dans le cas particulier où un déposant avait indûment déposé un mauvais élément ou une partie incorrecte de la demande internationale;

[1] Telles qu'adoptées par l'Assemblée de l'Union du PCT à sa quarante-sixième session (27e session extraordinaire) et publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 12 février 2015 (pages 38 et 39).

– modifications des règles 15, 16, 57 et 96 du PCT concernant le transfert des taxes du PCT, elles prévoient des dispositions d'habilitation permettant l'adoption d'instructions administratives et instaurant des procédures harmonisées pour le transfert des taxes d'un office à l'autre par l'intermédiaire du Bureau international, dans le but d'aider les offices souhaitant utiliser le nouveau mécanisme de compensation; et

– modifications des règles 71 et 94 du PCT relatives à la mise à disposition du dossier détenu par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, elles permettent d'accroître la transparence en autorisant la mise à disposition du public d'un plus grand nombre de documents relatifs à la procédure d'examen préliminaire international.

De plus, l'assemblée a adopté les accords de principe suivants, concernant les dispositions relatives aux éléments et parties de la demande internationale indûment déposés :

– "En adoptant la nouvelle règle 20.5*bis*, l'assemblée est convenue que l'article 15 doit être interprété en ce sens que, en cas d'incorporation par renvoi d'un élément correct ou d'une partie correcte en vertu de la règle 20.5*bis*.d), l'administration chargée de la recherche internationale est uniquement tenue de procéder à la recherche internationale sur la base de la demande internationale ('les revendications, qui tiennent dûment compte de la description et des dessins, le cas échéant'), y compris l'élément correct ou la partie correcte incorporé par renvoi, et n'a pas à tenir compte de l'élément ou de la partie indûment déposé qui continue de figurer dans la demande internationale en vertu de la règle 20.5*bis*.d). En outre, l'assemblée est convenue que l'article 15 doit être interprété en ce sens que, dans le cas visé à la règle 40*bis*.1, lorsque aucune taxe additionnelle n'a été acquittée dans le délai applicable, l'administration chargée de la recherche internationale est uniquement tenue d'effectuer la recherche internationale sur la base de la demande internationale ('les revendications, qui tiennent dûment compte de la description et des dessins, le cas échéant'), y compris l'élément ou la partie indûment déposé, et n'a pas à tenir compte de l'élément correct ou de la partie correcte inclus dans la demande en vertu de la règle 20.5*bis*.c), ou incorporé par renvoi en vertu de la règle 20.5*bis*.d).

– En adoptant la nouvelle règle 20.8.a-*bis*), l'assemblée est convenue que, lorsqu'un élément correct ou une partie correcte ne peut être incorporé par renvoi en vertu des règles 20.5*bis*.a)ii) et d), en raison de l'application de la règle 20.8.a-*bis*), l'office récepteur considéré et le Bureau international s'accordent, en vertu de la règle 19.4.a)iii), avec l'autorisation du déposant, pour que la procédure selon la règle 19.4 s'applique, auquel cas, sous réserve de l'application de la règle 19.4.b), la demande internationale est considérée comme ayant été reçue par cet office pour le compte du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur, en vertu de la règle 19.1.a)iii)."

Le texte complet des nouvelles règles et des règles modifiées est reproduit ci-après.

MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DU PCT
(dont l'entrée en vigueur est fixée au 1er juillet 2020)

Règle 4
Requête (contenu)

4.1 à 4.17 [*Sans changement*]

4.18 *Déclaration d'incorporation par renvoi*

Lorsque la demande internationale, à la date à laquelle un ou plusieurs des éléments mentionnés à l'article 11.1)iii) ont été initialement reçus par l'office récepteur, revendique la priorité d'une demande antérieure, la requête peut comporter une déclaration selon laquelle, lorsqu'un élément de la demande internationale visé à l'article 11.1)iii)d) ou e) ou une partie de la description, des revendications ou des dessins visée à la règle 20.5.a), ou un élément ou une partie de la description, des revendications ou des dessins visé à la règle 20.5*bis*.a) n'est pas contenu par ailleurs dans la demande internationale mais figure intégralement dans la demande antérieure, cet élément ou cette partie est, sous réserve d'une confirmation selon la règle 20.6, incorporé par renvoi dans la demande internationale aux fins de la règle 20.6. Dans le cas où elle ne figure pas dans la requête à cette date, une telle déclaration peut y être ajoutée si, et seulement si, elle était par ailleurs contenue dans la demande internationale à cette date, ou présentée avec celle-ci.

4.19 [*Sans changement*]

Règle 12
Langue de la demande internationale et traductions aux fins de la recherche internationale et de la publication internationale

12.1 [*Sans changement*]

12.1*bis* *Langue des éléments et parties remis en vertu de la règle 20.3, 20.5, 20.5bis ou 20.6*

Un élément visé à l'article 11.1)iii)d) ou e) remis par le déposant en vertu de la règle 20.3.b), 20.5*bis*.b), 20.5*bis*.c) ou 20.6.a) ou une partie de la description, des revendications ou des dessins remise par le déposant en vertu de la règle 20.5.b), 20.5.c), 20.5*bis*.b), 20.5*bis*.c) ou 20.6.a) doit être rédigé dans la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée ou, lorsqu'une traduction de la demande est exigée en vertu de la règle 12.3.a) ou 12.4.a), à la fois dans la langue dans laquelle la demande a été déposée et dans la langue de cette traduction.

12.1*ter* à 12.4 [*Sans changement*]

Règle 15
Taxe internationale de dépôt

15.1 [*Sans changement*]

15.2 *Montant; transfert*

a) et b) [*Sans changement*]

c) Lorsque la monnaie prescrite est le franc suisse, l'office récepteur transfère ladite taxe au Bureau international en francs suisses conformément à la règle 96.2.

d) Lorsque la monnaie prescrite est une monnaie autre que le franc suisse et que cette monnaie :

i) est librement convertible en francs suisses, le Directeur général établit, pour chaque office récepteur qui prescrit le paiement de la taxe internationale de dépôt dans cette monnaie, un montant équivalent de cette taxe dans la monnaie prescrite conformément aux directives énoncées par l'Assemblée, et le montant dans cette monnaie est transféré par l'office récepteur au Bureau international conformément à la règle 96.2;

ii) n'est pas librement convertible en francs suisses, l'office récepteur est chargé de convertir en francs suisses le montant de la taxe internationale de dépôt exprimé dans la monnaie prescrite et il transfère au Bureau international le montant de cette taxe en francs suisses indiqué dans le barème de taxes conformément à la règle 96.2. Ou alors, si l'office récepteur le souhaite, il peut convertir en euros ou en dollars des États-Unis la taxe internationale de dépôt exprimée dans la monnaie prescrite et, conformément à la règle 96.2, transférer au Bureau international le montant équivalent de cette taxe en euros ou en dollars des États-Unis établi par le Directeur général conformément aux directives énoncées par l'Assemblée mentionnées au point i).

15.3 et 15.4 [*Sans changement*]

Règle 16
Taxe de recherche

16.1 *Droit de demander une taxe*

a) et b) [*Sans changement*]

c) Lorsque la monnaie prescrite est la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé ladite taxe ("monnaie fixée"), l'office récepteur transfère ladite taxe à l'administration dans cette monnaie conformément à la règle 96.2.

d) Lorsque la monnaie prescrite n'est pas la monnaie fixée et que cette monnaie :

i) est librement convertible dans la monnaie fixée, le Directeur général établit, pour chaque office récepteur qui prescrit le paiement de la taxe de recherche dans cette monnaie, un montant équivalent de cette taxe dans la monnaie prescrite conformément aux directives énoncées par l'Assemblée, et le montant dans cette monnaie est transféré par l'office récepteur à l'administration chargée de la recherche internationale conformément à la règle 96.2;

ii) n’est pas librement convertible dans la monnaie fixée, l’office récepteur est chargé de convertir dans la monnaie fixée le montant de la taxe de recherche exprimé dans la monnaie prescrite et il transfère à l’administration chargée de la recherche internationale le montant de cette taxe dans la monnaie fixée établi par ladite administration conformément à la règle 96.2.

e) et f) [*Sans changement*]

16.2 et 16.3 [*Sans changement*]

Règle 20
Date du dépôt international

20.1 à 20.4 [*Sans changement*]

20.5 *Parties manquantes*

a) Lorsque, au moment de déterminer si les documents supposés constituer une demande internationale remplissent les conditions énoncées à l’article 11.1), l’office récepteur constate qu’une partie de la description, des revendications ou des dessins manque ou semble manquer, y compris lorsque tous les dessins manquent ou semblent manquer (“partie manquante”), mais à l’exclusion du cas où un élément entier visé à l’article 11.1)iii)d) ou e) manque ou semble manquer, et à l’exclusion du cas visé à la règle 20.5*bis*.a), il invite à bref délai le déposant, au choix de ce dernier :

i) à compléter ce qui est supposé constituer la demande internationale en remettant la partie manquante; ou

ii) à confirmer, conformément à la règle 20.6.a), que la partie a été incorporée par renvoi en vertu de la règle 4.18;

et à présenter des observations, le cas échéant, dans le délai visé à la règle 20.7. Si ce délai expire plus de 12 mois après la date du dépôt de toute demande dont la priorité est revendiquée, l’office récepteur porte cette circonstance à l’attention du déposant.

b) Lorsque, à la suite d’une invitation selon l’alinéa a) ou pour une autre raison, le déposant remet à l’office récepteur, au plus tard à la date à laquelle toutes les conditions visées à l’article 11.1) sont remplies mais avant l’expiration du délai applicable en vertu de la règle 20.7, une partie manquante visée à l’alinéa a) destinée à compléter ce qui est supposé constituer la demande internationale, cette partie est incorporée à la demande et l’office récepteur attribue comme date du dépôt international la date à laquelle toutes les conditions énoncées à l’article 11.1) sont remplies et prend les mesures prévues à la règle 20.2.b) et c).

c) à e) [*Sans changement*]

20.5*bis* *Éléments et parties indûment déposés*

a) Lorsque, au moment de déterminer si les documents supposés constituer une demande internationale remplissent les conditions visées à l'article 11.1), l'office récepteur constate qu'un élément entier visé à l'article 11.1)iii)d) ou e) a été ou semble avoir été indûment déposé, ou qu'une partie de la description, des revendications ou des dessins a été ou semble avoir été indûment déposée, y compris le cas dans lequel tous les dessins ont été ou semblent avoir été indûment déposés ("élément ou partie indûment déposé"), il invite à bref délai le déposant, au choix de ce dernier :

i) à corriger ce qui est supposé constituer la demande internationale en remettant l'élément correct ou la partie correcte; ou

ii) à confirmer, conformément à la règle 20.6.a), que l'élément correct ou la partie correcte a été incorporé par renvoi en vertu de la règle 4.18;

et à présenter des observations, le cas échéant, dans le délai visé à la règle 20.7. Si ce délai expire plus de 12 mois après la date du dépôt de toute demande dont la priorité est revendiquée, l'office récepteur porte cette circonstance à l'attention du déposant.

b) Lorsque, à la suite d'une invitation selon l'alinéa a) ou pour une autre raison, le déposant remet à l'office récepteur, au plus tard à la date à laquelle toutes les conditions visées à l'article 11.1) sont remplies mais dans le délai visé à la règle 20.7, un élément correct ou une partie correcte tendant à corriger ce qui est supposé constituer la demande internationale, cet élément correct ou cette partie correcte est incorporé dans la demande, l'élément ou la partie indûment déposé est supprimé de la demande et l'office récepteur attribue comme date du dépôt international la date à laquelle toutes les conditions énoncées à l'article 11.1) sont remplies et prend les mesures prévues à la règle 20.2.b) et c) et dans les instructions administratives.

c) Lorsque, à la suite d'une invitation selon l'alinéa a) ou pour une autre raison, le déposant remet à l'office récepteur, après la date à laquelle toutes les conditions visées à l'article 11.1) sont remplies mais dans le délai visé à la règle 20.7, un élément correct ou une partie correcte tendant à corriger ce qui est supposé constituer la demande internationale, cet élément correct ou cette partie correcte est incorporé dans la demande, l'élément ou la partie indûment déposé est supprimé de la demande et l'office récepteur corrige la date du dépôt international de manière à lui attribuer la date à laquelle l'office récepteur a reçu cet élément correct ou cette partie correcte, notifie ce fait au déposant et prend les mesures prévues dans les instructions administratives.

d) Lorsque, à la suite d'une invitation selon l'alinéa a) ou pour une autre raison, un élément correct ou une partie correcte est, en vertu de la règle 20.6.b), considéré comme ayant été contenu dans ce qui est supposé constituer la demande internationale à la date à laquelle un ou plusieurs des éléments visés à l'article 11.1)iii) ont été initialement reçus par l'office récepteur, l'élément ou la partie indûment déposé continue à figurer dans la demande internationale et l'office récepteur attribue comme date du dépôt international la date à laquelle toutes les conditions visées à l'article 11.1) sont remplies et prend les mesures prévues à la règle 20.2.b) et c) et dans les instructions administratives.

e) Lorsque la date du dépôt international a été corrigée en vertu de l'alinéa c), le déposant peut, dans une communication adressée à l'office récepteur dans un délai d'un mois à compter de la date de la notification visée à l'alinéa c), demander qu'il ne soit pas tenu compte de l'élément correct ou de la partie correcte concerné, auquel cas cet élément correct ou cette partie correcte est considéré comme n'ayant pas été remis, l'élément ou la partie indûment déposé est considéré comme n'ayant pas été supprimé de la demande et la correction de la date du dépôt international en vertu de l'alinéa c) est considérée comme n'ayant pas été effectuée, et l'office récepteur prend les mesures prévues dans les instructions administratives.

20.6 *Confirmation de l'incorporation par renvoi d'éléments ou de parties*

a) et b) [*Sans changement*]

c) Lorsque l'office récepteur constate qu'une des conditions énoncées à la règle 4.18 ou à l'alinéa a) n'a pas été remplie, ou que l'élément ou la partie mentionné à l'alinéa a) ne figure pas intégralement dans la demande antérieure concernée, il procède de la manière prévue à la règle 20.3.b)i), 20.5.b), 20.5.c), 20.5*bis*.b) ou 20.5*bis*.c), selon le cas.

20.7 *Délai*

a) Le délai applicable visé aux règles 20.3.a) et b), 20.4, 20.5.a), b) et c), 20.5*bis*.a), b) et c), et 20.6.a) est :

i) lorsqu'une invitation en vertu de la règle 20.3.a), 20.5.a) ou 20.5*bis*.a), selon le cas, a été envoyée au déposant, de deux mois à compter de la date de l'invitation;

ii) lorsqu'il n'a pas été envoyé d'invitation au déposant, de deux mois à compter de la date à laquelle l'office récepteur a reçu initialement au moins l'un des éléments indiqués à l'article 11.1)iii).

b) [*Sans changement*]

20.8 *Incompatibilité avec les législations nationales*

a) [*Sans changement*]

a-*bis*) Si, le 9 octobre 2019, l'une quelconque des règles 20.5*bis*.a)ii) et d) n'est pas compatible avec la législation nationale appliquée par l'office récepteur, la règle concernée ne s'applique pas à une demande internationale déposée auprès de cet office récepteur tant qu'elle reste incompatible avec cette législation, à condition que l'office en question en informe le Bureau international le 9 avril 2020 au plus tard. Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette les informations reçues.

a-*ter*) Lorsqu'un élément ou une partie ne peut pas être incorporé par renvoi dans la demande internationale selon les règles 4.18 et 20.6 en raison de l'application de l'alinéa a) ou de l'alinéa a-*bis*) de la présente règle, l'office récepteur procède de la manière prévue à la règle 20.3.b)i), 20.5.b), 20.5.c), 20.5*bis*.b) ou 20.5*bis*.c), selon le cas. Lorsque l'office récepteur procède de la manière prévue à la règle 20.5.c) ou 20.5*bis*.c), le déposant peut procéder de la manière prévue à la règle 20.5.e) ou 20.5*bis*.e), selon le cas.

b) [*Sans changement*]

b-*bis*) Si, le 9 octobre 2019, l'une quelconque des règles 20.5*bis*.a)ii) et d) n'est pas compatible avec la législation nationale appliquée par l'office désigné, la règle concernée ne s'applique pas à cet office en rapport avec une demande internationale à l'égard de laquelle les actes visés à l'article 22 ont été accomplis auprès de cet office tant qu'elle reste incompatible avec cette législation, à condition que l'office en question en informe le Bureau international le 9 avril 2020 au plus tard. Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette les informations reçues.

c) Lorsqu'un élément ou une partie est considéré comme ayant été incorporé par renvoi dans la demande internationale en vertu d'une constatation effectuée par l'office récepteur selon la règle 20.6.b), mais que cette incorporation par renvoi ne s'applique pas à la demande internationale aux fins de la procédure devant un office désigné en raison de l'application de l'alinéa b) ou de l'alinéa b-*bis*) de la présente règle, l'office désigné peut considérer la demande comme si la date du dépôt international avait été accordée selon la règle 20.3.b)i), 20.5.b) ou 20.5*bis*.b), ou corrigée selon la règle 20.5.c) ou 20.5*bis*.c), selon le cas, étant entendu que la règle 82*ter*.1.c) et d) s'applique *mutatis mutandis*.

Règle 26*quater*
Correction ou adjonction d'indications selon la règle 4.11

26*quater*.1 *Correction ou adjonction d'indications*

Le déposant peut corriger ou ajouter à la requête toute indication visée à la règle 4.11 par communication soumise au Bureau international dans un délai de 16 mois à compter de la date de priorité, étant entendu que toute communication qui parvient au Bureau international après l'expiration de ce délai est réputée avoir été reçue le dernier jour de ce délai si elle parvient au Bureau international avant l'achèvement de la préparation technique de la publication internationale.

26*quater*.2 *Correction ou adjonction tardive d'indications*

Lorsque la correction ou l'adjonction d'une indication visée à la règle 4.11 n'est pas reçue en temps utile conformément à la règle 26*quater*.1, le Bureau international en informe le déposant et procède de la manière prévue dans les instructions administratives.

Règle 40*bis*
Taxes additionnelles lorsque des parties manquantes ou des éléments et parties corrects sont incorporés dans la demande internationale ou sont considérés comme ayant été contenus dans la demande internationale

40*bis*.1 *Invitation à payer des taxes additionnelles*

L'administration chargée de la recherche internationale peut inviter le déposant à payer des taxes additionnelles lorsque le fait qu'une partie manquante ou qu'un élément correct et une partie correcte

i) est incorporé dans la demande internationale en vertu de la règle 20.5.c) ou de la règle 20.5*bis*.c), respectivement; ou

ii) est considéré, en vertu de la règle 20.5.d) ou de la règle 20.5*bis*.d), respectivement, comme ayant été contenu dans la demande internationale à la date à laquelle un ou plusieurs des éléments visés à l'article 11.1)iii) ont été initialement reçus par l'office récepteur;

n'est notifié à cette administration qu'après que cette dernière a commencé à établir le rapport de recherche internationale. Le déposant est invité à payer les taxes additionnelles dans un délai d'un mois à compter de la date de l'invitation, dans laquelle est indiqué le montant des taxes à payer. Le montant des taxes additionnelles est fixé par l'administration chargée de la recherche internationale, mais il ne doit pas être supérieur au montant de la taxe de recherche; les taxes additionnelles doivent être payées directement à cette administration. Pour autant que les taxes additionnelles aient été payées dans le délai prescrit, l'administration chargée de la recherche internationale établit le rapport de recherche internationale relatif à la demande internationale en prenant en considération la partie manquante ou l'élément correct ou la partie correcte.

Règle 48
Publication internationale

48.1 [*Sans changement*]

48.2 *Contenu*

a) [*Sans changement*]

b) Sous réserve de l'alinéa c), la page de couverture comprend :

i) à iv) [*Sans changement*]

v) lorsque la date du dépôt international a été attribuée par l'office récepteur en vertu de la règle 20.3.b)ii), 20.5.d) ou 20.5*bis*.d) sur la base de l'incorporation par renvoi selon les règles 4.18 et 20.6 d'un élément ou d'une partie, une indication à cet effet, ainsi qu'une indication sur le point de savoir si le déposant, aux fins de la règle 20.6.a)ii), s'est fondé sur la conformité avec les dispositions de la règle 17.1.a), b) ou b-*bis*) relatives au document de priorité ou sur une copie présentée séparément de la demande antérieure concernée;

vi) [*Sans changement*]

vii) le cas échéant, une indication selon laquelle la demande internationale publiée contient des renseignements relatifs à une requête en restauration du droit de priorité présentée selon la règle 26*bis*.3 et la décision de l'office récepteur en ce qui concerne cette requête;

viii) le cas échéant, une indication selon laquelle un élément ou une partie indûment déposé a été supprimé de la demande internationale conformément à la règle 20.5*bis*.b) ou c).

c) à n) [*Sans changement*]

48.3 à 48.6 [*Sans changement*]

Règle 51*bis*
Certaines exigences nationales admises en vertu de l'article 27

51*bis*.1 *Certaines exigences nationales admises*

a) Sous réserve de la règle 51*bis*.2, la législation nationale applicable par l'office désigné peut, conformément à l'article 27, exiger que le déposant fournisse, en particulier :

i) à vi) [*Sans changement*]

vii) toute indication manquante requise en vertu de la règle 4.5.a)ii) et iii) à l'égard de tout déposant pour l'État désigné;

viii) dans les cas visés à la règle 82*ter*.1, la traduction d'un élément ou d'une partie indûment déposé supprimé de la demande internationale conformément à la règle 20.5*bis*.b) ou c).

b) à d) [*Sans changement*]

e) La législation nationale applicable par l'office désigné peut, conformément à l'article 27, exiger que le déposant remette une traduction du document de priorité, étant entendu que cette traduction ne peut être exigée que

i) [*Sans changement*]

ii) lorsque la date du dépôt international a été attribuée par l'office récepteur en vertu de la règle 20.3.b)ii), 20.5.d) ou 20.5*bis*.d) sur la base de l'incorporation par renvoi selon les règles 4.18 et 20.6 d'un élément ou d'une partie, afin de déterminer, conformément à la règle 82*ter*.1.b), si cet élément ou cette partie figure intégralement dans le document de priorité concerné, auquel cas la législation nationale applicable par l'office désigné peut également exiger du déposant qu'il fournisse, dans le cas d'une partie de la description, des revendications ou des dessins, une indication de l'endroit où cette partie figure dans la traduction du document de priorité.

51*bis*.2 et 51*bis*.3 [*Sans changement*]

Règle 55
Langues (examen préliminaire international)

55.1 [*Sans changement*]

55.2 *Traduction de la demande internationale*

a) [*Sans changement*]

a-*bis*) Une traduction de la demande internationale dans une langue visée à l'alinéa a) doit comprendre tout élément mentionné à l'article 11.1)iii)d) ou e) remis par le déposant en vertu de la règle 20.3.b), 20.5*bis*.b), 20.5*bis*.c) ou 20.6.a) et toute partie de la description, des revendications ou des dessins remise par le déposant en vertu de la règle 20.5.b), 20.5.c), 20.5*bis*.b), 20.5*bis*.c) ou 20.6.a) qui est considérée comme figurant dans la demande internationale selon la règle 20.6.b).

a-*ter*) à d) [*Sans changement*]

55.3 [*Sans changement*]

Règle 57
Taxe de traitement

57.1 [*Sans changement*]

57.2 *Montant; transfert*

a) et b) [*Sans changement*]

c) Lorsque la monnaie prescrite est le franc suisse, l'administration transfère ladite taxe au Bureau international en francs suisses conformément à la règle 96.2.

d) Lorsque la monnaie prescrite est une monnaie autre que le franc suisse et que cette monnaie :

i) est librement convertible en francs suisses, le Directeur général établit, pour chaque administration qui prescrit le paiement de la taxe de traitement dans cette monnaie, un montant équivalent de cette taxe dans la monnaie prescrite conformément aux directives énoncées par l'Assemblée, et le montant dans cette monnaie est transféré par l'administration au Bureau international conformément à la règle 96.2;

ii) n'est pas librement convertible en francs suisses, l'administration est chargée de convertir en francs suisses le montant de la taxe de traitement exprimé dans la monnaie prescrite et elle transfère au Bureau international le montant de cette taxe en francs suisses indiqué dans le barème de taxes conformément à la règle 96.2. Ou alors, si l'administration le souhaite, elle peut convertir en euros ou en dollars des États-Unis la taxe de traitement exprimée dans la monnaie prescrite et transférer au Bureau international, conformément à la règle 96.2, le montant équivalent de cette taxe en euros ou en dollars des États-Unis établi par le Directeur général conformément aux directives énoncées par l'Assemblée mentionnées au point i).

57.3 et 57.4 [*Sans changement*]

Règle 71
Transmission du rapport d'examen préliminaire international et de documents connexes

71.1 *Destinataire*

a) L'administration chargée de l'examen préliminaire international transmet, le même jour, au Bureau international et au déposant une copie du rapport d'examen préliminaire international et, le cas échéant, de ses annexes.

b) L'administration chargée de l'examen préliminaire international transmet au Bureau international des copies d'autres documents du dossier de l'examen préliminaire international conformément aux instructions administratives.

71.2 [*Sans changement*]

Règle 82*ter*
Rectification d’erreurs commises par l’office récepteur ou par le Bureau international

82*ter*.1 *Erreurs concernant la date du dépôt international et la revendication de priorité*

a) [*Sans changement*]

b) Lorsque la date du dépôt international a été attribuée par l’office récepteur en vertu de la règle 20.3.b)ii), 20.5.d) ou 20.5*bis*.d) sur la base de l’incorporation par renvoi d’un élément ou d’une partie en vertu des règles 4.18 et 20.6, mais que l’office désigné ou élu constate

i) que le déposant ne s’est pas conformé aux dispositions de la règle 17.1.a), b) ou b-*bis*) relatives au document de priorité,

ii) qu’une condition visée à la règle 4.18, 20.6.a)i) ou 51*bis*.1.e)ii) n’a pas été remplie, ou

iii) que cet élément ou cette partie ne figure pas intégralement dans le document de priorité en question,

cet office peut, sous réserve de l’alinéa c), instruire la demande internationale comme si la date du dépôt international avait été attribuée en vertu de la règle 20.3.b)i), 20.5.b) ou 20.5*bis*.b), ou corrigée en vertu de la règle 20.5.c) ou 20.5*bis*.c), selon le cas, à condition que la règle 17.1.c) s’applique *mutatis mutandis*.

c) L’office désigné ou élu n’instruit pas la demande internationale visée à l’alinéa b) comme si la date du dépôt international avait été attribuée en vertu de la règle 20.3.b)i), 20.5.b) ou 20.5*bis*.b), ou avait été corrigée en vertu de la règle 20.5.c) ou 20.5*bis*.c), sans donner au déposant la possibilité de formuler des observations sur l’instruction ainsi envisagée, ou de présenter une requête conformément à l’alinéa d), dans un délai qui doit être raisonnable en l’espèce.

d) Lorsque l’office désigné ou élu, conformément à l’alinéa c), a notifié au déposant qu’il a l’intention d’instruire la demande internationale comme si la date du dépôt international avait été corrigée en vertu de la règle 20.5.c) ou 20.5*bis*.c), le déposant peut, dans une communication adressée à l’office dans le délai prévu à l’alinéa c), demander qu’il ne soit pas tenu compte de la partie manquante concernée, ou de l’élément correct ou de la partie correcte concerné, aux fins du traitement national auprès de cet office, auquel cas ladite partie manquante, ou l’élément correct ou la partie correcte, est considéré comme n’ayant pas été remis et cet office n’instruit pas la demande internationale comme si la date du dépôt international avait été corrigée.

Règle 82*quater*
Excuse de retard dans l'observation de délais

82*quater*.1 [*Sans changement*]

82*quater*.2 *Indisponibilité des moyens de communication électronique au sein de l'office*

a) Tout office national ou organisation intergouvernementale peut prévoir que, lorsqu'un délai prévu dans le règlement d'exécution pour l'accomplissement d'un acte devant cet office ou cette organisation n'est pas observé en raison de l'indisponibilité d'un moyen de communication électronique autorisé au sein de cet office ou de cette organisation, le retard dans l'observation de ce délai est excusé, à condition que cet acte soit accompli le jour ouvrable suivant celui où ledit moyen de communication électronique est disponible. L'office ou l'organisation concerné publie des informations sur ladite indisponibilité, notamment en ce qui concerne sa durée, et en informe le Bureau international.

b) L'excuse du retard dans l'observation d'un délai en vertu de l'alinéa a) n'a pas à être prise en considération par un office désigné ou élu devant lequel le déposant, au moment de la publication des informations mentionnées à l'alinéa a), a déjà accompli les actes visés à l'article 22 ou à l'article 39.

Règle 94
Accès aux dossiers

94.1 *Accès au dossier détenu par le Bureau international*

a) et b) [*Sans changement*]

c) Sur requête d'un office élu mais pas avant l'établissement du rapport d'examen préliminaire international, le Bureau international délivre au nom de cet office les copies visées à l'alinéa b) de tout document qui lui a été transmis en vertu de la règle 71.1.a) ou b) par l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette les informations relatives à toute requête de ce type.

d) à g) [*Sans changement*]

94.1*bis* à 94.3 [*Sans changement*]

Règle 96
Barème de taxes; perception et transfert de taxes

96.1 [*Sans changement*]

96.2 *Notification de la perception de taxes; transfert de taxes*

a) Aux fins de la présente règle, le terme "office" s'entend de l'office récepteur (y compris le Bureau international agissant en tant qu'office récepteur), de l'administration chargée de la recherche internationale, d'une administration indiquée pour la recherche supplémentaire, de l'administration chargée de l'examen préliminaire international ou du Bureau international.

b) Lorsque, en vertu du présent règlement d'exécution ou des instructions administratives, une taxe est perçue par un office ("office percepteur") au profit d'un autre office ("office bénéficiaire"), l'office percepteur notifie à bref délai la réception de cette taxe conformément aux instructions administratives. À la réception de la notification, l'office bénéficiaire procède comme s'il avait reçu la taxe à la date à laquelle la taxe a été reçue par l'office percepteur.

c) L'office percepteur transfère à l'office bénéficiaire les taxes perçues à son profit conformément aux instructions administratives.

Listes révisées des États qui satisfont aux critères visés aux points 5.a) et 5.b) du barème de taxes du PCT

Après réexamen des critères énoncés au point 5 du barème de taxes du PCT, l'assemblée s'est prononcée sur le maintien de ces critères et a décidé que ces critères seront réexaminés par l'assemblée dans cinq ans, comme l'exige le barème.

Les listes révisées des États qui satisfont à ces critères, avec effet depuis le 1er janvier 2020, sont comme suit :

(1) Aux fins du point 5.a) du barème de taxes du PCT :

i) Les États qui sont des États contractants du PCT :

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola, Antigua et Barbuda, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Équateur, Estonie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Libéria, Libye, Lituanie, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

ii) Les États qui ne sont pas des États contractants du PCT :

Afghanistan, Argentine, Bangladesh, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Burundi, Cabo Verde, République démocratique du Congo, Érythrée, Éthiopie, Fidji, Micronésie (États fédérés de), Guyana, Haïti, Îles Marshall, Îles Salomon, Iraq, Jamaïque, Kiribati, Liban, Maldives, Maurice, Myanmar, Nauru, Népal, Pakistan, Palaos, Paraguay, Somalie, Soudan du Sud, Suriname, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen.

(2) Aux fins du point 5.b) du barème de taxes du PCT :

i) Les États qui sont des États contractants du PCT :

Angola, Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Zambie.

ii) Les États qui ne sont pas des États contractants du PCT :

Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Burundi, Érythrée, Éthiopie, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Myanmar, Népal, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan du Sud, Timor-Leste, Tuvalu, Vanuatu, Yémen.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EP Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets (OEB)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur et applicables à compter du 1er avril 2020, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT)	EUR	135
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT)	EUR	105
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT)	EUR	665

[Mise à jour de l'annexe C(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

12 mars 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

SA Arabie saoudite 48

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 48
EP Organisation européenne des brevets 48
MA Maroc 48
ZA Afrique du Sud 49

Offices désignés (ou élus)

NZ Nouvelle-Zélande 49

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

SA Arabie saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son numéro de téléphone, qui est désormais le suivant :

Téléphone : (966-11) 280 59 98

[Mise à jour de l'annexe B1(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er mai 2020, sont de CHF 375 et USD 376, respectivement, pour un dépôt en ligne, et de CHF 562 et USD 564, respectivement, pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **livre sterling (GBP)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er mai 2020, est de GBP 1.479.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

MA Maroc

L'**Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international la suppression de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), avec effet depuis le 1er octobre 2017.

En outre, l'office a notifié que, depuis le 1er janvier 2018, la taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) n'est plus exigée.

[Mise à jour de l'annexe C(MA) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié des changements relatifs aux conditions d'éligibilité pour la réduction de la taxe nationale, payable à l'OMPIC en sa qualité d'office désigné (ou élu) – depuis le 2 septembre 2019, les établissements publics, fondations, centres de recherche, et associations investis d'une mission de recherche et de développement, qu'ils soient nationaux ou étrangers, ont le droit d'acquitter les montants réduits de la taxe nationale.

Les très petites entreprises, les petites ou moyennes entreprises (conformément aux critères de la charte des PME), les personnes physiques, les auto-entrepreneurs, les artisans, et les universités et établissements d'enseignement, qu'ils soient nationaux ou étrangers, restes éligibles pour une réduction de la taxe nationale.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (MA) du *Guide du déposant du PCT*]

ZA Afrique du Sud

Le **Commission pour les sociétés et la propriété intellectuelle (CIPC) (Afrique du Sud)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à la taxe nationale, exprimée en **rand sud-africain (ZAR)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). A partir du 1er avril 2020, les montants suivants sont payables par tous les déposants :

Taxe nationale :

Taxe de dépôt	ZAR	590
Première taxe annuelle[1]	ZAR	130

[Mise à jour du chapitre national, résumé (ZA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

NZ Nouvelle-Zélande

L'**Office de la propriété intellectuelle de la Nouvelle-Zélande (IPONZ)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son exigence particulière, en vertu de la règle 51*bis* du PCT, concernant l'adresse de service.

Les déposants doivent, en tout état de cause, avoir une adresse de service pour l'envoi des notifications et d'autres communications; cependant, depuis le 5 avril 2018, cette adresse peut être soit en Nouvelle-Zélande ou en Australie.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (NZ) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Due dans un délai de trois ans à compter de la date de dépôt international.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

19 mars 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

GB Royaume-Uni 51

Offices récepteurs

GB Royaume-Uni 51

Éléments et parties indûment déposés :
notifications par des offices récepteurs relatives à l'incompatibilité avec des législations nationales en vertu de la règle 20.8.a-*bis*) du PCT

CZ Tchéquie 52

Éléments et parties indûment déposés :
notifications par des offices désignés relatives à l'incompatibilité avec des législations nationales en vertu de la règle 20.8.b-*bis*) du PCT

CZ Tchéquie 53

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

GB Royaume-Uni

L'**Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse, pour les dépôts faits en personne, qui est désormais la suivante :

Adresse (dépôts faits en personne) :

3rd Floor
10 Victoria Street
London SW1H 0NB
Royaume-Uni

[Mise à jour de l'annexe B1(GB) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

GB Royaume-Uni

L'**Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni)** a notifié au Bureau international un changement concernant l'adresse auprès de laquelle il est possible d'obtenir une liste des conseils en brevets agréés, comme suit :

The Registrar
c/o The Chartered Institute of Patent Attorneys
2nd Floor Halton House
20-23 Holborn
London EC1N 2JD
Royaume-Uni

[Mise à jour de l'annexe C(GB) du *Guide du déposant du PCT*]

ÉLÉMENTS ET PARTIES INDÛMENT DÉPOSÉS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS RELATIVES À L'INCOMPATIBILITÉ AVEC DES LÉGISLATIONS NATIONALES EN VERTU DE LA RÈGLE 20.8.A-*BIS*) DU PCT

Durant sa cinquante et unième session (22e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 30 septembre au 9 octobre 2019, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, notamment, la nouvelle règle 20.5*bis*[1] du Règlement d'exécution du PCT concernant les éléments et parties de la demande internationale indûment déposés, ainsi que la nouvelle règle 20.8.a-*bis*) concernant l'incompatibilité des règles 20.5*bis*.a)ii)[2] et 20.5*bis*.d)[3] avec les législations nationales appliquées par les offices récepteurs. Ces nouvelles règles entreront en vigueur le 1er juillet 2020.

La nouvelle règle 20.8.a-*bis*) dispose : "Si, le 9 octobre 2019, l'une quelconque des règles 20.5*bis*.a)ii) et d) n'est pas compatible avec la législation nationale appliquée par l'office récepteur, la règle concernée ne s'applique pas à une demande internationale déposée auprès de cet office récepteur tant qu'elle reste incompatible avec cette législation, à condition que l'office en question en informe le Bureau international le 9 avril 2020 au plus tard. Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette les informations reçues."

CZ Tchéquie

En vertu de la nouvelle règle 20.8.a-*bis*) du PCT, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2020, l'**Office de la propriété industrielle (Tchéquie)** a notifié au Bureau international que les nouvelles règles 20.5*bis*.a)ii) et 20.5*bis*.d) du PCT ne sont pas compatibles avec la législation nationale appliquée par l'office en sa qualité d'office récepteur.

1 Le texte complet de la règle 20.5*bis* est reproduit à l'annexe III du document PCT/A/51/2, qui est disponible à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/pct_a_51/pct_a_51_2.pdf

2 La nouvelle règle 20.5*bis*.a)ii) dispose : "Lorsque, au moment de déterminer si les documents supposés constituer une demande internationale remplissent les conditions visées à l'article 11.1), l'office récepteur constate qu'un élément entier visé à l'article 11.1)iii)d) ou e) a été ou semble avoir été indûment déposé, ou qu'une partie de la description, des revendications ou des dessins a été ou semble avoir été indûment déposée, y compris le cas dans lequel tous les dessins ont été ou semblent avoir été indûment déposés ("élément ou partie indûment déposé"), il invite à bref délai le déposant, au choix de ce dernier, à confirmer, conformément à la règle 20.6.a), que l'élément correct ou la partie correcte a été incorporé par renvoi en vertu de la règle 4.18 et à présenter des observations, le cas échéant, dans le délai visé à la règle 20.7. Si ce délai expire plus de 12 mois après la date du dépôt de toute demande dont la priorité est revendiquée, l'office récepteur porte cette circonstance à l'attention du déposant."

3 La nouvelle règle 20.5*bis*.d) dispose : "Lorsque, à la suite d'une invitation selon l'alinéa a) ou pour une autre raison, un élément correct ou une partie correcte est, en vertu de la règle 20.6.b), considéré comme ayant été contenu dans ce qui est supposé constituer la demande internationale à la date à laquelle un ou plusieurs des éléments visés à l'article 11.1)iii) ont été initialement reçus par l'office récepteur, l'élément ou la partie indûment déposé continue à figurer dans la demande internationale et l'office récepteur attribue comme date du dépôt international la date à laquelle toutes les conditions visées à l'article 11.1) sont remplies et prend les mesures prévues à la règle 20.2.b) et c) et dans les instructions administratives."

ÉLÉMENTS ET PARTIES INDÛMENT DÉPOSÉS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DÉSIGNÉS RELATIVES À L'INCOMPATIBILITÉ AVEC DES LÉGISLATIONS NATIONALES EN VERTU DE LA RÈGLE 20.8.B-*BIS*) DU PCT

Durant sa cinquante et unième session (22e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 30 septembre au 9 octobre 2019, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, notamment, la nouvelle règle 20.5*bis*[4] du Règlement d'exécution du PCT concernant les éléments et parties de la demande internationale indûment déposés, ainsi que la nouvelle règle 20.8.b-*bis*) concernant l'incompatibilité des règles 20.5*bis*.a)ii)[5] et 20.5*bis*.d)[6] avec les législations nationales appliquées par les offices désignés. Ces nouvelles règles entreront en vigueur le 1er juillet 2020.

La nouvelle règle 20.8.b-*bis*) dispose : "Si, le 9 octobre 2019, l'une quelconque des règles 20.5*bis*.a)ii) et d) n'est pas compatible avec la législation nationale appliquée par l'office désigné, la règle concernée ne s'applique pas à cet office en rapport avec une demande internationale à l'égard de laquelle les actes visés à l'article 22 ont été accomplis auprès de cet office tant qu'elle reste incompatible avec cette législation, à condition que l'office en question en informe le Bureau international le 9 avril 2020 au plus tard. Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette les informations reçues."

CZ Tchéquie

En vertu de la nouvelle règle 20.8.b-*bis*) du PCT, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2020, l'**Office de la propriété industrielle (Tchéquie)** a notifié au Bureau international que les nouvelles règles 20.5*bis*.a)ii) et 20.5*bis*.d) du PCT ne sont pas compatibles avec la législation nationale appliquée par l'office en sa qualité d'office désigné.

4 Voir la note de bas de page 1.
5 Voir la note de bas de page 2.
6 Voir la note de bas de page 3.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

26 mars 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

SA Arabie saoudite 55

Taxes payables en vertu du PCT

IS Islande 55

Offices désignés (ou élus)

AU Australie 56

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

SA Arabie saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a notifié au Bureau international que ses numéros de téléphone sont les suivants :

Téléphone :	(966-11) 280 59 98 (966-11) 280 59 76

[Mise à jour de l'annexe B1(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IS Islande

L'**Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **couronne islandaise (ISK)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables à partir du 1er mai 2020, sont les suivants :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	ISK 17.800
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	ISK 4.800
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	ISK 42.500

[Mise à jour de l'annexe C(IS) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale, exprimés en **couronne islandaise (ISK)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, également applicables à partir du 1er mai 2020, sont les suivants :

Taxe nationale :

Taxe de dépôt[1]	ISK	66.100
Taxe de revendication pour chaque revendication à compter de la 11e [2]	ISK	4.300
Taxe additionnelle pour remise tardive de la traduction[3]	ISK	17.800
Totalité des taxes annuelles pour les trois premières années[4]	ISK	33.900

[Mise à jour du chapitre national, résumé (IS) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

AU Australie

L'**Office australien des brevets** a notifié au Bureau international des changements relatifs à ses exigences particulières en vertu de la règle 51*bis* du PCT, concernant l'adresse de service et la vérification de la traduction. Ces changements, applicables depuis le 25 septembre 2019, sont les suivants :

– Les déposants doivent, en tout état de cause, avoir une adresse de service pour l'envoi des notifications et d'autres communications ; cependant, cette adresse peut être soit en Australie ou en Nouvelle-Zélande (mais la représentation par un mandataire n'est pas exigée).

– Il ne sera nécessaire de remettre à l'office une vérification de la traduction que si le *Commissioner* le demande expressément au déposant.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (AU) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

[2] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai fixé dans l'invitation.

[3] Si la taxe nationale de base a été payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, la traduction requise peut être déposée dans les deux mois qui suivent l'expiration de ce délai, à condition d'être accompagnée du paiement de la taxe additionnelle.

[4] Ces taxes sont dues dans les deux mois qui suivent l'accomplissement des actes requis pour l'ouverture de la phase nationale. Elles peuvent encore l'être, moyennant une surtaxe de 20% pour paiement tardif, avant l'expiration du sixième mois suivant le mois dans lequel tombe la date anniversaire du dépôt international.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

2 avril 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

BR Brésil 58
IN Inde 58

Informations sur les États contractants :
Notifications par des offices concernant des jours chômés exceptionnels en raison de la pandémie du COVID-19

CO Colombie 59
IN Inde 59
MD République de Moldova 59
PA Panama 59
ZA Afrique du Sud 59

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 59
IN Inde 60

Éléments et parties indûment déposés :
notifications par des offices récepteurs relatives à l'incompatibilité avec des législations nationales en vertu de la règle 20.8.a-*bis*) du PCT

CL Chili 61

Éléments et parties indûment déposés :
notifications par des offices désignés relatives à l'incompatibilité avec des législations nationales en vertu de la règle 20.8.b-*bis*) du PCT

CL Chili 62

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

BR Brésil

L'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** a notifié au Bureau international un changement relatif à ses numéros de téléphone, qui sont désormais les suivants :

Téléphone :	(55-21) 3037 36 86 (55-21) 3037 37 42

[Mise à jour de l'annexe B1(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

L'**Office indien des brevets** a notifié au Bureau international un changement relatif aux numéros de téléphone de son bureau de New Delhi, qui sont désormais les suivants :

Téléphone :	(91-11) 25 30 02 00 (91-11) 25 30 03 35 (section du PCT)

[Mise à jour de l'annexe B1(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DES JOURS CHÔMÉS EXCEPTIONNELS EN RAISON DE LA PANDÉMIE DU COVID-19

En raison des effets de la pandémie du COVID-19, le Bureau international a été notifié par plusieurs offices du PCT de leur fermeture au public pour traiter d'affaires officielles.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5 du PCT, si un délai quelconque, pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale doit parvenir à l'office, expire un jour où cet office n'est pas ouvert au public pour les raisons mentionnées ci-avant, ce délai sera prorogé jusqu'au **premier jour suivant lequel l'office rouvrira au public pour traiter d'affaires officielles**.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à un office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures consécutives à la pandémie du COVID-19, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture des offices du PCT, telles que communiquées au Bureau international par chaque office, respectivement, sont disponibles sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :
https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

Il a été notifié au Bureau international que les offices suivants ne sont ou n'étaient pas ouverts au public pour traiter d'affaires officielles, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, en raison des effets de la pandémie du COVID-19, comme suit :

Code et nom de l'office		Dates de fermeture notifiée
CO	Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)	16 au 31 mars 2020
IN	Office indien des brevets	25 mars au 14 avril 2020
MD	Office d'État pour la propriété intellectuelle (République de Moldova)	30 mars au 3 avril 2020
PA	Direction générale de l'enregistrement de la propriété industrielle (DIGERPI) (Panama)	17 mars 2020 jusqu'à nouvel ordre
ZA	Commission pour les sociétés et la propriété intellectuelle (CIPC) (Afrique du Sud)	27 mars au 30 avril 2020

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2020, sont de EUR 304 pour un dépôt en ligne et de EUR 455 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

L'**Office indien des brevets** a notifié au Bureau international de nouveaux montants d'une des composantes de la taxe de dépôt, exprimés en **roupie indienne (INR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables depuis le 16 mai 2016, sont les suivants :

	Personne(s) physique(s) et/ou startup	*Petite entité, seule ou avec personne(s) physique(s) et/ou startup*	*Autres, seule ou avec personne(s) physique(s) et/ou startup et/ou petite entité*
Taxe de dépôt[1] :			
– Pour chaque page de listages des séquences de nucléotides ou d'acides aminés :			
– dépôt électronique :	INR 160[2]	INR 400[2]	INR 800[3]
– dépôt sur papier :	non autorisé	non autorisé	non autorisé

[Mise à jour du chapitre nationale, résumé (IN) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT ou, lorsque le déposant demande expressément l'ouverture anticipée de la phase nationale, en même temps que la demande expresse.

[2] Sous réserve de INR 24.000 au maximum.

[3] Sous réserve de INR 120.000 au maximum.

ÉLÉMENTS ET PARTIES INDÛMENT DÉPOSÉS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS RELATIVES À L'INCOMPATIBILITÉ AVEC DES LÉGISLATIONS NATIONALES EN VERTU DE LA RÈGLE 20.8.A-*BIS*) DU PCT

Durant sa cinquante et unième session (22e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 30 septembre au 9 octobre 2019, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, notamment, la nouvelle règle 20.5*bis*[4] du Règlement d'exécution du PCT concernant les éléments et parties de la demande internationale indûment déposés, ainsi que la nouvelle règle 20.8.a-*bis*) concernant l'incompatibilité des règles 20.5*bis*.a)ii)[5] et 20.5*bis*.d)[6] avec les législations nationales appliquées par les offices récepteurs. Ces nouvelles règles entreront en vigueur le 1er juillet 2020.

La nouvelle règle 20.8.a-*bis*) dispose : "Si, le 9 octobre 2019, l'une quelconque des règles 20.5*bis*.a)ii) et d) n'est pas compatible avec la législation nationale appliquée par l'office récepteur, la règle concernée ne s'applique pas à une demande internationale déposée auprès de cet office récepteur tant qu'elle reste incompatible avec cette législation, à condition que l'office en question en informe le Bureau internationale le 9 avril 2020 au plus tard. Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette les informations reçues."

CL Chili

En vertu de la nouvelle règle 20.8.a-*bis*) du PCT, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2020, l'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)** a notifié au Bureau international que les nouvelles règles 20.5*bis*.a)ii) et 20.5*bis*.d) du PCT ne sont pas compatibles avec la législation nationale appliquée par l'office en sa qualité d'office récepteur.

---

4 Le texte complet de la règle 20.5*bis* est reproduit à l'annexe III du document PCT/A/51/2, qui est disponible à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/pct_a_51/pct_a_51_2.pdf

5 La nouvelle règle 20.5*bis*.a)ii) dispose : "Lorsque, au moment de déterminer si les documents supposés constituer une demande internationale remplissent les conditions visées à l'article 11.1), l'office récepteur constate qu'un élément entier visé à l'article 11.1)iii)d) ou e) a été ou semble avoir été indûment déposé, ou qu'une partie de la description, des revendications ou des dessins a été ou semble avoir été indûment déposée, y compris le cas dans lequel tous les dessins ont été ou semblent avoir été indûment déposés ("élément ou partie indûment déposé"), il invite à bref délai le déposant, au choix de ce dernier, à confirmer, conformément à la règle 20.6.a), que l'élément correct ou la partie correcte a été incorporé par renvoi en vertu de la règle 4.18 et à présenter des observations, le cas échéant, dans le délai visé à la règle 20.7. Si ce délai expire plus de 12 mois après la date du dépôt de toute demande dont la priorité est revendiquée, l'office récepteur porte cette circonstance à l'attention du déposant."

6 La nouvelle règle 20.5*bis*.d) dispose : "Lorsque, à la suite d'une invitation selon l'alinéa a) ou pour une autre raison, un élément correct ou une partie correcte est, en vertu de la règle 20.6.b), considéré comme ayant été contenu dans ce qui est supposé constituer la demande internationale à la date à laquelle un ou plusieurs des éléments visés à l'article 11.1)iii) ont été initialement reçus par l'office récepteur, l'élément ou la partie indûment déposé continue à figurer dans la demande internationale et l'office récepteur attribue comme date du dépôt international la date à laquelle toutes les conditions visées à l'article 11.1) sont remplies et prend les mesures prévues à la règle 20.2.b) et c) et dans les instructions administratives."

ÉLÉMENTS ET PARTIES INDÛMENT DÉPOSÉS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DÉSIGNÉS RELATIVES À L'INCOMPATIBILITÉ AVEC DES LÉGISLATIONS NATIONALES EN VERTU DE LA RÈGLE 20.8.B-*BIS*) DU PCT

Durant sa cinquante et unième session (22e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 30 septembre au 9 octobre 2019, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, notamment, la nouvelle règle 20.5*bis*[7] du Règlement d'exécution du PCT concernant les éléments et parties de la demande internationale indûment déposés, ainsi que la nouvelle règle 20.8.b-*bis*) concernant l'incompatibilité des règles 20.5*bis*.a)ii)[8] et 20.5*bis*.d)[9] avec les législations nationales appliquées par les offices désignés. Ces nouvelles règles entreront en vigueur le 1er juillet 2020.

La nouvelle règle 20.8.b-*bis*) dispose : "Si, le 9 octobre 2019, l'une quelconque des règles 20.5*bis*.a)ii) et d) n'est pas compatible avec la législation nationale appliquée par l'office désigné, la règle concernée ne s'applique pas à cet office en rapport avec une demande internationale à l'égard de laquelle les actes visés à l'article 22 ont été accomplis auprès de cet office tant qu'elle reste incompatible avec cette législation, à condition que l'office en question en informe le Bureau international le 9 avril 2020 au plus tard. Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette les informations reçues."

CL Chili

En vertu de la nouvelle règle 20.8.b-*bis*) du PCT, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2020, l'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)** a notifié au Bureau international que les nouvelles règles 20.5*bis*.a)ii) et 20.5*bis*.d) du PCT ne sont pas compatibles avec la législation nationale appliquée par l'office en sa qualité d'office désigné.

7 Voir la note de bas de page 4.
8 Voir la note de bas de page 5.
9 Voir la note de bas de page 6.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

9 avril 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Offices récepteurs

DK Danemark 64

Éléments et parties indûment déposés :
notifications par des offices récepteurs relatives à l'incompatibilité avec des législations nationales en vertu de la règle 20.8.a-*bis*) du PCT

DE Allemagne 65
FR France 65

Éléments et parties indûment déposés :
notifications par des offices désignés relatives à l'incompatibilité avec des législations nationales en vertu de la règle 20.8.b-*bis*) du PCT

CN Chine 66
DE Allemagne 66

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

OFFICE RÉCEPTEURS

DK Danemark

Le 9 mars 2020, l'**Office danois des brevets et des marques**, en sa qualité d'office récepteur compétent pour les nationaux du Danemark et les personnes qui y sont domiciliées, a fourni des informations additionnelles relatives aux restrictions en matière de sécurité nationale.

Les demandes internationales pour les inventions qui ont trait au matériel de guerre ou aux procédés pour la fabrication de matériel de guerre et qui sont détenues par une personne ou une entreprise domiciliée au Danemark, ou par une institution danoise, doivent être déposées auprès de l'Office danois des brevets et des marques et ne peuvent bénéficier d'une protection par brevet, en tant que "brevets secrets", qu'avec l'autorisation du ministre (danois) de la Défense, conformément aux articles 2 et 2a de la loi codifiée sur les brevets secrets et à l'article 70 de la loi sur les brevets (Danemark).

[Mise à jour de l'annexe B1(DK) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a fourni des indications additionnelles au sujet de la représentation devant l'office.

Conformément à l'article 12 de la loi sur les brevets (Danemark), l'Office danois des brevets et des marques peut inviter le déposant à désigner un mandataire résident dans l'espace économique européen (EEE) pour le représenter en ce que concerne toutes questions liées à sa demande de brevet.

[Mise à jour de l'annexe C(DK) du *Guide du déposant du PCT*]

ÉLÉMENTS ET PARTIES INDÛMENT DÉPOSÉS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS RELATIVES À L'INCOMPATIBILITÉ AVEC DES LÉGISLATIONS NATIONALES EN VERTU DE LA RÈGLE 20.8.A-*BIS*) DU PCT

Durant sa cinquante et unième session (22e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 30 septembre au 9 octobre 2019, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, notamment, la nouvelle règle 20.5*bis*[1] du règlement d'exécution du PCT concernant les éléments et parties de la demande internationale indûment déposés, ainsi que la nouvelle règle 20.8.a-*bis*) concernant l'incompatibilité des règles 20.5*bis*.a)ii)[2] et 20.5*bis*.d)[3] avec les législations nationales appliquées par les offices récepteurs. Ces nouvelles règles entreront en vigueur le 1er juillet 2020.

La nouvelle règle 20.8.a-*bis*) dispose : "Si, le 9 octobre 2019, l'une quelconque des règles 20.5*bis*.a)ii) et d) n'est pas compatible avec la législation nationale appliquée par l'office récepteur, la règle concernée ne s'applique pas à une demande internationale déposée auprès de cet office récepteur tant qu'elle reste incompatible avec cette législation, à condition que l'office en question en informe le Bureau international le 9 avril 2020 au plus tard. Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette les informations reçues."

DE Allemagne

En vertu de la nouvelle règle 20.8.a-*bis*) du PCT, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2020, l'**Office allemand des brevets et des marques** a notifié au Bureau international que les nouvelles règles 20.5*bis*.a)ii) et 20.5*bis*.d) du PCT ne sont pas compatibles avec la législation nationale appliquée par l'office en sa qualité d'office récepteur.

FR France

En vertu de la nouvelle règle 20.8.a-*bis*) du PCT, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2020, l'**Institut national de la propriété industrielle (INPI) (France)** a notifié au Bureau international que les nouvelles règles 20.5*bis*.a)ii) et 20.5*bis*.d) du PCT ne peuvent pas être jugées compatibles avec la législation nationale appliquée par l'office en sa qualité d'office récepteur.

---

1 Le texte complet de la règle 20.5*bis* est reproduit à l'annexe III du document PCT/A/51/2, qui est disponible à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/pct_a_51/pct_a_51_2.pdf

2 La nouvelle règle 20.5*bis*.a)ii) dispose : "Lorsque, au moment de déterminer si les documents supposés constituer une demande internationale remplissent les conditions visées à l'article 11.1), l'office récepteur constate qu'un élément entier visé à l'article 11.1)iii)d) ou e) a été ou semble avoir été indûment déposé, ou qu'une partie de la description, des revendications ou des dessins a été ou semble avoir été indûment déposée, y compris le cas dans lequel tous les dessins ont été ou semblent avoir été indûment déposés ("élément ou partie indûment déposé"), il invite à bref délai le déposant, au choix de ce dernier, à confirmer, conformément à la règle 20.6.a), que l'élément correct ou la partie correcte a été incorporé par renvoi en vertu de la règle 4.18 et à présenter des observations, le cas échéant, dans le délai visé à la règle 20.7. Si ce délai expire plus de 12 mois après la date du dépôt de toute demande dont la priorité est revendiquée, l'office récepteur porte cette circonstance à l'attention du déposant."

3 La nouvelle règle 20.5*bis*.d) dispose : "Lorsque, à la suite d'une invitation selon l'alinéa a) ou pour une autre raison, un élément correct ou une partie correcte est, en vertu de la règle 20.6.b), considéré comme ayant été contenu dans ce qui est supposé constituer la demande internationale à la date à laquelle un ou plusieurs des éléments visés à l'article 11.1)iii) ont été initialement reçus par l'office récepteur, l'élément ou la partie indûment déposé continue à figurer dans la demande internationale et l'office récepteur attribue comme date du dépôt international la date à laquelle toutes les conditions visées à l'article 11.1) sont remplies et prend les mesures prévues à la règle 20.2.b) et c) et dans les instructions administratives."

ÉLÉMENTS ET PARTIES INDÛMENT DÉPOSÉS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DÉSIGNÉS RELATIVES À L'INCOMPATIBILITÉ AVEC DES LÉGISLATIONS NATIONALES EN VERTU DE LA RÈGLE 20.8.B-*BIS*) DU PCT

Durant sa cinquante et unième session (22e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 30 septembre au 9 octobre 2019, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, notamment, la nouvelle règle 20.5*bis*[4] du règlement d'exécution du PCT concernant les éléments et parties de la demande internationale indûment déposés, ainsi que la nouvelle règle 20.8.b-*bis*) concernant l'incompatibilité des règles 20.5*bis*.a)ii)[5] et 20.5*bis*.d)[6] avec les législations nationales appliquées par les offices désignés. Ces nouvelles règles entreront en vigueur le 1er juillet 2020.

La nouvelle règle 20.8.b-*bis*) dispose : "Si, le 9 octobre 2019, l'une quelconque des règles 20.5*bis*.a)ii) et d) n'est pas compatible avec la législation nationale appliquée par l'office désigné, la règle concernée ne s'applique pas à cet office en rapport avec une demande internationale à l'égard de laquelle les actes visés à l'article 22 ont été accomplis auprès de cet office tant qu'elle reste incompatible avec cette législation, à condition que l'office en question en informe le Bureau international le 9 avril 2020 au plus tard. Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette les informations reçues."

CN Chine

En vertu de la nouvelle règle 20.8.b-*bis*) du PCT, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2020, l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)** a notifié au Bureau international que les nouvelles règles 20.5*bis*.a)ii) et 20.5*bis*.d) du PCT ne sont pas compatibles avec la législation nationale appliquée par l'office en sa qualité d'office désigné.

DE Allemagne

En vertu de la nouvelle règle 20.8.b-*bis*) du PCT, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2020, l'**Office allemand des brevets et des marques** a notifié au Bureau international que les nouvelles règles 20.5*bis*.a)ii) et 20.5*bis*.d) du PCT ne sont pas compatibles avec la législation nationale appliquée par l'office en sa qualité d'office désigné.

[4] Il convient de se référer à la note de bas de page 1.
[5] Il convient de se référer à la note de bas de page 2.
[6] Il convient de se référer à la note de bas de page 3.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

16 avril 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Excuse de retard dans l'observation de délais PCT pendant la pandémie du COVID-19 : applicabilité de la règle 82*quater*.1 du PCT et de mesures additionnelles spéciales

Note du Bureau international :
Déclaration interprétative et pratique recommandée 68

Informations sur les États contractants

PL Pologne 69

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 69
BR Brésil 69
CA Canada 69
IN Inde 70
KR République de Corée 70
RU Fédération de Russie 70
SG Singapour 71

Offices récepteurs

PL Pologne 71

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

EXCUSE DE RETARD DANS L'OBSERVATION DE DÉLAIS PCT PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19 : APPLICABILITÉ DE LA RÈGLE 82*QUATER*.1 DU PCT ET DE MESURES ADDITIONNELLES SPÉCIALES

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL :
DÉCLARATION INTERPRÉTATIVE ET PRATIQUE RECOMMANDÉE

En vertu de la règle 82*quater*.1 du PCT, lorsque toute partie intéressée fait la preuve qu'un délai prévu dans le règlement d'exécution du PCT ("le règlement d'exécution") pour l'accomplissement d'un acte devant un office, une administration ou le Bureau international n'a pas été respecté en raison de guerre, de révolution, de désordre civil, de grève, de calamité naturelle, d'une indisponibilité générale des services de communication électronique ou d'autres raisons semblables, et que les mesures nécessaires ont été prises dès que cela a été raisonnablement possible, le retard dans l'observation du délai peut[1] être excusé.

Le Bureau international considère que la pandémie mondiale actuelle de COVID-19 peut être considérée comme une "calamité naturelle" ou une "autre raison semblable" en vertu de la règle 82*quater*.1.a) du PCT.

Par conséquent, le Bureau international, y compris en sa qualité d'office récepteur, répondra favorablement à toute demande, en vertu de la règle 82*quater*.1.a), invoquant des raisons relatives à la pandémie de COVID-19 en cas de non-respect d'un délai prévu dans le règlement d'exécution et n'exigera pas que la partie intéressée lui fournisse la preuve que la pandémie de COVID-19 avait affecté la localité où elle a son domicile, son siège ou sa résidence.

De plus, l'office récepteur du Bureau international a décidé de différer, jusqu'au 31 mai 2020, l'envoi des notifications relatives à une demande internationale considérée comme retirée (formulaire PCT/RO/117).

Le Bureau international invite instamment tous les offices et administrations du PCT à adopter une interprétation et une pratique similaires. Par ailleurs, le Bureau international émet les recommandations suivantes :

– pendant au moins un mois supplémentaire (échéance susceptible d'être encore prolongée), les notifications relatives à une demande internationale considérée comme retirée ne devraient être envoyées que dans le cas de délais ayant préalablement expiré depuis plus de deux mois ; et

– les offices récepteurs devraient renoncer à percevoir les taxes pour le paiement tardif en vertu de la règle 16*bis*.2 du PCT.

Veuillez-vous référer à la "Déclaration interprétative et changements de pratique recommandés en rapport avec le Traité de coopération en matière de brevets (PCT) dans le contexte de la pandémie du COVID-19" du 9 avril 2020, disponible à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/news/2020/news_0009.html

[1] Pour bénéficier des mesures de sauvegarde prévues dans la règle 82*quater*.1, la partie intéressée devrait normalement adresser cette preuve à l'office ou l'administration compétent, ou au Bureau international, selon le cas, au plus tard six mois après l'expiration du délai applicable en l'espèce, en plus d'avoir pris les mesures nécessaires dès que cela a été raisonnablement possible. Si, au vu de la preuve produite, le destinataire est convaincu que de telles circonstances ont existé, le retard dans l'observation du délai est excusé.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

PL Pologne

L'**Office des brevets de la République de Pologne** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse électronique, qui est désormais la suivante :

Courrier électronique : plpctteam@uprp.pl

[Mise à jour de l'annexe B1(PL) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2020, est de CHF 1.242.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2020, sont de CHF 374 pour un dépôt en ligne et de CHF 470 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

CA Canada

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2020, est de CHF 1.085.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2020, sont de CHF 128 et EUR 120, ou CHF 32 et EUR 30 dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier.

[Mise à jour de l'annexe D(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété Intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2020, sont de CHF 353 pour des recherches effectuées en coréen et de CHF 941 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2020, sont de CHF 104 et EUR 97 pour des recherches effectuées en russe et de CHF 489 et EUR 455 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ces montants, également applicables à compter du 1er juin 2020, sont de CHF 144 et CHF 231 (ce dernier montant s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement)).

[Mise à jour de l'annexe SISA(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2020, est de CHF 1.509.

[Mise à jour de l'annexe D(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche supplémentaire, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ce montant, également applicable à compter du 1er juin 2020, est de CHF 1.509.

[Mise à jour de l'annexe SISA(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

PL Pologne

L'**Office des brevets de la République de Pologne** a notifié au Bureau international un changement relatif au nombre d'exemplaires sur papier de la demande internationale requis par l'office – deux exemplaires doivent désormais être fournis, au lieu de trois.

[Mise à jour de l'annexe C(PL) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

23 avril 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Transmission de documents PCT pendant la pandémie de COVID-19

Note du Bureau international :
Suspension provisoire de la transmission de documents liés au PCT sous forme papier 73

Informations sur les États contractants :
Notifications par des offices de jours chômés exceptionnels en raison des effets de la pandémie de COVID-19

CU Cuba 74

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 74
AU Australie 75
CA Canada 75
EP Organisation européenne des brevets 76
IL Israël 76
IS Islande 76
KR République de Corée 76
NO Norvège 77
RU Fédération de Russie 77
SG Singapour 78
ZA Afrique du Sud 78

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TRANSMISSION DE DOCUMENTS PCT PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL :
SUSPENSION PROVISOIRE DE LA TRANSMISSION DE DOCUMENTS LIÉS AU PCT SOUS FORME PAPIER

En raison des effets de la pandémie de COVID-19 sur le fonctionnement du Bureau international et des services postaux au niveau mondial, le Bureau international, y compris en sa qualité d'office récepteur du PCT, a suspendu la transmission de documents liés au PCT **sous forme papier**, avec effet depuis le 30 mars 2020.

Par conséquent, le Bureau international transmettra les documents liés au PCT uniquement par messagerie électronique, jusqu'à nouvel ordre. Veuillez noter que les documents liés au PCT concernant des demandes individuelles sont disponibles dans le système ePCT[1], ou dans PATENTSCOPE[2] après la publication internationale.

De plus, en raison de la réduction des services postaux et des opérations de numérisation au Bureau international, tous les utilisateurs du PCT sont instamment priés de ne communiquer avec le Bureau international que par voie électronique.

Les utilisateurs du PCT qui n'ont pas encore fourni d'adresse électronique au Bureau international en lien avec leur(s) demande(s) internationale(s) sont encouragés à le faire dans les plus brefs délais :

- en saisissant ces informations directement pour les demandes internationales en instance dans le système ePCT, pour lesquelles ils disposent des droits d'accès appropriés ;
- en utilisant le service de chargement d'urgence[3] ;
- en envoyant un courriel à l'une des adresses suivantes : eservices@wipo.int ou pct.infoline@wipo.int; ou
- en utilisant la page *Contactez-nous de l'OMPI*[4] pour les utilisateurs du PCT.

Pour plus d'informations, veuillez consulter les le fil d'actualité des *Nouveautés du Système du PCT*, datant du 30 mars 2020, disponible à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/fr/news/2020/news_0008.html

1 Disponible à l'adresse suivante : https://pct.wipoint/ePCT
2 Disponible à l'adresse suivante : https://patentscope.wipo.int
3 Disponible à l'adresse suivante : https://pct.wipo.int/ePCTExternal/pages/UploadDocument.xhtml
4 Disponible à l'adresse suivante : https://www3.wipo.int/contact/fr/area.jsp?area=pct

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE JOURS CHÔMÉS EXCEPTIONNELS EN RAISON DES EFFETS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

CU Cuba

En raison des effets de la pandémie de COVID-19, l'**Office cubain de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international sa fermeture au public pour traiter d'affaires officielles à partir du 14 avril 2020 et jusqu'à nouvel ordre.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5 (i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré le 14 avril 2020, ou à une date ultérieure, ce délai est **prorogé jusqu'au premier jour suivant auquel l'office rouvrira au public** pour traiter d'affaires officielles.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures consécutives à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement, et aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 16 avril 2020 (page 68).

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2020, est de ZAR 35.130.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

AU Australie

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar australien (AUD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2020, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	AUD	2.356
Taxe par feuille à compter de la 31e :	AUD	27
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	AUD	354
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	AUD	531
Taxe de traitement :	AUD	354

[Mise à jour des annexes C(AU) et E(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

CA Canada

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2020, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	CAD	1.961
Taxe par feuille à compter de la 31e :	CAD	22
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	CAD	295
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	CAD	442
Taxe de traitement :	CAD	295

[Mise à jour des annexes C(CA) et E(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2020, est de ZAR 35.130.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

Un nouveau montant équivalent, exprimé en **nouveau sheqel israélien (ILS)**, a été établi pour la taxe de traitement, en vertu de la règle 57.2.d) du PCT. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2020, est de ILS 743.

[Mise à jour de l'annexe E(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

IS Islande

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **couronne islandaise (ISK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2020, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	ISK	195.100
Taxe par feuille à compter de la 31e :	ISK	2.200
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	ISK	29.300
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	ISK	44.000

[Mise à jour de l'annexe C(IS) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

Un nouveau montant équivalent, exprimé en **won coréen (KRW)**, a été établi pour la taxe de traitement, en vertu la règle 57.2.d) du PCT. Ce montant, applicable à compter du 1er juin 2020, est de KRW 255.000.

[Mise à jour de l'annexe E(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

NO Norvège

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **couronne norvégienne (NOK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2020, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	NOK	15.300
Taxe par feuille à compter de la 31e :	NOK	170
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NOK	2.300
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NOK	3.450

[Mise à jour de l'annexe C(NO) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD**), ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2020, sont de USD 106 pour des recherches effectuées en russe et de USD 501 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar de Singapour (SGD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2020, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	SGD	1.974
Taxe par feuille à compter de la 31e :	SGD	22
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	SGD	297
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	SGD	445
Taxe de traitement :	SGD	297

[Mise à jour des annexes C(SG) et E(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

ZA Afrique du Sud

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juin 2020, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	ZAR	24.090
Taxe par feuille à compter de la 31e :	ZAR	270
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	ZAR	3.620
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	ZAR	5.430

[Mise à jour de l'annexe C(ZA) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

30 avril 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

EP Organisation européenne des brevets 81

Informations sur les États contractants

IT Italie 82

Informations sur les États contractants :
Notifications par des offices de jours chômés
exceptionnels en raison des effets de la pandémie de COVID-19

MX Mexique 82

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 83
EP Organisation européenne des brevets 83
KR République du Corée 83
US États-Unis d'Amérique 83

Offices désignés (ou élus)

IT Italie 84

Incorporation par renvoi d'éléments ou de parties :
notifications d'offices récepteurs relatives à la compatibilité avec les
législations nationales des règles 20.3.a)ii) et b)ii), 20.5.a)ii) et d),
et 20.6 du PCT

IT Italie 84

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

Incorporation par renvoi d'éléments ou de parties :
notifications d'offices désignés relatives à la compatibilité avec les législations nationales des règles 20.3.a)ii) et b)ii), 20.5.a)ii) et d), et 20.6 du PCT
IT Italie 84

Éléments et parties indûment déposés :
notifications d'offices récepteurs relatives à l'incompatibilité avec les législations nationales en vertu de la règle 20.8.a-*bis*) du PCT
ES Espagne 85

Éléments et parties indûment déposés :
notifications d'offices désignés relatives à l'incompatibilité avec les législations nationales en vertu de la règle 20.8.b-*bis*) du PCT
ES Espagne 86

Restauration du droit de priorité :
notifications d'offices récepteurs relatives à la compatibilité avec les législations nationales de la règle 26*bis*.3.a) à i) du PCT
IT Italie 87

Effet de la restauration du droit de priorité par des offices récepteurs :
notifications d'offices désignés relatives à la compatibilité avec les législations nationales de la règle 49*ter*.1.a) à d) du PCT
IT Italie 87

Restauration du droit de priorité :
notifications d'offices désignés relatives à la compatibilité avec les législations nationales de la règle 49*ter*.2.a) à g) du PCT
IT Italie 87

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs
EP Organisation européenne des brevets 88

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique :
institutions auprès desquelles des dépôts peuvent être effectués
CN Chine 88

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

EP Organisation européenne des brevets

Accord entre l'Office européen des brevets et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

Le 17 avril 2020, l'**Office européen des brevets (OEB)** a adressé au Bureau international, conformément aux articles 11.3.iii) et 11.4.ii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant d'une modification apportée à la partie I de l'annexe D de cet accord. Cette modification, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2020, consiste en une nouvelle "taxe additionnelle" payable en vertu de la nouvelle règle 40*bis* du PCT, et applicable en relation avec la nouvelle règle 20.5*bis* du PCT, qui entreront également en vigueur le 1er juillet 2020[2].

L'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

"**Annexe D**
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	**Montant (en euros)**
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	[sans changement]
Taxe additionnelle (règles 40.2.a) et 40*bis*[3])	1.775[4]
Taxes de recherche supplémentaire (règle 45*bis*.3.a))	[sans changement]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	[sans changement]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	[sans changement]
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	[sans changement]
Taxe de réexamen (règle 45*bis*.6.c))	[sans changement]
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	[sans changement]

Partie II. [Sans changement]"

---

1 Disponible sur le site internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_ep.pdf

2 Le texte complet des nouvelles règles 20.5*bis* et 40*bis* est reproduit à l'annexe III du document PCT/A/51/2, qui est disponible à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/pct_a_51/pct_a_51_2.pdf

3 La taxe s'applique en relation avec la nouvelle règle 20.5*bis* du PCT (voir la décision du Conseil d'administration de l'OEB datée du 27 mars 2020 (JO OEB 2020, A36)).

4 La taxe est réduite de 75% sous certaines conditions (voir la décision du Conseil d'administration de l'OEB datée du 12 décembre 2019 (JO OEB 2020, A4)). Voir le paragraphe 4) de la partie II pour plus de détails.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

IT Italie

L'**Office italien des brevets et des marques** a notifié au Bureau international que, en vertu de l'adoption en Italie du Décret ministériel 13/11/2019[5], l'article 45.2)[6] du PCT ne s'applique plus à la désignation ou à l'élection de l'Italie à l'égard des demandes internationales déposées le **1er juillet 2020 ou ultérieurement**.

Par conséquent, toute désignation ou élection de l'Italie dans une demande internationale déposée le 1er juillet 2020, ou ultérieurement, sera traitée en vertu de la règle 4.9.iii) du PCT comme une demande tendant à la délivrance d'un brevet régional (européen) et d'un brevet national en Italie.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE JOURS CHÔMÉS EXCEPTIONNELS EN RAISON DES EFFETS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

MX Mexique

En raison des effets de la pandémie de COVID-19, l'**Institut mexicain de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international sa fermeture au public pour traiter d'affaires officielles à partir du 27 mars jusqu'au 30 mai 2020.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré lors d'un des jours précités, ce délai est **prorogé jusqu'au 1er juin 2020, ou jusqu'au premier jour suivant auquel l'office rouvrira au public** pour traiter d'affaires officielles.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressés à un office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures consécutives à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement, et aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 16 avril 2020 (page 68).

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

[5] Il convient de se référer à la *Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana* (No. 283) du 3 décembre 2019.

[6] L'article 45.2) du PCT dispose : "La législation nationale d'un tel État désigné ou élu peut prévoir que toute désignation ou élection dudit État dans la demande internationale sera considérée comme l'indication que le déposant désire obtenir un brevet régional conformément au traité de brevet régional."

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, **won coréen (KRW)**, **dollar de Singapour (SGD)** et en **dollar des États-Unis (USD),** ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2020 sont de EUR 1.241, KRW 1.643.000, SGD 1.920 et USD 1.341, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets (OEB)**, en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, a notifié au Bureau international l'établissement d'une nouvelle taxe additionnelle, en vertu de la nouvelle règle 40*bis* du PCT et qui s'applique en relation avec la nouvelle règle 20.5*bis* du PCT[7].

Cette nouvelle taxe, qui s'appliquera à compter du 1er juillet 2020, est de EUR 1.775.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République du Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar australien (AUD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2020, sont de AUD 603 pour des recherches effectuées en coréen et de AUD 1.607 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar néo-zélandais (NZD)** et en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2020, sont de NZD 3.496 et ZAR 38.860, respectivement, pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité ; de NZD 1.748 et ZAR 19.430, respectivement, pour une petite entité ; et de NZD 874 et ZAR 9.710, respectivement, pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

---

[7] Le texte complet des nouvelles règle 20.5*bis* et 40*bis* est reproduit à l'annexe III du document PCT/A/51/2, qui est disponible à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/pct_a_51/pct_a_51_2.pdf

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

IT Italie

Suite à l'adoption en Italie du Décret ministériel 13/112019 (il convient de se référer à ce numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT), page 82), l'**Office italien des brevets et des marques** a notifié au Bureau international que les délais applicables pour l'ouverture de la phase nationale en vertu des articles 22.1) et 39.1.a) du PCT est de 30 mois à compter de la date de priorité (ou lorsque la demande internationale ne comporte aucune revendication de priorité selon l'article 8, la date du dépôt international de cette demande).

De plus, l'office a notifié qu'il exige, en accord avec les articles 22.1 et 39.1).a) du PCT et à l'égard des demandes internationales déposées le 1er juillet 2020 ou ultérieurement, une traduction en italien de la demande internationale.

INCORPORATION PAR RENVOI D'ÉLÉMENTS OU DE PARTIES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS RELATIVES À LA COMPATIBILITÉ AVEC LES LÉGISLATIONS NATIONALES DES RÈGLES 20.3.a)ii) ET b)ii), 20.5.a)ii) ET d), ET 20.6 DU PCT

IT Italie

Suite à sa notification[8] relative à l'incompatibilité avec la législation nationale de l'Italie en vertu de la règle 20.8.a) du PCT (il convient de se référer à la Gazette du PCT n°26/2006 du 26 juin 2006, page 18993), l'**Office italien des brevets et des marques,** en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international que sa législation nationale est désormais compatible avec les règles 20.3.a)ii) et b)ii), 20.5.a)ii) et d), et 20.6 du PCT (concernant les irrégularités selon l'article 11.1), les parties manquantes, et l'incorporation par renvoi d'éléments ou de parties), celles-ci s'appliqueront à l'égard des demandes internationales déposées le **1er juillet 2020 ou ultérieurement**.

INCORPORATION PAR RENVOI D'ÉLÉMENTS OU DE PARTIES : NOTIFICATIONS D'OFFICES DÉSIGNÉS RELATIVES À LA COMPATIBILITÉ AVEC LES LÉGISLATIONS NATIONALES DES RÈGLES 20.3.a)ii) ET b)ii), 20.5.a)ii) ET d), ET 20.6 DU PCT

IT Italie

Suite à l'adoption en Italie du Décret ministériel 13/11/2019 (il convient de se référer à ce numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT), page 82), l'**Office italien des brevets et des marques**, en sa qualité d'office désigné, a notifié au Bureau international que sa législation nationale est compatible avec les règles 20.3.a)ii) et b)ii), 20.5.a)ii) et d), et 20.6 du PCT (concernant les irrégularités selon l'article 11.1), les parties manquantes, et l'incorporation par renvoi d'éléments ou de parties), à l'égard des demandes internationales déposées le **1er juillet 2020 ou ultérieurement**.

[8] La liste actuelle des réserves, déclarations, notifications et incompatibilités relatives au PCT est disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/reservations/res_incomp.html

ÉLEMENTS ET PARTIES INDÛMENT DÉPOSÉS : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS RELATIVES À L'INCOMPATIBILITÉ AVEC DES LÉGISLATIONS NATIONALES EN VERTU DE LA RÈGLE 20.8.a-*bis*) DU PCT

Durant sa cinquante et unième session (22e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 30 septembre au 9 octobre 2019, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, notamment, la nouvelle règle 20.5*bis*[9] du règlement d'exécution du PCT concernant les éléments et parties de la demande internationale indûment déposés, ainsi que la nouvelle règle 20.8.a-*bis*) concernant l'incompatibilité des règles 20.5*bis*.a)ii)[10] et 20.5*bis*.d)[11] avec les législations nationales appliquées par les offices récepteurs. Ces nouvelles règles entreront en vigueur le 1er juillet 2020.

La nouvelle règle 20.8.a-*bis*) dispose : "Si, le 9 octobre 2019, l'une quelconque des règles 20.5*bis*.a)ii) et d) n'est pas compatible avec la législation nationale appliquée par l'office récepteur, la règle concernée ne s'applique pas à une demande internationale déposée auprès de cet office récepteur tant qu'elle reste incompatible avec cette législation, à condition que l'office en question en informe le Bureau international le 9 avril 2020 au plus tard. Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette les informations reçues."

ES Espagne

En vertu de la nouvelle règle 20.8.a-*bis*) du PCT, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2020, l'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié au Bureau international que les nouvelles règles 20.5*bis*.a)ii) et 20.5*bis*.d) du PCT ne sont pas compatibles avec la législation nationale appliquée par l'office en sa qualité d'office récepteur.

---

9 Le texte complet de la règle 20.5*bis* est reproduit à l'annexe III du document PCT/A/51/2, qui est disponible à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/pct_a_51/pct_a_51_2.pdf

10 La nouvelle règle 20.5*bis*.a)ii) dispose : "Lorsque, au moment de déterminer si les documents supposés constituer une demande internationale remplissent les conditions visées à l'article 11.1), l'office récepteur constate qu'un élément entier visé à l'article 11.1)iii)d) ou e) a été ou semble avoir été indûment déposé, ou qu'une partie de la description, des revendications ou des dessins a été ou semble avoir été indûment déposée, y compris le cas dans lequel tous les dessins ont été ou semblent avoir été indûment déposés ("élément ou partie indûment déposé"), il invite à bref délai le déposant, au choix de ce dernier, à confirmer, conformément à la règle 20.6.a), que l'élément correct ou la partie correcte a été incorporé par renvoi en vertu de la règle 4.18 et à présenter des observations, le cas échéant, dans le délai visé à la règle 20.7. Si ce délai expire plus de 12 mois après la date du dépôt de toute demande dont la priorité est revendiquée, l'office récepteur porte cette circonstance à l'attention du déposant."

11 La nouvelle règle 20.5*bis*.d) dispose : "Lorsque, à la suite d'une invitation selon l'alinéa a) ou pour une autre raison, un élément correct ou une partie correcte est, en vertu de la règle 20.6.b), considéré comme ayant été contenu dans ce qui est supposé constituer la demande internationale à la date à laquelle un ou plusieurs des éléments visés à l'article 11.1)iii) ont été initialement reçus par l'office récepteur, l'élément ou la partie indûment déposé continue à figurer dans la demande internationale et l'office récepteur attribue comme date du dépôt international la date à laquelle toutes les conditions visées à l'article 11.1) sont remplies et prend les mesures prévues à la règle 20.2.b) et c) et dans les instructions administratives."

ÉLÉMENTS ET PARTIES INDÛMENT DÉPOSÉS : NOTIFICATIONS D'OFFICES DÉSIGNÉS RELATIVES À L'INCOMPATIBILITÉ AVEC DES LÉGISLATIONS NATIONALES EN VERTU DE LA RÈGLE 20.8.b-*bis*) DU PCT

Durant sa cinquante et unième session (22e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 30 septembre au 9 octobre 2019, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, notamment, la nouvelle règle 20.5*bis*[12] du règlement d'exécution du PCT concernant les éléments et parties de la demande internationale indûment déposés, ainsi que la nouvelle règle 20.8.b-*bis*) concernant l'incompatibilité des règles 20.5*bis*.a)ii)[13] et 20.5*bis*.d)[14] avec les législations nationales appliquées par les offices désignés. Ces nouvelles règles entreront en vigueur le 1er juillet 2020.

La nouvelle règle 20.8.b-*bis*) dispose : "Si, le 9 octobre 2019, l'une quelconque des règles 20.5*bis*.a)ii) et d) n'est pas compatible avec la législation nationale appliquée par l'office désigné, la règle concernée ne s'applique pas à cet office en rapport avec une demande internationale à l'égard de laquelle les actes visés à l'article 22 ont été accomplis auprès de cet office tant qu'elle reste incompatible avec cette législation, à condition que l'office en question en informe le Bureau international le 9 avril 2020 au plus tard. Le Bureau international publie à bref délai dans la gazette les informations reçues."

ES Espagne

En vertu de la nouvelle règle 20.8.b-*bis*) du PCT, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2020, l'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié au Bureau international que les nouvelles règles 20.5*bis*.a)ii) et 20.5*bis*.d) du PCT ne sont pas compatibles avec la législation nationale appliquée par l'office en sa qualité d'office désigné.

12 Il convient de se référer à la note de bas de page 8.

13 Il convient de se référer à la note de bas de page 9.

14 Il convient de se référer à la note de bas de page 10.

RESTAURATION DU DROIT DE PRIORITÉ : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS RELATIVES À LA COMPATIBILITÉ AVEC LES LÉGISLATIONS NATIONALES DE LA RÈGLE 26*bis*.3.a) À i) DU PCT

IT Italie

Suite à sa notification[15] relative à l'incompatibilité de la législation nationale de l'Italie en vertu de la règle 26*bis*.3.j) du PCT (il convient de se référer à la Gazette du PCT n°26/2006 du 26 juin 2006, page 18995), l'**Office italien des brevets et des marques,** en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international que sa législation nationale est désormais compatible avec la règle 26*bis*.3.a) à i) (concernant la restauration du droit de priorité par les offices récepteurs), celles-ci s'appliqueront à l'égard des demandes internationales déposées le **1er juillet 2020 ou ultérieurement**.

[Mise à jour de l'annexe C(IT) du *Guide du déposant du PCT*]

EFFET DE LA RESTAURATION DU DROIT DE PRIORITÉ PAR DES OFFICES RÉCEPTEURS : NOTIFICATIONS D'OFFICES DÉSIGNÉS RELATIVES À LA COMPATIBILITÉ AVEC LES LÉGISLATIONS NATIONALES DE LA RÈGLE 49*ter*.1.a) À d) DU PCT

IT Italie

Suite à l'adoption en Italie du Décret ministériel 13/11/2019 (il convient de se référer à ce numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT), page 82), l'**Office italien des brevets et des marques** a notifié au Bureau international que la législation nationale appliquée par l'office en tant qu'office désigné en vertu du PCT est compatible avec la règle 49t*er*.1.a) à d) (concernant l'effet de la restauration du droit de priorité par les offices récepteurs), à l'égard des demandes internationales déposées le **1er juillet 2020 ou ultérieurement**.

RESTAURATION DU DROIT DE PRIORITÉ : NOTIFICATIONS D'OFFICES DÉSIGNÉS, RELATIVES À LA COMPATIBILITÉ AVEC LES LÉGISLATIONS NATIONALES DE LA RÈGLE 49*ter*.2.a) À g) DU PCT

IT Italie

Suite à l'adoption en Italie du Décret ministériel 13/11/2019 (il convient de se référer à ce numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT), page 82), l'**Office italien des brevets et des marques,** en tant qu'office désigné, a notifié au Bureau international que sa législation nationale est compatible avec la règle 49*ter*.2.a) à g) du PCT (concernant la restauration du droit de priorité par les offices désignés), à l'égard des demandes internationales déposées le **1er juillet 2020 ou ultérieurement**.

[15] La liste actuelle des réserves, déclarations, notifications et incompatibilités relatives au PCT est disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/pct/fr/texts/reservations/res_incomp.html

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) du PCT et des instructions 710.b) et 713 des Instructions administratives du PCT, l'**Office européen des brevets (OEB)**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement relatif à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 3 novembre 2016, pages 236 et suivantes.

En particulier, à partir du 1er juillet 2020, l'OEB, en sa qualité d'office récepteur, n'acceptera plus les demandes internationales sous forme électronique déposées au moyen du logiciel PCT-SAFE.

Par conséquent, à partir du 1er juillet 2020, les moyens actuels de dépôt des demandes internationales sous forme électronique auprès de l'OEB sont : le dépôt en ligne de l'OEB, le service de dépôt par formulaire en ligne de l'OEB, le système de gestion des dossiers de l'OEB (CMS), et le dépôt ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

DEPOTS DE MICRO-ORGANISMES ET AUTRE MATERIEL BIOLOGIQUE : INSTITUTIONS AUPRES DESQUELLES DES DEPOTS PEUVENT ETRE EFFECTUES

CN Chine

Conformément à la règle 13*bis*.7.b) du PCT, le Bureau international a reçu une notification relative à une institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du *Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets* auprès de laquelle des dépôts de microorganismes et autre matériel biologique peuvent être effectués, avec effet depuis le 1er janvier 2016, comme suit :

Guangdong Microbial Culture Collection Center (GDMCC)
Guangdong Institute of Microbiology
No.59 Building, No.100 Xianliezhong Road
Guangzhou 510075
République populaire de Chine

[Mise à jour de l'annexe L du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

7 mai 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants :
Notifications par des offices de jours chômés exceptionnels
en raison des effets de la pandémie de COVID-19

MD République de Moldova 90

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil – Rectificatif 91
BR Brésil 91
CA Canada 91
EP Organisation européenne des brevets 91
HU Hongrie 92
IN Inde 92
NZ Nouvelle-Zélande 93
RU Fédération de Russie 93
SE Suède 93
XN Institut nordique des brevets 94

Restauration du droit de priorité :
notifications en vertu des règles 26*bis*.3.i) et 49*ter*.2.g) du PCT

IT Italie 94

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE JOURS CHÔMÉS EXCEPTIONNELS EN RAISON DES EFFETS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

MD République de Moldova

Suite à la notification relative à la fermeture au public de l'**Office d'État pour la propriété intellectuelle (République de Moldova)**, en raison des effets de la pandémie de COVID-19, telle que publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 2 avril 2020 (pages 58 et 59), l'office a notifié au Bureau international que la fermeture susmentionnée a été prorogée.

Pendant la période du 30 mars au 30 avril 2020, l'office était fermé au public pour le traitement des affaires officielles les jours suivants :

– le 30 mars au 3 avril 2020 ;

– le 7 au 17 avril 2020 ; et

– le 21 au 30 avril 2020.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré lors d'un des jours précités, ce délai est **prorogé jusqu'au premier jour suivant auquel l'office rouvrira au public** pour traiter d'affaires officielles.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressées à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures consécutives à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement, et aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 16 avril 2020 (page 68).

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil – Rectificatif

Les informations publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 16 avril 2020 (page 69) contenait une erreur concernant le nouveau montant, exprimés en **franc suisse (CHF)**, de la taxe de recherche pour un dépôt en ligne pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**.

À compter du 1er juin 2020, les nouveaux montants de la taxe de recherche, sont de CHF 314 pour un dépôt en ligne, et de CHF 470 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2020, sont de USD 322 pour un dépôt en ligne, et de USD 483 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

CA Canada

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2020, est de USD 1.132.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, des nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **livre sterling (GBP)**, **couronne islandaise (ISK)** et **couronne norvégienne (NOK)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2020, sont de GBP 1.560, ISK 276.000 et NOK 20.010, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

HU Hongrie

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **forint hongrois (HUF)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2020, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	HUF	458.300
Taxe par feuille à compter de la 31e :	HUF	5.200
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	HUF	68.900
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	HUF	103.400

[Mise à jour de l'annexe C(HU) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2020, sont de USD 131 et de USD 33 (dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier).

[Mise à jour de l'annexe D(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

NZ Nouvelle-Zélande

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar néo-zélandais (NZD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2020, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	NZD	2.288
Taxe par feuille à compter de la 31e :	NZD	26
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NZD	344
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NZD	516

[Mise à jour de l'annexe C(NZ) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2020, sont de EUR 105 pour des recherches effectuées en russe, et de EUR 495 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

SE Suède

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, des nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **couronne islandaise (ISK)** et **couronne norvégienne (NOK)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office suédois des brevets et de l'enregistrement**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2020, sont de ISK 276.000 et NOK 20.010, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

XN Institut nordique des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, des nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **couronne islandaise (ISK)** et **couronne norvégienne (NOK)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut nordique des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2020, sont de ISK 276.000 et NOK 20.010, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

RESTAURATION DU DROIT DE PRIORITÉ : NOTIFICATIONS EN VERTU DES REGLES 26*bis*.3.i) ET 49*ter*.2.g) DU PCT

IT Italie

Suite à ses notifications concernant le restauration du droit de priorité en vertu des règles 26*bis*.3 et 49*ter.*2 du PCT (il convient de se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 30 avril 2020, page 87), et en vertu des règles 26*bis*.3.i) et 49*ter*.2.g) du PCT, l'**Office italien des brevets et des marques** a notifié au Bureau international qu'il appliquera, en sa qualité d'office récepteur et d'office désigné (ou élu), à la fois le critère du "caractère non-intentionnel" et celui de la "diligence requise" aux requêtes en restauration du droit de priorité, à l'égard des demandes internationales déposées le 1er juillet 2020 ou ultérieurement.

En outre, l'office a notifié qu'il n'appliquera aucune taxe pour toute requête en restauration du droit de priorité en vertu des règles 26*bis*.3.d) et 49*ter*.2.d) du PCT; toutefois, ces requêtes seront soumises à un droit de timbre (*imposta di bollo*) de EUR 15.

[Mise à jour de l'annexe C(IT) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

14 mai 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants :
Notifications par des offices de jours chômés exceptionnels
en raison des effets de la pandémie de COVID-19

AG Antigua-et-Barbuda 96
RO Roumanie 96

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 97
EP Organisation européenne des brevets 97
NO Norvège 97

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE JOURS CHÔMÉS EXCEPTIONNELS EN RAISON DES EFFETS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

En raison des effets de la pandémie de COVID-19, le Bureau international a été notifié par plusieurs offices du PCT de leur fermeture au public pour traiter d'affaires officielles.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5 du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office expire un jour où cet office n'est pas ouvert au public pour les raisons mentionnées ci-avant, ce délai **prendra fin le premier jour suivant lequel l'office ouvrira au public** pour traiter d'affaires officielles.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressées à un office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures consécutives à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement, et aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 16 avril 2020 (page 68).

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

Suite à la notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 2 avril 2020 (pages 58 et 59), il a été notifié au Bureau international que les offices suivants n'étaient également pas ouverts au public pour traiter d'affaires officielles, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, en raison des effets de la pandémie du COVID-19, comme suit :

Code et nom de l'office		Dates de fermeture notifiées
AG	Office de la propriété intellectuelle et du commerce d'Antigua-et-Barbuda (ABIPCO)	1er au 28 avril 2020
RO	Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)	9 au 20 mars 2020

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **rand sud-africain (ZAR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2020, est de ZAR 26.420.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **forint hongrois (HUF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2020, est de HUF 626.100.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

NO Norvège

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **couronne norvégienne (NOK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er juillet 2020, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	NOK	14.420
Taxe par feuille à compter de la 31e :	NOK	160
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NOK	2.170
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NOK	3.250

[Mise à jour de l'annexe C(NO) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

22 mai 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

CA Canada 99

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

SV El Salvador 99

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international un service en ligne pour la correspondance générale, comme suit :

Service en ligne (correspondance générale) :	https://www.ic.gc.ca/eic/site/cipointernet-internetopic.nsf/fra/wr01970.html

[Mise à jour de l'annexe B1(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

SV El Salvador

Depuis le 7 janvier 2002, tout office récepteur ayant mis en place les systèmes techniques appropriés est en mesure d'accepter le dépôt des demandes internationales sous forme électronique conformément à la septième partie et à l'annexe F des Instructions administratives du PCT, qui contiennent, respectivement, le cadre juridique et la norme technique nécessaires à la mise en œuvre du dépôt et du traitement sous forme électronique des demandes internationales prévus à la règle 89*bis*.1 du PCT.

Le **Centre national des enregistrements (CNR) (El Salvador)**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713 des Instructions administratives du PCT, qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du 15 juillet 2020, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (503) 2593 5718
– par courriel, à l'adresse électronique suivante : patentes@cnr.gob.sv

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.cnr.gob.sv).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(SV) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

28 mai 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les états contractants : Notifications par des offices de jours chômés exceptionnels en raison des effets de la pandémie de COVID-19

IN Inde 103

Demandes internationales contenant des listages des séquences : Notification des exigences techniques applicables par des administrations chargées de la recherche internationale

CA Canada 104

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 104
RU Fédération de Russie 105

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE JOURS CHÔMÉS EXCEPTIONNELS EN RAISON DES EFFETS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

IN Inde

Suite à la notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 2 avril 2020 (pages 58 et 59), l'**Office indien des brevets** a notifié au Bureau international, le 8 mai 2020, qu'il était également fermé du 15 au 19 avril 2020, en raison des effets de la pandémie du COVID-19.

De ce fait, conformément aux notifications susmentionnées, l'office n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles le 25 mars au 19 avril 2020.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré entre le 25 mars et le 19 avril 2020 (inclus), ce délai **ne prend fin que le premier jour suivant auquel l'office ouvrira au public** pour traiter d'affaires officielles.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressées à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures consécutives à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement, et aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 16 avril 2020 (page 68).

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

Pour plus d'informations concernant les mesures adoptées par l'office en réponse à la pandémie du COVID-19, il convient de se référer à la base de données de suivi des politiques de propriété intellectuelle en rapport avec la COVID-19 ("*COVID-19 IP Policy Tracker*") de l'OMPI, disponible (en anglais) à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/covid19-policy-tracker/

DEMANDES INTERNATIONALES CONTENANT DES LISTAGES DES SÉQUENCES : NOTIFICATION DES EXIGENCES TECHNIQUES APPLICABLES PAR DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE

CA Canada

Conformément à l'article 513.f) des Instructions administrative du PCT, l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international un mode supplémentaire de transmission du listage des séquences sous forme électronique qu'il accepte en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale.

En plus d'un seul fichier texte sur une seule diskette ou sur un seul CD-ROM ou DVD, les listages des séquences peuvent désormais être soumis, en format <.txt>, par voie électronique par le biais du service web de correspondance générale de l'office, disponible à l'adresse suivante :

https://www.ic.gc.ca/eic/site/cipointernet-internetopic.nsf/fra/wr01970.html

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar australien (AUD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, ainsi que pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces montants, applicables à compter du 1er août 2020, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	AUD	2.150
Taxe par feuille à compter de la 31e :	AUD	24
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	AUD	323
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	AUD	485
Taxe de traitement :	AUD	323

[Mise à jour des annexes C(AU) et E(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2020, sont de USD 113 pour des recherches effectuées en russe et de USD 532 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

4 juin 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 107
BR Brésil 107
KR République de Corée 107

Offices récepteurs

BR Brésil 107

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **won coréen (KRW)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2020, sont de CHF 1.361 et de KRW 1.757.000, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

BR Brésil

L'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** a notifié au Bureau international que, depuis le 2 octobre 2019, la taxe pour le document de priorité sur papier, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur, n'est plus applicable. La taxe pour le document de priorité en ligne reste inchangée.

[Mise à jour de l'annexe C(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar australien (AUD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété Intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2020, sont de AUD 564 pour des recherches effectuées en coréen et de AUD 1.503 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

BR Brésil

L'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**, a notifié au Bureau international que, depuis le 2 octobre 2019, le document de priorité ne peut être requis qu'en ligne[1].

En outre, l'office a notifié que, depuis le 19 novembre 2019, la réception de la demande internationale et d'autres documents liés au PCT déposés **sur papier** est possible uniquement par courrier postal. Pour des renseignements concernant le dépôt sur papier par courrier postal, il convient de se référer à la Résolution officielle de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) Nº253 du 13 novembre 2019[2].

[Mise à jour de l'annexe C(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

---

1 Il convient de se référer à la *RPI – Revista da Propriedade Industrial* Nº2544 (8 octobre 2019), disponible à l'adresse suivante : http://revistas.inpi.gov.br/pdf/Comunicados2544.pdf

2 Il convient de se référer à la *RPI – Revista da Propriedade Industrial* Nº2550 (19 novembre 2019), disponible à l'adresse suivante : http://revistas.inpi.gov.br/pdf/Comunicados2550.pdf

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

11 juin 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

BR Brésil 109
SG Singapour 110

Informations sur les États contractants :
Notifications par des offices de jours chômés exceptionnels
en raison des effets de la pandémie de COVID-19

BZ Belize 111
MX Mexique 111
PH Philippines 111

Taxes payables en vertu du PCT

SG Singapour 112

Offices récepteurs

KR République de Corée 112

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

BR Brésil

Accord entre l'Institut national de la propriété industrielle du Brésil et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

Le 30 avril 2020, l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications consistent en une révision de la référence contenue dans la note de bas de page de la partie I de l'annexe D, ainsi qu'en l'établissement d'une nouvelle condition relative au dépôt sur papier des documents liés au PCT (apportée dans une nouvelle note de bas de page établie dans la partie I de l'annexe D).

Avec effet depuis le 19 novembre 2019, l'annexe D modifiée a la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit[2]	**Montant (Reals brésiliens)**	
	(en ligne)	(sur papier)[3]
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	1.685	2.525
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	1.360	2.040
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	630	945
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	365	545
Taxe pour paiement tardif de la taxe d'examen préliminaire	montant prévu par la règle 58*bis*.2	
Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	1.220	1.830
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règle 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2)	180	270
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b) et 94.1*ter* et 94.2), par page	1,5	2

Partie II. [Sans changement]

[Mise à jour des annexes D(BR) et E(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

---

1 Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_br.pdf

2 Ces taxes sont réduites de 60% sous certaines conditions (il convient de se référer à la Résolution officielle de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) nº 251/19, du 2 octobre 2019).

3 La réception sur papier des demandes internationales et des documents liés au PCT est possible uniquement par courrier postal (il convient de se référer à la Résolution officielle de l'Institut national de la propriété industrielle (Brésil) nº 253/19, du 13 novembre 2019).

SG Singapour

Accord entre l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[4] – Modification de l'annexe A

L'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)i) de l'accord susmentionné, une modification apportée à l'annexe A de cet accord. Cette modification, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2020, consiste à ajouter la **République de Corée** aux États indiqués au point i) de l'annexe.

À partir du 1er juillet 2020, l'annexe A modifiée aura la teneur suivante :

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) les États suivants pour lesquels elle agira :

en ce qui concerne l'article 3.1) :

Singapour, Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Japon, Mexique, Ouganda, République de Corée, Thaïlande et Viet Nam;

en ce qui concerne l'article 3.2) :

lorsque l'Administration a établi le rapport de recherche internationale,

Singapour, Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Japon, Mexique, Ouganda, République de Corée, Thaïlande et Viet Nam.

Lorsqu'un office récepteur désigne l'Administration internationale en vertu des articles 3.1) et 3.2), l'Administration internationale devient compétente à l'égard des demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur à partir d'une date à convenir entre l'office récepteur et l'Administration internationale et à notifier au Bureau international.

ii) [Sans changement]

[4] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_sg.pdf

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE JOURS CHÔMÉS EXCEPTIONNELS EN RAISON DES EFFETS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Suite aux notifications publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 2 avril 2020 (page 59), 23 avril 2020 (page 74), 30 avril 2020 (page 82), 7 mai 2020 (page 90), 14 mai 2020 (page 96) et du 28 mai 2020 (page 103), il a été notifié au Bureau international que, en raison des effets de la pandémie de COVID-19, plusieurs offices supplémentaires ont été fermés au public, ou ont prolongé des fermetures au public précédemment notifiées, pour traiter d'affaires officielles, comme suit :

Code et nom de l'office		Dates de fermeture notifiées
BZ	Office de la propriété intellectuelle du Belize	3 avril (à midi) au 13 avril 2020
MX	Institut mexicain de la propriété industrielle	27 mars 2020 jusqu'à nouvel ordre[5]
PH	Office de la propriété intellectuelle des Philippines	15 mars au 25 mai 2020

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale doit (devait) parvenir à l'office expire un jour où cet office n'est (n'était) pas ouvert au public pour les raisons mentionnées ci-avant, ce délai **prendra fin le premier jour suivant lequel l'office ouvrira au public** pour traiter d'affaires officielles.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressées à un office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures consécutives à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement, et aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 16 avril 2020 (page 68).

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par les offices, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

Pour plus d'informations concernant les mesures adoptées par les offices en réponse à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer à la base de données de suivi des politiques de propriété intellectuelle en rapport avec la COVID-19 ("*COVID-19 IP Policy Tracker*") de l'OMPI, disponible (en anglais) à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/covid19-policy-tracker/

[5] Fermeture prolongée du 30 mai 2020 (il convient de se référer aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 30 avril 2020, page 82).

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

SG Singapour

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **won coréen (KRW)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour**. Ce montant, applicable à compter du 1er juillet 2020, est de KRW 1.955.000.

[Mise à jour de l'annexe D(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

KR République de Corée

L'**Office coréen de la propriété intellectuelle** a spécifié l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour – en plus de l'Office australien des brevets, l'Office autrichien des brevets, l'Office coréen de la propriété intellectuelle, et l'Office des brevets du Japon (JPO) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées auprès de l'Office coréen de la propriété intellectuelle par les ressortissants de la République de Corée et les personnes domiciliées dans ce pays, avec effet à compter du 1er juillet 2020.

[Mise à jour de l'annexe C(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

18 juin 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants :
Notifications par des offices de jours chômés exceptionnels
en raison de la pandémie de COVID-19

PA Panama 114

Informations sur les États contractants

GT Guatemala 114

Taxes payables en vertu du PCT

BR Brésil 115
RU Fédération de Russie 115

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE JOURS CHÔMÉS EXCEPTIONNELS EN RAISON DES EFFETS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

PA Panama

Suite à la notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 2 avril 2020 (page 59) concernant la fermeture de la **Direction générale de l'enregistrement de la propriété industrielle (DIGERPI) (Panama)** en raison des effets de la pandémie de COVID-19, l'Office a notifié au Bureau international qu'il a rouvert au public le 8 juin 2020 pour traiter d'affaires officielles.

Par conséquent, conformément à la notification susmentionnée et en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office a expiré entre le 17 mars et le 7 juin 2020 (inclus), ce délai **ne prend fin que le premier jour suivant lequel l'office ouvrira au public** pour traiter d'affaires officielles.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressées à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures consécutives à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement, et aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 16 avril 2020 (page 68).

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

Pour plus d'informations concernant les mesures adoptées par l'office en réponse à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer à la base de données de suivi des politiques de propriété intellectuelle en rapport avec la COVID-19 ("*COVID-19 IP Policy Tracker*") de l'OMPI, disponible (en anglais) à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/covid19-policy-tracker/

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

GT Guatemala

Le **Registre de la propriété intellectuelle (Guatemala)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son siège et adresse postale, et à ses numéros de télécopie, qui sont désormais les suivants :

Siège et adresse postale :	7a. Avenida 7-61 zona 4 Segundo Nivel Guatemala Ciudad, CP 01004 Guatemala
Télécopieur :	(502) 2324 7051 (502) 2324 7052

[Mise à jour de l'annexe B1(GT) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BR Brésil

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** et en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Brésil)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2020, sont de CHF 286 et EUR 271, respectivement, pour un dépôt en ligne ; et de CHF429 et EUR 406, respectivement, pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe D(BR) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er août 2020, sont de CHF 118 pour des recherches effectuées en russe et de CHF 554 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par l'office. Ces montants, également applicables à compter du 1er août 2020, sont de CHF 163 et CHF 261 (ce dernier montant s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement)).

[Mise à jour de l'annexe SISA(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

25 juin 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Modifications des Instructions administratives du PCT

Note du Bureau international 117
Texte des modifications des instructions administratives (en vigueur à partir du 1er juillet 2020) 118

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

JP Japon 136
KR République de Corée 137

Offices récepteurs

LA/IB République démocratique populaire lao / Bureau international de l'OMPI 138

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.2 du PCT : Notifications par des offices et des administrations en vertu de l'instruction 111.c) des Instructions administratives du PCT

SE Suède 139

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

MODIFICATIONS DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

Après consultation avec les offices et les administrations, et avec certaines organisations non gouvernementales représentant des utilisateurs du système du PCT, conformément à la règle 89.2.b) du PCT, des modifications des instructions 111, 308*bis*, 309, 310, 310*bis*, 310*ter*, 311, 410, 413, et des annexes C, D, et E des Instructions administratives du PCT, ainsi que les nouvelles instructions 114, 317*bis*, 419*bis*, 420*bis*, 602*bis* et la nouvelle annexe G, ont été promulguées avec effet à compter du 1er juillet 2020.

Les buts principaux de ces modifications sont :

i) d'augmenter la transparence et la sécurité juridique de la procédure pour l'excuse de retard en cas d'indisponibilité des moyens de communication électronique selon la nouvelle règle 82*quater*.2[1] du PCT (instruction 111 et annexe E) ;

ii) d'apporter des précisions sur les procédures à suivre par les offices percevant des taxes au profit d'autres offices, ou recevant des taxes perçues par d'autres offices, et de créer une base juridique cohérente pour le fonctionnement du Service de transfert de taxes de l'OMPI (précédemment dénommé "mécanisme pilote de compensation") avec l'objectif, à long terme, d'échanger en temps voulu, des informations de haute qualité sur les taxes dans un format uniformisé (instruction 114 et annexe G) ;

iii) de fournir des directives afin d'harmoniser les pratiques des offices récepteurs et des offices désignés (ou élus) dans le cas particulier où un déposant a indûment déposé un élément incorrect ou une partie incorrecte de la demande internationale (instructions 308*bis*, 309, 310, 310*bis*, 310*ter*, 311, 410 et 413, et annexes C et D) ;

iv) de définir une base juridique pour traiter la date de réception par l'office récepteur comme la date de réception par le Bureau international, et une base juridique aux fins de la correction ou de l'adjonction des indications visées à la règle 4.11 dans un délai qui garantirait leur inclusion dans la publication internationale (instructions 317*bis* et 419*bis*) ; et

v) de définir une base juridique pour exiger, d'une administration chargée de l'examen préliminaire international, la fourniture au Bureau international d'une copie de certains documents du dossier de l'examen préliminaire international en disposant d'une certaine souplesse dans le temps pour effectuer cette transmission, et une base juridique pour permettre au Bureau international de communiquer aux offices élus les documents ainsi reçus d'une administration chargée de l'examen préliminaire international.

Le texte complet des instructions administratives en vigueur à partir du 1er juillet 2020 (PCT/AI/21) est disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

www.wipo.int/pct/fr/texts/

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int//pct/fr/texts/

TEXTE DES MODIFICATIONS DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES
(en vigueur à partir du 1er juillet 2020)

PREMIÈRE PARTIE
INSTRUCTIONS RELATIVES AUX QUESTIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

Instruction 111
Procédure et considérations en cas d'excuse de retard dans l'observation de délais selon la règle 82*quater*

a) Lorsque l'office récepteur, l'administration chargée de la recherche internationale, l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, l'administration chargée de l'examen préliminaire international ou le Bureau international reçoit une demande, en vertu de la règle 82*quater*, visant à excuser un retard dans l'observation d'un délai, il doit à bref délai :

i) communiquer sa décision d'accepter ou de refuser d'excuser un tel retard à la partie intéressée, et

ii) selon le cas, transmettre une copie de cette demande, de toute preuve fournie au soutien de celle-ci et de sa décision au Bureau international.

b) Une partie intéressée désireuse d'excuser des retards dus à l'indisponibilité générale des services de communication électronique en vertu de la règle 82*quater*.1 doit établir que la panne des services de communication a affecté une vaste étendue géographique par opposition à un problème localisé, que cette panne était inattendue ou imprévue, et qu'aucun autre moyen de communication n'était disponible pour la partie intéressée.

c) Lorsqu'un office agissant en qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale, d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire ou d'administration chargée de l'examen préliminaire international excuse un retard dans l'observation de délais dû à l'indisponibilité des moyens de communication électronique au sein de cet office en vertu de la règle 82*quater*.2, il le notifie au Bureau international. Le Bureau international publie à bref délai ces informations dans la gazette.

d) Lorsque le Bureau international excuse un retard dans l'observation de délais dû à l'indisponibilité de moyens de communication électronique au sein de ce Bureau en vertu de la règle 82*quater*.2, il publie ces informations dans la gazette.

e) Le Bureau international publie également à bref délai dans la gazette toute notification qu'il a reçue en vertu de la règle 82*quater*.2.a), dernière phrase.

Instruction 114
Notification et transfert de taxes

La notification de la réception de taxes en vertu de la règle 96.2.b) et le transfert de taxes en vertu de la règle 96.2.c) s'effectuent conformément à l'annexe G.

TROISIÈME PARTIE
INSTRUCTIONS RELATIVES À L'OFFICE RÉCEPTEUR

Instruction 308*bis*
Annotation des feuilles remises postérieurement

L'office récepteur appose de façon indélébile sur toute feuille contenant un élément visé à l'article 11.1)iii)d) ou e), ou une partie visée à la règle 20.5.a) ou un élément ou une partie visé à la règle 20.5*bis*.a), qui lui parvient à une date postérieure à la date de réception des premières feuilles ("feuille remise postérieurement"), dans le coin supérieur droit de chaque feuille, le numéro de demande internationale dont il est question dans l'instruction 307 et la date de réception effective de cette feuille.

Instruction 309
Procédure en cas de remise postérieure de feuilles fournies aux fins de l'incorporation par renvoi

a) Sous réserve de l'alinéa f), la présente instruction s'applique aux feuilles remises postérieurement qui accompagnent une communication selon la règle 20.6 confirmant qu'un élément ou une partie qui figure dans ces feuilles était incorporé par renvoi.

b) Lorsque les feuilles remises postérieurement visées à l'alinéa a) sont reçues dans le délai applicable en vertu de la règle 20.7 et que l'office récepteur fait une constatation selon la règle 20.6.b), cet office

i) appose de façon indélébile, au milieu de la marge du bas de chaque feuille remise postérieurement, la mention "INCORPORÉ PAR RENVOI (RÈGLE 20.6)" ou son équivalent dans la langue de publication de la demande internationale;

ii) notifie au déposant que l'élément ou la partie contenu dans les feuilles remises postérieurement est considéré comme ayant été contenu dans la demande internationale ou dans ce qui est supposé constituer la demande internationale à la date à laquelle les feuilles ont été initialement reçues et que cette date a été attribuée ou conservée, selon le cas, comme date du dépôt international;

iii) garde dans ses dossiers une copie des feuilles remises postérieurement, annotées conformément au point i), et de la communication selon la règle 20.6.a);

iv) lorsque les feuilles remises postérieurement sont fournies selon la règle 20.5*bis* en vue de la correction des feuilles qui ont été indûment déposées (soit les "feuilles indûment déposées"), appose de façon indélébile, au milieu de la marge du bas de chaque feuille indûment déposée, la mention "INDÛMENT DÉPOSÉ (RÈGLE 20.5*bis*)" ou son équivalent dans la langue de publication de la demande internationale, et déplace les feuilles indûment déposées à la fin de l'élément correspondant de ce qui est supposé constituer la demande internationale;

v) lorsque les transmissions prévues à l'article 12.1) ont déjà eu lieu, le notifie au Bureau international et à l'administration chargée de la recherche internationale et transmet les feuilles remises postérieurement, annotées conformément au point i), et la communication selon la règle 20.6.a) à ce Bureau et une copie de celles-ci à cette administration; et

vi) lorsque les transmissions prévues à l'article 12.1) n'ont pas encore eu lieu, joint les feuilles remises postérieurement, annotées conformément au point i), et la communication selon la règle 20.6.a) à l'exemplaire original ainsi qu'une copie de celles-ci à la copie de recherche.

c) Lorsque les feuilles remises postérieurement visées à l'alinéa a) sont reçues dans le délai applicable en vertu de la règle 20.7 et que l'office récepteur fait une constatation selon la règle 20.6.c), cet office, sous réserve de l'instruction 310*bis*,

i) corrige en conséquence la date du dépôt international ou attribue comme date du dépôt international la date de réception des feuilles remises postérieurement;

ii) notifie au déposant que le contenu des feuilles remises postérieurement n'est pas considéré comme ayant été contenu dans la demande internationale ou ce qui est supposé constituer la demande internationale à la date à laquelle les feuilles ont été initialement reçues et que la date du dépôt international a été, selon le cas, attribuée comme étant la date à laquelle les nouvelles feuilles ont été reçues, ou corrigée pour devenir cette dernière date;

iii) garde dans ses dossiers une copie des feuilles remises postérieurement et de la communication selon la règle 20.6.a);

iv) lorsque les feuilles remises postérieurement sont fournies selon la règle 20.5*bis* en vue de la correction des feuilles indûment déposées, retire les feuilles indûment déposées de la demande internationale et le notifie au déposant, et conserve une copie des feuilles retirées dans le dossier;

v) lorsque les transmissions prévues à l'article 12.1) ont déjà eu lieu, le notifie au Bureau international et à l'administration chargée de la recherche internationale et transmet une copie des première et dernière feuilles corrigées de la requête, des feuilles remises postérieurement et de la communication selon la règle 20.6.a) à ce Bureau et une copie de celles-ci à cette administration; et

vi) lorsque les transmissions prévues à l'article 12.1) n'ont pas encore eu lieu, joint les feuilles remises postérieurement et la communication selon la règle 20.6.a) à l'exemplaire original ainsi qu'une copie de celles-ci à la copie de recherche.

d) Lorsque les feuilles remises postérieurement visées à l'alinéa a) sont reçues dans le délai applicable en vertu de la règle 20.7 mais que ce qui est supposé constituer la demande internationale ne remplit toujours pas les conditions énoncées à l'article 11.1), l'office récepteur procède de la manière prévue à la règle 20.4, mais pas avant l'expiration du délai prescrit à la règle 20.7.

e) Lorsque les feuilles remises postérieurement visées à l'alinéa a) sont reçues après l'expiration du délai applicable en vertu de la règle 20.7, l'office récepteur procède de la manière prévue à l'instruction 310*ter*.

f) Lorsque les feuilles remises postérieurement visées à l'alinéa a) sont reçues mais qu'un élément manquant ou une partie manquante contenu dans ces feuilles ne peut être incorporé par renvoi dans la demande internationale en vertu de la règle 4.18 et de la règle 20.6, en raison de l'application de la règle 20.8.a), l'office récepteur

i) informe le déposant que la communication selon la règle 20.6.a) confirmant l'incorporation par renvoi de l'élément manquant ou de la partie manquante n'a pas été prise en considération;

ii) procède conformément à l'instruction 310.b), qui s'applique *mutatis mutandis*, comme si la communication selon la règle 20.6.a) était, selon le cas, une correction remise en vertu de la règle 20.3.b)i) ou une partie manquante remise en vertu de la règle 20.5.b) ou c); et

iii) procède conformément à l'instruction 310*bis*.b) lorsque le déposant demande, dans le délai prévu à la règle 20.5.e), qu'il ne soit pas tenu compte de la partie manquante concernée.

g) Lorsque les feuilles remises postérieurement visées à l'alinéa a) sont fournies selon la règle 20.5*bis* en vue de la correction d'un élément ou d'une partie indûment déposé mais que l'élément correct ou la partie correcte qui figure dans ces feuilles ne peut pas être incorporé par renvoi dans la demande internationale en vertu des règles 4.18 et 20.6 du fait de l'application de la règle 20.8.a-*bis*), l'office récepteur

i) sous réserve du sous-alinéa ii), transmet la demande internationale au Bureau international agissant en tant qu'office récepteur;

ii) lorsque le déposant n'autorise pas la transmission de la demande internationale en vertu de la règle 19.4.a)iii) ou qu'il n'acquitte pas la taxe requise dans le délai applicable, procède conformément à l'instruction 333.c) et applique la procédure prévue à l'alinéa f) *mutatis mutandis* comme si la communication selon la règle 20.6.a) était une correction fournie en vertu de la règle 20.5*bis*.b) ou c), selon le cas.

Instruction 310
Procédure en cas de remise postérieure
de feuilles non fournies aux fins de l'incorporation par renvoi

a) La présente instruction s'applique aux feuilles remises postérieurement qui n'accompagnent pas une communication selon la règle 20.6 confirmant qu'un élément ou une partie qui figure dans ces feuilles était incorporé par renvoi.

b) Lorsque les feuilles remises postérieurement visées à l'alinéa a) sont reçues dans le délai applicable en vertu de la règle 20.7 et lorsque la date du dépôt international doit être attribuée en vertu de la règle 20.3.b)i), 20.5.b) ou 20.5*bis*.b), ou corrigée en vertu de la règle 20.5.c) ou 20.5*bis*.c), l'office récepteur, sous réserve de l'instruction 310*bis*,

i) attribue la date du dépôt international en vertu de la règle 20.3.b)i), 20.5.b) ou 20.5*bis*.b), ou corrige en conséquence la date du dépôt international en vertu de la règle 20.5.c) ou 20.5*bis*.c), selon le cas;

ii) notifie au déposant la correction ou l'attribution de la date du dépôt international effectuée conformément au point i);

iii) garde dans ses dossiers une copie des feuilles remises postérieurement;

iv) lorsque les feuilles remises postérieurement sont fournies selon la règle 20.5*bis* en vue du remplacement des feuilles indûment déposées, retire les feuilles indûment déposées de la demande internationale et le notifie au déposant, et conserve une copie des feuilles retirées dans le dossier;

v) lorsque les transmissions prévues à l'article 12.1) ont déjà eu lieu, le notifie au Bureau international et à l'administration chargée de la recherche internationale et transmet une copie des première et dernière feuilles corrigées de la requête et des feuilles remises postérieurement à ce Bureau et une copie de celles-ci à cette administration; et

vi) lorsque les transmissions prévues à l'article 12.1) n'ont pas encore eu lieu, joint les feuilles remises postérieurement à l'exemplaire original ainsi qu'une copie de celles-ci à la copie de recherche.

c) Lorsque les feuilles remises postérieurement visées à l'alinéa a) sont reçues dans le délai applicable en vertu de la règle 20.7 mais que ce qui est supposé constituer la demande internationale ne remplit toujours pas les conditions énoncées à l'article 11.1), l'office récepteur procède de la manière prévue à la règle 20.4.

d) Lorsque les feuilles remises postérieurement visées à l'alinéa a) sont reçues après l'expiration du délai applicable en vertu de la règle 20.7, l'office récepteur procède de la manière prévue à l'instruction 310*ter*.

Instruction 310*bis*
Procédure en cas de remise postérieure de feuilles entraînant la correction de la date du dépôt international selon la règle 20.5.c) ou 20.5*bis*.c)

a) Lorsque, suite à la réception des feuilles remises postérieurement visées à l'instruction 309.a) ou à l'instruction 310.a) dans le délai applicable en vertu de la règle 20.7, la date du dépôt international a été corrigée en vertu de la règle 20.5.c) ou 20.5*bis*.c), l'office récepteur procède de la manière prévue à l'instruction 309.c)i) à iii) ou à l'instruction 310.b)i) à iii) et, selon le cas,

i) attire l'attention du déposant sur la procédure prévue à la règle 20.5.e) ou 20.5*bis*.e), selon le cas;

ii) procède de la manière prévue à l'instruction 309.c)iv) à vi), ou à l'instruction 310.b)iv) à vi), selon le cas, mais seulement après l'expiration du délai applicable selon la règle 20.5.e) ou 20.5*bis*.e) et uniquement lorsque le déposant n'a pas adressé une demande en vertu de cette règle.

b) Lorsque, dans le délai visé à la règle 20.5.e) ou 20.5*bis*.e), le déposant demande qu'il ne soit pas tenu compte de la partie manquante ou de l'élément correct ou de la partie correcte concernée, l'office récepteur

i) restaure la date du dépôt international attribuée antérieurement à sa correction en vertu de la règle 20.5.c) ou 20.5*bis*.c);

ii) appose de façon indélébile, au milieu de la marge du bas de chaque feuille qui contient la partie manquante concernée, la mention "À NE PAS PRENDRE EN CONSIDÉRATION (RÈGLE 20.5.e))", ou au milieu de la marge du bas de chaque feuille dans laquelle figure l'élément correct ou la partie correcte concerné, la mention "À NE PAS PRENDRE EN CONSIDÉRATION (RÈGLE 20.5*bis*.e))", selon le cas, ou son équivalent dans la langue de publication de la demande internationale;

iii) notifie au déposant que la partie manquante ou l'élément correct ou la partie correcte est considérée comme n'ayant pas été remise et que la date du dépôt international attribuée antérieurement à sa correction en vertu de la règle 20.5.c) ou 20.5*bis*.c) a été restaurée;

iv) garde dans ses dossiers une copie des feuilles remises postérieurement, annotées conformément au point ii), et de la demande adressée en vertu de la règle 20.5.e) ou 20.5*bis*.e);

v) lorsque les transmissions prévues à l'article 12.1) ont déjà eu lieu, le notifie au Bureau international et à l'administration chargée de la recherche internationale et transmet les feuilles remises postérieurement, annotées conformément au point ii), la communication selon la règle 20.6.a) et la demande adressée en vertu de la règle 20.5.e) ou 20.5*bis*.e) à ce Bureau et une copie de celles-ci à cette administration;

vi) lorsque les transmissions prévues à l'article 12.1) n'ont pas encore eu lieu, le notifie au Bureau international et joint les feuilles remises postérieurement, annotées conformément au point ii), la communication selon la règle 20.6.a) et la demande adressée en vertu de la règle 20.5.e) ou 20.5*bis*.e) à l'exemplaire original.

Instruction 310*ter*
Procédure en cas de remise postérieure de feuilles fournies après l'expiration du délai applicable en vertu de la règle 20.7

Lorsque les feuilles remises postérieurement visées à l'instruction 309.a) ou à l'instruction 310.a) sont reçues après l'expiration du délai applicable en vertu de la règle 20.7, l'office récepteur

i) notifie ce fait au déposant, ainsi que la date de réception des feuilles remises postérieurement et le fait qu'elles ne seront pas prises en considération aux fins de la procédure selon le PCT;

ii) appose de façon indélébile, au milieu de la marge du bas de chaque feuille qui contient l'élément manquant ou correct ou la partie manquante ou correcte concerné, la mention "À NE PAS PRENDRE EN CONSIDÉRATION (RÈGLE 20.7)" ou son équivalent dans la langue de publication de la demande internationale;

iii) garde dans ses dossiers une copie des feuilles remises postérieurement, annotées conformément au point ii), et, le cas échéant, de la communication selon la règle 20.6.a);

iv) lorsque les transmissions prévues à l'article 12.1) ont déjà eu lieu, le notifie au Bureau international et transmet les feuilles remises postérieurement, annotées conformément au point ii), et, le cas échéant, la communication selon la règle 20.6.a) à ce Bureau;

v) lorsque les transmissions prévues à l'article 12.1) n'ont pas encore eu lieu, le notifie au Bureau international et joint les feuilles remises postérieurement, annotées conformément au point ii), et, le cas échéant, la communication selon la règle 20.6.a) à l'exemplaire original.

Instruction 311
Renumérotation des feuilles en cas de suppression, de remplacement ou d'adjonction de feuilles dans la demande internationale et dans la traduction de cette dernière

a) Si une nouvelle feuille est ajoutée, si des feuilles entières sont supprimées ou si l'ordre des feuilles est modifié, ou dans tout autre cas qui le nécessite, l'office récepteur renumérote de manière continue toutes les feuilles de la demande internationale, sous réserve des dispositions de l'instruction 207.

b) Les feuilles de la demande internationale sont provisoirement renumérotées de la façon suivante :

i) sous réserve de l'alinéa iii), lorsqu'une feuille est supprimée, l'office récepteur la remplace par une feuille blanche portant le même numéro et la mention "SUPPRIMÉ", ou son équivalent dans la langue de publication de la demande internationale, sous ce numéro ou bien il marque entre crochets, sous le numéro de la feuille suivante, le numéro de la feuille supprimée et la mention "SUPPRIMÉ" ou son équivalent dans la langue de publication de la demande internationale;

ii) lorsqu'une ou plusieurs feuilles sont ajoutées, chacune doit porter le numéro de la précédente suivi d'une barre oblique et d'un numéro d'ordre pris dans une série commençant toujours par le chiffre 1 pour la première feuille ajoutée qui vient après une feuille non changée (par exemple, 10/1, 15/1, 15/2, 15/3, etc.); s'il est nécessaire d'ajouter ultérieurement des feuilles à une série existante de feuilles ajoutées, un chiffre supplémentaire doit être utilisé pour distinguer les adjonctions ultérieures (par exemple, 15/1, 15/1/1, 15/1/2, 15/2, etc.).

iii) lorsqu'un élément correct ou une partie correcte fourni selon la règle 20.5*bis* en vue de la correction d'un élément ou d'une partie indûment déposé est ajouté à la demande internationale, les feuilles de l'élément correct ou de la partie correcte sont numérotées sans qu'il soit tenu compte des feuilles de l'élément ou de la partie indûment déposé, et aucune mesure visée à l'alinéa i) ne doit être prise en ce qui concerne les feuilles de l'élément ou de la partie indûment déposé, aussi bien lorsqu'elles sont retirées de la demande internationale en vertu de l'instruction 309.c)iv) ou 310.b)iv), que lorsqu'elles sont déplacées à la fin de l'élément correspondant de la demande internationale en vertu de l'instruction 309.b)iv).

c) Dans les cas visés à l'alinéa b), il est recommandé que l'office récepteur inscrive, sous le numéro de la dernière feuille, le nombre total de feuilles de la demande internationale suivi de la mention "TOTAL DES FEUILLES" ou de son équivalent dans la langue de publication de la demande internationale. Il est en outre recommandé d'insérer, en bas de la dernière feuille ajoutée, la mention "DERNIÈRE FEUILLE AJOUTÉE" ou son équivalent dans la langue de publication de la demande internationale.

d) Les alinéas a) à c) s'appliquent *mutatis mutandis* à toute traduction de la demande internationale remise en vertu de la règle 12.3 ou 12.4.

Instruction 317*bis*
Transmission d'une communication relative à la correction ou à l'adjonction d'une indication en vertu de la règle 26*quater*.1

Si une communication selon la règle 26*quater*.1 est soumise par le déposant à l'office récepteur, ce dernier inscrit la date de réception sur la communication et la transmet à bref délai au Bureau international. La déclaration est réputée avoir été reçue par le Bureau international à ladite date.

QUATRIÈME PARTIE
INSTRUCTIONS RELATIVES AU BUREAU INTERNATIONAL

Instruction 410
Numérotation des feuilles aux fins de la publication internationale; procédure à suivre lorsque des feuilles sont manquantes ou indûment déposées

a) Lors de la préparation de la demande internationale aux fins de la publication internationale, le Bureau international ne renumérote de manière continue les feuilles qui doivent être publiées que lorsque cela est rendu nécessaire par l'adjonction d'une nouvelle feuille, la suppression de feuilles entières ou une modification dans l'ordre des feuilles. Dans les autres cas, la numérotation prévue à l'instruction 207 doit être conservée.

b) Si une feuille n'a pas été déposée ou si, en vertu de l'instruction 310*bis* ou de l'instruction 310*ter*, il n'y a pas lieu d'en tenir compte pour la procédure internationale, le Bureau international fait figurer dans la demande internationale publiée une mention en ce sens.

c) Lorsque l'office récepteur ne corrige pas la numérotation des feuilles conformément à l'instruction 311.b).iii), le Bureau international numérote les feuilles en conséquence.

Instruction 413
Incorporation par renvoi selon la règle 20.6, correction d'irrégularités selon la règle 26.4, et rectification d'erreurs évidentes selon la règle 91

a) Lorsque le Bureau international reçoit de l'office récepteur une lettre contenant une correction d'irrégularités, selon la règle 26.4, ou une feuille de remplacement et la lettre d'accompagnement, il reporte la correction sur l'exemplaire original, avec l'indication de la date à laquelle l'office récepteur a reçu la lettre, ou insère la feuille de remplacement dans l'exemplaire original. Toute lettre et toute feuille remplacée sont conservées dans le dossier de la demande internationale.

b) L'alinéa a) s'applique, *mutatis mutandis*, à la rectification d'erreurs évidentes autorisée selon la règle 91 par l'office récepteur, par l'administration chargée de la recherche internationale ou, lorsqu'une demande d'examen préliminaire international a été présentée, par l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

b-*bis*) Lorsque le Bureau international reçoit de l'office récepteur, en vertu de l'instruction 309.c)v), de l'instruction 310.b)v) ou de l'instruction 310*bis*.b)v), des feuilles corrigées de la requête ou des feuilles remises postérieurement, il reporte toute correction sur l'exemplaire original et insère toute feuille remise postérieurement dans cet exemplaire.

c) Lorsque l'administration chargée de la recherche internationale notifie au Bureau international selon la règle 43.6*bis*.b) que la rectification d'une erreur évidente autorisée selon la règle 91 n'a pas été prise en considération aux fins de la recherche internationale, le Bureau international en avise les offices désignés et, lorsqu'une demande d'examen préliminaire international a été présentée, l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

d) Lorsque l'administration chargée de l'examen préliminaire international notifie au Bureau international selon la règle 70.2.e) que la rectification d'une erreur évidente autorisée selon la règle 91 n'a pas été prise en considération aux fins de l'examen préliminaire international, le Bureau international en avise les offices élus.

Instruction 419*bis*
Traitement de corrections ou d'adjonctions en vertu de la règle 26*quater*

a) Lorsqu'une indication visée à la règle 4.11, ou une correction de celle-ci en vertu de la règle 26*quater*.1, est soumise au Bureau international dans le délai fixé à la règle 26*quater.*1, le Bureau international inscrit la correction ou l'adjonction dans la requête, biffe toute indication supprimée à la suite de la correction, mais de manière que celle-ci reste lisible, et inscrit dans la marge les lettres "IB".

b) Le Bureau international notifie à bref délai au déposant toute indication corrigée ou ajoutée en vertu de la règle 26*quater*.1.

c) Lorsqu'une indication visée à la règle 4.11, ou une correction de celle-ci en vertu de la règle 26*quater*.1, est soumise au Bureau international après l'expiration du délai fixé à la règle 26*quater*.1, le Bureau international le notifie au déposant et informe ce dernier qu'une telle indication ou correction doit être soumise directement à l'office ou aux offices désignés concernés.

Instruction 420*bis*
Communication d'autres documents aux offices élus

Le Bureau international communique les documents reçus de l'administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu de la règle 71.1.b) à chaque office élu, en même temps qu'il effectue la communication prévue à l'article 36.3)a) conformément à la règle 73.2.

SIXIÈME PARTIE
INSTRUCTIONS RELATIVES À L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

Instruction 602*bis*
Transmission d'autres documents au Bureau international en vertu de la règle 71.1.b)

a) L'administration chargée de l'examen préliminaire international transmet au Bureau international une copie des documents suivants en vertu de la règle 71.1.b) :

i) toute opinion écrite émise par l'administration chargée de l'examen préliminaire international;

ii) toute feuille de remplacement contenant des modifications selon l'article 34 et toute lettre accompagnant les modifications, y compris les modifications et les lettres qui ont été remplacées;

iii) toute lettre contenant des arguments soumis par le déposant à l'administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu de la règle 66.3;

iv) toute invitation à limiter les revendications ou à payer des taxes additionnelles émise par l'administration chargée de l'examen préliminaire international; et

v) toute réserve en ce qui concerne l'invitation à limiter les revendications ou à payer des taxes additionnelles et la décision y relative, que le déposant en ait fait la demande ou pas conformément à la règle 68.3.c).

L'administration chargée de l'examen préliminaire international peut transmettre au Bureau international une copie de tout autre document figurant dans son dossier.

b) L'administration chargée de l'examen préliminaire international peut transmettre les documents visés à l'alinéa a) au Bureau international à tout moment après qu'ils sont devenus disponibles et, au plus tard, lors de la transmission audit Bureau de la copie du rapport d'examen préliminaire international.

c) Toute administration chargée de l'examen préliminaire international peut décider de reporter l'application des alinéas a) et b) jusqu'à ce qu'elle soit techniquement prête.

ANNEXE C
NORME RELATIVE À LA PRÉSENTATION DES LISTAGES DES SÉQUENCES DE NUCLÉOTIDES ET D'ACIDES AMINÉS DANS LES DEMANDES INTERNATIONALES DE BREVET DÉPOSÉES SELON LE PCT

INTRODUCTION

1. La présente norme a été élaborée pour normaliser la présentation du listage des séquences de nucléotides et d'acides aminés dans les demandes internationales de brevet. Elle vise à permettre au déposant d'établir un listage unique qui soit acceptable pour tous les offices récepteurs, toutes les administrations chargées de la recherche internationale et les administrations chargées de l'examen préliminaire international aux fins de la phase internationale, ainsi que pour tous les offices désignés ou élus aux fins de la phase nationale. Elle vise aussi à accroître la précision et la qualité de la présentation des séquences de nucléotides et d'acides aminés dans les demandes internationales, à faciliter la présentation et la diffusion des séquences dans l'intérêt des déposants, du public et des examinateurs, à faciliter la recherche de données sur ces séquences ainsi qu'à permettre l'échange de données sur les séquences sous forme électronique et l'incorporation de ces données dans les bases de données informatisées.

DÉFINITIONS

2. Aux fins de la présente norme,

(i) l'expression "listage des séquences" désigne un listage des séquences de nucléotides ou d'acides aminés qui divulgue de façon détaillée les séquences de nucléotides ou d'acides aminés ainsi que d'autres informations disponibles;

i-*bis*) l'expression "listage des séquences faisant partie de la demande internationale" désigne un listage des séquences figurant dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée (voir le paragraphe 3), y compris tout listage de séquences ou partie de listage de séquences figurant dans la demande internationale en vertu de la règle 20.5.b) ou c), ou 20.5*bis*.b) ou c),qui est considéré comme figurant dans la demande internationale selon la règle 20.6.b), ou qui a été corrigé en vertu de la règle 26, rectifié en vertu de la règle 91 ou modifiée en vertu de l'article 34.2) ou un listage des séquences incorporé dans la demande internationale à la suite d'une modification en vertu de l'article 34.2)b) de la description en rapport avec les séquences figurant dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée (voir les paragraphes 3*bis* et 3*ter*);

i-*ter*) l'expression "listage des séquences ne faisant pas partie de la demande internationale" désigne un listage des séquences qui ne fait pas partie de la demande internationale mais a été remis aux fins de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international (voir les paragraphes 4 et 4*bis*);

(ii) le terme "séquences" désigne des séquences linéaires d'au moins quatre acides aminés ou des séquences linéaires d'au moins dix nucléotides. Les séquences non linéaires, les séquences à moins de quatre nucléotides ou acides aminés spécialement définis, ainsi que les séquences comprenant des nucléotides ou des acides aminés différents de ceux qui sont énumérés dans les tableaux 1, 2, 3 et 4 de l'appendice 2 sont expressément exclues de cette définition;

(iii) le terme “nucléotides” désigne uniquement les nucléotides qui peuvent être représentés à l’aide des symboles indiqués dans le tableau 1 de l’appendice 2. Les modifications (par exemple, les bases méthylées) peuvent être décrites de la manière indiquée dans le tableau 2 de l’appendice 2, mais elles ne doivent pas être présentées de façon explicite dans la séquence de nucléotides;

(iv) le terme “acides aminés” désigne les acides aminés L que l’on rencontre généralement dans des protéines naturelles et qui sont énumérés dans le tableau 3 de l’appendice 2. N’entrent pas dans cette définition les séquences d’acides aminés qui contiennent au moins un acide aminé D. Toute séquence d’acides aminés qui contient des acides aminés modifiés après traduction peut être représentée sous la forme de la séquence initialement traduite à l’aide des symboles indiqués dans le tableau 3 de l’appendice 2, les positions modifiées (par exemple hydroxylations ou glycosylations) étant elles-mêmes décrites de la manière indiquée dans le tableau 4 de l’appendice 2; ces modifications ne doivent toutefois pas être représentées de façon explicite dans la séquence d’acides aminés. Entre dans cette définition tout peptide ou toute protéine qui peut être exprimé(e) sous forme de séquence à l’aide des symboles énumérés dans le tableau 3 de l’appendice 2 et accompagné(e), par exemple, d’une description des liaisons anormales, des liaisons croisées (p. ex. ponts disulfure) et des coiffes terminales, des liaisons non peptidiques, etc.;

(v) l’expression “identificateur de séquence” désigne un nombre entier unique correspondant au SEQ ID NO attribué à chaque séquence figurant dans le listage;

(vi) l’expression “identificateur numérique” désigne un numéro à trois chiffres qui représente un élément de donnée déterminé;

(vii) l’expression “vocabulaire non connoté” désigne un vocabulaire contrôlé utilisé dans le listage des séquences qui représente des termes scientifiques de la façon prescrite par les fournisseurs de bases de données contenant des séquences (y compris des noms scientifiques, des qualificatifs et leur valeur en termes de vocabulaire contrôlé, les symboles figurant dans les tableaux 1, 2, 3 et 4 de l’appendice 2, et les clés de caractérisation, dans les tableaux 5 et 6 de l’appendice 2);

(viii) l’expression “administration compétente” désigne l’administration chargée d’effectuer la recherche internationale et d’établir l’opinion écrite de l’administration chargée de la recherche internationale pour la demande internationale en question, ou l’administration chargée d’effectuer l’examen préliminaire international pour la demande internationale en question.

3. à 42. [*Sans changement*]

Appendices 1, 2 et 3 [*Sans changement*]

ANNEXE D
INFORMATIONS MENTIONNÉES
SUR LA PAGE DE COUVERTURE DE LA DEMANDE INTERNATIONALE PUBLIÉE
ET À FAIRE FIGURER DANS LA GAZETTE SELON LA RÈGLE 86.1.i)

Pour chaque demande internationale publiée, les informations ou renseignements suivants seront extraits de la page de couverture de la publication de la demande internationale et figureront dans la gazette, sous la rubrique correspondante, selon la règle 86.1.i) :

1. informations concernant la publication internationale :

   1.1 le numéro de la publication internationale
   1.2 la date de la publication internationale
   1.3 une indication de la publication éventuelle des pièces suivantes dans la demande internationale publiée :

      1.31 rapport de recherche internationale
      1.32 déclaration selon l’article 17.2)
      1.33 revendications modifiées en vertu de l’article 19.1)
      1.34 déclaration selon l’article 19.1)
      1.35 informations concernant le retrait d'un élément ou d'une partie indûment déposé en vertu de la règle 20.5*bis*.b) ou c)
      1.36 requête en rectification selon la première phrase de la règle 91.3.d)
      1.37 renseignements concernant l’incorporation par renvoi d’un élément manquant ou d’une partie manquante, ou d'un élément correct ou d'une partie correcte, selon la règle 48.2.b)v)
      1.38 renseignements concernant une revendication de priorité en vertu de la règle 26*bis*.2.d)
      1.39 renseignements concernant une requête selon la règle 26*bis*.3 aux fins de la restauration du droit de priorité

   1.4 la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée
   1.5 la langue de publication de la demande internationale

2. à 8. [*Sans changement*]

ANNEXE E
INFORMATIONS À PUBLIER DANS LA GAZETTE
SELON LA RÈGLE 86.1.v)

1. Les délais applicables à chaque État contractant selon les articles 22 et 39.
2. La liste de documents de la littérature autre que celle des brevets établie par les administrations chargées de la recherche internationale, à inclure dans la documentation minimale.
3. Le nom des offices nationaux qui ne désirent pas recevoir de copies selon l'article 13.2)c).
4. Les dispositions des législations nationales des États contractants relatives à la recherche de type international.
5. Le texte des accords conclus entre le Bureau international et les administrations chargées de la recherche internationale, ou les administrations chargées de l'examen préliminaire international.
6. Le nom des offices nationaux ayant renoncé à la communication prévue à l'article 20, en totalité ou en partie.
7. Le nom des États contractants liés par le chapitre II du PCT.
8. L'index de concordance des numéros de demande internationale et des numéros de publication internationale, établi en fonction des numéros de demande internationale.
9. L'index des noms de déposants, chaque nom étant accompagné du ou des numéros correspondants de publication internationale.
10. L'index des numéros de publication internationale groupés selon les symboles de la classification internationale des brevets.
11. La désignation de tout objet à l'égard duquel les administrations chargées de la recherche internationale et les administrations chargées de l'examen préliminaire international ne procéderont à aucune recherche ni à aucun examen en vertu des règles 39 et 67.
12. Les exigences des offices désignés et des offices élus relatives à la remise des traductions visées aux règles 49.5 et 76.5.
13. Les dates délimitant la période définie à la règle 32.1.b) et pendant laquelle doit avoir été déposée la demande internationale dont les effets peuvent être étendus à un État successeur conformément à la règle 32.1, doivent avoir été indiquées.
14. Le critère de restauration du droit de priorité appliqué par les offices récepteurs selon la règle 26*bis*.3 ou par les offices désignés selon la règle 49*ter*.2, et tout changement ultérieur à cet égard.
15. Les informations sur les offices récepteurs, le Bureau international et les administrations chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international excusant des retards dans l'observation de délais selon la règle 82*quater*.2.

ANNEXE G
NOTIFICATION DE RÉCEPTION ET TRANSFERT DE TAXES

I. INTRODUCTION

1. En vertu des règles 96.2.b) et 96.2.c) et de l'instruction administrative 114, la notification de la réception des taxes et le transfert des taxes perçues par un office au profit d'un autre office s'effectuent conformément aux dispositions énoncées dans la présente annexe.

2. Aux fins de la présente annexe, le terme "office" a la même signification que dans la règle 96.2.a).

II. ACCORDS ET CALENDRIERS

II.1 ACCORD DE PARTICIPATION AU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI

3. Un office ("office participant") peut convenir avec le Bureau international de participer au mécanisme d'échange de taxes de l'OMPI par l'intermédiaire du Bureau international ("Service de transfert de taxes de l'OMPI") aux fins du PCT,

a) en transférant tout ou partie des taxes qu'il perçoit au profit d'un autre office participant à cet autre office participant par l'intermédiaire du Bureau international conformément aux dispositions énoncées dans la présente annexe; et

b) en se faisant transférer tout ou partie des taxes perçues par un autre office participant à son profit, par l'intermédiaire du Bureau international, conformément aux dispositions énoncées dans la présente annexe.

4. Lorsqu'un office percepteur et l'office bénéficiaire correspondant sont convenus de participer au Service de transfert de taxes de l'OMPI, le transfert

a) de la taxe internationale de dépôt en vertu de la règle 15.2.c) ou d) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit du Bureau international;

b) de la taxe de recherche en vertu de la règle 16.1.c) ou d) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit d'un office participant en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale;

c) de la taxe de recherche supplémentaire en vertu de la règle 45*bis*.3.b) perçue par le Bureau international au profit d'un office participant en sa qualité d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire;

d) de la taxe de traitement en vertu de la règle 57.2.c) ou d) perçue par une administration chargée de l'examen préliminaire international au profit du Bureau international; et

e) de la différence visée à la règle 16.1.e) en ce qui concerne la taxe de recherche perçue par l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale dans une monnaie autre que la monnaie fixée;

par l'office percepteur au Bureau international aux fins de son transfert ultérieur à l'office bénéficiaire est réputé constituer le transfert de ladite taxe conformément à la règle 15.2.c) ou d), à la règle 16.1.c) ou d), à la règle 45*bis*.3.b), à la règle 57.2.c) ou d), ou à la règle 16.1.e), selon le cas, et ne doit pas être considéré comme un paiement de l'office percepteur à un tiers. Le transfert est effectué à bref délai selon un calendrier de transfert convenu entre les offices concernés et le Bureau international. L'office effectuant le transfert (y compris, le cas échéant, le Bureau international) prend en charge tous les frais bancaires liés au transfert des taxes.

5. Un office participant, en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, peut convenir avec le Bureau international que tout ou partie des transferts de taxes qu'il effectue en vertu du paragraphe 3.a) et des taxes qui lui sont transférées en vertu du paragraphe 3.b) font l'objet d'une compensation conformément aux dispositions énoncées dans la présente annexe ("transfert de taxes soumis à compensation").

6. L'accord précise les formats visés aux paragraphes 10 et 14 ci-dessous, dans lesquels les notifications de paiement des taxes et les listes de taxes à transférer sont échangées.

7. Le Bureau international publie dans la Gazette du PCT la liste des transferts de taxes du PCT effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI pour chaque office participant.

II.2 CALENDRIER COMMUN POUR LES LISTES DE TAXES ET LES TRANSFERTS DE TAXES

8. Le Bureau international, après consultation des offices participants et compte tenu des dates auxquelles les offices sont fermés ou celles auxquelles des virements bancaires ne peuvent pas être effectués, établit chaque année un calendrier ("calendrier commun") précisant la dernière date à laquelle, chaque mois, les listes doivent être établies en vertu des paragraphes 13 et 14 ci-dessous et le transfert des taxes effectué vers le Bureau international ou par le Bureau international en vertu des paragraphes 19 à 23 ci-dessous. Le calendrier et toute modification ultérieure requise sont transmis à chaque office participant et publiés dans la Gazette du PCT.

III. NOTIFICATION ET TRANSFERT DES TAXES PAR L'INTERMÉDIAIRE DU BUREAU INTERNATIONAL

III.1 NOTIFICATION DE LA RÉCEPTION DE TAXES

Notification au Bureau international par un office percepteur

9. Conformément à la règle 96.2.b), un office percepteur notifie à bref délai au Bureau international chaque taxe reçue intégralement par l'office au profit du Bureau international ou à transférer à un office bénéficiaire par l'intermédiaire du Bureau international. De préférence, il notifie aussi à bref délai au Bureau international les autres taxes reçues, à son profit ou au profit d'autres offices bénéficiaires en leur qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale, d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire ou d'administration chargée de l'examen préliminaire international.

10. Toute notification d'une taxe reçue par un office percepteur conformément au paragraphe 9 doit être adressée au Bureau international dans un format convenu entre l'office percepteur et le Bureau international. Cette notification doit contenir suffisamment d'informations pour indiquer clairement la demande internationale pertinente et le type de taxe payée et, de préférence, être adressée au format XML conformément à une DTD publiée à cette fin dans l'appendice I de l'annexe F.

11. Dans le cas où un paiement avec excédent a été reçu, la taxe est notifiée à bref délai comme ayant été payée selon le montant correct, sans attendre qu'un remboursement soit effectué.

Notification à l'office bénéficiaire par le Bureau international

12. Lorsqu'une notification au titre de la règle 96.2.b) concerne une taxe destinée à un office bénéficiaire autre que le Bureau international, ce dernier en informe à bref délai l'office concerné. Lorsque la copie de recherche est transmise à l'administration chargée de la recherche internationale par le Bureau international, au nom de l'office récepteur, les informations selon lesquelles la taxe de recherche a été payée peuvent prendre la forme de la transmission de la copie de recherche et, selon que de besoin, celle-ci peut être retardée jusqu'à ce que les autres exigences relatives à une telle transmission soient satisfaites.

III.2 TRANSMISSION D'INFORMATIONS PAR LES OFFICES PARTICIPANTS AU BUREAU INTERNATIONAL CONCERNANT LES TRANSFERTS DE TAXES MENSUELS OU D'AUTRES TRANSFERTS PÉRIODIQUES DE TAXES

Transmission d'informations relatives aux transferts de taxes par les offices percepteurs

13. L'office percepteur participant établit et transmet au Bureau international, conformément au calendrier commun, une liste

a) des taxes perçues par l'office au cours du mois précédent ou de toute autre période convenue, à payer au Bureau international ou à transférer par l'intermédiaire du Bureau international au profit d'un autre office, et

b) des corrections ou omissions relatives aux taxes qui ont été transférées, ou qui auraient dû l'être, au cours des mois précédents.

14. Cette liste doit être établie dans un format convenu entre l'office percepteur et le Bureau international. Elle doit contenir suffisamment d'informations pour valider les montants à transférer et, de préférence, être établie au format XML conformément à la DTD publiée à cette fin dans l'appendice I de l'annexe F.

Différences dans les taxes reçues par les administrations chargées de la recherche internationale versées par des offices non participants

15. Toute administration chargée de la recherche internationale participante qui reçoit des taxes de recherche versées directement par des offices récepteurs dans une monnaie prescrite autre que la monnaie fixée doit, à intervalles programmés, établir et transmettre au Bureau international une liste des montants des taxes reçus dans les monnaies prescrites et dans les monnaies fixées dans un format convenu entre l'administration et le Bureau international, suffisante pour déterminer la différence due au Bureau international ou à l'administration chargée de la recherche internationale conformément à la règle 16.1.e).

16. L'administration soumet également la documentation convenue avec le Bureau international indiquant les montants transférés dans la monnaie prescrite, la date, le taux de change appliqué et le montant reçu dans la monnaie fixée.

III.3 VÉRIFICATION DES INFORMATIONS RELATIVES AUX TAXES REÇUES

17. Le Bureau international vérifie les informations relatives aux taxes qu'il a reçues conformément aux paragraphes 9, 13 et 15 par rapport aux informations qu'il détient dans ses bases de données à l'égard des demandes internationales concernées et confirme à cet office que les informations qu'il a reçues sont exactes. En cas de divergences nécessitant un recoupement des données, le Bureau international prend contact avec l'office participant. Dans la mesure du possible, toute correction requise est apportée aux notifications et listes pertinentes en temps utile afin de pouvoir être reportée dans la transmission des taxes dans le mois qui suit leur réception par l'office percepteur.

III.4 CORRECTION DES ERREURS ET OMISSIONS

18. Toute erreur ou omission constatée dans les informations transmises concernant les taxes perçues par un office au profit d'un autre office, à transférer par l'intermédiaire du Service de transfert de taxes de l'OMPI, est notifiée à bref délai au Bureau international. Le Bureau international informe à bref délai tout autre office auquel les informations erronées ont été transmises, y inclus l'office bénéficiaire, de toutes corrections exigées dans les montants qui ont déjà été transférés à cet office. Lorsque l'erreur est découverte trop tard pour que les listes sur lesquelles se fondent les transferts de taxes au cours du même mois puissent être corrigées, la correction doit figurer dans les listes et les transferts à effectuer le mois suivant.

III.5 CALCUL DES MONTANTS À TRANSFÉRER PAR L'INTERMÉDIAIRE DU BUREAU INTERNATIONAL; TRANSFERT DES TAXES PAR L'INTERMÉDIAIRE DU BUREAU INTERNATIONAL

III.5.1 Transferts de taxes au Bureau international non soumis à compensation

19. Lorsqu'un transfert de taxe visé au paragraphe 3 ne fait pas l'objet d'une compensation, l'office percepteur transfère le montant indiqué dans la liste transmise conformément au paragraphe 13 ci-dessus, au plus tard à la date fixée dans le calendrier commun à cette fin. L'office percepteur prend en charge tous les frais bancaires éventuels pour ce transfert.

III.5.2 Transferts de taxes depuis le Bureau international non soumis à compensation

20. Lorsqu'un transfert de taxe visé au paragraphe 3 ci-dessus ne fait pas l'objet d'une compensation, le Bureau international transmet une liste des taxes à transférer à l'office bénéficiaire et transfère le montant total indiqué dans cette liste, au plus tard aux dates fixées dans le calendrier commun à ces fins. Le Bureau international prend en charge tous les frais bancaires éventuels pour ce transfert.

III.5.3 Transferts de taxes soumis à compensation

21. Lorsque l'accord conclu entre un office participant et le Bureau international précise, conformément au paragraphe 5 ci-dessus, que le transfert de taxes fait l'objet d'une compensation, le Bureau international établit et transmet chaque mois, à cet office participant ("office faisant l'objet d'une compensation"), au plus tard à la date fixée dans le calendrier commun, un relevé de compensation comprenant

i) une liste des taxes perçues par d'autres offices au profit de l'office faisant l'objet d'une compensation,

ii) une liste des taxes perçues par l'office faisant l'objet d'une compensation au profit d'autres offices et

iii) une indication du montant net en faveur de l'office faisant l'objet d'une compensation ou du Bureau international.

22. Lorsque le montant net indiqué sur un relevé de compensation est en faveur de l'office participant, le Bureau international transfère le montant net à l'office faisant l'objet d'une compensation, au plus tard à la date fixée dans le calendrier commun. Le Bureau international prend en charge tous les frais bancaires éventuels pour ce transfert.

23. Lorsque le montant net indiqué sur un relevé de compensation est en faveur du Bureau international, l'office faisant l'objet d'une compensation transfère le montant net au Bureau international, au plus tard à la date fixée dans le calendrier commun. L'office participant prend en charge tous les frais bancaires éventuels pour ce transfert.

III.5.4 Transfert de taxes ne s’inscrivant pas dans le cadre du Service de transfert de taxes de l’OMPI

24. Tout transfert de taxes entre un office percepteur et un office bénéficiaire ne s’inscrivant pas dans le cadre du Service de transfert de taxes de l’OMPI, outre le fait que l’un ou l’autre soit un office participant, est effectué conformément au paragraphe 25 ci-dessous.

IV. TRANSFERT DE TAXES PAR LES OFFICES NE PARTICIPANT PAS AU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L’OMPI OU À L’INTENTION DE CES OFFICES

25. Lorsqu’un office percepteur ou l’office bénéficiaire correspondant n’a pas accepté de participer au Service de transfert de taxes de l’OMPI (ci-après dénommé “office non participant”), le transfert, le cas échéant,

a) des taxes internationales de dépôt en vertu de la règle 15.2.c) ou d) perçues par l’office en sa qualité d’office récepteur au profit du Bureau international,

b) des taxes de recherche en vertu de la règle 16.1.c) ou d) perçues par l’office en sa qualité d’office récepteur au profit d’un office non participant en sa qualité d’administration chargée de la recherche internationale,

c) des taxes de recherche supplémentaire en vertu de la règle 45*bis*.3.b) perçues par le Bureau international au profit de l’office non participant en sa qualité d’administration indiquée pour la recherche supplémentaire,

d) des taxes de traitement en vertu de la règle 57.2.c) ou d) perçues par l’office en sa qualité d’administration chargée de l’examen préliminaire international au profit du Bureau international et

e) des différences entre les montants visées à la règle 16.1.e) en ce qui concerne les taxes de recherche perçues par l’office en sa qualité d’administration chargée de la recherche internationale

est effectué à bref délai conformément à la règle 15.2.c) ou d), à la règle 16.1.c) ou d), à la règle 45*bis*.3.b), à la règle 57.2.c) ou d), ou à la règle 16.1.e), selon le cas, de préférence selon un calendrier mensuel convenu entre les offices intéressés et le Bureau international pour ces transferts. L’office qui effectue le transfert prend en charge tous les frais bancaires éventuels pour le transfert des taxes visées aux alinéas a), b) et d) et, lorsque la différence appartient au Bureau international, à l’alinéa e), tandis que le Bureau international prend en charge tous les frais bancaires éventuels pour le transfert des taxes visées à l’alinéa c) et, lorsque la différence appartient à l’office en sa qualité d’administration chargée de la recherche internationale, à l’alinéa e).

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

JP Japon

Accord entre l'Office des brevets du Japon et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[2] – Modification de l'annexe A

L'**Office des brevets du Japon (JPO)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)i) de l'accord susmentionné, des modifications apportées à l'annexe A.ii) de cet accord. Ces modifications, qui entreront en vigueur le 1er juillet 2020, consistent en des changements concernant les langues qu'elle acceptera pour les demandes internationales déposées auprès de divers offices récepteurs, ou auprès d'un office ou du Bureau international agissant pour divers offices récepteurs.

À partir du 1er juillet 2020, l'annexe A aura la teneur suivante :

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) [Sans changement]

ii) les langues suivantes qu'elle acceptera :

a) à l'égard de toute demande internationale déposée auprès de l'office récepteur du Japon :

japonais, anglais;

b) à l'égard de toute demande internationale déposée auprès de l'office récepteur du Brunéi Darussalam, du Cambodge, des États-Unis d'Amérique, de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, de Singapour, de la Thaïlande et du Viet Nam:

anglais;

c) à l'égard de toute demande internationale déposée auprès de l'office récepteur de la République de Corée, ou agissant pour la République de Corée:

japonais;

d) à l'égard de toute demande internationale déposée auprès du Bureau international agissant pour Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Japon, Malaisie, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande et Viet Nam :

japonais, anglais.

[2] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_jp.pdf

KR République de Corée

Accord entre l'Office coréen de la propriété intellectuelle et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[3] – Modification des annexes A et D

L'**Office coréen de la propriété intellectuelle** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)i) et iii) de l'accord susmentionné, des modifications apportées aux annexes A et D de cet accord. Ces modifications, qui entreront en vigueur le 1er juillet 2020, consistent à ajouter la **République démocratique populaire lao** aux États indiqués au point i) de l'annexe A et au point 4) de la partie II de l'annexe D.

À partir du 1er juillet 2020, les annexes A et D auront la teneur suivante :

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) les États suivants pour lesquels elle agira :

en ce qui concerne l'article 3.1) :

République de Corée, Arabie saoudite, Australie, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chili, Colombie, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Malaisie, Mexique, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, République populaire démocratique lao, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande et Viet Nam;

en ce qui concerne l'article 3.2) :

République de Corée, Arabie saoudite, Australie, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chili, Colombie, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Malaisie, Mexique, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, République populaire démocratique lao, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande et Viet Nam.

Lorsqu'un office récepteur désigne l'Administration internationale en vertu des articles 3.1) et 3.2), l'Administration internationale devient compétente à l'égard des demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur à partir d'une date à convenir entre l'office récepteur et l'Administration internationale et à notifier au Bureau international.

ii) [Sans changement]

[3] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_kr.pdf

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

[Sans changement]

Partie II. Conditions et limites des remboursements ou des réductions de taxes

1) à 3) [Sans changement]

4) Lorsque le déposant ou, en cas de pluralité de déposants, chacun des déposants est ressortissant d'un État, et a son domicile ou son siège dans l'un des États suivants, le montant de la taxe de recherche à payer est réduit de 75% : Cambodge, Colombie, Indonésie, Malaisie, Mexique, Mongolie, Pérou, Philippines, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam.

5) à 6) [Sans changement]

OFFICES RÉCEPTEURS

LA République démocratique populaire lao
IB Bureau international de l'OMPI

Le **Bureau international agissant pour le Département de la propriété intellectuelle, Ministère de la Science et de la Technologie (République démocratique populaire lao)** a spécifié l'Office coréen de la propriété intellectuelle – en plus de l'Office d'État de la propriété intellectuelle de la République populaire de Chine (CNIPA), l'Office européen des brevets (OEB), et l'Office des brevets du Japon (JPO) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées par les ressortissants de la République démocratique populaire lao et les personnes domiciliées dans ce pays auprès du Bureau international de l'OMPI (en sa qualité d'office récepteur), avec effet à compter du 1er juillet 2020.

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET DES ADMINISTRATIONS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 111.c) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante et unième session (22e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 30 septembre au 9 octobre 2019, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, notamment, la règle 82*quater*.2[4] du Règlement d'exécution du PCT concernant l'excuse de retard dans l'observation de délais en raison de l'indisponibilité des moyens de communication électronique au sein de l'office. Cette nouvelle règle entrera en vigueur le 1er juillet 2020.

À la suite de l'adoption de la règle 82*quater*.2, l'instruction 111 des Instructions administratives du PCT est modifiée, également à compter du 1er juillet 2020, de manière à exiger que tout office excusant un retard en vertu de la règle 82*quater*.2 notifie au Bureau international l'existence des dispositions pertinentes afin que le Bureau international les publie dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) et informe les déposants de l'existence des recours possibles.

SE Suède

Conformément à l'instruction 111.c) des Instructions administratives du PCT, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2020, l'**Office suédois des brevets et de l'enregistrement** a notifié au Bureau international qu'il excusera, selon la règle 82*quater*.2 du PCT, un retard dans l'observation d'un délai prévu dans le règlement d'exécution pour l'accomplissement d'un acte devant cet office en raison de l'indisponibilité d'un moyen de communication électronique autorisé au sein de cet office, à condition que la durée de cette indisponibilité soit d'au moins 24 heures et que l'acte respectif soit accompli le premier jour ouvrable après la remise en service dudit moyen de communication électronique.

[4] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int//pct/fr/texts/

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

2 juillet 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

AT Autriche 141

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 141
NO Norvège 141
US États-Unis d'Amérique 142

Offices désignés (ou élus)

IT Italie 142

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

AT Autriche

L'**Office autrichien des brevets** a notifié au Bureau international des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) – depuis le 1er janvier 2020, l'office a supprimé ses services de télécopie et n'accepte plus le dépôt de documents par télécopie.

[Mise à jour de l'annexe B1(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, en **dollar de Singapour (SGD)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2020, sont de EUR 1.337, SGD 2.102 et USD 1.507, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

NO Norvège

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **couronne norvégienne (NOK)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2020, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	NOK	13.450
Taxe par feuille à compter de la 31e :	NOK	150
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NOK	2.020
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NOK	3.030

[Mise à jour de l'annexe C(NO) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2020, sont de ZAR 35.920 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, ZAR 17.960 pour une petite entité et ZAR 8.980 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

IT Italie

Suite à la notification de l'**Office italien des brevets et des marques** concernant l'adoption en Italie du Décret ministériel 13/11/2019, selon laquelle toute désignation ou élection de l'Italie dans une demande internationale déposée le 1er juillet 2020 ou ultérieurement sera traitée comme une demande tendant à la délivrance d'un brevet régional (européen) et d'un brevet national en Italie, en vertu de la règle 4.9.iii) du PCT (il convient de se référer aux les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 30 avril 2020, page 82), des renseignements se rapportant aux exigences de l'office en tant qu'office désigné (ou élu) figurent dans le résumé du chapitre national (IT) du *Guide du déposant du PCT*, qui est publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT).

RÉSUMÉ **Office désigné (ou élu)** **RÉSUMÉ**

IT OFFICE ITALIEN DES BREVETS ET DES MARQUES IT

Résumé des exigences pour l'ouverture de la phase nationale

Délais applicables pour l'ouverture de la phase nationale :	En vertu de l'article 22.1) du PCT : 30 mois à compter de la date de priorité En vertu de l'article 39.1)a) du PCT : 30 mois à compter de la date de priorité			
Traduction de la demande internationale requise en[1] :	Italien			
Éléments que doit comporter la traduction pour l'ouverture de la phase nationale :	En vertu de l'article 22 du PCT : Description, revendications (si elles ont été modifiées, à la fois telles que déposées initialement et telles que modifiées, ainsi que toute déclaration faite en vertu de l'article 19 du PCT), texte éventuel des dessins, abrégé En vertu de l'article 39.1) du PCT : Description, revendications, texte éventuel des dessins, abrégé (si l'un quelconque de ces éléments a été modifié, il doit figurer à la fois tel que déposé initialement et tel que modifié selon les annexes du rapport d'examen préliminaire international)			
Une copie de la demande internationale est-elle requise ?	Non			
Taxe nationale :	Monnaie : Euro (EUR)		*En ligne*	*Sur papier*
	Pour un brevet :			
	Taxe de dépôt[2] :			
	— demande comprenant jusqu'à 10 pages	EUR	50	120
	— demande comprenant de 11 à 20 pages	EUR	50	160
	— demande comprenant de 21 à 50 pages	EUR	50	400
	— demande comprenant plus de 50 pages	EUR	50	600
	— pour chaque revendication à compter de la 11e	EUR	45	45
	Pour un modèle d'utilité :			
	Taxe de dépôt :	EUR	50	120
Exemption, réduction ou remboursement de la taxe nationale :	Aucune taxe de dépôt n'est due si la demande est déposée par des universités, des instituts de recherche publics, des administrations de la défense ou des politiques agricoles, alimentaires ou forestières			

[Suite sur la page suivante]

[1] Doit être remise dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT ou au plus tard, dans un délai de deux mois à compter de la date d'entrée en phase nationale. Ce délai ne peut être prorogé.

[2] La taxe de dépôt pour l'ouverture de la phase nationale est calculée sur la base du nombre de revendications dans la demande internationale telle que modifiée (Décret ministériel du 13 novembre 2019, art. 2.1)).

RÉSUMÉ **Office désigné (ou élu)** **RÉSUMÉ**

IT OFFICE ITALIEN DES BREVETS ET DES MARQUES IT

[Suite]

Exigences particulières de l'office (règle 51*bis* du PCT) :	Nom de l'inventeur s'il n'a pas été indiqué dans la partie "requête" de la demande internationale[3] Acte de cession du droit de priorité lorsqu'il n'y a pas identité entre les déposants[3] Adresse de service dans l'Union européenne ou l'Espace économique européen (mais la représentation par un mandataire n'est pas exigée) Fourniture, le cas échéant, d'un listage des séquences de nucléotides ou d'acides aminés sous forme électronique
Qui peut agir en qualité de mandataire[4] ?	Tout conseil en brevets inscrit au registre officiel établi par le Conseil de l'Institut des consultants en propriété industrielle[5] Les citoyens de l'Union européenne habilités à exercer à titre temporaire la profession de conseil en brevets dans un autre État membre, conformément à la procédure prévue par le décret législatif n° 206/2007 Tout juriste ou avocat-e italien-ne inscrit-e sur la liste professionnelle appropriée, ou tout cabinet d'avocats qui emploie un-e tel-le avocat-e ou juriste[6]
L'office accepte-t-il les requêtes en restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2 du PCT) ?	Oui, l'office applique à ces requêtes à la fois le critère de la "diligence requise" et celui du "caractère non intentionnel"

[3] Cette exigence peut être satisfaite lorsque la déclaration correspondante a été déposée conformément à la règle 4.17 du PCT.

[4] Un mandataire, le cas échéant, doit être désigné en déposant une procuration et le paiement d'une taxe spéciale (*imposta di bollo*) est requis. Pour de plus amples details il convient de se référer à l'annexe IT.I.

[5] La liste des conseils en brevets peut être obtenue auprès de l'Ordine dei Consulenti in Proprietà Industriale (Conseil de l'Institut des consultants en propriété industrielle (https://www.ordine-brevetti.it).

[6] Pour de plus amples details, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.consiglionazionaleforense.it.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

9 juillet 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international

SG Singapour 146

Informations sur les États contractants

IT Italie 147

Taxes payables en vertu du PCT

HU Hongrie 148
IT Italie 148
RU Fédération de Russie 148

Offices récepteurs

IT Italie 149
LA/IB République démocratique populaire lao / Bureau international de l'OMPI 149

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle 150

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

SG Singapour

Accord entre l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe A

L'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)i) de l'accord susmentionné, une modification apportée à l'annexe A de cet accord. Cette modification, qui est entrée en vigueur le 7 juillet 2020, consiste à ajouter la **République démocratique populaire lao** aux états indiqués au point i) de l'annexe.

Depuis le 7 juillet 2020, l'annexe A modifiée a la teneur suivante :

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie :

i) les États suivants pour lesquels elle agira :

en ce qui concerne l'article 3.1) :

Singapour, Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Japon, Mexique, Ouganda, République de Corée, République démocratique populaire lao, Thaïlande et Viet Nam;

en ce qui concerne l'article 3.2) :

lorsque l'Administration a établi le rapport de recherche internationale,

Singapour, Brunéi Darussalam, Cambodge, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Japon, Mexique, Ouganda, République de Corée, République démocratique populaire lao, Thaïlande et Viet Nam.

Lorsqu'un office récepteur désigne l'Administration internationale en vertu des articles 3.1) et 3.2), l'Administration internationale devient compétente à l'égard des demandes internationales déposées auprès de l'office récepteur à partir d'une date à convenir entre l'office récepteur et l'Administration internationale et à notifier au Bureau international.

ii) [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_sg.pdf

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

IT Italie

L'**Office italien des brevets et des marques** a notifié au Bureau international les titres de protection nationale disponibles par la voie PCT lorsque l'Italie est désignée (ou élue) – pour les demandes internationales déposées le 1er juillet 2020 ou ultérieurement, la protection par brevet et par modèle d'utilité est disponible (un modèle d'utilité peut être demandé au lieu d'un brevet national).

De plus, l'office a spécifié ses exigences concernant la protection provisoire à la suite de la publication internationale, lorsque la désignation est faite aux fins d'un brevet national, comme suit :

> Toute demande internationale désignant l'Italie qui a été publiée conformément à l'article 21 du PCT confère une protection provisoire, comme le prévoit l'article 55 c.1-*bis* du code italien de la propriété industrielle, à compter de la date à laquelle le titulaire de la demande a mis à la disposition du public, par l'intermédiaire de l'Office italien des brevets et des marques, une traduction de la demande en langue italienne, ou à compter de la date à laquelle le titulaire de la demande a notifié directement la traduction au contrevenant présumé.

Enfin, l'office a également spécifié ses exigences concernant le délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si l'Italie est désignée (ou élue), comme suit :

> Le nom et l'adresse de l'inventeur peuvent figurer dans la requête ou peuvent être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

[Mise à jour de l'annexe B1(IT) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

HU Hongrie

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **forint hongrois (HUF)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2020, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	HUF	432.700
Taxe par feuille à compter de la 31e :	HUF	4.900
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	HUF	65.100
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	HUF	97.600

[Mise à jour de l'annexe C(HU) du *Guide du déposant du PCT*]

IT Italie

L'**Office italien des brevets et des marques** a notifié au Bureau international le montant de la taxe pour une requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT). Ce montant, en timbres (*imposta di bollo*), applicable pour les demandes internationales déposées le 1er juillet 2020 ou ultérieurement, est de EUR 15 pour un dépôt en ligne et de EUR 16 pour un dépôt sur papier.

[Mise à jour de l'annexe C(IT) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2020, sont de USD 123 pour des recherches effectuées en russe, et de USD 578 pour des recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

IT Italie

L'**Office italien des brevets et des marques** a notifié au Bureau international des changements concernant ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office – les personnes suivantes peuvent désormais agir en cette qualité :

– Tout conseil en brevets inscrit au registre officiel établi par le Conseil de l'Institut des consultants en propriété industrielle. (La liste des conseils en brevets peut être obtenue auprès de l'*Ordine dei Consulenti in Proprietà Industriale* (Conseil de l'Institut des consultants en propriété industrielle, disponible à l'adresse suivante : https://www.ordine-brevetti.it);

– Les citoyens de l'Union européenne habilités à exercer à titre temporaire la profession de conseil en brevets dans un autre État membre, conformément à la procédure prévue par le décret législatif n° 206/2007 ; et

– Tout juriste ou avocat italien inscrit sur la liste professionnelle appropriée ou tout cabinet d'avocats qui emploie un tel avocat ou juriste. (Pour plus de détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.consiglionazionaleforense.it).

[Mise à jour de l'annexe C(IT) du *Guide du déposant du PCT*]

LA République démocratique populaire lao
IB Bureau international de l'OMPI

Le **Bureau international agissant pour le Département de la propriété intellectuelle, Ministère de la Science et de la Technologie (République démocratique populaire lao)** a spécifié l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour – en plus de l'Office d'État de la propriété intellectuelle de la République populaire de Chine (CNIPA), l'Office coréen de la propriété intellectuelle, l'Office européen des brevets (OEB), et l'Office des brevets du Japon (JPO) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées par les ressortissants de la République démocratique populaire lao et les personnes domiciliées dans ce pays auprès du Bureau international de l'OMPI (en sa qualité d'office récepteur) le 7 juillet 2020 ou ultérieurement.

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

AP Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle

Depuis le 7 janvier 2002, tout office récepteur ayant mis en place les systèmes techniques appropriés est en mesure d'accepter le dépôt des demandes internationales sous forme électronique conformément à la septième partie et à l'annexe F des Instructions administratives du PCT, qui contiennent, respectivement, le cadre juridique et la norme technique nécessaires à la mise en œuvre du dépôt et du traitement sous forme électronique des demandes internationales prévus à la règle 89*bis*.1 du PCT.

L'**Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO)** agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, qu'elle est disposée à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du **1er octobre 2020**, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, aux numéros suivants : (263-242) 79 40 54
(263-242) 79 40 65
(263-242) 79 40 68

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : registry@aripo.org

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (https://www.aripo.org/).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(AP) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

16 juillet 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

LA République démocratique populaire lao 154

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 154
US États-Unis d'Amérique 155

Excuse de retard dans l'observation de délais selon la règle 82*quater*.2 du PCT : Notifications par des offices et le Bureau international en vertu de l'instruction 111 des Instructions administratives du PCT

IB Bureau international de l'OMPI 155

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

LA République démocratique populaire lao

Le **Département de la propriété intellectuelle, Ministère de la Science et de la Technologie (République démocratique populaire lao)** a notifié au Bureau international son adresse Internet, et des changements relatifs à son numéro de téléphone et ses adresses de courrier électronique, qui sont désormais les suivants:

Téléphone :	(856-21) 213 470 ext. 154
Courrier électronique :	dip.laopdr@gmail.com kkeobounphanh@yahoo.co.uk saybandith30@gmail.com
Internet :	http://dip.gov.la/

[Mise à jour de l'annexe B1(LA) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar australien (AUD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, et pour la taxe de traitement (conformément à la règle 57.2.d) du PCT). Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2020, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	AUD	2.043
Taxe par feuille à compter de la 31e :	AUD	23
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	AUD	307
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	AUD	461
Taxe de traitement :	AUD	307

[Mise à jour des annexes C(AU) et E(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par **l'Office australien des brevets**. Ce montant, également applicable à compter du 1er septembre 2020, est de CHF 1.432.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar néo-zélandais (NZD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er septembre 2020, sont de NZD 3.246 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, NZD 1.623 pour une petite entité, et NZD 811 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

EXCUSE DE RETARD DANS L'OBSERVATION DE DÉLAIS SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE L'INSTRUCTION 111 DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante et unième session (22e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 30 septembre au 9 octobre 2019, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, notamment, la règle 82*quater*.2 du Règlement d'exécution du PCT concernant l'excuse de retard dans l'observation de délais en raison de l'indisponibilité des moyens de communication électronique au sein d'un office ou d'une organisation. Cette règle est entrée en vigueur le 1er juillet 2020.

À la suite de l'adoption de la règle 82*quater*.2, l'instruction 111 des Instructions administratives du PCT est également modifiée, depuis le 1er juillet 2020, de manière à exiger que le Bureau international, lorsqu'il excuse un retard dans l'observation de délais en raison de l'indisponibilité de moyens de communication électronique au sein du Bureau (y compris en sa qualité d'office récepteur) en vertu de la règle 82*quater*.2, publie cette information dans les Notifications officielles (Gazette du PCT).

IB Bureau international de l'OMPI

Conformément à la règle 82*quater*.2.a) et de l'instruction 111, alinéas c) et d) des Instructions administratives du PCT, le Bureau international notifie par la présente les dispositions suivantes concernant l'excuse des retards dans l'observation des délais en raison de l'indisponibilité des moyens de communication électronique :

1. Les références au "Bureau international" s'entendent comme incluant le Bureau international en tant qu'office récepteur, le cas échéant.

2. Cette notification s'applique à tous délais fixés dans le Règlement d'exécution du PCT et dans les Instructions administratives du PCT dans lesquels une action doit être effectuée auprès du Bureau international. Elle s'applique également aux délais fixés dans les invitations ou les notifications adressées au déposant par le Bureau international. Elle ne s'applique pas au délai de priorité.

3. Les moyens de communication électronique autorisés au sein du Bureau international comprennent le système ePCT et le service de chargement d'urgence du PCT. Tout retard dans l'observation des délais en raison de l'indisponibilité soit du système ePCT, avec ou sans authentification forte, soit du service de chargement d'urgence du PCT, peut être excusé en vertu de la règle 82*quater*.2.a) du PCT.

4. Les retards dans l'observation des délais peuvent être excusés lorsque le système ePCT ou le service de chargement d'urgence du PCT a été indisponible pendant une période continue d'au moins une heure pendant un jour ouvrable du Bureau international.

5. Une partie intéressée qui souhaite demander au Bureau international une excuse de retard dans l'observation d'un délai en vertu de la règle 82*quater*.2.a) du PCT devrait :

i) présenter au Bureau international une demande indiquant que le délai n'a pas été observé en raison de l'indisponibilité du système ePCT ou du service de chargement d'urgence du PCT à une date précise, et

ii) effectuer l'action pertinente le jour ouvrable suivant au Bureau international où le système ePCT ou le service de chargement d'urgence du PCT était à nouveau disponible.

6. Le Bureau international excusera un retard dans l'observation d'un délai visé à l'alinéa 2, ci-dessus, si les conditions visées aux alinéas 4 et 5 sont satisfaites et s'il admet que le système ePCT ou le service de chargement d'urgence du PCT était indisponible pendant une période consécutive d'au moins une heure le jour en question. Le Bureau international communiquera sa décision à la partie intéressée au moyen du formulaire PCT/IB/345, ou du formulaire PCT/RO/132 lorsqu'il agit en qualité d'office récepteur.

7. Le Bureau international publiera sur le site Internet de l'OMPI les informations relatives à toute indisponibilité, d'au moins une heure consécutive, du système ePCT ou du service de chargement d'urgence du PCT.

8. Cette notification est applicable à partir du 1er juillet 2020.

[Mise à jour de l'annexe B2(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

23 juillet 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Offices récepteurs

IT Italie 158
UG Ouganda 158

Offices désignés (ou élus)

IT Italie 158

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

ZM Zambie 159

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

OFFICES RÉCEPTEURS

IT Italie

Le 14 juillet 2020, en vertu de la règle 26*bis*.3.i) du PCT, l'**Office italien des brevets et des marques**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international qu'il applique uniquement le critère de la "diligence requise" aux requêtes en restauration du droit de priorité, à l'égard des demandes internationales déposées le 1er juillet 2020 ou ultérieurement.

[Mise à jour de l'annexe C(IT) du *Guide du déposant du PCT*]

UG Ouganda

Le **Bureau des services de l'enregistrement de l'Ouganda (URSB)** a spécifié l'Office autrichien des brevets – en plus de l'Office européen des brevets (OEB) et l'Office de la propriété intellectuelle de Singapour – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées auprès de l'URSB par les ressortissants de l'Ouganda et les personnes domiciliées dans ce pays, avec effet depuis le 7 juillet 2020.

[Mise à jour de l'annexe C(UG) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

IT Italie

Le 14 juillet 2020, en vertu de la règle 49*ter*.2.g) du PCT, l'**Office italien des brevets et des marques**, en sa qualité d'office désigné (ou élu), a notifié au Bureau international qu'il applique uniquement le critère de la "diligence requise" aux requêtes en restauration du droit de priorité, à l'égard des demandes internationales déposées le 1er juillet 2020 ou ultérieurement.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (IT) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

ZM Zambie

Depuis le 7 janvier 2002, tout office récepteur ayant mis en place les systèmes techniques appropriés est en mesure d'accepter le dépôt des demandes internationales sous forme électronique conformément à la septième partie et à l'annexe F des Instructions administratives du PCT, qui contiennent, respectivement, le cadre juridique et la norme technique nécessaires à la mise en œuvre du dépôt et du traitement sous forme électronique des demandes internationales prévus à la règle 89*bis*.1 du PCT.

L'**Agence d'enregistrement des brevets et des sociétés (PACRA) (Zambie)**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, qu'elle est disposée à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique, à compter du **1er octobre 2020**, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, aux numéros suivants : (260-211) 25 51 35
(260-211) 25 54 25
(260-211) 25 51 51

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : patents@pacra.org.zm

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.pacra.org.zm).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(ZM) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

30 juillet 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants :
Notifications par des offices de jours chômés exceptionnels en raison des effets de la pandémie de COVID-19

MX Mexique 163

Informations sur les États contractants

RU Fédération de Russie 163

Dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique : institutions auprès desquelles des dépôts peuvent être effectués

IN Inde 164

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notifications d'offices et autorités participants

AT Autriche 164

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE JOURS CHÔMÉS EXCEPTIONNELS EN RAISON DES EFFETS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

MX Mexique

Suite à la notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 11 juin 2020 (page 111) concernant la fermeture de l'**Institut mexicain de la propriété industrielle** en raison des effets de la pandémie de COVID-19, l'Office a notifié au Bureau qu'il a rouvert au public le **13 juillet 2020** pour traiter d'affaires officielles.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

Pour plus d'informations concernant les mesures adoptées par l'office en réponse à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer à la base de données de suivi de la Politique de propriété intellectuelle en rapport avec la COVID-19 de l'OMPI, disponible à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/covid19-policy-tracker/

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

RU Fédération de Russie

Le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)** a notifié au Bureau international un changement relatif à l'une de ses adresses Internet, qui sont désormais les suivantes :

Internet :	www.rospatent.gov.ru www1.fips.ru

[Mise à jour de l'annexe B1(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES ET AUTRE MATÉRIEL BIOLOGIQUE : INSTITUTIONS AUPRÈS DESQUELLES DES DÉPÔTS PEUVENT ÊTRE EFFECTUÉS

IN Inde

Conformément à la règle 13*bis*.7.b) du PCT, le Bureau international a reçu une notification relative à une institution de dépôt ayant acquis le statut d'autorité de dépôt internationale en vertu du *Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets* auprès de laquelle des dépôts de micro-organismes et autre matériel biologique peuvent être effectués, avec effet depuis le 28 juillet 2020, comme suit :

National Agriculturally Important Microbial Culture Collection (NAIMCC)
ICAR-National Bureau of Agriculturally Important Microorganisms
Kushmaur, Maunath Bhanjan PIN 275 103
Uttar Pradesh
Inde

[Mise à jour de l'annexe L du *Guide du déposant du PCT*]

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATIONS D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Afin de faciliter l'accès aux documents de priorité, le Bureau international a créé le Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS"), conformément à une décision de 2006 de l'Assemblée de l'Union de Paris, de l'Assemblée du PLT et de l'Assemblée de l'Union du PCT.

Depuis avril 2009, le Bureau international, et tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés, est en mesure de participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après dénommé "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT), dans un large éventail de supports et formats.

Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité, ou conformément aux instructions 715.a)i) ou b) des Instructions administratives du PCT, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html

AT Autriche

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité, l'**Office autrichien des brevets** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant et office ayant accès, avec effet à compter du 1er octobre 2020.

[Mise à jour de l'annexe B1(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

6 août 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

AT Autriche 166
BY Bélarus 166

Taxes payables en vertu du PCT

BY Bélarus 166
PT Portugal 168

Offices récepteurs

BY Bélarus 168
RS Serbie 168

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

AT Autriche

L'**Office autrichien des brevets** a notifié au Bureau international un changement relatif à son adresse postale, qui est désormais la suivante :

Adresse postale : Dresdner Straße 87
A-1200 Wien
Autriche

[Mise à jour de l'annexe B1(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international un changement relatif au dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) – depuis le 1er janvier 2020, l'original du document doit être remis dans un délai d'un mois à compter de la date de la transmission, au lieu de 14 jours.

[Mise à jour de l'annexe B1(BY) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **rouble bélarussien (BYN)**, payables[1, 2] à l'office en sa qualité d'office récepteur, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :		BYN	94,50	
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT)[3] :		BYN	36,00	par document de priorité jusqu'à 35 pages
	plus	BYN	0,60	pour chaque page d'une copie à compter de la 36e

[1] Pour les personnes domiciliées au Bélarus, le paiement des taxes doit être effectué en rouble bélarussien selon le taux de la valeur de base.

[2] Pour les personnes domiciliées à l'étranger, le paiement des taxes doit être effectué en dollar des États-Unis, en euro, en franc suisse ou en rouble russe, sauf disposition contraire des accords internationaux avec la République du Bélarus, selon le taux de la valeur de base et le taux de change fixé par la Banque nationale de la République du Bélarus applicable à la date du paiement.

[3] Pour de plus amples détails, il convient de se référer à la liste de prix des Services d'information sur les brevets ("*Patent Information Services, Price List*") (page 6, points 1.1 et 1.3) à l'adresse suivante : https://www.ncip.by/en/uslugi-iinformaciya/patentno-informacionnye-uslugi/

Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	BYN	81

Les montants ci-dessus sont en vigueur depuis le 1er janvier 2020, à l'exception de la taxe pour le document de priorité, qui est en vigueur depuis le 21 janvier 2020.

[Mise à jour de l'annexe C(BY) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale[4, 5], exprimés en **rouble bélarussien (BYN)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables depuis le 1er janvier 2020, comme suit :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt :	BYN	94,50
Taxe de revendication pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	40,50
Taxe d'examen :	BYN	459
Taxe d'examen pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	270
Taxe d'examen pour chaque revendication dépendante à compter de la 11e :	BYN	40,50
Taxe annuelle pour la 3e année :	BYN	94,50

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt :	BYN	189
Taxe de revendication pour chaque revendication indépendante à compter de la 2e :	BYN	94,50
Taxe de revendication pour chaque revendication dépendante à compter de la 11e :	BYN	40,50

[Mise à jour du chapitre national, résumé (BY) du *Guide du déposant du PCT*]

[4] Pour les personnes domiciliées au Bélarus, le paiement des taxes doit être effectué en rouble bélarussien selon le taux de la valeur de base.

[5] Pour les personnes domiciliées à l'étranger, le paiement des taxes doit être effectué en dollar des États-Unis, en euro, en franc suisse ou en rouble russe, sauf disposition contraire des accords internationaux avec la République du Bélarus, selon le taux de la valeur de base et le taux de change fixé par la Banque nationale de la République du Bélarus applicable à la date du paiement.

PT Portugal

L'**Institut national de la propriété industrielle (Portugal)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur et applicables depuis le 1er juillet 2020, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	EUR	10,79	(en ligne)
	EUR	21,58	(sur papier)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	EUR	43,14	
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	EUR	161,79	(formulaire déposé en ligne)
	EUR	323,58	(formulaire déposé sur papier)

[Mise à jour de l'annexe C(PT) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

BY Bélarus

Le **Centre national pour la propriété intellectuelle (Bélarus)** a notifié au Bureau international un changement concernant le nombre d'exemplaires sur papier de la demande internationale requis par l'office – deux exemplaires doivent désormais être fournis, au lieu de trois.

[Mise à jour de l'annexe C(BY) du *Guide du déposant du PCT*]

RS Serbie

L'**Office de la propriété intellectuelle (Serbie)** a spécifié l'Institut des brevets de Visegrad (VPI) – en plus de l'Office européen des brevets (OEB) – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées auprès de l'office, ou auprès du Bureau international en tant qu'office récepteur, par les ressortissants de la Serbie et les personnes domiciliées dans ce pays, avec effet à compter du 1er septembre 2020.

[Mise à jour de l'annexe C(RS) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

13 août 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

EP Organisation européenne des brevets 170
JP Japon 170
NZ Nouvelle-Zélande 171

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **couronne norvégienne (NOK)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2020, est de NOK 19.010.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

JP Japon

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **yen japonais (JPY)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et pour la taxe par feuille à compter de la 31e (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour une réduction selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2020, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	JPY 152.100
Taxe par feuille à compter de la 31e :	JPY 1.700
Réduction (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :	
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	JPY 34.300

[Mise à jour de l'annexe C(JP) du *Guide du déposant du PCT*

De plus, en vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'office. Ces montants, également applicables à compter du 1er octobre 2020, sont de CHF 612 pour une demande en japonais[1], et de CHF 1.364 pour une demande en anglais[2].

[Mise à jour de l'annexe D(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Pour les demandes internationales déposées en japonais ou les demandes pour lesquelles une traduction en japonais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT. Cette taxe est réduite pour des demandes par les déposants qui peuvent prétendre à des réductions de taxes, tels que des petites ou moyennes entreprises, des microentreprises, et des institutions académiques. Pour plus de précisions sur l'éligibilité, voir https://www.jpo.go.jp/system/process/tesuryo/genmen/genmen20190401/document/index/leaflet_e.pdf

[2] Pour les demandes internationales déposées en anglais ou les demandes pour lesquelles une traduction en anglais a été fournie selon la règle 12.3 du PCT.

En outre, un nouveau montant équivalent, exprimé en **yen japonais (JPY)**, a été établi pour la taxe de traitement, conformément à la règle 57.2.d) du PCT. Ce montant, également applicable à compter du 1er octobre 2020, est de JPY 22.900.

[Mise à jour de l'annexe E(JP) du *Guide du déposant du PCT*]

NZ Nouvelle-Zélande

De nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollar néo-zélandais (NZD)**, ont été établis pour la taxe internationale de dépôt et la taxe par feuille à compter de la 31e, (conformément à la règle 15.2.d) du PCT), ainsi que pour les réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2020, sont les suivants :

Taxe internationale de dépôt :	NZD	2.162
Taxe par feuille à compter de la 31e :	NZD	24
Réductions (selon le barème de taxes du PCT, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	NZD	325
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	NZD	488

[Mise à jour de l'annexe C(NZ) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

20 août 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants :
Notifications par des offices de jours chômés exceptionnels
en raison des effets de la pandémie de COVID-19

PH Philippines 173

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 173
CA Canada 174
CL Chili 174
PH Philippines 174
SE Suède 175
US États-Unis d'Amérique 175
XN Institut nordique des brevets 175

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.2 du PCT :
Notifications par des offices et le Bureau international
en vertu de la règle 82*quater*.2.a)

IB Bureau international de l'OMPI 175

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE JOURS CHÔMÉS EXCEPTIONNELS EN RAISON DES EFFETS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

PH Philippines

Suite aux notifications publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 11 juin 2020 (page 111) concernant la fermeture de l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines** en raison des effets de la pandémie de COVID-19, l'Office a notifié au Bureau qu'il n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles relatives au PCT du 20 au 24 juillet 2020 et du 6 au 18 août 2020.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale doit (devait) parvenir à l'office expire un jour où cet office n'est (n'était) pas ouvert au public pour les raisons mentionnées ci-avant, ce délai **prendra fin le premier jour suivant lequel l'office ouvrira au public** pour traiter d'affaires officielles.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressées à un office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures consécutives à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement, et aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 16 avril 2020 (page 68).

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par les offices, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

Pour plus d'informations concernant les mesures adoptées par l'office en réponse à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer à la base de données de suivi de la Politique de propriété intellectuelle en rapport avec la COVID-19 de l'OMPI, disponible à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/covid19-policy-tracker/

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

L'**Office australien des brevets** a notifié au Bureau international un nouveau montant, exprimé en **dollar australien (AUD)**, de la taxe nationale de dépôt lorsque d'autres moyens acceptés, tels que courrier ou à un comptoir, sont utilisés pour des opérations conventionnelles. Ce montant, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicable à compter du 1er octobre 2020, est de AUD 570.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (AU), du *Guide du déposant du PCT*]

CA Canada

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2020, est de EUR 1.016.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

CL Chili

De nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis en vertu de la règle 16.1.d) du PCT pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)**. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2020, sont :

– CHF 1.839 (taxe générale);

– CHF 368 (taxe réduite pour les personnes physiques et morales (lorsque la demande internationale est déposée par un déposant, qu'il s'agisse d'une personne physique ou morale, qui est ressortissant d'un des États, et est domicilié dans un des États, qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à ce critère));

– CHF 276 (taxe réduite pour les universités (lorsque la demande internationale est déposée par un déposant qui est a) une université chilienne, ou b) une université étrangère qui a son siège dans un des États qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt et est authentifiée par son représentant légal, au moyen d'une simple déclaration signée en présence d'un notaire, en tant qu'université constituée conformément à la loi de cet État, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire au critère indiqué au point a) ou au point b))).

[Mise à jour de l'annexe D(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

PH Philippines

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, des montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)** ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines**. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2020, sont de CHF 920 ou de CHF 368 lorsque le déposant est une petite entreprise[1].

[Mise à jour de l'annexe D(PH) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Une petite entreprise fait référence à toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou lorsque le déposant est toute entité, agence, bureau, service ou unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

SE Suède

L'**Office suédois des brevets et de l'enregistrement** a notifié au Bureau international un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche (règle 16 du PCT), exprimé en **couronne norvégienne (NOK)** payable à l'office en tant qu'administration chargée de la recherche internationale. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2020, est de NOK 19.010.

[Mise à jour de l'annexe D(SE) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)**. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2020, sont de CHF 1.913 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité, CHF 956 pour une petite entité, et CHF 478 pour une micro-entité.

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

XN Institut nordique des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **couronne norvégienne (NOK)** a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut nordique des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er octobre 2020, est de NOK 19.010.

[Mise à jour de l'annexe D(XN) du *Guide du déposant du PCT*]

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.2.a)

Conformément à la règle 82*quater*.2.a) relative à l'excuse de retard dans l'observation de certains délais en raison de l'indisponibilité de moyens de communication électronique au sein d'un office ou d'une organisation, la période d'indisponibilité suivante est notifiée :

IB Bureau international de l'OMPI

Le système ePCT était indisponible au cours de l'intervalle de temps ci-après :

– du 12 juillet 2020, 7h20 au 13 juillet 2020, 7h52 (CET)

Les déposants qui n'ont pas pu observer un délai selon le PCT en raison de l'indisponibilité susmentionnée peuvent demander l'excuse de retard dans l'observation de délais en vertu de la règle 82*quater*.2 du PCT selon les conditions applicables annoncées dans la notification du Bureau international publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 16 juillet 2020 (pages 155 et suivantes).

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

27 août 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
US États-Unis d'Amérique 177

Informations sur les États contractants :
Notifications par des offices de jours chômés exceptionnels
en raison des effets de la pandémie de COVID-19
SV El Salvador 178

Informations sur les États contractants
DE Allemagne 179
EE Estonie 179
KR République de Corée 179

Taxes payables en vertu du PCT
IB Bureau international de l'OMPI 180
US États-Unis d'Amérique 180

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques
numériques : notification d'offices et autorités participants
CO Colombie 184
IT Italie 184

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

US États-Unis d'Amérique

Accord entre l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO)** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.2) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications consistent en des changements de montants de plusieurs taxes, payables à l'USPTO en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, qui prendront effet le 2 octobre 2020.

Avec effet à partir du 2 octobre 2020, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	Montant (dollars É.-U.)
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	2.180[2]
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	2.180[2]
Établissement d'un rapport de recherche de type international pour ce qui concerne une demande nationale aux États-Unis d'Amérique	[Sans changement]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	
– lorsque la taxe de recherche internationale a été acquittée pour ce qui concerne la demande internationale à l'Administration	640[2]
– lorsque la recherche internationale a été effectuée par une autre administration	800[2]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	640[2]
Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règles 13*ter*.1.c) et 13*ter*.2))	320[2]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_us.pdf

[2] Cette taxe est réduite de 50% en cas de dépôt par une "petite entité" ou de 75% en cas de dépôt par une "microentité". Pour de plus amples informations sur les conditions à remplir pour pouvoir revendiquer ou établir la qualité de "petite entité", veuillez consulter le site www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/s509.html#d0e30961 et le paragraphe 1.27 du titre 37 CFR à l'adresse www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/consolidated_rules.pdf

Pour de plus amples informations sur les conditions à remplir pour pouvoir revendiquer ou établir la qualité de "microentité", veuillez consulter le site www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/s509.html#ch500_d1ff69_210b3_1ca et le paragraphe 1.29 du titre 37 CFR à l'adresse : www.uspto.gov/web/offices/pac/mpep/consolidated_rules.pdf

Ces informations sont susceptibles d'être modifiées à la discrétion de l'Administration.

Taxe pour la délivrance de copies
(règles 44.3 et 71.2)[3]

– brevet des États-Unis d'Amérique, par copie [Sans changement]

Taxe pour la délivrance de copies
(règles 94.1*ter* et 94.2)

– brevet des États-Unis d'Amérique, par copie [Sans changement]

– document autre qu'un brevet des États-Unis d'Amérique, par copie [Sans changement]

Partie II. [Sans changement]

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DE JOURS CHÔMÉS EXCEPTIONNELS EN RAISON DES EFFETS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

SV El Salvador

En raison des effets de la pandémie de COVID-19, le **Centre national des enregistrements (CNR) (El Salvador)** a notifié au Bureau qu'il n'était pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles relatives au PCT du **14 mars jusqu'au 15 juin 2020** (inclus).

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque, pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office, a expiré entre le 14 mars et le 15 juin 2020 (inclus), ce délai a pris fin le **16 juin 2020**.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressées à l'office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, par suite des fermetures consécutives à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement, et aux Notifications officielles (Gazette du PCT) du 16 avril 2020 (page 68).

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

Pour plus d'informations concernant les mesures adoptées par les offices en réponse à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer à la base de données de suivi de la Politique de propriété intellectuelle en rapport avec la COVID-19 de l'OMPI, disponible à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/covid19-policy-tracker/

[3] Le déposant reçoit, en même temps que le rapport de recherche internationale, une copie de chaque document cité qui n'est pas un document de brevet américain ou une demande internationale publiée. Le déposant reçoit, en même temps que le rapport d'examen préliminaire international, une copie de chaque document cité qui n'est pas cité dans le rapport de recherche internationale et qui n'est pas un document de brevet américain ou une demande internationale publiée. Des copies électroniques de ces documents peuvent être consultées sur le site Web de l'USPTO à l'adresse (www.uspto.gov/patents-application-process/search-patents) et imprimées gratuitement. Des copies de ces documents peuvent également être achetées en ligne ou obtenues auprès du bureau des archives publiques (Office of Public Records) de l'USPTO.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

DE Allemagne

L'**Office allemand des brevets et des marques** a notifié au Bureau international qu'il n'accepte pas, en cas de perte ou de retard du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT).

De plus, l'office a notifié que les dispositions particulières concernant les demandes nationales antérieures dont la priorité est revendiquée figurent dans le paragraphe 4.4) de l'article III de la Loi sur les traités internationaux en matière de brevets.

[Mise à jour de l'annexe B1(DE) du *Guide du déposant du PCT*]

EE Estonie

L'**Office estonien des brevets** a notifié au Bureau international un numéro de téléphone supplémentaire, ainsi qu'un changement relatif à son numéro de télécopieur, comme suit :

Téléphone :	(372) 627 79 00 (372) 627 79 11 (réception)
Télécopieur :	(372) 645 79 12

[Mise à jour de l'annexe B1(EE) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En raison de la désignation d'un jour férié temporaire par le gouvernement de la République de Corée, l'**Office coréen de la propriété intellectuelle** a notifié au Bureau international qu'il n'était pas ouvert au public le lundi 17 août 2020 pour traiter d'affaires officielles.

Par conséquent, en vertu de la règle 80.5.i) du PCT, si un délai quelconque, pendant lequel un document ou une taxe en rapport avec une demande internationale devait parvenir à l'office, a expiré le jour précité, ce délai a pris fin le mardi 18 août 2020.

En ce qui concerne le retard ou la perte du courrier pour des documents ou des lettres adressées à un office, ou d'autres causes de retard dans l'observation de délais, il convient de se référer aux règles 82.1 et 82*quater* du PCT, respectivement.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IB Bureau international de l'OMPI

Aux fins du **Bureau international** agissant en sa qualité d'office récepteur, de nouveaux montants équivalents de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis. Ces montants, applicables à compter du 1er octobre 2020, sont les suivants :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	USD	109
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1(b) du PCT) :	USD	54
Supplément pour expédition aérienne :	USD	11

[Mise à jour de l'annexe C(IB) du *Guide du déposant du PCT*]

US États-Unis d'Amérique

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables à compter du 2 octobre 2020, sont les suivants :

			Petite entité	*Micro entité*
Taxe de transmission[4] (règle 14 du PCT):	USD	260	130	65
Taxe pour requête en restauration du droit du priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT):	USD	2.100	1.050	525

[Mise à jour de l'annexe C(US) du *Guide du déposant du PCT*]

[4] De plus, un montant supplémentaire de USD 400 est applicable aux demandes internationales déposées autrement qu'au moyen du système de dépôt électronique de l'office; ou un montant supplémentaire de USD 200 pour les dépôts effectués par une petite ou micro entité.

En outre, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, également exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, et payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, à compter du 2 octobre 2020, comme suit :

			Petite entité	*Micro entité*
Taxe de recherche[5] (règle 16.1.a) du PCT):	USD	2.180	1.090	545
Taxe de recherche additionnelle[5] (règle 40.2.a) du PCT):	USD	2.180	1.090	545
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.1.c) du PCT):	USD	320	160	80

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, payables à l'office a sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire et applicables à partir du 2 octobre 2020, comme suit :

			Petite entité	*Micro entité*
Taxe d'examen préliminaire[5,6] (règle 58.1.b) du PCT):	USD (USD	640 800	320 400	160 200)
Taxe d'examen préliminaire additionnelle[7] (règle 40.2.a) du PCT):	USD	640	320	160
Taxe pour remise tardive (règle 13*ter*.2 du PCT):	USD	320	160	80

[Mise à jour de l'annexe E(US) du *Guide du déposant du PCT*]

En fin, l'office a également notifié des changements relatifs aux composantes de la taxe nationale[5], exprimées en **dollar des États-Unis (USD)** et payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces changements sont également applicables à compter du 2 octobre 2020. La liste récapitulative desdites composantes est la suivante :

			Petite entité	*Micro entité*
Taxe nationale de base[8] :	USD	320	160	80

[5] Le montant de ces taxes change périodiquement. Pour connaître les montants en vigueur, il convient de se renseigner auprès de l'Office des brevets et des marques des États-Unis ou de consulter le barème de taxes en vigueur de l'USPTO à l'adresse suivante : www.uspto.gov/about/offices/cfo/finance/fees.jsp.

[6] Le montant indiqué entre parenthèses est applicable lorsque la recherche internationale a été effectuée par une administration autre que l'USPTO.

[7] Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

[8] Doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

Taxe de recherche[9] :				
– Le rapport d'examen préliminaire international a été établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international des États-Unis d'Amérique, ou l'opinion écrite a été établie par l'administration chargée de la recherche internationale des États-Unis d'Amérique; toutes les revendications présentées satisfaisaient aux conditions énoncées aux alinéas 1) à 4) de l'article 33 du PCT :	[Sans changement]			
– Taxe de recherche internationale payée à l'USPTO en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale :	[Sans changement]			
– Le rapport de recherche a été établi par une administration chargée de la recherche internationale autre que celle des États-Unis d'Amérique et est fourni ou a été communiqué précédemment par le Bureau international à l'USPTO :	USD	540	270	135
– Toutes les autres situations :	USD	700	350	175
Taxe d'examen[9] :				
– Le rapport d'examen préliminaire international a été établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international des États-Unis d'Amérique, ou l'opinion écrite a été établie par l'administration chargée de la recherche internationale des États-Unis d'Amérique; toutes les revendications présentées satisfaisaient aux conditions énoncées aux alinéas 1) à 4) de l'article 33 du PCT :	[Sans changement]			
– Toutes les autres situations :	USD	800	400	200
Pour chaque série, complète ou incomplète, de 50 feuilles de la description et des dessins à compter de la 101e feuille (à l'exclusion de tout listage des séquences ou listage de programme d'ordinateur déposé au moyen d'un support électronique)[9] :	USD	420	210	105
Taxe additionnelle pour chaque revendication indépendante à compter de la 4e [9] :	USD	480	240	120

[9] Si cette taxe n'est pas payée en même temps que la taxe nationale de base, l'USPTO invitera le déposant à la payer dans un délai fixé dans l'invitation.

Taxe additionnelle pour chaque revendication, indépendante ou non, à compter de la 21e [10] :	[Sans changement]			
De plus, si la demande contient une ou plusieurs revendications dépendantes multiples, par demande[10] :	USD	860	430	215
Surtaxe pour le paiement de la taxe de recherche ou la taxe d'examen ou pour le dépôt du serment ou de la déclaration après la date d'ouverture de la phase nationale[10] :	USD	160	80	40
Taxe spéciale pour le dépôt d'une traduction anglaise après l'expiration du délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT[10] :	[Sans changement]			
Taxe pour le dépôt d'un méga-listage des séquences [*mega-sequence listing*] :				
– dépôt d'un listage des séquences de 300 MB à 800 MB	USD	1.060	530	265
– dépôt d'un listage des séquences de plus de 800 MB	USD	10.500	5.250	2.625

[Mise à jour du chapitre national, résumé (US), du *Guide du déposant du PCT*]

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATIONS D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Afin de faciliter l'accès aux documents de priorité, le Bureau international a créé le Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS"), conformément à une décision de 2006 de l'Assemblée de l'Union de Paris, de l'Assemblée du PLT et de l'Assemblée de l'Union du PCT.

Depuis avril 2009, le Bureau international, et tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés, est en mesure de participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après dénommé "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT), dans un large éventail de supports et formats.

Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité, ou conformément aux instructions 715.a)i) ou b) des Instructions administratives du PCT, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html

[10] Il convient de se référer à la note de bas de page 9.

CO Colombie

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité, la **Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant et office ayant accès, avec effet à compter du 28 août 2020.[11]

[Mise à jour de l'annexe B1(CO) du *Guide du déposant du PCT*]

IT Italie

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité, l'**Office italien des brevets et des marques** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant, avec effet à compter du 1er octobre 2020.[12]

[Mise à jour de l'annexe B1(IT) du Guide du déposant du PCT]

[11] Pour plus de détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/das/en/participating_offices/details.jsp?id=11586

[12] Pour plus de détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/das/en/participating_offices/details.jsp?id=11580

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

3 septembre 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Taxes payables en vertu du PCT

PT Portugal 186

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

PT Portugal

L'**Institut national de la propriété industrielle (Portugal)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de la taxe nationale, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables depuis le 1er juillet 2020, comme suit :

Pour un brevet[1] :	EUR	53,93	(en ligne)
	EUR	107,86	(sur papier)
Pour un modèle d'utilité[1] :	EUR	53,93	(en ligne)
	EUR	107,86	(sur papier)

[Mise à jour du chapitre national, résumé (PT), du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Y compris la publication et l'examen.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

17 septembre 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

ZM Zambie 188

Taxes payables en vertu du PCT

BG Bulgarie 189
US États-Unis d'Amérique – Rectificatif 190
US États-Unis d'Amérique 190

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.2 du PCT : Notifications par des offices et des administrations en vertu de l'instruction 111.c) des Instructions administratives du PCT

JP Japon 191

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

ZM Zambie

L'**Agence d'enregistrement des brevets et des sociétés (PACRA) (Zambie)** a notifié au Bureau international un changement relatif à son siège, ainsi qu'à une adresse de courrier électronique supplémentaire, comme suit :

Siège :	Pacra House Haile Selassie Avenue Long Acres, Lusaka Zambie
Courrier électronique :	patents@pacra.org.zm pro@pacra.org.zm

L'office a également notifié un changement concernant le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) – le dépôt de documents par courrier électronique est désormais accepté par l'office, en plus de la télécopie.

De plus, l'office a notifié que les dispositions de la législation de la loi de la Zambie relatives à la recherche de type international figurent dans l'article 52.3) de la loi sur les brevets nº 40 de 2016.

L'office a également notifié le Bureau international des changements relatifs aux dispositions de sa loi nationale concernant la protection provisoire à la suite de la publication internationale – les dispositions figurent désormais dans les articles 62.2), 65.1) et 54 de la loi sur les brevets.

Enfin, l'office a notifié que les articles 21 et 32.2) de la loi sur les brevets contiennent les dispositions sur le dépôt de micro-organismes et autre matériel biologique établies en vertu du *Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets*.

[Mise à jour de l'annexe B1(ZM) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BG Bulgarie

L'**Office des brevets de la République de Bulgarie** a notifié au Bureau international un changement relatif à la monnaie de paiement de la taxe internationale de dépôt et de la taxe par feuille à compter de la 31e, ainsi que des réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT, qui passe du **lev bulgare (BGN)** à l'**euro (EUR)**, avec effet à compter du 1er octobre 2020.

À partir du 1er octobre 2020, la liste récapitulative des monnaies acceptées par l'office, et de tous les montants de taxes payables à l'office en tant qu'office récepteur, sera la suivante :

Taxes payables à l'office récepteur : Monnaie : Lev bulgare (BGN), euro (EUR)

Taxe de transmission :	BGN	80
Taxe internationale de dépôt[1] :	EUR	1.217
Taxe par feuille à compter de la 31e [1] :	EUR	14
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :		
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	EUR	183
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	EUR	275
Taxe de recherche :	Il convient de se référer à l'annexe D(EP) ou D(RU)	
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	Néant	
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	Néant	

[Mise à jour de l'annexe C(BG) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

US États-Unis d'Amérique – Rectificatif

Suite à la notification d'un nouveau montant de la taxe de recherche pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)** le 2 octobre 2020 ou ultérieurement[2], les montants équivalents de cette taxe, exprimés en **franc suisse (CHF)**, tels qu'établis à compter du 1er octobre 2020 et publiés dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 20 août 2020 (page 175), sont annulés.

US États-Unis d'Amérique

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche[2], exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)**, en **dollar néo-zélandais (NZD)** et en **rand sud-africain (ZAR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)** le 2 octobre 2020 ou ultérieurement. Ces montants, également applicables à compter du 2 octobre 2020, sont les suivants :

			Petite entité	*Micro entité*
Taxe de recherche (règle 16 du PCT) :	CHF	1.976	988	494
	EUR	1.820	910	455
	NZD	3.220	1.610	805
	ZAR	36.144	18.072	9.036

[Mise à jour de l'annexe D(US) du *Guide du déposant du PCT*]

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET DES ADMINISTRATIONS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 111.c) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante et unième session (22e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 30 septembre au 9 octobre 2019, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, notamment, la règle 82*quater*.2 du Règlement d'exécution du PCT ("règlement d'exécution") concernant l'excuse de retard dans l'observation de délais en raison de l'indisponibilité des moyens de communication électronique au sein de l'office. Cette nouvelle règle est entrée en vigueur le 1er juillet 2020.

À la suite de l'adoption de la règle 82*quater*.2, l'instruction 111 des Instructions administratives du PCT été modifiée, également à compter du 1er juillet 2020, de manière à exiger que tout office excusant un retard en vertu de la règle 82*quater*.2 notifie au Bureau international l'existence des dispositions pertinentes afin que le Bureau international les publie dans les Notifications officielles (Gazette du PCT).

[2] À compter du 2 octobre 2020, le montant de cette taxe, exprimée en dollar des États-Unis (USD), est de USD 2.180 pour une entité autre qu'une petite entité ou une micro-entité ; de USD 1.090 pour une petite entité ; ou de USD 545 pour une micro-entité. Pour plus d'informations, il convient de se référer aux Notifications Officielles (Gazette du PCT) du 27 août 2020, page 181.

JP Japon

Conformément à l'instruction 111.c) des Instructions administratives du PCT, l'**Office des brevets du japon (JPO)** a notifié au Bureau international qu'il excusera un retard dans l'observation d'un délai prévu dans le règlement d'exécution pour l'accomplissement d'un acte devant cet office en raison d'une maintenance spéciale ou de l'indisponibilité d'un moyen de communication électronique autorisé au sein de l'office, à condition que la durée de cette maintenance ou indisponibilité soit d'au moins 24 heures et que l'acte respectif soit accompli le premier jour ouvrable après la remise en service dudit moyen de communication électronique, selon la règle 82*quater*.2.a) du PCT.

Des informations concernant la maintenance et l'indisponibilité du logiciel de dépôt en ligne du JPO sont disponibles à l'adresse suivante :

http://dl-sv1.pcinfo.jpo.go.jp/docs/error/server_status.html

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

24 septembre 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

NL Pays-Bas 193
SA Arabie saoudite 193
ZM Zambie 193

Taxes payables en vertu du PCT

SA Arabie saoudite 193

Offices récepteurs

SA Arabie saoudite 194

Offices désignés (ou élus)

SA Arabie saoudite 194

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notification d'offices et d'autorités participants

MX Mexique 195

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

NL Pays-Bas

L'**Office néerlandais des brevets** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son adresse postale, qui est désormais la suivante :

Adresse postale : P.O. Box 93144
2509 AC Den Haag
Pays-Bas

[Mise à jour de l'annexe B1(NL) du *Guide du déposant du PCT*]

SA Arabie saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a notifié au Bureau international des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) – l'office n'accepte plus le dépôt de documents par télécopie; cependant, les documents peuvent désormais être déposés par courrier électronique.

[Mise à jour de l'annexe B1(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

ZM Zambie

L'**Agence d'enregistrement des brevets et des sociétés (PACRA) (Zambie)** a notifié au Bureau international un titre de protection nationale supplémentaire disponible par la voie PCT lorsque la Zambie est désignée (ou élue) – les déposants peuvent demander la protection par modèle d'utilité; la protection par brevet, et/ou par brevet d'addition, reste disponible.

[Mise à jour de l'annexe B1(ZM) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

SA Arabie saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe pour une requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT), exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce nouveau montant, applicable à partir du 1er octobre 2020, est de USD 276.

[Mise à jour de l'annexe C(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

SA Arabie saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a notifié au Bureau international un changement relatif au nombre d'exemplaires sur papier de la demande internationale requis par l'office – un exemplaire doit désormais être fourni, au lieu de trois.

[Mise à jour de l'annexe C(SA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

SA Arabie saoudite

L'**Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)** a notifié au Bureau international un changement relatif à ses exigences quant à la question de savoir si une copie de la demande internationale est requise – le déposant ne doit fournir une copie de la demande internationale que si l'office n'a pas reçu une copie du Bureau international en vertu de l'article 20 du PCT. Cela peut se produire lorsque le déposant demande expressément l'ouverture anticipée de la phase nationale selon l'article 23.2) ou 40.2) du PCT.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (SA), du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié une taxe pour une requête en restauration du droit de priorité (règle 49*ter*.2.d) du PCT), exprimée en **rial saoudien (RSI)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Le montant de cette taxe, payable à compter du 1er octobre 2020, est de SRI 2.000, ou de SRI 1.000 dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier.

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATION D'OFFICES ET D'AUTORITÉS PARTICIPANTS

Afin de faciliter l'accès aux documents de priorité, le Bureau international a créé le Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS"), conformément à une décision de 2006 de l'Assemblée de l'Union de Paris, de l'Assemblée du PLT et de l'Assemblée de l'Union du PCT.

Depuis avril 2009, le Bureau international, et tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés, est en mesure de participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après dénommé "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT), dans un large éventail de supports et formats.

Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité, ou conformément aux instructions 715.a)i) ou b) des Instructions administratives du PCT, sont publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html

MX Mexique

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité, l'**Institut mexicain de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant et office ayant accès, avec effet à compter du 3 novembre 2020[1].

[Mise à jour de l'annexe B1(MX) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Pour plus de détails, il convient de se référer à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/das/fr/participating_offices/details.jsp?id=11592

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

1 octobre 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

HR Croatie 197
VN Viet Nam 197

Taxes payables en vertu du PCT

AT Autriche 198
AU Australie 198
CA Canada 198
CN Chine 198
EP Organisation européenne des brevets 199
KR République de Corée 199
RU Fédération de Russie 199

Offices désignés (ou élus)

HR Croatie 200

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

HR Croatie

L'**Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie)** a notifié au Bureau international un titre de protection nationale supplémentaire disponible par la voie PCT lorsque la Croatie est désignée (ou élue) : depuis le 20 février 2020, les déposants peuvent demander la protection par modèle d'utilité. La protection par brevet reste disponible; cependant, depuis le 20 février 2020, la protection par "*consensual patent*" n'est plus disponible.

En outre, l'office a notifié des changements relatifs aux dispositions de sa législation nationale concernant la protection provisoire à la suite de la publication internationale – les dispositions appropriées figurent désormais aux articles 59 et 95 de la loi sur les brevets 2020.

De plus, l'office a notifié au Bureau international des changements concernant le délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Croatie est désignée (ou élue), qui est désormais comme suit :

> Le nom et l'adresse de l'inventeur peuvent figurer dans la requête, ou peuvent être communiqués ultérieurement. S'ils n'ont pas été communiqués dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai de deux mois à compter de la date de l'invitation, ou à fournir, au plus tard dans un délai de quatre mois à compter de la date d'ouverture de la phase nationale, une déclaration selon laquelle l'inventeur souhaite ne pas être nommé.

[Mise à jour de l'annexe B1(HR) du *Guide du déposant du PCT*]

VN Viet Nam

L'**Office de la propriété intellectuelle du Viet Nam (IP Viet Nam)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à ses adresses de courrier électronique et d'Internet, comme suit :

Courrier électronique :	vietnamipo@ipvietnam.gov.vn
Internet :	www.ipvietnam.gov.vn

[Mise à jour de l'annexe B1(VN) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AT Autriche

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **won coréen (KRW)**, **dollar de Singapour (SGD)**, et **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office autrichien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2020, sont de KRW 2.495.000, SGD 2.882, et USD 2.107, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(AT) du *Guide du déposant du PCT*]

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **won coréen (KRW)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2020, est de KRW 1.869.000.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

CA Canada

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2020, est de USD 1.210.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

CN Chine

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2020, est de CHF 274.

[Mise à jour de l'annexe D(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

EP Organisation européenne des brevets

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **yen japonais (JPY), couronne suédoise (SEK)**, **dollar de Singapour (SGD)**, et **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office européen des brevets (OEB)**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2020, sont de JPY 221.900, SEK 18.250, SGD 2.882, et USD 2.107, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(EP) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar australien (AUD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2020, sont de AUD 530 pour les recherches effectuées en coréen et de AUD 1.413 pour les recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

RU Fédération de Russie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, **euro (EUR)**, et **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2020, sont de CHF 106, EUR 97, et USD 114, respectivement, pour les recherches effectuées en russe; et de CHF 498, EUR 455, et USD 537, respectivement, pour les recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, en vertu de la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche supplémentaire, exprimés en **franc suisse (CHF)**, ont été également établis pour une recherche internationale supplémentaire effectuée par Rospatent. À compter du 1er novembre 2020, ces montants sont de CHF 147, ou de CHF 235 lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2)a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement).

[Mise à jour de l'annexe SISA(RU) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

HR Croatie

L'**Office d'État de la propriété intellectuelle (Croatie)** a notifié au Bureau international le montant de la taxe de dépôt nationale pour un modèle d'utilité, exprimé en **kuna croate (HRK)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce montant, applicable depuis le 20 février 2020, est de HRK 760 (pour une demande jusqu'à 30 feuilles et 10 revendications).

De plus, l'office a notifié un changement concernant les conditions d'exemption, réduction ou remboursement de la taxe nationale, qui sont désormais les suivantes :

– Les taxes de dépôt, d'examen, de publication et de maintien en vigueur sont réduites de 50% lorsque le déposant est aussi l'inventeur.

– La taxe de dépôt est réduite de 50% si la demande est déposée par des moyens électroniques; la même réduction est applicable lorsque le texte de la demande déposé sur papier a aussi été remis sur un support électronique conformément aux spécifications techniques publiées (en croate) sur le site Internet de l'office, à l'adresse suivante :

www.dziv.hr/files/file/obrasci/patent/Tehnicke_specifikacije_prijava_patenta.pdf

[Mise à jour du chapitre national, résumé (HR) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

8 octobre 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

CZ Tchéquie 202
GB Royaume-Uni 202
TJ Tadjikistan 202
UZ Ouzbékistan 203

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

TJ Tadjikistan 204
UZ Ouzbékistan 206

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

CZ Tchéquie

Le 18 septembre 2020, l'**Office de la propriété industrielle (Tchéquie)** a notifié au Bureau international le nom officiel de son office, comme suit :

Nom de l'office :	Office de la propriété industrielle de la République tchèque

[Mise à jour de l'annexe B1(CZ) du *Guide du déposant du PCT*]

GB Royaume-Uni

L'**Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni)**[1] a notifié au Bureau international des changements concernant le service de télécopie et le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) : avec effet depuis le 24 mars 2020, l'office a supprimé ses services de télécopie et n'accepte plus le dépôt de documents par télécopie; cependant, depuis cette date, l'office accepte le dépôt de documents par courrier électronique, à l'adresse suivante :

paperformcontingency@ipo.gov.uk

[Mise à jour de l'annexe B1(GB) du *Guide du déposant du PCT*]

TJ Tadjikistan

L'**Office tadjik des brevets** a notifié au Bureau international le nom officiel de son office, ainsi que des changements relatifs à ses numéros de téléphone et de télécopieur, et à ses adresses de courrier électronique et d'Internet, comme suit :

Nom de l'office :	Centre national des brevets et de l'information auprès du ministère du développement économique et du commerce de la République du Tadjikistan
Téléphone :	(992-372) 22 21 53 (992-372) 21 47 60
Télécopieur :	(992-372) 22 21 38
Courrier électronique :	izobretenie@ncpi.tj info@ncpi.tj
Internet :	www.ncpi.tj

[1] "*Intellectual Property Office*" est une dénomination opérationnelle de l'Office des brevets.

En outre, l'office a notifié une entreprise d'acheminement supplémentaire, autre que l'administration postale, de laquelle l'office acceptera la preuve qu'un document a été expédié en cas de perte ou de retard du courrier (règle 82.1 du PCT): outre DHL, Federal Express ou UPS, il accepte désormais aussi une telle preuve lorsque l'expédition a été faite par EMS TAJIKPOST.

De plus, l'office a notifié au Bureau international les titres de protection nationale disponibles par la voie PCT, lorsque le Tadjikistan est désigné (ou élu): la protection par "*petty patent*" est disponible, en plus de la protection par brevet; la protection par modèle d'utilité n'est pas disponible.

L'office a également notifié des changements concernant les dispositions de la loi du Tadjikistan relatives à la recherche de type international : les dispositions figurent désormais à l'article 20 (brevets) et l'article 21 ("*petty patents*") de la loi de la République du Tadjikistan sur les inventions.

Enfin, l'office a notifié au Bureau international des changements concernant la protection provisoire à la suite de la publication internationale, lorsque la désignation du Tadjikistan est faite aux fins d'un brevet national, comme suit :

> Après la publication internationale, la remise d'une traduction en tadjik (farsi) donne au déposant une protection provisoire en ce sens que, dès la délivrance du brevet, il peut obtenir des dommages-intérêts. (Il convient de se référer à l'article 24 de la loi de la République du Tadjikistan sur les inventions.)

[Mise à jour de l'annexe B1(TJ) du *Guide du déposant du PCT*]

UZ Ouzbékistan

L'**Agence de la propriété intellectuelle de la République d'Ouzbékistan** a notifié au Bureau international un changement relatif au nom de l'office, qui est désormais comme suit :

Nom de l'office :	Agence de la propriété intellectuelle auprès du ministère de la justice de la République d'Ouzbékistan

[Mise à jour de l'annexe B1(UZ) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

Depuis le 7 janvier 2002, tout office récepteur ayant mis en place les systèmes techniques appropriés est en mesure d'accepter le dépôt des demandes internationales sous forme électronique conformément à la septième partie et à l'annexe F des Instructions administratives du PCT, qui contiennent, respectivement, le cadre juridique et la norme technique nécessaires à la mise en œuvre du dépôt et du traitement sous forme électronique des demandes internationales prévus à la règle 89*bis*.1 du PCT.

TJ Tadjikistan

Le **Centre national des brevets et de l'information auprès du ministère du développement économique et du commerce de la République du Tadjikistan**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du **1er décembre 2020**, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, aux numéros suivants : (992-372) 22 21 53
(992-372) 21 47 60
– par courriel, à l'adresse électronique suivante : izobretenie@ncpi.tj

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.ncpi.tj).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(TJ) du *Guide du déposant du PCT*]

UZ Ouzbékistan

L'**Agence de la propriété intellectuelle auprès du ministère de la justice de la République d'Ouzbékistan**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du **1er décembre 2020**, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (998-71) 232 50 50

– par courriel,
aux adresses électroniques suivantes : info@ima.uz
i.abdukadirov@ima.uz

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.ima.uz).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

– Autorité de certification de l'Office européen des brevets (www.epoline.org/security/EPO_PKI_CPS.pdf)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(UZ) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

15 octobre 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

NL Pays-Bas – Rectificatif 210
UZ Ouzbékistan 210

Taxes payables en vertu du PCT

AU Australie 210
CL Chili 211
EG Égypte 211
IN Inde 212
KR République de Corée 212
PH Philippines 212
SG Singapour 212
UA Ukraine 213

Offices récepteurs

DE Allemagne 213

Offices désignés (ou élus)

DE Allemagne 214

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

NL Pays-Bas – Rectificatif

L'information concernant un changement d'adresse postale, publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 24 septembre 2020 (page 193), était incorrecte. L'adresse postale de l'**Office néerlandais des brevets** (un département de l'Agence néerlandaise des entreprises) n'a pas changé, et reste comme suit :

Adresse postale : P.O. Box 10366
2501 HJ Den Haag
Pays-Bas

[Mise à jour de l'annexe B1(NL) du *Guide du déposant du PCT*]

UZ Ouzbékistan

L'**Agence de la propriété intellectuelle auprès du ministère de la justice de la République d'Ouzbékistan** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son siège et son adresse postale, qui sont désormais les suivants :

Siège et adresse postale : 33, Khadra District
100011, Tashkent
Ouzbékistan

[Mise à jour de l'annexe B1(UZ) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

AU Australie

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollar des États-Unis (USD)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office australien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er décembre 2020, est de USD 1.587.

[Mise à jour de l'annexe D(AU) du *Guide du déposant du PCT*]

CL Chili

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Institut national de la propriété industrielle (Chili)**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2020, sont comme suit :

Taxe de recherche :	EUR 1.685
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une personne physique ou morale :	EUR 337 (applicable lorsque le déposant est ressortissant d'un des États, et est domicilié dans un des États, qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à ce critère.)
Taxe de recherche réduite dans le cas d'un dépôt effectué par une université :	EUR 253 (applicable lorsque le déposant est a) une université chilienne, ou b) une université étrangère qui a son siège dans un des États qui bénéficient, conformément au barème de taxes du Règlement d'exécution du PCT, de la réduction de 90% de la taxe internationale de dépôt et est authentifiée par son représentant légal, au moyen d'une simple déclaration signée en présence d'un notaire, en tant qu'université constituée conformément à la législation de cet État, étant entendu que, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire au critère indiqué au point a) ou au point b).)

[Mise à jour de l'annexe D(CL) du *Guide du déposant du PCT*]

EG Égypte

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **franc suisse (CHF)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office égyptien des brevets**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2020, est de CHF 228.

[Mise à jour de l'annexe D(EG) du *Guide du déposant du PCT*]

IN Inde

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office indien des brevets**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2020, sont de EUR 114 ou de EUR 29 (ce dernier montant s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier).

[Mise à jour de l'annexe D(IN) du *Guide du déposant du PCT*]

KR République de Corée

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office coréen de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2020, sont de EUR 320 pour les recherches effectuées en coréen et de EUR 854 pour les recherches effectuées en anglais.

[Mise à jour de l'annexe D(KR) du *Guide du déposant du PCT*]

PH Philippines

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **euro (EUR)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle des Philippines**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2020, sont de EUR 843 ou de EUR 337 (ce dernier montant s'applique lorsque le déposant est une petite entreprise[1]).

[Mise à jour de l'annexe D(PH) du *Guide du déposant du PCT*]

SG Singapour

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **euro (EUR)**, a été établi pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle de Singapour**. Ce montant, applicable à compter du 1er novembre 2020, est de EUR 1.380.

[Mise à jour de l'annexe D(SG) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Une petite entreprise fait référence à toute personne physique ou morale dont les actifs ne sont pas supérieurs à cent millions de pesos (P100M); ou lorsque le déposant est toute entité, agence, bureau, service ou unité du gouvernement philippin, y compris les sociétés détenues ou contrôlées par le gouvernement, les universités et collèges d'état et les écoles détenues ou contrôlées par le gouvernement.

UA Ukraine

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par le **Ministère du développement économique et du commerce de l'Ukraine, Département de la propriété intellectuelle**. Ces montants, applicables à compter du 1er novembre 2020, sont de USD 119 pour les recherches effectuées en russe ou en ukrainien, et de USD 356 pour les recherches effectuées en allemand, en anglais ou en français.

[Mise à jour de l'annexe D(UA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

DE Allemagne

L'**Office allemand des brevets et des marques** a notifié au Bureau international des changements concernant ses exigences en matière de représentations auprès de l'office, en sa qualité d'office récepteur, comme suit :

– Un mandataire est exigé si le déposant n'est pas domicilié, n'a pas son siège, ni un établissement en Allemagne.

– Un mandataire n'est pas exigé si le déposant est domicilié, a son siège ou un établissement en Allemagne.

De plus, l'office a notifié des changements concernant ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office, en sa qualité d'office récepteur. Les personnes suivantes peuvent désormais agir en cette qualité :

– Si un mandataire est exigé : tout conseil en brevets, avocat ou cabinet de représentants établi en Allemagne et autorisé à représenter le déposant auprès de l'office; et tout conseil en brevets ou avocat d'un État membre de l'Union européenne, d'un État partie à *l'Accord sur l'Espace économique européen*, ou de la Suisse, autorisé à exercer ses activités en Allemagne, ou à fournir des services temporaires, et autorisé à représenter le déposant auprès de l'office (il convient de se référer à la *Loi sur les activités des mandataires en brevets européens en Allemagne* [*EuPAG*] et la *Loi sur les activités des avocats européens en Allemagne* [*EuRAG*])[2].

– Si un mandataire n'est pas exigé : comme mentionné ci-dessus, et toute personne physique, conformément aux dispositions de la *Loi sur les services juridiques* [*Rechtsdienstleistungsgesetz – RDG*]

[Mise à jour de l'annexe C(DE) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] On peut se procurer la liste des conseils en brevets auprès du *Patentanwaltskammer* (Conseil de l'ordre des conseils en brevets), Postfach 260108, 80058 München, Allemagne, et la liste des avocats auprès du *Bundesrechtsanwaltskammer* (Conseil de l'ordre des avocats), Littenstrasse 9, 10179 Berlin, Allemagne.

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

DE Allemagne

L'**Office allemand des brevets et des marques** a notifié au Bureau international des changements concernant ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Les personnes suivantes peuvent désormais agir en cette qualité :

– Si un mandataire est exigé (parce que le déposant n'est pas domicilié, n'a pas son siège, ni un établissement en Allemagne) : tout conseil en brevets, avocat ou cabinet de représentants établi en Allemagne et autorisé à représenter le déposant auprès de l'office; et tout conseil en brevets ou avocat d'un État membre de l'Union européenne, d'un État partie à *l'Accord sur l'Espace économique européen*, ou de la Suisse, autorisé à exercer ses activités en Allemagne, ou à fournir des services temporaires, et autorisé à représenter le déposant auprès de l'office (il convient de se référer à la *Loi sur les activités des mandataires en brevets européens en Allemagne* [*EuPAG*] et la *Loi sur les activités des avocats européens en Allemagne* [*EuRAG*])[3].

– Si un mandataire n'est pas exigé : comme mentionné ci-dessus, et toute personne physique, conformément aux dispositions de la *Loi sur les services juridiques* [*Rechtsdienstleistungsgesetz - RDG*].

[Mise à jour du chapitre national, résumé (DE) du *Guide du déposant du PCT*]

[3] On peut se procurer la liste des conseils en brevets auprès du *Patentanwaltskammer* (Conseil de l'ordre des conseils en brevets), Postfach 260108, 80058 München, Allemagne, et la liste des avocats auprès du *Bundesrechtsanwaltskammer* (Conseil de l'ordre des avocats), Littenstrasse 9, 10179 Berlin, Allemagne.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

22 octobre 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Instructions administratives du PCT : Modifications de l'appendice I de l'annexe F (norme concernant le dépôt et le traitement électroniques des demandes internationales)

Note du Bureau international 216

Taxes payables en vertu du PCT

RO Roumanie 216

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notifications d'offices récepteurs

KG Kirghizistan 217

Accès aux documents de priorité auprès de bibliothèques numériques : notifications d'offices et autorités participants

FR France 220

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT : MODIFICATIONS DE L'APPENDICE I DE L'ANNEXE F (NORME CONCERNANT LE DÉPÔT ET LE TRAITEMENT ÉLECTRONIQUES DES DEMANDES INTERNATIONALES)

NOTE DU BUREAU INTERNATIONAL

Après consultation avec des offices et administrations intéressés, conformément à la règle 89.2.b) du PCT et suite à la procédure de modification prévue dans les Instructions administratives du PCT (annexe F, section 2.5), les modifications de l'annexe F, appendice I (DTDs en XML pour la norme e-PCT), section 5.13 des instructions administratives ont été promulguées, avec effet à compter du **1er janvier 2021**.

Ces modifications concernent des changements relatifs aux Définitions des Types de Documents (DTDs) de l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale (ISA/237). Le but de ces modifications, qui permettent également la fourniture des opinions écrites en format XML, est :

– de permettre la spécification structurée des revendications pour lesquelles il y a une absence de formulation de l'opinion écrite; et

– de permettre l'inclusion de la catégorie de la citation et de l'opinion des examinateurs concernant la citation.

En raison de son contenu extrêmement technique, le texte consolidé modifié de l'annexe F, appendice I des instructions administratives n'est pas reproduit ici mais a été publié sous la forme du document PCT/AI/DTD/14 sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/fr/texts/pdf/ai_dtd_14.pdf

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

RO Roumanie

L'**Office d'État pour les inventions et les marques (Roumanie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveau leu (RON)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants, applicables à partir du 1er janvier 2021, sont comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	RON	487	
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	RON	97	plus les frais de reproduction

[Mise à jour de l'annexe C(RO) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

KG Kirghizistan

Depuis le 7 janvier 2002, tout office récepteur ayant mis en place les systèmes techniques appropriés est en mesure d'accepter le dépôt des demandes internationales sous forme électronique conformément à la septième partie et à l'annexe F des Instructions administratives du PCT, qui contiennent, respectivement, le cadre juridique et la norme technique nécessaires à la mise en œuvre du dépôt et du traitement sous forme électronique des demandes internationales prévus à la règle 89*bis*.1 du PCT.

Le **Service d'état de la propriété intellectuelle et de l'innovation auprès du gouvernement de la République kirghize**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du **15 décembre 2020**, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, au numéro suivant : (996-312) 68 08 19

– par télécopieur, au numéro suivant : (996-312) 68 17 03

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : info@patent.kg
inter@patent.kg

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié.

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (http://patent.kg).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(KG) du *Guide du déposant du PCT*]

ACCÈS AUX DOCUMENTS DE PRIORITÉ AUPRÈS DE BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES : NOTIFICATIONS D'OFFICES ET AUTORITÉS PARTICIPANTS

Afin de faciliter l'accès aux documents de priorité, le Bureau international a créé le Service d'accès numérique aux documents de priorité ("DAS"), conformément à une décision de 2006 de l'Assemblée de l'Union de Paris, de l'Assemblée du PLT et de l'Assemblée de l'Union du PCT.

Depuis avril 2009, le Bureau international, et tout office ou autorité ayant mis en place les systèmes juridiques et techniques appropriés, est en mesure de participer au DAS, en tant qu'office de premier dépôt (ci-après dénommé "office déposant"), en tant qu'office de deuxième dépôt (ci-après dénommé "office ayant accès"), ou à ces deux titres, afin de faciliter l'accès aux documents de priorité (règle 17 du PCT), dans un large éventail de supports et formats.

Des notifications en vertu des paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, ou de l'instruction 715.a)i) ou b) des Instructions administratives du PCT, ont été publiées par le Bureau international à l'adresse suivante :

www.wipo.int/das/fr/participating_offices.html

FR France

Conformément aux paragraphes 10 et 12 des *Dispositions-cadres pour le service d'accès numérique aux documents de priorité*, l'**Institut national de la propriété industrielle (INPI) (France)** a notifié au Bureau international sa participation au DAS, en tant qu'office déposant, avec effet à compter du 1er décembre 2020, pour les demandes internationales déposées à partir de cette date et ultérieurement.

[Mise à jour de l'annexe B1(FR) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

29 octobre 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants : Notifications par des offices concernant des jours chômés exceptionnels en raison de la pandémie de COVID-19

CU Cuba 222

Taxes payables en vertu du PCT

BA Bosnie-Herzégovine 222
SK Slovaquie 222

Offices récepteurs

CN Chine 223
SK Slovaquie 223

Offices désignés (ou élus)

BA Bosnie-Herzégovine 224
SK Slovaquie 224

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

SD Soudan 226

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES DES JOURS CHÔMÉS EXCEPTIONNELS EN RAISON DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

CU Cuba

Suite à la notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 23 avril 2020 (page 74) concernant la fermeture de l'**Office cubain de la propriété industrielle** en raison des effets de la pandémie de COVID-19, l'Office a notifié au Bureau international qu'il a rouvert au public le **20 octobre 2020** pour traiter d'affaires officielles.

Des informations supplémentaires relatives aux dates de fermeture, telles que communiquées au Bureau international par l'office, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/pct/dc/closeddates/

Pour plus d'informations concernant les mesures adoptées par l'office en réponse à la pandémie de COVID-19, il convient de se référer à la base de données de suivi de la Politique de propriété intellectuelle en rapport avec la COVID-19 de l'OMPI, disponible à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/covid19-policy-tracker/

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

BA Bosnie-Herzégovine

L'**Institut pour la propriété intellectuelle de la Bosnie-Herzégovine** a notifié au Bureau international un changement du montant de la taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT), exprimé en **marque convertible de Bosnie-Herzégovine (BAM)**. Ce montant, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur, est de BAM 30.

[Mise à jour de l'annexe C(BA) du *Guide du déposant du PCT*]

SK Slovaquie

L'**Office de la propriété industrielle de la République slovaque** a notifié au Bureau international des changements relatifs aux conditions de réductions de la taxe de transmission (règle 14 du PCT) et de la taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT), payables à l'office en sa qualité d'office récepteur : ces taxes sont désormais réduites de 50% si la demande internationale est déposée par des moyens électroniques.

[Mise à jour de l'annexe C(SK) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

CN Chine

Conformément aux règles 35.2 et 59.1 du PCT, l'**Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)** a spécifié l'Office européen des brevets (OEB) – en plus de la CNIPA – en tant qu'administration compétente chargée de la recherche internationale (ISA) et administration compétente chargée de l'examen préliminaire international (IPEA) pour les demandes internationales déposées auprès de la CNIPA ou de l'office récepteur du Bureau international, en anglais, par les ressortissants de la Chine et les personnes domiciliées dans ce pays, avec effet à compter du 1er décembre 2020.

La spécification de l'OEB susmentionnée intervient dans le cadre d'un projet pilote et s'appliquera pendant deux ans, pour un maximum de 2.500 demandes au total au cours de la première année et de 3.000 demandes au cours de la deuxième année.

Pendant une phase de transition, les déposants qui déposent une demande internationale auprès de la CNIPA agissant en qualité d'office récepteur et qui choisissent l'OEB en qualité d'ISA devront payer la taxe de recherche internationale directement à l'OEB en **euros (EUR)**[1].

De plus, le déposant qui est un ressortissant de la Chine, ou qui est domicilié dans ce pays, et dont la demande internationale bénéficie de la recherche internationale effectuée par l'OEB en qualité d'ISA pourra également déposer une demande d'examen préliminaire international auprès de l'OEB, en sa qualité d'IPEA.

Pour plus de détails, veuillez consulter le communiqué conjoint de l'OEB et du CNIPA, disponible en ligne aux adresses suivantes :

www.epo.org/news-events/news/2020/20201020_fr.html (en français); et

www.cnipa.gov.cn/art/2020/10/20/art_53_153571.html (en chinois).

[Mise à jour de l'annexe C(CN) du *Guide du déposant du PCT*]

SK Slovaquie

L'**Office de la propriété industrielle de la République slovaque** a notifié au Bureau international un changement concernant ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office, en sa qualité d'office récepteur : toute personne désignée par le déposant peut désormais agir en cette qualité.

[Mise à jour de l'annexe C(SK) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Pour une liste des taxes payables à l'OEB en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire, il convient de se référer à *l'Accord entre l'Organisation européenne des brevets et le Bureau international de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle* (disponible à l'adresse suivante : www.wipo.int//pct/fr/texts/agreements/ag_ep.pdf), et aux annexes D(EP), SISA(EP) et E(EP) du *Guide du déposant du PCT*.

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

BA Bosnie-Herzégovine

L'**Institut pour la propriété intellectuelle de la Bosnie-Herzégovine** a notifié au Bureau international des changements dans les montants de la taxe nationale, exprimés en **mark convertible de Bosnie-Herzégovine (BAM)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), comme suit :

Taxe nationale :

Taxe de dépôt et de publication:	BAM	260
– plus pour chaque page de la demande à compter de la 31e :	BAM	3
– plus pour chaque revendication à compter de la 11e :	BAM	11
Taxe de publication pour un brevet délivré:	BAM	60

[Mise à jour du chapitre national, résumé (BA) du *Guide du déposant du PCT*]

SK Slovaquie

L'**Office de la propriété industrielle de la République slovaque** a notifié au Bureau international des changements dans les montants de la taxe nationale de dépôt, exprimés en **euro (EUR)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), comme suit :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt[2] :

– lorsque la demande est déposée par un inventeur ou par des co-inventeurs :	EUR	30
– lorsque la demande est déposée par un déposant autre que l'inventeur ou par des déposants autres que les co-inventeurs :	EUR	60

[2] Cette taxe doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, ou, si elle n'est pas payée dans ce délai, dans les 15 jours suivant la réception de l'invitation à payer la taxe de dépôt.

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt[3] :

– lorsque la demande est déposée par un inventeur ou par des co-inventeurs :	EUR	34
– lorsque la demande est déposée par un déposant autre que l'inventeur ou par des déposants autres que les co-inventeurs :	EUR	68

L'office a également notifié des changements concernant les conditions d'exemption, réduction ou remboursement de la taxe nationale: la taxe nationale de dépôt est désormais réduite de 50% si la demande internationale est déposée par des moyens électroniques.

En outre, l'office a notifié des changements relatifs à ses exigences particulières en vertu de la règle 51*bis* du PCT (Certaines exigences nationales admises en vertu de l'article 27), qui sont désormais les suivantes :

– document(s) relatif(s) au droit du déposant de demander et d'obtenir un brevet, si le déposant n'est pas l'inventeur[4] ;

– trois exemplaires de la traduction de la demande internationale pour un brevet ;

– trois exemplaires de la traduction de la demande internationale pour un modèle d'utilité ;

– lorsque la validité de la revendication de priorité est pertinente pour déterminer si l'invention concernée est brevetable, l'Office peut inviter le demandeur à fournir une traduction du document de priorité en langue slovaque ou dans l'une des langues officielles de l'OEB, au choix du déposant ;

– les déposants qui ne sont pas ressortissants d'un État contractant à l'*Accord sur l'Espace économique européen* (EEE), ou qui ne sont pas domiciliés ou n'ont pas d'établissement dans un État contractant à l'*Accord sur l'EEE*, doivent être représentés par un avocat ou un conseil en brevets enregistré dans la République slovaque.

Enfin, l'office a notifié au Bureau international des changements concernant ses exigences quant à la question de savoir qui peut agir en qualité de mandataire auprès de l'office, en sa qualité d'office désigné (ou élu), comme suit :

[3] Cette taxe doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, ou, si elle n'est pas payée dans ce délai, dans les 15 jours suivant la réception de l'invitation à payer la taxe de dépôt.

[4] Cette exigence peut être remplie si la déclaration correspondante a été faite conformément à la règle 4.17 du PCT.

– les déposants qui sont des ressortissants d'un État contractant à l'*Accord sur l'EEE*, ou qui sont domiciliés ou ont un établissement dans un État contractant à l'*Accord sur l'EEE*, peuvent désigner toute personne pour agir en cette qualité.

– les déposants qui ne sont pas ressortissants d'un État contractant à l'*Accord sur l'EEE*, ou qui ne sont pas domiciliés ou n'ont pas d'établissement dans un État contractant à l'*Accord sur l'EEE*, doivent être représentés par un avocat ou un conseil en brevets enregistré dans la République slovaque.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (SK) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATIONS D'OFFICES RÉCEPTEURS

SD Soudan

Depuis le 7 janvier 2002, tout office récepteur ayant mis en place les systèmes techniques appropriés est en mesure d'accepter le dépôt des demandes internationales sous forme électronique conformément à la septième partie et à l'annexe F des Instructions administratives du PCT, qui contiennent, respectivement, le cadre juridique et la norme technique nécessaires à la mise en œuvre du dépôt et du traitement sous forme électronique des demandes internationales prévus à la règle 89*bis*.1 du PCT.

Le **Directeur général de l'enregistrement, Département de la propriété intellectuelle (Soudan)**, agissant en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international, en vertu des règles 89*bis*.1.d) et 89*bis*.2 du PCT et conformément aux instructions 710.a) et 713.b) des Instructions administratives du PCT, qu'il est disposé à recevoir et à traiter les demandes internationales sous forme électronique à compter du **15 janvier 2021**, comme suit :

En ce qui concerne les formats électroniques des documents (instruction 710.a)i)) :

– XML (en général; voir la section 3.1.1.1 de l'annexe F)

– norme ST.25 de l'OMPI (pour les listages des séquences; voir la section 3.1.1.2 de l'annexe F et l'annexe C)

– PDF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.2 de l'annexe F)

– TIFF (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.1 de l'annexe F)

– JPEG (pour des fichiers auxquels les fichiers en XML de la demande internationale renvoient; voir la section 3.1.3.2 de l'annexe F)

En ce qui concerne les moyens de transmission (instruction 710.a)i)) :

– dépôt en ligne (voir la section 5 de l'annexe F, et la section 2.d) de l'appendice III de l'annexe F)

En ce qui concerne l'empaquetage électronique des documents (instruction 710.a)i)) :

– WASP (paquet compacté et signé; voir la section 4.2.1 de l'annexe F)

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

En ce qui concerne les types de signature électronique (instruction 710.a)i)) :

– types de signature en fac-similé et de signature composée d'une chaîne de caractères (voir les sections 3.3.1 et 3.3.2 de l'annexe F)

– signature électronique renforcée (voir la section 3.3.4 de l'annexe F)

En ce qui concerne les conditions, règles et procédures ayant trait à la réception électronique (instruction 710.a)ii)) :

L'accusé de réception de tout ce qui est supposé constituer une demande internationale déposée sous forme électronique auprès de l'office contiendra, en plus des informations exigées au titre de l'instruction 704.a)i) à iv), les noms des fichiers électroniques reçus (voir l'instruction 704.a)v)).

L'office fera tout son possible pour accepter une demande internationale sous forme électronique. Ce n'est que si la demande n'est pas envoyée conformément au protocole sur l'interopérabilité en matière de dépôt électronique (voir la section 5.1 de l'annexe F) qu'un accusé de réception ne sera pas généré. D'autres erreurs, telles que l'utilisation de certificats caduques (voir la section 4.4.7 de l'appendice II de l'annexe F), des demandes contaminées par des virus ou d'autres formes d'éléments malveillants (voir l'instruction 708.b)) ou des fichiers manquants, sont notifiées au déposant dans l'accusé de réception.

Lorsqu'il s'avère que l'accusé de réception envoyé au déposant par des moyens électroniques n'a pas été transmis avec succès, l'office le renverra à bref délai par le même moyen ou par un autre moyen (voir l'instruction 709.b)).

En ce qui concerne les moyens de paiement en ligne (instruction 710.a)ii)) :

Le paiement en ligne n'est pas disponible.

En ce qui concerne les renseignements relatifs aux services d'assistance (instruction 710.a)ii)) :

L'office a mis en place un service d'assistance pour répondre aux questions des utilisateurs. Le service d'assistance peut être contacté :

– par téléphone, aux numéros suivants : (249-155) 12 68 62
(249-183) 74 23 58

– par courriel, à l'adresse électronique suivante : epctiposd@gmail.com

En ce qui concerne les types de documents qui peuvent être transmis à l'office sous forme électronique (instruction 710.a)iii)) :

– demandes internationales

– documents déposés ultérieurement pour des demandes internationales, dans les limites autorisées par le logiciel approprié

En ce qui concerne le dépôt de documents en format de pré-conversion (instruction 710.a)iv)) :

L'office acceptera le dépôt de documents dans tout format de pré-conversion en même temps que la demande internationale.

En ce qui concerne les procédures de notification aux déposants et les procédures de remplacement à utiliser par les déposants lorsque les systèmes électroniques de l'office ne sont pas accessibles (instruction 710.a)v)) :

Dans le cas où les systèmes électroniques ne seraient plus en état de marche au moment où une demande internationale est déposée auprès de lui, l'office mettra en œuvre tous les moyens dont il dispose, comme la télécopie ou le courriel, pour informer le déposant des procédures de remplacement à suivre.

L'office fournira les informations relatives à la disponibilité du système de dépôt en ligne sur son site Internet (www.ipsudan.gov.sd).

En ce qui concerne les autorités de certification qui sont acceptées par l'office et les adresses électroniques des politiques de certification sur la base desquelles les certificats sont délivrés (instruction 710.a)vi)) :

– Autorité de certification de l'OMPI pour les utilisateurs (www.wipo.int/pct-safe/fr/certificates.htm)

En ce qui concerne les procédures relatives à l'accès aux dossiers des demandes internationales déposées ou archivées sous forme électronique (instruction 710.a)vii)) :

Les demandes déposées au moyen du dépôt ePCT peuvent être consultées par le déposant par l'intermédiaire des services ePCT.

[Mise à jour de l'annexe C(SD) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

5 novembre 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Administrations chargées de la recherche internationale
Administrations chargées de l'examen préliminaire international
CA Canada 230

Taxes payables en vertu du PCT
CA Canada 231
PT Portugal 232

Offices désignés (ou élus)
CA Canada 232

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

CA Canada

Accord entre le Commissaire aux brevets du Canada et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle[1] – Modification de l'annexe D

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)iii) de l'accord susmentionné, une notification l'informant de modifications apportées à la partie I de l'annexe D de cet accord. Ces modifications, qui entreront en vigueur le 1er janvier 2021, consistent en des changements de montants de plusieurs taxes payables à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international.

Avec effet à partir du 1er janvier 2021, l'annexe D modifiée aura la teneur suivante :

Annexe D
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

Type de taxe ou de droit	**Montant (en dollars canadiens)**
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	1.632
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	1.632
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	816
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	816
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2) sous forme électronique	
a) pour les 7 premiers mégaoctets, plus	[sans changement]
b) par tranche de 10 mégaoctets ou partie de celle-ci qui excède les 7 premiers mégaoctets	[sans changement]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b), 94.1*ter* et 94.2), par page (sur papier)	[sans changement]

Partie II. [Sans changement]

[1] Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/texts/agreements/ag_ca.pdf

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international un nouveau montant de la taxe de transmission (règle 14 du PCT), exprimé en **dollar canadien (CAD)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable à partir du 1er janvier 2021, est de CAD 306.

[Mise à jour de l'annexe C(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

De plus, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale. Ces montants, également applicables à partir du 1er janvier 2021, sont comme suit :

Taxe de recherche (règle 16.1.a) du PCT) :	CAD	1.632
Taxe de recherche additionnelle[2] (règle 40.2.a) du PCT) :	CAD	1.632

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

En outre, l'office a notifié de nouveaux montants de taxes, également exprimés en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en sa qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international, à partir du 1er janvier 2021, comme suit :

Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b) du PCT) :	CAD	816
Taxe d'examen préliminaire additionnelle[3] (règle 68.3.a) du PCT) :	CAD	816

[Mise à jour de l'annexe E(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Taxe à verser à l'administration chargée de la recherche internationale et dans certains cas seulement.

[3] Taxe à verser à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et dans certains cas seulement.

PT Portugal

Suite à la notification concernant des nouveaux montants de taxes, telle que publiée le 6 août 2020 dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) (page 168), l'**Institut national de la propriété industrielle (Portugal)** a, en outre, notifié au Bureau international la taxe pour une copie électronique d'un document de priorité, exprimée en **euro (EUR)**, payable à l'office en sa qualité d'office récepteur.

Avec effet depuis le 1er juillet 2020, les taxes pour les documents de priorité sont les suivantes :

Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	EUR	16,19	(copie électronique)
	EUR	43,14	(copie papier)

[Mise à jour de l'annexe C(PT) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

CA Canada

L'**Office de la propriété intellectuelle du Canada** a notifié au Bureau international de nouveaux montants des composantes de la taxe nationale, exprimés en **dollar canadien (CAD)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables à partir du 1er janvier 2021, sont comme suit :

Taxe nationale :

Taxe nationale de base [4]:	CAD	408	(204)[5]
Surtaxe pour le rétablissement des droits (entrée dans la phase nationale tardive) :	CAD	204	

[Mise à jour du chapitre national, résumé (CA) du *Guide du déposant du PCT*]

[4] Cette taxe doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

[5] Le montant indiqué entre parenthèses s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par une "petite entité". Pour avoir le droit d'acquitter la taxe réduite, le déposant ou son mandataire doit soumettre une déclaration de statut de "petite entité" signée, conformément au paragraphe 44(3) des *Règles canadiennes sur les brevets*, dans le délai applicable à l'article 154(1)(c)(i), 154(2)(a), 154(3)(a)(iii)(A), 154(3)(b)(i)(A) ou 154(3)(b)(ii)(A) des *Règles canadiennes sur les brevets* (la déclaration du statut de "petite entité" adoptera de préférence le libellé de la déclaration figurant à l'annexe CA.II de la phase nationale du *Guide du déposant du PCT*).

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

12 novembre 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

KP République populaire démocratique de Corée 234

Taxes payables en vertu du PCT

CA Canada 234

Bureau international

Jours chômés 235

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

KP République populaire démocratique de Corée

L'**Office des inventions de la République populaire démocratique de Corée** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son siège et adresse postale, ses numéros de téléphone et de télécopieur, et à son adresse de courrier électronique, qui sont désormais les suivants :

Siège et adresse postale :	Kinmaul Dong No. 1, Pipha Street Moranbong District, Pyongyang République populaire démocratique de Corée
Téléphone :	(850-2) 381 85 44
Télécopieur :	(850-2) 381 44 10
Courrier électronique :	io520@star-co.net.kp

De plus, l'office a notifié des changements concernant le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) : l'office accepte désormais le dépôt des documents par courrier électronique, en plus de la télécopie. L'office a en outre notifié que, dans le cas de dépôt de documents par des moyens de télécommunication, seulement l'original du document du pouvoir doit être fourni, dans un délai de trois mois à compter de la date du dépôt de la demande internationale.

[Mise à jour de l'annexe B1(KP) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

CA Canada

En vertu de la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la taxe de recherche, exprimés en **franc suisse (CHF)**, en **euro (EUR)** et en **dollar des États-Unis (USD)**, ont été établis pour une recherche internationale effectuée par l'**Office de la propriété intellectuelle du Canada**. Ces montants, applicables à compter du 1er janvier 2021, sont de CHF 1.134, EUR 1.060 et USD 1.243, respectivement.

[Mise à jour de l'annexe D(CA) du *Guide du déposant du PCT*]

BUREAU INTERNATIONAL

Jours chômés

Aux fins du calcul des délais selon la règle 80.5(i) du PCT, il convient de noter que, pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2021, le **Bureau international ne sera pas ouvert** au public pour traiter d'affaires officielles les jours suivants :

tous les samedis et dimanches, et
le 1er janvier 2021,
les 2 et 5 avril 2021,
les 13 et 24 mai 2021,
le 9 septembre 2021,
les 24 et 31 décembre 2021.

Il est important de noter que les jours susmentionnés concernent **le Bureau international exclusivement** et **non pas** les offices nationaux ni d'autres organisations intergouvernementales.

OMPI
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

19 novembre 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

États contractants

États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)
GB Royaume-Uni 237

Informations sur les États contractants

CR Costa Rica 237
HN Honduras 237

Taxes payables en vertu du PCT

Taxes du PCT – Établissement de nouveaux montants équivalents de taxes 238
IS Islande 239

Offices récepteurs

HN Honduras 239

Offices désignés (ou élus)

HN Honduras 240
IS Islande 240

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

ÉTATS CONTRACTANTS

États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)
GB Royaume-Uni

Le 1er octobre 2020, le **Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** a déposé une déclaration conformément à l'article 62.3) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT).

À partir du 1er janvier 2021, la ratification par le Royaume-Uni du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) sera étendue au territoire de Gibraltar dont la responsabilité des relations internationales échoit au Royaume-Uni. Pour plus d'informations, il convient de se référer à la Notification PCT n° 13, disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante :

https://www.wipo.int/treaties/fr/notifications/pct/treaty_pct_13.html

[Mise à jour des annexes A et C(GB) du *Guide du déposant du PCT*]

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

CR Costa Rica

Le **Registre de la propriété industrielle (Costa Rica)** a notifié au Bureau international le nom officiel de son office, ainsi que des changements relatifs à ses adresses de courrier électronique, qui sont désormais les suivants :

Nom de l'office :	Registre de la propriété intellectuelle (Costa Rica)
Courrier électronique :	vcohen@rnp.go.cr jlizano@rnp.go.cr dmarenco@rnp.go.cr

[Mise à jour de l'annexe B1(CR) du *Guide du déposant du PCT*]

HN Honduras

La **Direction générale de la propriété intellectuelle (Honduras)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à ses adresses de courrier électronique et d'Internet, qui sont désormais les suivantes :

Courrier électronique :	patentes@ip.gob.hn camilo.bendeck@ip.gob.hn
Adresse internet :	https://www.ip.gob.hn/

[Mise à jour de l'annexe B1(HN) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

Taxes du PCT – Établissement de nouveaux montants équivalents de taxes

Suite aux consultations menées par le Directeur général de l'OMPI en octobre 2020, conformément aux directives adoptées par l'Assemblée du PCT[1] et aux règles 15.2.d) et 57.2.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents de la **taxe internationale de dépôt** (comprenant la taxe pour chaque feuille à compter de la 31e et les réductions de taxe lorsque la demande internationale est déposée partiellement ou entièrement sous forme électronique) et de la **taxe de traitement**, respectivement, ont été établis dans **diverses monnaies**, avec effet au 1er janvier 2021, comme indiqué dans le tableau 1 publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT). Ce tableau indique à la fois les montants équivalents en vigueur actuellement, et, en caractères gras, les nouveaux montants équivalents proposés de ces taxes correspondant aux montants en franc suisse (CHF), indiqués dans le barème de taxes actuel[2].

De plus, conformément à la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants équivalents des **taxes de recherche** ont été établis, dans les **monnaies des offices récepteurs**, pour toutes les administrations chargées de la recherche internationale, également avec effet au 1er janvier 2021, comme indiqué dans le tableau 2 publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT). Ce tableau indique à la fois les montants équivalents actuels (exprimés dans les monnaies des offices récepteurs) et, en caractères gras, tout nouveau montant[3] des taxes de recherche fixé par l'administration chargée de la recherche internationale, et les nouveaux montants équivalents proposés de toutes les taxes de recherche, exprimés en monnaies autres que celle dans laquelle l'administration chargée de la recherche a fixé ses taxes.

En outre, conformément à la règle 45*bis*.3.b) du PCT, de nouveaux montants équivalents des **taxes de recherche supplémentaire** ont été établis en **franc suisse (CHF)**, également avec effet au 1er janvier 2021, pour toutes les administrations indiquées pour la recherche supplémentaire, comme indiqué dans le tableau 3 publié à la fin du présent numéro des Notifications officielles (Gazette du PCT). Ce tableau indique à la fois les montants des taxes de recherche supplémentaire en vigueur actuellement (exprimés dans la monnaie dans laquelle l'administration a fixé ses taxes) et, en caractères gras, tout nouveau montant[4] des taxes de recherche supplémentaire fixé par l'administration, ainsi que les nouveaux montants équivalents de ces taxes proposés en franc suisse (CHF), avec effet au 1er janvier 2021.

---

1 Les Directives de l'Assemblée du PCT relatives à l'établissement de montants équivalents de certaines taxes sont disponibles sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : www.wipo.int/pct/fr/fees/equivalent_amounts.html

2 Disponible sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante: https://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/rtax.html

3 Applicable uniquement aux taxes de recherche fixées par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.

4 Applicable uniquement aux taxes de recherche supplémentaire fixées par l'Office suédois des brevets et de l'enregistrement, l'Office turc des brevets et des marques, et l'Institut nordique des brevets.

[Mise à jour des annexes suivantes du *Guide du déposant du PCT* :

annexes C(AM), (AP), (AT), (AU), (AZ), (BA), (BG), (BH), (BW), (BY), (BZ), (CA), (CL), (CR), (CY), (CZ), (DE), (DJ), (DK), (DO), (EA), (EC), (EE), (EG), (EP), (ES), (FI), (FR), (GB), (GE), (GH), (GR), (GT), (HN), (HU), (IB), (IE), (IL), (IN), (IS), (IT), (JO), (JP), (KE), (KG), (KH), (KZ), (LR), (LT), (LU), (LV), (MD), (ME), (MT), (MW), (MX), (NI), (NL), (NO), (NZ), (OM), (PA), (PE), (PG), (PH), (PT), (QA), (RO), (RS), (RU), (SA), (SC), (SE), (SG), (SI), (SK), (SV), (SY), (TJ), (TM), (TT), (UA), (UG), (US), (UZ), (ZA), (ZM), (ZW),

toutes les annexes D,

toutes les annexes SISA,

annexes E(AT), (AU), (CA), (CL), (EG), (EP), (ES), (FI), (IL), (IN), (JP), (KR), (PH), (RU), (SE), (UA), (US), (XN) et (XV)]

IS Islande

L'**Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)** a notifié au Bureau international des changements relatifs aux montants de plusieurs taxes, exprimés en **couronne islandaise (ISK)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur à partir du 1er janvier 2021, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT) :	ISK 18.200
Taxe pour le document du priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	ISK 4.900
Taxe pour requête en restauration du droit du priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	ISK 43.500

[Mise à jour de l'annexe C(IS) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES RÉCEPTEURS

HN Honduras

La **Direction générale de la propriété intellectuelle (Honduras)** a notifié au Bureau international un changement relatif au nombre d'exemplaires sur papier de la demande internationale requis par l'office – un exemplaire sur papier doit désormais être fourni, au lieu de trois.

[Mise à jour de l'annexe C(HN) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

HN Honduras

La **Direction générale de la propriété intellectuelle (Honduras)** a notifié au Bureau international le montant de la taxe d'examen quant au fond, exprimé en **lempira hondurien (HNL)**. Ce montant, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), est de HNL 1.500.

De plus, l'office a notifié les conditions d'exemption, réduction ou remboursement de la taxe nationale, comme suit :

– Les taxes sont réduites de 90% lorsque le déposant est l'inventeur, et lorsqu'il (ou elle) fournit une déclaration indiquant que sa situation économique l'empêche de payer le montant total des taxes.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (HN) du *Guide du déposant du PCT*]

IS Islande

L'**Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale, exprimés en **couronne islandaise (ISK)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) à partir du 1er janvier 2021, comme suit :

Taxe nationale :

Taxe de dépôt[5] :	ISK 67.800
Taxe de revendication pour chaque revendication à compter de la 11e [6] :	ISK 4.400
Taxe additionnelle pour remise tardive de la traduction[7] :	ISK 18.300
Totalité des taxes annuelles pour les trois premières années[8] :	ISK 34.800

[Mise à jour du chapitre national, résumé (IS) du *Guide du déposant du PCT*]

[5] Doit être payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

[6] Si le déposant n'a pas déjà fait le nécessaire dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, l'office l'invitera à le faire dans un délai fixé dans l'invitation.

[7] Si la taxe nationale de base a été payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT, la traduction requise peut être déposée dans les deux mois qui suivent l'expiration de ce délai, à condition d'être accompagnée du paiement de la taxe additionnelle.

[8] Ces taxes sont dues dans les deux mois qui suivent l'accomplissement des actes requis pour l'ouverture de la phase nationale.

Tableau 1 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour la taxe internationale de dépôt et la taxe de traitement (dans les monnaies prescrites)
(applicables au 1er janvier 2021)

Monnaie	Taux de change en franc suisse le 05.10.2020	Taxe internationale de dépôt règle 15.2.a)	Taxe pour chaque feuille à compter de la 31e règle 15.2.a)	Réduction pour un dépôt effectué sous forme électronique selon le barème de taxes point 4.a)	point 4.b)	point 4.c)	Taxe de traitement règle 57.2.a) Barème de taxes point 3	
Monnaie de référence Franc suisse		1330	15	100	200	300	200	Montant actuel
AUD - Dollar australien		2043	23	n.a	307	461	307	Montant actuel
	0.6574417	**2023**	23	n.a	**304**	**456**	**304**	**Nouveau montant**
CAD - Dollar canadien		1961	22	n.a	295	442	295	Montant actuel
	0.6898827	**1928**	22	n.a	**290**	**435**	**290**	**Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise		9090	100	n.a	1370	2050	1370	Montant actuel
	0.1449941	**9170**	100	n.a	**1380**	**2070**	**1380**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1217	14	92	183	275	183	Montant actuel
	1.0788415	**1233**	14	**93**	**185**	**278**	**185**	**Nouveau montant**
GBP - Livre sterling		1085	12	n.a	163	245	n.a	Montant actuel
	1.1873716	**1120**	**13**	n.a	**168**	**253**	n.a	**Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois		432700	4900	n.a	65100	97600	n.a	Montant actuel
	0.0029944	**444200**	**5000**	n.a	**66800**	**100200**	n.a	**Nouveau montant**
ILS - Nouveau sheqel israélien		*	*	n.a	*	*	743	Montant actuel
	0.2686275	*	*	n.a	*	*	**745**	**Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise		195100	2200	n.a	29300	44000	n.a	Montant actuel
	0.0066343	**200500**	**2300**	n.a	**30100**	**45200**	n.a	**Nouveau montant**
JPY - Yen japonais		152100	1700	n.a	n.a	34300	22900	Montant actuel
	0.0086606	**153600**	1700	n.a	n.a	**34600**	**23100**	**Nouveau montant**
KRW - Won coréen		**	**	n.a	n.a	**	255000	Montant actuel
	0.0007907	**	**	n.a	n.a	**	**253000**	**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne		13450	150	n.a	2020	3030	n.a	Montant actuel
	0.0991452	**13410**	150	n.a	2020	3030	n.a	**Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais		2162	24	n.a	325	488	n.a	Montant actuel
	0.6079064	**2188**	**25**	n.a	**329**	**493**	n.a	**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise		13240	150	n.a	1990	2990	1990	Montant actuel
	0.1029188	**12920**	150	n.a	**1940**	**2910**	**1940**	**Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour		1974	22	n.a	297	445	297	Montant actuel
	0.6728352	**1977**	22	n.a	297	**446**	297	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1446	16	109	217	326	217	Montant actuel
	0.9155967	**1453**	16	109	**218**	**328**	**218**	**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain		24090	270	n.a	3620	5430	n.a	Montant actuel
	0.0551488	**24120**	270	n.a	**3630**	**5440**	n.a	**Nouveau montant**

* Ces montants, applicables à la date du paiement, correspondent à la contre-valeur en nouveaux sheqels israéliens des montants en dollars des États-Unis indiqués ci-dessus.
** Ces montants, applicables à la date du paiement, correspondent à la contre-valeur en wons coréens des montants en francs suisses indiqués ci-dessus.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2021)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/AT**		**ISA/AU**		**ISA/BR**			**ISA/CA**		
Monnaie de référence et montant	EUR	1775	AUD	2200	BRL	2525	1685	CAD	1600	
								CAD	**1632** [3]	
Taux de change applicables au 05.10.2020	*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*			*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		1939		1432		429	286		1085	Montant actuel
	1.0788415	**1915**	*0.6574417*	**1446**	*0.1628664*	**411**	**274**	*0.6898827*	**1134** [4]	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		2107 [1]		1587 [2]		483	322		1210 [1]	Montant actuel
	0.8486851	**2091**	*1.392666*	**1580**	*5.6217654*	**449**	**300**	*1.3271774*	**1243** [5]	**Nouveau montant**
EUR - Euro				1337		406	271		1016	Montant actuel
			1.6409691	**1341**	*6.6240888*	**381**	**254**	*1.5638043*	**1060** [6]	**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien										Montant actuel
										Nouveau montant
DKK - Couronne danoise										Montant actuel
										Nouveau montant
GBP - Livre sterling										Montant actuel
										Nouveau montant
HUF - Forint hongrois										Montant actuel
										Nouveau montant
ISK - Couronne islandaise										Montant actuel
										Nouveau montant
JPY - Yen japonais										Montant actuel
										Nouveau montant
KRW - Won coréen		2495000 [1]		1869000 [1]						Montant actuel
	0.0007329	**2422000**	*0.0012027*	**1829000**						**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne										Montant actuel
										Nouveau montant
NZD - Dollar néo-zélandais				2357						Montant actuel
			0.9246545	**2379**						**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise										Montant actuel
										Nouveau montant
SGD - Dollar de Singapour		2882 [1]		2102						Montant actuel
	0.6226646	**2846**	*1.0234142*	**2150**						**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain		35130		26420						Montant actuel
	0.0511185	**34720**	*0.0838839*	**26230**						**Nouveau montant**

1. Montants applicables depuis le 1er novembre 2020.
2. Montants applicables à partir du 1er décembre 2020.
3. Ce nouveau montant de la taxe de recherche, applicable au 1er janvier 2021, a été fixé par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.
(Il convient de se référer aux *Notifications officielles (Gazette du PCT)* du 5 novembre 2020, page 230).
4. Nouveau montant équivalent en francs suisses de la taxe de recherche, applicable au 1er janvier 2021, fixé par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.
5. Nouveau montant équivalent en dollars des États-Unis de la taxe de recherche, applicable au 1er janvier 2021, fixé par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.
6. Nouveau montant équivalent en euros de la taxe de recherche, applicable au 1er janvier 2021, fixé par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2021)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/CL**			**ISA/CN**		**ISA/EG**		**ISA/EP**		
Monnaie de référence et montant	USD	2000	400	300	CNY	2100	EGP	4000	EUR	1775	
Taux de change applicables au 05.10.2020	*Taux de change*				*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		1839	368	276		274 [7]		228 [7]		1939	Montant actuel
	0.9155967	**1831**	**366**	**275**	*0.1348178*	**283**	*0.0582031*	**233**	*1.0788415*	**1915**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis						294		245		2107 [7]	Montant actuel
					6.7913636	**309**	*15.7310642*	**254**	*0.8486851*	**2091**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1685 [7]	337 [7]	253 [7]		267		223			Montant actuel
	1.1782933	**1697**	**339**	**255**	*8.0022185*	**262**	*18.5358082*	**216**			**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien											Montant actuel
											Nouveau montant
DKK - Couronne danoise										13260	Montant actuel
									0.134398	**13210**	**Nouveau montant**
GBP - Livre sterling										1560	Montant actuel
									1.1005987	**1613**	**Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois										626100	Montant actuel
									0.0027756	**639500**	**Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise										276000	Montant actuel
									0.0061495	**288600**	**Nouveau montant**
JPY - Yen japonais										221900 [7]	Montant actuel
									0.0080277	**221100**	**Nouveau montant**
KRW - Won coréen											Montant actuel
											Nouveau montant
NOK - Couronne norvégienne										19010	Montant actuel
									0.0918997	**19310**	**Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais										3099	Montant actuel
									0.5634807	**3150**	**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise										18250 [7]	Montant actuel
									0.0953975	**18610**	**Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour										2882 [7]	Montant actuel
									0.6236646	**2846**	**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain										35130	Montant actuel
									0.0511185	**34720**	**Nouveau montant**

7. Montants applicables depuis le 1er novembre 2020.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2021)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/ES**		**ISA/FI**		**ISA/IL**		**ISA/IN**			
Monnaie de référence et montant	EUR	1775	EUR	1775	ILS	3582	INR	10000	2500	
Taux de change applicables au 05.10.2020	*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*			
CHF - Franc suisse	*1.0788415*	1939 **1915**	*1.0788415*	1939 **1915**	*0.2686275*	1009 **962**	*0.0125239*	128 **125**	32 **31**	Montant actuel **Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis	*0.8486851*	2107 [8] **2091**	*0.8486851*	2107 [8] **2091**	*3.408425*	1036 **1051**	*73.1079536*	131 **137**	33 **34**	Montant actuel **Nouveau montant**
EUR - Euro					*4.0161246*	932 **892**	*86.1426153*	114 [8] **116**	29 [8] 29	Montant actuel **Nouveau montant**
AUD - Dollar australien										Montant actuel **Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise										Montant actuel **Nouveau montant**
GBP - Livre sterling										Montant actuel **Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois										Montant actuel **Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise										Montant actuel **Nouveau montant**
JPY - Yen japonais										Montant actuel **Nouveau montant**
KRW - Won coréen										Montant actuel **Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne										Montant actuel **Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais										Montant actuel **Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise										Montant actuel **Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour										Montant actuel **Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain										Montant actuel **Nouveau montant**

8. Montants applicables depuis le 1er novembre 2020.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2021)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/JP**			**ISA/KR**			**ISA/PH**			**ISA/RU**			
Monnaie de référence et montant	JPY	156000	70000	KRW	1200000	450000	USD	1000	400	RUB	40000	8500	
Taux de change applicables au 05.10.2020	*Taux de change*			*Taux de change*			*Taux de change*			*Taux de change*			
CHF - Franc suisse		1364	612		941	353		920	368		498 [9]	106 [9]	Montant actuel
	0.0086606	**1351**	**606**	*0.0007907*	**949**	**356**	*0.9155967*	**916**	**366**	*0.0116828*	**467**	**99**	**Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		1457	654		1003	376					537 [9]	114 [9]	Montant actuel
	105.7197769	**1476**	**662**	*1157.957127*	**1036**	**389**				*78.3713408*	**510**	**108**	**Nouveau montant**
EUR - Euro		1326	595		854 [9]	320 [9]		843 [9]	337 [9]		455 [9]	97 [9]	Montant actuel
	124.5689098	**1252**	**562**	*1364.413178*	**879**	**330**	*1.1782933*	**849**	**339**	*92.3444294*	**433**	**92**	**Nouveau montant**
AUD - Dollar australien					1413 [9]	530 [9]							Montant actuel
				831.4679398	**1443**	**541**							**Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise													Montant actuel
													Nouveau montant
GBP - Livre sterling													Montant actuel
													Nouveau montant
HUF - Forint hongrois													Montant actuel
													Nouveau montant
ISK - Couronne islandaise													Montant actuel
													Nouveau montant
JPY - Yen japonais													Montant actuel
													Nouveau montant
KRW - Won coréen			783000										Montant actuel
	0.0912985		**767000**										**Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne													Montant actuel
													Nouveau montant
NZD - Dollar néo-zélandais					1594	598							Montant actuel
				768.8205388	**1561**	**585**							**Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise													Montant actuel
													Nouveau montant
SGD - Dollar de Singapour		2012			1385	519							Montant actuel
	77.689213	**2008**		*850.9361325*	**1410**	**529**							**Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain													Montant actuel
													Nouveau montant

9. Montants applicables depuis le 1er novembre 2020.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2021)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/SE**[10]		**ISA/SG**		**ISA/TR**[11]		**ISA/UA**			
Monnaie de référence et montant	SEK SEK	18250 [12] **18610**	SGD	2240	TRY TRY	11300 **16250**	EUR	300	100	
Taux de change applicables au 05.10.2020			*Taux de change*				*Taux de change*			
CHF - Franc suisse		1939 **1915**	*0.6728352*	1509 **1507**		1939 **1915**	*1.0788415*	328 **324**	109 **108**	Montant actuel **Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis		2107 [12] **2091**	*1.3608038*	1622 **1646**		2107 [12] **2091**	*0.8486851*	356 [12] **353**	119 [12] **118**	Montant actuel **Nouveau montant**
EUR - Euro		1775 1775	*1.6034261*	1380 [12] **1397**		1775 1775				Montant actuel **Nouveau montant**
AUD - Dollar australien										Montant actuel **Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise		13260 **13210**								Montant actuel **Nouveau montant**
GBP - Livre sterling										Montant actuel **Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois										Montant actuel **Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise		276000 **288600**								Montant actuel **Nouveau montant**
JPY - Yen japonais			*0.0128718*	173600 **174000**						Montant actuel **Nouveau montant**
KRW - Won coréen			*0.0011752*	1955000 **1906000**						Montant actuel **Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne		19010 **19310**								Montant actuel **Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais										Montant actuel **Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise										Montant actuel **Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour										Montant actuel **Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain										Montant actuel **Nouveau montant**

10. Tous les montants figurant dans cette colonne, applicables au 1er janvier 2021, qui seront fixés par l'Office suédois des brevets, sont inclus uniquement pour que ce tableau soit complet.
11. Tous les montants figurant dans cette colonne, applicables au 1er janvier 2021, qui seront fixés par l'Office turc des brevets et des marques, sont inclus uniquement pour que ce tableau soit complet.
12. Montants applicables depuis le 1er novembre 2020.

Tableau 2 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents pour les taxes de recherche (dans les monnaies des offices récepteurs)
(applicables au 1er janvier 2021)

Administration chargée de la recherche internationale	**ISA/US**				**ISA/XN**[13]		**ISA/XV**		
Monnaie de référence et montant	USD	2180	1090	545	DKK DKK	13260 **13210**	EUR	1775	
Taux de change applicables au 05.10.2020	*Taux de change*						*Taux de change*		
CHF - Franc suisse	*0.9155967*	1976 **1996**	988 **998**	494 **499**		1939 **1915**	*1.0788415*	1939 **1915**	Montant actuel **Nouveau montant**
USD - Dollar des États-Unis						2107 [14] **2091**	*0.8486851*	2107 [14] **2091**	Montant actuel **Nouveau montant**
EUR - Euro	*1.1782933*	1820 **1850**	910 **925**	455 **463**		1775 1775			Montant actuel **Nouveau montant**
AUD - Dollar australien									Montant actuel **Nouveau montant**
DKK - Couronne danoise									Montant actuel **Nouveau montant**
GBP - Livre sterling									Montant actuel **Nouveau montant**
HUF - Forint hongrois							*0.0027756*	626100 **639500**	Montant actuel **Nouveau montant**
ISK - Couronne islandaise						276000 **288600**			Montant actuel **Nouveau montant**
JPY - Yen japonais									Montant actuel **Nouveau montant**
KRW - Won coréen									Montant actuel **Nouveau montant**
NOK - Couronne norvégienne						19010 **19310**			Montant actuel **Nouveau montant**
NZD - Dollar néo-zélandais	*0.6639456*	3220 **3283**	1610 **1642**	805 **821**					Montant actuel **Nouveau montant**
SEK - Couronne suédoise						18250 [14] **18610**			Montant actuel **Nouveau montant**
SGD - Dollar de Singapour									Montant actuel **Nouveau montant**
ZAR - Rand sud-africain	*0.0602326*	36144 **36190**	18072 **18100**	9036 **9050**					Montant actuel **Nouveau montant**

13. Tous les montants figurant dans cette colonne, applicables au 1er janvier 2021, qui seront fixés par l'Institut nordique des brevets, sont inclus uniquement pour que ce tableau soit complet.
14. Montants applicables depuis le 1er novembre 2020.

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2021)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/AT**				**ISA/EP**		**ISA/FI**		**ISA/RU**		
Monnaie de référence et montant	EUR	850 [1]	1190 [2]	1700 [3]	EUR	1775	EUR	1775	Équivalent en CHF de roubles russes [4]	11800	18880 [5]
Taux de change applicable au 05.10.2020	*Taux de change*				*Taux de change*		*Taux de change*		*Taux de change*		
CHF - Franc suisse	*1.0788415*	**917**	**1284**	**1834**	*1.0788415*	**1915**	*1.0788415*	**1915**	*0.0116828*	**138**	**221**

1. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation en allemand.
2. Pour une recherche portant uniquement sur la documention européenne et nord-américaine.
3. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation minimale prescrite par le PCT.
4. Ce montant fait référence au montant équivalent en francs suisses, aux taux d'échange de la Banque centrale de la Fédération de Russie, applicable à la date du paiement.
5. Cette taxe s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2.a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement).

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2021)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/SE**		**ISA/SG**		**ISA/TR**			**ISA/UA**				
Monnaie de référence et montant	SEK	18250	SGD	2240	TRY	500 [6]	11300	EUR	60 [7]	70 [8]	90 [9]	90 [10]
	SEK	**18610** [11]			TRY		**16250** [12]					
Taux de change applicable au 05.10.2020			*Taux de change*					*Taux de change*				
CHF - Franc suisse		**1915** [13]	*0.6728352*	**1507**		**59** [14]	**1915** [14]	*1.0788415*	**65**	76	**97**	**97**

6. Pour une recherche portant uniquement sur les documents en turc dans la documentation de recherche de l'administration.
7. Cette taxe s'applique lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2.a) du PCT a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale en raison d'objets visés à la règle 39.1.iv) du PCT (méthodes de traitement).
8. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation en russe de l'ex-URSS et la documentation en ukrainien.
9. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation européenne et nord-américaine.
10. Pour une recherche portant sur les documents contenus dans la documentation de recherche de l'administration y compris sur la documentation minimale prescrite par le PCT.
11. Ce nouveau montant de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2021, a été fixé par l'Office suédois des brevets et de l'enregistrement.
12. Ce nouveau montant de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2021, a été fixé par l'Office turc des brevets et des marques.
13. Nouveau montant équivalent en francs suisses de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2021, fixé par l'Office suédois des brevets et de l'enregistrement.
14. Nouveau montant équivalent en francs suisses de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2021, fixé par l'Office turc des brevets et des marques.

Tableau 3 - Taxes PCT : Nouveaux montants équivalents des taxes de recherche supplémentaire
(applicables au 1er janvier 2021)

Administration chargée de la recherche internationale (recherche supplémentaire)	**ISA/XN**			**ISA/XV**		
Monnaie de référence et montant	DKK	4000 [15]	13260	EUR	550 [16]	1775
	DKK		**13210** [17]			
Taux de change applicable au 05.10.2020				*Taux de change*		
CHF - Franc suisse		**580** [18]	**1915** [18]	*1.0788415*	**593**	**1915**

15. Pour une recherche portant uniquement sur la documentation en danois, islandais, norvégien et suédois.
16. Pour une recheche portant uniquement sur la documentation en hongrois, polonais, tchèque et slovaque.
17. Ce nouveau montant de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2021, a été fixé par l'Institut nordique des brevets.
18. Nouveau montant équivalent en francs suisses de la taxe de recherche supplémentaire, applicable au 1er janvier 2021, fixé par l'Institut nordique des brevets.

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

26 novembre 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

MC Monaco 253

Taxes payables en vertu du PCT

SK Slovaquie – rectificatif 253

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.2 du PCT : Notifications par des offices et des administrations en vertu de l'instruction 111.c) des Instructions administratives du PCT

EP Organisation européenne des brevets 254

Notification de réception et transfert de taxes aux fins du PCT : Accords et calendriers

Accord de participation au service de transfert de taxes de l'OMPI – Liste des transferts de taxes du PCT effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI

AT Autriche 256
AU Australie 257
BG Bulgarie 257
BR Brésil 257
CH Suisse 257
CL Chili 258
CO Colombie 258
CR Costa Rica 258
CZ Tchéquie 258
DE Allemagne 258

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

DK	Danemark	258
DO	République dominicaine	259
EE	Estonie	259
EP	Organisation européenne des brevets	259
ES	Espagne	260
FI	Finlande	260
FR	France	260
GB	Royaume-Uni	260
GE	Géorgie	260
GR	Grèce	261
HU	Hongrie	261
IE	Irlande	261
IL	Israël	261
IN	Inde	261
IS	Islande	262
IT	Italie	262
JO	Jordanie	262
JP	Japon	262
KE	Kenya	262
KR	République de Corée	263
LV	Lettonie	263
MA	Maroc	263
MD	République de Moldova	263
MX	Mexique	263
MY	Malaisie	264
NI	Nicaragua	264
NO	Norvège	264
NZ	Nouvelle-Zélande	264
OA	Organisation africaine de la propriété intellectuelle	264
OM	Oman	264
PE	Pérou	265
PH	Philippines	265
QA	Qatar	265
RS	Serbie	265
RU	Fédération de Russie	266
SA	Arabie saoudite	266
SE	Suède	266
SG	Singapour	267
SI	Slovénie	267
SK	Slovaquie	267
TN	Tunisie	267
TR	Turquie	268
UG	Ouganda	268
US	États-Unis d’Amérique	268
VN	Viet Nam	268
XN	Institut nordique des brevets	269
ZA	Afrique du Sud	269

Calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes 270

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

MC Monaco

La **Division de la propriété intellectuelle, Direction de l'expansion économique (Monaco)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son numéro de téléphone, ainsi qu'à ses adresses de courrier électronique et d'Internet, qui sont désormais les suivants :

Téléphone :	(377) 98 98 98 01
Courrier électronique :	mcipo@gouv.mc
Internet :	https://mcipo.gouv.mc

[Mise à jour de l'annexe B1(MC) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

SK Slovaquie – rectificatif

L'**Office de la propriété industrielle de la République slovaque** a notifié au Bureau international que les informations publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 29 octobre 2020 (page 222), concernant les conditions de réductions de la taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b)), étaient erronées.

La taxe pour un document de priorité, exprimée en **euro (EUR)** et payable à l'office en sa qualité d'office récepteur, est réduite de 50% lorsque la demande pour le document de priorité est déposée par des moyens électroniques. Par conséquent, la taxe pour le document de priorité, qui est préparée et transmise par l'office sur papier, est la suivante :

Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	EUR	20	(demande déposée sur papier)
	EUR	10	(demande déposée par des moyens électroniques)

[Mise à jour de l'annexe C(SK) du *Guide du déposant du PCT*]

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET DES ADMINISTRATIONS EN VERTU DE L'INSTRUCTION 111.c) DES INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT

Durant sa cinquante et unième session (22e session ordinaire), qui s'est tenue à Genève du 30 septembre au 9 octobre 2019, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) a adopté à l'unanimité, notamment, la règle 82*quater*.2 du Règlement d'exécution du PCT ("règlement d'exécution") concernant l'excuse de retard dans l'observation de délais en raison de l'indisponibilité des moyens de communication électronique au sein de l'office. Cette nouvelle règle est entrée en vigueur le 1er juillet 2020.

À la suite de l'adoption de la règle 82*quater*.2, l'instruction 111 des Instructions administratives du PCT a été modifiée, également à compter du 1er juillet 2020, de manière à exiger que tout office excusant un retard en vertu de la règle 82*quater*.2 notifie au Bureau international l'existence des dispositions pertinentes afin que le Bureau international les publie dans les Notifications officielles (Gazette du PCT).

EP Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets (OEB)** conformément à l'instruction 111.c) des Instructions administratives du PCT, a l'intention d'appliquer la règle 82*quater*.2.a) en cas d'indisponibilité de ses moyens de communication électronique, afin d'excuser des retards dans l'observation de délais fixés dans le règlement d'exécution du PCT.

En particulier, l'OEB a l'intention d'appliquer la règle 82*quater*.2.a) comme suit :

1. Les retards dans l'observation de délais peuvent être excusés lorsque l'un quelconque des moyens autorisés de dépôt électronique à l'OEB faisant l'objet d'une notification en vertu de la règle 89*bis*, ou l'un quelconque des moyens de paiement en ligne[1], était indisponible pendant une durée ininterrompue d'au moins quatre heures au cours d'un jour ouvrable donné. La règle 82*quater*.2 ne sera pas appliquée par l'OEB si un moyen de dépôt électronique est indisponible pendant moins de quatre heures et si une annonce de l'interruption de service a été publiée au moins deux jours ouvrables à l'avance. Dans ce cas, on considère que les utilisateurs auraient eu suffisamment de temps pour adapter leur calendrier de travail en utilisant le moyen de dépôt électronique concerné avant ou après l'indisponibilité. Lorsque la notification préalable indiquait qu'une interruption de service devait durer moins de quatre heures, mais qu'elle a finalement duré plus longtemps, l'OEB envisagera la possibilité d'appliquer la règle 82*quater*.2. Les informations pertinentes seront publiées par l'OEB sur son site Internet et communiquées au Bureau international. Une liste recensant toutes les interruptions de service communiquées par l'OEB en vertu de la règle 82*quater*.2.a), ainsi que les incidents mineurs, sera également publiée par l'OEB.

2. Toutefois, une interruption de service imprévue ne doit pas nécessairement durer au minimum quatre heures pour donner lieu à l'application de la règle 82*quater*.2 par l'OEB. Si l'indisponibilité d'un moyen de communication électronique ou d'un moyen de paiement en ligne est considérée comme une interruption de service par ses services techniques, l'OEB envisagera la possibilité d'appliquer la règle 82*quater*.2 et procédera comme décrit ci-dessus.

3. Suite à la publication, par le Bureau international, d'une notification de l'OEB, une partie intéressée qui souhaite être excusée pour un retard dans l'observation d'un délai auprès de l'OEB doit : i) soumettre une requête à l'OEB, indiquant que le délai n'a pas été observé du fait de l'indisponibilité de l'un quelconque des moyens de communication électronique autorisés à une date donnée, et ii) effectuer l'action correspondante dès le premier jour ouvrable à l'OEB où tous les moyens de communication électronique ou de paiement en ligne autorisés sont à nouveau disponibles. Les utilisateurs seront informés sans délai de la décision de l'OEB par le biais du formulaire PCT/RO/132.

[1] L'outil de paiement des taxes en ligne et le service de l'OEB pour les paiements par carte de crédit et par transfert bancaire servent tous deux exclusivement à effectuer des paiements. Par conséquent, les interruptions affectant ces deux services ne peuvent être invoquées pour les périodes relatives au dépôt de documents.

4. Dans le cas d'une interruption de service affectant le système ePCT de l'OMPI, le Bureau international notifie cette interruption de service à l'OEB. L'OEB déterminera alors si la règle 82*quater*.2 est applicable et procédera comme décrit ci-dessus.

5. Cette notification est applicable à partir du 16 novembre 2020.

ACCORD DE PARTICIPATION AU SERVICE DE TRANSFERT DE TAXES DE L'OMPI : NOTIFICATION DE TRANSFERT DE TAXES DU PCT

Depuis le 1er juillet 2020[2], tout office récepteur du PCT ("RO"), toute administration chargée de la recherche internationale ("ISA"), toute administration chargée de la recherche internationale supplémentaire ("SISA"), ou toute administration chargée de l'examen préliminaire international ("IPEA") peut participer, en tant "qu'office participant", au mécanisme d'échange de taxes du PCT d'un office (ci-après dénommé "office percepteur") à un autre office (ci-après dénommé "office bénéficiaire") par l'intermédiaire du Bureau international ("IB") aux fins du PCT (le "service de transfert de taxes de l'OMPI"), en vertu de la règle 96.2 du PCT et conformément aux dispositions énoncées dans l'annexe G des Instructions administratives du PCT.

Un office participant au Service de transfert de taxes de l'OMPI en tant qu'office percepteur peut transférer les taxes et différences y relatives suivantes, conformément à l'annexe G des instructions administratives :

– **la taxe internationale de dépôt** (règle 15.2.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit du Bureau international;

– **la taxe de recherche** (règle 16.1.c) ou d)) perçue par l'office en sa qualité d'office récepteur au profit d'un office participant en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale;

– **la taxe de recherche supplémentaire** (règle 45*bis*.3.b)) perçue par le Bureau international au profit d'un office participant en sa qualité d'administration indiquée pour la recherche supplémentaire;

– **la taxe de traitement** (règle 57.2.c) ou d)) perçue par une administration chargée de l'examen préliminaire international au profit du Bureau international; et

– **la différence en ce qui concerne la taxe de recherche** (règle 16.1.e)) perçue par l'office en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale dans une monnaie autre que la monnaie fixée[3].

De plus, conformément à l'annexe G, partie II, paragraphe 3 des instructions administratives, le transfert des taxes et différences susmentionnées, par l'office percepteur au Bureau international, aux fins de son transfert ultérieur à l'office bénéficiaire, est réputé constituer le transfert desdites taxes conformément à la règle applicable, et ne doit pas être considéré comme un paiement de l'office percepteur à un tiers.

---

[2] Pour plus de détails, il convient de se référer au rapport de la cinquante et unième session (22e session ordinaire) de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT), disponible sur le site web de l'OMPI à l'adresse suivante : https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/pct_a_51/pct_a_51_4.pdf

[3] En ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé la taxe de recherche, applicable lorsque le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé.

Liste des transferts de taxes du PCT effectués dans le cadre du Service de transfert de taxes de l'OMPI

Conformément à l'annexe G, partie II.1, paragraphe 7 des Instructions administratives du PCT, la liste des transferts de taxes du PCT qui faisaient partie du Service de transfert de taxes de l'OMPI, pour chaque office participant[4], à la date du **20 novembre 2020** (inclus), est comme suit :

	Transferts de taxes du PCT				
	Taxe internationale de dépôt perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
AT Office autrichien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/BR, CO, GE, IN, JO, KE, KR, MA, MX, OA, OM, PE, SG, UG, VN, ZA	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire: *reçoit les transferts en EUR pour les taxes de recherche perçues par tout RO non-participant ayant spécifié ISA/AT*

[4] Les lignes relatives aux offices participants ayant un accord avec le Bureau international de l'OMPI en ce qui concerne le fonctionnement en tant qu'administration chargée de la recherche internationale et administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu du *Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* sont identifiées par une teinte gris clair.

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
AU Office australien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/KR en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/IN, JO, KE, KR, MY, NZ, OM, SG, US, VN, ZA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire: *reçoit les transferts en AUD pour les taxes de recherche perçues par tout RO non-participant ayant spécifié ISA/AU*
BG Office des brevets de la République de Bulgarie	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
BR Institut national de la propriété industrielle (Brésil)	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, SE, US en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/CO, PE	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire: *reçoit les transferts en USD pour les taxes de recherche perçues par tout RO non-participant ayant spécifié ISA/BR*
CH Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle (Suisse)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
CL Institut national de la propriété industrielle (Chili)	Office percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, ES, KR, US en tant qu'ISA bénéficiaire: *(ne participe pas encore en tant qu'ISA)*	n/a	*(ne participe pas encore en tant qu'IPEA)*	*(ne participe pas encore en tant qu'ISA)*
CO Surintendance de l'industrie et du commerce (Colombie)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, BR, EP, ES, KR, RU	n/a	n/a	n/a
CR Registre de la propriété intellectuelle (Costa Rica)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, ES	n/a	n/a	n/a
CZ Office de la propriété industrielle de la République tchèque	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
DE Office allemand des brevets et des marques	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
DK Office danois des brevets et des marques	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche pour* ISA/EP, SE, XN	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
DO Office national de la propriété industrielle (République dominicaine)	RO percepteur	RO percepteur: *perçois taxes de recherche perçues pour* ISA/ EP, ES, US	n/a	n/a	n/a
EE Office estonien des brevets	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
EP Office européen des brevets (OEB)	RO percepteur	en tant que RO percepteur: (n/a) en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/AT, BG, BR, CH, CL, CO, CR, CZ, DE, DK, DO, EE, ES, FI, FR, GB, GE, GR, HU, IE, IL, IN, IS, IT, JO, JP, KE, LV, MA, MD, MX, MY, NI, NO, NZ, OA, OM, PE, PH, QA, RS, RU, SA, SE, SG, SI, SK, TN, TR, UG, US, VN, ZA	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire: *reçoit les transferts en EUR pour les taxes de recherche perçues par tout RO non-participant ayant spécifié ISA/EP*

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
ES Office espagnol des brevets et des marques	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/CL, CO, CR, DO, MX, NI, PE	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire: *reçoit les transferts en EUR pour les taxes de recherche perçues par tout RO non-participant ayant spécifié ISA/ES*
FI Office finlandais des brevets et de l'enregistrement (PRH)	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE en tant qu'ISA bénéficiaire: *(ne participe pas encore en tant qu'ISA)*	*(ne participe pas encore en tant que SISA)*	*(ne participe pas encore en tant qu'IPEA)*	*(ne participe pas encore en tant qu'ISA)*
FR Institut national de la propriété industrielle (INPI) (France)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
GB Office de la propriété intellectuelle (Royaume-Uni)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
GE Centre national de propriété intellectuelle de la Géorgie (SAKPATENTI)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, IL, RU, US	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
GR Organisation de la propriété industrielle (OBI) (Grèce)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
HU Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
IE Office de la propriété intellectuelle d'Irlande	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
IL Office des brevets d'Israël	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, US en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/GE, US	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire: *reçoit les transferts en USD pour les taxes de recherche perçues par tout RO non-participant ayant spécifié ISA/IL*
IN Office indien des brevets	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, SE, US en tant qu'ISA bénéficiaire: *(ne participe pas encore en tant qu'ISA)*	n/a	*(ne participe pas encore en tant qu'IPEA)*	*(ne participe pas encore en tant qu'ISA)*

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
IS Office islandais de la propriété intellectuelle (ISIPO)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE, XN	n/a	n/a	n/a
IT Office italien des brevets et des marques	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
JO Direction de la protection de la propriété industrielle, Ministère de l'industrie, du commerce et de l'approvisionnement (Jordanie)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, US	n/a	n/a	n/a
JP Office des brevets du Japon (JPO)	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SG en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/KR, MY, PH, SG, US, VN	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire: *reçoit les transferts en JPY pour les taxes de recherche perçues par tout RO non-participant ayant spécifié ISA/JP*
KE Institut kényan de la propriété industrielle	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, SE	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
KR Office coréen de la propriété intellectuelle	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, JP, SG en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit taxes de recherche transférées de* RO/AU, CL, CO, MX, MY, NZ, PE, PH, SA, SG, US, VN	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire: *reçoit les transferts en KRW pour les taxes de recherche perçues par tout RO non-participant ayant spécifié ISA/KR*
LV Office letton des brevets	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
MA Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, RU, SE	n/a	n/a	n/a
MD Division de la propriété intellectuelle, Direction de l'expansion économique (Monaco)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, RU	n/a	n/a	n/a
MX Institut mexicain de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, ES, KR, SE, SG, US	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
MY Société de propriété intellectuelle de Malaisie	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, JP, KR	n/a	n/a	n/a
NI Registre de la propriété intellectuelle (Nicaragua)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, ES	n/a	n/a	n/a
NO Office norvégien de la propriété industrielle	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, SE, XN	n/a	n/a	n/a
NZ Office de la propriété intellectuelle de la Nouvelle-Zélande (IPONZ)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, KR, US	n/a	n/a	n/a
OA Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, RU, SE	n/a	n/a	n/a
OM Département de la propriété intellectuelle, Ministère du commerce et de l'industrie (Oman)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, US	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
PE Institut national de défense de la concurrence et de la protection de la propriété intellectuelle (Pérou)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, BR, EP, ES, KR, US	n/a	n/a	n/a
PH Office de la propriété intellectuelle des Philippines	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, JP, KR, US en tant qu'ISA bénéficiaire: *(ne participe pas encore en tant qu'ISA)*	n/a	*(ne participe pas encore en tant qu'IPEA)*	*(ne participe pas encore en tant qu'ISA)*
QA Département de la propriété intellectuelle (Qatar)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, US	n/a	n/a	n/a
RS Office de la propriété intellectuelle (Serbie)	RO percepteur	RO percepteur: *perçois taxes de recherche pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
RU Service fédéral de la propriété intellectuelle (Rospatent) (Fédération de Russie)	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/BG, CO, GE, LV, MA, MD, OA, SA, US, VN	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire: *reçoit les transferts en RUB pour les taxes de recherche perçues par tout RO non-participant ayant spécifié ISA/RU*
SA Autorité saoudienne de la propriété intellectuelle (SAIP)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, KR, RU	n/a	n/a	n/a
SE Office suédois de la propriété intellectuelle (PRV)	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP, XN en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/BR, DK, FI, IN, IS, KE, MA, MX, NO, OA, VN	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire: *reçoit les transferts en SEK pour les taxes de recherche perçues par tout RO non-participant ayant spécifié ISA/SE*

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
SG Office de la propriété intellectuelle de Singapour	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, JP, KR en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/JP, KR, MX, UG, US, VN	SISA bénéficiaire	IPEA percepteur	ISA bénéficiaire: *reçoit les transferts en SGD pour les taxes de recherche perçues par tout RO non-participant ayant spécifié ISA/SG*
SI Office slovène de la propriété intellectuelle	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
SK Office de la propriété industrielle de la République slovaque	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a
TN Institut national de la normalisation et de la propriété industrielle (INNORPI) (Tunisie)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
TR Office turc des brevets et des marques (Turkpatent)	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/EP en tant qu'ISA bénéficiaire: *(ne participe pas encore en tant qu'ISA)*	*(ne participe pas encore en tant que SISA)*	*(ne participe pas encore en tant qu'ISA)*	*(ne participe pas encore en tant qu'ISA)*
UG Bureau des services de l'enregistrement de l'Ouganda (URSB)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, EP, SG	n/a	n/a	n/a
US Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)	RO percepteur	en tant que RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AU, EP, IL, JP, KR, RU, SG en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/BR, CL, DO, GE, IL, IN, JO, MX, NZ, OM, PE, PH, QA, ZA	n/a	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire: *reçoit les transferts en USD pour les taxes de recherche perçues par tout RO non-participant ayant spécifié ISA/US*
VN Office de la propriété intellectuelle du Viet Nam (IP Viet Nam)	*(taxes payées directement au RO/IB par les déposants)*	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour* ISA/AT, AU, EP, JP, KR, SG, SE, RU	n/a	n/a	n/a

Transferts de taxes du PCT *(suite)*	**Taxe internationale de dépôt** perçue par le RO au profit du Bureau international	**Taxe de recherche** perçue par le RO au profit d'ISA(s) participante(s)	**Taxe de recherche supplémentaire** perçue par le Bureau international au profit d'une SISA participante	**Taxe de traitement** perçue par une IPEA au profit du Bureau international	**Différences en ce qui concerne la taxe de recherche** perçue par une ISA dans une monnaie autre que la monnaie fixée
Office participant (code ST.3 et nom de l'office)	Étendue de la participation				
XN Institut nordique des brevets	n/a	en tant que RO percepteur: (n/a) en tant qu'ISA bénéficiaire: *reçoit les taxes de recherche transférées de* RO/DK, IS, NO, SE	SISA bénéficiaire	IPEA perceptrice	ISA bénéficiaire: *reçoit les transferts en DKK pour les taxes de recherche perçues par tout RO non-participant ayant spécifié ISA/XN*
ZA Commission pour les sociétés et la propriété intellectuelle (CIPC) (Afrique du Sud)	RO percepteur	RO percepteur: *taxes de recherche perçues pour for* ISA/AT, AU, EP, US	n/a	n/a	n/a

Calendrier commun pour les listes de taxes et les transferts de taxes

Suite aux consultations tenues avec des offices participants, conformément à l'annexe G, partie II.2, paragraphe 8 des Instructions administratives du PCT, un calendrier commun a été établi pour l'année 2021, précisant les dernières dates auxquelles, chaque mois, un office percepteur participant doit établir et transmettre au Bureau international des informations relatives aux transferts de taxes ; et selon lesquelles les listes de taxes à transférer, ainsi que les montants de taxes indiqués dans lesdites listes, doivent être établis et transmis vers, ou par, le Bureau international.

Le calendrier commun établi pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021 est comme suit :

Cycle	**Mois civil (2021)**	**Mois considéré pour le service de transfert des taxes du PCT (période de facturation)**	**Service de transfert des taxes**	**Date limite pour la communication des documents au Bureau international** (12h00 CET)	**Date de valeur limite de paiement de l'office récepteur**	**Rapports sur les états financiers du service de transfert des taxes du PCT**	**Date de règlement du service de transfert des taxes du PCT**
1	janvier	déc. 2020	Taxe PCT/ISA	mercredi 21-jan-2021	vendredi 22-jan-2021	mardi 26-jan-2021	vendredi 29-jan-2021
2	février	jan. 2021	Taxe PCT/ISA	mercredi 17-fév-2021	vendredi 19-fév-2021	mardi 23-fév-2021	vendredi 26-fév-2021
3	mars	fév. 2021	Taxe PCT/ISA	mercredi 17-mar-2021	vendredi 19-mar-2021	mardi 23-mar-2021	vendredi 26-mar-2021
4	avril	mars 2021	Taxe PCT/ISA	mercredi 21-avr-2021	vendredi 23-avr-2021	mardi 27-avr-2021	vendredi 30-avr-2021
5	mai	avr. 2021	Taxe PCT/ISA	mercredi 19-mai-2021	vendredi 21-mai-2021	mardi 25-mai-2021	vendredi 28-mai-2021
6	juin	mai 2021	Taxe PCT/ISA	mercredi 16-juin-2021	vendredi 18-juin-2021	mardi 22-juin-2021	vendredi 25-juin-2021
7	juillet	juin 2021	Taxe PCT/ISA	mercredi 21- juil-2021	vendredi 23-juil-2021	mardi 27-juil-2021	vendredi 30-juil-2021
8	août	juillet 2021	Taxe PCT/ISA	mercredi 18-août-2021	vendredi 20-août-2021	mardi 24-août-2021	vendredi 27-août-2021
9	septembre	août 2021	Taxe PCT/ISA	mercredi 22-sep-2021	vendredi 24-sep-2021	mardi 28-sep-2021	jeudi 30-sep-2021
10	octobre	sept. 2021	Taxe PCT/ISA	mercredi 20-oct-2021	vendredi 22-oct-2021	mardi 26-oct-2021	vendredi 29-oct-2021
11	novembre	oct. 2021	Taxe PCT/ISA	mercredi 17-nov-2021	vendredi 19-nov-2021	mardi 23-nov-2021	vendredi 26-nov-2021
12	décembre	nov. 2021	Taxe PCT/ISA	mercredi 15-déc-2021	vendredi 17- déc-2021	mardi 21-déc-2021	jeudi 23-déc-2021

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

3 décembre 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

KP République populaire démocratique de Corée 272

Dépôt et traitement sous forme électronique des demandes internationales : notification d'offices récepteurs

BG Bulgarie 272

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

KP République populaire démocratique de Corée

L'**Office des inventions de la République populaire démocratique de Corée** a notifié au Bureau international les titres de protection nationale disponibles par la voie PCT lorsque la République populaire démocratique de Corée est désignée (ou élue) : la protection par "*petty inventor's certificate*" et "*petty patent*" est disponible, en plus de la protection par brevet et certificat d'auteur d'invention.

En outre, l'Office a spécifié ses exigences concernant la protection provisoire à la suite de la publication internationale, comme suit :

– la protection provisoire peut être disponible à partir de la date où une traduction est mise à la disposition du public pour inspection, conformément à la *Loi sur les inventions de la République populaire démocratique de Corée*.

[Mise à jour de l'annexe B1(KP) du *Guide du déposant du PCT*]

DÉPÔT ET TRAITEMENT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE DES DEMANDES INTERNATIONALES : NOTIFICATION D'OFFICES RÉCEPTEURS

BG Bulgarie

En vertu de la règle 89*bis*.1.d) et de l'instruction 710.b) des Instructions administratives du PCT, l'**Office des brevets de la République de Bulgarie**, en sa qualité d'office récepteur, a notifié au Bureau international un changement à apporter à sa notification publiée dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 21 avril 2016, pages 84 et suivantes.

En particulier, à partir du 1er février 2021, l'office n'acceptera plus les demandes internationales sous forme électronique déposées au moyen du logiciel de dépôt en ligne de l'OEB (en vertu des instructions 703.b)iv) et 710.a)i) des Instructions administratives du PCT).

Par conséquent, à partir du 1er février 2021, le point relatif aux logiciels de dépôt électronique, spécifié par l'office dans sa notification susmentionnée, sera remplacé par le suivant :

En ce qui concerne les logiciels de dépôt électronique (instruction 710.a)i)) :

– dépôt ePCT

[Mise à jour de l'annexe C(BG) du *Guide du déposant du PCT*]

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

10 décembre 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

BH Bahreïn 274
MN Mongolie 274

Taxes payables en vertu du PCT

EA Organisation eurasienne des brevets 274

Offices désignés (ou élus)

MG Madagascar 275

Excuse de retard selon la règle 82*quater*.2 du PCT : Notifications par des offices et le Bureau international en vertu de la règle 82*quater*.2.a)

EP Organisation européenne des brevets 276

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

BH Bahreïn

L'**Office national des brevets (Bahreïn)** a notifié au Bureau international des changements relatifs à ses numéros de téléphone, qui sont désormais les suivants :

Téléphone:	(973-17) 57 48 96 (973-17) 57 49 23 (973-17) 57 47 69

[Mise à jour de l'annexe B1(BH) du *Guide du déposant du PCT*]

MN Mongolie

L'**Office de la propriété intellectuelle de la Mongolie** a notifié au Bureau international des changements relatifs à son siège et adresse postale, et à son adresse Internet, qui sont désormais les suivants :

Siège et adresse postale :	13381 Ulaanbaatar Bayanzurkh District, 3 Khoroo Enkhtaivan Avenue 30 Mongolie
Internet :	www.ipom.gov.mn

[Mise à jour de l'annexe B1(MN) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

EA Organisation eurasienne des brevets

L'**Office eurasien des brevets (OEAB)** a notifié au Bureau international un changement relatif à la monnaie de paiement de la taxe internationale de dépôt (règle 15.2.b)), la taxe par feuille à compter de la 31e, ainsi que des réductions selon le point 4 du barème de taxes du PCT . En plus du **dollar des États-Unis (USD)**, l'office accepte désormais le paiement de ces taxes en **euro (EUR)**.

La liste consolidée des taxes, ainsi que le montant de chaque taxe, à laquelle ce changement s'applique, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur, est la suivante :

Taxe internationale de dépôt[1] :	USD	1.446	(1.453)[2]
	ou EUR	1.217	(1.233)[2]
Taxe par feuille à compter de la 31e[1] :	USD	16	
	ou EUR	14	
Réductions (selon le barème de taxes, point 4) :			
Dépôt électronique (la requête étant en format à codage de caractères) :	USD	217	(218)[2]
	ou EUR	183	(185)[2]
Dépôt électronique (la requête, la description, les revendications et l'abrégé étant en format à codage de caractères) :	USD	326	(328)[2]
	ou EUR	275	(278)[2]

[Mise à jour de l'annexe C(EA) du *Guide du déposant du PCT*]

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

MG Madagascar

L'**Office malgache de la propriété industrielle** a notifié au Bureau international que le montant de la taxe nationale de dépôt, payable en **ariary malgache (MGA)** à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu), comprend la taxe pour la délivrance et la publication d'un brevet.

[Mise à jour du chapitre national, résumé (MG) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Cette taxe est réduite de 90% si certaines conditions s'appliquent (voir l'annexe C(IB)).

[2] Le montant indiqué entre parenthèses est applicable à compter du 1er janvier 2021.

EXCUSE DE RETARD SELON LA RÈGLE 82*quater*.2 DU PCT : NOTIFICATIONS PAR DES OFFICES ET LE BUREAU INTERNATIONAL EN VERTU DE LA RÈGLE 82*quater*.2.a)

Conformément à la règle 82*quater*.2.a) relative à l'excuse de retard dans l'observation de certains délais en raison de l'indisponibilité de moyens de communication électronique au sein d'un office ou d'une organisation, les périodes d'indisponibilité suivantes sont notifiées :

EP Organisation européenne des brevets

Les moyens de communication électronique autorisés au sein de l'Office européen des brevets (OEB) étaient indisponibles au cours des intervalles de temps ci-après :

– CMS : du 26 novembre 2020, 08h00 au 27 novembre 2020, 11h00 (CET).

– Tous les services en ligne : du 26 novembre 2020, 23h25 au 27 novembre 2020, 1h15 (CET).

Les déposants qui n'ont pas pu observer un délai selon le PCT en raison des indisponibilités susmentionnées peuvent demander l'excuse de retard dans l'observation de délais en vertu de la règle 82*quater*.2 du PCT selon les conditions applicables (publiées dans les Notifications officielles (Gazette du PCT) du 26 novembre 2020 (pages 253 et suivantes)).

OMPI
ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

NOTIFICATIONS OFFICIELLES (GAZETTE DU PCT)

17 décembre 2020

Notifications et informations de caractère général

Page

Informations sur les États contractants

GM Gambie 278

Taxes payables en vertu du PCT

IL Israël 278
RS Serbie 279

Offices désignés (ou élus)

BH Bahreïn 280
IL Israël 280
RS Serbie 281

Les Notifications officielles (Gazette du PCT) font partie de la Gazette publiée par le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle conformément à l'article 55.4) du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et à la règle 86 du Règlement d'exécution du PCT.

INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

GM Gambie

La **Direction générale de l'enregistrement, Département d'État pour la justice (Gambie)** a notifié au Bureau international des changements relatifs au nom de l'office, ainsi qu'à ses numéros de téléphone, et à ses adresses de courrier électronique et d'Internet, comme suit :

Nom de l'office :	Direction générale de l'enregistrement, Ministère de la justice (Gambie)
Téléphone :	(220) 422 84 50 (220) 422 86 65 (220) 314 10 05
Courrier électronique :	info@moj.gov.gm colleyabdoulie@yahoo.com
Internet :	www.moj.gov.gm

[Mise à jour de l'annexe B1(GM) du *Guide du déposant du PCT*]

TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

IL Israël

L'**Office des brevets d'Israël** a notifié au Bureau international un nouveau montant, exprimé en **nouveau shekel israélien (ILS)**, de la taxe de transmission (règle 14 du PCT) payable à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ce montant, applicable à partir du 1er janvier 2021 est de ILS 554.

[Mise à jour de l'annexe C(IL) du *Guide du déposant du PCT*]

RS Serbie

L'**Office de la propriété intellectuelle (Serbie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs taxes, en **dinar serbe (RSD)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur et applicables depuis le 1er août 2020, comme suit :

Taxe de transmission (règle 14 du PCT)[1] :	RSD 7.990	
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	RSD 1.920	pour le premier document jusqu'à 10 pages, plus
	RSD 480	pour chaque document supplémentaire jusqu'à 10 pages, plus
	[Sans changement]	par page à compter de la 11e
Taxe pour requête en restauration du droit de priorité (règle 26*bis*.3.d) du PCT) :	RSD 3.210	

[Mise à jour de l'annexe C(RS) du *Guide du déposant du PCT*]

[1] Cette taxe est réduite de 50% lorsque la demande internationale est déposée par une personne physique.

OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)

BH Bahreïn

L'**Office national des brevets (Bahreïn)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dinar de Bahreïn (BHD)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants, applicables depuis le 13 décembre 2018, sont les suivants :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt[2] :	BHD	540	(270)[3]
Taxe annuelle pour la 2e année :	BHD	200	(100)[3]
Taxe de publication :	BHD	320	(160)[3]

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt[2] :	BHD	270	(135)[3]

[Mise à jour du chapitre national, résumé (BH) du *Guide du déposant du PCT*]

IL Israël

L'**Office des brevets d'Israël** a notifié au Bureau international un nouveau montant, exprimé en **nouveau shekel israélien (ILS)**, de la taxe de dépôt payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ce montant, applicable à partir du 1er janvier 2021, est de ILS 2.030[4].

[Mise à jour du chapitre national, résumé (IL), du *Guide du déposant du PCT*]

[2] Doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

[3] Le montant indiqué entre parenthèses est applicable dans le cas d'un dépôt effectué par un particulier.

[4] Cette taxe est réduite de 40% pour les demandes déposées en premier lieu en Israël par un déposant qui est une personne physique ou une entreprise dont le chiffre d'affaires a été inférieur à ILS 10 millions au cours de la dernière année civile.

RS Serbie

L'**Office de la propriété intellectuelle (Serbie)** a notifié au Bureau international de nouveaux montants de plusieurs composantes de la taxe nationale[5], en **dinar serbe (RSD)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu) et applicables depuis le 1er août 2020, comme suit :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt[6] :	RSD 7.990
Taxe d'examen[6] :	RSD 7.990
Taxe annuelle pour les trois premières années[6] :	RSD 11.200

Pour un "*petty patent*" :

Taxe de dépôt[6] :	RSD 7.990

[Mise à jour du chapitre national, résumé (RS), du *Guide du déposant du PCT*]

[5] Doit être remise ou payée dans le délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT.

[6] Cette taxe est réduite de 50% lorsque la demande internationale est déposée par une personne physique.